



Les deux corps du Front national: Étude contextualisée du vote Front national dans quatre communes ouvrières du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône

Arnaud Huc

► To cite this version:

Arnaud Huc. Les deux corps du Front national: Étude contextualisée du vote Front national dans quatre communes ouvrières du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône. Science politique. Université Montpellier, 2017. Français. NNT: 2017MONTD004 . tel-01692145

HAL Id: tel-01692145

<https://theses.hal.science/tel-01692145>

Submitted on 24 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**THÈSE POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR
DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER**

En Science politique

École doctorale Droit et Science politique

Centre d'Études Politiques de l'Europe Latine

Les deux corps du Front national
Étude contextualisée du vote Front national dans
quatre communes ouvrières du Pas-de-Calais et
des Bouches-du-Rhône

Présentée par Arnaud HUC
Le 13 décembre 2017

Sous la direction d'Émmanuel NÉGRIER
Directeur de recherche (CNRS)

Devant le jury composé de

Paul ALLIÈS, professeur de science politique émérite, Université de Montpellier

Alain FAURE, directeur de recherche (CNRS), SciencePo Grenoble

Florence HAEGEL, professeure de science politique, SciencesPo Paris

Nonna MAYER, directrice de recherche émérite (CNRS), SciencesPo Paris

Émmanuel NÉGRIER, directeur de recherche (CNRS), Université de Montpellier

Christophe ROUX, professeur de science politique, Université de Montpellier

Examinateur

Rapporteur

Rapporteur

Présidente du jury

Directeur de thèse

Examinateur



**UNIVERSITÉ
DE MONTPELLIER**

« L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur. »

Remerciements

Je remercie chaleureusement toutes les personnes qui m'ont aidé pendant l'élaboration de ma thèse et en particulier mon directeur de thèse Monsieur Emmanuel Négrier pour son intérêt, son soutien, sa grande disponibilité, ses relectures et ses conseils pertinents tout le long de mon travail de thèse.

Je remercie l'Université de Montpellier, le Centre d'Études Politiques de l'Europe Latine, et les membres de ces institutions pour m'avoir fourni un cadre de travail agréable tout le long de ce travail.

Je remercie toutes les personnes qui, au sein des préfectures, des mairies et des administrations locales, m'ont aidé dans mon travail de thèse en répondant à mes sollicitations ou à mes demandes de documents.

Je remercie ma famille, mes amis, et Camille ; personnes qui, pour certaines, ont relu tout ou partie de ma thèse et ont subi tout ou partie de mon caractère et de mes humeurs à propos de celle-ci.

Résumé : Régulièrement considérés comme le terreau du Front national, les espaces périurbains sont en France passés de la lumière à l'ombre. Voulant dépasser cette labellisation ordinaire et stigmatisante, cette thèse se propose d'étudier dans le détail le vote Front national dans le monde périurbain. À partir de quatre villes situées dans le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône et par un travail comparatif sont étudiées les sociologies des électeurs du Front national. À cette étude sociologique s'adjoint la volonté d'expliquer pourquoi certains espaces périurbains semblent créer un vote que certains qualifient de *repli*. Les différentes méthodes utilisées permettent de montrer que dans les espaces périurbains comme ailleurs, le vote Front national n'est pas une évidence, mais le résultat de trajectoires sociales, résidentielles et idéologiques particulières. Le vote FN présente par ailleurs un visage différent, voire contradictoire, dans le département du Pas-de-Calais ainsi que dans celui des Bouches-du-Rhône, et s'oppose ainsi un électorat populaire septentrional à un électorat plus aisé dans les départements méditerranéens.

Mots-clés : vote, sociologie électorale, géographie électorale, Front national, périurbain, vote périphérique

Abstract : Generally considered as a fertile ground for the *Front national*, the suburbs have moved in France from light to shadow. Wishing to overcome this ordinary and stigmatizing labeling, this thesis intends to study in detail the *Front national's* vote in the suburban space. This thesis offers to examine the sociology of the FN electorate in four cities located in Pas-de-Calais and Bouches-du-Rhône by a comparative methodology. Within this study is associated the will to explain why some suburbs seem to create a vote which some qualify as inward looking. The various methods we use allow us to show that in suburbs as elsewhere, voting for the Front national is not an obvious fact, but is the result of particular social, residential and ideological trajectories. Moreover, this voting shows a different - if not contradictory - face in the department of Pas-de-Calais than in the Bouches-du-Rhône. Therefore, are opposed a northern popular electorate and a wealthier one in the south.

Keywords : voting, electoral sociology, electoral geography, Front national, suburbs, peripheral voting

Droits d'auteur :

Droits d'auteur réservés. Toute reproduction sans accord express de l'auteur à des fins autres que strictement personnelles est prohibée.

Avertissement :

Afin de respecter la vie privée de certaines personnes citées ou interviewées, leurs noms, adresses, et plus globalement toutes caractéristiques permettant de les identifier nommément ont été modifiées.

Table des matières

Propos liminaires	13
Première partie	15
Chapitre introductif : Le Front national vu par la Science politique	17
I. Pourquoi étudier un parti politique ?	17
II. Pourquoi étudier ce parti politique ?	19
III. Une sociologie particulière des électeurs du Front national ?	20
IV. Expliquer le vote (et le vote Front national en particulier)	23
1. La survivance des explications stratégiques	25
2. Un vote socialement déterminé ?	28
3. Le rôle du contexte : La géographie électorale en action	34
4. Réintégrer la culture locale dans l'explication du vote	47
V. Vers un modèle explicatif plural	56
Conclusion : Esquisse d'un modèle explicatif combiné du vote FN	58
Chapitre II : Méthodologie	63
I. Trois partis pris pour étudier le vote Front national	63
1. Pourquoi étudier localement ?	63
2. Pourquoi effectuer une étude comparative ?	66
3. Pourquoi combiner plusieurs méthodes ?	73
II. Quatre méthodes pour un modèle à quatre entrées	75
1. Données quantitatives et étude du vote	75
2. Cartographie et sociologie électorale	86
3. L'utilisation de l'entretien	97
4. L'observation	106
III. Les logiciels	110
Conclusion : Analyser le vote par une combinaison de méthodes	111
Chapitre III : Présentation des terrains d'enquête	112
I. Choix des terrains d'enquête	112
1. Étudier des zones de forces plutôt que des zones de faiblesses	113
2. Pourquoi comparer nord et sud ?	113
3. Pourquoi des couples de communes ?	114
II. Deux régions comparables	119
1. Une histoire économique comparable	119
2. Des profils démographiques opposés	120
3. Une histoire politique semblable ?	124
4. Des régions étudiées par les sciences humaines	132
III. Quatre villes comme terrain	133
1. Points communs et différences générales de ces quatre villes	134
2. Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer : les visages de l'industrie lourde française	139

3. Bully-les-Mines et Grenay : vivre après les mines.....	157
Conclusion : Deux régions pour cadre, quatre villes pour terrain	172
Chapitre IV : Le Front national dans les Bouches-du-Rhône et le Pas-de-Calais.....	173
I. Dans les Bouches-du-Rhône.....	173
1. Sur le canton d'Istres et Fos-sur-Mer	173
2. Sur le canton de Martigues et Port-de-Bouc.....	177
II. Dans le Pas-de-Calais	181
1. Grenay : un Front national en ascension	181
2. Bully-les-Mines : un Front national inexistant.....	183
III. La classe politique locale et sa vision du vote Front national.....	184
1. La droite républicaine entre rejet et volonté d'accord.....	185
2. Une gauche majoritaire mais divisée.....	193
3. L'explication du vote FN par les syndicats locaux.....	201
Conclusion : Un Front national peu implanté dans des territoires pourtant favorables.....	208
Deuxième partie.....	209
Chapitre V : Les sociologies du vote Front national.....	211
I. Étude par variable.....	212
1. Une histoire de démographie.....	212
2. Une affaire de familles	218
3. Propriétaires et locataires.....	222
4. Maisons ou appartements ?	224
5. Une question de sociologie	228
6. Le rôle du diplôme	234
7. Un vote des classes moyennes et populaires	239
8. De la richesse au taux de chômage.....	245
9. De l'emploi à la mobilité.....	247
10. Le vote d'un périurbain dynamique ?.....	250
II. Un modèle explicatif global ?	252
1. Un modèle général sur l'ensemble des communes.....	253
2. Application du modèle simplifié à chaque département.....	265
3. Création d'un modèle explicatif adapté au Pas-de-Calais	269
III. Le gauchisme, toujours à l'ordre du jour ?.....	273
1. Étudier le gauchisme de destination	275
2. Le cas du gauchisme d'origine	276
Conclusion : Les deux électors du Front national.....	278
Chapitre VI : Les périphéries du vote Front national.....	281
I. Un essor différencié du vote FN.....	283
II. Un vote périphérique ou un vote de la périphérie ?.....	290
1. Un vote localisé dans les quartiers extérieurs	290
2. Une périphérie oubliée et une périphérie qui s'oublie.....	300
III. Deux Front(s) national pour deux territoires différents ?	314

1. Des électeurs aux niveaux d'études variés ?.....	315
2. Des sociologies comparables	319
3. Existe-t-il deux prolétariats ?.....	324
4. Un Front national « bourgeois » face à un Front national « populaire » ?.....	326
5. Et l'abstention ?.....	330
Conclusion : les deux périphéries du Front national.....	332
Chapitre VII : Les électeurs frontistes et leur contexte	336
I. Qui sont les électeurs du Front national ?.....	341
1. L'électorat populaire du Pas-de-Calais.....	341
2. Un vote de personnes plus aisées dans les Bouches-du-Rhône.....	344
II. Seulement un vote de « ras-le-bol » ?.....	348
1. Le « ras-le-bol » et l'envie de changement	348
2. Dans le sud, les taxes trop élevées, dans le nord l'envie d'être aidé.....	357
3. L'immigration comme ciment électoral ?	361
4. L'effet Marine Le Pen	364
III. Une vision de la ville différente des électeurs de gauche.....	365
1. La distance au centre, problème ou non ?.....	366
2. Vivre la ville, vivre dans la ville, vivre en dehors de la ville.....	371
3. La perception de la délinquance	379
Conclusion : Les deux visages du Front national	386
Chapitre VIII : La classe politique locale face au Front national.....	389
I. Les villes communistes face à la montée du Front national.....	390
1. Port-de-Bouc	390
2. Grenay	394
II. Les villes socialistes face au vote Front national.....	398
1. Fos-sur-Mer	398
2. Bully-les-Mines	400
3. Une opposition communiste « critique » face à l'action des mairies socialistes	403
Conclusion : Les deux gauches face au Front national.....	408
Conclusion générale	413
Le pari d'une approche combinée.....	413
Les paradoxes de l'étude contextuelle du vote.....	416
La périphéricité en question.....	417
L'introuvable classe populaire	420
Les invariants du vote Front national	422
Les deux corps du Front national.....	425
Bibliographie	431
Table des illustrations	457
Annexes	465
Lexique	476

Propos liminaires

Le Front national est sans conteste le parti français le plus étudié depuis trente ans. Son essor électoral tardif, mais néanmoins impressionnant, de même que son discours considéré comme « extrême » ont attiré un grand nombre de chercheurs qui ont donné à ce dernier une attention toujours plus prononcée. De nombreux aspects de ce parti ont été étudiés, beaucoup d'approches et de méthodologies ont été utilisées. Ce nombre considérable de travaux sur le Front national devrait nous inciter à penser que tous les aspects de ce parti sont connus. Pourtant, la littérature sur le Front national est toujours incomplète, de nombreux angles morts subsistent dans cette dernière et font de ce parti un sujet d'étude toujours intéressant. En effet, pendant près de vingt ans, les études sur le Front national se sont principalement concentrées sur une analyse macroscopique des résultats, ainsi que sur l'analyse des discours et des principaux leaders du parti. L'étude microscopique (à l'échelle du bureau de vote et du militantisme local) a été pendant de nombreuses années marginale. Cette absence de travaux a été plus généralement soulignée par Céline Braconnier qui, il y a quelques années, critiquait « l'irréalisme sociologique » des travaux hors-sol (Braconnier, 2010).

Néanmoins, depuis le début des années 2010, des travaux sur le Front national se basant sur des espaces restreints ont commencé à émerger. Ces derniers ont remis au goût du jour des approches qui semblaient passées de mode, mais dont la pertinence était encore bien réelle. Des chercheurs comme Guillaume le Tourneur¹, Jean Rivière (2009), Joël Gombin, Cyril Crespin (2015) ou Violaine Girard (2017) ont abordé le Front national sous des angles originaux allant de l'étude monographique à l'utilisation de modèles multi-niveaux. Ces travaux confirment que l'étude localisée et microscopique du vote Front national permet d'expliquer les « contradictions » et les limites auxquelles sont confrontées les politistes lorsqu'ils étudient le Front national de façon plus globale². Les approches utilisées ont également eu pour mérite d'associer régulièrement une approche quantitative (utilisation de cartes et de données statistiques) et une approche qualitative (via des entretiens et/ou l'administration de questionnaires). Le but de cette conjonction d'approches a été de réintroduire l'électeur et le « contexte local » dans l'explication du vote frontiste.

Notre thèse s'inscrit dans cette nouvelle dynamique de l'étude du vote. Nous pensons que lier approches quantitatives et qualitatives pour étudier la sociologie du vote Front national permet de parvenir à une explication plus précise de ce dernier. Nous considérons également que mêler focale « micro » et « macro » permet d'appréhender plus finement ce comportement. Notre objectif est donc de pousser encore plus loin l'utilisation combinée de cette pluralité d'entrées et de le faire dans des contextes territoriaux différents. Nous nous écartons ainsi d'une analyse monographique sans, pour autant, aborder cette étude comparée d'une façon trop surplombante. Par ailleurs, le

¹ Dont la thèse, intitulée « L'implantation du Front national en milieu rural l'analyse contextuelle des votes frontistes à partir du cas de la Mayenne » et s'inscrit dans ce renouveau de l'étude du Front national.

² Parmi celles-ci on retrouve notamment l'existence d'un électorat apparemment dual entre nord et sud de la France.

choix des terrains que nous étudions n'est pas dû au hasard : nous souhaitons en effet mettre à l'épreuve la cohérence sociologique et territoriale de l'électorat du Front national. Ainsi, combinant statistiques, cartographie, observation et réalisation d'entretiens, cette thèse a pour objectif d'étudier et comprendre le vote frontiste dans quatre communes périurbaines du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône. Trois thèmes constituent le fil rouge de notre enquête.

La dualité spatiale de la sociologie frontiste. En effet, depuis l'élection présidentielle de 2012, certains sociologues et journalistes ont commencé à émettre l'idée que l'électorat du Front national n'était pas aussi homogène qu'on pouvait le penser et qu'à cet électorat potentiellement dual correspondaient des représentants frontistes aux idées parfois opposées (Fourquet, 2013). Voulant vérifier cette hypothétique dichotomie nous nous demanderons si l'électorat du Front national dans le nord de la France est différent de celui du sud ?

L'impact de l'urbanisme sur le vote Front national. Souvent décrit comme issu d'un désarroi pavillonnaire, la question du lien entre vote FN et espace périurbain est aujourd'hui au cœur des débats. Plusieurs concepts et explications ont été émis à ce propos et il s'agira dans le cadre de ce travail de s'intéresser à l'impact que peuvent avoir la structure des quartiers, les frontières physiques, l'excentration des quartiers et plus généralement la perception de l'environnement géographique et social par l'électeur.

Le rôle de l'action politique locale sur le vote FN. Le vote Front national présente la particularité d'être souvent combattu par les différents élus locaux. Les mairies mettent ainsi régulièrement en œuvre des politiques visant à lutter contre les causes qu'elles considèrent principales dans l'essor du vote frontiste. Nous avons fait le choix de nous intéresser au rôle de l'action politique locale pour expliquer les résistances ou au contraire l'augmentation du vote Front national dans quatre communes historiquement ancrées à gauche.

Le plan de cette présente thèse peut paraître original puisque cette dernière se décompose en deux parties composées chacune de quatre chapitres. En effet, nous avons souhaité faire de la présentation de la littérature, des hypothèses, des méthodes et du terrain une véritable étape de notre construction scientifique, et non son préalable. La première partie, vue comme un ensemble cohérent, aborde ainsi successivement notre outillage conceptuel et méthodologique, la présentation de notre terrain d'enquête et l'état du vote Front national sur les villes étudiées. La deuxième partie constitue quant à elle la démonstration en entonnoir qui a été au cœur de notre travail. Elle détaille en quatre chapitres, les résultats que nous avons obtenus en utilisant les méthodes statistiques, la cartographie, la réalisation d'entretiens et l'étude des politiques publiques locales.

Première partie

L'élaboration d'un cadre théorique et technique est une étape indispensable d'un travail de thèse, cette première partie est l'occasion d'exposer en détail ce cadre. En discutant les acquis français et étrangers des travaux sur le vote en général, et sur l'extrême droite en particulier, nous posons, dans le premier chapitre notre propre questionnement sur le vote Front national. Il ne s'agit par seulement de faire la revue exhaustive des apports scientifiques récents sur ce sujet, mais également d'élaborer un modèle théorique que nous avons ensuite mis à l'épreuve de nos terrains d'enquête.

Ce modèle théorique comporte des choix, notamment méthodologiques, qui ont conditionné les outils que nous avons mis en œuvre dans le cadre de cette thèse. Ainsi, le deuxième chapitre de cette partie est l'occasion de détailler les différentes méthodes que nous avons utilisées. Celles-ci sont variées, puisqu'elles sont tant quantitatives (statistiques et cartographie) que qualitatives (observation et réalisation d'entretiens). Toutes ont pour objectif d'aborder le vote Front national sous un angle particulier, et la mise en perspective de ces regards nous permet d'expliquer celui d'une façon la plus large possible.

Si d'un point de vue pratique, notre modèle théorique a guidé le choix des méthodes utilisées ; d'un point de vue théorique, c'est par le terrain et une démarche inductive que nous avons confirmé ou infirmé les hypothèses que nous avons développées. Nous présentons ces terrains dans le troisième chapitre, à l'occasion duquel nous passons insensiblement de la description à l'analyse, livrant certains résultats, et nous interrogeant sur les angles morts que ces résultats maintiennent en l'état. Cette présentation est enrichie, dans le quatrième chapitre par la présentation du vote Front national sur nos terrains d'enquête et les explications que les différents élus locaux fournissent à propos de ce dernier.

Ainsi, notre première partie, qui balaye l'ensemble de ces questions, ne peut être vue comme une simple et longue introduction. Dans cette partie, nous explicitons des choix au regard d'un premier contingent de données. Elle reste, nous allons le voir, de tonalité plus descriptive que la seconde partie et ses quatre autres chapitres. Ici désormais, notre combinaison d'approches est mise en mouvement, au contact des terrains. L'analyse causale se précise, tandis que le dialogue avec les acquis de la science politique au sujet du vote FN (vote périphérique, vote populaire, gauchisme, etc.) s'enrichit.

Chapitre introductif : Le Front national vu par la Science politique

I. Pourquoi étudier un parti politique ?

Les partis politiques constituent les piliers des démocraties contemporaines. Parmi leurs principales fonctions, on reconnaît consensuellement la structuration du débat politique et l'animation de la vie institutionnelle des États. Ces organisations ont été étudiées dès leur création par les chercheurs en Science politique. Les travaux de Roberto Michels et Moïseï Ostrogorski sont ainsi concomitants à l'institutionnalisation de ces nouvelles associations dont le but était alors la prise et l'exercice du pouvoir (Michels, 1914 ; Ostrogorski, 1903).

Les États ont laissé une place majeure à ces nouvelles associations au travers de lois proclamant l'utilité des partis politiques. L'article 4 de la constitution française proclame ainsi que « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. [...] La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation. » (République française, 1958, Art. 4). Cette mention du rôle des partis politiques n'est pas propre à la France puisqu'on la retrouve par exemple en Allemagne dans un article de la loi fondamentale affirmant que « Les partis concourent à la formation de la volonté politique du peuple. Leur fondation est libre. » (Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne, Art 21-1)

L'étude de ces institutions particulières a été enrichie par l'apport de centaines d'ouvrages, on retiendra notamment le travail de Michel Offerlé qui a donné un second souffle à cette discipline (Offerlé, 1987). Depuis son travail, les partis ne sont plus uniquement considérés comme des rouages « essentiels » de la démocratie représentative, mais également comme des arènes dans lesquelles des hommes et des femmes luttent pour le contrôle de ressources idéologiques, financières et humaines. Ils ne sont plus étudiés uniquement en tant qu'institutions, mais également comme entreprises de captation de voix. En ce sens, leurs électorats ont également fait l'objet d'une attention toujours plus accrue.

Étudier un parti, en raison de ses multiples facettes, est un sujet aussi complexe que vaste. Les travaux de recherche se sont donc progressivement spécialisés afin de se concentrer sur certains aspects des partis politiques. Si l'on trouve bien évidemment des ouvrages traitant de l'histoire des partis politiques (Droz, 1997³) ; quelques-uns s'intéressent en revanche à la structure hiérarchique interne de ces organisations, sa propagande et sa communication (Dézé, 2007) ; d'autres se

³ Dont l'ouvrage porte sur le parti socialiste.

penchent sur les cadres (Bernard, 2007) ou encore les militants (Bonnafous, 1990) (Lafont, 2001) (Crépon, 2006) de ces associations particulières ; les derniers enfin, se focalisent sur les électeurs, les personnes qui votent pour des « étiquettes » ou des représentants. C'est dans cette dernière catégorie que nous nous classerons puisqu'il s'agit, dans cette présente thèse de contribuer à l'étude de l'électorat d'un parti politique : le Front national.

L'intérêt pour les électeurs est apparu très tôt dans la science politique. C'est André Siegfried qui, en 1913, produit le premier ouvrage scientifique portant sur la sociologie électorale (Siegfried, 1913). Il introduit dans celui-ci une explication basée sur le rôle du contexte sur le vote. Cet ouvrage fondateur va durablement marquer la sociologie électorale française, du moins jusqu'aux années 1950 et 1960, en l'inscrivant dans une approche géographique. Il s'agit, dans cette approche, d'étudier via des données agrégées et des cartes les tendances électorales qui se dessinent au niveau des départements français.

Aux États-Unis, émerge dans les années 1940 une autre façon d'étudier les électeurs en se basant sur des enquêtes quantitatives (Lazarsfeld, 1948). Cette approche s'exporte en France et devient courante dans les années 1970 (Michelat, Simon, 1977). Ces travaux américains ont permis le développement de l'utilisation du sondage à des fins de recherche, permettant ainsi l'étude directe et quantitative des électeurs. La multiplication des questionnaires permet ainsi de monter en généralité à propos des pratiques de vote et d'établir ainsi des « lois » sur les comportements électoraux des citoyens. Cette approche, relativement fiable sans être excessivement couteuse, s'est si bien développée qu'il est rare en France de lire un journal dont les articles ne sont pas illustrés par un sondage portant sur des questions d'actualité, ou mesurant la cote de popularité de différentes personnalités politiques. Cette utilisation médiatique, et à des fins commerciales, d'un outil scientifique a permis de mettre à jour les nombreux écueils tenant à la méthodologie du sondage. Elle a également eu pour effet de profondément modifier la façon dont les élus font de la politique. Cela est particulièrement visible au Front national où Marine Le Pen a une utilisation des médias et des sondages bien différente de celle de son père et s'est servie de ces outils pour modifier la ligne politique du parti (Dézé, 2015).

Enfin, l'étude des électeurs a été approfondie par l'utilisation de l'entretien ethnographique, outil qui a permis de mettre l'accent sur la psychologie des individus, l'histoire personnelle de ces derniers et leur façon de donner du sens à l'acte de voter et leur choix pour une étiquette. Cette approche est couramment utilisée en France dans des études monographiques et l'on peut citer les travaux de Céline Braconnier et de Jean-Yves Dormagen qui mettent en œuvre cette méthode au sujet de l'abstention (Braconnier, Dormagen, 2007), ceux de David Gouard sur le PCF (Gouard, 2014), ceux de Sylvain Crépon qui traitent du militantisme au Front national (Crépon, 2012) ou encore ceux de Violaine Girard sur un territoire périurbain de Lyon (2017, *op. cit.*). Ces approches ethnographiques sont toutes très couteuses en temps, ce qui limite leur emploi à des travaux de thèse ou à des travaux sur le long terme, toujours localisés.

II. Pourquoi étudier ce parti politique ?

Si beaucoup de partis français ont fait l'objet d'une attention soutenue de la part des sociologues, aucun n'a suscité un attrait aussi fort que le Front national. Lorsque le parti de Jean-Marie Le Pen a émergé dans les urnes en 1984, la surprise qu'il a provoquée a immédiatement été accompagnée d'une multitude de travaux scientifiques portant sur l'organisation de ce parti, son histoire, son chef, ses militants ou ses électeurs. Le Front national a instantanément fasciné les chercheurs du fait de ses racines remontant à Ordre nouveau. Jusqu'à ce qui a été appelé la « dédramatisation » (Dézé, 2015), le Front national a continué à avoir des propos violents sur certaines thématiques, notamment liées à l'immigration, ce qui a contribué à maintenir l'intérêt des chercheurs pour ce parti qualifié d'« extrême ». Depuis, les succès électoraux du FN prolongent cet intérêt auprès des chercheurs.

Pourtant, lorsque le Front national fait parler de lui en 1984, quand Jean-Marie Le Pen est pour la première fois l'invité de « l'heure de vérité », cela fait déjà douze ans que le parti existe. Le parti est en effet créé le 5 octobre 1972 par quelque 70 personnes dont beaucoup appartenaient également au mouvement « Ordre Nouveau ». Il est alors l'incarnation électorale de ce mouvement duquel Jean-Marie Le Pen n'est pas membre et sert ainsi de « caution électorale » au parti. Jean-Marie Le Pen a en effet déjà été député et apporte une expérience politique non négligeable au mouvement⁴. De 1972 à 1982-1984 le Front national reste marginal (moins de 1 % des suffrages exprimés). Le changement d'orientation de la rue vers l'urne est en effet compliqué pour le parti qui compte jusqu'au début des années 1980 très peu d'adhérents. En 1982, les premiers scores supérieurs à 10 % de suffrages exprimés apparaissent, mais il faut attendre 1984 pour que le Front national (obtenant 11 % des suffrages exprimés aux élections européennes) fasse la une des journaux. On pense alors que cette percée est la conséquence d'une droite qui devient dans les années 1980 favorable à la construction européenne et déçoit ainsi une partie de son électorat.

L'électorat du Front national évolue au fil de ses premiers succès électoraux. Nonna Mayer démontre que la structure sociologique de l'électorat va se transformer entre 1984 et 1988 en devenant populaire alors qu'il était bourgeois et libéral (Mayer, 1997). Ce changement sociologique implique également des modifications dans la géographie du Front national. Celui-ci va progresser dans des terres autrefois défavorables comme le Pas-de-Calais, ce qui permettra à Pascal Perrineau de parler de gauchio-lepénisme (Perrineau, 1995, pp.243-261).

Régulièrement confronté à des luttes de pouvoir le FN subit une scission en 1998 et perd la majorité de ses cadres qui quittent le parti avec Bruno Mégret. Les journalistes tablent alors sur le déclin de ce parti, ce qui n'arrivera pas. Plus récemment, le changement de président à la tête du Front national a été un événement majeur qui a modifié les perspectives de ce parti. De nombreux journalistes prévoient en effet que ce changement de président allait pour le Front national être synonyme de changement de cap vers une réelle volonté présidentielle. Ce changement de cap sera

⁴ Pour plus de détails sur l'histoire politique du Front national, le lecteur pourra se référer aux ouvrages de Jean-Yves Camus (Camus, 1997), d'Alexandre Dézé (Dézé, 2008) ou encore de Michel Winock qui retrace l'histoire de l'extrême droite en France (Winock, 1994).

acté en peu de temps, Pascal Perrineau explique que les mutations du parti ont lieu dans les années 2009-2010 et sont la conséquence de la prise progressive du pouvoir au sein de l'appareil par de nouvelles élites (conseillers et élus) qui ne sont pas issues des rangs du parti (Perrineau, 2011, pp.5-16).

Enfin, en 2015, les derniers soubresauts politiques de Jean-Marie Le Pen ont été symptomatiques d'une lutte de pouvoir jamais terminée entre le père et la fille. Les différents conflits qui ont eu lieu au sein de l'appareil ont été le révélateur d'un changement de stratégie opéré par Marine Le Pen et ont abouti à l'exclusion de Jean-Marie Le Pen du parti, à la suppression du statut de Président d'honneur et à des changements dans les statuts du parti. Ce changement de stratégie s'est logiquement accompagné d'un changement de personnel politique et les résultats électoraux obtenus depuis 2012 semblent avoir conforté Marine Le Pen dans son changement de stratégie. Depuis 2012, les résultats sont en effet les meilleurs qu'ait enregistrés le parti, non seulement à l'élection présidentielle, mais également aux élections municipales, départementales et régionales (Perrineau, 2014, pp.1-4). Le traitement médiatique dont fait l'objet le Front national a certainement contribué à donner une aura à celui-ci (Dézé, 2015, *op. cit.*, pp.455-504). Malgré tout, les élections départementales et régionales de 2015, de même que les législatives de 2017, ont été un semi-échec pour le parti qui a été incapable de conquérir la moindre majorité dans un département, une région ou de constituer un groupe à l'Assemblée nationale. Le parti de Marine Le Pen est donc à un moment charnière de son histoire : il n'a jamais réalisé d'aussi bons scores électoraux et est pourtant incapable de concrétiser son ambition d'accéder aux responsabilités.

La combinaison de cette histoire particulière du Front national, des événements récents qui l'ont marqués, mais également de la géographie et de la sociologie de ce parti, fait de ce parti un sujet d'étude particulièrement pertinent.

III. Une sociologie particulière des électeurs du Front national ?

Parti singulier, voire atypique, le Front national l'est d'autant plus que son électorat a muté au fil des années. Lorsqu'il émerge à l'occasion des élections européennes de 1984, le Front national est un parti libéral dont l'électorat est composé de ce qu'on appelle des « CSP+ », c'est-à-dire des cadres et des personnes hautement qualifiées déçues par le tournant « européiste » et néolibéral de la droite gaulliste classique (Mayer, 1987, pp.891-906). La carte du vote pour le Front national est, lors de cette première élection, différente de celle d'aujourd'hui. Cela est vrai dans les métropoles où il obtient de bons résultats contrairement à aujourd'hui et en région Rhône-Alpes où le vote frontiste a ensuite décliné. Comme le soulignent certains chercheurs à l'époque : « L'électorat du FN est alors un électorat de radicalisation de la droite classique, qui considère que le RPR et l'UDF ne parlent pas suffisamment haut et fort contre une gauche au pouvoir considérée largement comme illégitime. » (Perrineau, 1997, p.108).

Progressivement, cet électorat initial va se désintéresser du vote frontiste pour être « remplacé » par l'électorat dont on connaît aujourd'hui l'identité grâce au grand nombre de travaux

qui ont été conduits depuis les années 1990. Cette évolution sociologique a été étudiée par Nonna Mayer dans le cadre d'un travail cartographié sur le vote Front national à Paris dans les années 1984 à 1986 (Mayer, 1987, *op. cit.*) et par Pascal Perrineau dans son livre *Le Symptôme Le Pen* (Perrineau, 1997, *op. cit.*). Nonna Mayer démontre que le vote pour le Front national s'est « déplacé » des quartiers riches de l'Ouest parisien pour « s'installer » progressivement au nord de la ville, dans des quartiers plus populaires. Il s'agit bien d'une forme de chassé-croisé électoral entre les premiers électeurs et les suivants. Les habitants de l'Ouest parisien cessent de voter Front national dès le milieu des années 1980, les habitants des quartiers populaires commencent, quant à eux, à voter de plus en plus pour Jean-Marie Le Pen.

Aujourd'hui, l'électorat du Front national semble stabilisé, il n'y a plus de grandes surprises quant aux catégories socioprofessionnelles qui sont favorables à ce parti. Celui-ci présente des caractéristiques nettement identifiables. Le vote FN est d'abord intergénérationnel, il est fort tant chez les jeunes que chez les plus âgés, avec néanmoins une propension plus élevée à voter Front national entre 45 et 60 ans et une résistance notable des plus de 70 ans. Le vote Front national est également inter-classe. « Le FN a su pénétrer tous les milieux sociaux : salariés, professions indépendantes, actifs, chômeurs, inactifs, bourgeois et prolétaires. » (Perrineau, 1997, *op. cit.*, p.107). Il se distingue d'un autre vote auquel on a pu le comparer, à savoir le vote communiste qui était quant à lui un vote massivement ouvrier et, plus marginalement, paysan. De nombreuses catégories professionnelles se retrouvent aujourd'hui dans le vote frontiste, de l'agriculteur à l'employé en passant par le cadre du privé ou le patron de PME. Le spectre de ce vote est donc très large du point de vue de l'emploi. Certains secteurs semblent néanmoins résistants à ce vote en particulier dans la fonction publique d'État et dans le monde associatif (Rouban, 2013b, pp.1-7).

Cette diversité sociologique observée de l'électorat frontiste semble faire du vote FN un vote susceptible de pénétrer toutes les catégories sociales. Pourtant, si les ouvriers, les employés, les petits patrons, et les indépendants, appartenaient autrefois à des classes sociales différentes : à savoir le prolétariat et la petite bourgeoisie, ces catégories partagent aujourd'hui souvent les mêmes conditions de vie et appartiennent à ce qu'on peut appeler d'une façon large, les classes populaires (Perrineau, 2017). Ainsi, si à première vue on peut croire que le vote FN est depuis 2012 diversifié, l'utilisation de nouvelles catégories de classement permet de trouver une cohérence à cet électorat. Le lien entre les classes populaires et le Front national nous pousse à questionner la notion de « classe populaire ». Comme le souligne Joanie Cayouette-Remblière, les classes populaires peuvent se définir comme « celles et ceux qui sont situés dans une position sociale dominée et qui présentent des caractéristiques culturelles à l'écart des normes sociales dominantes » (Cayouette-Remblière, 2015). ». Néanmoins, au-delà de cette définition volontairement large, il est difficile de cerner les frontières internes des classes populaires tant ces dernières semblent aujourd'hui marquées par une grande hétérogénéité (Siblot et al., 2015). Chez les ouvriers, catégorie de travailleurs faisant partie des classes populaires, le vote Front national est également majoritaire et s'associe à une abstention plus forte que dans toute autre catégorie sociale. Là encore, il est nécessaire de souligner l'hétérogénéité actuelle de cette catégorie de travailleurs. Les ouvriers actuels n'ont plus rien à voir avec ceux qui, il y'a cinquante ans, votaient massivement pour le parti communiste. Le vote FN

présent dans les classes populaires est donc difficilement comparable avec le vote communiste qui a pu structurer la vie politique des années 50 aux années 90. Comme le souligne Florent Gougou : « Le groupe ouvrier n'a jamais été homogène. Derrière le désalignement électoral mis en lumière par les enquêtes postélectorales semblent ainsi se profiler des évolutions différenciées selon les milieux ouvriers, selon leur histoire industrielle, selon leur tradition politique. » (Gougou, 2007, p.17). Par ailleurs, le même auteur souligne que « Le contraste entre le vote lepéniste en terres communistes et le vote lepéniste au sein des milieux ouvriers dominés de longue date par la droite est saisissant. [...] Ainsi le vote en faveur du Front national, bien qu'il soit sensible dans certains milieux ouvriers communistes ou socialistes est prioritairement le fait de milieux ouvriers de droite qui se sont vraisemblablement radicalisés face aux nouveaux enjeux apparus entre 1981 et 1984, au premier rang desquels l'immigration. » (*Ibid*, 2007, p.19). Cette étude sur le vote ouvrier est appuyée par celle de Bernard Schwengler sur le vote ouvrier dans le monde rural qui parle d'ouvrier caché dans ces espaces éloignés de l'industrie (Schwengler, 2003, pp.513-533). On le voit, l'identification entre classe populaire et vote FN est particulièrement problématique et elle pousse le chercheur à prendre garde aux amalgames qu'il peut faire entre les deux.

Le vote Front national a pour particularité d'avoir pénétré des structures qui lui faisaient autrefois barrage. En effet, les organisations syndicales sont aujourd'hui confrontées à ce problème de pénétration des idées du Front national en leur sein, elles qui depuis leur création des organisations sont pourtant réputées à gauche. Comme le souligne Michel Wieviorka : « Le Front national ne trouve pas seulement un écho parmi les ouvriers : il pénètre leurs organisations, par le bas. Faible, implanté essentiellement au sein de la fonction publique ou assimilable, le syndicalisme peine à résister à la pénétration des idées du FN au sein de sa base militante et même parmi ses responsables. » (Wieviorka, 2013, p.41).

Le principal discriminant quant à la propension à voter pour le Front national semble être le niveau de diplôme. Cet indicateur qui se retrouve tant dans les sondages que dans les recensements est un facteur explicatif déterminant puisque les électeurs du Front national sont surtout des personnes ayant un niveau de qualification plutôt faible : CAP, BEP, Baccalauréat ou BTS (Perrineau, 2012, pp.1-5). Le niveau de diplôme, plus que la catégorie socioprofessionnelle est d'ailleurs le principal facteur explicatif du vote Front national depuis les années 2000 et a contribué à faire des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) un facteur qui semble *a priori* moins pertinent.

Sociologiquement particulier, le vote Front national l'est également au niveau géographique. Il s'agit d'un vote « du » périurbain (voire du rural) plutôt que de l'urbain (Ravanel, 2003, pp.469-482). Là aussi, nous avons assisté à une transformation électorale entre le début des années 1980 et les années 2000. Le Front national qui semblait être un vote de l'urbain au début des années 1980 s'est depuis déplacé hors des villes au fur et à mesure que l'identité de son électorat se modifiait.

Cette dimension géographique a été largement étudiée par les chercheurs travaillant sur le sujet et il existe aujourd'hui un débat quant à l'explication causale de cette répartition particulièrement inégale du Front national sur le territoire (Charmes, 2013). Le vote Front national

a été pendant longtemps coupé en deux par une ligne allant du Havre, et passant par Valence et Toulouse (Mayer, 1997, *op. cit.*, p.443). À l'est de cette ligne, le FN est implanté et réalise de bons résultats, à l'ouest non. Si aujourd'hui cette frontière persiste, le vote Front national étant plus fort à l'est qu'à l'ouest, elle semble néanmoins s'atténuer. C'est une nouvelle dimension géographique qui semble se matérialiser entre les villes centres et les périphéries, le vote Front national se retrouvant bien plus largement dans les secondes. Cette particularité géographique a été un des facteurs conduisant au renouveau des analyses géographiques du vote.

Les idées des électeurs du Front national ont également fait l'objet de travaux sociologiques, et ce depuis l'expansion électorale de ce parti dans les années 1980. Les travaux de Jacques Le Bohec ou de Franck Franceries constituent des exemples d'études portant sur les électeurs du Front national (Le Bohec, 1999) (Franceries, 1993). Le but de ces deux sociologues était, au travers d'entretiens, de comprendre pourquoi certains électeurs s'orientaient vers un vote Front national. Les résultats des travaux sur ce sujet ont montré que les motivations changeaient chez les électeurs du Front national. Hier, l'électeur FN type était xénophobe, conservateur sur le plan des idées sociales et libéral sur le plan des idées économiques. Ce schéma d'électeur s'est progressivement transformé en celui d'un électeur « islamophobe », prônant un état conservateur et protecteur des Français « de souche » et assumant davantage son vote. Néanmoins, cette image d'Épinal de l'électeur frontiste est aujourd'hui confrontée à une autre réalité sur les territoires ouvriers du nord de la France. En effet, l'électeur FN apparaît là-bas bien différent de celui du sud.

La carte d'identité du vote Front national semble aujourd'hui relativement simple. Il s'agit d'un vote localisé dans « le » périurbain ou plutôt dans certaines zones périurbaines aux caractéristiques particulières. Ce vote concerne plutôt des classes populaires et moyennes, ayant peu de diplômes. Les explications qui ont été avancées pour expliciter ces traits caractéristiques du vote Front national, ont été diverses, et sont régulièrement débattues.

IV. Expliquer le vote (et le vote Front national en particulier)

« Si selon les mots mêmes de Goethe, l'enfer a ses lois, pourquoi la politique n'aurait-elle pas les siennes ? » (Siegfried, 1913, *op. cit.*, p.28). Ces mots du précurseur de la sociologie électorale française font encore écho dans la science politique. Le but des chercheurs actuels est en effet le même que celui de leurs prédécesseurs : expliquer le vote de leurs concitoyens. Pour se faire, ils étudient les régularités et les particularités des divers comportements électoraux.

S'il existe aujourd'hui de nombreux travaux portant sur les militants du FN, étudier l'électorat d'un parti est un travail *a priori* plus complexe. Les électeurs ne sont, par définition, pas rassemblés dans des lieux de sociabilité partisane comme le sont les militants. Ce sont au contraire des gens « ordinaires » qui, souvent, s'intéressent à la politique comme on s'intéresse à d'autres sujets. La politique loin d'être, comme on a pu le croire, un sujet capital dans la vie du citoyen, prend souvent une place bien marginale chez la personne qui, à l'occasion d'un vote, effectue pourtant un acte politique. Les chercheurs en sociologie politique se sont rapidement rendu compte

de cette place réduite que prend la politique dans la vie des citoyens, et ce malgré l'abondance d'émissions plus ou moins politiques à la radio ou à la télévision. Comme le soulignait Neuman, il y a « un fossé entre les attentes relatives à un corps de citoyens informés dans la théorie démocratique et la réalité inconfortable révélée par la recherche par sondage » (Neuman, 1986, p.3). S'agissant du Front national, un écueil de taille se dresse devant le chercheur voulant étudier l'électorat de ce parti : le caractère encore tabou d'un vote qui est considéré par beaucoup, notamment dans les médias, comme négatif ou réactionnaire. Ce caractère tabou du vote Front national, bien que se réduisant petit à petit depuis 2011-2012, existe encore chez de nombreux électeurs du Front national.

En sociologie électorale, plusieurs théories coexistent pour expliquer le processus de production de vote chez l'électeur. Ces différentes théories mettent l'accent sur différentes facettes de ce processus. Dans ce présent chapitre, nous allons mobiliser ces différentes approches explicatives du vote et les confronter les unes aux autres pour expliquer le vote et en particulier le vote pour le Front national. Ainsi, dans les paragraphes qui suivent, nous allons exposer en détail l'évolution des trois principales familles d'explications du vote, à savoir les familles stratégiques, déterministes et écologiques. Chacune de ces familles se concentre sur ce qu'elles considèrent être le facteur explicatif fondamental dans le choix électoral. Il s'agit soit :

- D'un comportement qui est expliqué par la rationalité de l'acteur et sa capacité à calculer une relation entre un coût et un bénéfice.
- D'un comportement qui est déterminé par l'histoire personnelle de l'individu.
- D'un comportement qui est déterminé par l'environnement dans lequel vit et évolue l'individu, qu'il soit urbain, amical, ou culturel.

Comme le souligne Emmanuel Négrier, l'étude du Front national « suscite le retour de très anciennes querelles sociologiques, comme celles qui opposent les tenants d'approches culturalistes, sensibles aux traditions locales ou aux identités religieuses, par exemple, et les partisans de variables a priori plus quantifiables, telles que la catégorie sociale, les niveaux scolaires ou de revenus, etc. » (Négrier, 2012, p.155). Il est en effet clair que le vote Front national du fait de sa spatialisation lors des élections de 2002 a relancé nombre de débats sur l'explication du vote⁵. Notre but sera ainsi de n'exclure aucune des familles explicatives, sous peine d'éluider une partie de la compréhension du processus de production du vote. Le principal objectif de notre travail a été de construire un modèle explicatif pertinent associant les apports des trois familles d'explications du vote. C'est ce modèle plural qui a été le fil rouge de notre travail de terrain puisqu'il nous a conduits à mettre en œuvre plusieurs méthodes d'enquêtes permettant de répondre à chaque facette de la question.

⁵ Cela a été d'autant plus renforcé par le caractère surprenant de l'accession au deuxième tour de Jean-Marie Le Pen face à Jacques Chirac.

1. La survivance des explications stratégiques

L'idée que des électeurs, conscients et informés choisiraient leur parti parmi un panel d'offres idéologiques présentes sur un marché électoral est vieille comme le suffrage universel. L'instauration d'un tel suffrage, durant la première République française, allait d'ailleurs de pair avec l'idée que les citoyens étaient capables de choisir rationnellement le candidat dont le programme est le plus bénéfique à leurs intérêts ou à ce qu'ils pensent être l'intérêt général.

A. Un électeur rationnel inexistant ?

Comme le souligne Raymond Boudon, « selon la conception de la rationalité développée par l'économie néoclassique, l'acteur social se décide au vu de la comparaison entre les coûts et les avantages des lignes d'action qui lui sont ouvertes » (Boudon, 2002, pp.9-34). L'électeur « rationnel » devrait donc voter pour le candidat qui lui apporterait le maximum de bénéfices politiques, économiques et sociaux, et dont les coûts lui seraient les moindres. Un patron tendrait donc à voter pour un candidat libéral, et un ouvrier pour un candidat redistributeur. Selon un tel modèle, l'abstention serait inexplicable, puisqu'elle impliquerait pour n'importe quel électeur de ne pas rechercher une maximisation de ses avantages et donc de se laisser guider par le choix des autres électeurs, choix guidés par des calculs coûts/avantages forcément différents. Ce modèle du vote rationnel, appelé également approche économique⁶, a été développé aux États-Unis par Anthony Downs (Downs, 1957). Comme le souligne Nonna Mayer, Downs explique que « l'électeur, ou l'électrice ont des préférences politiques, ils sont capables de les hiérarchiser, et de choisir l'alternative électorale qui maximise le bénéfice attendu. [...] L'électeur qui cherche à maximiser l'utilité de son vote se détermine en fonction de son degré de proximité avec les positions des candidats sur les enjeux de l'élection. Son choix résulte donc de sa position dans l'espace à N dimensions où N représente le nombre d'enjeux. » (Mayer, 2007, pp. 17-27).

Cette vision d'un électeur rationnel a été rapidement battue en brèche par certains chercheurs américains dans des travaux portant sur les connaissances politiques des électeurs. Lazarsfeld dans *The people's choice* (Lazarsfeld, 1948, *op. cit.*) puis Berelson dans *Voting : a study of opinion formation in a presidential campaign* (1954) soulignèrent l'ignorance de l'électeur dans une situation électorale. La plupart des électeurs américains qu'ils étudiaient n'étaient ni compétents ni intéressés par la politique. Leurs votes étaient « le mystérieux produit d'une sorte d'aveuglement » comme le souligne Loïc Blondiaux dans un article expliquant l'apport de ces deux sociologues américains (Blondiaux, 1996, p.755). Blondiaux continue en expliquant que « Le citoyen qui serait capable, selon les propres mots de B. Berelson, *d'exercer un jugement rationnel et de considérer rationnellement les implications de son vote*, reste largement introuvable » (*Ibid*, p.756). Ces conclusions sont reprises et approfondies par les sociologues de l'école de Michigan, comme cela est souligné dans l'ouvrage *The american voter* (Campbell, Converse, Miller, Stokes, 1960), puis dans un article de

⁶ Car impliquant un calcul coût/avantage dont l'origine provient de la science économique.

Philippe Converse qui suscitera de nombreux débats tant les conclusions qu'il avance s'opposent aux fondements mêmes de la démocratie américaine qui impliquaient une compétence politique de l'électeur (Converse, 1964). Dans cet article, il affirme en effet que l'électeur se caractérise par un faible niveau de conceptualisation idéologique, d'une faible reconnaissance des principes idéologiques, d'un faible niveau de cohérence idéologique, et enfin d'une absence de stabilité dans le temps de ses attitudes politiques sur des enjeux considérés comme essentiels. Comme l'explique Marie Servais, « La théorie des choix rationnels de la science économique, qui suppose en général un niveau d'information élevé, ne peut donc être utilisée de façon pertinente pour le vote que dans une acception particulière, intégrant le faible degré d'information du choix électoral » (Servais, 1997, p.137). La prise en compte d'une rationalité limitée est donc essentielle pour comprendre en partie le processus de décision électoral.

Enfin, comme le soulignent en France Daniel Boy et Nonna Mayer, l'électeur rationnel est un électeur particulièrement rare. De plus, l'éducation politique ne semble pas faire avancer vers une forme de rationalité qui se serait généralisée dans le corps électoral. Pour terminer, il y aurait une constance dans les comportements électoraux des électeurs : « L'électeur mobile reste celui que la sociologie électorale a toujours décrit ; l'électeur changeant n'a pas changé ; il est tout à l'opposé de ce nouvel électeur instruit, compétent, s'intéressant à la chose publique que présuppose le paradigme rationaliste. » La compétence politique comme le soulignait Pierre Bourdieu reste ainsi réservé à une frange limitée de la population d'un pays et dont les caractéristiques sont un niveau de capital culturel qui est de toute façon plus élevé que celui de l'électeur moyen (Bourdieu, 1979)⁷. Daniel Gaxie, quant à lui, parlait d'un vote désinvesti, et soulignait la très grande variabilité dans la maîtrise du politique qui pouvait exister au sein de l'électorat, expliquant par ailleurs qu'une grande partie des électeurs a une compétence extrêmement limitée des notions et concepts politiques (Gaxie, 1993, pp.138-164).

B. Expliquer le vote par une rationalité limitée ?

Les affirmations remettant radicalement en cause les explications rationalistes ont elles aussi été pondérées. En effet, s'il est clair que les électeurs ne sont pas rationnels au sens économique du terme, c'est-à-dire effectuant un calcul coût/bénéfice, ils peuvent néanmoins avoir des comportements « logiques ». Loïc Blondiaux rappelle dans son article que des travaux ont été publiés soulignant l'idée selon laquelle un électeur peut être « raisonnable » et non rationnel au sens économique et décider de manière réfléchie en réaction à des stimuli extérieurs et aux représentations cognitives du monde qu'il se fait. Nonna Mayer abonde dans ce sens et souligne par ailleurs que « Les électeurs ordinaires ont une compétence politique, même si elle ne s'exprime pas dans la langue des agrégés et si leurs connaissances politiques sont lacunaires. Leurs choix électoraux sont rationnels, si l'on veut bien admettre qu'il n'existe pas un seul modèle de rationalité,

⁷ On retrouve cette thèse dans les travaux anglo-saxons, notamment celui de W. Russel Neuman dans *The paradox of mass Politie* (Neuman, 1986).

la rationalité instrumentale des économistes » (Mayer, 1997, *op. cit.*, p.14). On est néanmoins loin du nouvel électeur que certains chercheurs avaient cru voir, décrit comme jeune, intéressé par la politique, éduqué, informé, en bref, apte à choisir de façon autonome son vote, à chaque élection selon l'offre politique développée pendant la campagne électorale et les enjeux saillants du moment (Habert, Lancelot, 1988). C'est pourtant cet électeur « fantôme » qui est très largement suggéré lors des reportages télévisés sur le comportement politique, notamment des jeunes, à l'approche d'une nouvelle élection.

L'idée d'un électeur-stratège, d'un *homo politicus* à l'image de l'*homo æconomicus* de Vilfredo Pareto, si elle n'est pas suffisante pour décrire et comprendre le processus de choix électoral, n'est néanmoins pas à écarter. La rationalité des électeurs est « plurielle et combinée » comme cela est souligné par Neyrat et Restier-Melleray dans un article de 1997 (Neyrat, Restier-Melleray, 1997, p.227). L'électeur ne choisira pas une étiquette en fonction d'un hypothétique calcul coût/avantage, mais plutôt à l'aune de son « logiciel idéologique », logiciel lui-même façonné par ses expériences de vie. L'électeur Front national portera ainsi son vote sur ce parti parce que les thématiques importantes à ses yeux seront également celles qui seront privilégiées par le Front national. Il est ainsi clair que si les électeurs font œuvre de raisonnement dans la production de leur vote, ce raisonnement est lui-même conditionné par les informations dont disposent ces individus, informations souvent très incomplètes (*Ibid*, p.228). Ces informations vont d'ailleurs dépendre d'une multitude de facteurs, dont l'univers social au sein duquel évolue l'individu. Il faut donc, pour comprendre le processus de production du vote, s'intéresser particulièrement au parcours social, économique et humain de l'électeur.

C. L'électeur frontiste : un électeur « raisonnable » comme les autres ?

Aujourd'hui encore, peu d'articles expliquent le vote Front national par une adhésion simple et claire à ses thèmes et à ses propositions. En général, le vote frontiste est expliqué par l'identité sociale de l'individu ou bien par le ras-le-bol et/ou la frustration qu'il ressent dans sa vie personnelle. Il est pourtant clair qu'une partie du vote tient également à une adhésion des individus aux thèmes mis en exergue par les candidats de ce parti. Cela ne rentre d'ailleurs pas en contradiction avec le fait que le vote Front national est socialement déterminé. Les thématiques qu'il défend ont en effet des échos différents en fonction de la situation personnelle des individus qui les écoutent. C'est notamment l'étude de ces thématiques qu'a effectuée Nonna Mayer et plus généralement les chercheurs du Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF) via des sondages réguliers. Comme Nonna Mayer le souligne, le vote Front national a pour trait distinctif « sa vision à la fois ethnocentrique et autoritaire de la société. Quelle que soit la question posée, les lepénistes se distinguent par la fréquence et l'intensité de leur rejet des *autres*. » (Mayer, 2002, p.505). La chercheuse étudie par ailleurs le lien entre ces considérations idéologiques et les variables socio-économiques des électeurs et souligne ainsi un vote déterminé socioculturellement (*Ibid*, pp.505-520). Cette particularité du vote Front national, au niveau des valeurs et des items déclarés comme

importants par les électeurs est corroborée par un article de Bruno Cautrès (Cautrès, 2003, pp.101-124).

Aujourd'hui, les explications stratégiques, associées à des modèles déterministes tendent à expliquer la temporalité du vote. Pierre Bréchon, en particulier, a étudié le lien entre rationalité et mobilité électorale. Il souligne que cette mobilité entre forces politiques sur le long terme n'a pas augmenté, contrairement à ce que l'on pourrait croire. Par contre, celle dans chaque camp augmente, notamment entre la droite et le Front national, en fonction des événements électoraux, ce qui implique une forme de rationalité dans les choix, notamment au second tour de l'élection présidentielle (Bréchon, 2000, p.377-400). Depuis ce travail, la mobilité entre les électorats de droite et d'extrême droite s'est encore accrue, notamment dans certaines régions comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les électeurs de droite ont ici de moins en moins de mal à voter pour le Front national au second tour quand celui-ci est face à une candidature ou une liste de gauche.

D'autres auteurs comme Bruno Cautrès et Anne Muxel étudient l'impact que peut avoir la campagne électorale sur la décision des électeurs (Cautrès, Muxel, 2009, p.27-43). L'essentiel de leur travail se base sur l'étude de la mobilité électorale d'une partie assez réduite de l'électorat. Selon eux, l'électeur n'est plus stratège, il est réactif, il répond à des *stimuli* transmis par les médias. Il s'agit pour les auteurs d'étudier l'impact de ces derniers sur le comportement électoral. Ainsi, une partie (réduite) du vote et en particulier du vote Front national peut s'expliquer par la modification du temps d'antenne dont bénéficie le Front national. Le changement de stratégie de communication opéré à sa tête depuis 2010 aurait également eu un impact sur l'extension de ce vote et a été étudié par Alexandre Dézé (2015, pp.27-50).

2. Un vote socialement déterminé ?

À côté des modèles stratégiques se sont également développées à partir des travaux précurseurs de Lazarsfeld et Berelson des explications dites « déterministes » du vote. Ces explications déterministes ont été « rendues possibles » grâce à l'utilisation de nouveaux outils par les sociologues. Les sondages d'opinion, puis les statistiques à base de données agrégées, ont en effet permis d'étudier les électeurs de façon globale.

L'essor des modèles déterministes a largement modifié la perception qu'avaient les sociologues des ressorts du vote. Ils ont définitivement mis à mal l'idée d'un citoyen-électeur-stratège. Nonna Mayer résume cette famille en nous disant que « L'ambition des auteurs est de reconstituer le processus de décision de l'électeur, en prenant en compte tous les éléments susceptibles d'agir, depuis le jour de sa naissance jusqu'à celui de l'élection. » (Mayer, 2007, p.19). Cette définition peut être complétée par celle de D. Boy « le modèle traditionnel de la sociologie électorale, qualifié de déterministe parce qu'il fait dépendre le comportement politique des caractéristiques sociales et culturelles de l'électeur... » (Boy, 1990 ; Besnard, 1992, pp.680-682). Le vote n'est plus nécessairement issu d'un choix de l'électeur, mais lui est en quelque sorte (et en partie) imposé par son passé, son milieu proche et son identité sociale.

A. Le rôle de la classe sociale sur le comportement politique

Les théories basées sur la détermination sociale et culturelle du vote individuel constituent la suite logique des travaux de Lipset et Rokkan sur la structuration des partis en Europe. Ces deux chercheurs opposaient les partis en les positionnant sur une échelle représentant un clivage historique. Existe ainsi un clivage possédant/travailleur, agrarien/urbain, ou encore Église/État. Il est possible de déduire de cette opposition partisane historique une opposition dans la composition sociologique des partis en question, les ouvriers se tournant vers le parti qui les représentait, et les possédants pareillement (Lipset, Rokkan, 1967). En France, l'étude d'un lien entre classes sociales et vote existe depuis les années 1950, notamment grâce au travail de Maurice Duverger (Duverger, 1955). Daniel Gaxie a largement contribué à l'essor de ce courant d'explication déterministe en analysant les différents comportements de vote en fonction des classes sociales et de l'éducation politique (Gaxie, 1975), travail actualisé dans un ouvrage collectif de 2003 (Lagroye, 2003). Pierre Bourdieu contribua également à cet essor des explications déterministes et divisa dans ses travaux l'espace social selon deux axes : l'un sur le capital culturel et l'autre sur le capital économique. Il explique dans ses travaux que les comportements individuels peuvent s'analyser au travers de ces deux variables (Bourdieu, 1979, pp.109-128) et souligne que le comportement politique, tout comme les préférences pour certaines œuvres musicales, peut être compris comme étant déterminé par ces deux capitaux (*Ibid*, pp.463-535).

Les auteurs du courant déterministe s'interrogent non seulement sur l'influence des caractéristiques sociales sur le vote des individus, mais également sur le rapport des individus au vote. Ces études sur le rapport à la politique ont été en France enrichies par l'examen approfondi du rapport entre les classes populaires et le vote en tant qu'institution. Olivier Schwartz souligne ainsi que le rapport des ouvriers à la politique notamment dans le Nord-Pas-de-Calais est avant tout celui de la désillusion (Schwartz, 1991, pp.79-86). Plus généralement, le lien entre capital culturel (lui-même socialement déterminé) et rapport au vote est aujourd'hui établi et constitue l'une des clés explicatives de certains comportements électoraux : l'abstention, la non-inscription, la volatilité électorale et les votes de « ras-le-bol ».

À la suite de ces travaux, le vote a été considéré comme structuré par un nombre très réduit de variables, dites « lourdes ». Dans les années 1980, le travail des chercheurs a été de découvrir ces différentes variables et de mesurer leur impact. Michelat et Simon ont ainsi souligné le rôle de la classe sociale, mais également de la pratique religieuse dans la formation du vote. Ils ont ainsi élaboré deux idéaux-types d'électeurs entre lesquels un *continuum* de catégories hybrides prend place (Michelat, Simon, 1977). D'autre part, ces mêmes auteurs ont souligné que ce n'était pas seulement la classe sociale, mais aussi le sentiment d'appartenir à telle ou telle classe sociale qui était un déterminant majeur du vote : « Il existe bien une relation entre le sentiment subjectif d'appartenir à une classe sociale et le comportement électoral. En particulier, la probabilité du vote de gauche, et surtout communiste, augmente quand on passe de l'absence de sentiment de classe au sentiment d'appartenir à une classe autre que la classe ouvrière et à celui d'appartenir à la classe ouvrière. » (Michelat, Simon, 1971, pp.483-526) (Michelat, 1975, pp.901-918). Daniel Boy et Bruno Cautrès

expliquent ainsi que « la plupart des études empiriques sur le comportement et les attitudes politiques réalisées depuis les années 70 en France utiliseront des indicateurs de position sociale... (du père, de l'individu...) » (Boy, Cautrès, 1996).

Il faut néanmoins souligner que la variable classe sociale n'a en aucun cas un impact direct et mécanique sur le vote. Ces personnes sont en effet souvent confrontées aux mêmes réalités et aux mêmes problématiques sociales, ce qui peut impliquer des réponses, notamment électorales, qui seront semblables. Si, les patrons de petites et moyennes entreprises ont une large tendance à voter pour la droite parlementaire c'est parce qu'ils sont confrontés aux mêmes problématiques : charges, relations avec l'administration et les impôts. Leurs problèmes trouvent des réponses dans les programmes des partis de droite parlementaire. D'autre part, si une majorité d'électeurs d'une certaine catégorie socioprofessionnelle vote pour un même parti, c'est aussi parce que se jouent au sein de cette catégorie des effets d'entraînement induits par le fait que les personnes d'une même classe sociale ont tendance à se regrouper, à avoir des interactions entre eux et donc à avoir des votes qui se ressemblent.

B. Des variables lourdes en mutation

Depuis les années 1990, nombre de chercheurs ont mesuré un affaiblissement du vote de classe. Ainsi, Terry Nichols Clark et Seymour Martin Lipset titrèrent l'un de leurs articles « Are social class dying? » (Clark, Lipset, 1991, pp.397-410), article auquel ils apporteront une observation en écrivant deux ans plus tard « Social classes may not have died, but their political significance has declined substantially » (Clark, Lipset, Rempel, 1993, pp. 293-314). Au Royaume-Uni, ils constataient que cette modification du vote de classe avait entraîné une mutation en profondeur de la structure et de l'idéologie du Labour, qui a dû s'adapter à l'évolution de la société anglaise. En France, Philippe Habert et Alain Lancelot cités par Nonna Mayer affirment ainsi que « Moins contraint par le jeu des pesanteurs partisans et idéologiques, rendu à son libre arbitre par la disparition progressive de structures d'encadrement traditionnelles, accédant aux logiques de l'individualisme électoral par le recours aux normes personnelles, le nouvel électeur affirme une autonomie croissante dans la prise de décision électorale... » (Mayer, 1997, *op. cit.*, p.15). Cet affaiblissement du vote de classe semblait être révélé par la baisse progressive de l'indice d'Alford, mesurant ce vote de classe, dans beaucoup de pays occidentaux⁸. Aux États-Unis, il est passé de 45 % en 1950 à 10 % en 1984. Plusieurs explications ont été avancées : évolution de la structure de l'emploi provoquée par la désindustrialisation et la baisse continue du nombre d'ouvriers et/ou évolution des partis vers des partis professionnalisés où l'idéologie a une place moins importante et où les électeurs sont d'origines sociales plus diverses.

⁸ « The suggested index of class voting is computed very simply as follows : subtract the percentage of persons in non-manual occupations voting for Left parties from the percentage of persons in manual occupations voting for Left parties. » (Alford, 1963, pp.79-80)

Nonna Mayer en 1996, soulignait néanmoins que « Les principaux clivages socioprofessionnels [...] sont toujours présents, mais leur importance relative a changé. La distinction entre population ouvrière et non ouvrière s'est atténuée... » (Mayer, 1996, p.107). La même auteure parlait également de l'apparition d'un nouveau clivage entre secteur privé et secteur public. Dans un autre texte de 2007, elle apportait des éléments de réponse à son premier questionnaire. Plutôt qu'une disparition du vote de classe, elle soulignait alors que l'on assistait à une redéfinition des clivages socio-économiques structurant la société (Mayer, 2007, *op. cit.*, pp.287-310). C'est également ce qui est souligné par un article de Louis Chauvel (Chauvel, 2001, pp.315-359). Selon Nonna Mayer, l'affaiblissement montré par l'indice d'Alford souligne davantage le caractère désormais inadapté de cet indice qu'un réel vote « individualisé et indépendant » des variables lourdes. Cette critique de l'indice d'Alford n'est d'ailleurs pas propre aux sociologues français puisque certains auteurs anglo-saxons contestent aussi cet indice pour sa simplicité caricaturale (Van der Waal, Achterberg, Houtman, 2007).

L'affaiblissement du vote de classe a été compris au travers de l'érosion du vote communiste chez les ouvriers. Comme le souligne Julian Misch, derrière l'érosion du PCF (et l'augmentation du vote Front national chez les ouvriers) se cache la modification profonde du salariat : « Constituant traditionnellement l'encadrement syndical et partisan du parti communiste, les ouvriers qualifiés, âgés, et riches d'une expérience de luttes sociales, perdent leur situation centrale dans l'espace usinier au profit de l'employé. La modification qualitative du travail, notamment la substitution de l'activité de surveillance à celle de fabrication entraîne la disparition de métiers industriels traditionnels où se recrute l'essentiel des militants ouvriers, au profit d'emplois de mécaniciens spécialisés dans l'entretien des équipements » (*Ibid*, 2007, p.18). Il conclut en affirmant que le parti communiste voit sa structure fragilisée par la fragmentation de la classe ouvrière « dont la relative homogénéité sociale autour du groupe central d'ouvriers qualifiés était l'une des conditions de puissance du communisme. » (Misch, 2007, p.19). La montée du vote frontiste chez les ouvriers a ainsi pu faire croire que beaucoup d'ouvriers communistes avaient « fait le grand saut » alors que c'était l'entière du monde salarial de l'industrie qui était bouleversé, réduisant l'influence du PCF et laissant à d'autres partis comme le Front national la possibilité de parler à des ouvriers de moins en moins politisés et dont les craintes ne trouvaient plus de réponses dans les syndicats ou les partis de gauche.

On peut aujourd'hui émettre l'hypothèse que de nouveaux clivages apparaissent : entre salarié et non-salarié, et entre travailleur du public et travailleur du privé. Cette thèse est corroborée par Florence Haegel qui souligne la persistance et le rôle des clivages idéologiques (conditionnés notamment par le type d'emploi occupé) sur la politisation des individus (Haegel, 2005, pp.35-45). De plus, certains clivages anciens semblent persister en France malgré les modifications sociétales récentes. Ainsi, la religion est aujourd'hui encore un fort élément prédictif du vote comme le souligne Claude Dargent, « L'axe qui va des catholiques aux sans-religions est presque deux fois plus explicatif du vote de gauche que l'opposition creusée par le statut professionnel, qui distingue indépendants, salariés du privé et salariés du public. » (Dargent, 2004). D'autre part, l'effet dit de patrimoine semble toujours aussi fort dans le clivage gauche droite comme le souligne Viviane le

Hay : « A partir du moment où les pauvres en revenus détiennent deux éléments de patrimoine, construisant ainsi une sorte de solidarité d'ordre privé reposant sur la propriété individuelle, alors leur univers politique d'appartenance change du tout au tout. Ils se montrent politisés, confiants dans les institutions et les partis gouvernementaux et ont des référents idéologiques qui les portent à privilégier les candidats d'une droite vue comme la meilleure caution des *petits propriétaires*. » (Le Hay, 2010). L'effet de patrimoine qui, comme le souligne Martial Foucault « est une contribution majeure de la science politique française, paraît tout aussi pertinent aujourd'hui qu'au moment de sa première diffusion scientifique en 1981. En fait, cette idée semble même plus pertinente que jamais. Les résultats de cette courte étude suggèrent que la détention d'un patrimoine a exercé un impact aussi, sinon plus important, lors de l'élection présidentielle de 2007 qu'au moment de celle de 1988. » (Foucault, 2011, p.675). Les travaux sur la propriété sont aujourd'hui nombreux, certains étudient explicitement le lien qu'elle a avec le vote FN (Cartier et al., 2008 ; Girard, Rivière, 2013).

C. Un électorat frontiste dual ?

Les travaux récents sur le Front national et l'extrême droite vérifient les hypothèses de Nonna Mayer (Rydgren, 2007, pp.241-262) (Veugelers, 1997, pp.31-49). En effet, les ouvrages qui depuis les années 1990 étudient régulièrement l'électorat frontiste soulignent qu'il s'agit d'un électorat diversifié, non cantonné à une seule classe sociale (Mayer, 2002) (Perrineau, 2007). Il existe certes des éléments assurant une cohérence propre à cet électorat et illustrant ces nouveaux clivages, en particulier sa masculinité encore importante, la religion qui y est très majoritairement catholique (non pratiquant) ou encore un vote très présent dans le secteur privé. Néanmoins, ces éléments semblent se relativiser au fil du temps (Rouban, 2013c, pp.465-479). Certains auteurs ont souligné quelques traits particuliers de l'électorat frontiste. La concentration de non diplômés et de personnes faiblement diplômées y est plus forte que dans les autres partis (Rouban, 2013b, pp.1-7). Cela reste vrai dans l'administration, hier extrêmement résistante à un vote de droite et d'extrême droite, qui voit aujourd'hui les petits fonctionnaires (catégories C) de l'État et des collectivités être moins affectés par un éventuel vote de classe des fonctionnaires pour se rapprocher du vote des petits employés du privé, assez favorable au Front national (Rouban, 2013c, pp.465-479). Enfin, le vote Front national est le plus important dans les classes modestes et moyennes au niveau des revenus : « La précarité favorise également la candidate du FN, Marine Le Pen, qui double son score entre le premier et le dernier quartile de précarité. Mais c'est paradoxalement dans l'avant-dernier quintile que Marine Le Pen recueille le plus de voix, frôlant un quart des suffrages exprimés. » (Mayer, 2013, p.56)⁹.

Pour autant, l'importance du vote FN dans deux espaces très distincts, à savoir un nord de la France ancré à gauche et un sud qui est devenu une terre de droite, laisse penser que son électorat pourrait être bien moins homogène que les sondages d'opinion nationaux le montrent. En 1997,

⁹ Pour une étude sur le vote et le patrimoine voir (Foucault, Nadeau, Lewis-Beck, 2011). Cet article traite de la relation causale entre vote et aversion au risque. Néanmoins, il étudie le vote selon un axe droite/gauche et ne prend pas en compte le vote Front national.

Pascal Perrineau parlait déjà de gauchio-lepénisme, c'est-à-dire d'un vote Front national qui devenait « ouvrieriste » et provenait d'un électorat anciennement à gauche (Perrineau, 1997, *op. cit.*). Cet électorat originellement de gauche venait ainsi s'ajouter à un électorat plus droitier dans le sud de la France. Nonna Mayer, répondant à ce concept, fit la distinction entre ce supposé gauchio-lepénisme (qui implique que beaucoup d'ouvriers de gauche se sont mis à voter Front national) et un ouvrier-lepénisme plus large qui implique qu'il existait déjà un vote ouvrier de droite. Elle soulignait par ce biais la non-homogénéité de la classe ouvrière. Florent Gougou corrobore cette distinction et affirme que « le vote en faveur du Front national, bien qu'il soit sensible dans certains milieux ouvriers communistes ou socialistes, est prioritairement le fait de milieux ouvriers de droite qui se sont vraisemblablement radicalisés face aux nouveaux enjeux apparus entre 1981 et 1984, au premier rang desquels l'immigration. » (Gougou, 2007, *op. cit.*). Cela dit, cette affirmation n'exclut pas que l'électorat du Front national soit très différent dans le Nord et dans le Sud. Le Front national serait en Nord-Pas-de-Calais plus ouvrier, plus social, tandis qu'il serait au Sud un vote essentiellement des indépendants et des employés de PME, et prendrait une tournure plus identitaire. Il serait donc intéressant de vérifier sur le terrain, d'une part la sociologie des électeurs frontistes dans le Nord et dans le Sud et d'autre part les thématiques récurrentes des discours du parti frontiste. Nous pourrions alors infirmer ou confirmer l'hypothèse selon laquelle il existe un vote Front national de « gauche » dans le Nord, tandis qu'il serait de « droite » dans le Sud.

En conclusion, tous les auteurs de ce courant déterministe ont pour point commun d'affirmer l'importance de l'histoire sociale et culturelle de l'individu sur sa possibilité de voter pour tel ou tel parti. Il est clair que les théories explicatives du vote selon des déterminants sociaux sont encore d'actualité. À l'inverse, ceux qui titraient sur la volatilité nouvelle d'un électeur, qui serait devenu par ailleurs stratège (en sous-entendant ainsi que les électeurs se détachent de leurs origines socioculturelles pour devenir plus mobiles, plus « rationnels »), oublient de préciser que si la volatilité électorale est bien présente, notamment dans les partis de droite, la volatilité entre la gauche et la droite reste malgré tout très faible (Cautrès, Muxel, 2009). Surtout, l'inconstance est moins grande dans les élections à enjeux que dans les élections locales (Laurent, Wallon-Leducq, 1992, pp.231-250). L'élection d'Emmanuel Macron ne saurait remettre en cause cette faible volatilité électorale tant les personnes ayant voté pour lui ne viennent pas de partis fondamentalement opposés, mais d'un spectre allant du centre-gauche, au centre-droit.

Si les déterminants socio-économiques sont encore explicatifs d'une partie importante du vote, il n'en est pas moins vrai que certains votes ne peuvent s'expliquer au prisme de ces variables. Certains chercheurs ont été confrontés à des votes qui ne semblaient pas répondre aux modèles déterministes du vote et se sont rendu compte que les variables contextuelles peuvent influencer le vote. C'est notamment ce que montre Michel Bussi qui, comparant les corrélations entre taux de cadres, d'ouvriers et vote Front national, remarque que selon les départements le taux d'ouvriers peut être négativement corrélé au vote Front national, notamment en Vendée, alors que le taux d'ouvriers est classiquement positivement corrélé au vote Front national. L'auteur écrit que « S'il existe des tendances globales permettant de lier les comportements électoraux à des configurations socio-économiques fortes, notamment dans un contexte urbain, celles-ci ne tiennent plus

lorsqu'elles sont observées uniquement dans certains territoires. L'explication électorale doit donc être recherchée dans la combinaison de modèles explicatifs globaux et la prise en compte de configurations locales. » (Bussi, Fourquet, Colange, 2012, p.954).

Ainsi, et ce sera l'objet de notre prochaine section, dès lors que l'on veut étudier localement un vote, il faut intégrer à l'analyse des explications contextuelles (ou écologiques), c'est-à-dire l'éventuel impact du « milieu » sur l'individu.

3. Le rôle du contexte : La géographie électorale en action

Longtemps mise de côté par l'omniprésence des approches déterministes ou le renouvellement américain des approches économiques et psychologiques, la géographie a longtemps été délaissée par la sociologie électorale. Comme le souligne Céline Braconnier : « Au début du XX^e siècle, l'analyse du vote est fondamentalement 'multi-méthodes'. La dimension sociale des comportements électoraux est appréhendée à travers des corrélations écologiques, des entretiens approfondis, des sondages localisés, des observations ethnographiques, des expérimentations grandeur nature aussi. L'attrance pour la technique des sondages atomistiques déjà perceptible est alors alimentée par la nécessité de trouver des outils permettant d'affiner les connaissances encore fragiles. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale et en l'espace d'une décennie, c'est pourtant bien l'histoire d'une véritable substitution de méthodes, et non d'une diversification plus poussée qui s'écrit. » (Braconnier, 2010, p.18).

Les failles des approches purement déterministes – et en réalité la réduction du rôle de la classe sociale dans le vote – ont néanmoins permis aux explications géographiques de se renouveler pour combler ces vides. Comme l'affirment Derivry et Dogan, « l'idée que l'homme est un être social est le principe fondamental de la sociologie. C'est-à-dire que l'individu ne doit pas être extrait du réseau d'interrelations dans lequel il vit. Cet être social n'existe que par rapport au contexte social, à son environnement. Et c'est précisément ce contexte qui donne un sens à l'ensemble de ses attitudes et comportements. L'individu *saisi* par l'enquête par sondage n'est rien de plus qu'une abstraction statistique. » (Derivry, Dogan, 1986, pp.157-181).

Ainsi, « le problème fondamental soulevé par l'analyse écologique est celui des relations entre l'individu et son milieu (au sens d'environnement physique et social) et, plus précisément l'influence que peut avoir ce milieu sur les comportements, attitudes, croyances, des personnes » (Bressoux, Coustère, Leroy-Audouin, 1997, pp. 67-96). Il s'agit, selon ces auteurs, de considérer que « le vote d'un individu peut dépendre de ses caractéristiques propres (niveau 1), mais aussi de facteurs qui, pour beaucoup, s'organisent à l'échelle du quartier (niveau 2), de la commune (niveau 3), ou de la région (niveau 4) » (Ibid, p. 68). Selon l'école anglaise du multi-niveaux, le niveau le plus pertinent semble celui du voisinage immédiat : « La perte d'influence de la variable régionale une fois celle du voisinage immédiat prise en compte montre bien que, dans les proportions considérables, les variations régionales du vote observées dans nombre de travaux ne sont en réalité que le produit de l'agrégation des variations de voisinages au sein de chaque région,

celles-ci étant donc déterminantes» (Johnston, Proper, Burgess, Sarker, Bolster, Jones, 2005, p.505). Néanmoins, il nous est difficile d'être aussi catégorique que ces auteurs tant nous pensons que des cultures politiques locales à l'échelle d'un département ou de quelques villes peuvent également avoir une influence plus diffuse sur le vote et sur l'offre électorale à laquelle sont confrontés les électeurs.

Il est aujourd'hui clair que les modèles écologiques du vote ne sont pas une négation du caractère toujours déterminant des variables lourdes dans l'explication du vote. Les preuves abondent en effet dans le sens d'un rôle toujours important des variables individuelles sur le vote. C'est notamment ce que souligne Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, en expliquant dans leur ouvrage *Démocratie de l'abstention* que si les classes populaires continuent à avoir une attitude très distanciée vis-à-vis de la politique, ce qui en soit n'est pas nouveau, le rôle du contexte local, en particulier l'évolution à la fois démographique, politique et sociale, de la cité des Cosmonautes permet d'expliquer en partie l'augmentation de l'abstention dans des cités ouvrières qui autrefois votaient plus que le reste du pays (Braconnier, Dormagen, *op. cit.*, 2007). Il ne s'agit donc pas, comme le souligne Nicolas Gamache, de créer ou d'entretenir le mythe du paysage qui vote, mais plutôt de réinsérer les explications locales dans le processus de vote : « si les conditions du milieu peuvent influencer sur l'exploitation de ce dernier et donc sur la manière de vivre le rapport au monde, elles sont surtout l'expression des rapports sociaux, plus ou moins hiérarchisés, au sein d'une communauté. Sur le temps long, elles aident à comprendre cette relation non causale entre le vote et le milieu. » (Gamache, 2005, p.2).

Ces modèles écologiques constituent ainsi une explication complémentaire permettant de répondre à des situations géographiquement localisables et a priori particulières. Comme le rappelle Michel Bussi, « Le dernier grand apport de la géographie électorale est de rappeler que si le vote est un acte individuel, il reste toujours géoréférencé, et donc influencé par le voisinage. » (Bussi, 2003). Une telle approche mêlant géographie et sociologie électorale est particulièrement présente dans la science politique anglo-saxonne (Agnew, 1996) et de plus en plus en France (Braconnier, 2012), notamment depuis l'élection présidentielle de 2002 qui a montré une fracturation géographique du vote en France (Bussi, Fourquet, 2004), certains auteurs ont d'ailleurs parlé de « droitisation des pavillonnaires » (Cartier, Coutant, Masclet, Siblot, 2008, pp.241-290). Jean Rivière explique en quoi consiste l'approche « contextuelle » ou écologique et souligne qu' : « À l'inverse des sondages d'opinion nationaux qui extirpent les individus de leurs sphères locales de socialisations tout autant qu'ils leur imposent de trancher sur des enjeux potentiellement extérieurs à leurs propres préoccupations, le protocole méthodologique utilisé s'inscrit dans le renouveau récent des approches contextuelles des pratiques électorales [...] Il s'agit donc ici de privilégier la quête du réalisme sociologique dans la manière de comprendre les votes qui ont lieu dans les espaces périurbains, bien souvent considérés comme un « univers pour les classes moyennes... » (Rivière, 2012, p.75).

Dans le monde anglo-saxon, les explications écologiques sont revenues sur le devant de la scène à partir des années 1990, notamment au Royaume-Uni. Il y existe un courant de recherche exploitant les modèles multi-niveaux et dont les principaux débouchés ont été de réhabiliter le vote

de classe tout en incluant des variables endogènes aux milieux dans lesquels les personnes vivent (Jones, Johnston, Pattie, 1992) (Andersen, Heath, 2000, 2002). Comme le souligne R. Walks « In both Britain and the United States, a discourse emerged early in the post-war period linking suburbanization patterns and lifestyle to growing support for parties on the right of the political spectrum. [...] Many saw the move to a low-density lifestyle in the suburbs as linked to the adoption of a new set of beliefs far from those attributed to the traditional union and urban bases working class. Suburbanization thus portended a decline in Labour party support, and the new affluent suburban workers were expected to be less partisan and more instrumentalist in their voting decision » (Walks, 2005, p.501). Johnston souligne également dans *the role of ecological analysis in electoral geography*, un article de 1988, que : « There are, then, two parts to the case that voting studies need to look at the contexts which electors live in, as well as the compositional categories. The first is that those contexts are the milieu in which long-term political socialization takes places; people learn their political attitudes in their local cultures, and in enacting the consequences of those attitudes reproduce the cultures. Secondly, those contexts, because of the processes of uneven development, provide the cues to which people respond when deciding how to vote. Without incorporating context to analyses of voting, therefore, one ignores the major situational variables that influences decisions on how to vote » (Johnston, 1988). Ceci est d'ailleurs rappelé par Jones, Jones et Woods qui affirment ainsi que « When the spatial distribution of classes or ethnic groups shifts over time, so the associated geography of voting evolves. » (Jones M., Jones R., Woods, 2004, p.139).

Cette assertion d'un lien entre géographie et vote a été enrichie par des études entre densité de personnes d'une classe sociale et vote des personnes de cette même classe pour tel ou tel parti. Katz et Eldersveld démontrent ainsi que la concentration de personnes d'une même classe provoque un effet d'entraînement sur les autres personnes de ces mêmes classes sociales : « It is clear that the clustering effect of concentrations of occupations influences voting behaviours. » (Katz, Eldersveld, 1961). Cette affirmation est confirmée par Foladare dans une étude quantitative en Angleterre, « Table 1 also reveals that members of manual families are progressively more likely to be Democrats as the proportion of manual workers living in the neighborhood increases. » (Foladare, 1968). Ces travaux sur l'effet de voisinage ont été approfondis par d'autres chercheurs anglais, en particulier Ron Johnston qui dans un article de 2004 étudie statistiquement l'effet de voisinage pour arriver à cette conclusion : « These findings lend considerably greater weight than has been heretofore available to the neighbourhood effect hypothesis : similar voters do support different parties if they live in different types of neighbourhood » (Johnston, 2004, p.398). Cet effet d'entraînement est provoqué par le contrôle social que peut exercer un environnement de personnes sur des individus. Il a été prouvé par des méthodes liant géographie et sociologie du vote. Ces travaux ont par ailleurs permis de remettre en valeur les modèles contextuels de vote, notamment grâce à l'efficacité toujours plus grande des outils informatiques pour traiter d'une façon géographique des données issues des bureaux de vote (comme l'illustre le projet Cartelec (Beauguitte, Colange, 2013).

A. Le contexte national comme facteur explicatif : le « Macro »

À côté des explications localisées se sont développées des explications nationales sur l'importance ou la faiblesse des scores de l'extrême droite dans les pays européens. Pour les auteurs d'approches comparatives sur le vote extrême en Europe le contexte national doit être pris en compte pour expliquer les tendances lourdes d'augmentation ou de baisse du vote pour les partis d'extrême droite (Muddle, 2007 ; Bustikova, 2017). De nombreux travaux ont ainsi été rédigés à l'échelle européenne pour expliquer pourquoi dans certains pays, les partis d'extrême droite étaient en plein essor. Pierre Martin par exemple, fait remonter les racines des bons scores de l'extrême droite en France, en Belgique et en Autriche à une culture politique nationale du bouc-émissaire. (Martin, 1996). L'essor de partis d'extrême droite en Suède, Danemark, ou en Grèce a néanmoins infirmé cette thèse d'une culture plus favorable à l'extrémisme dans les trois pays précédemment cités.

Les études macroscopiques se concentrent sur des variables générales comme l'état économique du pays, l'importance passée des mouvements d'extrême droite, les clivages entre la gauche et la droite et l'opinion vis-à-vis de l'Union européenne (Arzheimer, 2009). Ces variables macroscopiques, bien qu'impossibles à vérifier pour nous, puisque nous ne faisons pas d'étude comparative entre plusieurs pays, nous ont imposé la prise en compte de l'état économique et politique de la France dans nos hypothèses sur le vote FN. Il est ainsi important de souligner le rôle, au moins indirect, du contexte européen et national sur la propension de certains à donner plus d'attention aux discours radicaux portés par le Front national.

La prise en compte du contexte géopolitique actuel est également nécessaire. Le monde méditerranéen est marqué par une augmentation des radicalismes religieux, notamment sunnites. De même, les guerres civiles qui ont lieu en Syrie, Irak et Libye ont, du fait des migrations qu'elles ont engendrées, indirectement eu un impact sur la politique française. Le Front national s'est emparé de cette thématique et a mis à l'agenda politique la question de l'accueil (ou plutôt du non-accueil) des migrants. Les polémiques qui ont découlé de cette mise à l'agenda ont occupé pendant un certain temps les programmes des différentes chaînes d'informations du pays (en particulier de 2015 à 2016).

Néanmoins, s'il est évident que ces explications macroscopiques sont intéressantes, elles n'expliquent en aucun cas pourquoi tel ou tel individu votera plus facilement pour le Front national qu'un autre. En effet, la plupart des Français regardent la télévision, même si ce ne sont pas forcément les mêmes programmes, et tous sont donc informés des mêmes événements, or seulement certains se mettent à voter FN. Les événements internationaux n'ont donc pas d'effet « mécanique » sur une augmentation du vote FN sur le territoire français¹⁰. C'est pour cela que d'autres approches, notamment contextuelles, mettent l'accent sur des variables plus proches de l'électeur et donc susceptibles d'avoir un impact plus direct sur sa vie et sa vision du monde.

¹⁰ Sinon, comment expliquer que le vote FN augmente plus rapidement dans les régions méditerranéennes et septentrionales du pays ?

B. Vote Front national et urbanité : le « Mésos »

Les explications écologiques, passées sous silence dans les années 1970 et 1980 se sont renouvelées en France à partir des années 2000 et surtout 2010. Les résultats du Front national en 2002 ont permis ce renouvellement. Son caractère spatialement situé a poussé les chercheurs à conceptualiser cette localisation et à tenter de l'expliquer. Cette élection a ainsi marqué le renouveau de la géographie électorale française et a initié son rapprochement avec la sociologie politique. Certes, ce sont des géographes qui ont avancé les premières hypothèses à ce propos, mais des politistes ont également repris à leur compte les outils de la géographie électorale.

a. *Le gradient d'urbanité (le Front national sous l'angle du rapport centre/périphérie)*

Le concept de gradient d'urbanité proposé par Jacques Lévy a été l'une des premières explications du caractère particulier de l'implantation électorale du parti lepéniste. Semblaient en effet s'opposer des centres urbains peu favorables au vote FN et des périphéries où il réalisait de bons scores. Cette opposition n'est pas proprement française puisqu'elle a été régulièrement traitée dans les travaux de géographie, notamment anglo-saxons (Havinden, Quénier, Stanyer, 1991). L'objectif de ce concept de gradient d'urbanité était initialement d'expliquer la force du vote « tribunitien » dans les zones périurbaines des grandes métropoles¹¹ (Lévy, 2003). Ainsi, l'auteur expliquait que « si tous les habitants des zones périurbaines ne sont évidemment pas des extrémistes, il existe des rapports entre la configuration périurbaine et les relations des individus à la société qui posent problème » (*Ibid*, 2003). Loïc Ravanel, Pascal Buléon et Jérôme Fourquet expliquent la pensée de Lévy en disant que « trop éloigné de la ville pour en avoir les avantages, trop proche pour en éviter l'influence néfaste, le périurbain se définit comme un espace spécifique induisant son propre mode de vie fondée sur la propriété individuelle, la valorisation de l'espace privé, la forte motorisation, la volonté de repli sur une structure semi-communautaire » (Ravanel, Buléon, Fourquet, 2003, p.13).

Ces chercheurs, en essayant d'expliquer ce lien entre périurbain et vote « extrême », se sont aperçus que le processus menant à un vote contestataire dans les zones périurbaines n'était pas seulement celui d'une « urbanité » moindre, mais également la conséquence de la répartition inégale des différentes classes sociales sur les territoires (Ravanel, Buléon, Fourquet, 2005, pp.1-12). Les auteurs écrivaient notamment que « les diplômés du supérieur sont surreprésentés dans les villes et en proximité immédiate, mais la décroissance est extrêmement rapide pour atteindre une sorte de palier dès 30 km » (Ravanel, Buléon, Fourquet, *op. cit.*, 2003, p.473). Il faut pourtant faire attention à cette unification du monde périphérique, comme le fait Jean Rivière, et rappeler qu'il n'existe pas un périurbain, mais une pluralité d'espaces périurbains aux caractéristiques différentes (Rivière, 2011, pp.11-20). Le vote FN ne sera donc pas forcément plus élevé dans toutes les périphéries

¹¹ Jacques Lévy associait en effet dans une seule catégorie vote Front national et vote pour l'extrême gauche. Le fait de regrouper ces deux votes, très différents, permettait de « grossir » un vote qui serait « contestataire » dans les zones périurbaines. C'est d'ailleurs ce même regroupement qui a valu à Jacques Lévy certaines critiques sur ses conclusions.

situées à 30 km de la ville-centre, mais variera selon les caractéristiques de la zone en question. Une autre critique a pu être émise à l'égard du raisonnement de Jacques Lévy et a porté sur sa façon d'élever les « stratégies » de changement d'habitat en choix conscient et clairement réfléchi par les électeurs. Cette critique est confirmée par le travail de Laurent Chalard qui explique qu'il faut distinguer le périurbain choisi du périurbain subi (Chalard, 2006). Plus l'électeur est pauvrement doté en ressources économiques, plus son choix d'habitat va être restreint et il sera forcé lorsqu'il déménagera d'habiter dans un périurbain aux caractéristiques spécifiques où se retrouveront beaucoup de personnes dans la même situation. Le choix d'aller au périurbain, est donc un choix semi-libre qui est certes guidé par une volonté d'élévation dans la hiérarchie sociale et une quête de respectabilité, néanmoins, ce choix est fortement conditionné des ressources économiques des foyers et peut aboutir à une installation dans une zone où la vie sera moins « douce » qu'espérée (Girard, 2017, *op. cit.*, pp.15-20).

La notion de gradient d'urbanité permet dès lors de révéler des variations du vote en fonction de la distance à la ville, mais cette variation ne s'explique pas seulement par le rôle du contexte (ou d'un choix conscient), mais aussi par les différences sociologiques entre ces deux espaces. C'est ainsi ce que rappelle Ravanel, Buléon et Fourquet, sous forme de question à la fin de leur article : « La question de la covariation spatiale est alors posée : parmi les différentes composantes du vote, la composante spatiale joue-t-elle un rôle fort ou celle-ci n'est-elle finalement que l'image de la variabilité spatiale de la composante sociale ? Cette question est ici fondamentale car il s'agit de valider la distance à la ville comme élément explicatif fort du vote. » Ils répondent d'ailleurs par l'affirmative à leur questionnement en affirmant qu'en effet, le gradient d'urbanité n'est rien d'autre que la marque d'une ségrégation spatiale des différentes catégories socioprofessionnelles. (Ravanel, Buléon, Fourquet, 2003, *op. cit.*, pp.469-482). Nous sommes face à une problématique complexe, il est clair que l'environnement dans lequel l'individu évolue a un impact sur ses comportements individuels. Pourtant, ces espaces de fort vote FN regroupent des personnes aux caractéristiques particulières et parfois très homogènes. On pourrait donc naturellement penser que ces personnes continuent à voter selon leurs uniques caractéristiques sociologiques. Pourtant, les lieux où ils habitent ont également des caractéristiques particulières : la dotation en services publics, magasins et lieux de sociabilité du périurbain est différente de l'urbain. On peut légitimement penser que ces lieux particuliers, généralement peu denses en espaces de proximité ont un impact sur la vision du monde de ces habitants et *in fine* sur le vote. Il ne faut donc pas balayer l'explication géographique d'un revers de main, tout comme il ne faut pas ignorer l'importance des variables sociologiques dans l'explication du vote en élevant le « lieu » comme variable prépondérante.

Comme le souligne Michel Wieviorka, le périurbain peut être habité par des gens qui « ont pu déjà voter Front national dans les années 1980 et 1990 quittent la ville pour des zones pavillonnaires excentrées et les villages environnants et votent encore plus massivement FN. En même temps, la municipalité produit de gros efforts pour attirer de nouveaux habitants, jeunes, venus de Paris, et qui n'ont pas de raison particulière de se reconnaître dans les idées de ce parti » (Wieviorka, 2013, p.67). La mineure de ce raisonnement est la suivante : au sein même des espaces

périurbains, il peut exister une opposition entre deux catégories de personnes, cette opposition nous rappelle qu'il ne faut pas faire des espaces périurbains un ensemble monolithique.

Certains auteurs ont travaillé sur cette problématique et ont étudié la diversité des votes à l'intérieur des espaces périurbains. Laurent Saadoun et Béatrice Mabilon-Bonfils parlent en ce sens d'un vote périphérique plutôt que d'un vote de la périphérie. Ce « vote périphérique » renvoie à une position sociale plutôt que seulement géographique. Ils définissent ce concept en disant que « Nous qualifierons donc de *vote central* un vote de catégories sociales bien intégrées socialement et politiquement et/ou au sentiment identitaire d'appartenance centrale, vote caractérisé par un consensus apparent très élevé sur les enjeux du champ politique, une reconnaissance sociale large de la nécessité et de la légitimité de l'acte électoral et des élus. Nous qualifierons de *participation politique périphérique* un mode de participation de catégories socialement exclues et/ou se jugeant périphériques, caractérisée par une représentation plus conflictuelle du fonctionnement du champ politique, une révocation en doute de la légitimité des modes de représentations politiques centraux. » (Mabilon-Bonfils, Saadoun, 2002, p.161).

Ainsi, le gradient d'urbanité serait la manifestation dans les urnes d'une forme de ségrégation sociale qui s'opère entre les centres urbains et une partie de leurs périphéries. Cette ségrégation engendrerait l'émergence d'un vote « contestataire » et radical. Ce vote selon un gradient de distance n'est par ailleurs pas spécifique aux espaces périurbains puisqu'on observe depuis 2012 une montée d'un « marinisme des champs » dans les campagnes. (Crespin, 2012). « Aux élections régionales de 2015, cette ruralisation est confirmée » (Crespin, 2016, p.5). Le vote Front national tendrait donc à s'éloigner de plus en plus des grandes villes. Le dénominateur commun de ces votes lepénistes semblerait être l'inquiétude : « Cette dichotomie traduit surtout le vote d'électeurs ayant le sentiment d'être délaissés, déconsidérés, voire proches du déclassement social. [...] Cet électorat, bien qu'hétéroclite, présente un trait commun : l'inquiétude, qui parfois se mue en désespoir ou en colère. Dans les cantons ruraux, c'est l'inquiétude face à un certain abandon et un certain désinvestissement de l'État qui sont à prendre en considération. [...] Dans les périphéries urbaines, la désindustrialisation associée parfois à des sentiments de frustration conduisent à ce vote. » (Crespin, 2012, p.3).

Par ailleurs, comme l'affirme une étude de l'institut Jean Jaurès sur Perpignan, les ouvriers et employés ne sont pas les seuls du périurbain à voter pour le Front national. Cela souligne le caractère interclassiste du vote frontiste, notamment dans le sud de la France. Ainsi, « Si le périurbain aisé témoigne d'une forte adhésion électorale au FN, celle-ci va de pair avec une absence totale d'engagement personnel. Les personnes ne souhaitent manifestement pas déstabiliser leur capital social acquis par cet engagement. Pour le reste, il apparaît qu'il n'y a pas de corrélation établie entre les éléments. Le vote ne fonctionne pas sur une seule logique de géographie urbaine, mais combine des éléments économiques (structure sociale inégalitaire de la municipalité), culturels et une offre politique. » (Fourquet, Lebourg, Manternach, 2014, p.51).

Il faut donc apporter un bémol à cette notion de périurbain « populaire » et « extrémiste ». En effet, tous les périurbains ne se ressemblent pas. Certains sont habités par des gens aisés. C'est

le cas dans la banlieue d'Aix-en-Provence où le vote Front national reste faible. D'autres peuvent être des espaces de relégation des classes moyennes modestes et des classes populaires de néo-accédants. Ce sont dans ces villes-là que l'on trouvera le plus fort vote Front national. Il faut donc parler « des » périurbains plutôt que du périurbain comme un espace homogène¹². Allant plus loin que cette précision terminologique, Fabrice Ripoll et Jean Rivière remettent en question l'idée même d'opposer binairement périurbain et urbain (Ripoll, Rivière, 2007 ; Rivière, 2013, *op. cit.*). Comme le soulignent ces auteurs, donner à la seule distance à la ville un aspect déterminant dans le vote serait revenir à un écueil ancien de la géographie « Ce ne serait pas la première fois que des géographes partent à la recherche voire postulent l'existence de facteurs « proprement » spatiaux, autonomes, et si possible plus importants que tout autre, avec en tête l'autonomie et la survie de la géographie. Mais on attend autre chose d'un défenseur d'une conception multidimensionnelle des approches disciplinaires de l'espace » (Ripoll, Rivière, 2007, p.130).

b. Un vote « pavillonnaire », « périurbain » ou « périphérique » ?

Malgré cette mise en garde, la littérature existante semble unanime pour considérer que le vote pour le Front national se concentre surtout dans des quartiers et des villes aux morphologies spécifiques (périurbaines, pavillonnaires), villes dont la gauche a du mal à conserver les municipalités (Lambert, 2013, p.105-131). Beaucoup de chercheurs se sont intéressés à la relation entre ce type d'habitat et le vote Front national. C'est notamment le cas des auteurs du livre *La France des Petits Moyens* (Cartier, Coutant, Masclet, Siblot, 2008) dans lequel ils étudient le passage d'une commune périurbaine de la gauche vers la droite¹³. D'autres chercheurs ont également exploré cette question. Nous pouvons citer dans le désordre Jean Rivière, Joël Gombin, Nicolas Lebourg, Cyril Crespin, ou encore Violaine Girard, chercheurs dont les travaux s'intéressent au lien entre caractéristique du milieu et vote frontiste.

Récemment, les livres de Christophe Guilluy ont relancé le débat sur le rapport entre lieu d'habitat et vote (Guilluy, 2011 ; 2013 ; 2014). C'est en partie l'éloignement des classes populaires « qui correspondent aux catégories socioprofessionnelles ouvriers et employés de l'Insee et résideraient, de plus en plus, dans une France « périphérique », c'est-à-dire dans la France périurbaine et rurale. » (Gintrac, Mekdjian, 2014) et l'abandon de ces classes sociales par les

¹² Cette variation entre les périurbains est d'autant plus importante que les outils statistiques utilisés dans de nombreuses études vont avoir tendance à uniformiser les périurbains, et faire apparaître un phénomène qui fera disparaître les spécificités propres à chaque type de villes périurbaines.

¹³ Il faut par ailleurs rappeler que comme le souligne Anne Jadot, « sur cette question du périurbain, on peut noter qu'il y a eu une évolution épistémologique : la majorité des analyses consacrées aux comportements électoraux dans les espaces en cours de périurbanisation étaient généralement centrées, dans les années 1980, sur les conséquences électorales de l'arrivée de populations nouvelles sur les systèmes politiques en place. La thèse de Pascal Perrineau, étudiant les effets du changement urbain sur l'évolution des comportements électoraux dans trois agglomérations de la Loire moyenne entre 1958 et 1978, constitue un exemple d'approche caractéristique de cette période. Les recherches actuelles et celles des années 1990 ont plutôt eu tendance à considérer les attitudes électorales comme autant d'indicateurs de rapports au monde des individus, au point que certains envisagent les localisations résidentielles comme les résultantes de stratégies individuelles rationalisées économiquement et anticipées politiquement par la grande majorité des ménages périurbains. » (Jadot, 2010, pp. 88-89).

hommes politiques qui expliqueraient le vote Front national d'une grande partie de ces catégories de personnes. Selon lui, les classes populaires, via leur déplacement géographique, créeraient une carte du vote FN très tranchée. Il affirme en effet que « l'ouvrier quitte ainsi les grandes villes et ses grandes usines pour intégrer des PME en zone rurale ou périurbaine. Ce choc culturel est renforcé par le passage du logement collectif à l'habitat individuel » (Guilluy, 2011, p.44). Cette France périphérique qu'il souligne est « celle des espaces périurbains, industriels, ruraux, se définit par son éloignement des marchés de l'emploi les plus actifs et les mieux rémunérés. Elle se distingue par sa sociologie. Les classes populaires, ouvriers et employés, et les catégories modestes y sont majoritaires et, surtout, de plus en plus nombreuses. Cette « dynamique populaire » est soutenue par un marché de l'emploi essentiellement industriel, artisanal et commercial. » (Guilluy, 2011, p.47).

Cette théorie a suscité beaucoup de critiques. Tout d'abord, la méthodologie mobilisée par Christophe Guilluy est contestable. Il effectue en effet des regroupements de populations qui ont a priori peu de choses en commun : les ouvriers « blancs » du périurbain sont ainsi associés aux agriculteurs des zones extra-urbaines. Ces regroupements nous semblent compliqués à justifier tant les populations en question ne vivent pas dans les mêmes bassins d'emplois, des mêmes travaux, et ne sont pas confrontées aux mêmes problématiques. Leur seul point commun serait finalement leur vote FN supposé et leur positionnement géographique. D'autre part, comme le soulignent Gintrac et Mekdjian, l'auteur oppose les « petits blancs » oubliés du système vivant à l'extérieur des villes à d'autres populations sensées être plus favorisées car habitants dans les villes. Pourtant dans les villes aussi il existe des populations défavorisées, surtout dans les banlieues sensibles (Gintrac, Mekdjian, 2014, pp.236-237). Comme le souligne ainsi Béatrice Giblin, « les 64 % de Français périphériques vont-ils assurer la victoire du FN ? Pour arriver à ce pourcentage élevé, il faut réunir dans un même ensemble tous les jeunes et les vieux, les paysans, les ouvriers, les employés, les petits fonctionnaires, les chômeurs, ceux qui habitent dans des petites villes et ceux qui habitent dans le périurbain, etc. En outre, ce n'est jamais l'ensemble de la population d'une commune qui appartient aux catégories sociales défavorisées, il est donc un peu spéieux d'additionner les effectifs de populations de toutes les communes qui ont un indice de fragilité élevé. Inversement, population métropolitaine, ne signifie pas automatiquement revenus élevés et bonne insertion professionnelle. Les classes populaires de la France périphérique existent au cœur des grandes métropoles et les classes aisées de la France métropolitaine existent dans la France périphérique, il est vrai en un beaucoup moins grand nombre » (Giblin, 2014).

Pour autant, il ne faut pas nier que les personnes habitant dans le périurbain votent en général plus pour le Front national que les personnes habitant dans les centres-villes. Néanmoins, cette statistique globale ne résiste pas à l'étude détaillée du vote FN dans « le » périurbain et se voit confrontée à la réalité des variations de cet espace. Cela n'est pas sans poser des questions sur les caractéristiques « des » espaces périurbains à fort vote FN.

c. *Un vote des mal intégrés ?*

Certains auteurs comme Hervé Le Bras tentent également d'interpréter la diffusion spatiale du vote Front national en France en utilisant des explications à la fois plus globales et plus « culturelles » (Le Bras, 2002)¹⁴. Comme l'explique Frédéric Girault dans un article résumant les idées de Le Bras, la théorie de ce dernier s'articule autour de trois éléments : « des terrains politiques aux assises marquées par des caractéristiques fondées par la vie de relation et les formes de sociabilités, elles-mêmes déterminées par la morphologie de la distribution du peuplement et des structures familiales¹⁵ », « des crises fondatrices sur des terrains politiques », et « des formes de propagation de proche en proche, basées sur la sociabilité du voisinage et la rumeur. » (Girault, 2004, pp.88-89).

Ainsi, la thèse de Le Bras est de dire que le terrain du vote Front national est celui de personnes mal intégrées et dont la socialisation est rendue difficile par la caractéristique de l'habitat (pavillonnaire et étalé). Il explique également que « Ce n'est donc pas la présence physique immédiate des étrangers, mais la possibilité de les côtoyer occasionnellement lors des déplacements qui correspond à l'implantation du vote Front national » (Le Bras, 2002, *op. cit.*, p.60). Cette théorie permettrait d'expliquer pourquoi, toutes choses égales par ailleurs en termes de composition sociologique, certains espaces notamment du Sud dont l'urbanisation est horizontale (constituée de pavillons individuels) sont plus perméables au vote Front national. Cette assertion est vérifiée par Jean Rivière qui souligne que « les effets électoraux d'une position sociale admettent une importante dimension spatiale » (Rivière, 2009, *op. cit.*, p.712), mais est débattue par Éric Charmes qui affirme que « Le vote en faveur de l'extrême droite est loin d'être seulement le fait des périurbains » (Charmes, 2012). Hervé Le Bras dans un autre ouvrage explique que « Le Front national est devenu, économiquement et territorialement, le parti des dominés, de ces faibles qui ont été éloignés, par l'éducation autant que par le métier, des centres urbains de pouvoir et de privilèges, et relégués vers les zones périurbaines et rurales. La localisation fréquente de ces électeurs à la jonction de plusieurs départements, sans rattachement territorial fort, les place en état d'anomie géographique. » (Le Bras, 2012, pp.273-299).

Si l'on considère que le vote Front national est le vote « des moins intégrés » comme le fait Hervé Le Bras, alors on peut expliquer pourquoi il s'agit d'un vote qui va croissant parmi les ouvriers et les employés de PME, les agents municipaux de catégorie C et les chômeurs¹⁶. On peut émettre l'hypothèse qu'en plus d'être « isolées géographiquement », ce sont des personnes qui ne disposent pas d'instances de mise en commun de revendications ou de défense de leurs statuts. Ces

¹⁴ Il faut savoir que les années 2002 et 2003 ont été particulièrement fécondes en ouvrages et théories explicatives du vote Front national. Il est clair que cette profusion est une réaction au score de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 2002. De même depuis 2012, les ouvrages sur le vote FN ont été particulièrement nombreux (presque un par mois).

¹⁵ Les explications mobilisées par Hervé Le Bras peuvent remonter à des clivages très lointains dans l'histoire politique française à l'exemple de la déchristianisation de certains territoires.

¹⁶ En 2002, Pascal Perrineau soulignait déjà que les électorats du Front national étaient majoritairement composés d'ouvriers, d'employés et de chômeurs (Perrineau, 2002, p. 210).

personnes sont en général très peu syndiquées à l'inverse des ouvriers des grandes entreprises ou des employés d'entreprises comme EDF ou la SNCF¹⁷. Néanmoins, la sociabilité au travail n'est pas la seule à prendre en compte si l'on veut expliquer l'intégration sociale d'un individu. Il serait donc intéressant d'approfondir la thèse d'Hervé Le Bras en contrôlant sur le terrain le rôle de l'intégration sociale et religieuse des individus sur le vote. On fait alors l'hypothèse qu'une personne sociabilisée sur son lieu de résidence dans des associations (souvent contrôlées par les mairies au travers de subventions locales) sera moins affectée par les rumeurs ou les messages anxio-gènes émanant de certains programmes télévisuels que la personne qui ne participe jamais à la vie locale. De plus, ces rumeurs anxio-gènes circuleraient plus facilement dans les réseaux pavillonnaires qui sont moins au contact de la réalité sociale (que les rumeurs tendent à déformer) que dans le milieu associatif ou syndical (Le Bras, 2012, p.37).

Néanmoins, il ne faut pas tomber dans un écueil que souligne Violaine Girard et qui consiste à croire que le fait d'habiter dans le périurbain va changer un électeur de gauche en électeur de droite. Les trajectoires résidentielles sont en effet bien plus souvent issues elles-mêmes de déterminants sociaux et de perceptions de l'espace géographique et social propre à telle ou telle idéologie. Un ouvrier de droite aura ainsi plus de facilité à aller vivre dans le périurbain tandis qu'un ouvrier de gauche pourra se contenter d'un appartement dans une ville. (Girard, 2012 ; 2013). Il existe donc, même lorsqu'on étudie spatialement le vote, des déterminants sociaux, et il ne faut pas éluder ces derniers lorsqu'on cherche à comprendre l'impact éventuel du lieu d'habitation dans le vote.

C. Vote Front national et environnement immédiat : le rôle de l'insécurité et du voisinage : « le Micro »

La localisation particulière du vote FN dans le nord et le sud de la France a été le cadre de quelques travaux ayant pour objectif d'expliquer l'essor de ce vote dans des espaces aux sociologies et aux histoires différentes. Les différences, parfois grandes, à l'échelle des bureaux de vote ont également poussé les chercheurs à s'intéresser à un niveau d'analyse plus fin. En réponse à ces observations, des travaux ont émergé, guidés par une démarche « microscopique » visant à comprendre les variations micro de ce vote au sein des villes. De ces travaux ont émergé des explications complémentaires quant au vote Front national¹⁸.

¹⁷ Il faut néanmoins souligner que l'attention particulière portée au vote des ouvriers est aujourd'hui exagérée. Elle s'explique certes par l'ancienne force de la classe ouvrière en France et peut-être également par la peur que suscitait chez les « bourgeois » une classe ouvrière organisée. Pourtant la classe ouvrière ne représente aujourd'hui que 20 % de la population active et seulement 7,6 % si l'on parle des ouvriers en milieu industriel (INSEE, 2011). Les employés, qui sont assez peu étudiés représentent aujourd'hui la catégorie sociale la plus importante en France.

¹⁸ Les travaux sur le vote Front national dans des espaces particuliers existent maintenant en assez grand nombre. On peut notamment citer le travail de Bernard Alidières sur Tourcoing, celui de Vincent Geisser sur Vitrolles (Geisser, 2002, pp.335-353), ou celui de Violaine Girard (Girard, *op. cit.*, 2017).

a. Insécurité et vote *Front national* ?

Bernard Alidières a été un des premiers à tenter d'expliquer les variations du vote FN à l'échelle du bureau de vote en étudiant la ville de Tourcoing. Son postulat de départ a été de comprendre pourquoi « seuls certains territoires de la région septentrionale ont été affectés par ce vote national-populiste, notamment le versant nord-est de la métropole lilloise, Roubaix et Tourcoing. » (Alidières, 2006, p.32). Il expliquait d'une part que « dans le Nord-Pas-de-Calais, vote Front national et chômage ne coïncident pas nécessairement » (ibid., pp.36-38). Suggérant qu'il y existe des causes locales, non déterminées socialement, qui pouvaient expliquer l'augmentation du vote Front national dans certains territoires, l'auteur explique que l'histoire politique et économique de la ville permet de comprendre une partie de cet essor et affine son analyse en s'intéressant à la répartition de ce vote dans les différents quartiers de la ville de Tourcoing. « Il est manifeste, en effet, que la plupart des zones de faiblesse du FN à Tourcoing correspondent aux deux seuls grands quartiers de 1990 où le pourcentage des classes moyennes est supérieur à 30 %. Il apparaît donc assez nettement que le vote frontiste, à Tourcoing, n'est pas pour l'essentiel un vote de classes moyennes ou de « bourgeois ». Au contraire, c'est dans les quartiers où la proportion d'ouvriers reste encore forte en 1990 qu'est localisée la plupart des bureaux-bastions du vote FN depuis 1986. » (Ibid, pp.82-83). Cette constatation, en 2006, c'est-à-dire bien avant la prise de pouvoir de Marine Le Pen au sein du Front national mérite d'être rappelée tant cette description semble encore pertinente aujourd'hui dans les territoires du nord de la France.

D'autre part, Bernard Alidières affirmait que loin d'être un effet de fantasme, la corrélation entre délinquance et vote Front national était bien réelle : « Une telle corrélation spatiale entre le vote Le Pen et la progression de la délinquance est particulièrement nette dans le Pas-de-Calais à l'ouest du bassin minier, à Saint-Omer ainsi que sur le littoral à Calais. » (Alidières, 2004, p.58). « À l'échelle du nord Pas-de-Calais comme à celle de la France, il nous semble que pour analyser les questions de l'insécurité, des immigrés et du vote FN, il faut cesser d'avoir recours aux pseudo-explications en termes de simples fantasmes, d'effet de halo ou de surmédiasation des faits divers. » (Ibid, p.67). Ainsi, selon l'auteur, le vote frontiste coïncide avec une insécurité réelle et non plus fantasmée. Ces explications sont contestées par certains chercheurs. Jean Rivière ou Hervé Le Bras ont calculé le même genre de corrélation sans trouver de liens dans d'autres territoires français. D'autre part, Tourcoing et Roubaix ont vu le score du FN baisser progressivement depuis les années 2000 sans que les chiffres de l'insécurité ne se modifient substantiellement. Il existe donc aujourd'hui un débat entre certains chercheurs qui voient un lien direct entre délinquance et vote Front national et d'autres qui réfutent cette corrélation directe. Alidières, tenant de la première approche affirme ainsi que « la question de l'insécurité a été soit totalement délaissée, soit réduite à l'évocation d'une sorte de fantasme : dans *Le Front national a découvert*, ouvrage de référence en sciences politiques, une des principales preuves avancées pour montrer que les électeurs du FN sont davantage inquiets et sujets au fantasme que les autres est qu'ils se replient sur un bastion familial sévèrement gardé. » (Alidières, 2012, p.24). De notre côté, nous pensons qu'une relation réelle et directe entre vote frontiste et délinquance est à la fois peu probable et peu exploitable. En

effet, les statistiques de la délinquance sont aujourd'hui peu représentatives de la délinquance réelle et ne peuvent de fait être étudiées avec pertinence (minoration ou majoration selon les effectifs de police sur place¹⁹). L'insécurité est par ailleurs un phénomène subjectif différemment perçu par chaque individu et c'est à cette perception plutôt qu'aux chiffres bruts qu'il faut s'intéresser. Des quartiers peuvent ainsi être plus dangereux que d'autres, mais les personnes, y étant habituées, réagiront moins fortement pour le même fait que dans un quartier plus calme. Sur nos terrains d'enquêtes (comme nous le verrons dans le corps de la thèse), les liens entre délinquance et vote frontiste semblaient contradictoires selon le lieu.

D'autres travaux ont également étudié en détail le vote Front national dans les villes où la délinquance était par ailleurs élevée. C'est le cas de Jérôme Fourquet, Nicolas Lebourg et Sylvain Manternach qui ont travaillé sur Perpignan. Ils expliquent que le vote Front national est extrêmement localisé dans la ville, notamment dans les quartiers où les prénoms arabo-musulmans sont faibles. Ce vote se concentre dans les quartiers plus aisés, mais surtout plus éloignés du centre-ville et corrobore l'effet de halo que soulignait Pascal Perrineau (1988). Ce travail souligne par ailleurs la grande porosité entre électorat de droite et électorat frontiste lors des élections municipales de 2014 (Fourquet, Lebourg, Manternach, 2014). Au-delà de ces résultats, c'est par ailleurs la démarche de ces auteurs qu'il faut souligner. Leur approche micro/méso-scopique se basant sur les résultats par bureaux de vote et sur les prénoms des électeurs leur permet une analyse fine des corrélations entre l'un et l'autre et donne des résultats pertinents. Allant également dans ce sens, Pascal Buléon explique que le vote FN est non pas celui de personnes vivant dans les quartiers à fort pourcentage d'immigrés, mais « dans des quartiers et communes à proximité, souvent habités de déracinés de l'intérieur de la France » (Buléon, 2003, p.455). Il a ainsi été démontré que le vote Front national n'est pas plus élevé dans les quartiers difficiles que dans les autres parties de la même ville²⁰ (Négrier, 2012, p.161).

b. *Le rôle de l'environnement amical et familial dans le vote*

Plus que le milieu dans lequel l'électeur évolue, il faut également rappeler que son environnement immédiat, celui dans lequel il vit tous les jours (sa famille, ses amis, ses collègues) a un rôle qui a depuis longtemps été considéré comme déterminant dans le processus de vote. Comme le souligne Nicholas R. Miller, « Les gens qui parlent ensemble votent ensemble » (Miller, 1977, p. 65). À sa suite, les chercheurs ont étudié des effets purement contextuels dans les dynamiques de vote en partant d'une observation simple : « Dans les territoires marqués par une forte présence ouvrière, le vote en faveur du parti socialiste était plus important que ne l'aurait laissé supposer le simple dénombrement des foyers ouvriers. » (Braconnier, 2010, p. 75 ; Tingsten,

¹⁹ Pour un aperçu plus détaillé des problèmes issus de l'utilisation des statistiques de police voir (Lagrange, Robert, Zauberman, Pottier, 2004, pp.285-316)

²⁰ Emmanuel Négrier a comparé les votes recueillis par l'extrême droite dans différentes zones urbaines sensibles (ZUS) du Languedoc-Roussillon. Il a montré que le score Front national dans ces zones était quasiment toujours plus faible que dans l'ensemble de la ville.

1937). Il existe donc un effet d'entraînement situé dans le voisinage immédiat des électeurs. Le vote serait fortement influencé par les discussions entre amis proches, ce qui entraîne une homogénéité électorale plus forte dans les groupes d'amis où les liens sont extrêmement resserrés. Néanmoins, cette étude de Tvingsten, datant de 1937, est aujourd'hui sujette à débat. L'atomisation et l'individualisme de plus en plus présents dans la société nous permettent de nous interroger sur l'importance actuelle de cet effet d'entraînement dû à l'entourage immédiat et son éventuelle concurrence par les médias télévisuels ou numériques. L'enquête que nous avons conduite sur le terrain nous a montré des électeurs qui avaient des relations tout juste « cordiales » avec leurs voisins et qui parlaient très peu de politique avec leurs amis, le terme d'« ami » était lui-même sujet à questionnement. En revanche, ils s'informaient régulièrement via les chaînes d'informations continues ou les réseaux sociaux.

À la suite de ces questions sur l'influence des liens amicaux sur le vote s'est également posée celle du rôle des relations familiales. « La maison fait-elle toujours l'élection ? » est une question que se posent certains chercheurs (Buton, Lemerrier, Mariot, 2012, pp.1-14). Certains remettent en cause l'idée d'une forte similarité et l'influence entre maris et épouses dans le vote (Stoker, Jennings, 2001, pp.1-47) ou plus précisément montreraient un décalage important quant à l'influence des idées politiques des conjoints selon la sociologie du couple (Muxel, 2008). Anne Muxel souligne ainsi que dans les milieux ouvriers et agricoles, si des désaccords politiques existent, ils sont passés sous silence. La femme se « convertira » le plus souvent à la tendance politique du mari. Plus le niveau d'études des deux conjoints augmente, plus les débats politiques s'effectuent sans qu'il y ait de soumission de la part d'une personne. Par ailleurs, comme le souligne Céline Braconnier, il faut également prendre en compte le nombre toujours plus important de foyers monoparentaux, et plus globalement la déstructuration des familles et ne pas donner une importance trop grande à ces effets d'entraînements familiaux qui s'ils étaient extrêmement forts dans les années 1950 à 1970 le sont, de fait, de moins en moins²¹. La question reste donc de savoir quel est le niveau actuel de cette influence familiale sur le vote. Selon Buton, Lemerrier et Mariot cette dernière est plus forte qu'attendue « Not only do people who live together often participate together, but the precise shape of their relationships influences their behaviour » (Buton, Lemerrier, Mariot, 2012). Au regard de ces différents éléments, nous pouvons supposer que cette influence familiale sera plus faible dans les milieux les plus populaires et les moins politisés que dans les milieux les plus aisés.

4. Réintégrer la culture locale dans l'explication du vote

« La notion de culture politique régionale est-elle encore pertinente aujourd'hui ? » (Dargent, 1999, p.43) À cette question, le principal intéressé avait répondu par l'affirmative : « Les différences d'orientation politique des régions françaises ne peuvent aujourd'hui s'expliquer par les seuls effets de structure imputables aux variations de la composition religieuse ou

²¹ Voir (Braconnier, Mayer, 2015) pour une étude approfondie des comportements politiques des personnes les plus défavorisées : ménages monoparentaux, chômeurs, bénéficiaires du RSA.

socioprofessionnelle, même corrigés par un effet de contexte univoque. Voilà qui montre bien la permanence en France de cultures politiques régionales au sens strict du terme défini plus haut, c'est-à-dire largement autonomes aujourd'hui par rapport à la composition sociale définie au sens le plus large du terme. » (*Ibid*, p.67). Si Jean-Claude Dargent considère que la culture politique est un fait à prendre en compte lors de l'explication du vote, ce concept a été plusieurs fois remis en cause depuis les années 1950. L'érosion du communisme, la plus grande mobilité électorale que semblaient constater certains chercheurs, pouvaient laisser croire que l'existence d'une culture politique, individuelle, et collective était remise en cause²².

A. La culture politique existe-t-elle (toujours) ?

Certains chercheurs, s'intéressant à la question de culture politique, ont développé des explications écologiques permettant d'analyser en partie la puissance du vote Front national dans la région languedocienne autrefois qualifiée de « Midi rouge » (Alliès, 1995) (Négrier, Jourda, 2008, pp.57-74). Ces chercheurs ont eu pour objectif d'expliquer le développement du vote FN depuis les années 1980 sur la zone littorale et dans les zones périurbaines des grandes agglomérations. Sa diffusion progressive vers l'intérieur des terres en même temps que la périurbanisation a également fait l'objet d'une attention soutenue (Négrier, 2012, pp.153-166). Les explications de ces chercheurs se veulent volontairement larges et tiennent compte de l'histoire politique régionale. Elles ont permis d'éclairer plus précisément le vote FN sur le Languedoc en expliquant notamment la résistance de certains espaces comme le pays cévenol²³. Comme le souligne Emmanuel Négrier : « Ces communes (NDLR : votant FN) ne sont pas particulièrement éloignées des grands centres urbains, ni toujours voisines. Elles ne sont ni particulièrement riches, ni toutes très pauvres » (*Ibid*, p.158). Ainsi, il paraît difficile d'expliquer le vote Front national dans cette région par les seules variables socio-économiques tant les communes où le vote Front national est élevé peuvent être diverses sociologiquement. L'auteur souligne par ailleurs que la pratique politique et la présence de relais territorialisés comptent également dans l'essor du vote Front national dans certains territoires du Languedoc. Il s'agit alors pour l'auteur « de faire l'hypothèse que le lieu « *dit* » l'opinion, et qu'il existe un lien entre tel type de comportement et telle configuration locale... » (*Ibid*, p. 155).

L'hypothèse de l'existence de la culture politique est ainsi renforcée par le fait que les variables sociodémographiques ne sont pas suffisantes pour expliquer certains votes. Les relations humaines, le *neighborhood effect*, les actions politiques et associatives, sont autant de vecteurs d'une forme de vision du monde qui modifient les perceptions des citoyens et par là, leur vote. Nous restons néanmoins face à un écueil de taille souligné par Emmanuel Négrier, « celui de la difficulté d'élever des variables territoriales comme la géographie, le passé culturel des communes ou encore les violences vis-à-vis de l'immigration en un « gène » territorial » (*Ibid*, p.164). Comme le souligne

²² Cette volatilité électorale « nouvelle » des années 1990 était en fait un artefact comme l'a montré Patrick Lehinque (1997).

²³ En Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'autres chercheurs ont étudié les raisons locales de la progression du vote Front national dans certains milieux qui lui étaient autrefois résistants (Gombin, 2005).

ce propos, la difficulté de quantifier ce genre de variables, par définition diffuses et inconscientes, pose problème aux sociologues.

D'autres chercheurs ont approfondi l'étude de ces variables politiques historiques en travaillant sur des communes spécifiques, les villes de Marseille et de Martigues dans les Bouches-du-Rhône. Ils ont pu souligner les vecteurs de cette culture politiques : les militants, les associations, les personnels politiques locaux qui via leurs actions irriguent la cité de cette culture qui les imprègne. On comprend ainsi que l'impact de cette culture politique peut se vérifier par l'entretien avec les électeurs. Ils ont également pu décrire l'érosion de bastions, notamment communistes, et leur perméabilité (ou résistance) à un vote Front national. C'est le renouvellement des populations, la baisse du lien social et la fin de la transmission d'une culture ouvrière qui sont les causes de la disparition progressive de ces cultures politiques (Giblin-Delvallet, Lacoste, 2005). Cette disparition progressive des vecteurs d'un vote particulier atteste en creux de l'existence préalable d'une culture politique locale²⁴. La culture politique se définit ainsi tant par son caractère géographiquement défini que par sa persistance dans le temps et par les vecteurs qui perpétuent son existence.

Vote localisé car influencé par des variables contextuelles tenant à la morphologie des endroits dans lequel l'électeur vit et agit, l'acte de vote est donc en partie le résultat de l'interaction entre culture politique locale et électeur. En effet, certains espaces ont été le lieu d'une histoire politique particulière qui tend à créer une singularité dans le comportement politique et dans le discours des différents hommes politiques locaux ainsi que des citoyens. Cette culture politique se caractérise par sa durée et sa circonscription géographique. Elle est naturellement plus forte dans les territoires qui ont été pendant longtemps sous l'influence d'un parti politique ou d'un élu qui a marqué le territoire dans lequel il a exercé ses fonctions. En ce sens, la lecture de travaux sur le PCF et son implantation est éclairante sur ce phénomène et l'on pourra aiguiller le lecteur vers les travaux de Michel Hastings (1991), Julian Mischi (Bellanger, Mischi, 2013) ou encore David Gouard (2014). Tous soulignent les systèmes politiques intégrés (associatifs, syndicaux et politiques) mis en place par le PCF dans les villes où il détient la municipalité. Ces villes « finissent » ainsi par développer une culture politique particulière.

Nous pensons que l'interaction entre culture politique et électeur n'est bien sûr pas directe, mais s'effectue au travers de relations humaines, c'est-à-dire des discussions d'individu à individu ou encore par le biais des actions politiques ou associatives. Elle peut également être transmise via les journaux, des livres ou encore des affiches de propagande comme c'est notamment le cas à Port-de-Bouc où les affiches pour la défense des services publics sont estampillées PCF. Certains chercheurs se sont rendu compte que la présence ou l'absence d'un parti politique ou d'une certaine culture politique ou associative pouvait avoir un effet sur le vote des individus, toutes caractéristiques sociales égales par ailleurs. Ainsi, dans certains anciens bastions communistes la

²⁴ Nous avons ici recours à un raisonnement qui peut paraître tautologique puisque nous prouvons l'existence d'un phénomène par son absence actuelle. Néanmoins, il est évident que le constat d'une disparition est la preuve de l'existence du phénomène désormais disparu. Nous pourrions faire un parallèle avec l'astrophysique où beaucoup de découvertes se font en creux par l'observation d'une signature d'un astre qui est néanmoins invisible (variations gravitationnelles ou variations dans la quantité de lumière reçue par un astre qui démontre l'existence d'une planète inobservable orbitant autour).

culture politique est très anciennement ancrée et joue un frein dans l'ascension du Front national, bien que la présence d'une culture communiste s'affaiblisse de façon régulière (Gouard, *op. cit.*, 2014)²⁵. Dans le cadre de notre terrain d'enquête, la culture communiste semble également s'amoinrir dans les villes de Port-de-Bouc et Grenay comme l'illustrent les différents livres sur l'histoire politique de ces villes (Crétinon, 2002) (Joly, 2005) (Domenichino, 1989). Néanmoins, le vote FN y augmente de façon très différenciée ce qui laisse supposer un amoindrissement non uniforme d'une éventuelle culture PCF. Se pose également la question de savoir si la culture communiste a été remplacée par une culture Front national ou simplement une absence de culture politique indiquant un espace où domine un paradigme individualiste.

B. Durée d'implantation et effet de la culture politique

Comme le souligne Annie Laurent, il existe un lien puissant entre ancienneté des attaches résidentielles et vote : « À l'opposé, pour les électeurs du Front national, le vote est dépendant de l'ancienneté de l'enracinement, et cette dépendance est croissante : plus leur famille est implantée de longue date dans la commune, plus ils ont de chances de voter pour cette liste. Le score de 9.7 % réalisé par le FN au second tour se décline selon l'ancienneté de l'implantation : ils sont 13 % à lui accorder leur bulletin dès lors que leur famille y réside depuis plusieurs générations, ils sont encore 10 % lorsque ce sont leurs parents qui sont venus s'y installer, mais seulement 7 % lorsque la migration leur est imputable. L'indicateur 'durée de résidence' confirme ces relations. Les électeurs qui habitent à Lille depuis plus de 10 ans sont plus de 10 % à voter pour cette liste ; ceux qui y résident depuis moins de 10 ans ne sont plus que 5 % à lui accorder leur suffrage. » (Laurent, 1996, p.341). Cette variable de l'ancienneté pourrait être révélatrice d'une transmission d'une certaine culture politique dans des endroits spécifiques, dans d'autres elle pourrait être le symptôme d'une peur de l'installation de nouveaux individus à proximité, d'une peur du changement de son environnement géographique et social, d'une part, celle d'un vote opposé à tout changement, notamment urbain, qu'incarne à ce scrutin la liste du FN. D'autre part, si le vote PS est avant tout le vote des électeurs géographiquement mobiles, le vote FN est d'abord celui des électeurs captifs. (*Ibid*, p.348).

Dans le cadre de cette thèse, nous aurons la possibilité de contrôler cette hypothèse de façon comparée entre le Nord et le Sud de la France. Le Sud est en effet marqué par une croissance démographique soutenue et il est probable qu'une partie du vote Front national se concentre dans les quartiers où les néo-arrivants sont nombreux et n'ont pas forcément d'attaches personnelles. Le lien entre croissance démographique et vote Front national en augmentation n'est d'ailleurs pas spécifique au sud de la France. Cyril Crespin l'observe également en Normandie : « Ces cantons

²⁵ On peut également se référer au travail de François Platone et Henri Rey sur le vote Front national en terre communiste. Bien que cette étude date aujourd'hui de plus de 20 ans, elle reste néanmoins intéressante et démontra à l'époque la non-concomitance temporelle de l'affaiblissement du parti communiste et l'augmentation du vote Front national : « En 1986 comme en 1984, 2 à 3 % seulement des électeurs, qui déclarent avoir voté pour le PC à l'élection précédente, apportent leur voix au FN ». (Platone, Rey, 1996, p.272).

présentent un dénominateur commun : l'urbanité. Ils sont situés à la périphérie d'une agglomération. Par ailleurs, ce qui marque fortement c'est le poids des ouvriers dans ces cantons. [...] Enfin, ce sont des cantons où la population est en forte augmentation. » (Crespin, 2012, *op. cit.*, pp.1-5). Nous pouvons émettre l'hypothèse que les villes qui semblent le mieux résister au vote Front national seraient celles dont la culture politique locale est la plus forte, la plus présente, et la plus visible pour la population. Il s'agirait ainsi de villes qui comme Port-de-Bouc donnent l'impression d'être « hors du temps ». Comme le souligne Wieviorka, « si, inversement, le FN recule dans certaines communes et, en particulier, nous y reviendrons, dans certaines banlieues, c'est aussi du fait de la capacité de ces communes à relancer une vie associative assoupie ou disparue. » (Wieviorka, 2013, *op. cit.*, p.64).

L'arrivée dans les villes à forte croissance de « petits-moyens²⁶ », c'est-à-dire d'individus aux revenus modestes, mais qui décident, par choix et via un crédit d'accéder à la propriété, provoque la création de quartiers composés de ces nouvelles populations. Vivant dans des quartiers qui sont souvent récents et excentrés, ils ne sont pas réceptifs aux histoires locales et à la transmission des combats qui ont eu lieu dans les villes et contribuent à réduire l'influence, souvent communiste, qui était prégnante dans ces anciennes villes de gauche. Surtout, ils ne sont pas forcément ni impliqués ni intéressés par le monde associatif et culturel offert par leurs nouvelles villes d'adoption. Cette théorie est notamment appuyée par les travaux de Catherine Bernié-Boissard qui explique que « en même temps qu'il y a eu délitement des liens économique et sociaux, s'est affirmée la disparition du liant constitué par les corps intermédiaires : organisations liées au travail, syndicats ; à la citoyenneté, partis politiques ; aux grandes idéologies et aux religions. La vie associative elle-même a perdu sa capacité à créer des lieux où se confronter, se connaître, faire tomber des préjugés et se battre ensemble pour améliorer cette qualité de vie qui se dégrade. » (Bernié-Boissard, 2013, p.30).

Pour finir, il faut souligner que, dans le sud de la France, les relations entre la droite dite républicaine et le Front national ont été dans les années 1990 celles d'une certaine entente dans la gestion des affaires locales, notamment au conseil régional. Cette gestion commune a certainement créé une porosité plus grande entre les électors des différentes formations de la droite dans la région. « Ce n'est donc pas dans une tradition d'extrême droite organisée qu'il faut aller chercher des éléments de compréhension, mais plutôt dans ce que nous pourrions nommer une parenté idéologique floue entre la droite et l'extrême droite. » (Bloss, Rouan, Ascaride, 1999, p.308). « L'histoire de l'alliance entre la droite parlementaire et l'extrême droite est maintenant ancienne, dans les Bouches-du-Rhône, tout particulièrement à Marseille. Chacune des deux parties a essayé d'en tirer avantage, l'une dans la tradition, l'autre dans la nouveauté ». (*Ibid*, p.310). Cette porosité électorale entre les deux camps de la droite a notamment été étudiée par Pierre Bréchon et Laurent Chalard, le dernier s'étant spécifiquement intéressé au vote extrême droite dans la métropole

²⁶ Ces personnes basculent ainsi dans un monde des propriétaires soumis à d'autres problématiques, d'autres angoisses et frustrations, mais en ayant en plus un budget souvent limité comme le souligne Violaine Girard (2017, p.17). Ces personnes s'installent dans des zones qui sont souvent à l'extérieur des villes, là où le foncier est le moins cher.

marseillaise (Chalard, 2006). On peut par ailleurs se demander si cette porosité entre la droite républicaine et le Front national n'est pas révélatrice d'une « culture politique » frontiste qui dans le Sud serait de droite. On peut émettre l'hypothèse que cette culture politique frontiste de droite s'oppose à une culture frontiste de gauche dans les départements septentrionaux. Le Front national émerge en effet dans les Hauts-de-France dans des territoires ancrés à gauche et imperméables à une implantation de la droite républicaine, les causes historiques que nous pourrions mobiliser pour expliquer son ascension sur ce territoire y seront donc différentes.

Toutes ces approches sur le rôle de la culture et des acteurs politiques apparaissent d'autant plus intéressantes qu'elles n'excluent en aucun cas les autres explications du vote Front national. Il s'agit d'un complément d'explication illustrant le caractère particulier de ce vote dans certaines régions. Sur le pourtour méditerranéen comme le souligne Emmanuel Négrier, le vote FN se concentre dans les zones littorales et périurbaines (ces deux zones présentant un habitat pavillonnaire), et passe pour le symptôme d'un « désarroi pavillonnaire » (Négrier, 2012, *op. cit.*, p. 159). On ne peut s'empêcher de faire un lien entre l'approche développée par Négrier et celle d'Hervé Le Bras. Le vote Front national dans le Sud serait celui de ces personnes apparaissant comme dominées, dont les instances de sociabilité sont réduites et la transmission de la culture politique locale impossible.

C. S'intéresser à l'histoire locale pour comprendre le vote

La culture politique semble être un facteur de résistance ou au contraire de congruence dans l'ascension du Front national dans certains espaces. Pour autant, cette culture politique est indissociable d'une histoire locale qui, « naturellement », est transmise de génération en génération via la parole ordinaire. Les principaux événements d'un village ou d'une ville sont, généralement transmis par les personnes les plus âgées, ou par les instituteurs et acteurs locaux aux enfants qui, sans en parler, intègrent dans leur inconscient cette histoire partagée.

Comme le souligne Danielle Floutier, il existe en Camargue et plus généralement dans le sud de la France un terreau favorable au vote Front national. « Un autre élément plus récent concerne l'apparition aux côtés de la religion chrétienne, de pratiques liées à la religion musulmane. Jusqu'alors, pour l'essentiel, les immigrés étaient des catholiques faisant partie d'une *culture religieuse commune*. Aujourd'hui, les immigrés sont musulmans et leurs pratiques religieuses sont souvent amalgamées à l'intégrisme qui génère des peurs. » (Floutier, 2013, p.97). Cette peur s'inscrit dans une histoire locale souvent conflictuelle vis-à-vis de l'immigration comme c'est le cas en Camargue (Huard, 2013, p.35-87), où les Italiens ont été victimes de violence, voire de pogroms, durant le XIX^e siècle. Ces événements bien qu'inconnus du grand public hors de la région, restent vivants dans les esprits des locaux et se transmettent l'histoire (souvent biaisée et partielle) de cet événement. Ainsi, à un terreau initial de violence qui était alors lié à la mise en concurrence entre main-d'œuvre française et étrangère, s'ajoute aujourd'hui un sentiment de différence culturelle entre musulmans et non-musulmans. Ce sentiment est aujourd'hui renforcé par le fait que « L'urbanisation de ces communes différencie la population d'origine (habitant généralement au centre) de celle des

nouveaux arrivants (venant d'autres régions françaises) résident en périphérie dans les lotissements entourés de hauts murs le plus souvent, et fragilise l'homogénéité des populations et les liens sociaux, accentuant la tendance à l'isolement, à l'individualisme et au repliement. » (Floutier, 2013, p.91).

Le Nord-Pas-de-Calais a lui aussi été confronté à l'accueil de populations étrangères au début du XX^e siècle lorsque de nombreux Polonais ont été installés dans le bassin minier afin de travailler à l'extraction du charbon. Néanmoins, l'accueil a été moins défavorable car une forme de solidarité des travailleurs s'est développée au travers des syndicats et est à comparer au brassage de populations qui a eu lieu dans la ville de Port-de-Bouc. Comme le soulignent les hommes politiques locaux de Port-de-Bouc, les propos racistes à l'égard des populations installées depuis longtemps (d'origine marocaine ou algérienne) sont moins violents qu'à l'égard de populations en voie d'installation (gens du voyage). Ce brassage est une des explications qu'ils avancent pour expliquer leurs bons scores.

De ce fait, le vote FN serait à la fois influencé par la culture locale vis-à-vis de l'immigration, par le mode d'habitat, et par les fameuses variables lourdes propres à l'électeur. Il nous apparaît pertinent d'approfondir le sillon déjà tracé par les approches écologiques du vote. L'intégration dans les travaux de recherche des variables contextuelles et culturelles locales apparaît indispensable pour appréhender avec plus d'efficacité le vote Front national dans ces territoires. Les approches écologiques et contextuelles ont pu éviter certains écueils dans lesquels sont tombés certains chercheurs dans les années 2000 en titrant notamment l'apparition d'un gauchisme-lépénisme, c'est-à-dire d'un lepénisme des classes populaires de gauche qui auraient basculé à droite, alors même que l'étude localisée de l'électorat Front national aurait à l'époque infirmé cette affirmation, critique que l'on retrouve dans les travaux de Nonna Mayer (Mayer, 1997, *op. cit.*) (Mayer, 2013, pp.101-111).

D. Une « culture » Front national de gauche au Nord contre Front national de droite au Sud ?

En écoutant les propos des différents représentants du FN, nous pouvons nous demander s'il n'existe pas au sein du Front national deux camps politiques. Ceux-ci seraient animés par des idéologies différentes qui opposeraient le FN du Nord à celui du Sud. Cette hypothèse est corroborée dans les enquêtes par sondage au niveau des régions françaises. Jérôme Fourquet souligne ainsi que « Plus globalement, on mesure également mieux les raisons du *virage social* que Marine Le Pen a fait prendre au mouvement pour coller au mieux aux préoccupations de son électorat « nordiste », quand les élus méridionaux du parti se montrent plus fidèles au discours antifiscal et assez libéral qui avait notamment permis à Jean-Marie Le Pen d'implanter durablement le FN sur le littoral méditerranéen dans les années 80 et 90. » (Fourquet, IFOP, 2013).

La fondation Jean Jaurès dans une de ses notes souligne que « les tensions internes reposent également sur des divergences de lignes dues à la conjonction entre la structure socioélectorale et le système institutionnel : Marine Le Pen, députée européenne (donc avec un vote à un seul tour)

du Nord, met en avant une ligne « ni droite ni gauche » conforme à un électorat populaire, alors que, députée du Sud (donc élue par un vote à deux tours), sa nièce affirme une ligne de droite assumée s'adressant à un électorat plus aisé et conservateur. » (Fondation Jean Jaurès, 2014, p.4). Il existerait ainsi un Front national du Nord idéologiquement opposé à celui du Sud. Le premier serait dirigé par des hommes politiques ayant une vision ouvriériste et populiste de la société. Il s'agirait pour eux de promouvoir dans leurs discours les petites gens et les travailleurs, salariés, exploités par des patrons. En effet, « l'électorat frontiste du quart nord-est présente le profil le plus populaire (avec 50 % d'ouvriers et d'employés) alors qu'inversement, c'est dans le sud de la France que la proportion de milieux populaires est la plus faible (36 % contre 45 % en moyenne) » (Ibid). Dans le programme de ce FN nordiste se retrouveraient des éléments de gauche : augmentation des salaires, contrôle des licenciements par les entreprises, défense des services publics de proximité. Ces éléments seraient par ailleurs mêlés à des thématiques purement frontistes comme la lutte contre l'immigration, le rejet de la construction européenne, et la lutte contre l'insécurité. L'électorat de ce Front national, d'origine modeste, ouvrière, parfois descendant de communistes, retrouverait dans le Front national un parti qui vise à la défense des « petits ».

Ce Front national s'opposerait à un Front national du Sud dirigé par des personnalités beaucoup plus libérales dans leurs positions économiques, et également plus diplômées (on y trouverait la plupart des énarques du Front national). Dans le programme de ce front du sud il s'agirait de supprimer des charges pesant sur les entreprises, les freins à l'embauche, mais aussi au licenciement, en somme, de fluidifier le monde de l'emploi. Ce discours se rapprocherait ainsi de celui de la droite républicaine locale sur ces thématiques. Se mêleraient à ce discours les positions classiques du Front national telles que nous les avons exposées dans le paragraphe précédent. L'électorat de ce Front national dans ces départements méditerranéens regrouperait certes des précaires, mais surtout des classes populaires propriétaires, des petits patrons, cadres, salariés moyens, une population dans tous les cas relativement bien dotés en capital économique, mais se retrouvant sur des thématiques sécuritaires, liées à l'immigration ou à la lutte contre l'assistanat.

La différence entre ces « deux » Front national, si l'on suit les auteurs mobilisant les variables culturelles ne serait pas seulement issue des électorats différents selon une logique d'offre et de demande en propositions politiques, mais serait révélatrice de la culture politique locale de ces deux territoires (Huard, 2013). Le Front national se serait ainsi teinté de la culture politique locale dominante dans les différents endroits où il se serait implanté. Dans l'ancien midi rouge, aujourd'hui affecté par l'héliotropisme et une droitisation politique (Le Bras, 2013 et 2015), le Front national aurait pris une forme différente que dans un Nord-Pas-de-Calais encore baigné d'une culture ouvrière et de gauche.

Encadré 1 : Étudier l'extrême droite en Europe

La France n'est pas le seul pays européen à voir émerger depuis les années 1980 des partis d'extrême droite, ces derniers se sont également développés chez nos voisins immédiats : en Italie, en Belgique ou aux Pays-Bas. Depuis les années 2000, des partis nationalistes ont également émergé au sein des États de l'ancien bloc de l'Est. Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg ont publié un ouvrage comparatif portant sur les droites extrêmes en Europe, il se concentre sur l'histoire et l'idéologie de ces partis (Camus, Lebourg, 2015).

Les auteurs décrivent notamment la sociologie de l'extrême droite en Bulgarie qui concentre « avant tout des perdants de la transition à l'économie de marché, les retraités et les ouvriers, mais aussi les jeunes mêmes diplômés. Il est situé surtout dans les villes moyennes et croit en une Bulgarie ethniquement pure, de religion orthodoxe et débarrassée de sa minorité turque, laquelle évoque toujours l'Empire ottoman honni, qui a occupé la Bulgarie jusqu'en 1878 » (Ibid, p.282).

Cet ouvrage est à comparer à l'ouvrage collectif dirigé par Béatrice Giblin publié en 2014 et qui intègre plusieurs articles portant sur les cas hongrois, grec, ou encore espagnol (Giblin, 2014). On peut y souligner le travail de Balázs Ablonczy et Bálint Ablonczy portant sur le Jobbik en Hongrie (Ablonczy, Ablonczy, 2012). Les auteurs montrent que le vote extrême s'est modifié et déplacé en Hongrie, comme il a pu le faire en France dans les années 1980. Fort dans les années 1990 autour de Budapest, il se concentre dans les années 2010 à l'est du pays. Les auteurs expliquent dans l'article que le vote Jobbik semble corrélé aux espaces où les Tsiganes sont nombreux. L'explication est ainsi contextuelle puisqu'elle répond à un lien entre présence d'une population et vote pour le parti. Le Jobbik a en effet prospéré sur des thématiques anti-élites et anti-Tsiganes, et est à comparer avec le traitement qui a été fait de ces thématiques par le Front national dans les mêmes années. En revanche, l'extrême droite hongroise se distingue du FN par son électorat jeune et universitaire.

Aux Pays-Bas, le parti de Geert Wilders, le PVV, a lui aussi connu un essor important depuis la fin des années 2000 (Mamadouh, Van der Wusten, 2012). Son vote se concentre dans des espaces spécifiques, autour de Maastricht, de Rotterdam, et à la frontière allemande. Plus que la lutte anti-tsigane c'est le rejet de l'« islamisation » qui est le fer-de-lance de ce parti. Il est avant tout, comme en France, un vote des petites classes moyennes, au niveau de diplôme plus faible que l'électorat général et qui sont pessimistes sur l'avenir du pays. L'explication avancée par ces auteurs est cette fois plus sociologique puisqu'elle identifie des thématiques qui sont perçues par des électeurs à l'aune de caractéristiques spécifiques (niveau d'éducation et statut plus précaire que l'électorat libéral).

On retrouve, semble-t-il, un point commun chez les électors des différents partis d'extrême droite européens, à savoir un refus (ou une peur) de l'altérité. L'étude qui est faite des partis d'extrême droite dans ces États répond aux mêmes débats qui ont lieu en France, les approches sociologiques et contextuelles sont toutes deux mobilisées alternativement ou simultanément afin de les expliquer.

V. Vers un modèle explicatif plural

Les recherches actuelles en sociologie électorale montrent que le processus de production du vote est un phénomène à causes multiples. Les approches simplement stratégiques ont depuis longtemps été démenties par les invariances sociologiques des comportements électoraux. Ces approches ont donc été modifiées pour étudier, non plus le caractère purement rationnel du vote, mais la rationalité limitée des électeurs, c'est-à-dire leur capacité de décision dans un contexte de connaissances politiques partielles. D'autre part, ces approches se sont concentrées vers d'autres thématiques. Les temporalités et les modifications de vote en fonction de l'évolution des situations personnelles ou de l'influence de personnes tierces ont fait l'objet d'un intérêt approfondi.

De même, les approches purement déterministes sont aujourd'hui insatisfaisantes pour expliquer le vote. D'une part, parce que les attaches partisans sont plus faibles aujourd'hui que dans les années 1950 à 1980. Il est donc plus difficile de créer un lien définitif entre classe sociale et vote, notamment du fait de la volatilité de l'électorat entre droite et extrême droite par exemple. D'autre part parce que le clivage semble se déplacer en France vers une opposition entre privé et public, quelles que soient les catégories socioprofessionnelles en jeu. Ce clivage semble particulièrement vrai lorsqu'il s'agit du vote Front national. Ainsi, on arrive encore à trouver des régularités dans le vote dès lors qu'on fait entrer en jeu des variables différentes comme le statut salarial des individus, leur religion, ou bien leur niveau d'étude. Néanmoins, les approches déterministes sont régulièrement impuissantes pour expliquer les variations, notamment locales, d'un même vote, dans différentes villes aux caractéristiques sociologiques comparables.

L'intégration de variables localisées comme la « culture politique » d'un territoire, l'enracinement de tel ou tel parti dans une commune ou encore le rôle historique de l'immigration sur un espace pourrait permettre d'expliquer pourquoi, toutes choses égales par ailleurs, certains territoires seront perméables au Front national et d'autres non. De même, le milieu géographique et urbain dans lequel va évoluer l'électeur est une des clés explicatives de son comportement. C'est d'ailleurs ce que soulignait Emmanuel Négrier quand il affirmait que « la diversité des votes FN [...] nous conduit à faire l'hypothèse que les facteurs intervenant dans le choix électoral se rapportant de manière plus ou moins directe, selon les cas, à l'une ou l'autre de ces approches (explicatives du vote, NDLR) ; ou, plus précisément, à certaines configurations particulières, révélatrices de *significations plurielles*. » (Négrier, 2015). « L'objet n'est donc pas ici d'ouvrir à nouveau la discussion sur les mérites et les écueils respectifs de ces approches, mais de les mobiliser comme *grands regards* sur le comportement électoral afin d'envisager un éventail aussi large que possible de variables permettant de rendre compte du vote Front national... » (Ibid).

Finalement, expliquer le processus de production du vote pourrait s'apparenter à ce que George Tsebelis appelle un « nested game » (Tsebelis, 1990), c'est-à-dire un jeu où les différentes variables sont complètement imbriquées. L'identité sociologique de l'individu, le milieu dans lequel il vit, le rôle de la socialisation, de la perception du monde, de la structure de l'habitat ou de l'emploi sont autant de variables explicatives à prendre en compte lorsqu'on veut comprendre le vote. De nombreux chercheurs ont pris en compte ce caractère combiné du processus de décision du vote.

Déjà Michelat en 1975 puis Michel Bussi proposaient d'analyser les comportements électoraux en fonction du lieu de résidence. Il s'agissait dans ces études de créer des modèles de vote « normal » prenant en compte les sondages nationaux en fonction de chaque catégorie socioprofessionnelle et les adaptant à la configuration locale des différentes catégories socioprofessionnelles dans les départements étudiés (Michelat, 1975, *op. cit.*, pp. 901-918). De ce fait, ces chercheurs pensaient possible la création d'un modèle de vote idéal de la ville, à laquelle on comparerait les résultats du vote réel. La différence entre les deux serait, selon Michelat, la conséquence de variables contextuelles. Il s'agit d'une méthode d'analyse du vote combinant à la fois explications déterministes et explications écologiques. Michelat appelait à l'époque « à envisager des analyses plus complexes mettant également en jeu des variables contextuelles (ou des combinaisons de variables) sociologiques, démographiques, historiques ou des variables telles que l'importance régionale de la pratique religieuse. Il est évident qu'il faudrait aussi s'efforcer de travailler sur des unités contextuelles moins grossières que le département et des catégories de contexte plus fines que celles constituées par un simple regroupement des unités en trois catégories » (*Ibid*, pp. 916-917). Nous pensons que cette méthode de travail, créant un modèle « normal » et comparant le vote de nos communes à ce modèle normal, permettra de connaître avec précision quel est l'impact des variables non quantitatives du vote Front national (culture locale, intégration, éléments subjectifs...).

Depuis cette époque, de plus en plus de travaux ont été effectués dans ce sens. Éric Charmes est notamment arrivé à la conclusion s'agissant du sud de la France que « d'abord, le vote en faveur du Front national est principalement un vote déterminé par la catégorie sociale et il se trouve que les catégories sociales qui votent le plus pour le Front national sont surreprésentées dans le lointain périurbain. Ensuite, le surplus de quelques points que l'on constate dans le grand périurbain, à catégorie sociale équivalente, s'explique avant tout par un marché de l'immobilier qui pousse les accédants les plus modestes à l'éloignement et par le peu de considération des élites pour le sort ainsi fait à ces accédants. De ce point de vue, il y a bel et bien des frustrations qui s'expriment dans le vote en faveur du Front national, mais ces dernières ne résultent pas d'un vice général du périurbain ou d'une sous-urbanité. Elles résultent d'un manque d'équipements parascolaires, d'un éloignement des pôles d'emploi, d'une mobilité automobile coûteuse, ainsi que d'un manque de reconnaissance politique. » (Charmes, *op. cit.*, 2012). Cette conclusion est intéressante, même si elle semble limiter l'impact que peuvent avoir les effets des politiques locales sur le vote, ou encore les processus de peur qui peuvent avoir lieu dans des quartiers pavillonnaires. Plus généralement, beaucoup de travaux contextualisent aujourd'hui le vote et nous inscrivons notre thèse dans la continuité de ceux-ci puisqu'il s'agit pour nous d'intégrer les variables locales à l'étude de l'électorat du Front national.

Plus récemment encore, plusieurs travaux ont combiné méthodes qualitatives et quantitatives dans des terrains locaux et ont permis d'étudier de façon très précise les électeurs et les militants du Front national. Nous soulignerons la thèse de Jean Rivière (2009, *op. cit.*), le projet de thèse de Guillaume Le Tourneur, le travail de Cyril Crespin sur le vote Front national en milieu rural (2015, *op. cit.*) et celui de Violaine Girard sur le vote FN dans le périurbain (2017, *op. cit.*). Cette

pluralité de méthodes et la qualité de la littérature existante sur le FN permettent de souligner l'importance de l'intégration d'explications écologiques à l'analyse du vote.

Voulant nous inscrire dans la dynamique débutée par ces travaux, nous avons choisi d'étudier le vote FN au local, à l'échelle de quatre villes ouvrières et pavillonnaires situées dans le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône avec la volonté de répondre aux questions suivantes. D'une part existe-t-il deux électorats frontistes dans le Nord et le Sud ? Nous pensons en effet que la dichotomie programmatique entre FN du Nord et du Sud se retrouve également au niveau sociologique. D'autre part, des effets contextuels impactant le vote FN sont-ils présents à l'échelle municipale ? En effet, nous émettons l'hypothèse que les personnes habitant dans les zones pavillonnaires sont soumises à des effets contextuels particuliers découlant de la structure de l'emploi²⁷ et de l'espace géographique dans lequel ils vivent. Ces personnes, habitant des pavillons par définition assez loin du centre de leur commune, ne bénéficient pas d'instances locales de sociabilité (associations, manifestations culturelles) ni des actions de la mairie²⁸, et voient la ville comme un dortoir plutôt qu'une communauté. Ils ne bénéficient pas des différents avantages que peut prodiguer la municipalité aux quartiers plus centraux.

Conclusion : Esquisse d'un modèle explicatif combiné du vote FN

Si nous devons, dans la conclusion de ce chapitre introductif, détailler quels sont les facteurs explicatifs du vote Front national, nous ne pourrions nous contenter de réaliser une liste de facteurs allant du plus important au moins important. La hiérarchisation de ces variables constitue certes un point de départ intéressant et a par ailleurs été le fil rouge de notre enquête de terrain²⁹. Elle nous a permis d'effectuer une enquête en entonnoir dont le but était d'épuiser successivement les différentes explications de ce vote au local. Néanmoins, une telle hiérarchisation n'est pas suffisante et nous avons conscience que l'explication du vote est, comme nous venons de l'expliquer, un *nested game* dont les variables explicatives sont imbriquées. De plus, nous pensons que selon les électeurs, les milieux, et les époques, la puissance explicative des différentes variables du vote change, comme l'a d'ailleurs montré la baisse de l'indice d'Alford entre les années 1950 et aujourd'hui.

Ainsi, plus qu'une simple hiérarchisation de variables, l'idée est ici de réaliser un schéma explicatif du rôle de ces dernières sur le processus de vote. La réalisation d'un tel schéma permet en effet de créer un système explicatif théorique cohérent, système que nous mettrons par la suite à l'épreuve de notre terrain d'enquête. Les schémas explicatifs du vote sont par ailleurs communs

²⁷ Emplois qui prennent majoritairement place dans des petites structures peu ou pas syndicalisées et qui contrastent ainsi avec le syndicalisme qu'on pouvait trouver dans les grandes unités de production des années 1950.

²⁸ Surtout dans les villes, anciennement communistes, dans lesquelles l'action de la mairie est souvent très visible, c'est-à-dire caractérisée par des affiches, des actions de rue, des liens avec les associations. C'est dans ces villes où le clivage entre quartier central et pavillonnaire semble le plus important au niveau des comportements électoraux.

²⁹ Elle permet en effet de classer les différentes variables du vote selon la valeur explicative du comportement en question.

en science politique, comme les travaux de Joël Gombin à propos du vote FN (Gombin, 2014) ou de Jessica Sainty (Sainty, 2014) l'illustrent.

Ci-dessous, nous présentons l'entonnoir de causalité de Dalton (1996), emblématique de la science politique américaine. Publié en 1988, celui-ci est une réponse au modèle de l'école de Michigan qui n'incluait pas de variables contextuelles nationales, en particulier la structure économique ou sociale. Ce schéma de Dalton présente ainsi la forme d'un entonnoir et détaille à gauche les variables qui semblent avoir l'influence la plus indirecte et la plus lointaine sur le vote. À droite sont présentées les variables qui vont le plus conditionner le vote chez les individus. L'influence du contexte local y est complètement absente alors que le terme d'*Historical patterns* renvoie à une éventuelle culture politique de l'électeur.

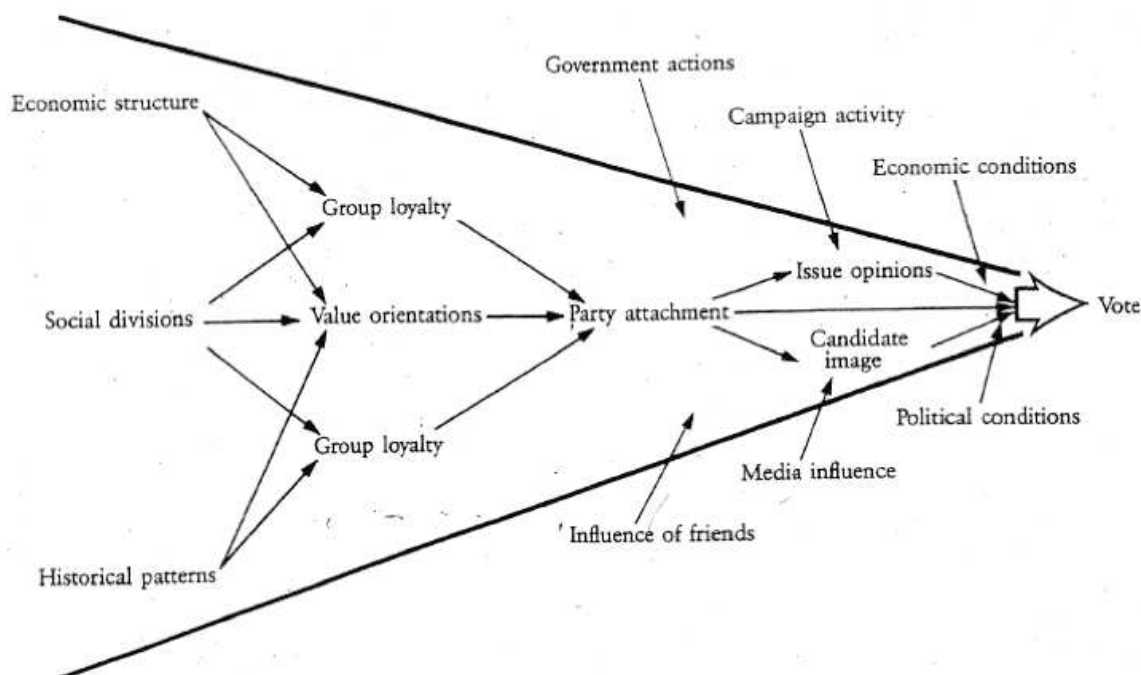


Figure 1 : The funnel of causality predicting vote choice (Dalton, 1988).

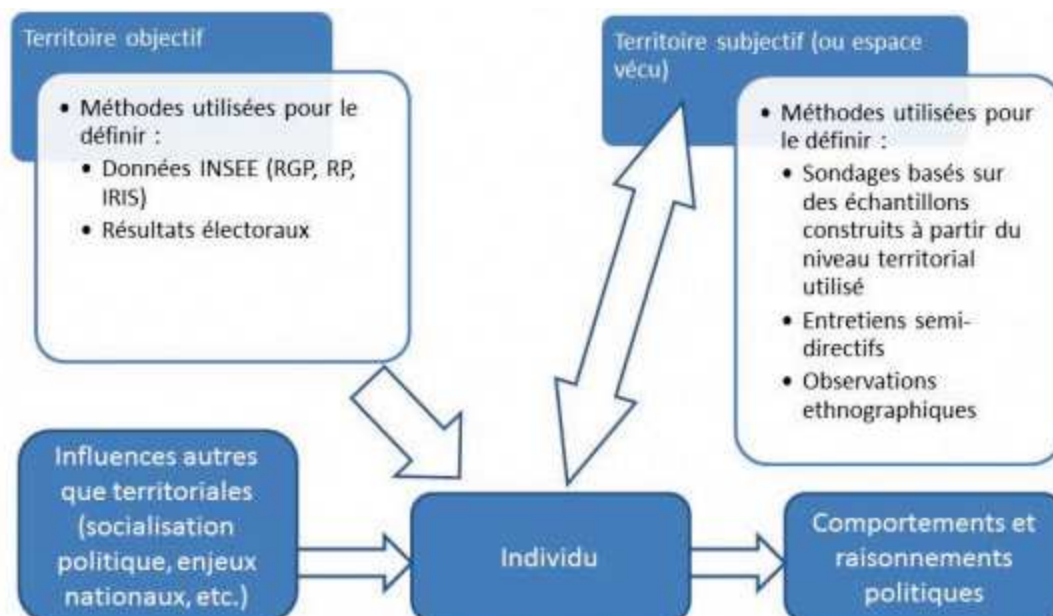


Figure 2 : Effets du territoire sur les comportements politiques individuels (Sainty, 2014).

Le modèle de Jessica Sainty comble les défauts du schéma de Dalton et intègre les facteurs locaux dans l'explication du vote. Il a également le mérite d'énoncer les méthodes nécessaires pour contrôler les différentes variables mises en jeu. Néanmoins, les différentes catégories qui y sont mentionnées : territoires objectif et subjectif par exemple, ne sont pas détaillées³⁰, de même que le poids relatif des différents items.

Nous inspirant du modèle intégré du vote réalisé par Miller (Miller, 1977), de l'entonnoir de causalité de Dalton, et du schéma de Jessica Sainty, nous avons élaboré un schéma modélisant les explications du vote qui nous semblent déterminantes ; modèle qui nous servira de cadre théorique à notre travail sur le vote Front national. Nous y avons intégré les variables que nous pensons (préalablement) être les facteurs déterminants du choix de vote chez les électeurs et ceux du Front national en particulier. Nous aboutissons au schéma de la page ci-après.

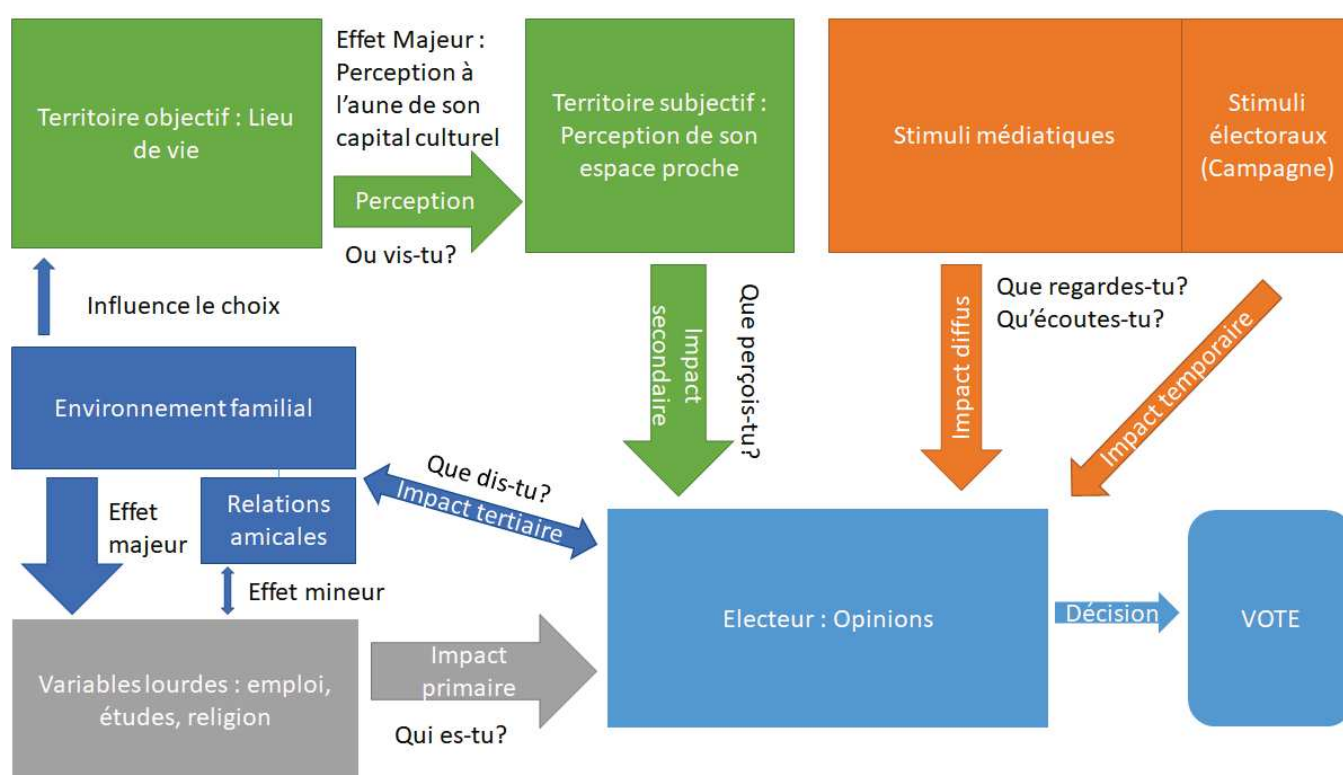


Figure 3 : Modèle explicatif du vote dans notre thèse

Nous avons distingué les différentes variables en fonction de la famille explicative dont ils proviennent. En gris les variables « lourdes » tels l'emploi, la religion, ou encore le niveau d'études. Ces variables sont principalement étudiées par les approches déterministes et sont directement influencées par l'environnement familial (en bleu). Les rapports entre la famille et l'individu sont généralement étudiés via des approches ethnographiques : les entretiens et l'observation. En vert, on distingue les variables liées au milieu et à la culture locale dont les approches écologiques mesurent les effets. Enfin, les stimuli médiatiques et électoraux sont colorés en orange, ils sont traités par les études sur les médias (sondages) ou les approches du choix rationnel.

³⁰ L'auteure, dans son ouvrage détaille néanmoins les différentes catégories et ce qu'elles comprennent dans les paragraphes suivant immédiatement le schéma.

Comme l'illustre ce modèle, du fait de la divergence des sources menant à la décision de vote il est nécessaire d'utiliser une méthodologie variée allant des données agrégées aux entretiens individuels pour tenter de couvrir l'ensemble des causalités du vote. Nous faisons l'hypothèse que l'étude de tous ces facteurs dans des espaces réduits (et délibérément choisis pour la possibilité de comparaison qu'ils offrent) est possible. De ce fait, même si nos méthodes et nos ressources ne permettront pas de couvrir tous les individus de nos terrains d'enquêtes, nous pensons qu'elles nous permettront néanmoins de monter en généralité et de dégager des règles pertinentes quant au vote Front national dans les zones périurbaines du nord et du sud de la France.

Ainsi, bien que largement étudié par la science politique, comme ce chapitre le montre, l'électorat du Front national présente malgré tout des zones d'ombres. Les processus de transformation de territoires autrefois réticents à ce vote en territoires où il réalise aujourd'hui 70 % des suffrages exprimés sont particulier méconnus. Ces transformations sont d'autant plus obscures que certains territoires présentant les mêmes caractéristiques sociologiques sont aujourd'hui encore très résistants au vote Front national. Les thèses évoquant un gaucho-lepénisme sont sujettes à controverses et nous pensons qu'elles sont trop limitées pour comprendre les dynamiques à l'œuvre dans ces territoires. Par ailleurs, l'électorat Front national semble moins homogène que nous le disent les sondages des médias français. La dichotomie sociologique et idéologique qui semble se révéler entre les électeurs du nord et du sud de la France est aujourd'hui une problématique non (suffisamment) traitée. Les deux supposés électeurs du Front national peuvent sembler tellement incompatibles qu'on en vient à douter de leur possibilité d'existence. Enfin, bien qu'il soit qualifié de vote périphérique, certains chercheurs constatent que le vote Front national n'est pas présent dans toutes les périphéries. Surtout, la question reste posée de savoir si la périphérie en tant qu'espace géographique, par sa distance à la ville, est productrice de votes Front national, ou si elle masque des variables plus classiques qui pourraient expliquer ce vote.

Notre approche utilisera un modèle à quatre entrées afin de répondre à ces questions et d'étudier l'électorat du Front national sous différents angles. L'intérêt de ce modèle sera de varier les niveaux d'analyses et les angles d'observations sur cet électorat afin d'avoir une vision complète de ce fait social³¹. Les entrées que nous utiliserons sont les suivantes : les statistiques, la géographie électorale, les méthodes ethnographiques, dont l'entretien et l'évaluation des actions publiques sur cet électorat. À cela s'ajoute une étude comparative qui nous permettra de ne pas tomber dans le particularisme local et de vérifier la dualité électorale du Front national.

Nous avons décomposé notre étude en plusieurs chapitres dont la lecture successive permettra de photographier le vote Front national sous différents éclairages. Ils permettront, *in fine*, d'avoir un point de vue cohérent sur le vote Front national dans nos deux terrains d'enquêtes. Nous espérons, à l'issue de ces chapitres répondre à nos deux problématiques : d'une part la dualité électorale du FN dans le Nord et le Sud, et d'autre part l'impact des variables contextuelles sur le vote dans ces territoires.

³¹ Ou du moins la plus complète possible.

Pour ce faire, nous traiterons dans le chapitre II les différentes méthodes que nous avons utilisées. Celles-ci vont des statistiques à l'utilisation de l'entretien semi-directif. Dans les chapitres III et IV, nous présenterons nos deux terrains d'enquêtes qui malgré un éloignement géographique de près de 1000 kilomètres présentent des caractéristiques comparables. Nous exposerons dans les chapitres V à VIII les différents résultats de notre analyse. Le chapitre V traite des variables sociodémographiques de manière large à l'échelle de deux régions françaises, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Nord-Pas-de-Calais (duquel nous avons exclu la Picardie nouvellement intégrée à la région Hauts-de-France³²), nous y créons un modèle explicatif du vote FN par région afin de vérifier l'homogénéité du vote FN. Le chapitre VI étudie la répartition géographique de ce vote à l'échelle infracommunale. Nous y avons inclus l'observation des configurations sociales et géographiques des différents quartiers d'habitations et l'accès aux instances de sociabilité, aux magasins, et aux services publics. Dans le chapitre VII, nous nous penchons sur l'influence des variables contextuelles dans le vote. Via des entretiens non directifs enregistrés, réalisés de façon aléatoire selon une stratégie provenant de l'enquête par questionnaire : le porte-à-porte, nous contrôlons les différentes hypothèses que nous avons formulées. Pour finir, nous étudions l'action des politiques publiques sur le vote FN, dans le chapitre VIII.

³² En effet, la région Hauts-de-France, née en 2016 alors que notre travail d'enquête avait déjà commencé depuis deux ans ne nous semble pas un cadre d'étude approprié car l'histoire économique et sociale de la Picardie et du Nord-Pas-de-Calais ne sont pas assez semblable pour que leur amalgame au niveau statistique nous semble évident.

Chapitre II : Méthodologie

La variété des théories explicatives du vote a irrémédiablement conduit à une diversité d'approches et de méthodes utilisées dans l'étude de l'électeur. Diverses, mais présentant néanmoins la possibilité d'être combinées, ces méthodes et leur association vont être le cœur de ce présent chapitre. Il s'agit ainsi de justifier notre approche combinée, et de détailler les différentes méthodes que cette combinaison sous-entend. Parmi celles-ci, l'enquête locale, la comparaison, l'utilisation de statistiques, et la géographie électorale.

I. Trois partis pris pour étudier le vote Front national

Avant d'aller plus loin dans la description des méthodes que nous avons utilisées nous nous sommes posé trois questions. Tout d'abord « pourquoi étudier localement le vote ? » ; ensuite, « pourquoi effectuer une étude comparative ? » ; enfin « pourquoi combiner différentes méthodes ? ». Ces questions ont été à la base de notre réflexion méthodologique et du choix des outils mises en œuvre dans le cadre de cette enquête.

1. Pourquoi étudier localement ?

Il pourrait paraître évident qu'une étude en sociologie électorale soit locale tant on peut penser que l'électeur doit être pris dans son contexte pour être analysé précisément. Néanmoins, pendant de nombreuses années, les travaux étudiant effectivement l'électeur au niveau local ont été assez peu nombreux comme le souligne Céline Braconnier (2010, *op. cit.*). D'une part, l'utilisation de sondages nationaux et les bons résultats que cette méthode obtenait ont contribué à extraire l'électeur de son entourage le plus proche pour l'agréger à d'autres électeurs dans une abstraction nationale censée représenter l'opinion française. D'autre part, la « mise en garde » de Robinson à l'égard de « l'ecological fallacy » a pendant longtemps réduit l'attrait d'un travail localisé utilisant les données agrégatives issues des statistiques (Robinson, 1950, pp.351-357).

Pourtant, depuis quelques années, un processus de réinvestissement du local a permis le retour de travaux portant sur cette échelle. Ceux-ci reflorissent comme l'illustrent les nombreux ouvrages et travaux de thèses utilisant une approche localisée. Cette présente thèse s'inscrit volontairement dans cette dynamique et nous pensons, comme les chercheurs « localistes », que l'électeur ne doit pas être extrait de son contexte, même s'il ne faut pas, nous semble-t-il, faire de celui-ci la variable refuge à partir de laquelle seraient expliquées toutes les causes du vote, comme a par ailleurs pu le faire remarquer Joël Gombin (2014, *op. cit.*).

A. L'électeur dans son contexte

De nombreux travaux en sociologie électorale deviennent pertinents parce qu'ils sont situés géographiquement. En ce sens, le travail de Bruno Raoul explique clairement les intérêts de l'approche locale dans l'étude de l'individu (Raoul, 2002, pp.87-103). C'est à ce niveau qu'il est possible d'étudier l'électeur dans son contexte de vie, de l'interroger directement ou encore de l'observer. De cette étude qui est « plus fine », plus détaillée, il est possible de formuler des hypothèses et des explications du vote qui prendront en compte des variables qui, à un échelon supérieur, auraient été invisibles ou noyées par un amalgame de terrains aux caractéristiques différentes. Comme le souligne Céline Braconnier, l'étude locale permet de se détacher de cet « irréalisme sociologique » qui constitue le principal risque d'une étude trop large et trop agrégative³³ (Braconnier, Lehingue, 2010, pp.17-24).

L'enquête locale peut ainsi prendre place dans une ville, un ensemble de villes, un département, voire une région. Il peut s'agir de l'étude d'un comportement particulier dans un endroit spécifique en ayant pour objectif de démontrer que ce comportement est influencé par des causes qui sont locales. C'est notamment le cas du vote dans certaines villes, par exemple communistes (Gouard, 2014, *op. cit.*). D'autres terrains sont également conduits sans cet objectif pour la simple raison que l'observation d'un terrain particulier permet d'avoir un œil plus aiguisé sur le cas étudié et rend possible une étude approfondie s'intéressant au particulier plutôt qu'au général. C'est le cas du travail de Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen sur l'abstention (Braconnier, Dormagen, 2007, *op. cit.*). Enfin, certains travaux portant sur des endroits spécifiques ont lieu parce que l'enquêteur a un accès privilégié à ce terrain d'enquête et peut ainsi espérer produire des résultats de façon plus aisée. C'était notamment le cas du terrain d'enquête de notre mémoire de Master 2 : nous avons alors choisi la ville de Frontignan (Hérault) du fait de sa proximité à notre lieu de résidence (Huc, 2014).

L'intérêt de ces approches contextuelles, comme le souligne Julien Audemard, est de prendre en compte l'espace de vie des électeurs. Se pose en effet la question de l'influence des relations interpersonnelles dans l'acte et le choix du vote (Audemard, 2017, pp.271-289), ou encore celle de l'effet des institutions locales sur les individus. En effet, certains partis politiques étaient autrefois capables de mobiliser une grande partie de leur électorat lors d'élections à enjeux en utilisant leurs relais locaux : associations, employés municipaux, militants. C'est le cas du parti communiste français qui a été capable de constituer et de maintenir des bastions électoraux grâce à ces relais (Bellanger, Mischi, 2013). Ces situations justifient à elles seules l'utilisation d'une approche microscopique pour comprendre le rôle de ces acteurs locaux. Aujourd'hui, l'absence de ces relais justifie également de procéder à des enquêtes locales pour étudier les individus dans un contexte de liens sociaux faibles.

³³ L'utilisation des catégories socioprofessionnelles de l'INSEE à leur premier niveau (8 positions) est ainsi critiquée car elle agrège des catégories trop larges, Céline Braconnier recommande ainsi l'utilisation du deuxième niveau (42 positions).

La superposition du vote Front national et des (de certains) espaces périurbains posent la question de l'impact de ce type d'habitat sur le vote. Le gradient d'urbanité est ainsi révélateur d'un fait social majeur qui doit être étudié localement pour être saisi dans sa complexité, comme a pu le faire Violaine Girard dans la banlieue lyonnaise (Girard, 2017, *op. cit.*). En effet, la vie en centre-ville est bien différente à celle dans un espace pavillonnaire et certains chercheurs explorent aujourd'hui cet espace particulier (Rivière, 2009, *op. cit.* ; 2013, pp.34-44).

Enfin, les approches localisées permettent de sortir du « tout déclaratif » dans lequel s'enferme le sondeur. Or on sait bien à quel point l'écart entre comportement déclaré et comportement réel peut être important, en particulier au sujet de l'abstention ou d'un vote aussi tabou que celui pour le Front national. L'étude locale et la conduite d'entretiens permettent ainsi de « vérifier », en approfondissant par la discussion, les comportements déclarés des individus. Elle permet également de déduire des non-dits ou des propos flous des comportements qui sont mal assumés, mais réels (vote Front national par exemple).

Ces approches microscopiques sont souvent combinées à des approches mésoscopiques (à l'échelle d'une ville, d'une agglomération ou d'un département) et à l'utilisation de données quantitatives afin d'étudier plus précisément ces faits sociaux. Le changement de focale permet ainsi au chercheur de monter en généralité bien que son terrain soit souvent limité dans l'espace et dans le temps. C'est ainsi que Jean-Yves Dormagen et Céline Braconnier peuvent tirer des conclusions sur la mal/non-inscription d'une partie des électeurs français, bien que leur terrain soit un cas particulier : la cité des Cosmonautes.

B. Les risques d'une enquête locale

Toute méthode implique des risques et des écueils qu'il est nécessaire de prendre en compte lors de son utilisation. Les méthodes localisées, tant statistiques qu'ethnographiques, n'en sont pas exemptes. Nous avons déjà discuté des risques d'inférences écologiques tels qu'énoncés par Robinson en 1950. Pourtant, comme le souligne Céline Braconnier : « Les progrès réalisés en matière d'analyse statistique permettent d'établir des hypothèses plus serrées que celles énoncées à partir de la seule cartographie des années 1950. On quantifie beaucoup plus précisément les phénomènes observés, et l'analyse des corrélations permet notamment d'interroger les relations qu'entretiennent entre elles différentes variables explicatives, ce qui permet de réduire un peu plus encore les marges d'incertitudes. » (Braconnier, 2010, *op. cit.*, p.40). Les progrès méthodologiques et statistiques aboutissent ainsi à des relations statistiques qui au niveau de la commune sont particulièrement pertinentes alors qu'elles peuvent paraître inverses au niveau du département et de la région.

Répondant également à cette même problématique, les approches multi-niveaux développées au Royaume-Uni dans les années 1970 et utilisées en France depuis quelques années

ont permis d'éliminer en grande partie le risque d'« ecological fallacy »³⁴. Il est de ce fait possible de vérifier la réalité d'un lien entre des phénomènes sociologiques en utilisant plusieurs niveaux d'analyses sans risquer d'obtenir des conclusions qui soient fausses. L'inférence écologique ne constitue pourtant que l'une des différentes embûches auxquelles peut être confronté le chercheur lors d'une approche locale.

En effet, dès lors qu'on étudie l'électeur dans son contexte on court le risque d'élever le contexte de vie au-dessus de toutes les autres explications du vote et en particulier les explications sociologiques et les « variables lourdes ». La mise en avant du concept de gradient d'urbanité a par exemple conduit à ce problème. Était émise l'idée que la distance à la ville provoquait du vote FN, on pouvait donc en déduire que le caractère périurbain a un effet primordial sur le vote. Le lieu dirait l'opinion et le fait de vivre dans le périurbain pourrait porter à voter pour les extrêmes, toutes choses égales par ailleurs. Pourtant, les travaux ultérieurs à 2005 ont démontré que le périurbain qui votait FN était habité par une population particulière, principalement des classes populaires propriétaires et des petites classes moyennes. La vraie question n'est donc pas d'expliquer le vote Front national par l'éloignement au centre-ville, mais plutôt de savoir si un centre-ville et un quartier pavillonnaire ayant les mêmes populations auraient ou non un vote différent. Le travail de Jacques Lévy sur le caractère périurbain du vote semblait à ce propos inverser la question en inférant aux électeurs des stratégies de déménagements conformes à leurs votes alors que leurs déplacements n'étaient en majeure partie que la conséquence d'un budget limité qui les reléguait dans certaines zones, aboutissant ainsi à une concentration de vote Front national dans des zones particulières : le périurbain.

L'essentialisation du lieu peut également poser problème lorsque la simple analyse écologique n'est pas associée à une analyse ethnographique basée sur des entretiens et des observations. Il faut en effet être en mesure de vérifier les hypothèses formulées dans le cadre d'un travail statistique par d'autres méthodes sous peine d'éluder de nombreuses variables. Le rôle des associations, des partis politiques, des syndicats, ou tout simplement des groupes sociaux³⁵ ne peut être confirmé que de cette façon. Ainsi, la plupart des travaux locaux essaient de limiter ces risques en combinant plusieurs approches qui permettent de vérifier de façon combinée les différentes hypothèses formulées.

2. Pourquoi effectuer une étude comparative ?

Le choix de comparer deux terrains, deux espaces géographiques n'est – lui non plus – pas le fruit du hasard. Pourtant, en sociologie électorale, il serait tout à fait possible d'effectuer une enquête monographique du vote Front national portant sur une ville, ou même une agglomération. Plus encore, la majeure partie des études portant sur un parti est monographique. Ainsi, Bernard

³⁴ Pour une analyse multi-niveau voir (Gombin, 2007).

³⁵ Subsiste en effet la fameuse question de l'existence ou non du leader d'opinion dans la décision de vote. Ce concept de two-step flow of communication avait été formulé par Katz et Lazarsfeld (1948) mais il avait été particulièrement difficile de vérifier la réalité du leader d'opinion.

Alidières ou encore Michel Bussi ont tous deux entrepris des enquêtes monographiques dans le cadre de leur thèse, que ce soit sur la ville de Tourcoing (Alidières, 2006, *op. cit.*) ou plus largement, sur l'Ouest français (Bussi, 1998)³⁶. Ces enquêtes monographiques ont des avantages incontestables puisqu'elles permettent de saisir très précisément les logiques et les mécanismes localement à l'œuvre dans le vote. Elles ajoutent à l'explication toute une série de variables qui peuvent s'effacer au niveau national du fait de l'homogénéisation impliquée par une focale très large.

Les études comparatives, quant à elles sont généralement des comparaisons internationales, et dans ce sens on pourra citer les travaux de thèse d'Alexandre Dézé portant sur trois partis d'extrême droite européens (Dézé, 2008). La plupart des comparaisons concernent des États occidentaux et sont souvent guidées par les facilités linguistiques ou les attaches des chercheurs qui les engagent comme le souligne Daniel Louis Seiler (Seiler, 2004, pp.1-4). La comparaison internationale est d'ailleurs un champ si prolifique qu'en découle une discipline à part entière : la politique comparée.

Néanmoins, si les comparaisons internationales sont nombreuses, il existe relativement peu de travaux comparatifs au sein d'un même État, c'est-à-dire entre des régions, des départements ou des communes. Ceci est également vrai lorsqu'on parle du Front national. Pourtant, la dualité apparente de ses électors du nord et du sud attire l'attention. Quelques enquêtes par sondage ont depuis 2012 souligné ce clivage apparent (Fourquet, IFOP, 2013, *op. cit.*, pp.1-6). Cependant, il n'existe quasiment aucun travail de terrain portant sur une étude comparée du vote Front national dans des villes du nord et du sud³⁷. Toutefois, de même qu'il a été intéressant d'étudier les deux visages du communisme français dans les années 1990 (le communisme urbain de Seine-Saint-Denis et le communisme rural de la Creuse) il est pertinent d'examiner l'idée d'un Front « social » du Nord-Est serait opposé à un Front « libéral » de la façade méditerranéenne.

A. La comparaison en sciences sociales

Comparer est comme l'explique Daniel-Louis Seiler «une opération élémentaire de l'intelligence humaine.» (Seiler, 2004, *op. cit.*, p.7). L'humain compare tout, et tout le temps, lorsqu'il consomme, lorsqu'il discute des équipes de foot ou lorsqu'il évalue le pour et le contre d'un choix... La comparaison est, semble-t-il, un mode d'action inné chez l'humain qui permet la distinction des choses. Nonobstant, la comparaison en sciences sociales, si elle ne date pas d'hier, n'est pas une méthode évidente, elle n'est pas non plus hégémonique. Elle côtoie d'autres approches se basant sur la monographie locale ou sur l'étude macroscopique nationale.

³⁶ Dont le travail de thèse est un hommage au *Tableau politique de la France de l'Ouest* d'André Siegfried.

³⁷ La thèse de Jean Rivière, traitant de Caen, Metz et Perpignan étudie plus généralement les trajectoires électorales dans ces trois espaces mais ne traite pas spécifiquement du Front national.

a. Brève histoire des études comparatives

C'est aux Grecs que l'on doit les premières formes de comparaison dans ce qui sera l'ancêtre de la science politique. Hérodote le premier, se servira de l'étude des gouvernements non grecs pour mieux comprendre celui des cités grecques et ainsi comparer les deux. Il s'agit avant tout pour lui d'étudier la façon dont sont gouvernées les sociétés humaines de son temps. Il aboutira ainsi à la première classification des formes de gouvernements antiques³⁸.

À sa suite, Platon et plus particulièrement Aristote vont enrichir ce travail de comparaison des régimes politiques en diversifiant les critères de cette étude. Aristote distinguera les régimes justes et pervers selon deux critères : le nombre de détenteurs du pouvoir, et le ressort de ce pouvoir. Il établira ainsi six formes de régimes politiques qui pourront prendre place dans un tableau comparatif. Saint-thomas d'Aquin réutilisera cette forme de raisonnement, mais c'est surtout Montesquieu qui dans l'esprit des lois, effectuera une comparaison des régimes de son époque en s'inspirant du travail d'Aristote et en perfectionnant sa méthode (Montesquieu, 1758).

La comparaison jusqu'à cette époque est avant tout « constitutionnelle », il s'agit d'étudier les formes de gouvernements afin de définir celle qui convient le mieux à un peuple. Tous les travaux de catégorisation ne sont alors que des altérations des travaux d'Aristote. De cette origine « constitutionnelle » découle une méthode qui jusqu'au XIX^e siècle sera avant tout effectuée par des juristes constitutionnels et non par une science politique qui n'existe d'ailleurs pas. Il n'y a, à cette époque, de science « politique » que de science de l'État et non des hommes.

Ainsi, si la science politique moderne, fondée par les travaux de Max Weber et d'Émile Durkheim laisse une très grande importance à la comparaison politique, cette méthode a été largement antérieure à l'institutionnalisation de cette discipline. Ce lien de parenté a été l'un des facteurs qui, en France, a continué à rattacher pendant longtemps la science politique au droit, expliquant pourquoi la plupart des cursus de sciences politiques sont présents au sein des facultés de droit et non de celles de sciences humaines.

b. Les avantages de la comparaison

Comme le soulignent Danier-Louis Seiler et Bertrand Badie dans leurs ouvrages respectifs sur la comparaison, les avantages de cette dernière sont multiples (Badie, Hermet, 2001). Premièrement, c'est la capacité à se décentrer qui est mise en avant car la comparaison permet de relativiser son ethnocentrisme naturel en impliquant dans la comparaison au moins un milieu différent du sien. D'autre part, la comparaison procure, comme le soulignent ces auteurs, une capacité à monter en généralisation. Enfin, comparer permet de vérifier des hypothèses en les appliquant à un autre milieu, elle permet donc l'expérimentation.

³⁸ En effet, comparaison implique classification des objets comparés dans des catégories, des idéaux-types tels que le formulera des milliers d'années plus tard Max Weber.

Sortir de l'ethnocentrisme

L'ethnocentrisme a été présenté par Claude Lévi-Strauss comme un trait universel des êtres humains. Il affirmait ainsi que « l'attitude la plus ancienne, et qui repose sans doute sur des fondements psychologiques solides puisqu'elle tend à réapparaître chez chacun de nous quand nous sommes placés dans une situation inattendue, consiste à répudier purement et simplement les formes culturelles : morales, religieuses, sociales, esthétiques, qui sont les plus éloignées de celles auxquelles nous nous identifions. » (Lévi-Strauss, 1952, pp.20-26). Les chercheurs contemporains s'efforcent (généralement) de se détacher de cet ethnocentrisme et la comparaison est un des moyens mis en œuvre afin d'accéder à une analyse non ethnocentrée des faits sociaux. Elle a pour objectif de sortir de ce biais afin d'aborder l'étude d'autrui avec une objectivité qui, si elle n'est jamais parfaite, est toujours recherchée. La comparaison permet dès lors ce décentrement nécessaire à une objectivation du milieu observé et ainsi « Seul le cercle vertueux enclenché par le processus de comparaison/décentration, permet aux sciences sociales de comprendre, d'interpréter et, le cas échéant, d'expliquer les phénomènes qu'elles étudient » (Seiler, 2004, *op. cit.*, p.30).

Généraliser des observations

Comparer c'est se décentrer, mais c'est également trouver des exemples permettant de « prouver » et d'illustrer son argumentation. « Elle permet de dégager des constantes, de repérer des régularités, dans le flot discontinu des phénomènes à première vue discrets et singuliers, qui constitue son objet d'étude » (*Ibid*, p.34). La généralisation est par essence issue de l'analyse comparative des faits. C'est par la répétition de l'expérience qu'un être humain peut en tirer une règle qu'il considère comme générale. Cette expérimentation peut être active (expérience physique avec un observateur-acteur), ou passive (observation d'un phénomène dans lequel l'observateur ne prend *a priori* pas part³⁹). La comparaison permet, ainsi, de trouver des ressemblances ou au contraire des dissemblances dans les phénomènes observés, elle permet ainsi de former des catégories de pensées regroupant des phénomènes dont les caractéristiques sélectionnées sont similaires. En ce sens, la comparaison est inductive et permet une classification des phénomènes.

Expérimenter

Enfin, comparer c'est également expérimenter. La comparaison permet, dans un acte hypothético-déductif, de mettre une règle générale à l'épreuve des faits en étudiant différents cas de figure. Par la remise en question de cette règle générale, la comparaison permet ainsi de vérifier quelles sont les caractéristiques du milieu pour lesquelles cette règle s'appliquera et quels sont ceux pour lesquels elle ne s'appliquera pas. Le but est alors, soit d'essayer d'infirmer la théorie que l'on

³⁹ En sciences sociales, l'observateur, parce qu'il observe, interfère toujours avec le milieu qu'il étudie. La raison de cette interférence est simple : n'étant pas invisible, sa présence est connue des personnes étudiées (même si son ambition peut être cachée ou masquée) et ces derniers adapteront forcément leurs pratiques à cette personne extérieure. Seule une immersion de très longue durée permet de faire disparaître ce biais en devenant à la fois acteur et observateur du phénomène étudié, mais en y laissant certainement une objectivité qui aurait été plus grande sans cette immersion approfondie.

met à l'épreuve, et de lui en substituer une autre plus pertinente, soit de vérifier que cette théorie fonctionne bien dans tous les milieux où elle est censée s'appliquer.

c. *Les inconvénients*

Si la comparaison est largement utilisée en sciences sociales, cela n'implique pas qu'elle soit exempte de défauts. En effet, « comparaison n'est pas raison » comme le dit Flaubert. En sciences sociales celle-ci souffre du fait qu'aucune situation n'est véritablement similaire à une autre dès lors que des comportements humains sont mis en jeu. Si dans les sciences physiques il est possible de reproduire une expérience à l'infini et d'obtenir les mêmes résultats dès lors que les paramètres d'entrées sont fixes, il est en revanche tout à fait impossible de « fixer » ces paramètres lorsqu'il s'agit du monde social.

Ainsi, chaque phénomène social présente ses caractéristiques propres en fonction du milieu dans lequel il se présente. Il est certes pertinent de comparer plusieurs situations entre elles, mais encore faut-il être certain de comparer ce qui est comparable. De fait, s'il peut être pertinent, à titre d'exemple, de comparer deux élections présidentielles successives, la comparaison perd de sa pertinence dès lors que l'on confronte deux élections espacées de plus de 50 ans. Il faut dès lors faire attention, lorsqu'on utilise cette méthode à sélectionner des terrains et des temporalités dont les caractéristiques permettent un travail pertinent.

B. Les outils de la comparaison en sociologie électorale

La sociologie électorale dispose de nombreux outils permettant d'effectuer des comparaisons entre plusieurs milieux ou faits sociaux. Les tableaux, mais également les graphiques sont les outils privilégiés de la comparaison. Leur utilisation est tellement liée à la méthode comparative, leur utilisation est tellement évidente qu'on oublie souvent de lier ces deux outils. Pourtant, sans approche comparative, l'utilisation de tableaux et de graphiques serait amputée de son ressort intellectuel premier. Ces représentations permettent de créer des règles générales ou particulières ou encore des catégories.

a. *L'utilisation des tableaux*

L'utilisation d'un tableau est certainement la méthode la plus pratique, la plus intuitive et la plus simple pour comparer plusieurs objets en fonction d'une série de critères préalablement choisis. Les premières comparaisons, dont celle effectuée par Aristote, pouvaient déjà être mises sous forme de tableaux (l'a-t-il fait ?). Le tableau est par ailleurs très courant en mathématiques puisqu'il permet de représenter des données de façon ordonnée. Ci-dessous, le tableau représentant la catégorisation des formes de gouvernement par Aristote (Seiler, 2004, *op. cit.*, p.11).

<i>Tableau 1 : Les formes de gouvernement chez Aristote (Seiler, 2004, p.11)</i>		
Détenteurs du pouvoir	Formes justes	Formes perverses
Un Quelques-uns La multitude	Monarchie Aristocratie République	Tyrannie Oligarchie Démocratie
Ressort	Bien commun et conformité aux lois et coutumes	Intérêts particuliers des détenteurs

Les données d'un tableau peuvent être présentées sous plusieurs formes : une forme binaire, une échelle finie de valeurs, ou encore une échelle numérique ouverte. Ces valeurs ne sont pas nécessairement représentées sous forme de chiffres, mais peuvent prendre également une forme littérale. Dans tous les cas, les tableaux permettent de classer les objets d'études dans des catégories de regroupements et permettent ainsi, une comparaison. Le tableau suivant présente les quatre villes de notre enquête de terrain.

<i>Tableau 2 : Présentation sous forme de tableau des quatre villes de notre enquête</i>				
Ville	Grenay	Bully-les-Mines	Port-de-Bouc	Fos-sur-Mer
Département	Pas-de-Calais	Pas-de-Calais	Bouches-du-Rhône	Bouches-du-Rhône
Localisation près de la mer	Non	Non	Oui	Oui
Type de ville	Anciennement industrielle (Mines)	Anciennement industrielle (Mines)	Anciennement industrielle (Industrie navale)	Industrielle (Industrie lourde)
Population	6.899	12.678	17.208	15.814

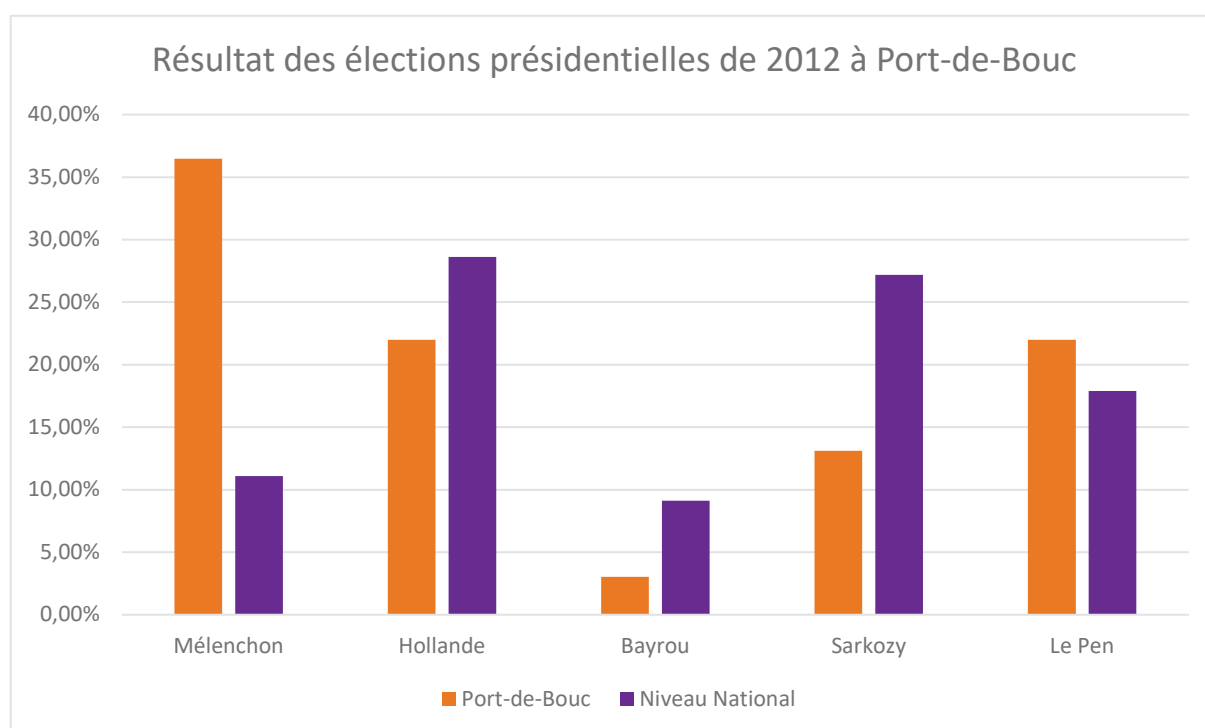
- La première ligne du tableau présente les entités qui sont comparées.
- La première colonne présente les critères de la comparaison.
- La deuxième ligne du tableau présente une variable qui dans le tableau est sur une échelle finie. Elle pourrait à première vue être considérée comme binaire, mais il ne s'agit pas de mesurer une présence ou une absence, mais bien une typologie. Les seules valeurs possibles ici sont « Pas-de-Calais » et « Bouches-du-Rhône ». Si l'étude avait été élargie à d'autres départements, nous aurions eu une échelle de valeurs allant de 1 à 3 ou 1 à 5 par exemple.
- La troisième ligne présente une variable sous forme binaire, soit la ville est près de la mer, soit elle ne l'est pas. Ainsi les valeurs, de façon simplifiée sont 1 ou 0. Ce critère de comparaison est, par ailleurs, un exemple de critère non pertinent pour notre analyse.
- La quatrième ligne présente un double critère. Tout d'abord la ville est-elle industrielle, anciennement industrielle ou non-industrielle ? Ensuite, quelle est la nature de celle-ci ?
- La cinquième ligne présente une variable qui est numérique. L'échelle de valeurs est en théorie infinie. Celle-ci peut être limitée à des chiffres entiers comme c'est le cas ici, ou à des chiffres

non entiers. Il est également possible de présenter des pourcentages, soit sous cette forme-ci « 15 % » soit sous cette forme-là « 0.15 ».

b. L'utilisation de graphiques

Si les tableaux sont la forme la plus simple pour comparer différents sujets en sociologie, les graphiques en sont certainement la forme la plus visuelle. Ils permettent de représenter sous forme illustrative une ou plusieurs variables en fonction de plusieurs critères. Les graphiques en deux dimensions comportent une abscisse et une ordonnée.

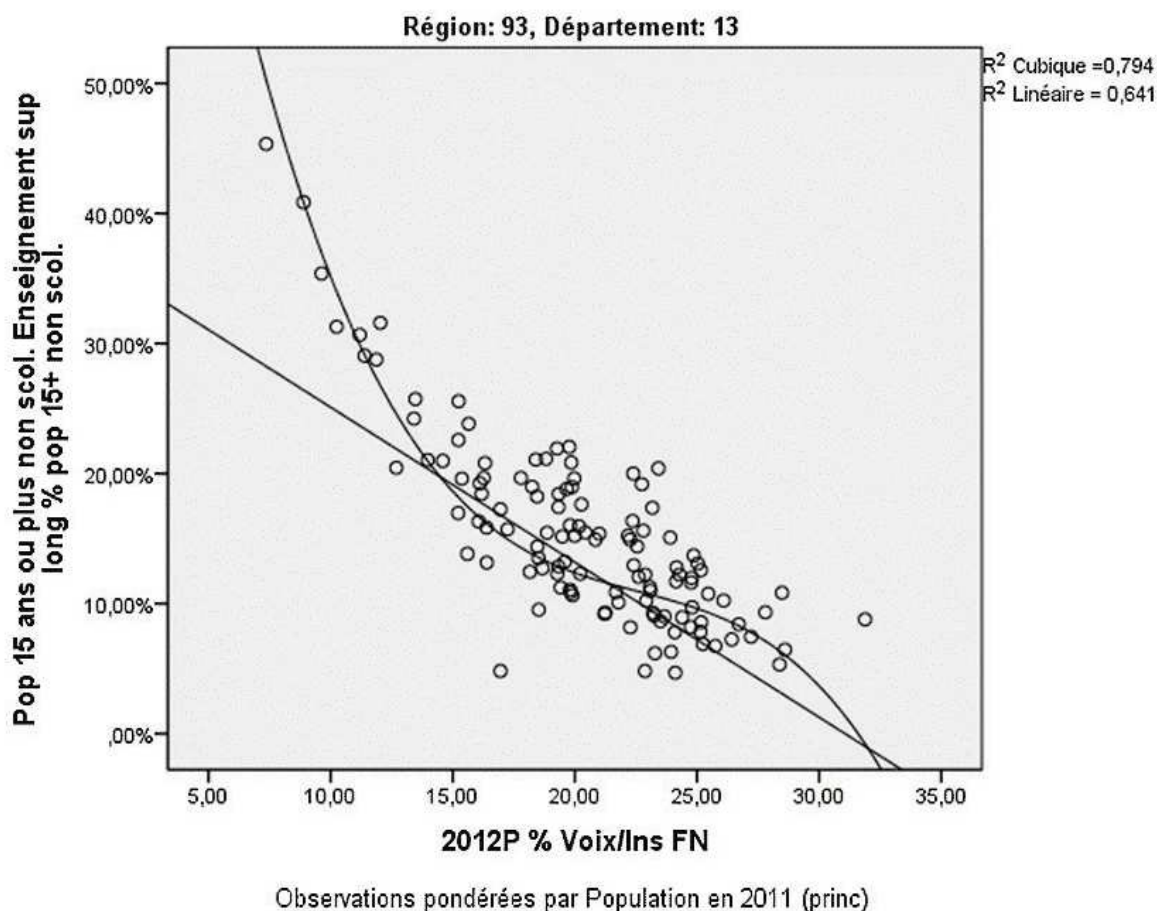
Ci-dessous, nous comparons dans ce premier graphique deux éléments différents : d'une part les résultats électoraux de différents candidats de l'élection présidentielle de 2012 en pourcentage de suffrages exprimés à Port-de-Bouc et de la France. D'autre part, nous comparons également les scores de chaque candidat à l'échelle port-de-boucaine et française. En abscisse sont représentés les candidats, il s'agit d'une abscisse non numérique. En ordonnée sont représentés les pourcentages de suffrages exprimés pour chaque candidat en fonction des suffrages exprimés.



Graphique 1 : Résultats des élections présidentielles de 2012 à Port-de-Bouc

Le deuxième graphique de la page suivante représente quant à lui toutes les communes des Bouches-du-Rhône (représentées par des cercles) en fonction de deux variables. La première en abscisse est la variable dite dépendante, celle que nous cherchons à expliquer. Il s'agit du score du Front national en fonction des inscrits. En ordonnée se trouve la variable indépendante, celle qui doit expliquer la variable dépendante. Il s'agit ici du pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur long dans la population totale de plus de 15 ans non scolarisée. Les points ne sont pas répartis de façon aléatoire, mais sont regroupés le long d'une ligne. Nous pouvons grâce à cette

comparaison énoncer une hypothèse : plus le nombre de personnes diplômées du supérieur est grand dans une commune, moins celle-ci a tendance à voter pour le Front national⁴⁰.



Graphique 2 : Le vote FN dans les Bouches-du-Rhône en fonction du pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur long.

Principal axe d'entrée dans l'étude du Front national, la comparaison a été au centre de notre travail. Nous avons ainsi décidé d'examiner les électorats de deux couples de communes situées dans deux régions distinctes. Afin d'effectuer cette comparaison, nous avons utilisé plusieurs outils comme la cartographie, les statistiques, ou encore les entretiens. La combinaison de ces méthodes a été le principal défi de notre modèle explicatif combiné du vote Front national.

3. Pourquoi combiner plusieurs méthodes ?

On prête à Aristote d'avoir déclaré «il n'y a pas de méthode unique pour étudier les choses». Ainsi, l'existence de différentes méthodes pour étudier un fait conduit inexorablement le chercheur à faire un choix. En sciences sociales, les méthodes utilisées répondent à différents partis pris théoriques et le choix de la méthode d'enquête est lui en partie conditionné par la

⁴⁰ Les graphiques peuvent également être tridimensionnels, ajouter un autre axe permet de représenter une variable supplémentaire, au détriment de la lisibilité du tableau.

problématique initialement posée. Le cadre géographique (ou son absence) va lui aussi guider le chercheur dans son choix méthodologique.

Ainsi, si l'objectif du travail entrepris est de déterminer au niveau individuel quelles sont les causes et le processus ayant amené untel à voter pour tel ou tel parti alors on privilégiera des méthodes qualitatives basées sur l'entretien comme a pu le faire Valérie Lafont (2001), Florence Haegel (Duchesne, Haegel, 2001) ou Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen (Braconnier, Dormagen, *op. cit.*, 2007). L'utilisation de telles méthodes permettra de connaître précisément l'itinéraire politique, sociologique et familial de l'électeur et il sera ainsi possible d'expliquer précisément son parcours et les causes de son vote (ou de son abstention). Les différentes familles d'approches qualitatives ont également fait l'objet de nombreux travaux, notamment anglo-saxons dont certains font la généalogie approfondie (plus de 1500 pages) de cette famille de méthodes (Blatter, Haverland, Hulst, 2016).

Par contre, si l'objectif est d'étudier les électeurs pris dans leur anonymat, c'est-à-dire avec l'objectif « d'observer » un grand nombre d'électeurs pour repérer des régularités dans leurs attributs ou dans leurs pratiques alors l'utilisation de méthodes dites quantitatives sera préférée. Ces méthodes, très variées, ont pour point commun d'étudier des agrégats de personnes et d'effectuer à partir de ces bases d'êtres humains des généralisations, des regroupements, des corrélations. Le but, lorsqu'il s'agit de sociologie électorale, est de dessiner les traits caractéristiques de l'électorat en question. C'est notamment ce qui est entrepris par certains chercheurs comme Joël Gombin (2005, *op. cit.*), Jean Rivière (2009, *op. cit.*) ou encore Nonna Mayer (1996) et Pascal Perrineau (1997, *op. cit.*).

Les spécificités de notre terrain d'enquête et surtout la problématique à laquelle nous tentons de répondre dans cette thèse nous ont conduits à utiliser des méthodes provenant de ces deux familles. Il s'agit également d'y ajouter des méthodes provenant d'autres disciplines des sciences sociales à savoir la géographie. L'utilisation combinée de méthodes quantitatives et qualitatives nous permet de répondre aux deux facettes de notre travail. D'une part existe-t-il, des régularités, des constantes sociologiques chez les électeurs du Front national du nord et du sud ? D'autre part, des causes non quantifiables peuvent-elles influencer au niveau local le comportement des électeurs d'une ville, en particulier l'urbanisme et les configurations politiques locales ?

Combiner plusieurs méthodes dans une thèse est un pari périlleux, le chercheur pourrait ne faire qu'utiliser partiellement chaque méthode, réduisant d'autant la pertinence des résultats obtenus. Quantitativement, se limiter à une simple consultation des sondages préélectoraux pourrait faire croire que le vote Front national au local n'est qu'une image d'un vote « national » comme cela est souvent suggéré par les analyses journalistiques utilisant des sondages nationaux. Par ailleurs, nous pourrions oublier tous les écueils classiques liés à l'utilisation des sondages (problèmes d'échantillonnages, non prise en compte de la sous-déclaration, création d'un groupe d'individus hors-sol en dehors de tout contexte...) (Champagne, 1995, pp.72-92) (Cayrol, 2011). Qualitativement, se limiter à la réalisation d'entretiens avec quelques électeurs frontistes ne nous

permettrait pas d'appréhender la complexité du vote, et pourrait inciter à effectuer des généralisations douteuses à partir de paroles recueillies auprès d'un nombre limité de personnes⁴¹.

Ainsi, il va de soi que l'utilisation de plusieurs méthodes demande au chercheur qu'il manie chaque méthode comme si elle était la seule utilisée. Il doit donc le faire de façon exhaustive et dans le but de produire des résultats qui mêmes seuls se devraient d'être pertinents. La combinaison des différentes méthodes éclaire ainsi le problème sous plusieurs angles et permet d'embrasser la diversité des facteurs explicatifs du vote. L'avantage de combiner une approche quantitative et une approche qualitative devient alors évident et est rappelé par Jean Rivière. Il affirme, à raison, que chaque méthode permet d'éclairer une part de la question et apporte un élément de réponse à la problématique (Rivière, 2009, *op. cit.*, pp.709-721). Dans notre cas, certaines questions posées par l'utilisation de méthodes quantitatives ont trouvé leurs réponses lorsque nous avons utilisé des méthodes qualitatives.

II. Quatre méthodes pour un modèle à quatre entrées

L'exposition des différents enjeux liés à l'utilisation de notre appareillage méthodologique combiné nous a permis de détailler les partis-pris théoriques à l'origine de celui-ci. Nous allons désormais nous attacher à décrire techniquement les méthodes que nous avons utilisées pour mettre en œuvre notre modèle à quatre entrées. L'approche statistique qui a été menée tout au long du travail de terrain nous a permis de dresser une carte d'identité des villes et régions étudiées, elle a en outre permis de décrire statistiquement le vote Front national dans nos deux zones d'études. Nous nous sommes néanmoins inquiétés du risque de *fallace écologique* induit par une étude aussi surplombante. Nous avons ainsi choisi d'étudier également les différents bureaux de vote de quatre villes aux caractéristiques sociales particulières. En mêlant à cette étude purement quantitative l'utilisation d'outils géographiques, nous sommes parvenus à comprendre la structuration géographique du vote FN. En y ajoutant un travail d'observation ethnographique, nous avons pu identifier quelles étaient les caractéristiques de ces endroits (quartiers périphériques, pavillonnaires...) et comment ceux-ci sont « habités » par les résidents. Enfin, la réalisation d'entretiens et l'étude des discussions dans les lieux de sociabilité ont d'une part contribué à vérifier les explications déterministes du vote Front national, et d'autre part permis d'identifier les causes locales et les motivations du vote Front national dans le territoire étudié.

1. Données quantitatives et étude du vote

L'utilisation d'outils statistiques dans l'étude du comportement électoral est de plus en plus fréquente. De nombreux travaux utilisent les sondages ou encore des données agrégées pour

⁴¹ Cela est d'autant plus vrai lorsque plusieurs villes sont étudiées avec une volonté comparative. Un nombre trop faible d'entretiens impliquerait que nous n'ayons interrogé qu'un ou deux électeurs frontistes par ville et rendrait la comparaison impossible.

identifier des électeurs-types et leurs caractéristiques sociologiques. L'utilisation de sondages à des fins scientifiques a émergé aux États-Unis et c'est ainsi dans le monde anglo-saxon que s'est initialement développée l'utilisation de statistiques dans les sciences sociales, comme l'illustrent les travaux de Lazarsfeld mettant déjà en œuvre des questionnaires dans les années 1940. Du fait de leurs résultats concluants, ces travaux ont entraîné un essor dans l'utilisation des données agrégées par les chercheurs en science politique (Lazarsfeld, 1948, *op. cit.*) (Berelson, 1954, *op. cit.*). Aujourd'hui encore, ce genre de données est utilisé dans les travaux scientifiques comme l'illustre les travaux de Johnston et Johnson sur l'effet de voisinage (Macallister, Johnston and all, 2001, pp.41-59) (Johnson and all, 2002, pp.219-233). L'utilisation des statistiques et de données chiffrées a ensuite essaimé en France pour devenir aujourd'hui très courante. On distingue deux sources de données. D'une part, les données issues de questionnaires ou sondages. Ces données *déclaratives* impliquent de faire confiance en la parole de la personne interrogée. D'autre part, les données issues des recensements, qui bien qu'apparaissant comme plus fiables souffrent également de nombreux biais méthodologiques.

A. Questionner les données agrégées

La science politique dispose de deux ressources majeures lui permettant de disposer de données quantitatives. Le sondage est le moyen le moins coûteux et le plus utilisé tant par les médias que par le monde de l'entreprise pour disposer de données statistiques sur des individus. Cette méthode, malgré les résultats qu'elle permet d'obtenir, souffre néanmoins de nombreux défauts. Pour cette raison, de nombreux chercheurs privilégient les données agrégées issues du recensement effectué par l'INSEE. De telles données constituent un précieux matériau statistique portant sur l'ensemble de la population française.

a. Les sondages

Les sondages, exemples parfaits des données déclaratives, sont aujourd'hui la principale source de données quantitatives en France. Plusieurs instituts privés se sont spécialisés dans l'administration et la vente des études qui en sont les produits. Ils répondent à des commandes toujours plus nombreuses de la part de journaux, de partis, d'hommes politiques, voire des services de l'État. Aujourd'hui omniprésents dans les sociétés démocratiques occidentales, les prédictions qu'ils produisent sont toujours plus lointaines. Des sondages portant sur les élections présidentielles de 2017 étaient en effet déjà réalisés en 2014, c'est-à-dire 3 ans avant l'échéance électorale en question.

La pertinence d'un sondage varie selon plusieurs critères. La taille de l'échantillon est certainement le plus important pour mesurer de la qualité d'un sondage. L'utilisation de sondages portant sur des panels de plus en plus restreints est courante, car ils sont façon la moins coûteuse de produire une enquête. Pourtant, plus le panel est resserré (surtout lors de questions spécifiques) plus la marge d'erreur est importante.

La façon de constituer cet échantillon est également capitale. En général, l'échantillon concerne les personnes de plus de 18 ans. Les sondés sont sélectionnés par la méthode des quotas afin de satisfaire une volonté de représentativité socio-économique de la population française. Néanmoins, on remarquera que cette méthode de quotas n'est en général pas spatiale. Surtout, malgré cette volonté de représentativité, ce sont toujours certaines catégories de personnes qui sont volontaires pour répondre au sondage, ce qui implique un sondage qui ne sera jamais représentatif de la population française. Les sondeurs ont ainsi recours à des redressements afin de faire coller la population de leur échantillon avec la population française. Ces redressements sont particulièrement importants lorsqu'il s'agit d'étudier le vote Front national, considéré comme tabou et donc, sous-déclaré.

Enfin, la façon dont sont posées les questions est également un biais inhérent au sondage car les questions peuvent être tournées de différentes façons. Les candidats proposés, la formulation des questions, leur ordre, sont toute une série de facteurs qui peuvent faire du sondage une arme politique orientée vers la satisfaction du commanditaire. L'article de Jeannine Richard-Zappela qui prend l'exemple des sondages sur l'euthanasie est en ce sens révélateur des manipulations dont peuvent faire l'objet les sondés (Richard-Zappela, 1990, pp.60-75). Les sondages réalisés dans le monde universitaire sont eux réputés plus fiables que ceux issus de commandes politiques ou d'enquêtes de satisfactions clients.

Dans le cadre de notre travail, nous avons fait le choix de ne pas utiliser cette méthode pour des raisons tant méthodologiques que techniques. Il nous aurait en effet été impossible d'administrer nous-mêmes des questionnaires à une échelle suffisante sur nos terrains d'enquêtes. La distance entre ces deux terrains nous empêchait par ailleurs d'administrer simultanément ces derniers dans chaque ville dans le cadre d'une échéance électorale. Nous avons donc préféré, par souci de pertinence, l'utilisation de données agrégées et la réalisation d'entretiens semi-directifs.

b. *Les données issues des recensements*

Les résultats issus des recensements sont également régulièrement utilisés dans les études électorales. Ces données sont des plus utiles car elles permettent d'étudier toute la population recensable française et autorisent surtout des études spatiales portant sur différents phénomènes. Contrairement aux sondages, recourir aux données du recensement implique de travailler sur des corrélations et non sur des liens réels entre un comportement politique et une position sociale. En effet, si dans le sondage, la personne déclarant voter pour un candidat indique également son emploi, ce n'est pas le cas lors du recensement. Le travail se fait donc sur des liens supposés entre des groupes d'électeurs et des groupes de personnes d'une catégorie sociale spécifique. Cette mise en garde rappelée, il appartient au chercheur de s'interroger sur l'évolution de l'utilisation des données agrégées dans la sociologie électorale.

Des PCS de moins en moins présentes ?⁽⁴²⁾

Emmanuel Pierru et Alexis Spire se posaient en 2008 la question suivante : « Pourquoi est-il devenu si difficile de trouver des statistiques rendant compte des évolutions de la société française selon les différents groupes sociaux qui la composent ? » (Pierru, Spire, 2008, p.457). On assiste en effet depuis les années 1990 à la fin de l'omniprésence des catégories socioprofessionnelles dans les études électorales. Cet indicateur a été remplacé par d'autres portants sur les diplômes ou le revenu. Plusieurs raisons à ce remplacement.

Premièrement, comme le soulignent les deux auteurs précédents, a eu lieu au sein de l'INSEE et de l'ENSAE un remplacement de méthodes (et d'individus). Les anciennes méthodes inspirées du travail de Bourdieu et portant sur des études volontiers sociologiques ont progressivement été remplacées par des études basées sur des modèles économétriques importés du monde anglo-saxon. Ainsi, « Durant les années 1990, les modèles fondés sur les techniques économétriques, qui étaient restés précédemment l'apanage de jeunes administrateurs sortant de l'ENSAE, deviennent le paradigme dominant dans l'ensemble de l'institution. » (*Ibid*, p.470) Ces modèles, s'adaptant très bien aux nouveaux outils informatiques mis en place au sein de l'institut, se sont durablement imposés et, comme le soulignent les auteurs, ont remplacé les enseignements de sociologie au sein de l'ENSAE. Les modèles économétriques se satisfont peu d'un indicateur aussi complexe que les CSP et lui préféreront des indicateurs de richesse ou de diplôme. Deuxièmement, la baisse constatée de l'indice d'Alford s'est accompagnée en France d'une remise en cause de l'utilisation de la CSP comme variable principale permettant de prédire le vote. En effet, l'utilisation du premier niveau de cette variable devient dans les années 1990 et 2000 moins pertinente contrairement aux variables de diplômes pour étudier des votes nouveaux comme le vote MODEM ou Front national.

Nous pensons néanmoins qu'il ne faut pas enterrer l'indicateur de catégorie sociale qu'est la PCS pour deux raisons. D'une part, le vote FN répond malgré tout assez bien à la catégorisation INSEE en 8 positions. D'autre part, si le premier niveau d'analyse INSEE n'est aujourd'hui pas aussi satisfaisant que dans les années 1970 et 1980, le deuxième niveau en 42 positions permet quant à lui d'étudier finement des corrélations entre des positions sociales et des comportements de vote⁴³. Le niveau à 42 positions est néanmoins problématique dès lors qu'il est étudié à l'échelle fine des IRIS ou des bureaux de vote, c'est-à-dire dans des espaces où le nombre de personnes de chaque catégorie devient très faible et soumet le chercheur à de nombreux risques d'artefacts ou autres erreurs liés à ces chiffres réduits.

⁴² Professions et catégories socioprofessionnelles, évolution de la fameuse CSP de l'INSEE. Néanmoins, beaucoup de chercheurs (et nous-mêmes) continuent à utiliser le terme de CSP, entré dans le langage courant.

⁴³ Ainsi, dans l'étude de la fondation Jean Jaurès, les auteurs démontrent que si un quartier semble voter Front national c'est avant tout par la présence d'une gendarmerie et donc d'une population très spécifique sur le territoire de ce bureau de vote. Ce lien qui serait noyé dans le premier niveau des CSP devient visible dès lors que l'on zoome sur une classification en 42 positions. (Fourquet, Lebourg, Manternach, 2014).

Rappeler les marges d'erreur fournies par l'INSEE

S'il peut paraître évident d'utiliser les recensements de l'INSEE, il ne faut pas oublier que ces données sont soumises à des marges d'erreur liées à la méthode de collecte de données utilisées (INSEE, 2017). La précision de ces données est de 95 à 97 % selon la taille des échantillons et des communes en question, mais peut parfois descendre à 90 %. Les données issues de ces travaux demeurent de fait de très bons indicateurs. Néanmoins, le chercheur doit avoir conscience de leurs imprécisions relatives, notamment sur les très petits échantillons. Il est donc utile de consulter les articles de l'INSEE à ce propos (*Ibid*).

Quelques définitions statistiques

Tout travail statistique sur des êtres humains n'est que travail de corrélation et d'induction. Dès lors que nous travaillons sur de grandes masses d'individus, nous éliminons un grand nombre d'attributs ou d'expériences qui ont pu influencer leur choix de vote. De ce fait, plutôt que des identifications personnelles ce sont des indicateurs qui nous permettent de mesurer les relations entre différents faits sociaux. Ceux-ci vont de la simple corrélation à la régression en passant par des modèles multi-niveaux. Certains indicateurs permettent de vérifier la force d'une relation entre deux variables (la significativité), d'autres permettent de déterminer le caractère explicatif d'une régression (le coefficient de corrélation multiple).

Le **coefficient de corrélation** permet de montrer un lien statistique entre deux variables. Il varie de -1 à + 1. Une valeur négative induit un lien statistique négatif c'est-à-dire que l'augmentation d'une variable implique la baisse de la seconde.

La **significativité** d'un résultat permet de mesurer la justesse d'une relation statistique (au sens, « représentatif de la population »). Techniquement, la valeur p représente l'indice de fiabilité du résultat. Plus la valeur p est élevée, moins la relation observée entre les variables dans l'échantillon est un indicateur fiable pour la relation. Plus précisément, la valeur p représente la probabilité d'erreur associée à l'acceptation du résultat observé comme correct (valide), c'est-à-dire comme « représentatif de la population ». Par exemple, une valeur p de 0,10 (c'est-à-dire 1/10) indique qu'il existe une probabilité de 10 % que la relation entre les variables soit due au hasard (coïncidence). Ainsi, en supposant qu'il n'existe pas de relation entre ces variables dans la population, et en supposant que la même expérience est répétée plusieurs fois de suite, nous pouvons nous attendre à ce qu'environ toutes les dix expériences, nous en trouvions une dans laquelle la relation entre les variables soit égale ou supérieure. Dans de nombreux domaines de recherche, une valeur p de 0,05 est considérée selon l'usage comme une « limite acceptable » d'erreur (Statsoft, 2017).

L'intensité de la relation entre deux prédicteurs ou plus (variables indépendantes ou X) et la variable dépendante (Y) s'exprime par le coefficient de corrélation R, qui est la racine carrée du R^2 . R peut prendre des valeurs comprises entre 0 et 1. Pour interpréter le sens de la relation entre des variables, il faut examiner le signe (plus ou moins) des coefficients B. Si un coefficient B est positif, la relation entre cette variable et la variable dépendante est positive (quand la variable

indépendante augmente, la variable dépendante augmente également) ; si le coefficient B est négatif, la relation sera négative (par exemple plus un commun compte de cadres, moins le vote FN est important). Naturellement, si le coefficient B est égal à 0, il n'y aura aucune relation entre les variables (*Ibid*).

B. Le vote Front national par les méthodes quantitatives

Une partie de notre travail de thèse repose sur l'utilisation de méthodes quantitatives afin d'étudier de façon surplombante le vote Front national. Mêlée à un travail de terrain, l'utilisation de données agrégées nous a permis d'identifier les communes-types du vote Front national et d'en déduire un électorat type auquel nous avons confronté la sociologie des quatre villes que nous avons sélectionnées.

a. Nos données

Pour étudier les villes et les régions, nous avons utilisé deux sources de données. Il s'agit d'une part de données provenant de l'INSEE à l'échelle communale et infracommunale et d'autre part des données électorales par bureau de vote provenant du ministère de l'Intérieur et transmises par les services préfectoraux des différents départements. Nous disposons du résultat par bureau de vote de l'ensemble des élections depuis 2002. Malheureusement, il nous est impossible de remonter plus loin, ces données n'ayant pas été informatisées par le ministère de l'Intérieur. Notre amplitude d'enquête est de ce fait limitée à 15 ans, amplitude déjà importante, d'autant plus que les élections présidentielles de 2002 marquent un moment important pour le Front national (première accession au deuxième tour d'une élection présidentielle).

Comme souvent lorsqu'il s'agit de traiter des données électorales, plusieurs possibilités s'offrent aux chercheurs. Il s'agit comme le souligne Michel Bussi (1991, *op. cit.*) ou Joël Gombin (2005, *op. cit.*) de savoir quelles données nous allons utiliser dans le cadre de nos calculs. Va-t-on sélectionner les données du premier ou du second tour ? Faut-il agréger des candidats ou des listes ayant la même tendance politique ? Ou encore, parle-t-on de suffrages en pourcentages de suffrages exprimés ou d'inscrits ? Il s'agit également de faire un choix sur l'unité géographique qui va servir de base à notre enquête.

Premier ou second tour ?

Dans certains cas, le problème du choix entre le premier et le second tour est résolu par le fait que la tendance en question, ici le FN, n'est pas présente au second tour. Néanmoins, dans les cas restants, qui sont de plus en plus présents sur les terrains que nous étudions, nous nous sommes imposé de travailler tant sur le vote au premier tour que sur celui au second tour.

Nous avons décidé d'étudier l'élection présidentielle avec plus de profondeur que les autres. Ainsi, notre travail a principalement porté sur les élections de 2012 et 2017. Nous avons décidé d'étudier tant le premier tour que le second de l'élection de 2017 car le deuxième marque le maximum de voix qu'a pu récolter le FN dans son histoire. Lors de notre travail de cartographie des zones de force du Front national à l'échelle infracommunale nous avons travaillé sur l'ensemble des élections où le FN était présent, que ce soit les élections départementales, régionales, européennes, présidentielles ou législatives. Nous avons ainsi pu identifier les mutations ou au contraire les régularités de vote en fonction des quartiers.

Regrouper les votes « populistes » d'extrême droite ?

Le Front national a cette particularité de n'être généralement associé avec aucun autre parti⁴⁴. Il n'est donc pas utile de le mettre dans une catégorie spécifique comme on pourrait le faire avec le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Lutte ouvrière (LO) et les formations très à gauche qui peuvent être régulièrement regroupées dans une catégorie « extrême gauche » malgré des origines idéologiques différentes. Nous avons néanmoins décidé de regrouper Mouvement national républicain (MNR) et Front national en 2002 car le premier n'était qu'une scission du second. Nous avons répété l'exercice en 2004 lors des élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Après ces deux élections, ce regroupement n'a plus été nécessaire, le MNR ayant progressivement disparu.

Nombre d'inscrits ou d'exprimés ?

Travailler sur le pourcentage de votes FN par électeurs inscrits ou sur le pourcentage de votes FN par suffrages exprimés apporte un éclairage différent sur le vote. C'est habituellement le nombre d'exprimés qui est retenu pour les résultats électoraux par les médias ou par le ministère de l'Intérieur. En effet, il permet d'aboutir à un résultat égal à 100 % quand on additionne les suffrages recueillis par tous les candidats, ce qui est bien plus pratique pour les journalistes que des totaux de voix en fonction des inscrits qui révèlent quant à eux un désintérêt particulier fort des Français lors des élections intermédiaires ou législatives.

Pourtant, le fait de parler en nombre d'exprimés élude complètement la variable participation. Pour résoudre ce problème, il est possible d'utiliser, comme nous l'avons fait, le pourcentage de vote en fonction des inscrits. Cet indicateur a pour mérite de prendre en compte l'ensemble de la population en âge de voter et inscrite sur les listes électorales ; et de s'approcher de la réalité : celle d'une population qui vote de façon irrégulière, intermittente et dont la mobilisation varie selon l'enjeu. Néanmoins, si nous nous sommes concentrés sur les résultats en fonction du nombre d'inscrits nous avons tout de même étudié ceux en fonction du nombre des exprimés afin d'avoir une idée de l'ordre de grandeur du vote FN.

⁴⁴ L'appel à voter Marine Le Pen émis par Nicolas Dupont-Aignan entre les deux tours des élections présidentielles a ainsi été un cas particulièrement exceptionnel et largement commenté.

Quelle unité géographique ?

Le choix de l'unité géographique de référence n'est jamais évident. Les premières études de sociologie électorales se sont faites en étudiant les cantons. Ceux-ci sont censés être de taille démographique équivalente et constituaient des unités faciles à comparer sans outils statistiques sophistiqués (équivalence du nombre d'inscrits). Pourtant, près de 60 % des cantons n'avaient jamais été modifiés depuis le début du XIX^e siècle avant la réforme de 2013. Aujourd'hui encore, il existe de grandes disparités de population entre les cantons. De plus, ces derniers n'ont aucune réalité politique contrairement aux communes. Enfin, ils ont subi une réforme importante en 2013 qui empêche aujourd'hui une comparaison aisée entre les anciens et nouveaux cantons.

De ce fait, nous avons sélectionné les communes comme unité statistique dans notre enquête. Les communes ont en France une importance historique et culturelle, elles ont ainsi intérêt à être étudiées comme unités statistiques et non agrégées dans des catégories arbitraires. Le problème de la taille respective de ces communes nous a forcé à utiliser des méthodes de pondération comme nous l'expliquons plus loin dans le chapitre.

À l'échelon infracommunal, nous avons naturellement décidé d'utiliser les bureaux de vote dont la taille est par définition assez homogène en plus d'être petite. Nous avons décidé de transférer les données INSEE sur les bureaux de vote afin de faciliter la comparaison. Ce « transfert » sera expliqué dans quelques pages.

b. Traitement des données sociodémographiques

Les données de l'INSEE répertorient un très grand nombre de variables sociodémographiques. Elles sont en outre disponibles depuis de nombreuses d'années et à plusieurs échelons différents. Ces données portent sur des choses aussi variées que les déplacements pour aller au travail, les aides sociales dont bénéficient les habitants ou encore le niveau d'étude.

Les différentes catégories définies par l'INSEE sont néanmoins régulièrement sujettes à débats (Thevenot, 2002) (Pierru, Spire, 2008, *op. cit.*). Les catégories socioprofessionnelles (PCS) sont en effet des regroupements de métiers qui ont parfois peu de choses en commun. Le regroupement des petits agriculteurs et des « industriels » de l'agroalimentaire de la Beauce est par exemple problématique. C'est également le cas d'autres regroupements comme la catégorie professions intermédiaires qui constitue une sorte de fourre-tout sans véritable cohérence. Néanmoins, une fois que ces écueils sont intégrés et assumés par le chercheur, ces catégories de classements sont extrêmement utiles et donnent de bons résultats dans l'identification des comportements électoraux des différentes catégories sociales. Il est par ailleurs possible d'utiliser les différents niveaux des catégories socioprofessionnelles afin d'étudier spécifiquement un type de population.

Nous avons mobilisé plus de 120 variables dans notre travail statistique. Celles-ci vont de la population totale au pourcentage d'ouvriers en passant par celui des personnes ayant un diplôme

de l'enseignement supérieur ou le mode de déplacement au travail. Le choix de ces différentes variables a été empirique et nous avons sélectionné, en plus des variables classiquement mobilisées en sociologie électorale, celles qui nous paraissaient pertinentes à propos du vote FN (pourcentage d'immigrés, nombre de résidents travaillant hors de la ville...). Évidemment, un nombre important de ces variables s'est révélé d'une valeur explicative faible pour notre étude et nous avons progressivement écarté les variables les moins pertinentes pour nous limiter à quatre variables permettant de définir deux axes explicatifs. Au niveau infracommunal, les données sont sensiblement identiques, nous disposons en plus de données sur les prestations sociales dont bénéficient les habitants des différents « îlots regroupés pour l'Information statistique » (IRIS) des villes. Elles nous ont permis de dessiner avec précision quels sont les quartiers qui concentrent les populations favorisées ou défavorisées.

Protocole statistique

Notre protocole statistique a été le suivant : nous avons dans un premier temps étudié chaque variable indépendante afin d'avoir un aperçu des liens statistiques entre ces dernières et le vote Front national au niveau communal. Dans un deuxième temps, nous avons introduit toutes ces variables dans un modèle de régression pas-à-pas ascendant. Cette démarche nous a permis d'isoler les quatre variables les plus explicatives du vote Front national. C'est sur ces dernières que nous avons travaillé. Troisièmement, nous avons cherché à réduire ces quatre variables en les regroupant dans deux axes de regroupement. Nous avons perdu en précision dans le processus puisque le coefficient de détermination mesurant la qualité de prédiction de la régression linéaire (R^2) a tendance à descendre à 0.7 (sur une échelle allant jusqu'à 1), ce qui est tout de même élevé. Nous avons ainsi créé un premier axe portant sur l'urbanité/péri urbanité, et un second portant sur la sociologie. À partir de ces deux axes, nous avons pu identifier les communes susceptibles de concentrer un fort vote Front national de celles qui y étaient réticentes.

c. Le cadre d'étude

Notre travail statistique a été effectué à deux échelles distinctes. Dans un premier temps, nous avons étudié les communes de deux régions, le Nord-Pas-de-Calais et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans un second temps, nous avons travaillé à l'échelon infracommunal. À ces deux niveaux correspondent des questionnements spécifiques auxquels nous répondons dans les lignes suivantes.

La question de la pondération des données

Le traitement des données statistiques recueillies sur les sites internet de l'INSEE et du ministère de l'Intérieur a été effectué grâce aux logiciels Microsoft Excel et SPSS d'IBM⁴⁵. Les

⁴⁵ <http://www.insee.fr/fr/> et <http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats>

données que nous avons traitées et étudiées sont strictement numériques et sont des transformations de chiffres bruts en pourcentages. S'est naturellement posé le problème du poids démographique des différentes communes étudiées. En effet, lorsque nous transformons les communes en unités statistiques dont les données sont des pourcentages en fonction de la population de la commune nous mettons au même niveau des communes de 500 habitants et d'autres de 200.000. Survient donc un problème lié à la pondération des données dans le traitement statistique. Ce même problème se pose d'ailleurs dans chaque étude et la réponse à y apporter dépend entièrement du but du travail statistique. Cela a notamment été expliqué par Joël Gombin (Gombin, Mayance, 2009, *op. cit.*) ; (Gombin, 2009, *op. cit.*).

Nous avons considéré plusieurs solutions pour répondre à ce problème. D'une part, nous pouvions ne pas pondérer les observations et décider ainsi d'être représentatifs des communes prises comme des unités statistiques homogènes et cohérentes. Ainsi, peu importe le nombre d'habitants d'une commune, chacune d'entre elles aurait eu le même poids. Dans ce cas, le trop gros nombre de communes, et surtout de petites communes aurait pu réduire non seulement la part expliquée du phénomène (ce qui s'est avéré vrai puisque nous arrivons à un modèle explicatif dont le R^2 est égal à 0,2), mais également la pertinence de tout résultat si celui-ci avait été bon. D'autre part, nous pouvions pondérer les observations par le logarithme de la population, cela permet aux valeurs extrêmement hautes de ne pas écraser les autres communes. C'est notamment cette méthode qui est préférée par Joël Gombin dans ses travaux (Gombin, 2005). Néanmoins, il s'agit là d'une pondération *bâtarde*, elle ne colle en effet à aucune réalité : ni à celle des communes (valeurs non pondérées) ni à celle des populations (valeurs pondérées par la population de chaque commune).

Dans notre cas, nous avons répondu à ce problème en pondérant tous nos calculs par la population des différentes communes étudiées. Cette pondération nous permet de ne pas surestimer l'importance des communes de moins de mille habitants. Ces dernières représentent tout de même près de 70 % des communes de l'échantillon, mais moins d'un tiers de la population. Nous avons ainsi donné leur réelle valeur aux grandes communes telles Marseille, commune qui concentre dans ses murs 17 % de la population régionale.

Naturellement, l'utilisation d'une échelle statistique comme la commune a pour conséquence d'homogénéiser les comportements particuliers au sein de ces dernières. Les spécificités politiques et sociales qui pourront être présentes dans chaque quartier disparaissent. Cela est d'autant plus vrai dans les communes importantes. À Port-de-Bouc par exemple, on s'aperçoit que le vote Front national n'est pas uniformément réparti sur le territoire communal et se concentre dans des zones aux profils particuliers (Chapitre VI).

Encadré 2 : Travailler sur les données agrégées

Il faut souligner que le travail statistique est un travail sur des agrégats d'individus. Il n'explique donc jamais un comportement individuel, mais un ensemble de comportements individuels rassemblés dans des unités statistiques qui en englobent plusieurs milliers. Il nous est donc impossible d'identifier des individus votant pour le Front national, nous ne faisons que révéler des variables (des comportements ou des faits en réalité) susceptibles d'être liées à ce vote.

De cette observation en découle une autre : un lien entre deux variables au niveau communal peut être inversé ou bien inexistant au niveau du bureau de vote ou de l'individu. Il faut alors prendre garde à l'erreur écologique qui consiste à inférer une causalité à une simple relation statistique entre deux agrégats (Robinson, 1950) (Freedman, 1993). Dans notre cas, nous nous sommes aperçus que si à l'échelle communale il y avait corrélation entre ouvriers et vote FN ce n'était pas forcément vrai au niveau du bureau de vote et des quartiers IRIS.

Les statistiques au niveau du bureau de vote

L'outil statistique nous a été de nouveau utile pour examiner les résultats du vote Front national dans les bureaux de vote des villes étudiées. Les préfectures du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône nous ont communiqué les résultats de toutes les élections depuis 2002. L'objectif de ce travail sur ces quatre communes était de pallier au problème d'homogénéisation dont nous avons parlé plus haut et ainsi de nous prémunir de l'erreur écologique en nous rapprochant le plus possible de l'étude de comportements individuels sans toutefois tomber dans le particularisme. Bien sûr, les quartiers que nous étudions n'étaient pas tous homogènes au niveau de leurs populations c'est pourquoi la problématique dont nous avons parlé à l'échelle communale se retrouve au niveau infracommunal, bien qu'elle soit atténuée.

Les services municipaux des quatre villes nous ont communiqué les plans du découpage des bureaux de vote et nous avons pu dessiner le contour de ces zones sur un logiciel de cartographie. Nous disposions également des découpages des quartiers IRIS de l'INSEE sur le site de l'institut. Là encore, nous avons dû tracer des cartes afin de les comparer aux bureaux de vote. Un problème s'est posé lors de la superposition des bureaux de vote et des quartiers IRIS, en effet, les bureaux de vote ne correspondent pas avec les quartiers IRIS. Les îlots statistiques regroupent de 3000 à 4000 habitants et ont pour but de garder une cohérence vis-à-vis de la morphologie et de l'histoire de la ville tandis que les bureaux de vote regroupent 1000 électeurs et sont dessinés selon une base principalement pratique : regrouper 1000 électeurs d'un seul tenant. Les frontières de ces deux cartes ne se superposent pas, et des bureaux de vote peuvent être sur plusieurs IRIS, et inversement deux IRIS peuvent se partager sur le même bureau de vote. Afin de résoudre ce problème, nous avons utilisé une méthode permettant de dépasser ces difficultés, nous expliquerons celle-ci dans quelques pages.

d. Quelle valeur pour les travaux statistiques ?

Les indicateurs que nous avons utilisés ont pour vocation de confirmer ou infirmer les hypothèses que nous formulons. Les corrélations utilisées pour appuyer nos hypothèses ont une significativité ne dépassant pas 0,05 tandis que les différentes régressions et en particulier la régression multiple de la variable *vote FN 2017 premier tour élection présidentielle* montre que les variables quantitatives « expliquent » 70 % du vote Front national au niveau régional. Selon les départements cette part explicative varie de 50 à 90 %.

Les résultats obtenus montrent que l'on peut expliquer une partie du vote FN par le biais de variables quantifiables. Les relations qui sont obtenues ne sont pas dues au hasard et peuvent servir de base à des interprétations et des conclusions théoriques. Néanmoins, une part du phénomène vote Front national ne peut être expliquée grâce à ces variables statistiques. Cette part non expliquée va elle-même varier en fonction du département, ce qui montre que ce vote va répondre de façon différente aux explications localisées. Une partie de notre travail a ainsi consisté à dépasser ces relations statistiques pour identifier le rôle des variables locales sur le vote FN. L'outil cartographique a été un des outils permettant cet approfondissement.

2. Cartographie et sociologie électorale

La géographie a longtemps fait peur au politiste. En effet, elle implique de maîtriser les codes de la cartographie et de manier des données quantitatives dans des logiciels souvent austères afin de construire des cartes. Malgré cela, la science politique et la géographie sont aujourd'hui régulièrement utilisées de façon conjointe.

A. La géographie et le politique

Les travaux fondateurs de Siegfried ont été les premiers à utiliser des cartes pour décrire des comportements politiques (Siegfried, 1913, *op. cit.*). Goguel, Yves Lacoste et de nombreux autres ont prolongé ce travail combiné dans des ouvrages parfois colossaux (Lacoste, 1986). Après un relatif déclin des outils géographiques en science politique, dépassés par les sondages (années 1970 et 1980), ceux-ci sont revenus en état de grâce depuis les années 2000. Des comportements de votes particuliers (la spatialité du vote Front national), de même que le développement de nouveaux moyens informatiques ont permis ce retour (Lévy, 2002). Depuis l'outil géographique s'est de nouveau intimement intégré aux travaux de science politique et n'est plus le seul apanage des cartographes.

a. *La géographie dans la science politique française : je t'aime, moi non plus*

Lorsque André Siegfried publie son premier ouvrage de géographie politique, il « remarque, dans les élections, que les opinions politiques sont sujettes à une répartition géographique » (Siegfried, 1913, *op. cit.*), et décide ainsi d'étudier les élections sous cet angle. L'auteur utilise dans son ouvrage des cartes recoupant les votes majoritaires dans les différents cantons de l'Ouest français et de nombreuses caractéristiques territoriales. Il utilise en effet des variables tant sociodémographiques, économiques et même géologiques afin d'expliquer pourquoi, une partie de l'Ouest porte à gauche, tandis que l'autre vote à droite. Son travail, précurseur, se base sur des corrélations visuelles et non sur des corrélations statistiques, ce qui peut se comprendre à une époque où l'outil informatique est inexistant. Son travail sera suivi d'un autre plus abouti portant cette fois sur l'Ardèche (Siegfried, 1949).

Si les méthodes développées par André Siegfried sont particulièrement innovantes, elles ont néanmoins fait l'objet de critiques comme le souligne Michel Bussi (1998). Parmi les critiques faites à l'encontre du travail de Siegfried, l'une concerne principalement sa méthode. C'est Cox, un géopolitologue américain qui lui reproche le traitement a-spatial de ses séries géographiques en expliquant que « Les premiers travaux de Siegfried, par exemple, détachaient les unités spatiales de l'espace au sein duquel elles étaient incluses et tentaient d'expliquer les caractéristiques du comportement électoral en s'appuyant uniquement sur les caractéristiques économiques et sociales des unités étudiées : on ne trouve guère d'intérêt porté aux relations spatiales sur le comportement électoral. » (Cox, 1969) (Bussi, 1998, *op. cit.*). Lui était donc reprochée la non-prise en compte de la spatialité elle-même en tant que phénomène influant sur le vote des individus. Les cantons n'étaient pour André Siegfried que des lieux de regroupements assez artificiels dont les relations les uns avec les autres avaient peu d'importance, tout comme les traditions historiques (Bois, 1960). Malgré les biais de ce travail fondateur, les ouvrages d'André Siegfried ont véritablement fondé la tradition française de géographie électorale de laquelle viennent de nombreux chercheurs. François Goguel, Béatrice Giblin-Delvallet, Michel Bussi ou plus récemment Jean Rivière ont ainsi approfondi le sillon tracé par la géographie électorale et ont su faire évoluer les outils de cette discipline.

Cette tradition géographique a été relativement isolée de la science politique pendant de nombreuses années comme le souligne Michel Bussi (1998, *op. cit.*). Au début des années 1990, aucun des livres de sociologie électorale publiés par des politistes ne faisait grand cas des analyses écologiques. Les cartes sont ainsi l'apanage d'ouvrages purement géographiques, qui profitent de quelques chapitres pour traiter de politique (Lacoste, 1984). En 1991, la thèse de Michel Bussi traitant exclusivement de faits politiques est une thèse de géographie. La même année, l'ouvrage du géographe Jacques Lévy, *Géographies du politique* (1991) se plaint encore du manque de discussion entre la géographie politique et la sociologie électorale. Il trouvera une oreille attentive chez les seconds puisqu'en 1992, le livre *Les comportements politiques* de Nonna Mayer et Pascal Perrineau réutilise l'approche écologique. Avec elle, l'utilisation de l'outil cartographique revient en grâce dans la science politique française (Mayer, Perrineau, 1992). C'est ensuite les différents ouvrages collectifs du CEVIPOF et en particulier les ouvrages collectifs dirigés par Pascal Perrineau qui vont

asseoir cette nouvelle sociologie électorale qui devient alors de plus en plus visuelle (Perrineau, Ysmal, 1995). Petit à petit, les tableaux chers à Duverger laissent de plus en plus de place à des cartes qui se sophistiquent au fil des ouvrages. Depuis les années 2000, l'utilisation des données de l'INSEE par nombre de chercheurs a permis de « démocratiser » les techniques de géographie. Des logiciels opensource⁴⁶ comme philcarto ont également rendu possible cette démocratisation.

b. Les nouveaux outils de la géographie électorale

Déjà en 1988, Pascal Buléon reconnaissait que « Le travail quantitatif, avec l'impressionnante technologie qu'il mobilise bénéficie d'un préjugé favorable. Il mesure et mesurant, ne saurait faire erreur. Il est vrai que le traitement informatique a permis un saut décisif dans le traitement de centaines de milliers de données que comporte un scrutin électoral. » (Buléon, 1988). Malgré les remarques de Pascal Buléon, l'utilisation de données agrégées dans la sociologie électorale et dans la géographie politique française aura un grand retard vis-à-vis du monde anglo-saxon. Beaucoup d'auteurs vont, dans les années 1980 et 1990, émettre de nombreuses critiques vis-à-vis du traitement de données quantitatives. Chevalier affirme ne pas comprendre pourquoi il faudrait « pratiquer de savantes analyses de régression, afin de définir des variables significatives, pour aboutir à des coefficients de corrélation, alors que toutes ces analyses sophistiquées enfoncent des portes déjà largement ouvertes par le bon sens et l'intuition » (Chevalier, 1985). Pourtant, n'est-ce pas le rôle de la sociologie que de dépasser, sinon d'au moins confirmer, ce que le bon sens et l'intuition ne font que supposer ? Beaucoup d'autres chercheurs comme Lévy, Lacoste, Giblin, Goguel et Dogan émettront également des critiques à l'égard de l'utilisation de statistiques en géographie électorale (Bussi, 1998, *op. cit.*). L'utilisation de données quantitatives deviendra malgré tout de plus en plus fréquente grâce aux articles de jeunes chercheurs s'inspirant des travaux anglo-saxons. Si au départ, seules les corrélations sont utilisées, ces travaux convaincront néanmoins de l'utilité d'intégrer des données quantitatives dans l'étude du vote.

Ainsi, l'usage de données agrégées issues des recensements et leur représentation cartographiée, même s'il est aujourd'hui encore moins répandu que l'utilisation de sondages, est devenue classique en France, notamment grâce au développement de logiciels adaptés au traitement de ce type de données. Cet essor a été corrélé avec l'élection présidentielle de 2002 à la suite de laquelle les chercheurs ont remarqué que le vote Front national présentait une répartition géographique particulière. Après cette élection, plusieurs concepts ont émergé et ont nécessité l'utilisation de l'outil géographique et de données agrégées. Le concept de gradient d'urbanité est de ceux-là (Lévy, 2002, *op. cit.*). De nombreuses cartes portant sur les zones de force du Front national ont été dessinées et ce sont des communes plutôt que des électeurs qui ont été étudiées (Buléon, Fourquet, 2003, pp.453-467).

⁴⁶ On définit comme logiciel open source, tout logiciel qui peut être utilisé, modifié et redistribué gratuitement.

Plus récemment encore, de jeunes chercheurs comme Joël Gombin ont lié outils statistiques et géographiques dans leurs études sur le vote. Ce dernier a notamment étudié deux départements où le Front national est important, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse, en utilisant des outils nouveaux en France : les modèles multi-niveaux (Gombin, 2005, *op. cit.*). En effet, pendant de nombreuses années, les chercheurs français se sont cantonnés à effectuer des travaux de corrélations puis de régressions. Aujourd'hui, l'introduction de modèles multi-niveaux (par ailleurs relativement courants dans le monde anglo-saxon) a permis de renouveler l'intérêt des approches quantitatives. Comme le soulignent Pascal Bressoux, Paul Coustère et Christine Leroy Audouin, « Les analyses multiniveaux constituent un développement récent de la modélisation, adapté au problème de l'analyse écologique en sciences sociales, c'est-à-dire apte à rendre compte des effets de milieu sur le comportement des individus. Elles sont nées du besoin d'apporter une réponse à la question du choix de l'unité d'analyse, chaque fois que les données présentent une structure hiérarchique. » (Bressoux, Coustère, Leroy-Audouin, 1997, p.67-96). Si l'article de ces chercheurs concernait le domaine de l'éducation, les analyses multi-niveaux ont rapidement trouvé leur utilité dans le domaine de la sociologie électorale. Là aussi en effet, le chercheur est très souvent confronté au problème du niveau d'analyse. Là également, les unités de base peuvent être regroupées dans des catégories hiérarchiques supérieures (cantons, circonscriptions, départements, régions...). Ces outils permettent d'éliminer les erreurs d'inférences écologiques en utilisant plusieurs niveaux d'analyses à partir des mêmes données.

c. La géographie électorale aujourd'hui

Dans le même temps que se complexifiait la géographie avec ces nouveaux outils, certains géographes ont également remis au goût du jour la géographie électorale telle qu'elle avait été initiée par André Siegfried. Ce sont en France des chercheurs issus d'études en géographie qui ont renouvelé cette approche (Bussi et Badariotti, 2004). Michel Bussi, en particulier, a effectué un travail de géographie électorale portant sur l'Ouest français, et a ainsi ressuscité l'héritage d'André Siegfried. Il y a étudié toutes les variables du vote, des caractéristiques socio-individuelles à l'implantation locale des partis politiques avec pour objectif d'embrasser toutes les explications du vote et d'utiliser une méthodologie nouvelle (Bussi, 1991). Yves Lacoste et Béatrice Giblin ont également permis la remise au goût du jour d'une géographie électorale qui se veut plus « interprétative » et « historique » que quantitativiste. Ils ont ainsi effectué des travaux à l'échelle des régions françaises mêlant histoire économique et politique, géographie physique et étude des résultats électoraux.

D'autres géographes comme Hervé Le Bras ont approfondi cette géographie plus classique en créant ce qu'on pourrait appeler une « géographie de la permanence ». Le but de cette sociologie portant sur l'ensemble du territoire français est de découvrir les grandes forces structurant durablement le paysage politique français (Le Bras, 2002). Il s'agit ainsi de se dire que « tout bouge et rien ne change » dans la géographie électorale française et donc de dépasser cette bougeotte apparente pour expliquer pourquoi « rien ne change ». Ainsi pour résumer la pensée de Hervé Le

Bras, de très anciennes variables structurent le vote en France, ces variables ne se modifient pas, et *in fine*, le vote ne se modifie pas, malgré les changements d'apparences et d'étiquettes. L'auteur identifie notamment des facteurs très anciens comme le type de famille pour expliquer certains votes actuels. Ces travaux ont été soumis à critique car ils impliquent un immobilisme contestable des comportements de vote au fil des époques et accentuent ainsi la focale sur la permanence plutôt que sur les dynamiques.

Il faut souligner que si les outils de la géographie électorale sont en France de plus en plus courants, il existe encore peu d'études portant sur des zones étudiées à une échelle infra communale. Bernard Alidières a été, en 2005, l'un des premiers à effectuer ce genre d'étude à propos du vote Front national (2006, *op. cit.*). Il a travaillé à l'échelle du bureau de vote sur la ville de Tourcoing en y mêlant outils géographiques et sociologiques. Ce type de travail portant sur des quartiers précis nous semble pertinent et c'est donc logiquement que nous avons décidé de dresser la cartographie du vote Front national à cette échelle. L'auteur démontrait notamment qu'au niveau des quartiers de la ville de Tourcoing, des effets de contexte étaient présents de même que des effets de voisinage. Julien Audemard et David Gouard ont également effectué un travail, certes plus succinct, mais également à l'échelle du bureau de vote sur la ville de Montpellier (Audemard, Gouard, 2015). Leur article est à rapprocher de l'étude effectuée à propos de la ville de Perpignan sur le vote Front national (Fourquet, Lebourg, Manternarch, 2014, *op. cit.*). Il nous a néanmoins paru intéressant ne pas faire une simple monographie, mais de réaliser en plus de cela une enquête comparative portant sur des milieux distincts.

Ainsi, les outils de la géographie électorale, aujourd'hui réinvestis par les chercheurs en science politique, sont selon nous devenus indispensables à la compréhension de phénomènes sociaux spatialement situés tels que le vote. Le comportement électoral retrouve ainsi, une de ses caractéristiques fondamentales, c'est-à-dire : d'être en partie le produit d'un contexte géographique. Néanmoins, malgré l'existence occasionnelle de travaux à l'échelle du bureau de vote, il existe encore peu de travail comparatif entre deux territoires distants de centaines de kilomètres étudiés au niveau du bureau de vote. La thèse de Jean Rivière à ce sujet reste en ce sens un cas exceptionnel (Rivière, 2009). Nous pensons que la comparaison de milieux différents permettra de mesurer le rôle des effets de contexte qui semblent se modifier en fonction de la structure morphologique de la ville. Ces effets ne peuvent pas être modélisés statistiquement, et c'est donc pour cela que nous avons utilisé plusieurs méthodes de travail dans le cadre de notre thèse.

Encadré 3 : La carte, cet objet politique

Le principal avantage de la carte est également son principal défaut. Destinée à être simple et intuitive, elle est immédiatement comprise par le lecteur. Cet objet graphique, parce qu'il parle aux sens, est ainsi un outil de manipulation. Les cartes ne sont pas des images du monde, mais des représentations de ce monde telles que vues par le cartographe. Nicolas Lambert et Christine Zanin expliquent que « Faite de choix et de simplifications, elle (la carte) est une représentation de la réalité et non la réalité elle-même. » (Lambert, Zanin, 2016, p.12). Pour l'illustrer, ils proposent les cartes suivantes. (Ibid, p.67). Dans le même sens, le travail de Jean-Pierre Bord (Bord, 2003) permet de comprendre comment des cartes du même phénomène peuvent selon la façon dont elles sont construites transmettre des messages radicalement opposés. Il prend pour exemple la répartition des musulmans dans le monde et souligne que selon la représentation choisie, celui-ci est tantôt lointain, tantôt proche, tantôt homogène, tantôt fracturé.

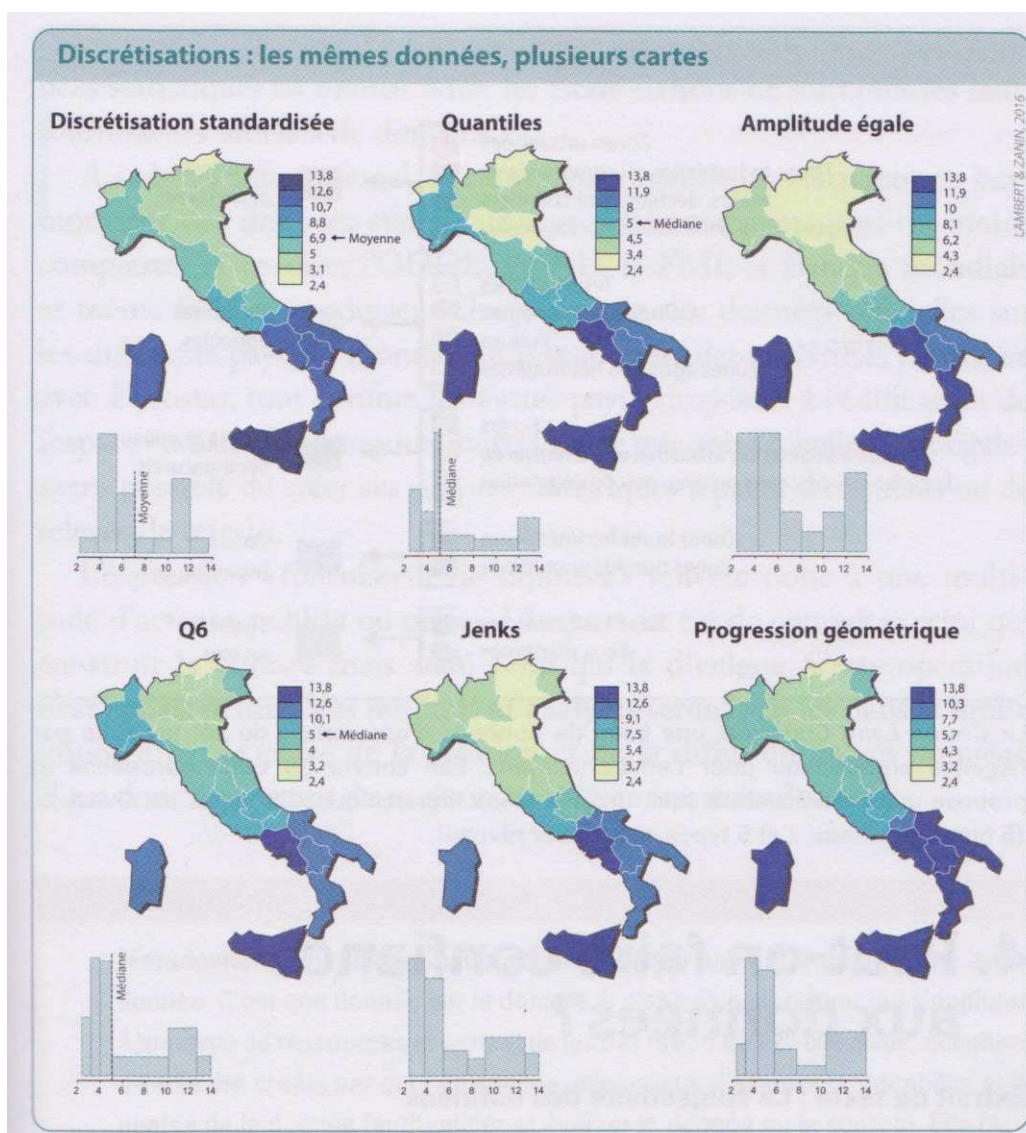


Figure 4 : Discretisations (Lambert, Zanin, 2016, p.67).

B. Utiliser l'outil cartographique pour étudier le vote

Les cartes électorales à l'échelle des départements et des régions abondent aujourd'hui, chaque échéance électorale est l'occasion d'en découvrir de nouvelles. Un travail de notre part à cette échelle n'aurait de ce fait rien apporté à l'analyse du vote Front national. Au niveau municipal en revanche, les intérêts de réaliser des cartes sur la répartition du vote Front national sont nombreux. Les cartes autorisent en effet l'étude précise des différentes facettes de ce vote à une échelle réduite et peuvent être ainsi comparées aux données sociologiques sur ces espaces restreints. Elles nous permettent également de sélectionner les bureaux de vote qui seront le cadre de notre travail ethnographique association observation et entretiens.

a. Une permanence certaine des bureaux de vote

Notre travail cartographique portant sur quatre élections présidentielles (de 2002 à 2017), nous aurions pu être confrontés à des modifications importantes des bureaux de vote sur chaque commune. Cela n'a pas été le cas puisque seule la ville de Fos-sur-Mer a vu se créer un nouveau bureau de vote. Ce dernier est d'ailleurs issu de la scission d'un précédent bureau de vote et facilite donc la transposition de l'un vers les deux autres. Les trois autres villes ayant une croissance démographique très faible, voire négative, nous n'avons souffert d'aucun changement majeur de la carte électorale.

b. Bureaux de vote et quartiers IRIS

Si l'évolution des bureaux de vote n'est pas problématique, l'association de cette carte « politique » avec celle, sociologique, des IRIS l'a été. Ce problème se pose à tout chercheur travaillant à cette échelle et est souvent résolu via des artifices statistiques. Laurent Beauguitte et Céline Colange ont traité ce sujet en profondeur dans le cadre d'un mémoire portant sur l'outil Cartelec (Beauguitte, Colange, 2013). D'autres chercheurs comme Bernard Alidières ont également discuté de ce problème dans leur travail : « À Tourcoing, la délimitation en huit grands quartiers (pour les recensements de 1982 et 1990) des aires statistiques infracommunales rend très floue toute tentative de comparaison entre les cartes des résultats électoraux par bureau et les données du recensement par quartier INSEE. La superposition sur une même carte, des circonscriptions des bureaux de vote, des limites des huit quartiers INSEE (1982-1990) permet de constater que ces limites ne coïncident pas. » (Alidières, 2006, *op. cit.*).

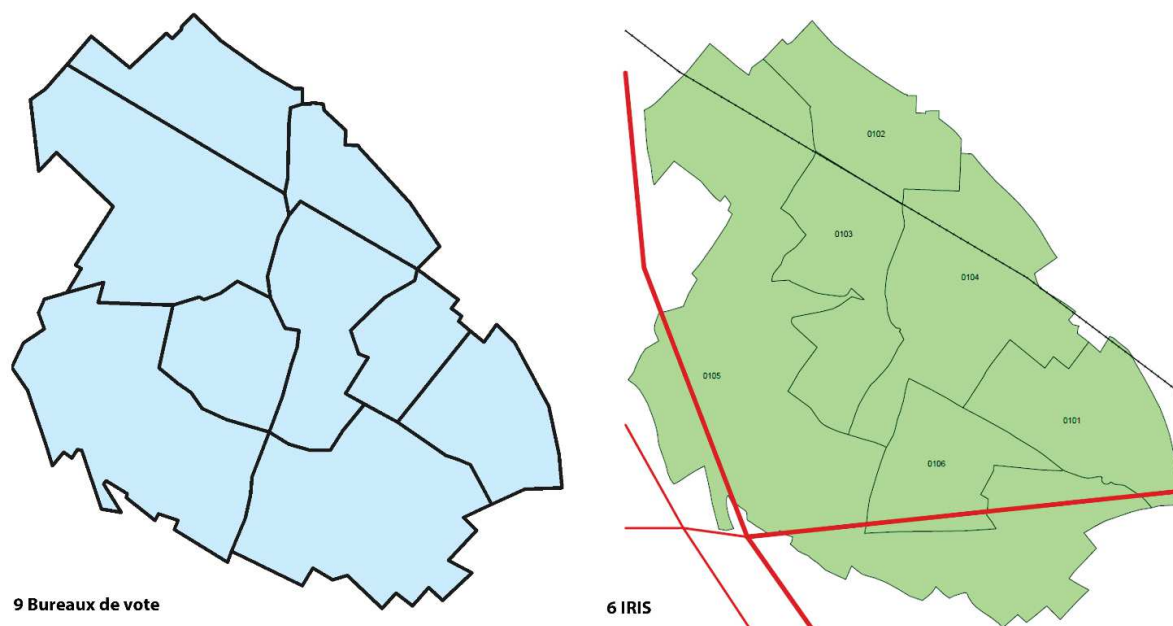


Figure 5 : Les bureaux de vote et les IRIS de Bully-les-Mines

La carte ci-dessus illustre la non-concordance des IRIS et des bureaux de vote sur la ville de Bully-les-Mines, une des villes que nous étudions. On remarque premièrement que les IRIS sont généralement moins nombreux que les bureaux de vote⁴⁷. Deuxièmement, les bureaux de vote ne recoupent quasiment jamais les IRIS et c'est un défi de faire correspondre ces deux entités.

Deux solutions s'offrent à nous afin de résoudre ce problème. La première consiste à regrouper les différents bureaux de vote afin qu'ils correspondent aux frontières des IRIS. La seconde revient à scinder les IRIS afin que ces derniers soient concomitants avec les bureaux de vote. Nous n'avons pas retenu la première solution. Certes, tenter de reconstituer des ensembles électoraux superposables aux quartiers INSEE par agglomération de bureaux de vote paraît moins risqué, néanmoins le résultat « gomme » la plupart des disparités et réduit le nombre d'entités utilisables. L'intérêt même d'une cartographie infracommunale s'en trouve réduit. En effet, sur Bully-les-Mines et Grenay nous ne disposerions plus que de 9 entités au lieu de 13. À Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, nous aurions seulement eu 13 entités au lieu de 25.

Inversement, il est possible comme le souligne Bernard Alidières « de conserver la carte électorale par bureau et d'utiliser les données de l'INSEE par quartier comme le font presque toutes les études. Mais cela revient à mettre en rapport des espaces de taille très différente par la superficie et par l'importance des effectifs englobés. [...] Si l'on prend pour base de délimitation les îlots regroupés (Iris) qui sont plus proches de la taille de ces bureaux de vote, la comparaison de la carte des bureaux de vote et de celle des Iris ne laisse apparaître pratiquement aucune coïncidence géographique entre ces deux types de découpage à l'échelle infra communale. » (Alidières, 2006, *op. cit.*).

⁴⁷ Le cas de Bully-les-Mines reste pourtant exceptionnel puisqu'on dénombre 6 IRIS pour 9 bureaux de vote. À Fos-sur-Mer, seulement 5 IRIS se partagent 12 bureaux de vote.

Si dans notre cas, certains des problèmes énoncés par Bernard Alidières dans ses travaux ne sont pas d'actualité (transformation des quartiers IRIS au fil des ans) il n'en reste pas moins vrai que le recouplement des quartiers IRIS et des bureaux de vote reste complexe. La méthode utilisée pour pallier cette difficulté consiste à transférer les données de l'un des niveaux vers l'autre en utilisant la surface de chaque entité comme valeur pivot. C'est ce qui est effectué dans le projet Cartelec. La méthode consiste à découper les IRIS en fonction des bureaux de vote sur lesquels ils sont présents et d'attribuer en fonction de cette surface une partie des données de cet IRIS. C'est cette méthode qu'expliquent Laurent Beauguitte et Céline Colange : « Sur cette base, le principe du calcul est simple. Nous utilisons les surfaces des polygones d'intersection et celles des IRIS, afin de calculer la proportion que représente la surface d'un polygone d'intersection par rapport à celle de l'IRIS qui le contient. C'est ce rapport qui sera utilisé afin de calculer les populations des bureaux de vote. [...] Par exemple, si la surface d'un polygone d'intersection représente 15 % de la surface de l'IRIS qui le contient. Si cet IRIS comporte une population de 3520 personnes, alors le calcul sera le suivant $3520 \times 0.15 = 487.5$. » (Beauguitte, Colange, 2013, *op. cit.*, p.12-13).

Il ne faut pas sous-estimer les défauts de cette méthode : elle part du principe que la répartition des populations dans un IRIS est équitable or nous savons pertinemment que la concentration démographique dans un quartier varie grandement selon la structure de celui-ci. Un quartier IRIS peut comporter à la fois une zone d'HLM à très forte densité de population, un quartier pavillonnaire à densité plutôt faible et une zone industrielle inhabitée. Nous avons réduit ce risque en identifiant les zones non peuplées de chaque IRIS afin de les supprimer du calcul de surface. Nous travaillons ainsi sur des zones qui sont toutes habitées. De plus, nous avons effectué des corrections afin que les zones à très fortes densités de population ne soient pas sous-représentées par rapport aux zones pavillonnaires. Pour ceci, nous avons fixé pour limite supérieure de 10 % quant au rapport entre population d'un bureau de vote et population de l'IRIS redécoupé. Lorsque l'écart était supérieur à cette limite, nous étudions spécifiquement chaque ensemble afin de corriger les écarts de populations induits en rectifiant les pourcentages de population transférés sur chaque bureau de vote.

Malgré les défauts inhérents à ce procédé, nous pensons que cette méthode de recouplement par facteur de superficie est le compromis le plus juste entre une possibilité d'étudier des données à la fois sociologiques et politiques et une déformation de la réalité qui, si elle est existante, est néanmoins contenue.

c. Notre méthode de recouplement

Afin de résoudre le problème induit par le non-recouplement des IRIS et des bureaux de vote nous avons tout d'abord redécoupé les IRIS afin qu'ils épousent uniquement les zones habitées de la ville. Nous avons ensuite effectué l'intersection entre ces IRIS redécoupés et les bureaux de vote. À Grenay par exemple, l'IRIS 101 est divisé en 3, chaque zone correspondant à un bureau de vote.

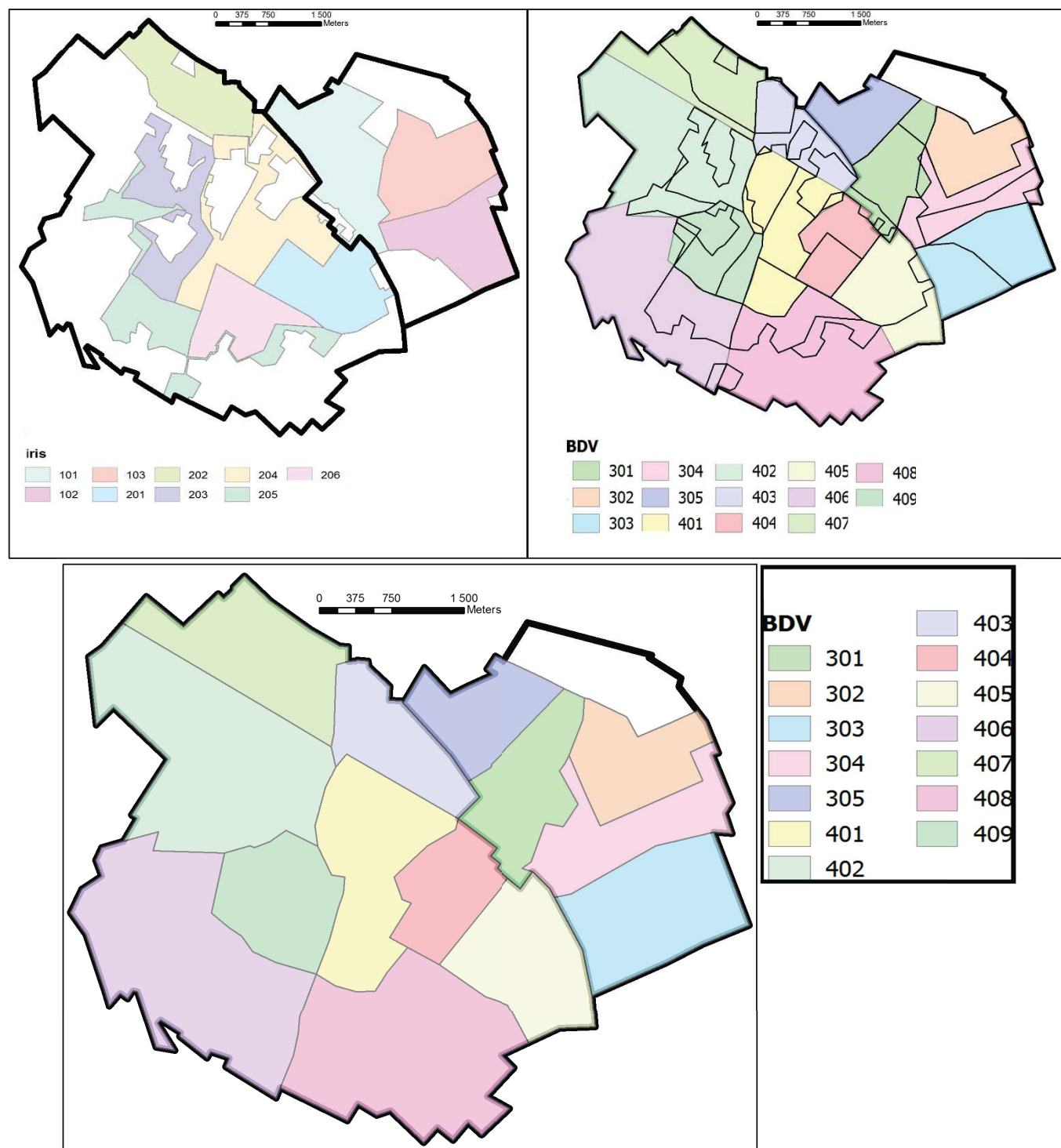
Dans un second temps, nous avons calculé la surface relative de chaque zone par rapport à son IRIS d'appartenance. La partie supérieure du tableau permet de comprendre ce rapport entre la superficie de l'entité et la superficie de l'IRIS. Ainsi, à titre d'exemple la zone 10 représente 5.84 % de la superficie de l'IRIS 101. Dans un troisième temps, nous avons identifié les différentes zones à attribuer à chaque bureau de vote.

Pour terminer, nous avons effectué les calculs de transpositions à partir des chiffres bruts de chaque IRIS en calculant par exemple que le nombre d'ouvriers sur le bureau 301 serait égal à 53.20 % de ceux de l'IRIS 101 et 3.33 % de ceux de l'IRIS 103. (Les pourcentages et les moyennes ne peuvent pas être transposés car ils aboutissent à des calculs faux). Pour terminer, nous avons calculé les pourcentages de chaque donnée en fonction de la population de ces nouveaux bureaux de vote afin d'avoir des données comparables les unes aux autres.

<i>Tableau 3 : Les calculs de redécoupage des IRIS de Grenay</i>			
IRIS	101	102	103
Numéro de zone temporaire (Surface de l'IRIS d'appartenance correspondant à chaque bureau de vote)	10 (5.84 %)	8 (67.01 %)	1 (31.11 %)
	11 (40.97 %)	9 (32.93 %)	2 (3.33 %)
	12 (53.20 %)		3 (65.55 %)
	Total (100 %)	Total (100 %)	Total (100 %)
Bureau de vote (3 étant le numéro attribué à Grenay)	Zones faisant partie de ce bureau	Calcul à effectuer	
301	12 + 2	301 = 53.20 % de IRIS 101 + 3.33 % de IRIS 103	
302	3	302 = 65.55 % de IRIS 103	
303	8	303 = 67.01 % de IRIS 102	
304	10 + 9 + 1	304 = 5.84 % de IRIS 101 + 32.93 % de IRIS 102 + 31.11 % de IRIS 103	
305	11	305 = 40.97 % de IRIS 101	

La première carte ci-dessous à gauche représente les IRIS « élagués » afin de supprimer toutes les zones inhabitées. La seconde montre la superposition de ces IRIS redécoupés avec les bureaux de vote. La troisième carte montre les bureaux de vote des deux villes.

Figure 6 : Redécoupage des IRIS de Grenay et Bully-les-Mines



3. L'utilisation de l'entretien

En plus de l'utilisation de l'outil statistique et de l'outil cartographique, nous avons également effectué de nombreux entretiens. Ils ont été l'occasion de discussions avec des élus, syndicalistes et professionnels ou avec les différents électeurs que nous avons rencontrés. Nous avons à chaque reprise conduit des entretiens semi-directifs. À la conduite de ces entretiens s'est associée une réflexion sur l'essence de cette méthode qualitative.

A. L'entretien comme méthode

Si l'entretien dispose aujourd'hui d'une aura certaine tenant à sa capacité à fournir au chercheur des données qualitatives solides, cela n'a pas toujours été le cas. L'entretien a longtemps été délaissé au profit de méthodes plus « rentables », c'est-à-dire permettant de recueillir d'avantages de données. Néanmoins, accepté pour ce qu'il est, c'est-à-dire une méthode avant tout qualitative, l'entretien est un parfait moyen de comprendre l'électeur tant socialement que psychologiquement.

a. *État des lieux de l'entretien en science politique*

Aux États-Unis, l'entretien est une pratique courante dans les sciences sociales. C'est à l'école de Chicago que l'on doit l'utilisation la plus approfondie de ce dernier. Celui-ci, plus qu'un simple échange de questions/réponses entre un enquêteur et un enquêté devient une technique ethnographique qui consiste à étudier l'individu dans son environnement social. Ces entretiens vont servir à des enquêtes portant sur les milieux délinquants, ou marginaux et vont se combiner à des techniques d'observation pour tendre vers une étude « totale » de l'individu dans son milieu (Anderson, 1923). Néanmoins, comme le soulignent Gotman et Blanchet, « l'entretien ne s'impose guère au-delà de l'école de Chicago. Les méthodes quantitatives se perfectionnent et occupent largement le terrain, le terme interview désignant alors le plus souvent, dans la littérature nord-américaine, un questionnaire administré essentiellement composé de questions fermées, éventuellement complétées par quelques questions ouvertes. » (Gotman, Blanchet, 2010, *op. cit.*, p.14). Il faudra attendre les travaux de Howard Becker et d'Everett Hughes pour que l'entretien devienne aux États-Unis, le centre de certaines enquêtes (Hughes, 1984).

En France, l'entretien a pendant longtemps été relégué au bas de la « hiérarchie des méthodes d'enquête » (Beaud, 1996, p.229). Il a en effet longtemps souffert de la comparaison avec les enquêtes par questionnaires qui permettaient de toucher beaucoup plus d'individus. Ces dernières donnaient de fait l'impression au chercheur de posséder plus de données sur lesquelles travailler. L'entretien quant à lui, portant sur un nombre restreint d'individus, était perçu comme peu représentatif et donc peu utile pour expliquer les comportements de vote. Cette situation a été résumée par Stéphane Beaud qui explique que « l'entretien, en tant qu'instrument d'enquête s'est longtemps trouvé pris en tenailles, -coincé- entre la forte légitimité de l'instrumentation statistique

en sociologie et celle de l'observation participante en ethnologie, qui fonctionnaient toutes deux comme emblème méthodologique de leurs disciplines respectives » (Beaud, 1996, *op. cit.*, p.230).

Pourtant, dès que les caractéristiques de l'entretien sont assumées par le chercheur, c'est-à-dire dès qu'il admet que les entretiens n'ont pas pour but d'être représentatifs alors ceux-ci deviennent des modes intéressants de recueil d'informations et de pratiques. En effet, seul l'entretien permet de comprendre le raisonnement et le processus à l'origine d'un vote, il permet également comme le souligne Stéphane Beaud d'élargir le cadre de l'enquête pour discuter de la vie quotidienne des personnes interrogées, de leur cadre de vie, ou encore de leur famille à condition que l'enquêteur accepte le côté ouvert de l'entretien (*Ibid*, pp.240-241).

In fine, l'utilisation de l'entretien permet d'aller travailler en profondeur les causes des comportements politiques des individus, que ce soit l'acte de vote en lui-même, les justifications de celui-ci et enfin le choix qu'effectue l'individu. L'entretien a par ailleurs été régulièrement lié à l'utilisation de questionnaires, notamment par Pierre Bourdieu, comme outil de confirmation ou d'information des hypothèses déduites de la lecture des questionnaires. L'entretien devient alors « quantitatif » puisqu'il a pour but de créer des idéaux types de personnes et nécessite donc que le chercheur conduise un grand nombre de ces derniers. Il s'agit en effet d'interroger un nombre de personnes suffisant (en général plus d'une vingtaine) afin de pouvoir créer des catégories regroupant certaines de ces personnes et ayant des points communs. C'est notamment ce qu'ont fait Sylvain Barone et Emmanuel Négrier sur le vote Front national dans une commune rurale (Barone, Négrier, 2015, pp.417-435). Ces types d'entretiens peuvent avoir pour but d'explorer les causes d'un vote, les processus de socialisation politique, ou des sujets plus variés comme le rapport au travail par exemple.

b. Qu'est-ce que l'entretien en sciences sociales ?

L'entretien est une discussion ritualisée, formalisée entre deux individus (Blanchet, Gotman, 2013, p.7). Ces deux individus ont, contrairement à ce qui est généralement le cas dans une discussion informelle, des statuts différents. L'enquêteur mène l'entretien et a pour objectif de recueillir des paroles qui vont l'intéresser dans son travail de recherche. Il s'agit pour lui de suivre, précisément ou non, un certain nombre de directions dans la conduite de l'entretien avec pour intention de recueillir des réponses aux questions qu'il s'est précédemment fixées⁴⁸. L'enquêteur agit la plupart du temps dans une situation de supériorité car c'est lui qui sait quel est le but de l'entretien, quelles sont les questions qu'il doit poser et comment réagir face aux réactions verbales et non verbales de l'enquêté.

L'enquêté quant à lui se prête « au jeu » de l'entretien et répond aux questions de l'enquêteur. C'est lui qui *in fine*, décide de délivrer ou non l'information à son interlocuteur et son état d'esprit vis-à-vis de l'enquêteur est donc capital. L'enquêté, est généralement non initié aux techniques

⁴⁸ Pour se faire, il utilise régulièrement une grille d'entretiens. Dans celle-ci sont regroupés les questions et les thèmes qu'il aimerait aborder.

d'entretien, et est donc souvent en situation d'infériorité. Néanmoins, il peut parfois survenir des cas où il parvient à diriger l'entretien, soit du fait de son habileté dans le maniement du discours (homme politique, ou professionnel de la communication), soit qu'il ait un tempérament fort. Ainsi, si l'entretien n'est finalement qu'une discussion entre plusieurs individus, il s'agit d'une discussion particulière car elle met en place, qu'on le veuille ou non, un rapport de force. Les individus ne sont pas en situation d'égalité, et les attentes de ces deux personnes sont généralement différentes.

L'entretien est d'autre part une discussion impliquant des actions particulières, il est en effet important que l'enquêteur puisse réétudier la discussion et, de ce fait, cette dernière est souvent enregistrée. La décision d'enregistrer est parfois acceptée par l'enquêté qu'à la suite d'une (âpre) négociation entre lui et l'enquêteur (Blanchet, Gotman, 2013, *op. cit.*, p.73-75). Il peut demander à l'enquêteur de couper l'entretien à certains instants, ou lui demander de ne pas retranscrire certaines paroles en disant par exemple « ne notez pas ce que je dis ». Dans notre cas, nous n'avons pas essuyé de refus d'enregistrement avec les électeurs que nous avons interviewés. Lorsque les individus acceptaient l'entretien, ils acceptaient également que ce dernier soit enregistré. Cela a en revanche été le cas avec certaines personnalités locales appartenant au monde syndical. Ces derniers craignaient certainement que nous soyons mandatés par le patronat, les journaux et/ou que nous utilisions leurs propos à leurs dépens.

Les deux caractéristiques que nous avons exposées rendent l'entretien formel. Il peut même être menaçant pour l'enquêté qui peut ainsi craindre de dire des choses qu'il n'assume pas⁴⁹. C'est pour cela que l'enquêteur, lorsqu'il réalise un entretien, doit s'assurer de créer sinon un lien de complicité, du moins une confiance entre lui et la personne avec qui il va discuter pendant quelques minutes ou quelques heures. Il peut gagner la confiance de l'enquêté en lui assurant ne pas être un journaliste, et donc en impliquant la non-diffusion des propos de l'enquêté dans un journal local ou national. Il peut également le faire en s'intéressant avant l'entretien à la vie de l'enquêté ou à la vie du quartier, montrant ainsi sa proximité avec ce dernier. La création d'un tel lien de confiance est d'autant plus compliquée que l'enquêté et l'enquêteur ne se connaissent généralement pas. Ils ont parfois discuté quelques minutes afin de fixer l'entretien, parfois moins. Cela est un obstacle supplémentaire à l'établissement de ce lien de confiance. Ces écueils ont été expliqués par différents chercheurs, que ce soit en science politique, en sociologie, ou encore en psychologie (Blanchet, Gottman, 2013, *op. cit.*). Haegel et Duchesne soulignent ainsi que « La situation d'entretien, parce qu'elle met en relation deux personnes qui ne se connaissent pas, rend difficile la politisation de l'échange, l'interviewé devant prendre sur lui de risquer un point de vue conflictuel avec celui de l'enquêteur. » (Duchesne, Haegel, 2001).

Le caractère enregistré de l'entretien pose la question de l'anonymat et de la non-reconnaissance des individus lors de la publication du travail. En ce sens, beaucoup d'enquêtés s'inquiètent de la possibilité de voir apparaître leur nom et demandent à ne pas être cités. Il paraît évident que lorsque nous interrogeons des « simples citoyens », nous ne retranscrivons pas les noms

⁴⁹ En ce sens, le fait d'enregistrer a un effet sur l'inconscient des enquêtés qui sentent tout à coup le poids d'un formalisme caractérisé par l'objet « enregistreur ».

de ces personnes. Nous modifions également le nom de la rue ou ils habitent s'ils la mentionnent dans l'entretien afin qu'ils ne puissent pas être reconnus par des connaissances.

Malgré ses contraintes, l'entretien constitue une méthode privilégiée d'analyse tant elle permet de recueillir des données qui seraient inaccessibles pour l'enquêteur en utilisant une autre méthode. En effet, comment connaître l'histoire familiale, professionnelle et intellectuelle d'un individu sans discuter avec lui de ces sujets ? La parole recueillie, bien que pouvant être formelle, biaisée, ou encore tronquée est toujours utile, surtout lorsqu'elle est combinée avec l'étude de l'intonation ou de la gestuelle de l'individu interrogé.

B. Ce que l'entretien apporte à notre enquête

L'utilisation que nous avons faite de l'entretien a été décisive dans la production des hypothèses que nous avons approfondies dans notre travail. Nous voulions en effet comprendre ce qui, sur notre terrain d'enquête, pouvait nuancer la proportion de vote Front national, indépendamment des caractéristiques sociologiques des électeurs.

La conduite d'entretiens avec les édiles locaux nous a permis de nous apercevoir que la plupart d'entre eux mobilisaient les spécificités historiques des villes dans lesquelles ils habitent pour expliquer la force du Front national sur leur territoire (Annexe 2 : Guide d'entretien élus (Exemple du Pas-de-Calais)). Ainsi à Port-de-Bouc, les différentes personnes avec lesquelles nous avons parlé soulignent l'importance de l'histoire communiste et syndicale de la ville. Ces deux institutions, combinées, ont créé selon eux une identité culturelle propre à la ville. Ce discours, qui n'existe pas à Fos-sur-Mer est remplacé par un discours sur l'ouverture de la mairie aux associations et sur le cadre « convivial » (comprendre tranquille) et familial de la ville. Ces deux états d'esprit, que nous avons vu décliner différemment selon les interlocuteurs nous ont semblé extrêmement importants puisque représentatifs d'une vision partagée par un grand nombre d'habitants. Il nous aurait été impossible sans effectuer d'entretien avec ces personnes d'appréhender ce sentiment présent sur chaque terrain d'enquête et qui est transmis entre individus au fil de discussions plus ou moins politisées⁵⁰.

L'utilisation de cette méthode qualitative nous a également permis d'étudier le ressenti des personnes interrogées quant à certains quartiers de leur ville (Annexe 1 : Guide d'entretien électeurs). Se trouvent en effet au cœur de notre thèse les représentations que peuvent se faire les individus des quartiers de leur commune. Il s'agissait de leur demander leur avis sur le quartier où ils habitent, mais également sur les quartiers qu'ils considèrent « malfamés » ou au contraire « huppés ». Les entretiens, mais également les décisions informelles avec des habitants ou des militants, nous ont permis de comprendre que ces représentations, non dénuées de bases fondées, semblaient s'amplifier au fur et à mesure que nous étions dans des quartiers pavillonnaires de petits

⁵⁰ Par ailleurs, les questions que nous posions sur la vie dans les différents quartiers de la ville, l'implantation des associations, des marchés, de manifestations de quartiers suscitaient l'étonnement intéressé des personnes avec qui nous discutons, et qui s'attendaient certainement à être banalement interrogés sur « pourquoi les gens votent ainsi ? ».

propriétaires comme a pu le souligner Hervé Le Bras ou avant lui Norbert Elias (Le Bras, 2002) (Elias, Scotson, 1985).

Enfin, il faut souligner que notre approche de l'entretien s'inscrit dans une vision plus générale, plus totalisante, des faits sociaux que nous observons. Si certaines de nos questions portent sur la perception de l'environnement social, économique et politique de l'individu, c'est parce que nous combinons ensuite cette perception avec nos propres observations. Les entretiens nous ont donc autorisé à effectuer des comparaisons entre des situations observables que nous essayons d'objectiver et des situations subjectives propres à la perception que les électeurs peuvent avoir de leur environnement⁵¹. Ainsi, selon les individus, leur passé personnel, leur environnement familial, les visions pouvaient varier, notamment sur l'action de la mairie pour le quartier, sur la délinquance, ou encore sur la situation économique de la ville et de la région. *In fine*, nous rapprochons ainsi notre utilisation de l'entretien des travaux qu'ont pu mener les sociologues de l'École de Chicago. Il s'agit d'un moyen d'enquête qui doit être associé à une observation du terrain, des relations sociales, et de la politique locale. Ce parti pris nous a également « obligé » à interroger à la fois des électeurs (cibles de notre thèse) et des élus et responsables locaux.

a. Sortir des limites induites par l'entretien des électeurs en interrogeant les acteurs politiques et sociaux

Nous avons durant notre travail de terrain cherché à interroger des personnes ayant des points de vue différents sur la question du vote Front national. Se borner à la réalisation d'entretiens avec électeurs du Front national ne nous aurait pas permis d'avoir une vision globale de nos terrains d'enquêtes. Dans un premier temps, nous avons donc réalisé des entretiens avec les hommes politiques des différentes villes (maires, adjoints, conseillers municipaux, l'opposition...). Ces personnes ont pour la plupart une analyse construite vis-à-vis du vote Front national sur leurs villes. Ils étaient en général capables d'identifier les quartiers dans lesquels le vote Front national était le plus fort et d'avancer quelques explications quant à cette concentration d'électeurs frontistes. Nous avons remarqué que les causes du vote Front national qu'ils avançaient différaient grandement en fonction de leur place dans l'action politique, le maire minimisait par exemple ce phénomène, tandis que le président du parti socialiste local se montrait au contraire très préoccupé par l'augmentation progressive et, semble-t-il, continue du vote Front national. Les explications divergeaient également quant à la place des individus sur l'échiquier politique. Les gens de droite semblaient assez d'accord avec certains arguments avancés par le Front national et semblaient exprimer la volonté de les voir accéder à certaines responsabilités afin que l'usure du pouvoir les touche également. Les communistes quant à eux expliquaient l'augmentation du vote Front national par un affaiblissement des liens sociaux et par le rôle de la télévision, ils se déclaraient à la fois mobilisés et assez impuissants vis-à-vis de ce vote.

⁵¹ Ces derniers avaient l'avantage de pouvoir voir leur ville évoluer au fil du temps. Chose qu'il nous est impossible d'effectuer du fait du temps relativement court que nous avons passé sur chaque terrain d'enquête (environ 6 mois par terrain).

Dans un deuxième temps, nous avons conduit des entretiens avec les « experts » locaux. Il s'agit d'un terme *barbare* que nous utilisons pour regrouper les personnes de la société civile dont l'activité permet d'avoir une analyse construite du vote Front national. Dans cette catégorie, nous plaçons les responsables et militants syndicaux, les militants politiques, les membres du secteur associatif. Le but de ces entretiens est de diversifier des points de vue sur le vote Front national. Ils nous ont éclairé sur sa localisation dans les villes et les causes supposées de cette localisation. L'explication donnée par les différents interlocuteurs que nous avons rencontrés variait en fonction de leur degré de connaissance politique, les moins connaisseurs avançaient des arguments généraux et classiques pour expliquer ce vote, et ne pouvaient pas donner de raisons locales quant à la répartition particulière du vote Front national sur les villes étudiées. Les personnes les plus au fait du vote Front national mobilisaient quant à elles des explications bien plus précises, avançant des arguments d'ordre urbanistique, culturel et sociologique et appréhendaient de façon très précise la composition sociologique de l'électorat frontiste sur leur ville.

b. *Aller à l'électeur, provoquer l'entretien*

Étudier l'électeur, c'est avant tout le trouver. La façon d'aller à l'électeur et de lui proposer un entretien est ainsi capitale. En effet, s'il est possible de faire jouer un réseau d'interconnaissance pour trouver des personnes susceptibles de répondre à nos questions, cette méthode est néanmoins problématique. Les réseaux amicaux ont en effet pour caractéristique d'être le lieu d'une certaine proximité sociologique et idéologique. Voulant dépasser cet écueil, notre questionnement principal a été le suivant : comment aller vers les habitants sans être affecté par cet effet de sélection ?

À cette question, nous avons répondu par une méthode qui nous a semblé originale. Il s'agissait de combiner porte-à-porte et réalisation d'entretiens semi-directifs. L'objectif était ainsi de n'écarter a priori aucun type d'électeurs afin de ne pas tomber dans le biais d'un échantillon aux caractéristiques spécifiques. Nous avons donc parcouru les différents quartiers de notre enquête en allant frapper à la porte des différentes maisons. Sur les quartiers sélectionnés nous arpentions ainsi chaque rue et nous sonnions à chaque porte, lorsqu'une personne ouvrait nous présentions notre enquête et propositions de réaliser un entretien sous forme de questionnaire avec les personnes qui nous ouvraient. Nous nous écartions ensuite progressivement de ce « questionnaire » pour aller vers un entretien de plus en plus approfondi. Ces entretiens qui étaient enregistrés ont parfois rencontré l'opposition et la crainte des personnes que nous rencontrions. Le taux de refus était ainsi plus important que lors de la conduite d'un questionnaire porte-à-porte. Néanmoins, nous avons pu conduire durant le temps de notre enquête plus de 80 entretiens avec les habitants des villes de notre enquête. Ces entretiens n'ont pas uniquement porté sur des électeurs du Front national, en effet, notre méthode d'accès à l'enquête ne nous permettait pas de choisir à l'avance son orientation politique comme l'aurait fait la réalisation d'entretiens par connaissance interposée. De ces 80 électeurs, près de 30 étaient des électeurs ou potentiels électeurs du Front national.

L'horaire de notre porte à port a été principalement conditionné par la tombée de la nuit. En effet, le nombre de personnes répondant à nos sollicitations approchait zéro après la tombée

de la nuit, surtout dans le Pas-de-Calais. Du fait de ces horaires particuliers (de 15 à 20 h), nous avons discuté avec davantage de femmes que d'hommes, celles-ci étant plus souvent au foyer que leurs conjoints.

Nous présentions à l'interviewé notre enquête comme un travail portant sur la vie de quartier et sur la perception de la politique locale. Évidemment, nous ne parlions pas directement de notre intérêt pour l'électorat du Front national afin de ne pas apeurer les personnes ayant une attirance pour ce parti. Au cours de l'entretien, nous commençons par parler du quartier, puis de l'action municipale pour finalement dériver sur des questions plus personnelles et/ou portant sur la politique nationale. Comme dans tout entretien ou questionnaire, certaines personnes ne voulaient pas répondre aux questions considérées comme les plus sensibles, c'est-à-dire celles portant sur la politique et la vie personnelle.

c. La question de la durée de l'entretien

La durée de nos entretiens a été extrêmement variable. Cette variabilité dépendait de plusieurs facteurs. C'est principalement la proximité de notre interlocuteur qui a conditionné la durée de nos entretiens. Certains ont pu durer plus de deux heures, parfois même suivis de deux heures non enregistrées. D'autres se sont réduits à des discussions tout à fait formelles d'une demi-heure. La volubilité de notre interlocuteur dépendait de son habitude de discuter de sujets politiques, et était le marqueur de sa compétence politique (Bourdieu, 1979). La volubilité des interviewés dépendait également de notre capacité à mettre la personne en confiance. Il nous a été plus aisé de parler avec des hommes politiques « professionnels » qui ne se plaçaient pas en situation d'infériorité plutôt qu'avec des militants ou de simples électeurs qui ponctuaient souvent leurs phrases de « c'est mon avis » ou de « vous ne pensez pas ? ».

Le lieu de rendez-vous et l'emploi du temps ont également eu une influence non négligeable sur la durée de l'entretien. Lorsque nous étions chez l'habitant, il était beaucoup plus facile de tenir l'entretien durant une longue période tandis qu'à la terrasse d'un café un entretien très long de plus d'une heure et demie était très difficile. Évidemment, l'emploi du temps de certaines personnes a entraîné la fin prématurée de l'entretien. Il s'agit là des aléas propres à notre méthode de travail.

Enfin, il ne faut pas oublier de souligner l'importance que peut avoir « l'humeur » de l'enquêteur (c'est-à-dire la nôtre) sur la qualité de l'entretien. Il nous était bien plus facile de conduire un entretien de qualité lorsque celui-ci était le seul de la journée. L'attention que nous devions apporter à notre interlocuteur était en effet source d'épuisement. Réaliser plus de trois heures d'entretien dans la même journée consistait pour nous la limite haute au-delà de laquelle la réalisation d'entretiens pertinents devenait impossible. De même, le fait que nous ayons eu un pied-à-terre sur Fos-sur-Mer et dans le Pas-de-Calais, c'est-à-dire sur le lieu de nos enquêtes, nous a permis de conduire les entretiens avec plus de sérénité, sans avoir à conduire pendant plus d'une heure avant d'aller discuter avec les personnes en question.

d. *Comment retranscrire ?*

Tout comme le chercheur doit faire des choix quant à son utilisation des outils statistiques et cartographiques, l'entretien, dans sa retranscription, impose également des dilemmes. Si beaucoup de guides suggèrent à ce propos de modifier le contenu de la discussion lors de la retranscription afin de faciliter la lecture, cette modification du contenu, plus ou moins, importante à des effets sur l'interprétation de la discussion. L'enquêteur, en corrigeant les fautes de l'enquêté (« Il y a », à la place de « Y'a », ou « Il n'a pas », à la place de « Il a pas ») obère ainsi une donnée fondamentale quant à la façon de parler de l'enquêté. De plus, nous avons étudié le Pas-de-Calais où existe un parler local qui est révélateur de l'identité sociale de l'individu. Certains habitants ont ainsi tendance à féminiser les possessifs. Ainsi, « mon père » devient « ma père », et « mon travail » devient « ma travail ». L'utilisation de ce parler local est un révélateur de la culture des interviewés et de leur âge, les personnes âgées étant plus nombreuses à utiliser ce patois que les plus jeunes. Prenant compte toutes ces problématiques, nous avons fait le choix d'altérer le moins possible les propos des différentes personnes lors de la retranscription. Il est ainsi plus aisé pour le lecteur de comprendre et/ou deviner l'origine sociale des personnes que nous interrogeons. Les retranscriptions pourront parfois sembler « rugueuses » mais doivent être considérées comme des dialogues.

Ils sont présentés sous la forme suivante :

Vicent : Parce que y'avait encore cette culture des houillères qui était présente mais qui continuait à, à drainer...

AH : Donc il ne travaillait pas au fond il travaillait ou ?

Vivent : (réfléchit) Oui donc il a jamais travaillé à la mine mais il est devenu chimiste pour les houillères.

AH : D'accord.

Les quelques exemples suivants permettront au lecteur d'avoir une lecture des entretiens la plus fluide possible :

- « ... » : Silence court, une seconde.
- « (pause) » : Silence plus soutenu, deux à trois secondes.
- « (réfléchit) » : Cherche ses mots, ou hésite. Plus généralement, les remarques entre parenthèses décrivent l'interviewé et ses réactions.
- « (*Il semble incertain*) » : les remarques entre parenthèses et en italique permettent de montrer l'une de nos pensées durant l'entretien.
- « [...] » : Une partie de la retranscription n'est pas présente dans la thèse car elle n'est pas pertinente.

e. Récapitulatif des entretiens

Ce tableau présente l'ensemble des personnes que nous avons choisi d'interviewer durant notre enquête. Nous avons essayé de parler avec ces personnes sur chaque ville étudiée.

<i>Tableau 4 : Personnes avec lesquelles nous avons cherché à réaliser des entretiens</i>	
Mairie	Le maire de la ville
	Un à deux conseillers
Partis politiques	Le dirigeant de chaque parti influent (PS, PCF, UMP)
	Le responsable le plus intéressé par le sujet
	Un militant ou deux
FN	Le dirigeant local
	Certains cadres du parti, les plus intéressés par notre sujet
	Quelques militants
Formations syndicales	Un responsable de la CGT, de la CFDT et de FO par ville
	Des anciens syndicalistes
« Experts »	Un ou deux anciens hommes politiques
	Un historien local (si possible)
	Des journalistes
Vie associative	Des responsables d'associations des implications sur la vie locale
	Des responsables des associations culturelles et sportives
Habitants	Des habitants de tout bord et au moins sept électeurs FN par ville.

C. Le cas des discussions informelles non enregistrées

Durant notre travail de terrain nous avons pu discuter avec des individus sans que cette discussion, souvent brève ne puisse être enregistrée. Ces discussions se sont approchées de ce que Céline Braconnier appelle les « discussions informelles » que les électeurs ont à l'approche d'une échéance électorale (Braconnier, 2010, *op. cit.*, p.114-121). Nous avons ainsi pu atteindre quelques électeurs Front national en discutant simplement avec eux de leurs opinions politiques, mais également de leur emploi, de leur vie de tous les jours, ou encore de leur ressenti sur la situation de la ville. C'est surtout durant les réunions du Front national que nous avons pu avoir ce genre de discussions avec des militants ou de simples sympathisants. Néanmoins, certaines discussions de ce type ont également eu lieu dans les bars des villes étudiées.

Cette forme de discussion nous a été utile puisque nous avons essayé durant ces discussions de recueillir des informations pertinentes, qu'il s'agisse du travail de l'individu, de son lieu d'habitat, du temps depuis lequel il vote pour le Front national. En plus de cela, il s'agissait souvent d'une parole plus libérée à laquelle nous prêtions oreille. En effet, l'individu se savait dans une discussion de comptoir non enregistrée et le degré d'alcoolémie de notre interlocuteur favorisait régulièrement sa volubilité. Si lors de ces discussions nous n'avons pas pu aller dans les détails, ce qui est normal

puisque nous ne voulions pas être intrusifs vis-à-vis des individus avec lesquels nous discutons, nous avons néanmoins pu recueillir certaines informations qui nous ont permis de confirmer ou d'infirmer nos hypothèses, notamment sur le lien entre type d'emploi ouvrier et vote Front national.

Ce type de discussion a été l'occasion de nous interroger sur notre capacité à retranscrire après coup ces dialogues. Nous nous sommes imposé de retranscrire ce que nous nous rappelions de la discussion sur un cahier le soir même, comme le conseille d'ailleurs Florence Weber (Beaud, Weber, 2010). Néanmoins, nous avons fait face à une évidente perte d'information. Nous nous souvenions généralement des moments les plus marquants de l'entretien (une déclaration provocante par exemple) et pas forcément des éléments les plus pertinents pour notre enquête (un ressenti vis-à-vis des voisins). Ainsi, en plus du problème de neutralité inhérent à tout entretien s'ajoutait celui de l'autosélection d'informations, ces écueils ont été réduits par une discipline de retranscription.

4. L'observation

Lors de notre travail de terrain, nous nous sommes aperçus que nous ne pourrions embrasser précisément la structure du vote Front national si nous n'étudiions pas le cadre dans lequel les électeurs vivaient. En effet, le vote Front national est sur l'ensemble de nos terrains spatialement situés dans des quartiers aux caractéristiques elles-mêmes particulières. Nous avons donc utilisé l'observation de ce milieu de vie afin d'étudier le cadre dans lequel ces électeurs évoluaient. Nous avons également essayé d'observer la vie des différentes sections Front national des villes que nous étudions, avec un succès mitigé.

A. L'observation et la science politique

L'observation s'est progressivement imposée comme méthode à part entière en sociologie politique. De l'étude du vote (Duchesne, Haegel, 2004, pp. 19-22) à celle de la marginalité (Elias, Scotson, 1997, *op. cit.*) ou encore l'étude des groupes sociaux, les méthodes d'observations sont désormais régulièrement utilisées.

L'origine de cette méthode peut être retrouvée dans l'ethnologie puis l'ethnographie. L'observation par les pratiquants de ces disciplines des différents peuples et ethnies du monde a été le point initial d'une démarche scientifique de prise en compte de l'individu dans son milieu. Il s'agit dans le cas de l'ethnographie d'observer les comportements et les rituels sociaux des « autochtones » afin de comprendre la structure de la société. Ce sont des auteurs comme Marcel Mauss ou Claude Lévi-Strauss qui ont en France popularisé cette méthode d'observation dans l'étude des sociétés indigènes en étudiant pour l'un l'institution du don, et pour l'autre la prohibition de l'inceste (Mauss, 1925 ; Lévi-Strauss, 1948).

Aux États-Unis, comme nous le soulignons, l'observation s'est jointe à l'entretien dans le cadre des travaux menés par les membres de l'école de Chicago dont le but était d'étudier des

groupes considérés comme marginaux. Ainsi, dans le travail de Nels Anderson datant de 1923 sur les sans-abris américains, ce dernier met en œuvre des techniques d'observation participante qui sont aujourd'hui reprises par de nombreux chercheurs que ce soit aux États-Unis ou en France. Le postulat principal de l'école de Chicago était de considérer qu'un individu ne peut pas être extrait du milieu dans lequel il vit. Il est donc nécessaire d'être au plus près de lui pour comprendre les interactions entre cet individu et son milieu social, géographique et politique (Anderson, 1923).

Dans la science politique également, l'observation permet de décrire les comportements sociaux, de trouver le sens caché de faits apparemment ritualisés et de comprendre les liens entre les différents individus d'un même milieu social, professionnel ou familial. Déjà Émile Durkheim utilisait l'observation comme l'un des outils d'analyse de la sociologie. Il considérait la recherche de la neutralité comme l'une des conditions essentielles d'une bonne observation (Durkheim, 1894).

L'observation est donc devenue une méthode régulièrement utilisée par la science politique, et a notamment été utilisée en lien avec d'autres pratiques comme l'entretien par nombre de chercheurs. Dans les années 70, l'observation participante permet à Alain Touraine de surmonter les difficultés de la simple observation en s'intégrant dans le milieu étudié afin de partager le mode de vie des individus, de participer aux activités sociales collectives de ceux-ci et de gagner leur confiance afin de recueillir une information de meilleure qualité (Touraine, 1977). Cette observation participante a été reprise dans le cadre de l'étude du Front national, et de ses militants. Daniel Bizeul a ainsi durant trois ans participé aux activités des militants du FN pour approfondir son étude de ces derniers (Bizeul, 2003).

Les désavantages de l'observation sont semblables à ceux de l'entretien. En effet, il s'agit d'une méthode extrêmement couteuse en temps. Elle peut être considérée comme une méthode à rendement faible dans le sens où il est nécessaire d'observer un milieu pendant de longs mois avant de pouvoir produire des résultats tangibles. Il est souvent nécessaire de se faire accepter dans le milieu ou du moins de nouer des liens avec des interlocuteurs-guides qui faciliteront les contacts ultérieurs. Cette problématique principale explique pourquoi l'observation est souvent utilisée en thèse ou dans des travaux de longue durée.

B. Notre utilisation de l'observation

Nous avons séjourné sur nos terrains d'enquêtes pendant onze mois et nous avons ainsi pu observer le milieu dans lequel nous vivions⁵². Cette méthode nous a permis de recueillir des données contextuelles car émanant du contexte social dans lequel nous étions immergés.

Il s'agissait pour nous d'utiliser cette méthode afin d'identifier des variables supplémentaires pouvant induire un vote Front national. Bien sûr, il est impossible d'avancer que telle ou telle organisation spatiale d'un quartier favorise le vote Front national, mais nous avons néanmoins pu identifier des configurations qui limitaient fortement les interactions entre individus d'un même

⁵² Nous avons travaillé de janvier à juin 2015 dans les Bouches-du-Rhône et d'août à décembre 2015 dans le Pas-de-Calais. Nous sommes enfin retournés sur Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc de septembre à octobre 2016.

quartier, et il se trouve que c'est dans ces quartiers-là que le vote Front national était le plus élevé. Nous avons effectué un travail hypothético-déductif et de comparaison des différents quartiers pour expliquer la force du vote Front national dans certains quartiers. Les structures des quartiers pavillonnaires ont été au centre de notre attention, en effet selon certains chercheurs tels Hervé Le Bras, ils induiraient des comportements plus réceptifs aux thématiques de peur et de rejet de l'autre (Le Bas, 2002, *op. cit.*).

a. Cartographie sociale et historique de la ville

Notre première utilisation de l'observation consistait essentiellement à reconstituer les configurations spatiales des différents éléments de la ville. Il s'agissait d'identifier les centres-villes, les lieux où les services publics étaient situés, les magasins, les bars, de situer également les quartiers en fonction de leurs richesses, de leur isolement ou de leur densité apparente... Plus encore, nous avons essayé de comprendre les flux de personnes entre les différents quartiers de la ville. Nous nous sommes aperçus que, selon les quartiers, certaines personnes ne se rendaient jamais au centre-ville et ignoraient complètement les différentes actions de la municipalité au niveau culturel ou associatif. Les individus habitant dans ces quartiers pavillonnaires périphériques allaient faire leurs courses dans les supermarchés hors de la ville car ils étaient plus faciles d'accès en voiture. Notre travail a été du même genre que celui déjà effectué par certains chercheurs, notamment Bernard Alidières (Alidières 2005, *op. cit.*), ou Jean Rivière (Rivière, 2009, *op. cit.*) dans le cadre de villes comme Tourcoing ou Perpignan. Il s'agissait pour les deux chercheurs de comprendre également les places respectives des différents quartiers de la ville dans la municipalité.

Le tableau ci-dessous est le brouillon à partir duquel nous nous sommes attachés à décrire les quartiers que nous étudions durant notre travail de terrain.

<i>Tableau 5 : Grille portant sur la typologie des quartiers</i>			
Distance au centre ?	Centre	Proche	Lointain
Présence de magasins de proximité ?	Oui	Peu	Non
Présence de magasins de grande distribution ?	Oui	À proximité	Non
Vie locale/associative ?	Forte	Faible	Absente
Vie nocturne ?	Oui	Non	
Type d'habitat principal ?	Immeubles	Maisons	Partagé
Occupation de l'habitat	Propriétaires	Locataires	Logement social
Ancienneté du quartier ?	Ancien	Récent	
Type d'habitants ?	Anciens	Néo-habitants	
Présence de population d'origine immigrée ?	Forte	Moyenne	Absente
État du quartier ?	Propre	Moyen	Sale
Vote pour la gauche ?	Forte	Moyenne	Faible
Vote pour la droite ?	Forte	Moyenne	Faible
Vote pour le FN ?	Forte	Moyenne	Faible

b. Participation aux réunions des partis politiques

En plus de nos entretiens auprès des responsables frontistes nous avons également tenté d'assister aux réunions du Front national de manière régulière afin de pouvoir observer les militants et les sympathisants de ce parti. L'objectif secondaire était de tisser des liens avec ces personnes pour leur proposer ensuite des entretiens.

Pour ce faire, nous avons pris contact avec la section locale du FN dans les quatre villes. Nos espoirs ont été déçus par le fait qu'il n'existait aucune section locale du Front national sur ces villes. Seule Grenay disposait d'un groupe organisé d'élus/militants frontistes. Néanmoins, nous n'avons pas pu avoir accès à ce groupe très fermé, car extrêmement réduit. Nos entretiens se sont limités à la tête de liste et « chef » local, cette personne refusait par ailleurs que nous effectuions des entretiens avec ses collègues.

L'absence de structuration du Front national nous a semblé être un des éléments permettant d'expliquer la force/faiblesse du vote Front national au niveau local. Sur Frontignan, l'intégration réussie du leader à la vie du quartier de la Peyrade avait permis au FN d'y recruter beaucoup de sympathisants (Huc, 2014, *op. cit.*). Cependant, le vote national pour ce parti semble totalement indifférent à la présence ou non de personnages locaux. À Bully-les-Mines, Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, malgré un manque criant d'effectifs militants, le FN a obtenu de bons résultats aux différentes élections depuis le début des années 2000. Dans le même temps, il n'a pas formé de liste aux élections municipales. À Grenay, les hauts scores du FN semblent précéder la création d'une « section » et l'émergence d'un leader local.

Notre observation des sections du Front national n'a fait que corroborer la difficulté qu'a le Front national à former des militants actifs. Ce parti a en effet pendant longtemps été exclusivement national et peu présent dans les élections locales, cela ne fait que depuis 2012 que l'action de Marine Le Pen vise une implantation locale du Front national. Notre travail s'inscrit donc dans une période de transition pour le parti frontiste qui cherche à s'entourer de militants et d'hommes politiques locaux capables de mener des listes aux différentes élections qu'elles soient municipales ou départementales. Cette volonté nous était déjà apparue comme évidente lorsque nous avons étudié le Front national lors des élections municipales dans la commune de Frontignan (Huc, 2014, *op. cit.*).

Lors du temps électoral, les réunions du Front national ont été plus régulières malgré l'absence de section locale. Nous nous sommes rendus à ces réunions. Celles-ci, classiquement, sont peu représentatives de l'électorat du FN. Les réunions électorales, quel que soit le parti politique, ne réunissent en général que certains types de personnes qui sont « un minimum intéressées » par le débat politique et le militantisme et qui ont donc un profil différencié de l'électeur moyen. Ces réunions nous ont néanmoins permis de prendre contact avec certains militants.

III. Les logiciels

Notre travail de thèse combinant l'utilisation de plusieurs méthodes quantitatives nous avons utilisé plusieurs logiciels de traitement afin de pouvoir travailler sur ces données et les interpréter.

Excel : Le grand nombre de données numériques à notre disposition nous a poussé à utiliser Excel dans la mise en ordre de celles-ci. Ce logiciel nous a permis de préparer nos bases de données, éliminant les redondances ou au contraire les communes ayant disparu au fil des élections depuis le début des années 2000. Il nous a également permis de mettre sous forme de pourcentage toute une série de données brutes. Le fichier qui en ressort s'étend sur plus de 400 colonnes et 6000 lignes. Néanmoins, Excel ne nous permet pas de faire un travail poussé quant au traitement de ces données statistiques, nous avons dû nous orienter vers un logiciel spécialisé de traitement de base de données : SPSS.

SPSS : Ce logiciel permet le traitement de données agrégées grâce à l'utilisation de plusieurs outils dont les plus importants sont l'étude des corrélations entre différentes variables, la régression d'une ou des variables dépendantes par des variables indépendantes ou encore la réduction du nombre de variables via une analyse en composantes principales. Le logiciel permet en outre de représenter sous forme de graphique les droites de régression obtenues. Son maniement est assez aisé, mais il nécessite une mise à niveau du chercheur sur tous les concepts statistiques utilisés. Pour ce faire, nous avons utilisé quelques manuels statistiques (Mialaret, 1991) (Gélineau, Pétry, 2009). L'un des avantages de ce logiciel est qu'il nous a permis de pondérer tous nos calculs par la population des différentes unités statistiques (c'est-à-dire les communes). Cette pondération nous a permis d'approcher au plus près la réalité du vote et nous a donné de bons résultats lorsque nous avons effectué les calculs de régression.

Arcmap : Puisque nous étudions en détail des villes et que notre hypothèse de départ est de souligner que le vote peut varier d'un espace géographique à un autre, alors il paraissait nécessaire de représenter géographiquement le vote Front national sur une carte. Le logiciel Arcmap nous a permis de faire ceci. Nous avons dû procéder à la création des différentes cartes du découpage électoral sur lesquelles nous allons travailler, celles-ci n'étant pas informatisées. Pour ce faire, nous avons consulté les cartes (papier) du découpage par bureau de vote des villes que nous étudions et nous avons reporté point par point les polygones de ces différents bureaux de vote sur un document vierge représentant les villes de notre terrain d'enquête. Ce travail fastidieux nous a néanmoins permis d'arriver à un résultat précis quant au découpage des bureaux de vote. Nous avons également effectué sur ce logiciel le travail de redécoupage des quartiers IRIS pour les superposer aux bureaux de vote.

Philcarto : À la suite d'Arcmap, nous avons utilisé le logiciel philcarto pour produire une partie des cartes de notre travail de terrain. Ce logiciel permet des représentations cartographiques plus poussées qu'Arcmap et nous avons pu faire des représentations en krigeage⁵³ des différentes

⁵³ Le Krigeage est une méthode de lissage permettant d'aboutir à des cartes plus claires des variables choisies.

variables au niveau régional et communal. Les cartes ont ensuite été travaillées par Adobe Illustrator pour le post-traitement.

Adobe Photoshop et Adobe Illustrator : Ces deux logiciels nous ont autorisé à travailler esthétiquement les cartes que nous avons créées avec Philcarto et Arcmap afin de les rendre les plus claires possible pour le lecteur.

Conclusion : Analyser le vote par une combinaison de méthodes

Étudier le vote, c'est s'intéresser à un comportement politique et social aux multiples facettes. Simple d'apparence, puisque voter ne consiste finalement qu'à mettre un bulletin dans une enveloppe et glisser celle-ci dans une urne, le vote est cependant un fait social particulièrement complexe. Tout comme les théories explicatives de ce comportement sont multiples et parfois contradictoires, les méthodes afin de l'aborder sont elles aussi diverses. Néanmoins, là où il est parfois difficile de concilier une théorie explicative du vote abordant celui-ci comme un acte purement rationnel, et une autre le traitant comme une opération issue d'un déterminisme social, il est en revanche aisé d'examiner le vote en utilisant plusieurs outils méthodologiques. Ceux-ci peuvent en effet être complémentaires et permettre ainsi d'éclairer le vote sous plusieurs angles avec pour objectif d'embrasser cet acte social de la façon la plus large possible. Le vote peut ainsi être comparé à un cube dont chaque méthode permet d'éclairer une face. Se limiter à l'utilisation d'une méthode unique permet de voir un carré dont les motifs dessinés dessus sont parfois différents de ceux d'une autre face, faisant croire à une contradiction apparente. L'utilisation simultanée de plusieurs méthodes permet ainsi d'illuminer plusieurs faces en même temps et de découvrir la forme générale de cet objet et sa complexité : celle d'un cube.

Cette thèse est ainsi l'occasion de mettre en œuvre une combinaison de méthodes à l'échelle de deux territoires et d'aborder l'acte de vote comme un phénomène pluriforme et multivoque. Les terrains que nous allons présenter dans le chapitre suivant seront le cadre d'un examen des caractéristiques sociologiques et des raisons du vote Front national d'un point de vue statistique, géographique, sociologique et politique. Les données que nous utiliserons seront ainsi à la fois qualitatives et quantitatives et seront analysées à plusieurs échelles : celle de la région et du département d'une part, et celle de la ville et de ses quartiers d'autre part.

Notre objectif sera ainsi d'expliquer le vote Front national dans ces territoires géographiquement circonscrits⁵⁴, et présentant des caractéristiques permettant une comparaison pertinente. Le modèle à quatre entrées que nous mettrons en œuvre permettra ainsi de décrire les électeurs du Front national, de les situer dans l'espace géographique et social, de comprendre leur rapport à leur environnement, et enfin d'expliquer les raisons de leur vote pour ce parti politique.

⁵⁴ Territoires volontairement limités dans leur étendue puisque nous nous concentrons sur quatre villes dont la population totale est égale à quelque 50.000 habitants.

Chapitre III : Présentation des terrains d'enquête

Le choix d'un terrain d'enquête dans le cadre d'une thèse n'est que rarement le fruit du hasard. Au contraire, le chercheur choisit un terrain d'enquête avec la volonté d'illustrer un phénomène, d'infirmer des hypothèses ou d'en confirmer d'autres (Beaud, Weber, 2010, *op. cit.*). Le terrain sert ainsi de zone d'expérimentation comme peut l'être un laboratoire dans les sciences physiques. C'est dans celui-ci que sont confrontés modèle théorique et réalité.

Nous avons décidé de réaliser dans le cadre de notre thèse une enquête locale. Notre travail comporte néanmoins une partie surplombante portant sur des données numériques agrégées. Ce choix d'une enquête de terrain a été conditionné par nos hypothèses de départ et par notre approche combinée. En effet, nous nous intéressons en particulier à l'impact de la morphologie urbaine et des fractures géographiques sur le vote et il est pour cela nécessaire d'aller au local pour étudier ces phénomènes.

Nous avons travaillé sur deux terrains d'enquêtes distincts, l'un dans le nord de la France dans le département du Pas-de-Calais, et plus spécifiquement dans les villes de Grenay et Bully-les-Mines ; l'autre dans le sud de la France dans le département des Bouches-du-Rhône, dans les communes de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc. Le choix de ces deux terrains, distants de près de 1000 kilomètres, est le résultat d'une sélection en fonction de plusieurs critères que nous avons fixés. Ces terrains nous ont permis d'étudier sous plusieurs angles le vote Front national avec pour objectif de tester les différentes hypothèses que nous avons élaborées au fil de nos lectures et de nos travaux statistiques préliminaires.

Il sera ici question de détailler les raisons de ce choix. Plus spécifiquement, nous expliquerons pourquoi nous avons choisi de comparer quatre villes (Section I). Nous présenterons ensuite les caractéristiques de ces terrains d'enquêtes en comparant les régions et départements dans lesquels sont situées nos communes (Section II). Nous présenterons finalement ces quatre communes (Section III).

I. Choix des terrains d'enquête

Notre enquête de terrain est le résultat d'un triple parti-pris tenant à la sélection des espaces à étudier. Pour se faire, nous avons d'une part enquêté sur des zones de force du Front national (1). Afin d'examiner l'hypothèse d'un électorat dual sociologiquement nous nous sommes intéressés à des départements situés pour l'un au nord et pour l'autre au sud de la France (2). Sur ces deux territoires et afin d'effectuer des comparaisons pertinentes, nous avons sélectionné à chaque reprise un couple de communes limitrophes aux caractéristiques proches (3).

1. Étudier des zones de forces plutôt que des zones de faiblesses

Intuitivement, lorsqu'il s'agit d'étudier un parti politique, il semble plus pertinent de travailler sur un espace où le vote en question est très important. Cette attitude a été adoptée par beaucoup de chercheurs travaillant sur les partis politiques « marginaux » tels le parti communiste (lors de son déclin depuis la fin des années 80). Néanmoins, cette attitude n'est pas, par essence, meilleure que son inverse. Il peut également être intéressant d'étudier un vote en expliquant pourquoi il est particulièrement faible dans certains espaces. Cela a notamment été réalisé dans le cadre de l'étude du Front national dans l'ouest de la France (Richard, 1996, pp.792-816). L'article de Jean-Luc Richard exposait en effet les différentes variables expliquant la faiblesse du vote Front national dans le Finistère, département de tradition catholique où le Front national n'arrive pas à s'implanter⁵⁵.

Nous avons choisi d'étudier des zones de force du Front national, ce choix s'est imposé à nous puisque nous travaillons en utilisant une approche par la positive. Nous essayons en effet de comprendre pourquoi le vote Front national est fort dans deux espaces différents. Néanmoins, dans chaque cas, et comme nous le détaillerons dans quelques pages, nous avons sélectionné deux villes, l'une votant massivement pour le Front national, l'autre lui résistant davantage. Nous travaillons ainsi sur des zones de force sans toutefois nous concentrer sur les villes où le FN est ultra majoritaire. Nous avons de ce fait exclu de travailler dans des villes comme Carpentras, Béziers ou Orange, communes dans lesquelles le Front national est à la tête de la municipalité ou, quand il ne l'est pas, obtient de très bons scores aux différentes élections.

Le parti pris de se concentrer sur des zones de force nous a permis de rentrer en contact avec des personnes liées au Front national : électeurs, militants et candidats locaux. De plus, lorsque nous interrogeons les élus des autres partis, ces derniers étaient concernés par la problématique du vote Front national. Nous avons ainsi pu écouter les hypothèses développées par ces hommes politiques sur la stratégie du FN dans leurs villes et sur les électeurs de ce parti. Il aurait été plus difficile de demander, dans un espace de faiblesse du Front national, pourquoi les gens ne votent « pas » pour le Front national⁵⁶.

2. Pourquoi comparer nord et sud ?

Historiquement, le vote Front national a été important dès les années 80 et 90 dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que dans le département du Nord. Ces espaces sont restés, à l'inverse d'autres espaces comme la périphérie lyonnaise et certains quartiers parisiens (Mayer, 1987, *op. cit.*, pp.891-906), des zones de force de ce parti au fil des élections. Il semblait donc pertinent

⁵⁵ S'il est possible de remettre en cause une partie de ses conclusions vingt ans après, le vote Front national dans le Finistère reste particulièrement faible (11.98 % aux élections présidentielles de 2012) ce qui montre une permanence des variables locales qu'il expose dans son article.

⁵⁶ En effet, il semble intuitivement plus facile d'argumenter un acte qu'un non-acte.

d'expliquer cette continuité et même l'augmentation du vote Front national dans ces deux espaces et en particulier dans les Bouches-du-Rhône et le Pas-de-Calais⁵⁷, anciennes terres de socialisme.

Dans ces deux départements, le Front national est en train de s'imposer face à des partis politiques de gauche qui ont pendant très longtemps dominé la scène politique locale. Le Pas-de-Calais a été pendant des décennies partagé entre le Parti communiste et le Parti socialiste, cette séparation s'est faite en fonction des bassins industriels, et est demeurée jusqu'à l'augmentation récente du Front national. La fédération PS du Pas-de-Calais est par ailleurs la première du pays en nombre d'adhérents. Le département des Bouches-du-Rhône est également historiquement ancré à gauche, on y trouve certains des derniers bastions du parti communiste : Arles, Port-de-Bouc, ou encore Martigues. La fédération PS départementale est la seconde plus importante du parti. Le département lui-même a été géré par le parti socialiste pendant longtemps avant de passer à droite lors des élections départementales de 2015.

Pour ces raisons, l'étude sur ces deux départements des processus de transformation de l'électorat est singulièrement intéressante. Ces processus ont d'ailleurs déjà été étudiés de façon « surplombante » par certains chercheurs. Joël Gombin, dans un mémoire de Master 2 s'est en effet intéressé au vote FN dans les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse. Il a dans ce mémoire expérimenté les modèles multi-niveaux, techniques quantitatives nouvelles en France (Gombin, 2005, *op. cit.*) (Gombin, Mayance, 2009, *op. cit.*). Laurent Chalard s'est quant à lui intéressé au cas spécifique de l'agglomération marseillaise en utilisant une approche géographique et a montré la pérennité de la ségrégation géographique à l'œuvre sur ce territoire (Chalard, 2006, *op. cit.*). Le Pas-de-Calais a été quant à lui étudié par Béatrice Giblin dans un ouvrage traitant de la géopolitique de la région Nord-Pas-de-Calais dans les années 1990 (Giblin, 1990). L'approche de Béatrice Giblin, à la différence de celle de Joël Gombin, s'inscrit dans un courant de « géopolitique électorale » issue de la géographie française. Joël Gombin et Béatrice Giblin ont souligné dans leurs travaux que les départements de leurs études ont connus de grandes mutations sociologiques, économiques et politiques. Ce processus déjà à l'œuvre dans ces territoires depuis les années 70 et 80 a provoqué dans ces bastions de gauche une baisse du vote pour les partis communistes et socialistes et un vote Front national en hausse⁵⁸.

3. Pourquoi des couples de communes ?

Afin de tester nos hypothèses de travail, nous avons décidé d'étudier des couples de communes. Ces couples devaient à la fois posséder des caractéristiques proches nous permettant

⁵⁷ Le département du Pas-de-Calais a vu le vote Front national n'augmenter qu'à partir des années 2000 contrairement au département voisin du Nord dans lequel le vote Front national a été très important bien plus tôt pour se stabiliser ensuite voire légèrement régresser dans les années 2000

⁵⁸ Ces chercheurs expliquent la baisse des partis de gauche par une baisse de la structuration syndicale et politique des ouvriers qui ont progressivement vu se réduire les structures ou les emplois regroupés impliquaient une structuration de ce prolétariat. C'est en particulier la disparition des mines, des chantiers navals et d'autres usines importantes et le développement de la sous-traitance dans les usines restantes qui sont en cause.

de les comparer tout en neutralisant des variables qui sont significatives dans le vote et auraient pu rendre la comparaison inadaptée. Nous avons donc choisi :

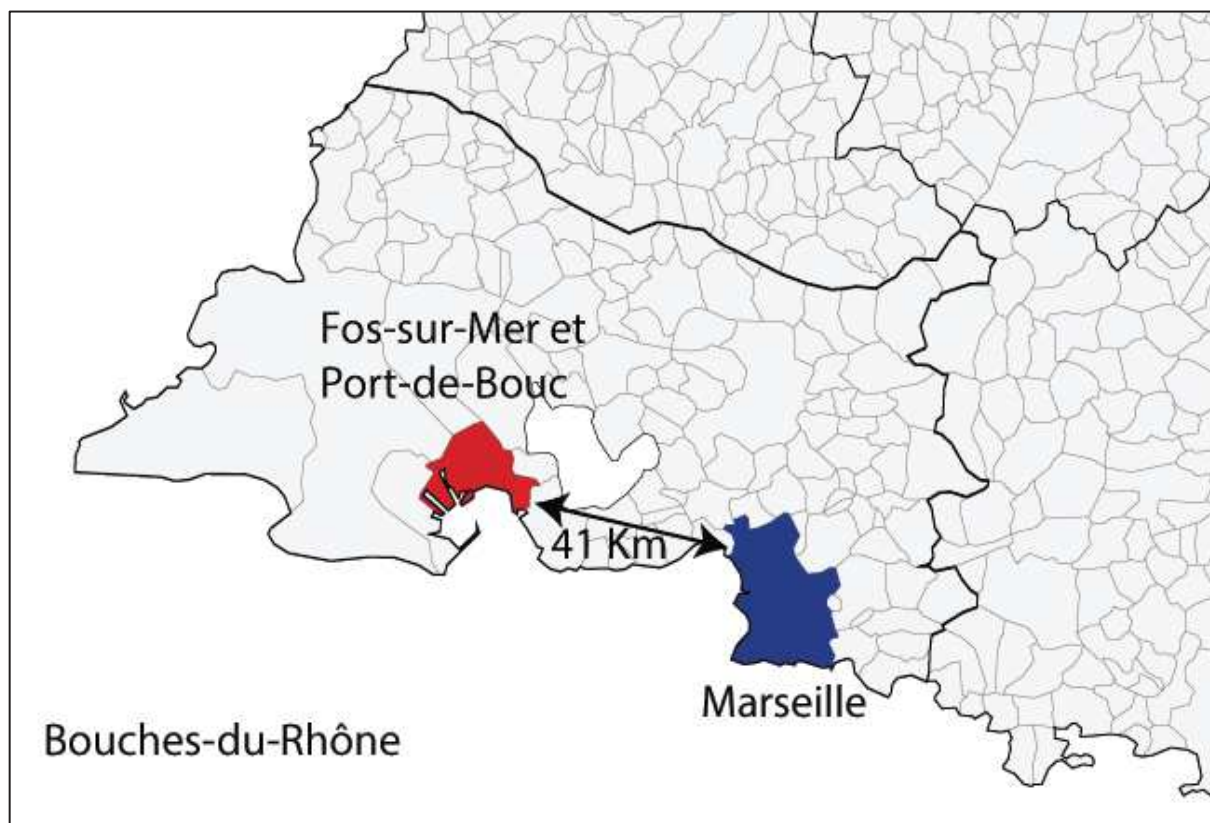
- Des communes limitrophes.
- Dans la même circonscription législative.
- Partageant la même histoire locale.
- Ayant une culture politique semblable (nous avons opté pour des villes de gauche)
- Dont la taille est relativement similaire.
- Étant des villes périphériques
- Ayant globalement le même profil sociologique.
- Dont les populations travaillent dans les mêmes bassins d'emplois.
- Et dont le vote pour le Front national est haut, mais présente des variations entre les deux villes.

Toutes ces exigences doivent nous permettre de neutraliser certains facteurs qui pourraient légitimement expliquer les différences dans les comportements de vote. Malgré toutes nos précautions, ces communes n'étant pas identiques, certaines disparités socioéconomiques ont subsisté. Nous avons pu les expliquer par des événements historiques et prendre en compte leur impact dans notre analyse par bureau de vote.

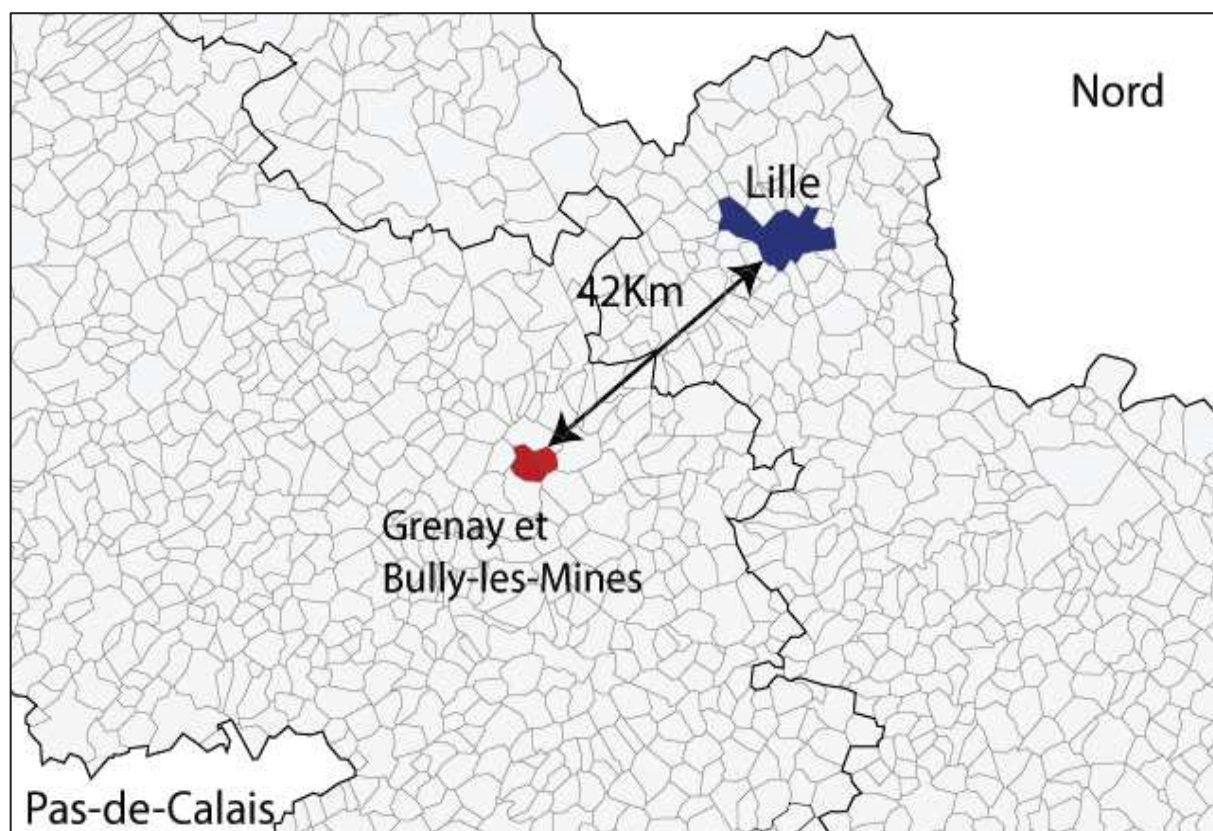
Les quatre communes que nous avons sélectionnées remplissaient les critères de présélection dont nous avons parlé. Elles se situent dans des zones de force du Front national, des zones où ce parti fait des scores en constante augmentation depuis les années 80. Néanmoins dans chaque couple de communes, le vote Front national est plus présent dans l'une d'entre elles d'environ 5 % à 10 % de suffrages exprimés. Il était donc particulièrement intéressant d'identifier les causes locales d'une telle variation entre deux communes mitoyennes.

En nous intéressant aux deux couples de communes que nous avons sélectionnés, nous avons pu remarquer qu'une des deux villes était dirigée par le Parti communiste français tandis que l'autre l'était par le Parti socialiste. Nous avons ainsi pensé que cette caractéristique supplémentaire pouvait être particulièrement intéressante pour étudier et comparer l'action politique de ces deux partis face au Front national et l'adaptation (ou non) de celui-ci aux configurations politiques locales. Cet attribut supplémentaire nous a ainsi permis d'axer a posteriori notre travail de thèse sur l'importance des configurations politiques locales dans l'essor ou la stabilité du vote Front national.

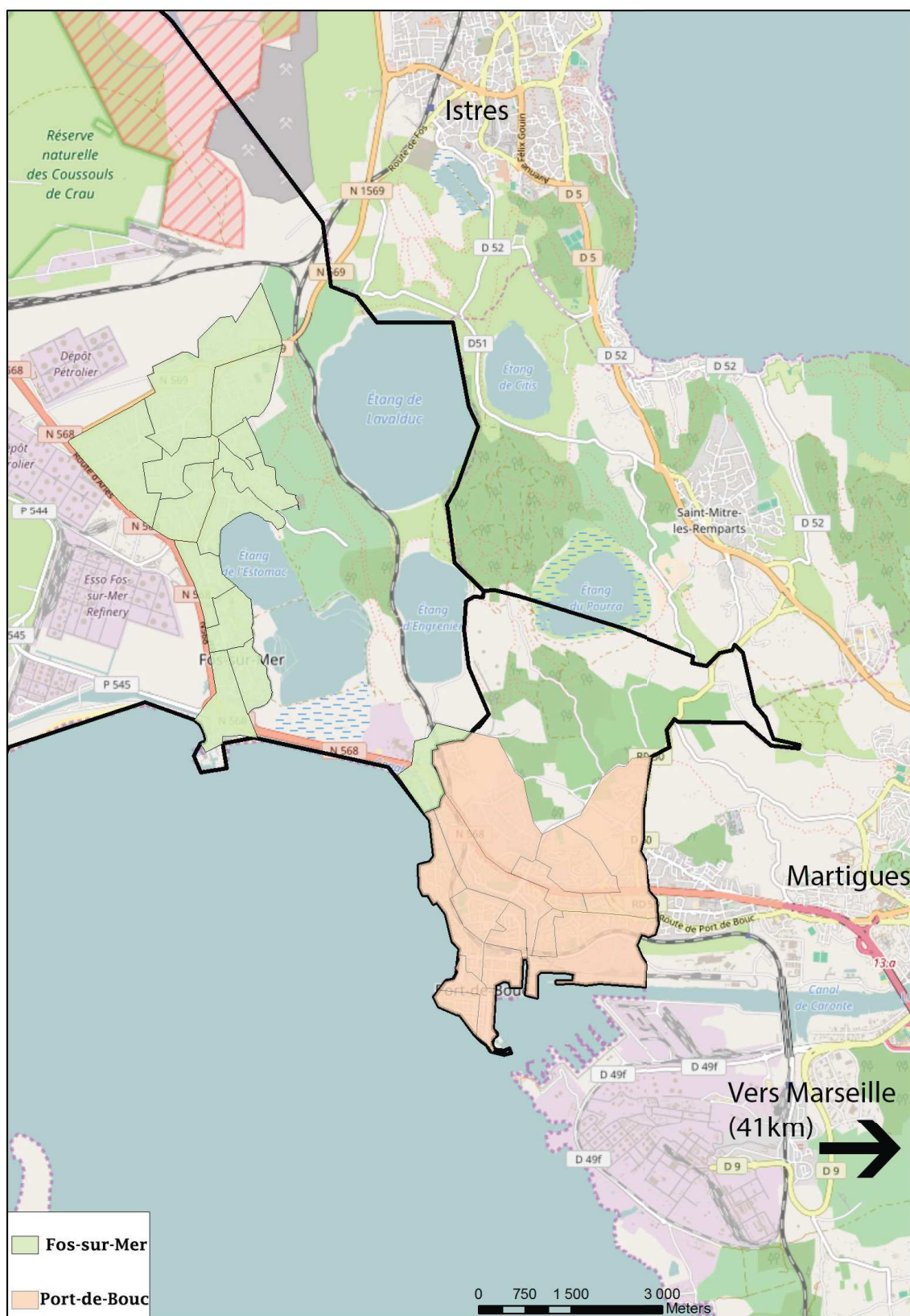
Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), Bully-les-Mines et Grenay (Pas-de-Calais), les quatre villes que nous avons sélectionnées, ont une population comprise entre 6.900 et 17.000 habitants et partagent la même histoire ouvrière. Les deux cartes ci-après permettent de localiser ces quatre villes. Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc bordent le nord du golfe de Fos, territoire le plus densément industrialisé du département, et sont situées à 41 km de Marseille. Grenay et Bully-les-Mines, situées en plein cœur du bassin minier sont à 42 km de Lille et font partie d'une nébuleuse de villes moyennes contiguës allant de Béthune à Valenciennes.



Carte 1 : Les positions de Fos-sur-Mer/Port-de-Bouc et Grenay/Bully-les-Mines dans leurs départements respectifs.

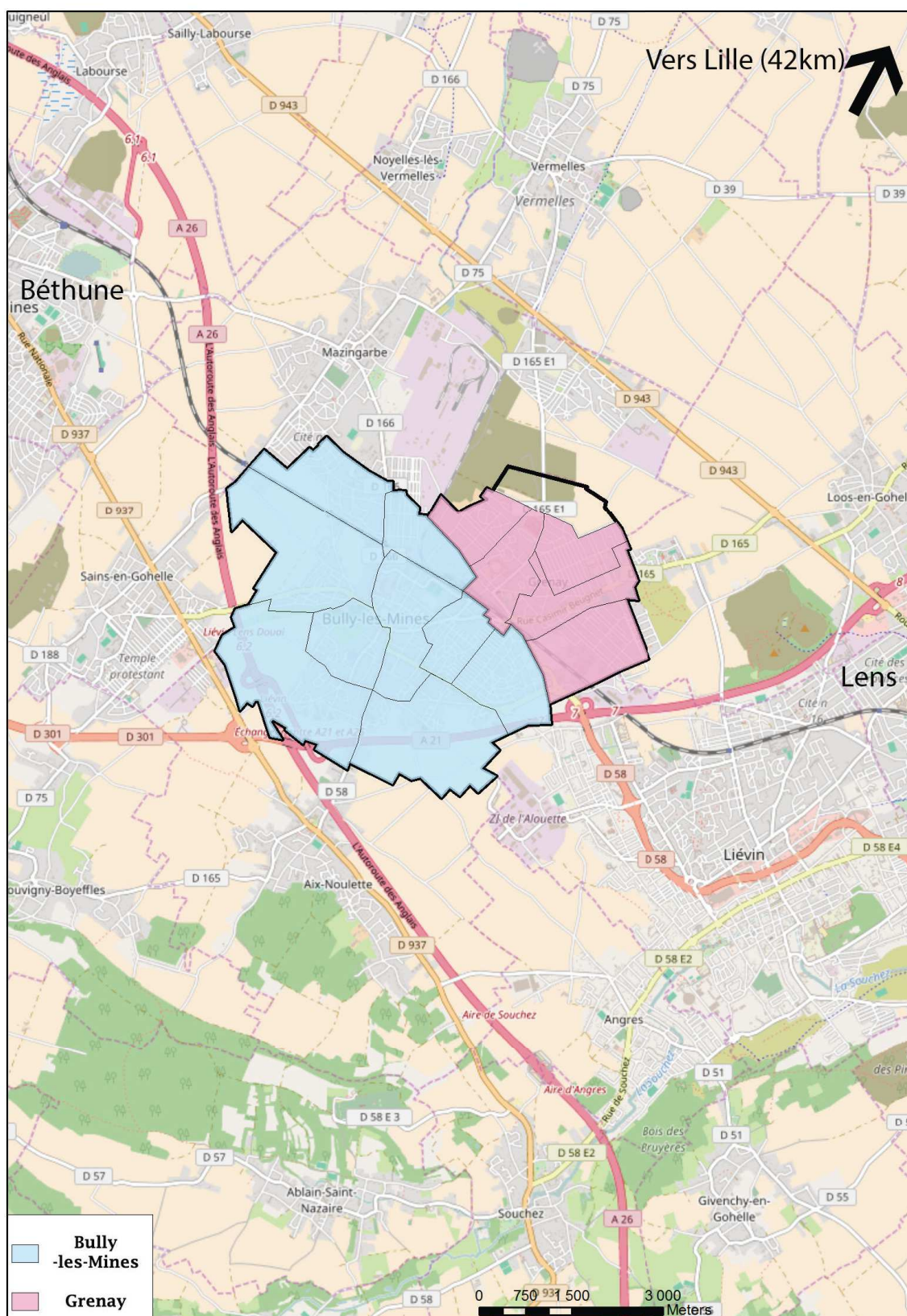


Ci-dessous, la localisation de Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer. Situées entre Istres au nord et Martigues à l'ouest. (Les séparations entre bureaux de vote sont représentées par des traits fins.)



Carte 2 : Présentation de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc (open street map)

Ci-dessous la localisation de Bully-les-Mines et Grenay. Situées entre Lens et Béthune. (Les séparations entre bureaux de vote sont symbolisées par des traits fins.)



Carte 3 : Présentation de Bully-les-Mines et Grenay (open street map)

II. Deux régions comparables

Si l'histoire économique des deux territoires est largement comparable (1), ce n'est pas le cas de la démographie respective de ces deux régions (2). Terres historiquement de gauche, le territoire du Nord-Pas-de-Calais et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont toutes deux basculé à droite en 2015 et semblent irrésistiblement glisser vers la droite de l'échiquier politique (3). Pour terminer, nous inscrirons notre étude de ces régions dans les traces des chercheurs qui ont localement étudié les comportements politiques de chacune d'entre elles (4).

1. Une histoire économique comparable

Les histoires politiques et économiques des deux régions que nous étudions se ressemblent sous plusieurs aspects. En effet, pendant longtemps, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la région Nord-Pas-de-Calais ont été des terres industrielles. Le Port de Marseille est depuis longtemps un port d'échange, autour de ce dernier plusieurs industries se sont installées, parmi elles des chantiers navals (Buti, 2013). De même, des industries de transformation alimentaires ou encore des savonneries ont fleuri puis disparues autour de la cité phocéenne. On trouve également dans le Var proche des mines de bauxite ou encore des carrières de pierre, voire des mines de charbon à la Gardanne (Daumalin, Domenichino, Mioche, Raveux, 2005). Dans le Nord-Pas-de-Calais, Lille est une très ancienne ville marchande et c'est ainsi le commerce qui a été ici le premier facteur de développement (Callens, 2014) (Defebvre, 2013). La révolution industrielle a ensuite durablement changé la face de cette région d'échange. Sur la terre charbonnière se sont érigés de très nombreux chevalements, symptômes d'aciers des cicatrices invisibles des sous-sols du nord. C'est autour de ceux-ci que se sont développées des bourgades peuplées de mineurs et souvent construites par les compagnies minières elles-mêmes dans l'esprit du paternalisme industriel de la fin du XIX^e siècle.

Les histoires économiques des deux régions ont néanmoins évolué en sens contraire durant la seconde partie du XX^e siècle. La région PACA a continué à se développer en suivant plusieurs axes dans les années 1970. L'extension du port autonome de Marseille au golfe de Fos et la construction de la zone industrielle et pétrolière ont durablement stimulé l'économie de la région. De même, la présence d'une base aérienne à Istres et la société de construction d'hélicoptères « Eurocopter » (depuis « Airbus Helicopters ») ont fait venir des populations nouvelles sur l'ouest du département. D'autre part, l'héliotropisme a induit un afflux de saisonniers et vacanciers, entraînant le développement de l'industrie du tourisme. Ce même héliotropisme a également entraîné l'installation de gens « du nord » soit dans le cadre de leur travail, soit au moment de leur retraite.

À cette situation a priori pérenne s'ajoute néanmoins un grand banditisme particulièrement actif sur le territoire marseillais ainsi qu'un trafic de drogue criminogène, ce qui a conduit pendant des années ses habitants à chercher un lieu de vie hors ses murs. Ainsi, la ville de Marseille a régulièrement perdu en population jusqu'aux années 2000. Depuis, celle-ci s'est stabilisée. Les

affaires politico-économiques sont également très présentes sur ce territoire qui a la réputation d'être baigné de « magouilles » et autres turpitudes dont les histoires sont narrées par les habitants. C'est dans cette région que la classe politique a le moins d' « aura » auprès des citoyens, ce qui se traduit par une récurrence du discours « tous pourris » (Goiffon, la Marseillaise, 2016).

Dans le Nord-Pas-de-Calais en revanche, les trente glorieuses ont été concomitantes à l'agonie de l'extraction du charbon dans les bassins miniers des deux départements (Giblin, 1990, *op. cit.*). Les fosses ont progressivement été fermées à partir des années 1960. Le dernier puits, celui d'Oignies, s'est arrêté en 1990. La région a depuis été déclarée à plusieurs reprises comme sinistrée : « les acteurs économiques et les élus ont pris peu à peu conscience que l'ensemble du système productif hérité du XIX^e siècle s'effondrait pan après pan. En effet, si l'industrie reste encore dans la région un secteur d'activité essentiel, son organisation, ses métiers, sa productivité n'ont plus grand-chose de commun avec les pratiques antérieures, particulièrement dans le textile. » (Giblin, 2005). Tout le territoire a été durablement marqué par la fermeture progressive de l'activité minière. L'État en compensation de ces fermetures a ordonné l'installation sur le bassin minier de différentes usines automobiles. Celles de Douai, de Béthune, ou encore de Valenciennes en sont les meilleurs exemples. En tout, sept sites principaux emploient 60.000 salariés directs. On est néanmoins loin des 400.000 mineurs de l'époque du charbon. Le bilan global de ce nouveau secteur est assez négatif puisque l'État a mésestimé la main-d'œuvre requise par le secteur automobile, ne tenant pas compte de la robotisation progressive des usines entre les années 1980 et 2000. Ainsi, le chômage sur le territoire du Nord-Pas-de-Calais oscille aujourd'hui entre 12.9 et 13.4 % de la population contre 8.4 % en 1982 et un chômage quasiment nul dans les années 70 (INSEE)⁵⁹.

2. Des profils démographiques opposés

Démographiquement parlant, les deux régions sont relativement comparables en taille de population. Le Nord-Pas-de-Calais est peuplé de quelques 4 millions d'habitants contre 4.9 millions pour la région PACA. Aujourd'hui, la nouvelle région Hauts-de-France compte 5.987 millions d'habitants⁶⁰. Néanmoins, la structure de la population, de même que son évolution permettent de séparer les deux régions.

La région Nord-Pas-de-Calais a eu une démographie historiquement très dynamique. Elle reste aujourd'hui une région jeune, les moins de 20 ans formant ainsi 27,8 % de la population (INSEE, 2006). Néanmoins, la croissance démographique tend à se stabiliser. En effet, l'émigration de la jeunesse de cette région vers les régions plus méridionales ou vers Paris est forte. Par contre, du fait de l'ancien logement minier qui a été nationalisé, on trouve assez peu de mobilité chez les personnes peu qualifiées qui préfèrent rester dans des logements qu'elles ont pu acquérir gratuitement lors de la nationalisation des compagnies minières ou qu'elles louent en logement

⁵⁹ Soit 3 % au-dessus de la moyenne nationale et un point supérieur du taux de chômage de la région PACA (INSEE).

⁶⁰ Le nom a été officialisé le 14 mars 2016. Nous n'avons pas décidé d'étudier cette nouvelle région car elle n'apporterait rien à notre étude comparée et déséquilibrerait notre étude en faisant grossir le nombre de communes de la région Hauts-de-France.

social à des coûts réduits (Giblin, 2005, *op. cit.*). Ainsi, les diplômés partent, tandis que les non-diplômés restent sur place. Ce phénomène accentue considérablement la fracture et l'isolement de cette région vis-à-vis des métropoles pourtant proches comme Lille, Paris ou Bruxelles. Ce sentiment d'abandon est associé à une vision extrêmement critique du développement de la région, vision particulièrement présente lors de nos entretiens. De plus : « Le vieillissement de la population minière est plus avancé dans les secteurs où les fermetures des puits ont été les plus précoces et le peuplement du parc y est donc profondément renouvelé. L'accueil de populations (très) fragiles sur le plan socioéconomique est accentué sur les territoires où la place du parc minier au sein des marchés de l'habitat est marginale... » (Mission Bassin Minier, 2016). Ainsi, malgré la jeunesse encore importante de la population, on assiste sur ce territoire comme sur les autres à un vieillissement progressif de cette dernière. Ce vieillissement est synonyme de la fin du régime minier pour des familles qui ont pu bénéficier des rentes à vie de leurs parents, mineurs ou ayants droit, et pour lesquels cette manne financière a été capitale. À ce phénomène se rajoute la venue de populations précarisées dans les logements sociaux (anciennes cités minières) comme l'illustre ce descriptif de la mission bassin minier : « Or, la poursuite de la tendance actuelle en ce qui concerne le peuplement des cités pourrait amener un développement important des lieux de relégation sociale dans le parc minier, voire entraîner ce parc vers une « spécialisation » dans l'accueil de populations en difficulté sur certains territoires. » (*Ibid*⁶¹) La population du Nord-Pas-de-Calais est relativement bien répartie sur l'ensemble de la région, la métropole lilloise concentre certes un quart de la population mais le bassin minier est habité par 30 % de la population régionale. Il n'existe que peu de zones reculées et géographiquement isolées sur cet espace, seul l'arrondissement de Montreuil est loin des grandes voies d'accès et des autoroutes.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la population est plus âgée. Les moins de 20 ans ne représentent que 22.9 % de la population tandis que les plus de 60 ans sont 27.1 %. Cette situation est pourtant atténuée par un indice de fécondité par femme de 2.07 pour la région contre 1.98 en France (INSEE, 2014). Cette population est surtout bien plus concentrée puisque 80 % de la population se concentre dans les 4 aires urbaines principales de la région : Marseille, Toulon, Nice et Cannes. Ainsi, toute la partie nord-est de la région est un « désert d'âme », le département des Hautes-Alpes étant peuplé de 25 habitants au km² contre 392 pour les Bouches-du-Rhône. Les deux villes que nous étudions sont situées à l'ouest de Marseille dans une zone qui s'est très rapidement développée à partir des années 70. La construction d'une zone industrielle sur le golfe de Fos a fait croître la population de ces villes entourées de marais et d'étangs. Ainsi, contrairement au peuplement du Pas-de-Calais, celui des villes de l'ouest marseillais est plus récent.

À cela s'ajoute une augmentation démographique principalement due au solde migratoire positif dont bénéficie la région. Cet accroissement a permis le développement des villes périurbaines et des villes nouvelles à partir des années 1970. Il a également engendré une urbanisation du littoral qui est aujourd'hui assez marquée notamment dans l'est de la région. Ce sont principalement de jeunes couples de travailleurs et des personnes âgées qui sont venus

⁶¹ <http://www.missionbassinminier.org>

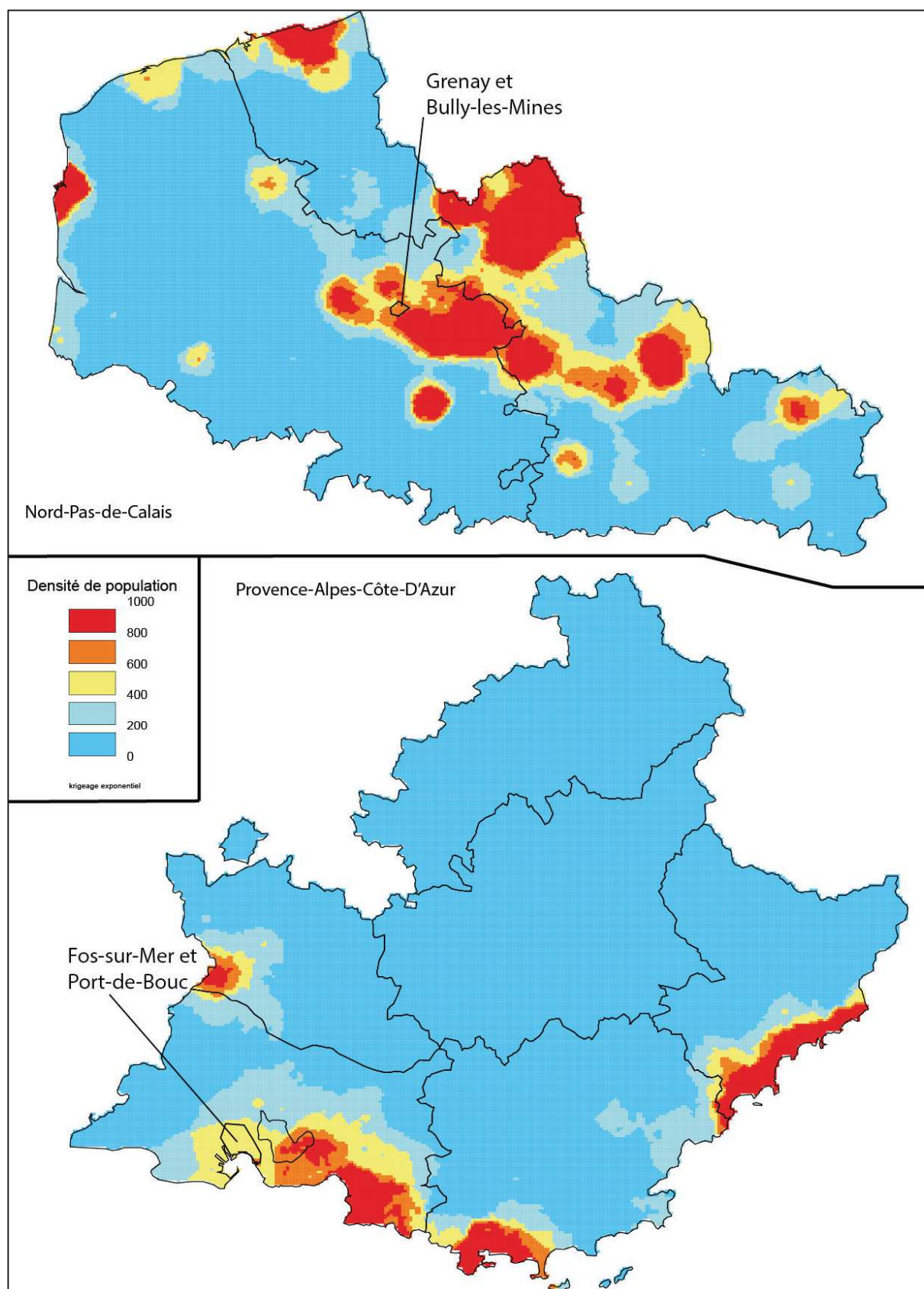
s'installer dans les départements de la région PACA. L'installation a été différenciée en fonction du profil sociologique de ces nouveaux arrivants. Les personnes âgées ont préféré s'installer dans des territoires touristiquement attractifs tandis que les travailleurs se sont concentrés autour des bassins d'emplois de la région et principalement Marseille et Nice. Si les cadres ont pu faire construire des maisons dans des zones périphériques huppées (Carro à Martigues ou les alentours d'Aix-en-Provence), les travailleurs plus modestes se sont tournés vers des quartiers pavillonnaires moins chers localisés notamment à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc et Istres. L'accroissement démographique récent n'a donc pas effacé les inégalités territoriales locales dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Bertoncello, Dubois, 2010).

Pour finir, la population immigrée des deux régions est peu comparable puisqu'il y'a deux fois plus de personnes d'origine étrangère en Provence-Alpes-Côte d'Azur que dans le Nord-Pas-de-Calais. La première région est en effet historiquement une terre d'immigration (italiens, espagnols, grecs...). Aujourd'hui, l'immigration est avant tout en provenance du Maghreb ou de l'Afrique subsaharienne. Elle est inégalement répartie sur le territoire et se concentre principalement dans les grandes villes (Marseille, Toulon, Nice). Comme nous avons pu l'observer, chaque ville accueille une population d'origine immigrée dont la part dans la population peut être plutôt importante comme c'est le cas à Port-de-Bouc ou au contraire assez marginale comme à Fos-sur-Mer. Dans le Nord-Pas-de-Calais, la population immigrée plus faible se concentre dans les grandes villes et leurs banlieues très proches, notamment à Lens ou à Sallaumines. Néanmoins, nos deux villes d'études, situées à 10 km de Lens, ne comportaient aucune population d'origine immigrée.

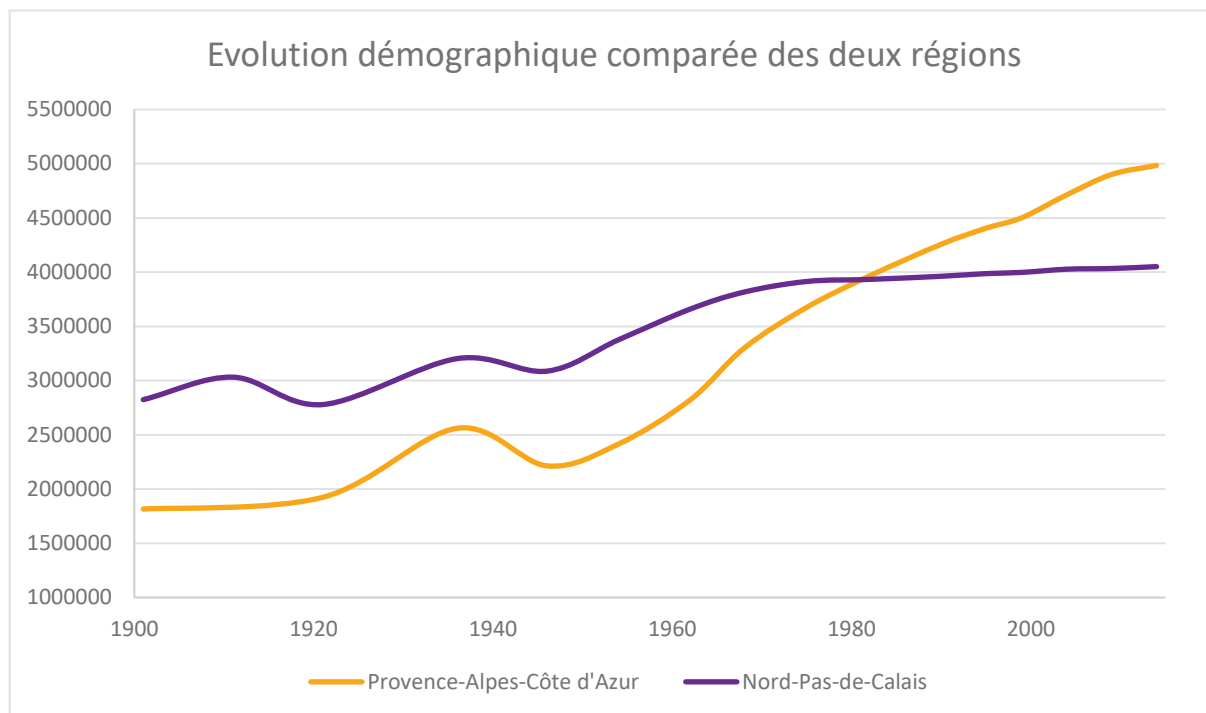
La double carte de la page suivante présente la densité démographique du territoire du Nord-Pas-de-Calais et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. On y constate que la population du Nord-Pas-de-Calais se concentre principalement autour de la métropole lilloise et de l'ancien sillon minier allant de Béthune à Valenciennes. Le bassin minier est aujourd'hui peuplé de 1,2 million d'habitants, soit 31 % de la population des deux départements. La métropole lilloise regroupe quant à elle quelque 1,1 million d'habitants. Ces deux espaces concentrent à eux deux plus la moitié de la population de l'ancienne région et un tiers de celle des Hauts-de-France.

La population de la région PACA se concentre quant à elle principalement en bordure de la mer méditerranée autour de quatre métropoles : Aix-Marseille, Toulon, Nice et dans une moindre mesure Avignon et Orange. Le reste de la région est en revanche assez peu densément peuplé. On constate donc dans cette région un déséquilibre entre les quelques métropoles et en premier lieu celle d'Aix-Marseille, et l'arrière-pays. La nouvelle métropole d'Aix-Marseille-Provence, peuplée de 1.8 million d'habitants, représente ainsi plus d'un tiers de la population régionale.

À la suite de cette carte, un graphique représente les évolutions démographiques comparées des régions Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte d'Azur. On peut constater dès les années 1980 la stagnation démographique de la région septentrionale, celle-ci est concomitante à la désindustrialisation de la région. La région méditerranéenne quant à elle, voit sa population croître depuis les années 1950, sa population ayant doublé depuis cette date.



Carte 4 : La densité démographique du Nord-Pas-de-Calais et de la région Provence-Alpes-Côte D'Azur



Graphique 3 : Évolutions démographiques comparées de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais

3. Une histoire politique semblable ?

Anciennes terres de gauche, les deux régions que nous comparons ont eu des évolutions politiques divergentes depuis les années 1980 (A). Si la droite républicaine s'est progressivement imposée en Provence-Alpes-Côte d'Azur, cela n'a pas été le cas dans le Nord-Pas-de-Calais où le Front national fait figure de principal opposant aux différents partis de gauche (B).

A. Des régions originellement de gauche

Économiquement comparables, les deux régions le sont également politiquement⁶². Que ce soit dans le Nord-Pas-de-Calais ou en Provence-Alpes-Côte d'Azur, la présence du Parti communiste et du Parti socialiste a été marquée et souvent conflictuelle aboutissant au nord comme au sud à une forme de partage du territoire entre les deux partis de gauche.

Cette division est notamment frappante lorsqu'on s'intéresse aux bassins houillers de Valenciennes ou de Lens. Le partage entre communisme et socialisme s'est effectué autour de municipalités et de circonscriptions. Ainsi, « le bastion communiste du Douaisis-Valenciennois correspond à ce qu'on appelait l'ancien pays noir, c'est-à-dire où il y'avait à la fois de la mine et de l'industrie lourde, où le secteur secondaire représentait encore 50 % des actifs en 1982 » (Giblin, 2005, p.86-87). Au contraire, les bastions socialistes de Lens et de Liévin correspondent à un territoire purement minier dans lesquels les leaders socialistes se sont investis très tôt pour

⁶² Le département des Alpes maritimes dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur peut être classé à part du fait de son histoire politique orientée à droite depuis longtemps.

structurer la lutte politique des mineurs et ont pu aboutir à l'éviction progressive des communistes qui se sont rabattus dans les petites villes alentours comme Grenay, Avion ou encore Sallaumines. Ces villes ont longtemps pratiqué un communisme municipal comparable à celui de la banlieue rouge parisienne (Subra, 2004, pp. 14-27). Comme le souligne Michel Hastings en étudiant la ville proche de Halluin, l'action des municipalités communistes exerce sur cette région « une sorte de magistère moral sur la cité et scelle l'imbrication étroite des activités partisans, édilitaires et syndicales. » (Hastings, 1991).

En PACA, on retrouve le même schéma de partage politique entre certaines villes historiquement socialistes comme Marseille et d'autres communistes comme Martigues ou Aubagne. La prédominance communiste historique s'explique dans certaines villes comme Martigues et Port-de-Bouc par la sociologie très ouvrière de ces deux communes. Villes socialistes jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la résistance communiste s'est organisée durant l'occupation allemande pour prendre le pouvoir lors de la libération puis devenir majoritaire dans les urnes en 1946. Depuis, le mythe d'un communisme local résistant et patriote ne s'est jamais estompé et ces deux villes sont administrées par le Parti communiste français depuis maintenant 70 ans. Pourtant, le communisme a sur ces deux territoires fortement régressé. Julian Mischi, à raison, explique cette baisse par « des bouleversements socioéconomiques s'opposant à la transmission de la culture de classe, base du militantisme ouvrier, qui est surtout fort au sein des fractions de classe les plus anciennement ouvrières et dans les bassins d'emplois où l'autoreproduction de la classe ouvrière était élevée, c'est-à-dire au sein de mondes industriels en déshérence⁶³. (Mischi, 2007, p.19). De plus, il souligne que cette baisse du communisme est due à deux facteurs principaux : « d'une part, la promotion individuelle professionnelle et lignagère de la partie supérieure de la classe ouvrière et d'autre part, la précarisation des conditions de vie et de travail de sa frange inférieure » (*Ibid*). À Marseille, le socialisme municipal s'est même allié à la droite pour vaincre le PCF français et reprendre la mairie aux élections municipales de 1953⁶⁴. C'est donc grâce à la droite que le parti socialiste a pu dans certaines zones mettre à bas une hégémonie communiste sur le déclin.

Il subsiste néanmoins encore quelques bastions PCF sur les deux régions. Les gestions communistes de ces villes sont encore très marquées par l'attention qu'elles portent à la classe ouvrière et aux classes populaires. Les initiatives municipales et associatives sont extrêmement nombreuses pour soutenir les populations défavorisées ou pour créer du lien social dans les quartiers sensibles de la ville. De là en découle une atmosphère particulière qui transparait lorsqu'on parle aux habitants des centres-villes de ces communes. L'évolution récente de ces bastions communistes s'oriente donc vers une forme de « conservatisme » issue du communisme municipal. Il s'agit avant tout de défendre les droits acquis des travailleurs, de lutter contre la désertification des territoires et la disparition des services publics. Cette lutte prend la forme de manifestations, de

⁶³ Les Bouches-du-Rhône et le Pas-de-Calais entrent parfaitement dans cette catégorie de mondes industriels en déshérence du fait d'une économie secondaire en net retrait.

⁶⁴ Le PCF Jean Cristofol a gouverné Marseille de 1946 à 1947 avant d'être battu par un candidat du RPF, Michel Carlini, à 1 % des suffrages exprimés (38 % pour le RPF et 37 % pour le PCF). La SFIO obtint durant cette élection 15 % des suffrages exprimés. Elle s'allia avec le RPF pour conquérir la mairie en 1953 avec un PS à 24,1 % contre un PCF à 37 %.

marches, ou encore de pétitions et est soutenue tant par la mairie, que les syndicats ou les associations locales.

B. Des régions qui se « droitisent »

Les deux régions étudiées ont vu leurs situations politiques changer depuis les années 80. Néanmoins, ce changement a été différent selon le territoire en question. La région PACA bascule irrémédiablement, semble-t-il, vers la droite, que celle-ci soit incarnée par Les Républicains ou le Front national. Ce basculement est notamment dû aux modifications économiques et démographiques de la région (intense renouvellement de la population du fait de l'immigration interne, vieillissement, économie basée sur le tourisme et donc sur les services) qui ont modifié la structure de la population et augmenté le pourcentage de PME. Or, on sait que le vote de gauche est généralement moins présent chez les employés et cadres de PME que dans les grandes entreprises et la fonction publique. Ainsi, les départements du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône qui étaient historiquement à gauche ont progressivement « dérivé » vers la droite. Au niveau régional, c'est tout d'abord vers une droite « républicaine » incarnée par l'UMP puis Les Républicains que les électeurs se sont orientés. Ce parti a d'ailleurs remporté la présidence des départements aux élections départementales de 2015.

C'est également une droite plus nationaliste incarnée par le Front national qui a émergé dès les années 1980 dans ces départements. On trouve dans cette région des villes qui sont ou ont été gérées par l'extrême droite, Vitrolles et Orange par exemple. L'alliance entre la droite et le FN dans les années 1980 et en particulier en 1986 et 1988 a certainement contribué à légitimer localement le Front national, bien que celui-ci était déjà présent et avait déjà réalisé de bons scores lors des élections européennes de 1984 (Giblin, 2005, *op. cit.*, pp.784-847). On retrouve par ailleurs une assez forte proximité entre les idées des élus de droite et d'extrême droite dans ces territoires, ce que nous avons pu constater localement au gré des entretiens avec les différentes personnalités politiques.

On remarque à l'échelle de la région PACA que le vote de droite et le vote FN sont largement liés. En effet, lorsque le candidat de droite est présent au second tour de l'élection présidentielle, comme c'est le cas en 2012, il fait de très bons scores dans les communes où le vote FN au premier tour est également très élevé. La relation inverse n'est pas forcément vraie et les communes riches de la banlieue aixoise n'ont pas reporté leur « vote de droite » sur Marine Le Pen au deuxième tour des élections présidentielles de 2017.

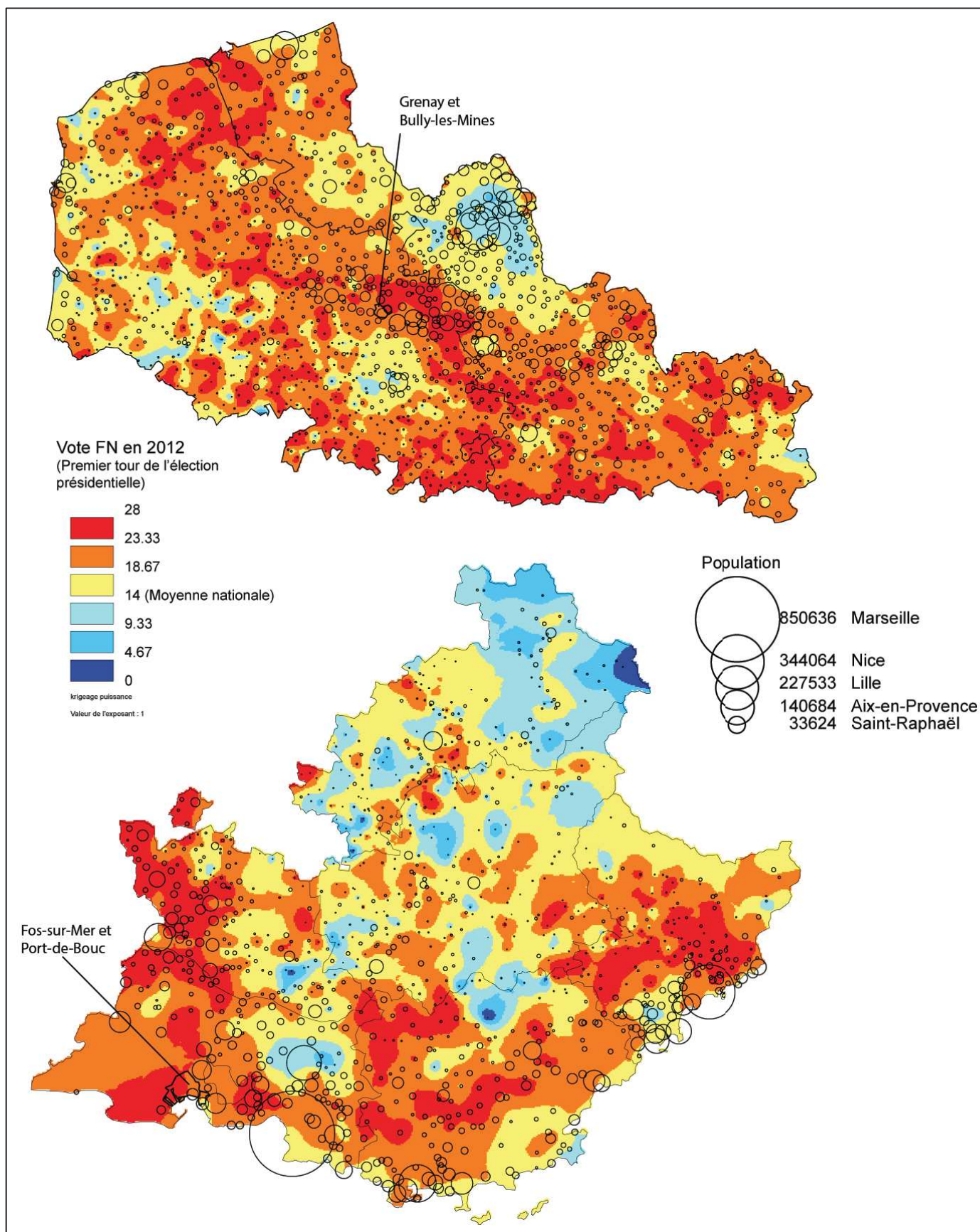
Le Nord-Pas-de-Calais, du fait des modifications démographiques moins importantes ayant lieu sur son territoire, semble rester plus à gauche. Cependant, on voit là aussi une dynamique de glissement politique vers la droite avec l'implantation rapide du Front national. Dans les années 1980, celui-ci avait obtenu de bons scores dans le Nord et en particulier à Roubaix et Tourcoing. Il s'est néanmoins mis à stagner dans ce département dès les années 1990. À cette même époque, le parti de Jean-Marie Le Pen a commencé à gagner du terrain dans le département voisin

du Pas-de-Calais. C'est là qu'il fait aujourd'hui ses plus hauts scores électoraux, il possède la mairie de Hénin-Beaumont, fief de Marine Le Pen, dirigé par Steeve Briois depuis 2014.

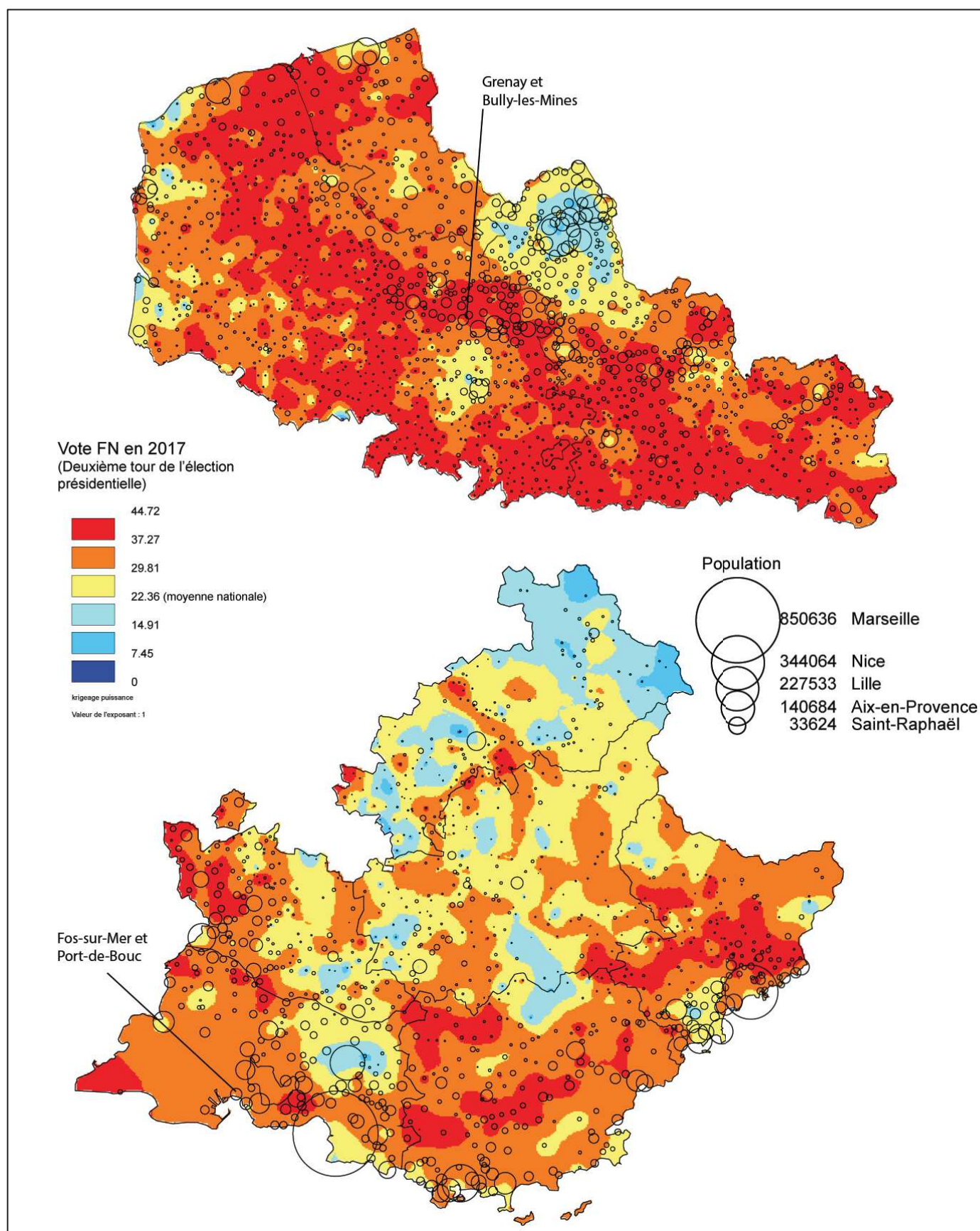
La droite « républicaine » est quant à elle marginale sur ces départements, son discours ne trouve que peu d'écho dans une population souvent en difficulté économique. Il n'est à la tête d'aucune grande ville sinon Valenciennes et Arras (gérées par l'UDI). Sa victoire lors des élections régionales de 2015 est avant tout la conséquence d'un parti socialiste en « perdition » et plus globalement d'une gauche désunie et marginale lors de cette échéance. Ainsi, à côté d'une liste PS menée par Pierre de Saintignon prenait place une liste Front de gauche, une liste PCF, une liste écologiste ayant ralliée le parti de gauche en rupture de ban avec le PCF, et une liste Lutte ouvrière. La somme de suffrages exprimés toutes tendances de gauche confondue ne dépassait pas les 30 % de l'électorat dans un territoire pourtant réputé à gauche. La liste de droite réunissait sous sa bannière 24,97 % des électeurs ne s'étant pas abstenus et Marine Le Pen 40,64 %. L'électorat de cette gauche désunie s'est par ailleurs massivement reporté sur le candidat de droite qui malgré cet apport a remporté l'élection avec une avance modérée face au FN. Ainsi, 830.920 personnes se sont ralliées entre les deux tours à la liste de Xavier Bertrand contre 106.627 à la liste du Front national.

Le PCF, et la gauche de la gauche sont aujourd'hui de plus en plus faibles sur la région, malgré les bons résultats obtenus par Jean-Luc Mélenchon en 2017 : 19,13 % des suffrages exprimés dans le Pas-de-Calais, et 21,28 % dans le Nord. Le parti communiste résiste néanmoins dans certains territoires car comme le souligne Béatrice Giblin « les habitudes de vie sont encore marquées par cette appartenance à la classe ouvrière, la gestion et l'action municipales sont pensées et menées pour être d'abord au service de celle-ci. Les bulletins municipaux sont à l'unisson des revendications de la CGT et en cas de grève la mairie soutient financièrement les grévistes, assurant le transport des manifestants en cas de besoin. » (Giblin, 2005, *op. cit.*, p.87). Les derniers bastions de ce parti sont ainsi ceux qui ont pu conserver le plus longtemps ces structures militantes communistes, à l'image de la ville d'Avion, de Sallaumines ou de Grenay.

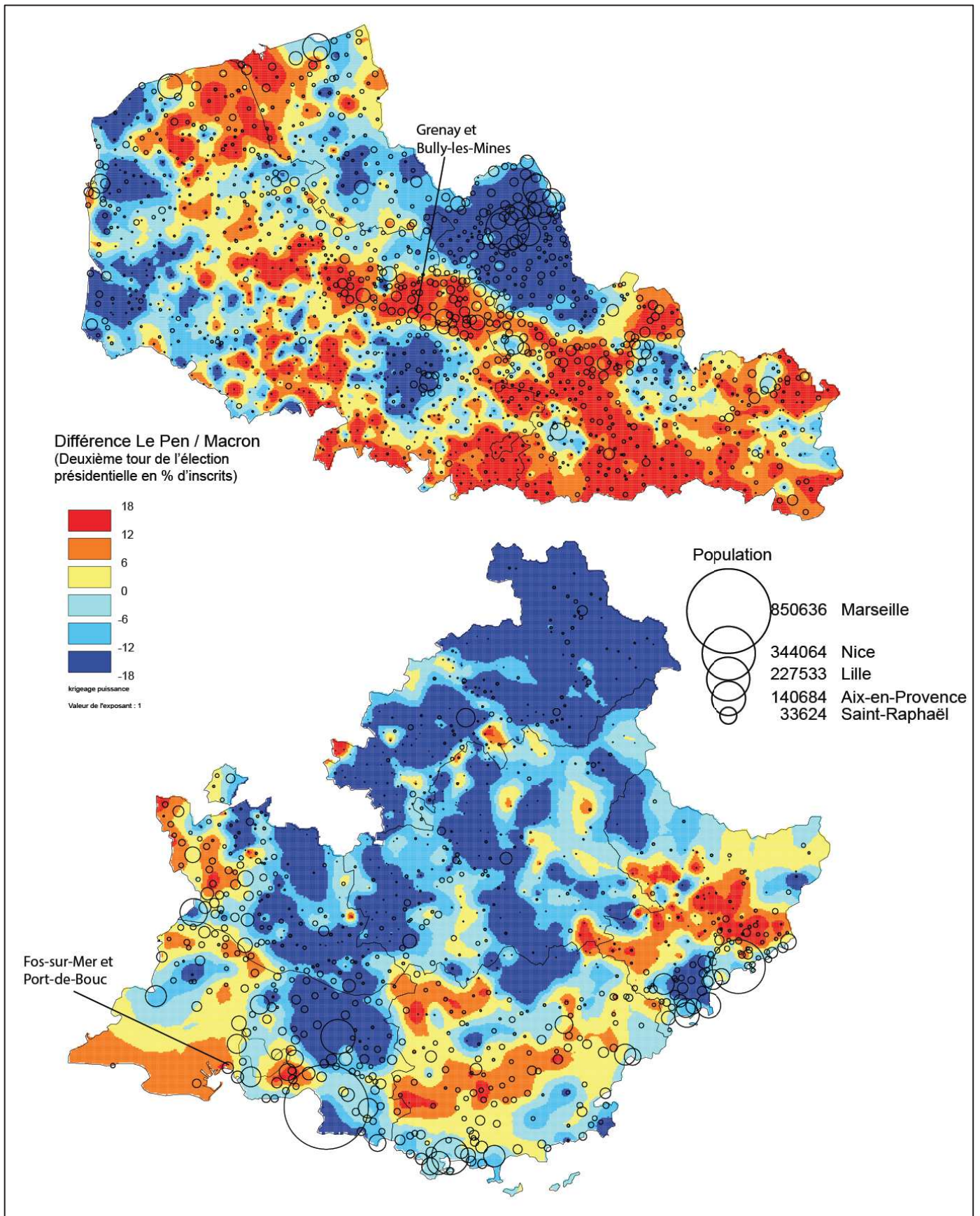
Dans cette région, le vote pour le FN n'est pas forcément synonyme de « territoire de droite ». Toute la bande centrale de la région, le bassin minier, voit paradoxalement cohabiter un fort vote pour le candidat du FN et un vote tout aussi élevé pour le candidat de gauche au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2012. L'hypothèse d'un « gaucho-lepénisme » pour reprendre les mots de Pascal Perrineau (Perrineau, 1995, *op. cit.*) ou plutôt de Front national « ouvriériste » afin d'être plus mesuré (Mayer, 1997, *op. cit.*), pourrait ici s'appliquer. Le territoire Lillois est celui qui « résiste » le plus au vote FN, ce qui pose également la question de l'explication du vote frontiste par un gradient d'urbanité. En 2017, la bande minière au centre des deux départements a été marquée par un vote FN extrêmement élevé. Marine Le Pen y faisait jusqu'à 18 points de plus qu'Emmanuel Macron au deuxième tour. Les cartes ci-après comparent les votes pour les élections présidentielles de 2012 et 2017.



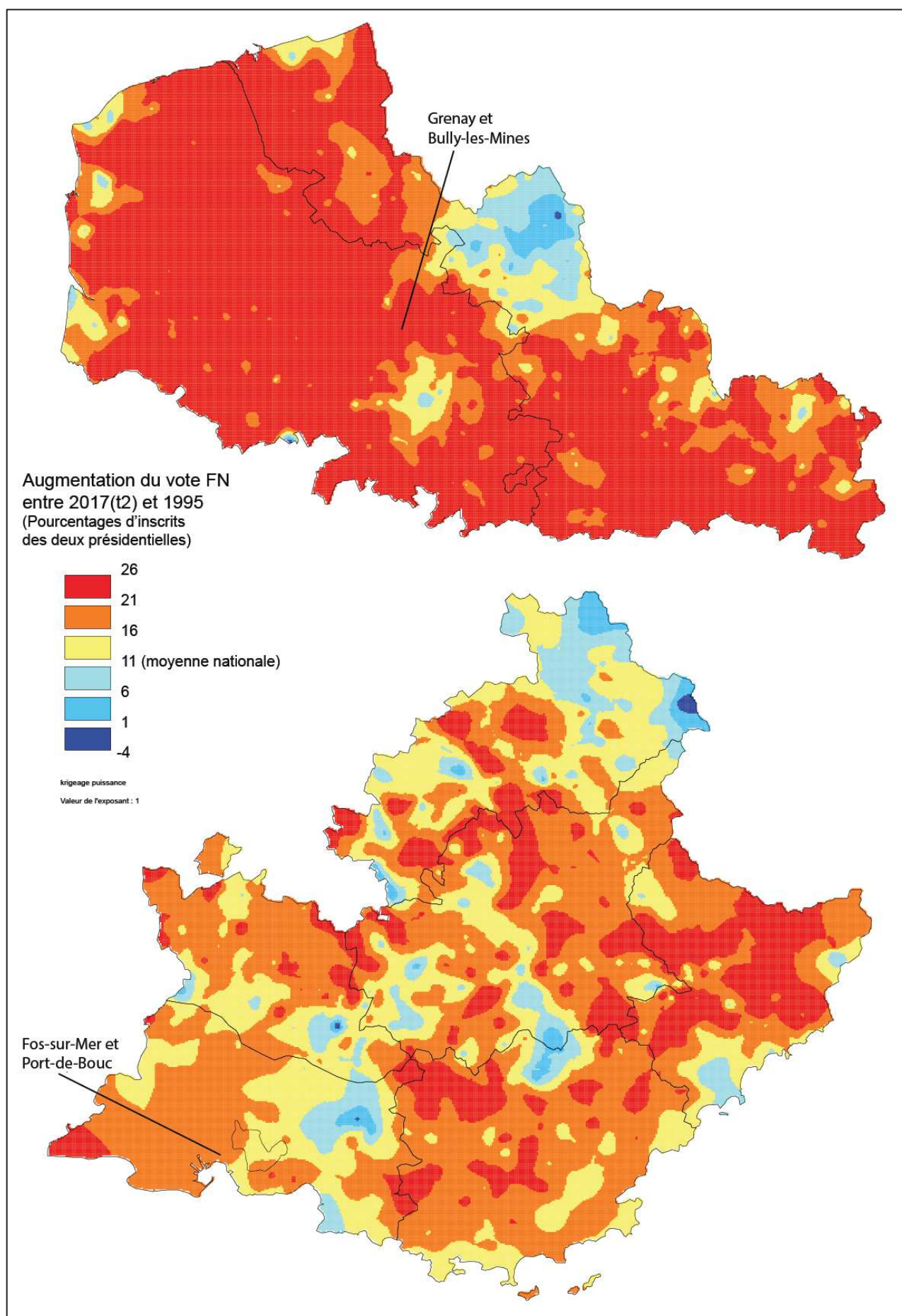
Carte 5 : Le vote FN en 2012 en Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte D'Azur



Carte 6 : Le vote FN en 2017 (deuxième tour) en Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte D'Azur



Carte 7 : La différence de voix entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017 dans les deux régions analysées.



Carte 8 : L'augmentation du vote FN entre 2017 et 1995

4. Des régions étudiées par les sciences humaines

L'étude sociologique et électorale de territoires particuliers est commune dans la science politique française et le travail d'André Siegfried sur l'Ouest français et l'Ardèche a été le déclencheur de cet engouement. Il sera question dans les lignes qui suivent de la présentation des travaux ayant porté sur nos deux régions d'études et à partir desquels nous avons travaillé. En effet, dans le premier chapitre nous avons réalisé une revue de littérature des ouvrages de sociologie politique et électorale à partir desquels nous axions notre recherche. Dans cette partie, nous allons cette fois nous intéresser aux ouvrages et articles historiques, géographiques, ou encore sociologiques portant sur nos terrains d'enquête afin d'avoir sur ces espaces un regard enrichi par cette littérature.

Les géographes se sont tout d'abord intéressés à ces deux régions dès leur création administrative en 1972 (puis 1982) et il faut souligner le travail de Yves Lacoste et Béatrice Giblin-Delvallet qui ont réalisé des travaux mêlant géographie, sociologie et science politique dans les années 1980 (Lacoste, 1986, pp.45-231, et 783-847). Ces travaux, très complets, restent pertinents aujourd'hui et soulignent les changements profonds de ces deux territoires au niveau économique et sociologique, changements toujours à l'œuvre en 2017.

On soulignera également les travaux ultérieurs de Béatrice Giblin, portant spécifiquement sur le Nord-Pas-de-Calais. (Giblin, 1990 ; 1994) ou sur toutes les régions françaises (Giblin, 2005). Ces travaux sont enrichis par ceux de Bernard Alidières qui s'est quant à lui concentré sur le territoire de Tourcoing (Alidières, 2006) (Alidières, 2014, pp.18-41). D'autres auteurs ont permis de poursuivre le débat du vote Front national dans le nord de la France. C'est notamment le cas d'Olivier Schwartz qui a effectué un travail ethnographique sur le rapport des ouvriers du nord à la politique (Schwartz, 1991, pp.79-86). D'un point de vue historique, de nombreux ouvrages permettent de comprendre l'histoire du Pas-de-Calais. Nous pouvons citer des ouvrages généraux portant sur l'ensemble de l'histoire du département (Bougard, Nolibos, 1988) (Defebvre, 2013) (Callens, 2014) ou sur des périodes particulières comme le XIX^e siècle (Bussière, Lefebvre, 2012), ou bien le XX^e siècle (Bussière, Warlouzet, 2016) (André, 2005) (Le Maner, 2014). D'autres ouvrages traitent spécifiquement l'évolution économique du territoire. Si les plus anciens évoquent le possible renouveau économique du territoire (Percq, Varlet, 1997) (Vaast, 2000), les ouvrages et articles plus récents soulignent la crise économique du territoire (Giblin, 2005).

Enfin, au niveau des villes que nous avons étudiées, peu d'écrits existent. Nous n'avons trouvé quasiment aucun travail historique, mais plutôt des ouvrages « folkloriques » sur nos villes d'études. Grenay a été traité au prisme de son histoire photographique (Antonini, 2006). D'autres livres existent sur la ville mais ne sont plus accessibles, même dans la bibliothèque municipale de la ville (Grenay, 2001) (Egu, Lehingue, 1995). Bully-les-Mines a elle été traitée par Jean-Pierre Roger dans un ouvrage portant sur l'ensemble de son histoire (Roger, 2000). Face à la maigreur des sources sur nos terrains d'enquêtes nous avons élargi le spectre de notre étude aux villes voisines de Liévin et Lens, et aux différentes compagnies minières locales dont l'histoire est bien plus documentée que celle des villes. Ainsi, l'étude des catastrophes minières et des résistances

syndicales des mineurs est éclairante pour comprendre « l'esprit mineur » dont nous ont parlé bon nombre de responsables politiques et syndicaux locaux. Certains ouvrages traitent enfin de la vie des mines du bassin local (Lampin, 2005) (D'Haeyer, 2006) ou encore (Legry, 2010).

De nombreux travaux s'intéressent également à la sociologie de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Au niveau politique, les travaux de Joël Gombin sont à souligner, que ce soit son mémoire sur le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône (Gombin, 2005) ou ses ouvrages collectifs (Gombin, Mayance, 2009). À côté de ceux-ci existent de nombreux travaux visant à expliquer le vote FN dans une terre qui lui semble largement acquise (Eeuwen, Viard, 2003) (Guilledoux, 2004) (Bernié-Boissard, 2013⁶⁵) (Marchand-Lagier, 2017). D'autres études sociologiques s'intéressent à « l'esprit du lieu » de la Provence. Esprit qui serait celui d'une terre de violence (Mucchielli, 2004). L'histoire de la région a elle aussi été traitée ; c'est surtout à la Provence que nous nous sommes intéressés car celle-ci comprend 70 % du territoire de la région (Busquet, 1999) (Agulhon, Coulet, 2001). L'histoire de la ville phare de Marseille a bien évidemment été étudiée même si nous nous y sommes peu intéressés (Duchêne, Contrucci, 1998) (Donzel, 2014) (Peraldi, 2015), les villes de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, bien que proches de Marseille, sont en effet peu directement influencées par l'histoire de cette dernière.

Là où peu d'ouvrages existaient sur les villes du Pas-de-Calais, celles du sud, Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, ont fait l'objet de beaucoup d'attention. À Fos-sur-Mer, les chercheurs se sont intéressés à son histoire (Gay, Hubert, 1977) mais surtout à son évolution économique récente et à la construction de la zone industrielle sur le territoire communal (Beau, Ferrier, Richard, Richez, 1978) (Ricard, 1989) (Garnier, 2001) (Vésian, Racino, 2010). Nous avons par ailleurs consulté des rapports sur la sidérurgie fosséenne (Rapport n° 1240, 2013). Port-de-Bouc n'est pas en reste puisque son histoire a été, elle aussi, extensivement étudiée (Crétinon, Strozzi, 2004) (Hombres, 2004). Surtout, c'est son chantier naval, cœur de la ville pendant près d'un siècle qui a fait l'objet d'un travail approfondi (Domenichino, 1989) (Garnier, 1984). L'histoire politique de la ville communiste a également été traitée par des militants (Ros, 2004) (Joly, 2005).

III. Quatre villes comme terrain

Les quatre villes que nous étudions ont, comme nous l'avons expliqué précédemment, de nombreux points communs qui facilitent la comparaison. Il ne faut cependant pas nier leurs divergences, tant sociologiques, historiques ou démographiques. Ainsi, nous allons tout d'abord nous intéresser aux points communs de ces quatre villes (1) avant d'étudier les caractéristiques des deux villes des Bouches-du-Rhône (2) puis celles du Pas-de-Calais (3).

⁶⁵ Cet ouvrage porte sur le département du Gard qui n'est pas dans notre territoire d'enquête. Néanmoins, les pistes évoquées dans celui-ci sont très intéressantes et l'ouvrage mérite donc d'être évoqué.

1. Points communs et différences générales de ces quatre villes

Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Grenay et Bully-les-Mines sont quatre villes ayant été marquées par une histoire industrielle (A), concomitamment à l'industrialisation de ces villes, leur population s'est considérablement accrue en peu de temps (B). Aujourd'hui, ces villes restent essentiellement ouvrières (C), malgré une morphologie urbaine qui varie d'un territoire à l'autre (D), surtout elles sont toutes les quatre confrontées à un essor du Front national (E).

A. Des villes industrielles aux histoires différentes

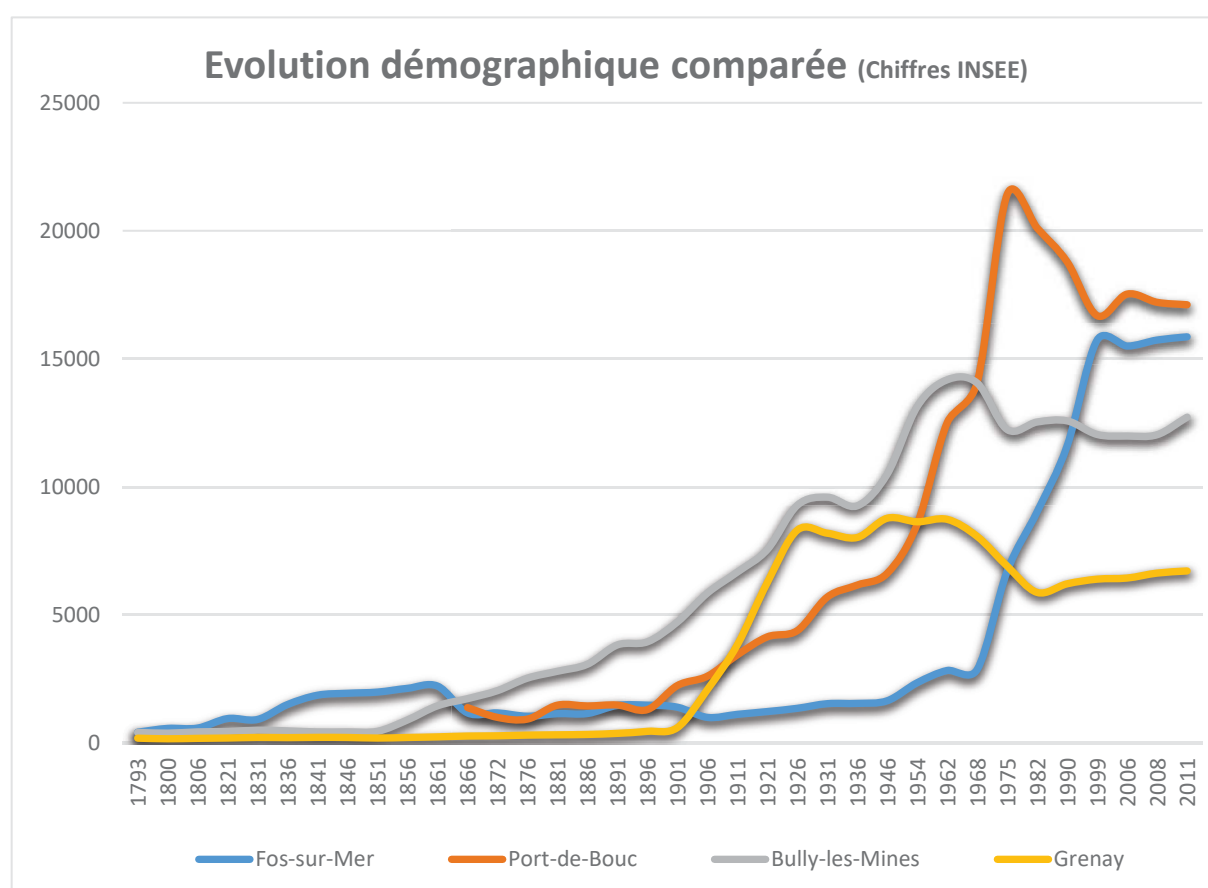
Anciennes terres industrielles, les villes que nous étudions ont toutes été marquées par de grandes unités de production. Ces dernières employaient la majorité des ouvriers locaux, et étaient le lieu où se formaient des liens de solidarité qui perduraient en dehors du milieu professionnel. Le passé ouvrier de ces villes est soit ancien comme dans le Nord-Pas-de-Calais, soit plus récent à Port-de-Bouc et surtout à Fos-sur-Mer. Dans le Pas-de-Calais, l'activité industrielle principale était l'extraction de charbon (Roger, 2000, *op. cit.*). Ces villes se sont construites autour et pour cette extraction et ont en très grande partie été édifiées par les compagnies minières. C'est la compagnie des mines de Béthune, fondée en 1851 qui organisa l'activité minière de cette partie du bassin. Dans les Bouches-du-Rhône, les villes se sont également construites autour et pour l'activité industrielle. À Port-de-Bouc, originellement petite bourgade de pêcheurs, la création d'un chantier naval insuffle un vent nouveau à une presque île quasiment déserte (Domenichino, 1989, *op. cit.*). À Fos-sur-Mer, c'est l'État qui, via ses grands projets d'aménagement de l'Ouest marseillais crée de toute pièce cette ville nouvelle au nord d'un ancien village médiéval et pastoral.

La désindustrialisation des villes du nord a été plus tardive et plus progressive que celle de Port-de-Bouc et s'est produite dans les années 60. L'extraction du charbon a par exemple eu lieu jusque dans les années 1990 à Oignies. À Grenay et Bully, si la fermeture des puits de mine s'est produite plus tôt, dans les années 1960, beaucoup de mineurs ont pu travailler dans les mines alentour, lissant ainsi la désindustrialisation. La fermeture de l'industrie minière du Nord-Pas-de-Calais s'est ainsi étalée sur trente années : la plupart des mines cessaient progressivement leur activité alors que d'autres essayaient de se moderniser. La reconversion des ouvriers a été organisée par les différentes collectivités, et faite de manière progressive. Ce ne sont donc pas les anciens mineurs qui ont souffert des fermetures, mais leurs enfants qui ont vu disparaître des pourvoyeurs d'emplois potentiels. La mine était en effet la solution de secours lorsqu'on ne parvenait pas à faire des études et cette mentalité est restée longtemps ancrée chez les habitants.

B. Une explosion démographique comparable mais une attractivité actuelle différenciée

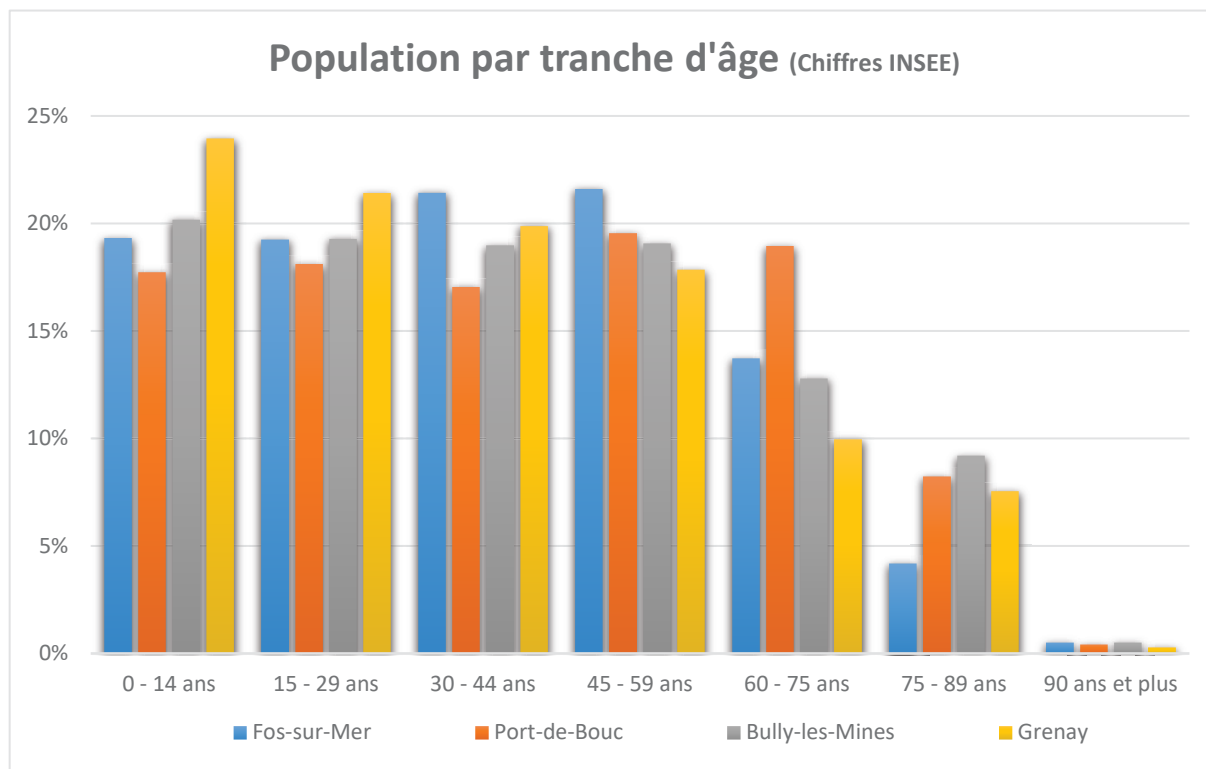
Ces quatre communes ont donc dû faire face à des modifications économiques et démographiques très importantes. Dans le sud, elles se sont caractérisées par des changements de

population conséquents, que ce soit à Fos avec une arrivée massive de population ou à Port-de-Bouc avec un chassé-croisé entre les anciennes populations de travailleurs qui quittent la ville dans les années 70 et des populations mêlant précaires venues de Marseille et nouveaux propriétaires s'installant au nord de la ville. Dans le Pas-de-Calais, ce sont les industriels qui ont construit et étendu les villes pour loger les ouvriers qui travaillaient dans leurs mines. Le chassé-croisé de population a été moins important car la fermeture des puits de mine a été progressive et la très grande majorité des mineurs et descendants de mineurs sont restés sur place contrairement à ce que prévoyait le plan Lacaze qui demandait la suppression de 30 % des logements afin d'éliminer le chômage induit par la fermeture des puits (Lacaze, 1986). Néanmoins, l'attractivité des deux régions est aujourd'hui fondamentalement différente. Les villes du Pas-de-Calais ont perdu beaucoup de population depuis les années 60⁶⁶ et le Nord-Pas-de-Calais constitue une région assez peu attractive en termes d'immigration métropolitaine, surtout comparée à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui voit sa population régulièrement croître, notamment du fait de l'immigration intérieure provenant de départements au nord de la Loire (Giblin, 1986). Les graphiques suivants illustrent les populations de ces quatre villes.



Graphique 4 : Les évolutions démographiques comparées des quatre villes entre 1793 et 2011

⁶⁶ Et ce bien que beaucoup de familles de mineurs soient restées sur place car les logements étaient gratuits.

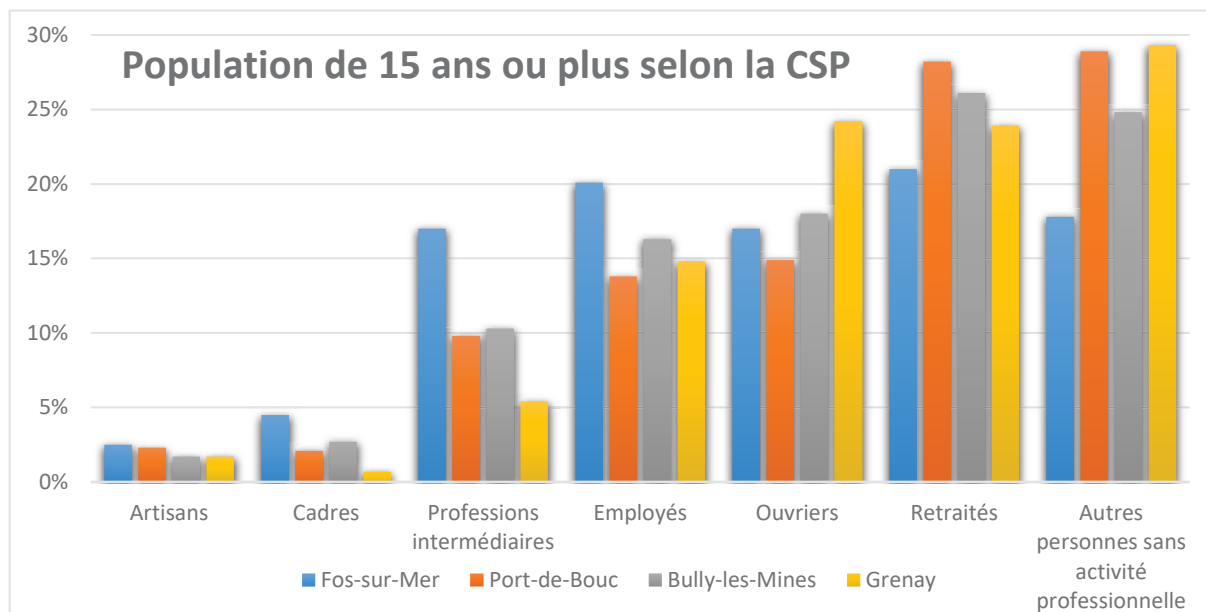


Graphique 5 : Les proportions des différentes catégories d'âge des quatre villes

C. Une structure de la population comparable

Ces quatre territoires ont également pour point commun de ne compter en leur sein qu'une part marginale de cadres (INSEE, 2015). Ce sont avant tout des villes qui concentrent des populations plutôt peu élevées dans la hiérarchie du travail. En ce sens, les sociologies de Port-de-Bouc, Grenay et Bully-les-Mines sont très semblables. Fos-sur-Mer se détache légèrement par un pourcentage de professions intermédiaires relativement important. Son pourcentage de retraités est également plus faible, montrant un plus grand dynamisme économique (ville en croissance démographique). Son taux de cadres, légèrement supérieur aux trois autres villes, reste néanmoins très faible comparé aux centres urbains proches (Aix-en-Provence compte par exemple 14.3 % de cadres).

<i>Tableau 6 : Les professions et catégories socioprofessionnelles sur Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay</i>	Fos-sur-Mer	Port-de-Bouc	Bully-les-Mines	Grenay
Population totale	15.453	17.181	12.723	6.899
% d'artisans	2.5	2.3	1.7	1.7
% de cadres	4.5	2.1	2.7	0.7
% de professions intermédiaires	17.0	9.8	10.3	5.4
% d'employés	20.1	13.8	16.3	14.8
% d'ouvriers	17.0	14.9	18.0	24.2
% de retraités	21.0	28.2	26.1	23.9
% d'autres personnes sans activité professionnelle	17.8	28.9	24.8	29.3



Graphique 6 : Les professions et catégories socioprofessionnelles à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay

D. Une morphologie différente

Les différences entre les villes du Pas-de-Calais et les villes des Bouches-du-Rhône sont principalement d'ordre morphologique. En effet, les villes de Bully-les-Mines et de Grenay, sont moins peuplées que Fos et Port-de-Bouc. Ceci est la conséquence de la structure urbaine des ensembles miniers du Pas-de-Calais. Le bassin minier est en effet composé d'une multitude de petites villes blotties autour des anciens puits de mine. Toutes les villes sont contiguës les unes aux autres. Ainsi, les villes de Grenay et de Bully-les-Mines ne sont pas isolées, elles font partie de la communauté de Lens-Liévin qui regroupe près de 250.000 habitants et englobe des villes comme Hénin-Beaumont (fief du Front national). L'Agglomération de Lens-Liévin est d'ailleurs bien plus resserrée que ne peut l'être l'ancienne intercommunalité Ouest-Provence dont font partie Fos-sur-Mer et Istres. Les deux villes sont insérées dans un réseau de transport en commun dense, et sont toutes les deux desservies par des gares ferroviaires, héritières du réseau ferroviaire dense de la région. Dans le Sud, les villes sont plus espacées, distinctes et relativement mal desservies en transports collectifs. Fos-sur-Mer voit ainsi sa gare ferroviaire être située à Port-de-Bouc. Les villes du sud sont aujourd'hui régies par la civilisation de l'automobile alors qu'il subsiste dans le Pas-de-Calais beaucoup de ménages sans voiture.

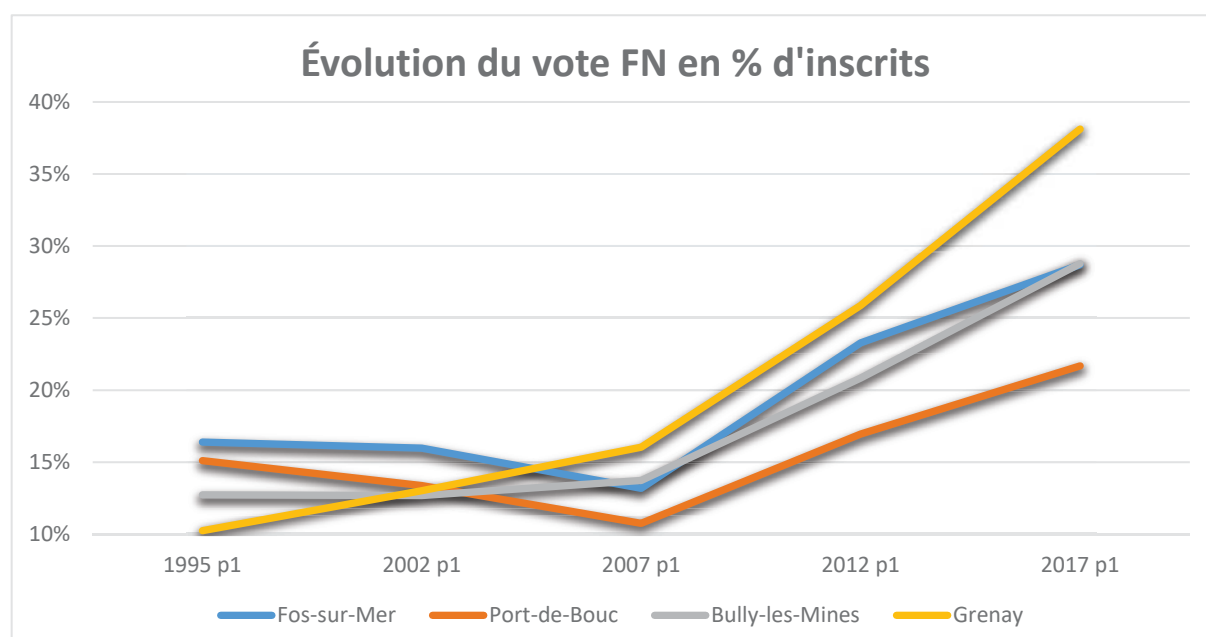
Béatrice Giblin souligne l'effet que cette morphologie peut avoir sur le vote Front national (Giblin, 1995). Le vote FN tendait dans les années 1980 à être moins fort du fait de la persistance des structures politiques et associatives locales au plus près des citoyens. La morphologie urbaine plus réduite, composée de petites maisons individuelles non séparées par de hauts murs semblait être un frein à l'anomie sociale des habitants. Néanmoins, l'expansion du vote Front national qui a eu lieu depuis les années 1990 dans le Pas-de-Calais, et surtout dans la zone de Hénin-Beaumont et Lens semble remettre en cause cette théorie. Le caractère réduit des villes du Pas-de-Calais, autrefois frein à l'expansion du Front national, semblerait aujourd'hui le favoriser.

E. Un Front national globalement en hausse

Anciennes terres de gauche, ces villes sont aujourd'hui confrontées à la montée du Front national. Cette augmentation s'effectue néanmoins avec beaucoup de variations. On s'aperçoit que les villes du Pas-de-Calais, qui dans les années 1990 votaient assez peu pour le Front national se sont mis à voir les résultats de ce parti augmenter de façon importante. Ce n'est en revanche pas le cas pour Port-de-Bouc qui est la ville où celui-ci progresse le moins vite. Contrairement à ce que l'on peut penser, l'élection présidentielle de 2007 qui a pourtant été le lieu d'un déclin momentané du vote FN, n'a pas vu de recul significatif de ce vote dans toutes ces communes. Si les villes du sud ont connu une baisse du vote FN car les électeurs de Jean-Marie Le Pen se sont à l'époque tournés vers Nicolas Sarkozy, les villes comme Bully-les-Mines et Grenay ont au contraire vu le score du Front national augmenter de façon régulière, même lors de cette élection.

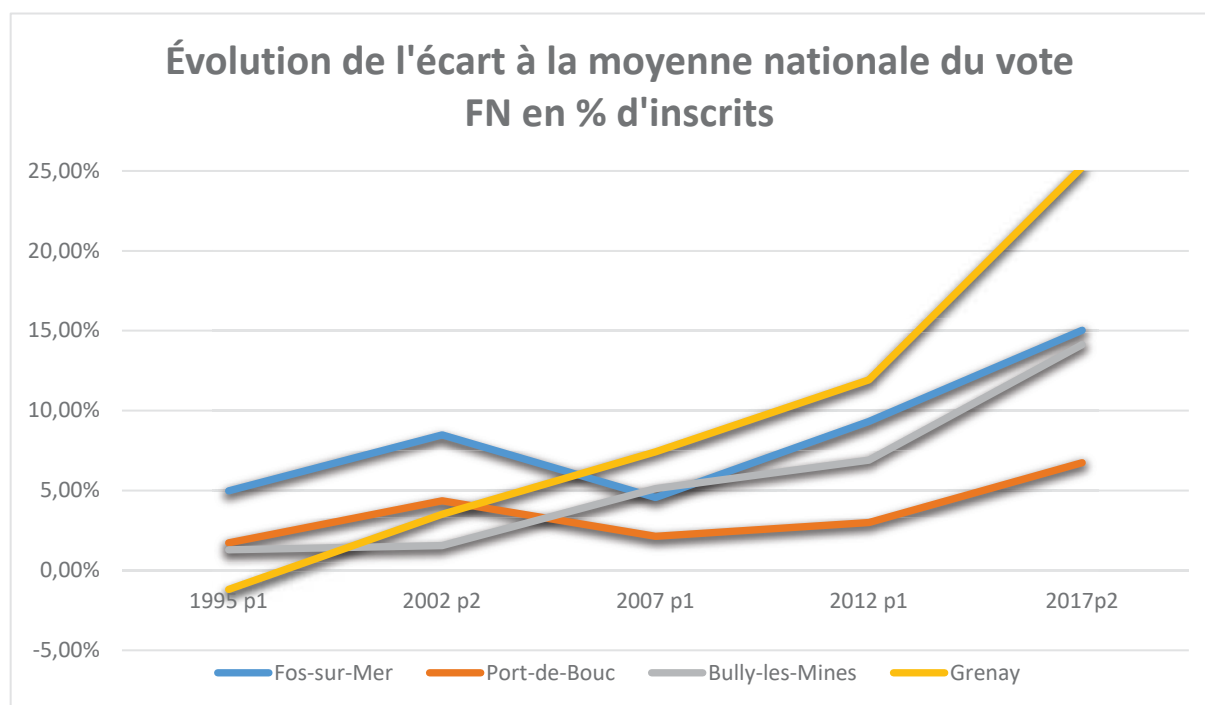
Dans les villes du Pas-de-Calais comme celles des Bouches-du-Rhône, ce sont les villes communistes qui ont maintenu les structures politiques et associatives le plus longtemps. Pourtant la montée du Front national, limitée dans le cas de Port-de-Bouc, est impressionnante dans le cas de Grenay. Cette ville qui était la plus réticente au Front national en 1995 est aujourd'hui celle lui donnant le plus large score (presque 40 % des inscrits en 2017). Il s'agira pour nous de répondre à cette interrogation et comprendre ainsi pourquoi les villes PCF dans le Pas-de-Calais semblent être les lieux où le Front national voit son score augmenter le plus vite tandis que l'inverse se produit dans les Bouches-du-Rhône.

Le graphique ci-dessous permet de comprendre l'évolution du vote Front national entre 1995 et 2017. Ce sont ici les résultats en fonction des inscrits qui sont utilisés. Grenay est la ville où l'augmentation du vote Front national est la plus forte, de 10 % des inscrits en 1995 à près de 40 % au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, tandis que la ville de Port-de-Bouc est celle où l'augmentation est la plus modérée (environ 7 % en 22 ans).



Graphique 7 : Évolution du vote FN en % d'inscrits à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay

Ce second graphique illustre quant à lui l'évolution du résultat du Front national sur chaque ville par rapport à la moyenne nationale. Il permet ainsi de comprendre où se situe le vote FN sur ces quatre villes par rapport aux autres communes françaises. Si en 1995, seule Port-de-Bouc voit le Front national y obtenir des scores supérieurs de 5 % à la moyenne nationale, en 2017, ce sont les quatre villes qui ont toutes un vote Front national supérieur de 6 % à 25 % à la moyenne nationale en pourcentage des inscrits. Ce graphique confirme la dynamique exceptionnelle de la ville de Grenay.



Graphique 8 : Évolution de l'écart à la moyenne nationale du vote FN sur les quatre villes

2. Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer : les visages de l'industrie lourde française

Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer ont été deux villes marquées par l'industrie : la première par l'industrie navale (A), la seconde par une zone industrielle destinée à devenir le fleuron français (B).

A. Une histoire port-de-boucaine marquée par l'industrie navale

Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer sont deux villes très récentes, et ce même si leur établissement est lui relativement ancien. Fos-sur-Mer est en effet une ville d'origine médiévale dont la population a oscillé entre 1000 et 2000 habitants au fil des siècles. Il s'agit d'une bourgade dont l'activité principale se résume à l'élevage de moutons et l'exploitation des marais salants. Port-de-Bouc n'est alors qu'un petit village de pêcheur composé de quelques cabanons. Ce hameau fait partie de Fos-sur-Mer avant de devenir une commune à part entière en 1866. Ce démembrement fait suite au début de la construction du canal d'Arles à Bouc. Le chantier colossal nécessite une main-d'œuvre importante et les ouvriers « importés » des terres alentour pour ces travaux de creusement vont

faire exploser la population de ce hameau. L'éloignement de ce quartier conduit ses habitants à signer des pétitions en faveur de l'érection de leur hameau en commune indépendante, chose qu'ils obtiennent en 1866 (Crétinon, Strozzi, 2010, *op. cit.*).

S'installent très vite sur la ville de petites industries, une sécherie de morue, et surtout un chantier naval en 1899. Les travailleurs commencent à affluer et la ville va vivre une explosion démographique sans précédent. Les immigrants sont d'origines diverses, aux Français qui arrivent des alentours s'adjoignent Grecs, Italiens, Espagnols et Portugais. Tous se retrouvent au chantier naval et sont membres des mêmes syndicats. Dans les années 20 s'installera également une raffinerie de pétrole sur la commune, comme le souligne Roland Joly, militant communiste et auteur d'un ouvrage sur la ville :

Roland Joly : Et donc dès le départ petit à petit la ville s'est développée, dans la période de la guerre de 14 notamment, les industries chimiques se sont déplacées parce que y'en avait besoin pour l'industrie de guerre. Il y'a eu la création de la ligne PLM : Paris Lyon Marseille qui a donc aussi structuré les choses. Dans les années 20 il y'a eu la construction heu des quais, qui vont vers Martigues.

La ville de Port-de-Bouc qui durant la seconde moitié du XIX^e votait encore à droite va progressivement basculer à gauche au début du XX^e siècle. C'est l'augmentation de la population ouvrière induite par les usines nouvelles qui va faire transiter l'orientation politique des citoyens de la ville vers le radicalisme tout d'abord, puis le socialisme dans les années 1920 et enfin le communisme au début des années 1930.

Le processus de désindustrialisation de la ville de Port-de-Bouc commence dans les années 60, c'est-à-dire peu avant l'industrialisation de Fos-sur-Mer et l'extension de la zone industrialo-portuaire de Marseille⁶⁷. En effet, les chantiers navals port-de-boucains dont la rade, de petite taille, ne peut construire que petits vraquiers et bananiers font face à l'augmentation de la capacité des navires marchands. La longueur des bateaux construits ne peut dépasser 150 m tandis que les demandes contemporaines du commerce mondial exigent des navires de plus de 200 m. La fin de l'Algérie française, raison d'être de ce type de navire à tonnage modeste, scelle le sort du chantier naval, désormais inadapté au commerce océanique. Les propriétaires des chantiers vont proposer d'agrandir la cale sèche, avec pour but de permettre la construction de navires de plus de 300 m. Pour se faire, il faut détruire une partie de la ville, la couper en deux, et la mairie refuse. C'est ce que corrobore Patrick, un ancien candidat de droite à l'élection municipale de Port-de-Bouc.

Patrick : Ah bah non, les bateaux c'était des bananiers. Quand vous voyez la cale qu'il y'a quoi, ils voulaient faire une cale qui partait de là et qui allait se jeter dans le golfe de Fos. Donc vous pouviez envisager de faire des 300.000 T à l'époque, à l'époque ça germait déjà dans les esprits. Mais putain à Port-de-Bouc, je vous raconterai la suite, il ne fallait pas bouger hein.

⁶⁷ Le Port de Fos-Marseille est aujourd'hui le premier port français en marchandises déchargées et le deuxième port de méditerranée.

Le chantier naval ne sera donc pas agrandi. Il fermera définitivement en 1966, malgré la résistance des élus communistes de la ville qui vont pendant de longs mois manifester et encourager la grève pour sauver les chantiers navals. Ainsi, à l'annonce de la fermeture des chantiers « Dès le 6 janvier, la grève est totale aux chantiers. Le 8, un meeting se déroule à la salle Gagarine qui déborde de monde. Un grand défilé est organisé, tandis que tous les commerçants ferment leurs boutiques » (Joly, 2005, *op. cit.*, pp.153-158). Les grévistes seront impuissants à sauver le chantier. Plus de 1000 personnes travaillaient encore aux chantiers à cette époque, beaucoup sont reclassés, d'autres sont licenciés. La fermeture du chantier constitue la perte d'un symbole très important pour l'histoire de la ville et un choc psychologique dont le souvenir fait l'objet d'un travail de mémoire par les anciens du chantier et la mairie PCF. Néanmoins, elle n'est pas aussi dure que racontée dans les livres ou par les anciens ouvriers et militants au fil des conversations. Celle-ci avait en effet été prévue et la diminution progressive de la masse salariale a empêché un débauchage massif des anciens ouvriers. « Ainsi, les commandes de 1964 évitent non seulement la fermeture brutale qui aurait pu provoquer une réaction violente des personnels et de la population, mais elles atténuent les futurs problèmes sociaux, tout simplement parce que le répit qu'elles offrent se traduit par une diminution naturelle des effectifs à reclasser ou à reconvertir. Le prolongement artificiel de la vie des chantiers n'est pas un hasard. Il est partie intégrante du processus de fermeture » (Domenichino, 1989). De plus, la construction de la zone industrielle dans la ville de Fos-sur-Mer a permis un reclassement rapide de certains ouvriers. Enfin, les patrons du chantier offrent une solution, certes très contestable, de réembaucher une partie des ouvriers dans les chantiers de La Ciotat. On parle du transfert de « deux cents ouvriers à La Ciotat pour y terminer l'armement du bateau » (Joly, 2005, *op. cit.*, p.157).

De la même manière qu'a fermé le chantier naval en 1966, toutes les usines de la ville vont progressivement s'arrêter, et ce déclin va continuer jusqu'à dans les années 2000 avec la fermeture de la dernière industrie port-de-boucaine. Port-de-Bouc est aujourd'hui une ville où l'industrie est inexistante, les ouvriers industriels qui y habitent encore travaillent soit à Fos, soit à Martigues dans la raffinerie de Lavéra.

Cette désindustrialisation est compensée par la création de la zone industrielle et du grand port maritime à Fos-sur-Mer dans les années 1970. Beaucoup de Port-de-Boucains se sont reconvertis pour aller y travailler, tout d'abord à la construction des usines, puis dans celles-ci. La ville va également accueillir de nombreux travailleurs de la zone de Fos. Ces personnes, venant principalement du reste de la France, vont s'installer dans toutes les villes entourant Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc la première. La ville construit de façon frénétique de grands ensembles d'immeubles dont certains dépassent les vingt étages. L'État accorde à cette époque des aides pour la construction de logements et la population atteindra à la fin des années 1970 plus de 21.000 habitants contre 17.000 aujourd'hui.

La sociologie de la ville n'évolue que très peu à la suite des fermetures. Port-de-Bouc n'est certes plus une ville ouvrière, elle n'en demeure pas moins une ville populaire, pauvre. La zone de Fos n'a en effet pas tenu ses promesses en matière d'emploi, et la fin de la désindustrialisation de

la ville a entraîné le départ de la plupart des travailleurs. Les seuls habitants restant à Port-de-Bouc sont ceux qui ont su conserver un emploi à proximité, et les personnes trop modestes qui n'ont pas pu, ou pas voulu, quitter la ville. Enfin, une population marseillaise nouvelle est arrivée dans les années 1990 pour occuper les logements sociaux très nombreux sur la ville. La venue de cette population, parfois d'origine maghrébine, suscite l'ire des militants frontistes sur la ville.

Durant ce déclin, les élus communistes ont essayé de maintenir l'emploi sur la ville. Ils ont organisé de nombreuses manifestations pour lutter contre les fermetures d'usines (Joly, 2005) (Domenichino, 1989). La solidarité ouvrière, historiquement importante sur la ville, a continué à s'exercer pendant les années difficiles de la ville et a ainsi épaulé les politiques sociales de la municipalité. Il semble pourtant que les derniers ouvriers des chantiers navals aujourd'hui très âgés ont eu du mal à transmettre cette culture d'entraide comme le souligne Maurice, ancien responsable de la CGT, aujourd'hui âgé de 80 ans.

AH : Donc y'avait une solidarité ?

Maurice : Ah oui. On était solidaire.

AH : Et maintenant c'est quelque chose qui a disparu depuis que les usines sont parties ? Les gens qui travaillent ?

Maurice : Bah non parce qu'ils sont plus, on était regroupés nous ! Eux maintenant (ils) sont plus éparpillés dans tous les coins. Ils travaillent 2-3-4 d'un côté 5-6 de l'autre. Mais c'était ! Hé, il y'a pas de lien entre eux. Ils sont sur un chantier, l'autre sur l'autre.

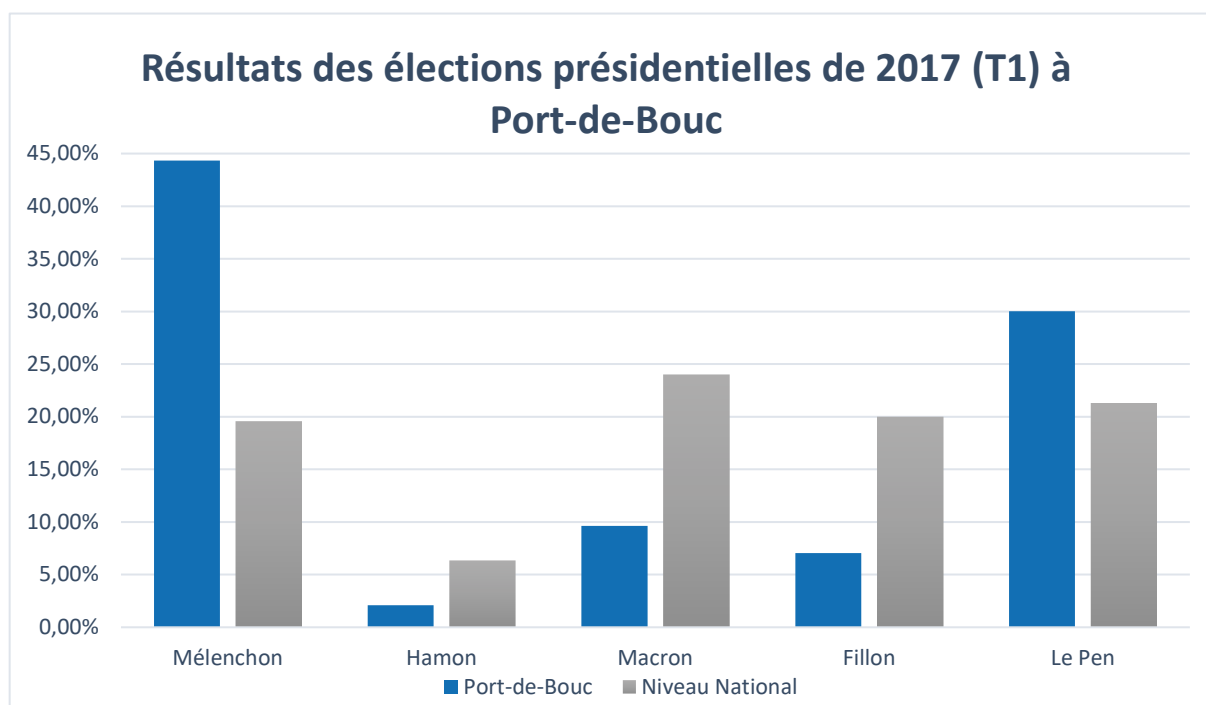
AH : Ils ne se retrouvent pas ?

Maurice : C'est fini, nous on était regroupé, les chantiers navals ils étaient 3000 à Port-de-Bouc dans un chantier. Vous voyez ce n'était pas la même chose. À Eternite on était 6 à 700 ! Vous comprenez. On était là, ensemble !

AH : Pour organiser la lutte, c'était beaucoup plus simple que maintenant ?

Maurice : Ah Bah oui ! On faisait appel aux gens qui voulaient se battre et ils venaient. Bah oui hein. Je pense bien. Là c'est pas la même chose hein. Et puis moi je vous donne un exemple. À notre Eternite. On représente, on avait la moitié du personnel était syndiqué.

Au niveau politique, la ville a continué à être administrée par des maires communistes. Néanmoins, le communisme perd à Port-de-Bouc du terrain au niveau local, même si les élections présidentielles, notamment de 2017 montrent que le vote pour la France insoumise est encore majoritaire sur la ville. Jean-Luc Mélenchon y a obtenu un score de 44.33 % aux élections présidentielles de 2017 contre 19.58 % au niveau national. Ce vote est aujourd'hui directement concurrencé par le vote FN (30,02 % en 2017). Les dernières élections municipales de 2014 ont par ailleurs vu le parti communiste être mis en ballottage lors d'un second tour serré, où seuls 2 % de suffrages exprimés séparaient la maire PCF du candidat de l'UDI-UMP. Ce score révèle la lassitude des habitants vis-à-vis de la municipalité communiste de la ville, et leur envie d'alternance locale.



Graphique 9 : Résultats de l'élection présidentielle de 2017 (tour 1) à Port-de-Bouc

B. Fos-sur-Mer, la courte histoire d'une ville nouvelle

Alors que Port-de-Bouc, ville industrielle, perdait ses usines, Fos qui n'était alors qu'un village pastoral a vu durant les années 1960 son « destin » bouleversé par décision d'État. La création de la zone industrielle de Fos et du port maritime était en effet dans les projets gouvernementaux depuis la fin des années 1950, et c'est au début des années 1960 que le plan a été lancé et les premières pierres posées. « Des travaux importants débutent dès 1964 et 1965, à la surprise de la population locale qui, jusque-là, ne s'était guère préoccupée de l'industrialisation de la commune, au point que les registres de doléances des enquêtes publiques préalables n'avaient recueilli aucune observation. [...] Le véritable coup d'envoi des grands travaux est donné au second semestre de 1965, avec le démarrage des travaux portuaires et le dragage du chenal d'accès dans le golfe, puis la construction de la digue Ouest. » (Vésian, 2010). La construction de la zone est marquée par des conflits très durs qui portent sur les conditions de travail. Plusieurs morts sont à déplorer comme le corrobore Maurice, l'ancien militant CGT de Port-de-Bouc

Maurice : Voilà c'est ça, et il y'a eu, beaucoup beaucoup d'accidents. Le nombre d'accidents mortels, qu'on, qu'on n'a jamais connu mais on sait qu'il y'en a eu beaucoup. Y'en a quelques-uns qui ont été ciblés, mais beaucoup ne l'ont pas été. Donc les conditions de travail très très mauvaises, mais elles ont été connues.

Néanmoins, en 1972, l'aciérie est opérationnelle et la production commence, les conflits syndicaux ne cessent pas puisque les revendications se maintiennent sur les conditions de travail ainsi que sur les salaires. C'est ce que souligne un responsable de la CFDT de Fos-sur-Mer. Le syndicalisme dans les usines de la zone industrielle est en effet particulièrement combattif et les

rapports avec les directions sont très durs à cette époque. Cet état d'esprit est encore présent au sein du syndicalisme local.

Christophe : Y'a eu des conflits très durs.

AH : *Les conflits très durs, c'est avec la direction, j'imagine.*

Christophe : La direction, la CGT. Alors régulièrement y'avait des grèves. C'est une entreprise ou y'a beaucoup de grèves et bon la géographie fait qu'il est facile de bloquer l'usine. C'est-à-dire que l'accès à Usine acier c'est par un pont au-dessus de la voie ferrée. Donc en bloquant le pont...

AH : *Tout est bloqué ?*

Christophe : L'entrée de l'usine est bloquée.

AH : *D'accord.*

Christophe : Heu, donc heu les conflits ont été très durs à tel point que dans les années 80 alors je ne sais pas si c'est 86 ou un peu avant, heu, le gouvernement menaçait de fermer.

AH : *L'usine ?*

Christophe : Oui. Parce que bon ils arrivaient plus à maîtriser.

À cette croissance industrielle se combine un important afflux de personnes. Le village de 2000 âmes est devenu une ville de 12.000 habitants à la fin des années 1980. Cette population vient de tous les coins de l'hexagone, mais ce sont plus particulièrement des ouvriers lorrains qui sont déplacés pour démarrer l'aciérie et qui amènent avec eux un syndicalisme CFDT. Ce syndicalisme sera selon un candidat front de gauche de Fos-sur-Mer utilisé par le patronat pour diviser les ouvriers entre CGT des CFDT sur l'aciérie d'Arcelor.

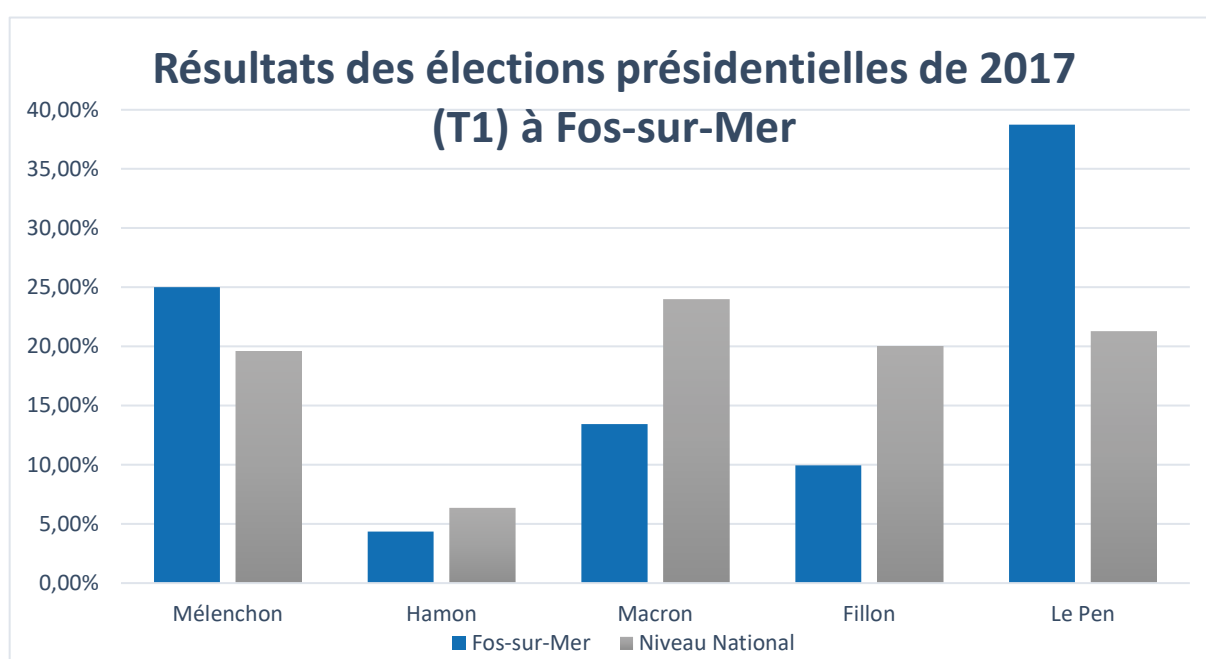
Jérôme : Donc je peux en parler en connaissance de cause, en 73, aux années 80 on est monté en effectif j'ai pris en CGT près de 1500 personnes bon, sur les 1500 y'avaient 900 amis ingénieurs et cadres, et on est monté à 7500 salariés, ou là on avait bon une CGT qui commençait à marquer son territoire, sachant que dans la création de l'usine, le patronat vient avec 8 responsables syndicalistes CFDT.

AH : *Oui, qui venaient de l'Est.*

Jérôme : Pour casser justement la puissance de la CGT, sur ce territoire parce que dans la construction Solmer ça a fait du bruit.

La ville de Fos s'agrandit rapidement et par zones, ce sont d'abord les quartiers de la Jonquièrre et de la Saladelle qui sont construits au début des années 1970, ce sont des immeubles en résidences qui y sont bâtis. Ils concentrent encore aujourd'hui une population importante et la Saladelle est le quartier le plus à gauche de la ville. Au fil des années, la ville gagne au nord sur les carabins. Ce sont d'anciennes terres de pâtures pour les troupeaux. Dans ces nouveaux quartiers, ce sont avant tout des pavillons qui sont érigés. À cette construction de logements, principalement des petites maisons et quelques immeubles se combine celle de la mairie de Fos, un grand bâtiment qui avait été dessiné pour une ville plus importante. Fos-sur-Mer devait en effet devenir une ville de plus de 100.000 habitants selon les plans de l'époque (Vésian, 2010, *op. cit.*). Cette construction ne s'accompagne pourtant pas de la création d'un vrai centre-ville, centre-ville qui aurait dû être plus au nord de la mairie actuelle, et qui est resté à l'état d'ébauche. La ville de Fos reste aujourd'hui

encore sans centre véritable. Le marché se déroule dans le centre historique, de même que certains commerces, la mairie voit graviter autour d'elles d'autres petits commerces et la plupart des bars, mais il n'existe à vrai dire aucun lieu central sur cette commune étirée sur cinq kilomètres du nord au sud. Fos-sur-Mer qui était géré par une droite de village bascule très vite à gauche. La sociologie des nouveaux arrivants explique ce revirement. Les ouvriers lorrains et méridionaux, largement syndiqués, votent alors à gauche. Le communisme fera également de bons scores aux différentes élections jusqu'à voir un candidat communiste accéder à la mairie en 1983 sur une liste d'union de la gauche. Sa démission pour raison de santé permettra à son adjoint Bernard Granié, un socialiste, d'accéder à la mairie de la ville et de faire définitivement basculer celle-ci dans le socialisme. Depuis, la ville est dirigée par le successeur de Bernard Granié, René Raimondi, largement réélu à chaque élection municipale.



Graphique 10 : Résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 à Fos-sur-Mer

C. Des villes aux caractéristiques similaires

De cette histoire en miroir des villes de Fos-sur-Mer et de Port-de-Bouc il est possible d'en déduire les caractéristiques qui vont faire de celles-ci des voisines aux caractéristiques similaires.

a. Une croissance démographique explosive

Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc sont des villes de taille moyenne, elles comptent toutes deux moins de 20.000 habitants. La croissance démographique démarrée en 1970 à Fos-sur-Mer s'est effectuée en l'espace de 30 ans. Dans cette période, la population a quintuplé. À Port-de-Bouc, le même processus s'est déroulé un peu plus tôt. De 1896 à 1954, la population a augmenté de façon

régulière, passant de 1300 habitants à 8551. Néanmoins, c'est à partir de 1954 que la population va littéralement exploser, en augmentant de 13.000 âmes en l'espace de vingt ans.

Si Port-de-Bouc est aujourd'hui en déclin démographique, il faut avant tout s'intéresser aux remplacements de populations qui ont eu lieu depuis vingt ans sur le territoire municipal. Les ouvriers qui étaient très nombreux dans les années 60 à 80 sont progressivement partis s'installer plus près de leurs lieux de travail, ils sont aujourd'hui remplacés par de nouveaux ouvriers qui eux viennent à Port-de-Bouc pour acheter des petits pavillons. Les prix de l'immobilier sont en effet plutôt bas sur cette ville, comparée aux villes alentour comme Martigues et Fos-sur-Mer. À Fos, l'essor démographique, toujours présent, fait que le corps électoral change d'un tiers tous les 6 ans comme l'affirme un conseiller du maire.

Hervé : Entre ceux qui n'ont pas 18 ans qui ont 18 ans, ceux qui partent par le haut, c'est-à-dire qui ont décédé, beaucoup de changements, de mutations.

AH : *C'est une ville assez jeune globalement.*

Hervé : Tout à fait, donc d'une élection à l'autre on modifie de 30 % de l'électorat.

b. *Des villes d'immigrés*

Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc sont deux villes d'immigration. Néanmoins, celle-ci provient d'endroits complètement différents. À Port-de-Bouc, l'immigration est méditerranéenne, beaucoup d'Italiens, de Grecs, d'Espagnols, se sont installés durant la première partie du XX^e siècle. Ce sont ensuite des Maghrébins, des Asiatiques ou des « gitans » qui se sont installés sur la ville à partir des années 1970. La ville est aujourd'hui marquée par une vie culturelle diverse et l'importance de ces communautés qui habitent dans des quartiers assez délimités et fréquentent des bars particuliers. On trouve par exemple un quartier grec localisé autour de l'église orthodoxe de la ville, ou encore des quartiers à majorité gitane. À Fos au contraire, c'est l'immigration « cosmopolitaine » qui a été la plus importante : des Lorrains en premier lieu, qui sont « déplacés » pour lancer les unités de production de l'aciérie. Ensuite, c'est de toute la France que les travailleurs ont afflué dans ce qui allait être le fleuron industriel français. Bien sûr, il existe également une immigration maghrébine située dans un lieu précis de la ville, le quartier du Mazet, cette population suscite d'ailleurs beaucoup de rumeurs dans les quartiers pavillonnaires alentour.

c. *Des sociologies comparables*

Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer sont peuplées par des habitants ayant des niveaux de qualification plutôt faibles. À Fos la population possède en général des petits diplômes type CAP, BEP, relativement peu de personnes ont un diplôme supérieur au bac. À Port-de-Bouc, la population est très largement « sous-diplômée ». Comme nous l'affirment des militants associatifs, beaucoup d'enfants arrêtent en effet l'école à 16 ans et « traînent » ensuite dans la rue. Cette sociologie sera étudiée plus en détail dans un chapitre ultérieur. Malgré tout, il ne faut pas surestimer

cette homogénéité relative. En effet, la population de Fos-sur-Mer a une proportion de professions intermédiaires supérieure à celle de Port-de-Bouc.

d. *Des villes industrielles déçues*

Comme nous l'exposons quelques lignes plus haut, Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc sont deux villes industrielles déçues de l'industrialisation française. À Port-de-Bouc absolument toutes les usines ainsi que le chantier naval ont fermé dans les années 60. Ces fermetures ont été des catastrophes pour le budget de la ville qui se finançait en partie grâce aux taxes des usines sur son territoire. À Fos-sur-Mer, la zone industrielle n'a pas atteint l'ampleur qu'elle devait avoir, les emplois se sont également réduits. Aujourd'hui, peu de personnes travaillent dans le secondaire, ce sont en effet des unités de travail peu demandeuses en hommes qui sont aujourd'hui présentes sur la zone industrielle. Seule l'aciérie ArcelorMittal emploie plus de 1000 personnes, et peu de métallos habitent directement Fos-sur-Mer. Ainsi, la plupart des ouvriers viennent des villes alentour et en particulier de Saint-Martin-de-Crau. Cette caractéristique fait qu'il est difficile pour les ouvriers de développer des liens de solidarité puisqu'ils se quittent chaque soir pour retrouver des maisons qui peuvent être éloignées de 40 km de l'aciérie (Vésian, 2010). À Port-de-Bouc, les liens de solidarité se sont dissous d'une façon encore plus radicale puisque les emplois industriels ont simplement disparu. Seules la structure urbaine de la ville et l'existence de corons dans le centre-ville permettent un lien social présent dans certains quartiers.

e. *Un coût de l'immobilier bas*

Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc ont pour caractéristique d'avoir un coût du terrain particulièrement bas lorsqu'on les compare aux villes environnantes (Martigues, et Istres notamment). Ce coût, associé à un placement des villes à côté des grands axes de communications, motive les ménages populaires à acheter sur ces deux villes. Néanmoins, les raisons de ces faibles prix sont différentes. Si à Port-de-Bouc, les terrains ont été particulièrement bon marché, c'est parce que la mairie a dans les années 1970 vendu une partie des terrains municipaux pour des sommes modiques. Depuis, le faible coût des habitations est le produit des politiques des promoteurs immobiliers (faire de petites villas pour maximiser le nombre de lots à vendre), et de la mauvaise réputation sécuritaire de Port-de-Bouc. À Fos-sur-Mer, c'est avant tout la proximité avec les zones industrielles et la pollution induite qui fait baisser le prix des terrains. Les habitants se plaignent en effet régulièrement des odeurs émanant des usines alentour lorsque le Mistral cesse de souffler du nord au sud. Fos-sur-Mer est en effet bordé par une raffinerie de pétrole, une aciérie, une usine d'aluminium, et une autoroute saturée de poids lourds.

f. *Des cultures politiques de gauche*

Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc sont deux villes historiquement de gauche. Fos qui était un village de droite a basculé à gauche dans les années 1970 avec la construction de la zone industrielle et la prise en main de la ville par le PS local. C'est la modification de sa sociologie, passant d'une majorité de bergers et de petits propriétaires terriens à une population d'ouvriers relativement modestes mais néanmoins propriétaires de leurs maisons qui a permis cette prise de pouvoir. La ville a d'ailleurs failli devenir communiste comme le souligne Jacky, un ancien candidat PCF sur la ville.

Jacky : Claude Rossi avait été élu oui en tant que communiste mais dans une liste heu, d'union de la gauche.

AH : D'accord.

Jacky : Et donc heu, c'est un cas un peu particulier puisque c'est en cours de mandat qu'il a laissé son mandat à un socialiste : Bernard Granié. Donc y'a eu des accords passés entre eux, un accord. Moi je n'étais pas encore politique voilà, mais donc c'est, c'est comme ça que ça s'est passé en cours de mandat en fait. Après le PCF s'est fait siphonner.

Depuis, ce court épisode communiste, Fos-sur-Mer est un bastion du parti socialiste local à l'image de sa voisine Istres. Bernard Granié, proche de Guerini, et René Raimondi, son successeur, sont à la tête de la ville depuis les années 1980.

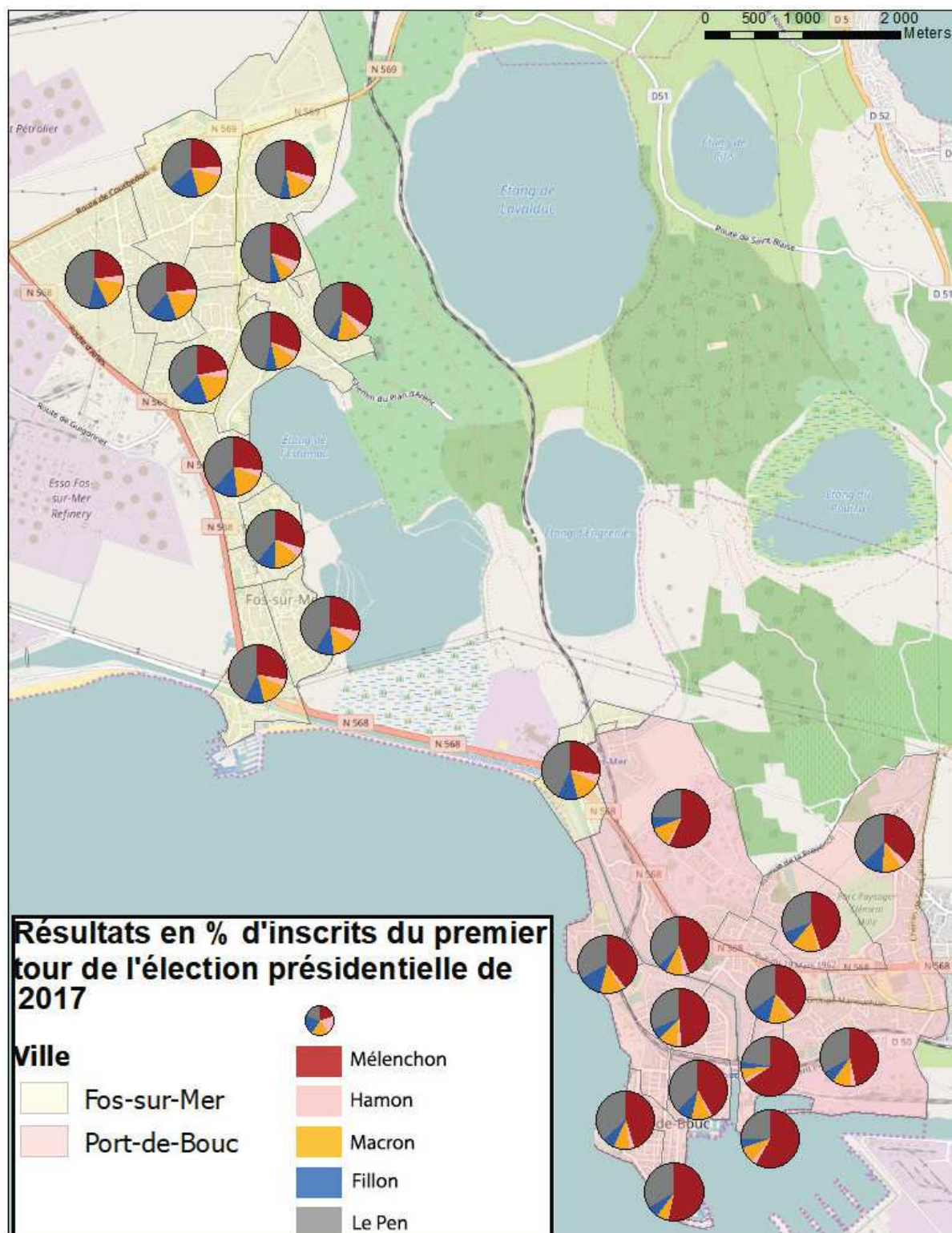
Port-de-Bouc est quant à elle une ville ancrée à gauche depuis bien plus longtemps. Elle est en effet dirigée par le parti communiste depuis 1944. Avant cela, elle était gérée par des maires socialistes et radicaux-socialistes. Ce sont des raisons à la fois historiques et sociologiques qui expliquent cette domination du parti communiste sur la ville. Historiques car c'est le PCF qui a guidé la lutte contre l'occupant allemand et en est sorti entouré d'une aura qui est encore présente aujourd'hui (Joly, 2005, pp.62-70). René Rieubon, le premier maire après la libération était d'ailleurs un des leaders résistants de la ville comme l'affirme Roland Joly.

Roland : Une identité oui. Parce que les gens ils étaient différents. Mais en même temps en combat pour la libération tout ça. Et dans les chantiers donc s'est organisée la résistance et notamment avec un jeune, heu, un jeune ouvrier, technicien je sais pas ce qu'il était exactement qui était un Cévenol qui s'appelait René Rieubon et qui heu, a été heu, l'âme de la résistance à Port-de-Bouc, à Port-de-Bouc.

Sociologiquement, cette ville ouvrière qui votait à gauche avant la Seconde Guerre mondiale est restée très populaire et métissée (présence importante de descendants de Grecs et d'Italiens). Depuis cette époque, la ville a été gouvernée sans discontinuité par le parti communiste français, et seule l'élection municipale de 2014 a donné lieu à un second tour, par ailleurs extrêmement serré opposant une liste de droite et la liste du PCF.

Pour finir, le Front national est en augmentation dans ces deux villes depuis la fin des années 1980. À Port-de-Bouc cependant le vote pour le Front national a atteint un maximum lors

de l'élection présidentielle de 2002 pour se stabiliser ensuite. À Fos-sur-Mer en revanche, le score du FN est en augmentation constante depuis les années 1990, et ce malgré un recul temporaire aux élections de 2007. La ville présente un électorat équitablement divisé entre droite et gauche. La carte suivante présente, par bureau de vote, les scores obtenus par les différents candidats lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017.



Carte 9 : Résultats à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par bureaux de vote

g. *Le goût persistant des scandales politiques*

Les villes où le Front national fait des scores élevés aux élections municipales sont souvent considérées comme des communes où les pratiques politiques « mafieuses » ont été nombreuses. Parmi celles-ci Hénin-Beaumont, Béziers ou encore Perpignan. Cela est résumé dans une étude de la fondation Jean Jaurès à propos de cette dernière ville : « Déclassement social, clientélisme et conflictualités ethniques donnent support à toutes les rumeurs. Pas une élection ne passe sans que bruissent en ville des accusations d'achats des votes « gitans » et « arabes » par l'argent public, à coups de distribution de scooters, frigidaires, poulets rôtis ou billets de banque. Est mis en cause un système de recrutement clientéliste ethnique à travers les embauches municipales – la ville ayant une population d'agent titulaire C de 8 % supérieur à la norme. Nombre d'habitants sont convaincus que l'UMP à la mairie et le PS au Conseil général ne sont que des systèmes clientéliers en lutte, s'appuyant pour le PS sur la minorité maghrébine, pour l'UMP sur la communauté gitane. » (Fourquet, Lebourg, Manternach, 2014, *op. cit.*, p.11).

Cette atmosphère délétère se retrouve dans nos villes d'études. Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc sont deux villes sur lesquelles planent des histoires de scandales politiques. À Fos-sur-Mer, Bernard Granié, maire de 1991 à 2001, puis de 2002 à 2004, a été forcé à la démission pour corruption lors de l'attribution de marché public. Il a finalement été condamné le 7 septembre 2011 par la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence à deux ans de prison ferme, 100.000 euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité, pour des faits de corruption. Il était l'une des figures du système Guerini dans les Bouches-du-Rhône et les histoires de corruption sont aujourd'hui encore nombreuses dans la ville.

À Port-de-Bouc, l'opposition dénonce régulièrement le clientélisme municipal de la mairie communiste et la nécessité d'être encarté communiste pour avoir un poste au sein de celle-ci. Un des candidats à l'élection municipale de 2014 a notamment dénoncé devant le Conseil d'État des fraudes électorales sur la ville⁶⁸.

Stéphane Didero : D'autres quartiers donc tous les quartiers qui étaient acquis au parti communiste et bien aujourd'hui je crois, dans 4 ou 5 bureaux où nous sommes arrivés au-delà de 55 % devant le maire sortant ? Je ne vais pas revenir dessus parce que c'est pas l'objet de votre, de votre étude, sur la façon dont la campagne électorale a été menée, et bon, vous le suivrez peut-être nous attendons une décision du conseil d'État qui devrait intervenir d'ici le mois d'avril pour une éventuelle annulation d'élection.

Cette atmosphère de scandale a pesé sur les élections à Port-de-Bouc, surtout dans le passé. Ainsi, Pascal, un ancien candidat de l'opposition dénonce les violences verbales et physiques que lui et ses colistiers ont dû subir de la part des dockers affiliés au parti communiste dans les années

⁶⁸ Décision N° 386219 CE 27 juillet 2015. Le recours formulé par M. Didero a été rejeté et l'élection municipale n'a pas été annulée.

1980. Ces derniers pratiquaient selon eux des méthodes d'intimidations basées sur la violence, comme il l'affirme dans l'entretien suivant.

Pascal : La campagne non, là j'annonçais qu'il y'aurait une liste d'opposition à la municipalité en place. Alors je vais vous dire que de 83 bon, en 83 je vous parlerai de la campagne électorale ou on n'avait même pas un siège pour s'asseoir dans les bureaux de vote.

AH : Ah oui.

Pascal : Non mais attendez, il fallait faire appel aux juges pour qu'on nous impose de nous donner de quoi s'asseoir. Je ne vous dirais pas que parce qu'il faut savoir que le parti communiste allait envoyer des missionnaires en RDA pour savoir comment bourrer les urnes et tricher.

AH : Ah oui ?

Pascal : C'était fait, c'était normal pour eux.

AH : À Port-de-Bouc ça paraissait normal ?

Pascal : Donc ça c'était la campagne électorale, s'est passé je vais vous le dire avec heu. Parce que c'était à l'époque la belle époque des dockers qui commandaient le port et tout. Donc c'était faire le tour des bureaux de vote sous les crachats, puisqu'ils me faisaient la haie d'honneur et ils me crachaient dessus.

AH : Ah oui d'accord.

Pascal : Non mais attendez, pendant trois ans heu, je vais vous dire, je me promenais dans Port-de-Bouc même les chiens ils changeaient de trottoir. Ah non mais 3 ans. On est venu me faire, me peindre le pendu là devant.

AH : Une opposition très forte de la municipalité ?

Pascal : C'était une opposition, je vais vous dire avant les élections la période préélectorale quand disons j'étais pas encore décidé. On a cassé la sorte d'affichage pour la politique nationale on a cassé la voiture à Manuello. Donc, non mais là ce n'était pas la rigolade. Y'avait pas d'enfants de cœur, là c'était, c'était, c'était costaud. Hein. Je sais pas si vous connaissez les dockers.

h. *Un passé syndical fort*

Pour finir, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer sont deux villes marquées par un syndicalisme et une solidarité ouvrière qui ont été autrefois vives mais qui ont finalement décliné. Que ce soit à Fos ou à Port-de-Bouc, la CGT a été historiquement omniprésente. La CFDT l'a également été à Fos dans l'aciérie. Les deux villes ont été marquées durant leur histoire par des conflits particulièrement violents. À Fos, c'était pour l'augmentation des salaires, la sécurité au travail. Ils ont abouti à des revalorisations de salaires et des nouvelles normes en matière de sécurité.

À Port-de-Bouc, les syndicats se sont battus avant tout pour la conservation des emplois et le maintien des usines. C'était ainsi un syndicalisme de combat dont se plaisent à rappeler les anciens militants. Les grèves, ainsi que les luttes font partie de l'âme port-de-boucaine, tout comme le souvenir du chantier naval. Le combat syndical a souvent été dur dans la ville, et ce dès son origine. C'est dans le chantier naval de la ville qu'est née la culture ouvrière si particulière de la ville et qui s'est transmise aux fils d'ouvriers, mais a priori pas aux petits enfants. Après-guerre, le syndicalisme

s'est organisé autour d'une CGT hégémonique alliée au parti communiste. Les syndicats ont donc été soutenus par la mairie durant tous leurs combats pour le maintien de l'emploi sur la ville. La ville a d'ailleurs été régulièrement marquée par des violences entre les militants syndicaux et les agents des chantiers ou la police. De même, à titre d'exemple, en 1947, lors du début de la guerre froide, une grande manifestation est organisée par la mairie communiste et aboutit à des affrontements contre d'autres manifestants de droite.

Dans les deux villes, la vie syndicale s'est progressivement rabougrie. À Port-de-Bouc, la fermeture des usines a sonné le glas de la CGT locale qui se réduit aujourd'hui à une association d'anciens travailleurs. À Fos-sur-Mer, les délégués syndicaux avouent avoir beaucoup de mal à mobiliser les travailleurs, surtout, le développement du travail intérimaire et de la sous-traitance scinde la lutte collective en une multitude de combats individuels. Seule l'aciérie de Fos-sur-Mer reste le lieu d'un syndicalisme encore puissant (Maritima, 2016). Avec ce déclin, c'est selon les responsables syndicaux la solidarité ouvrière qui s'est amoindrie.

D. Les différences sensibles de l'organisation urbaine et politique

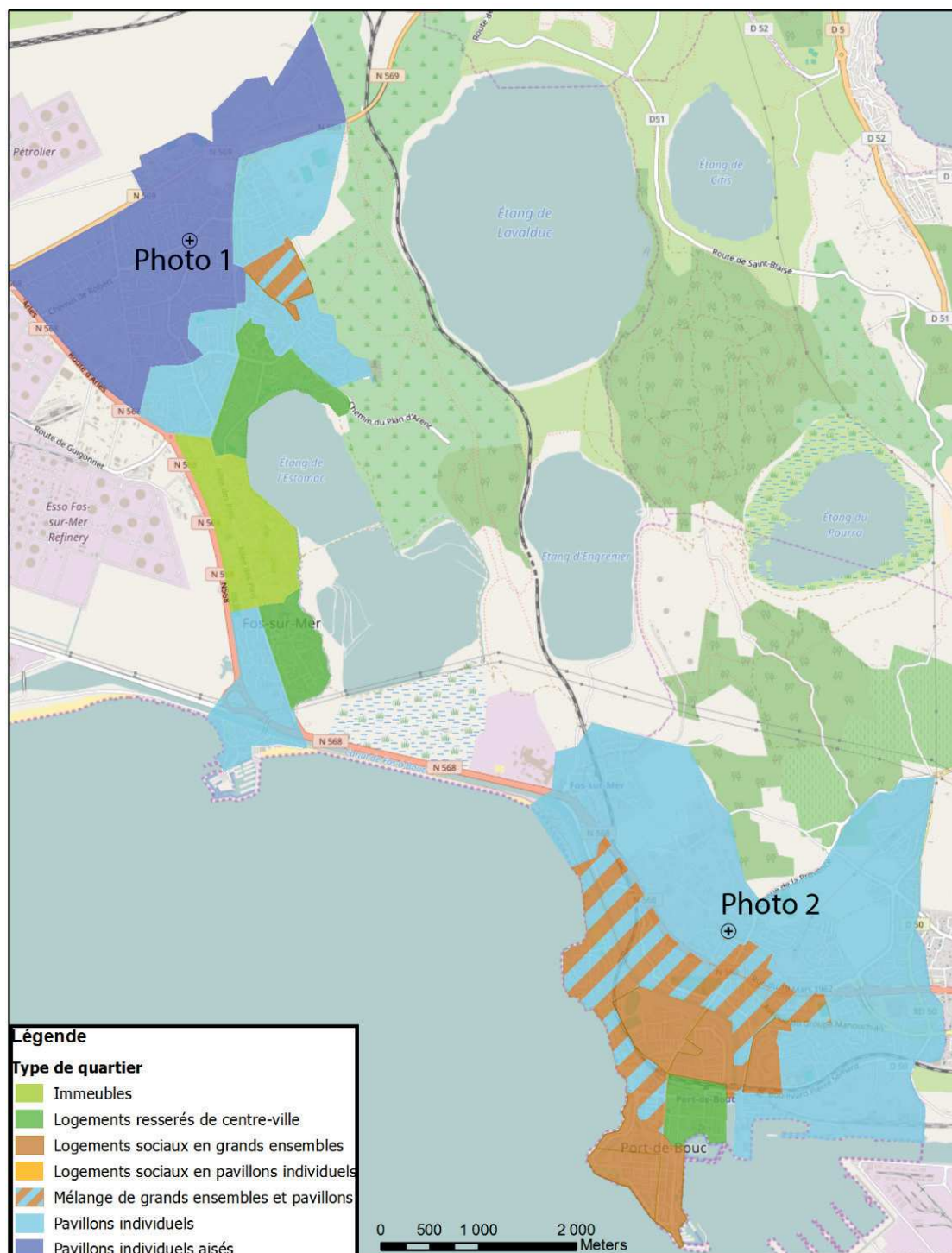
S'il nous est possible de détailler un grand nombre de similitudes entre ces communes, il ne faut pas, pour autant, sous-estimer les différences qui peuvent exister entre ces deux villes voisines. Ces dernières tiennent tant à l'organisation urbaine dissemblable de ces deux villes qu'à la richesse municipale de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc.

a. Deux morphologies urbaines dissemblables

Fos est une ville pavillonnaire, sans centre-ville identifié. Elle est très étendue, et occupée par des quartiers entiers de « villas ». La ville s'est développée par strate successive et les quartiers sont délimités au niveau architectural entre le vieux centre moyenâgeux au sud, puis des quartiers constitués en bandes datant des années 70 pour les premiers, des années 80 pour les seconds et enfin des années 2000 à l'extrême nord de la commune. La ville voit alterner différents quartiers. Certains affichant une richesse assez prononcée (grands jardins, piscines, architecture travaillée). D'autres sont des quartiers de petits pavillons mitoyens avec petits jardins semblables à ceux que l'on retrouve classiquement dans les petites villes périurbaines du sud.

À Port-de-Bouc, la morphologie de la ville est plus contrastée. Elle est historiquement une ville urbaine marquée par de hauts immeubles semblables à ceux de la banlieue parisienne. Aujourd'hui si certains ont été détruits, la ville demeure néanmoins très dense. Les quartiers les plus anciens de Port-de-Bouc, situés près du port, ont été construits sous la forme de quartiers ouvriers de type corons. Dans ces petites maisons individuelles, les habitants se retrouvaient sur les pas des portes le soir ou dans les jardins qui étaient tous mitoyens séparés par des clôtures (Joly, 2005, *op. cit.*, pp.7-22). Avec l'essor de la ville et de la zone industrielle voisine de Fos, toutes les constructions post-années 60 ont été de grands ensembles. La population de la ville a d'ailleurs

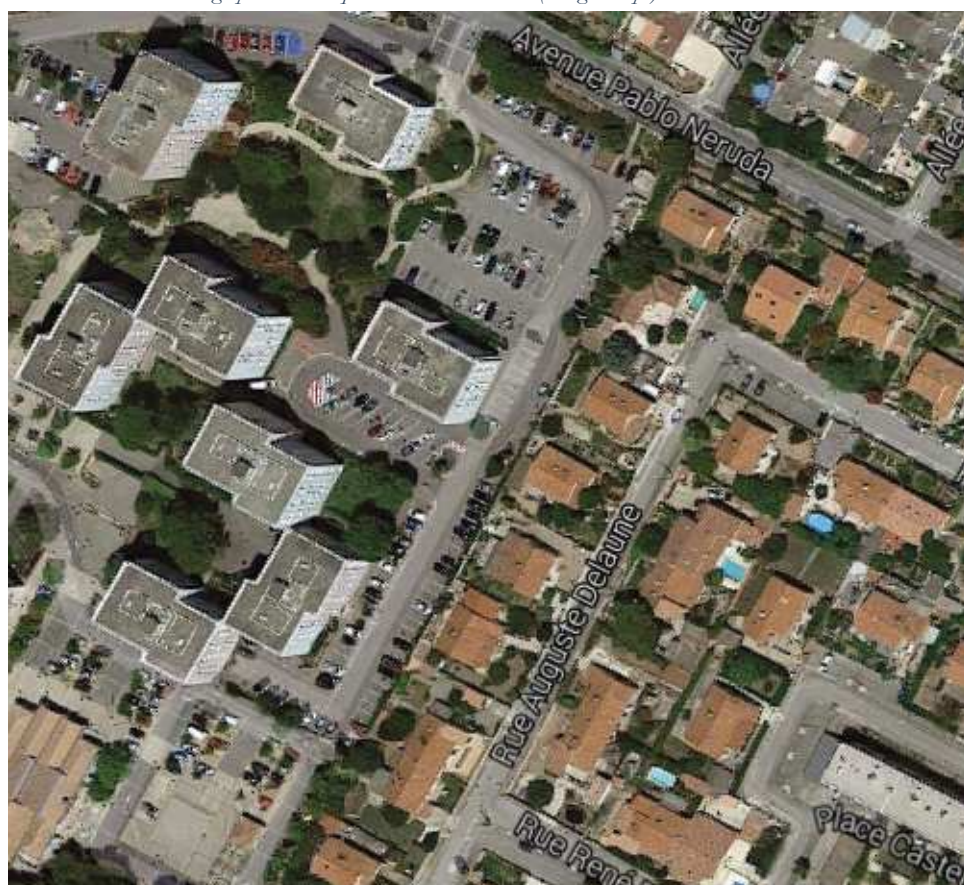
atteint les 21.000 habitants avant de redescendre aujourd'hui à 17.000 habitants. Aujourd'hui, de nouveaux quartiers pavillonnaires se construisent à Port-de-Bouc, au nord, ils sont loin de l'influence de la municipalité car séparés du centre-ville par une voie rapide qui fait office de véritable frontière entre les deux espaces géographiques. Le vote semble complètement indépendant de tout contexte local et se rapproche plus de celui de Fos-sur-Mer. Ces quartiers sont d'ailleurs exclusivement composés d'habitats pavillonnaires occupés par des «petits-moyens» accédant à la propriété mais n'ayant pas les moyens d'acheter à Martigues ou dans les villes plus riches. La carte ci-après détaille les différents types d'habitats de Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer.





Photographie 1 : Un quartier de Fos-sur-Mer (Google Maps)

Photographie 2 : Un quartier de Port-de-Bouc (Google Maps)



b. *David port-de-boucain contre Goliath fosséen*

Les différences morphologiques entre les deux villes s'associent à des variations économiques importantes. En effet, la ville de Fos-sur-Mer bénéficie des retombées économiques de la zone industrielle installée sur son territoire. Ces revenus très importants étaient répartis entre les différentes villes du SAN Ouest Provence et Fos-sur-Mer en touche une part importante. Cette manne a permis à la ville de soutenir un budget de près de 90 millions d'euros qui correspondrait plus à celui d'une ville de 50.000 habitants. On trouve ainsi sur la ville plusieurs équipements de grande ampleur comme le stade de football Parsemain de 17.000 places.

Port-de-Bouc au contraire est une ville qui ne bénéficie d'aucune retombée économique liée à d'éventuelles usines. Son budget, largement inférieur à celui de Fos-sur-Mer, a selon quelques habitants forcé la mairie à pratiquer «le système D». Cela n'a pas empêché la municipalité de rénover le centre-ville, mais de façon modeste. Le manque de budget de la ville se retrouve plus dans la faiblesse des effectifs municipaux, notamment de la police municipale. Fos-sur-Mer, en revanche, est selon ses habitants la ville de France avec le plus d'employés municipaux en ratio par habitant.

<i>Tableau 7 : Les budgets municipaux de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc</i>	Fos-sur-Mer	Port-de-Bouc
Budget municipal	83,4 M€	28,1 M€
Taxe d'habitation	0.01 %	19.9 %

c. *Une culture politique communiste port-de-boucaine ?*

À Port-de-Bouc, l'emprise du parti communiste a contribué à faire du comportement politique sur la ville un comportement particulier. René Rieubon et Michel Vaxès, les deux maires de la ville de 1944 à 2005 ont été les figures de ce communisme local. Ainsi, lorsque le second est décédé en 2016, Pierre Laurent déclara : «il est l'une des figures politiques des Bouches-du-Rhône les plus appréciées de la population, élu communiste de proximité. Proche des gens il était de tous les combats pour sauver une usine de la fermeture, auprès des marins pêcheurs, des agriculteurs, pour empêcher une expulsion locative, pour aider celles et ceux qui souffrent. [...] Il cherchait à produire du commun, à développer des projets pour sa ville... » (Laurent, 2016). Le résultat obtenu par Jean-Luc Mélenchon aux élections présidentielles de 2012 et 2017 illustre cette culture politique locale. Il a en effet obtenu un score supérieur de 15 % au score national. Les réseaux associatifs affiliés tant au parti communiste qu'aux formations de Jean-Luc Mélenchon y sont par ailleurs particulièrement actifs. À Fos-Sur-Mer, les comportements politiques des électeurs semblent bien plus classiques. La droite parlementaire y est malgré tout particulièrement faible, de même que le PS et on assiste à un partage de la ville entre FN (38 %) et FI (25 %). Vient ensuite Emmanuel Macron avec 13 % des suffrages exprimés en 2017. La tendance politique de Fos-sur-Mer se rapproche ainsi de ce qu'on peut trouver dans les villes proches comme Istres ou Miramas.

Encadré 4 : Des villes polluées

Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer, entourées par une aciérie, une cimenterie, une usine d'aluminium et surtout trois raffineries situées respectivement à Fos-sur-Mer et Martigues (raffinerie de Lavéra et raffinerie de la Mède), sont affectées par une pollution particulièrement importante. Néanmoins cette dernière n'est pas l'unique conséquence de ces usines, mais également de la circulation extrêmement dense de camions de toutes sortes, venant se charger en marchandise dans les entrepôts proches du port. L'autoroute d'Arles à Fos-sur-Mer est ainsi saturée de poids lourds, ce qui, par ailleurs, a motivé la construction d'un contournement routier de la ville de Port-de-Bouc. La photo suivante illustre la place que prennent les usines à Fos-sur-Mer.



Photographie 3 : La plage de Fos-sur-Mer

Ainsi, des enquêtes sont régulièrement menées pour mesurer la qualité de l'air et l'impact de celle-ci sur les habitants de villes de Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc et Martigues. La dernière date de 2017 et a été réalisée par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES). Elle montre ainsi, en plus de la gêne induite par les odeurs émanant des raffineries, et qui sont surtout perceptible quand le vent est faible, une augmentation des maladies respiratoires ou cancéreuses. Il y'a ainsi une probabilité de 15 % de contracter de l'asthme à Fos-sur-Mer contre 10 % sur le territoire national. De même, il y'a trois fois plus de cancers du col de l'utérus sur le territoire communal qu'ailleurs en France (FOS EPSEAL, 2017).

Parmi les personnes avec lesquelles nous avons discuté, peu déclaraient souffrir de la pollution. Dominique et Olivier, deux électeurs frontistes, déclarent quant à eux mal la vivre :

Olivier : Disons que voilà ouais, c'était l'un des points intéressants de Fos, d'un côté on a la pollution d'un côté on a les avantages

Dominique : Moi je sais que depuis que je suis à Fos je suis malade hein, je préférerais payer des impôts qui sont plus hauts, et pas avoir toute cette pollution. Moi je le ferais si je pouvais me casser d'ici, c'est pareil je reste là parce que j'ai des gamins et... Je veux plus, moi perso je veux plus être ici. Je m'éloigne je n'en sais rien mais je reste pas ici. Moi depuis que je suis là, je suis malade. Mon gamin hein, il n'avait jamais fait d'allergies de sa vie, il est constamment emmerdé. Ça râle, c'est, heu, mon propriétaire qui loue la maison depuis qu'il est parti il me dit on est tranquille. Et on est parti en vacances pendant deux semaines.

3. Bully-les-Mines et Grenay : vivre après les mines

Si, Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc sont des villes au passé ouvrier et ancré à gauche, c'est également le cas de Bully-les-Mines et Grenay. Ces dernières ont néanmoins des caractéristiques propres. Elles sont situées dans un tissu de villes plus petites mais beaucoup plus denses : le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais. Le territoire contraste ainsi avec le sud de la France où les villes sont plus peuplées mais moins nombreuses et moins « serrées ».

Anciennes villes minières, les villes de Bully-les-Mines et de Grenay partagent avec les communes de Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer une sociologie à dominante ouvrière. Ce sont en effet des villes qui se sont construites autour des puits de mine par les houillères. De cette origine économique découle une sociologie qui est depuis longtemps populaire, la très grande majorité des hommes ont travaillé dans les mines durant la première moitié du XX^e siècle. En résulte un fort sentiment d'identité locale centré autour de cette activité, un peu à l'image de l'identité port-de-boucaine qui s'est construite autour des chantiers navals. D'autre part, ce sont des villes qui ont été confrontées à la désindustrialisation et à une forte crise de l'emploi dans les années 1970 à 1990, tout comme Port-de-Bouc, et dans une moindre mesure Fos-sur-Mer.

A. Une histoire marquée par les charbonnages

Si l'histoire de Port-de-Bouc et de Fos-sur-Mer malgré une proximité géographique reste dissemblable (car décalées dans le temps), ce n'est pas le cas des communes de Bully-les-Mines et Grenay qui, en plus d'une proximité géographique, partagent exactement la même histoire. Ces communes très anciennes sont situées dans un territoire particulier : la Gohelle. Il s'agit d'une terre pauvre pour l'agriculture, ce qui explique le sous-peuplement de ce bassin jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Dans les années 1850, « Bully-en-Gohelle⁶⁹ » et Grenay étaient donc des bourgs très peu peuplés : Bully-les-Mines dépassait à peine les 800 habitants, Grenay les 200.

Il faut ainsi attendre la fin du XIX^e siècle pour voir la population de ces deux villes croître de manière rapide, cette croissance est liée à l'explosion démographique de toute la région où les gisements de charbons sont progressivement découverts. En effet, la ville de Lens, qui n'est peuplée encore que de 3000 habitants en 1850 atteint les 24.000 habitants en 1901. Liévin, qui comptait à peine 1500 habitants en 1850 était elle aussi peuplée de près de 18.000 habitants dès 1901. C'est ainsi toute la région du bassin minier qui s'est rapidement peuplée autour des différents puits de mine entre la seconde moitié du XIX^e et le XX^e siècle. Cette explosion démographique est évidemment due à une migration économique. Cette dernière n'a pas été que française puisque de nombreux étrangers sont venus s'installer dans la région et travailler dans les mines. On rencontre ainsi beaucoup de descendants de Polonais, de Tchèques, ainsi que quelques descendants d'Italiens⁷⁰. Avec eux, s'est certainement transmise une culture de tolérance entre travailleurs.

⁶⁹ Le nom Bully-les-Mines sera adopté en 1925.

⁷⁰ Le candidat du Front national sur la ville de Grenay est ainsi d'ascendance italienne comme il le rappelle souvent durant l'entretien.

L'immigration de ces ouvriers, surtout des Polonais, a été organisée par les compagnies minières. Les mineurs ont été sélectionnés car ils étaient mineurs dans leurs pays, et des corons ont été construits pour eux à proximité des mines. Cette immigration polonaise datant de 1909-1910 a été surnommée « Stara emigracja » (Callens, 2014).



Carte 11 : Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais

Bully-les-Mines et Grenay font partie du bassin minier Lensois qui regroupait alors, outre ces deux villes, des communes comme Liévin, ou Lens. Ces villes font partie d'une ceinture plus vaste allant d'ouest en est de Bèthune à Valenciennes, en passant par Lens et Douai (cf. carte ci-dessus⁷¹).

Ce bassin minier commence à être exploité durant le milieu du XIX^e siècle. En 1855, le puits de Bully-les-Mines est le premier à ouvrir (Roger, 2000, *op. cit.*). Il faut néanmoins attendre la fin de ce siècle pour que tous les puits soient en fonction. Le premier puits de Grenay est ainsi ouvert en 1904 (Antonini, 2006, *op. cit.*, pp.11-44). C'est à partir de cette époque que les villes vont soit s'agrandir, soit se créer (avec des corons qui sortiront de terre à proximité des puits de mine). Toutes ces villes minières seront créées et entretenues par les compagnies charbonnières qui voudront d'une part que leurs ouvriers soient logés à proximité des mines, et d'autre part fidéliser les familles en créant une relation de dépendance de la part des ouvriers bénéficiant d'une maison de la compagnie⁷². C'est notamment ce que rappelle le maire de Bully-les-Mines en entretien.

⁷¹ Carte libre de droits disponible sur wikipedia :

<https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/1/14/BassinminierglobalNordPDC.svg>

⁷² De cette politique de la part des compagnies charbonnières en résulte une sociologie qui est encore aujourd'hui à large dominante ouvrière dans la plupart des villes du bassin minier.

François Lemaire : Il y avait aussi cette vie sociale qui était fortement régie par les, par les compagnies des mines, ou les houillères d'ailleurs qui ont pris la suite ! Donc y'a beaucoup de nostalgie. [...] Ils étaient propriétaires d'une grande partie de la commune, et ils régissaient tout, ils régissaient la vie sociale, ils régissaient la vie publique. La vie associative était en général créée par les, héritées des compagnies des mines, vous le savez la composition urbaine, l'architecture urbaine des cités était quand même pensée pour heu, contrôler la vie sociale.

Les maisons de mineurs sont pour la plupart construites entre la première et la Seconde Guerre mondiale. En 1939, 90.000 ont été construites, en 1965, leur nombre s'élève à 116.000 logements. Ces maisons sont toutes bâties sur des modèles standardisés, elles prennent des formes similaires mais distinctes selon le poste occupé dans la mine. À côté de la barre de maisons « coron » des villes, rares sur nos terrains d'enquête, on trouve la maison mitoyenne standard qui figure sur la page suivante, ou bien le « chalet » légèrement plus spacieux et destiné aux porions. Ces maisons sont, à l'époque de leurs créations extrêmement modernes, disposent de toilettes intérieures et sont reliées à l'eau courante et aux égouts. Aujourd'hui, elles souffrent d'une mauvaise isolation thermique, et font l'objet d'un travail de rénovation continu de la part des bailleurs sociaux.

Tout comme l'ensemble de la région, les villes de Bully-les-Mines et de Grenay ont été marquées par la Première Guerre mondiale, elle a détruit la quasi-totalité des habitations et des puits d'extraction de charbon du bassin minier. À la fin de la guerre, les villes ont été reconstruites, de même que les coronas. Les maisons individuelles que l'on voit aujourd'hui datent de cette période post-grande guerre. Ainsi, les villes du bassin présentent pour caractéristique particulière un fort étalement spatial, et une faible verticalité des habitations. Les grands ensembles sont quasiment absents et ce sont les petits pavillons individuels doubles qui sont la norme. De ce fait, toute l'agglomération lensoise est étalée le long de l'ancienne zone charbonnière. Les villes se touchent, les quartiers sont identiques, constitués de maisons soit mitoyennes, soit séparées par des petits jardins, toutes en brique rouge et de deux étages. Durant l'ère faste de la houille, le Nord-Pas-de-Calais a été une zone de très faible chômage. La solidarité ouvrière de même que l'engagement politique des citoyens semblaient au dire d'anciens mineurs plus forts qu'aujourd'hui.

Les villes de Grenay et de Bully-les-Mines ont été confrontées à la fermeture des puits de mine et à la modification du marché de l'emploi. Le secteur secondaire s'est ainsi fortement réduit. À partir des années 1960, la fermeture des puits touche toutes les communes de la région. Le chômage grimpe progressivement pour atteindre aujourd'hui le double de la moyenne nationale dans certaines communes comme Grenay. À titre d'exemple, Liévin était en 1999 affectée par un taux de chômage de 26,6 % tandis que la moyenne nationale était alors de 12,9 %. La fermeture des puits de mine s'est accompagnée d'une reconversion progressive de certains anciens mineurs qui ont pu bénéficier d'offres de la part des autres entités de l'État : SNCF, PTT, France Télécom⁷³... Néanmoins, leurs enfants ont eu bien plus de difficultés à trouver un travail. Certains

⁷³ Beaucoup sont aujourd'hui à la retraite ou décédés.

sont devenus des employés/ouvriers industriels ou du tertiaire comme le montre l'évolution sociologique de la plupart des villes du Pas-de-Calais. D'autres ont vécu des ressources de leurs parents. Les communes constituent aujourd'hui la banlieue périurbaine de Lens, voire de Lille distante de moins de 45 km et la sociologie commence à se rapprocher de celle des villes périurbaines. Beaucoup de travailleurs résident à Bully-les-Mines ou Grenay car les loyers sont faibles mais vont chaque jour travailler à Lens, Béthune ou Lille.



Photographie 4 : Une maison de mineur typique du bassin minier Lenois

B. Une culture politique de gauche

Politiquement, les deux villes que sont Bully-les-Mines et Grenay sont situées dans une région où le parti socialiste et le parti communiste se « partageaient » les différentes villes minières. Le Nord-Pas-de-Calais est en effet devenu progressivement une terre de gauche à partir des années 1920 et est encore aujourd'hui une région où la droite républicaine est marginale. Cependant, le Front national, depuis les années 1980, obtient de bons résultats, notamment à Roubaix et Tourcoing, et plus récemment dans le Pas-de-Calais où il a remporté la mairie de Hénin-Beaumont en 2014 et a pu proposer de nombreuses listes dans la plupart des municipalités du bassin minier Lenois.

La répartition politique entre Parti communiste et Parti socialiste a été largement étudiée par la science politique (Lacoste, 1986) (Giblin-Delvallet, 1990) (Giblin, 2005). À titre d'exemple,

le parti communiste est implanté dans le Valenciennois, alors que près de Lille, c'est le parti socialiste qui domine l'espace politique local. Cette histoire différenciée des deux partis de gauche a été provoquée par les différences de stratégie syndicales des partis politiques dans les différentes zones minières de la région.

Les villes de Bully-les-Mines et Grenay sont quant à elles situées dans un pré carré du parti socialiste et dont le centre se situe à Lens et Liévin. Quelques villes ont malgré tout échappé à cette hégémonie socialiste et sont aujourd'hui des bastions communistes : Sallaumines, Avion, et Grenay. Ces villes semblent avoir développé des pratiques politiques et culturelles propres à l'image du communisme municipal de la banlieue parisienne. Elles n'ont par ailleurs vu aucune alternance politique depuis 1946, cette stabilité politique a renforcé leurs spécificités. Ainsi, les villes de Lens et Liévin sont gérées par le parti socialiste depuis les années 50. La ville de Bully-les-Mines, située dans l'une des plus fortes fédérations socialistes de France, a bénéficié durant des années du soutien du parti socialiste dans la gestion de l'après-mine. Cela a également été le cas dans le Valenciennois de la part du parti communiste. Grenay en revanche, terre communiste dans un océan socialiste est rentrée en conflit avec les leaders socialistes et a perçu beaucoup moins d'aides pour sa « reconstruction ».

La modification progressive de la sociologie de ces villes, associée à la fin des solidarités ouvrières transmettant une histoire « de gauche » a certainement affaibli le soutien dont bénéficiait sur place les partis de gauche. Néanmoins, la droite républicaine n'a aucunement bénéficié dans les départements du nord et du Pas-de-Calais de ce déclin. La ville de Bully-les-Mines continue d'être dirigée par le parti socialiste. Grenay demeure quant à elle un bastion communiste depuis 1946. Ce passé politiquement distinct entre les deux villes est à comparer avec celui de Fos-sur-Mer, la socialiste, et de Port-de-Bouc, la communiste, dans le département des Bouches-du-Rhône. Là encore, les villes du sud et celles du Pas-de-Calais sont intégrées dans un environnement de villes proches toutes de gauche ce qui constitue un point commun supplémentaire entre les deux terrains.

C. Des villes largement semblables

Si Bully-les-Mines et Grenay partagent une histoire commune, elles partagent également des caractéristiques sociologiques qui permettent de les comparer.

a. Une démographie stable

Grenay et Bully-les-Mines sont des villes « vieillissantes » dans lesquelles il n'existe pas de brassage de population. Leur population reste malgré tout assez jeune, mais c'est l'émigration qui est le principal facteur de baisse démographique. Grenay qui a atteint son pic de population lors du recensement de 1946 avec 8.776 habitants a ensuite été dans une dynamique de baisse démographique lente mais relativement continue jusqu'en 1982. Aujourd'hui, on assiste à une très lente remontée démographique. Peuplée de 5.875 habitants en 1982 elle atteint les 6.900

aujourd'hui. Bully-les-Mines a vécu la même dynamique démographique. Elle a atteint son apogée démographique en 1962 avec 14.183 habitants avant de redescendre à 11.985 en 2006 pour légèrement remonter aujourd'hui à 12.678.

b. Une immigration « zéro »

Dans le Pas-de-Calais, beaucoup de communautés de mineurs étrangers sont venues s'installer durant tout le XX^e siècle. Les Italiens, les Polonais ou encore les Marocains se sont ainsi retrouvés à travailler dans les galeries, les mines étaient ainsi des endroits multiculturels. Néanmoins, Bully et Grenay n'ont pas fait partie de ces communes à fort brassage de population. Les quartiers polonais étaient regroupés dans des communes spécifiques comme Sallaumines où ils représentaient 40 % de la population. Les Marocains et Algériens ont également été regroupés dans certains lieux et ont eu pour mission de fermer les derniers puits de mine avant d'être en grande partie renvoyés chez eux. De plus, ils ont été recrutés alors que les mines de Bully et Grenay étaient déjà fermées. Ces deux villes ne comptent ainsi quasiment pas d'immigrés récents, il existe en revanche des noms à consonance polonaise mais cette immigration date des années 1920. C'est ce qu'affirment les maires de ces deux communes, à commencer par celui de Grenay.

Christian Champiré : À Grenay on a pas d'enfants on a peu d'enfants d'immigrés.

AH : Oui mais il (le Front national) aurait pu quand même faire un score ?

Christian : Non mais à l'inverse justement, tout son discours là-dessus il s'adressait à une population qui sent ce problème. Mais là à Grenay on a pas d'immigrés. Les gens heu, du coup ils s'inventent des choses. La boîte de nuit à Bully-les-Mines c'est un lieu de rassemblement de « FAFS⁷⁴ », heu, qui heu, qui se disent on est envahi par les Arabes et on a pas d'Arabes ici, sur le secteur, on a très peu d'origine maghrébine. Il faut aller plus vers Libercourt, Ostricourt pour en avoir parce que c'était les derniers puits de mine là y'a les populations d'origine marocaine qui est concentrée mais ici y'en a pas mais du coup son discours il est tombé à plat.

François Lemaire, premier magistrat de Bully-les-Mines confirme ces propos.

AH : Et on disait que la fin des mines c'était une période où ils ont amené des travailleurs étrangers notamment marocains et algériens pour fermer les mines. Ça s'est fait à Bully ?

François Lemaire : On a très très peu de population d'origine maghrébine sur la commune. Et vous le verrez, on va en avoir plus le secteur d'ailleurs qui va être plus celui du versant est de l'agglomération qui va plus avoir des populations effectivement du Maghreb.

AH : D'accord.

François : Mais nous sur Bully heu non on en a pratiquement pas.

⁷⁴ Le mot « FAF » qualifie les militants extrémistes de droite et est le diminutif de la phrase « La France aux Français » qu'ils sont réputés utiliser régulièrement.

c. *Des sociologies fortement populaires*

La sociologie de Bully-les-Mines et Grenay à l'image de celles de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc est avant tout populaire. Les populations dominantes sont ouvrières ou employées. La part de personnes sans emploi est quant à elle très élevée et comparable au niveau de Port-de-Bouc, ce sujet est selon le maire de Bully-les-Mines particulièrement problématique.

AH : D'accord, au niveau du chômage j'imagine que par rapport aux villes alentour c'est ?

François Lemaire : On est au même niveau hein.

AH : D'accord.

François : On est au même niveau. Peut-être un peu moins que Grenay ou Mazingarbe mais globalement on est dans la moyenne de l'arrondissement donc c'est pas brillant, franchement pas brillant.

AH : C'est vrai que tout le Lensois est en général assez, un taux de chômage assez élevé.

François : Avec toutes les problématiques de chômeur de longue durée, aujourd'hui on a pas de solution et heu. Des chômeurs seniors, on se considère maintenant comme étant senior dès 50 ans, même avant, ce qui est vachement inquiétant. Puis cette problématique des jeunes sans-emploi, ça, c'est quand même une vraie catastrophe, une vraie inquiétude.

d. *Le marasme économique de deux villes dans une région en crise*

Autrefois demandeuses de main d'œuvre, les villes de Grenay et Bully-les-Mines sont aujourd'hui demandeuses d'emploi. Dans les deux cas, les premiers employeurs sont les mairies, suivies à Bully-les-Mines par une maison de retraite médicalisée. L'activité industrielle a quant à elle tout à fait disparu. On trouve quelques activités de logistique entre les deux villes dans une zone d'activité mais ces emplois ne sont pas en priorité pourvus par des Bulligeois et des Grenaisiens.

François Lemaire : Il faut être honnête les gros employeurs aujourd'hui sont des employeurs publics, vous avez bien évidemment la collectivité, vous avez les structures, hospitalières ou médico-sociales qui sont présentes sur la commune.

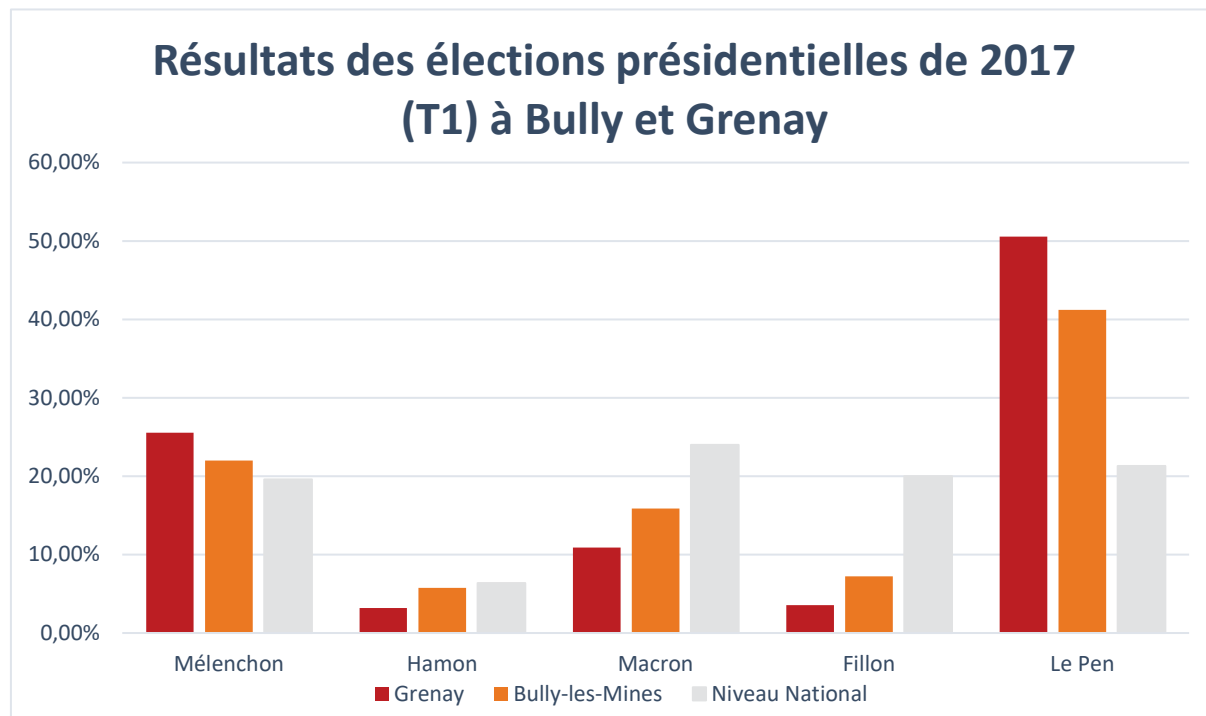
Christian Champiré : Alors y'a l'éducation nationale avec le collège et les 6 écoles. Y'a la mairie heu on a à peu près heu 150 heu, personnes salariées. Y'a aussi heu, ici la CARMi qui va, sécurité sociale minière qui existe encore

Dans les deux villes, les commerces sont de plus en plus nombreux à fermer mais c'est à Grenay que cette situation est la plus flagrante. Les petits commerces de proximité sont très rares sur la ville. Néanmoins, chaque ville compte un hard discount de taille modeste dans lequel les habitants vont faire leurs courses.

e. *Des villes sans droite (républicaine) ?*

Bully-les-Mines et Grenay ont pour caractéristiques de voir la droite faire des scores particulièrement faibles sur leur territoire. Cela est notamment frappant au deuxième tour des élections présidentielles de 2012 où Nicolas Sarkozy a obtenu à Grenay 28.45 % des suffrages exprimés. À Bully-les-Mines, il a obtenu un score de 34.6 %. On est loin de la répartition égalitaire des suffrages que l'on peut trouver à Fos-sur-Mer. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, Nicolas Sarkozy remporte par ailleurs moins de 10 % des suffrages exprimés dans la plupart des bureaux de vote des deux villes.

Ces deux villes du Pas-de-Calais sont largement ancrées à gauche depuis plus d'un siècle et la droite républicaine ne parvient pas à s'y implanter. En revanche, le Front national s'est largement développé depuis quelques années sur ces deux villes depuis le début des années 2000. Au premier tour des élections présidentielles de 2012, Marine Le Pen a obtenu le double du score de Nicolas Sarkozy à Bully-les-Mines (29.06 % contre 14.69 %) et plus du triple à Grenay (34.70 % contre 9.52 %). Grenay, ville dirigée par le PCF, est celle où le vote Front national convainc le plus de personnes et où la progression a été la plus forte aux élections nationales. L'élection municipale de 2014 a également vu le candidat frontiste local réaliser un score de 38 %. Le parti de Marine Le Pen fait un gros travail pour former des militants et des responsables locaux dans ces villes pourtant modestes comme en témoigne la présence d'un « leader » à Grenay et de projets de construction de section à Bully-les-Mines.



Graphique 11 : Résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 à Bully-les-Mines et Grenay

f. *Peu de scandales mais une atmosphère de rejet du politique*

Si les villes de Grenay et Bully-les-Mines ne sont pas marquées par des scandales importants au niveau strictement local, l'atmosphère politique y est néanmoins délétère. Beaucoup de personnes critiquent une gauche qui a trop longtemps « magouillé » dans toute la région. Les gens citent souvent les noms de Kucheida (ancien maire de Liévin), et Dalongeville (ancien maire de Hénin-Beaumont) dont les scandales ont fait la une des médias nationaux il y a quelques années. Plus que le parti communiste c'est le parti socialiste perçu comme « pourri et corrompu » qui suscite l'ire de certains citoyens. Le discours « tous pourris » extrêmement présent chez les personnes interviewées se retrouve non seulement chez les électeurs Front national mais également chez certains électeurs PS ou PCF car « le Front national est aussi corrompu que tout le monde ». De ces paroles en ressort un sentiment général de lassitude et de désintérêt pour la vie politique, surtout nationale.

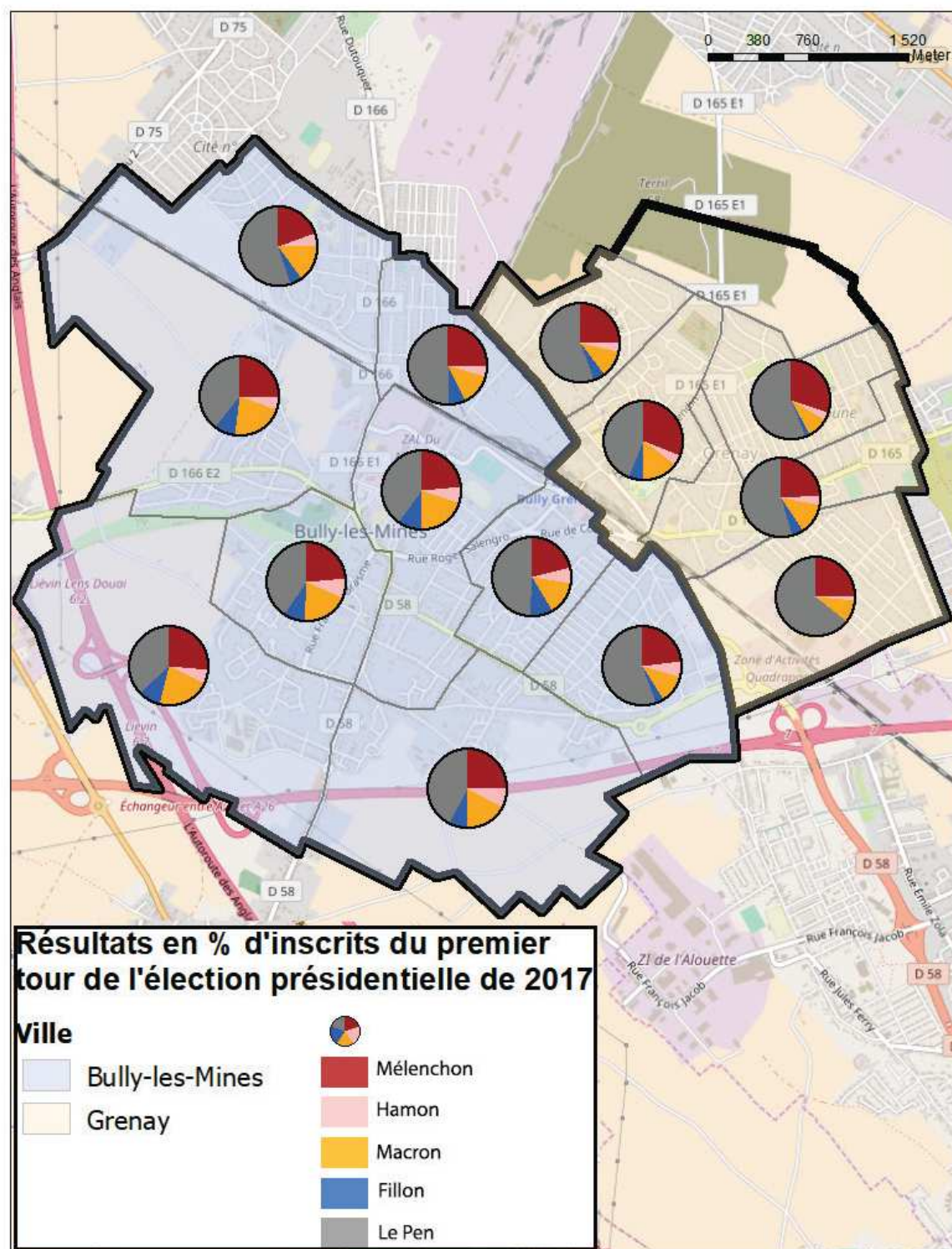
Encadré 5 : « Rose mafia » dans le Pas-de-Calais

Tout comme la fédération PS des Bouches-du-Rhône a été marquée par de nombreux scandales de corruptions, de blanchiment d'argent et de grand banditisme, celle du Pas-de-Calais a été le lieu d'importantes affaires politico-financières. Seulement, si dans le département méditerranéen l'affaire Guerini n'a pas suscité une grande indignation dans une région où les « magouilles » sont nombreuses ; dans le Pas-de-Calais, les affaires Kucheida et Dalongeville ont durablement ébranlé la gauche. Les procès de ces deux figures du socialisme local ont ainsi été concomitants (mais pas forcément les causes) à un recul sans précédent des votes pour la gauche dans ce département. À Hénin-Beaumont, l'affaire Dalongeville a même été une des causes indirectes de l'élection d'un maire FN en 2014.

Gérard Dalongeville a été maire d'Hénin-Beaumont de 2001 à 2009 date où il a été arrêté et poursuivi pour faux en écriture et usage de faux, détournements de fonds public, favoritisme et recel de favoritisme pour avoir mis en place un système de corruption et de fausses factures à l'échelle de la ville. La mairie faisait en effet facturer à des entreprises de l'extérieur des travaux qu'elle pouvait réaliser avec les agents municipaux. Ils émettaient et payaient également des factures excessives pour des travaux qui n'étaient jamais réalisés par les entreprises en question. Gérard Dalongeville a ainsi été révoqué en 2009 par décret présidentiel de ses fonctions de maire d'Hénin-Beaumont. Il a été condamné en 2013 à quatre ans de prison, dont trois ferme, et à 50.000 euros d'amende. Les affaires qui ont émaillé la ville d'Hénin-Beaumont sont une des causes de la montée du FN sur la ville. Gérard Dalongeville, se sachant condamné avait publié en 2012 le livre *Rose Mafia*, qui dénonçait toutes les corruptions du PS sur le département du Pas-de-Calais. Ce livre a causé plusieurs scandales, notamment à la fédération socialiste départementale.

Jean-Pierre Kucheida est maire de Liévin de 1981 à 2013 et succède alors à Henri Darras dont il était le suppléant. Sa gestion de la municipalité de Liévin a été émaillée de différents scandales financiers portant notamment sur la gestion de la SOGINORPA, société qui gère le logement social sur le bassin minier lensois. Il sera sèchement battu aux législatives de 2012 par un jeune candidat investi par le PS, parti dont il sera ultérieurement exclu. Il sera ensuite condamné en 2013 à 30.000 euros d'amende pour abus de biens sociaux à la suite du procès portant sur la SOGINORPA. Jean-Pierre Kucheida a par ailleurs mis en procès Gérard Dalongeville pour diffamation car ce dernier est nommément cité dans *Rose Mafia*, Dalongeville a été condamné à ce sujet.

La carte suivante présente, par bureau de vote, les scores obtenus par les différents candidats lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017.



Carte 12 : Résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 à Grenay et Bully-les-Mines par bureau de vote

g. Une vie syndicale aujourd'hui décomposée

Les mines ont été marquées par une vie associative et syndicale importante. La solidarité qui en découlait sortait des galeries souterraines. Les anciens mineurs avec qui nous avons discuté soulignaient la vie locale extrêmement vivante dans Bully et Grenay. Ils insistaient également sur le fait que celle-ci s'est progressivement décomposée en l'espace d'un demi-siècle. Les puits de Bully et Grenay ont fermé relativement tôt mais une grande partie des mineurs ont pu être ré-employés dans les mines voisines, comme à Avion, ou Oignies. Les années 1980 et 1990 ont constitué le véritable tournant pour le bassin minier. Aujourd'hui, les anciens mineurs sont rares à Grenay et Bully-les-Mines en raison des multiples décès provoqués par la silicose et les syndicats ont disparu avec eux.

Néanmoins, la culture des mines est toujours valorisée par les descendants de mineurs qui sont tiraillés entre une réalité économique difficile (fort taux de chômage, hausse du coût de la vie...) et un passé qui est aujourd'hui idéalisé. Beaucoup oublient pourtant qu'aucun mineur ne voulait voir ses fils descendre au fond car ce métier était trop dangereux et condamnait à terme les mineurs à des maladies respiratoires. On sent aujourd'hui cette frustration nostalgique d'un passé où l'emploi était facile d'accès pour tous les jeunes. Pareillement, les personnes qui critiquaient l'encadrement social trop important des houillères semblent aujourd'hui le regretter voire, demander un encadrement plus important de la société par l'État comme l'affirme le maire de Bully-les-Mines.

François Lemaire : Voilà, moi c'est ce que la grand-mère me disait, elle disait si ça n'allait pas, celui qu'on appelait le piqueur à l'époque venait débarquer dans la famille et disait attendez je vous retire autant sur votre solde, sur votre salaire parce...

AH : *Le jardin il est pas fait.*

François : Vous nous voyez aujourd'hui faire ça.

AH : *C'est effectivement du contrôle social.*

François : Allez dire aux gens je vous mets une amende de 5 euros ou 10 euros parce que votre jardin il est pas coupé net, vos haies dépassent des 2 m. Vous nous imaginez faire ça, or les gens attendent que ça. Les gens nous disent dans le déclaratif nous on veut revenir à une rigueur de fonctionnement mais ça serait les premiers à contester le fait qu'on revienne à des règles de ce type.

h. Des morphologies urbaines similaires

Si Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc s'opposaient largement au niveau de leurs morphologies urbaines ce n'est pas le cas de Bully-les-Mines et Grenay. Les deux villes sont essentiellement composées de « quartiers de mineurs ». Il s'agit d'ensembles cohérents de maisons entourant des rues droites. Ces maisons sont toutes identiques, composées de deux maisons accolées entourées d'un petit jardin. Grenay compte trois quartiers distincts : la cité du 5, la cité du 11, et la cité 40. Ces cités rassemblent généralement plus de 200 maisons chacune. Bully-les-Mines en compte également trois grandes : la cité des alouettes comportant 400 maisons, la cité des Brebis, et la cité

du 2. À ces quartiers historiques s'ajoute un centre-ville plutôt modeste où l'on trouve quelques magasins et, dans le cas de Bully-les-Mines, des quartiers résidentiels plus récents prenant la forme de pavillons. Ces quartiers pavillonnaires plus récents sont situés à l'ouest et au sud de la ville et datent des années 1970. Ils sont habités par des propriétaires alors que les « cités de mineurs » sont habitées par des locataires.

L'autre point comparable de ces deux villes tient au taux de logement social particulièrement élevé. En effet, les maisons de mines qui appartenaient aux compagnies sont devenues du logement social lors de la nationalisation de 1945. De ce fait, la part de logement social est supérieure à 70 % aujourd'hui à Grenay et quasiment égale à 50 % à Bully-les-Mines. Contrairement au logement social que l'on trouve dans les grandes villes, celui des villes minières est de type pavillonnaire. Les rues sont extrêmement propres ce qui donne à l'observateur l'idée d'un quartier cossu à premier abord. Beaucoup de mineurs disent que « la misère ne passe pas le pas de la porte », phrase qui résume parfaitement le contraste entre des quartiers tranquilles aux jardins bien entretenus entourés par des maisons au style agréable et, d'autre part, des habitants très pauvres vivant parfois dans une détresse économique forte.

Une grande partie de ces logements sociaux est gérée par l'organisme *Maisons et cités*, plus connu son ancien nom de *Soginorpa* par les habitants, nom qui est par ailleurs lié à la condamnation de Jean-Pierre Kucheida dans la gestion de cette entreprise. Le logement social du bassin minier a pour particularité d'être selon les élus locaux particulièrement « stables ». Les habitants sont attachés à ces maisons, qu'ils ont pour la plupart connues dès l'enfance, comme l'illustre cet entretien avec cette jeune habitante d'une vingtaine d'années.

AH : *D'accord et pourquoi vous avez décidé d'habiter à Grenay ?*

Léa : Ah bah pour les maisons des mines hein !

AH : *D'accord, c'était un choix de prendre une maison des mines ici.*

Léa : Bah ouais, maman on est à Grenay.

AH : *Et vous avez mis du temps à l'avoir cette maison ?*

Léa : Oui, quand même, on l'a eu parce que la situation on l'avait demandé depuis longtemps, et en fait on était dans une situation où on devait avoir notre maison et heu... En fait la propriétaire s'est désistée au dernier moment donc on allait se retrouver dehors avec le petit, donc là notre dossier il est passé en prioritaire.

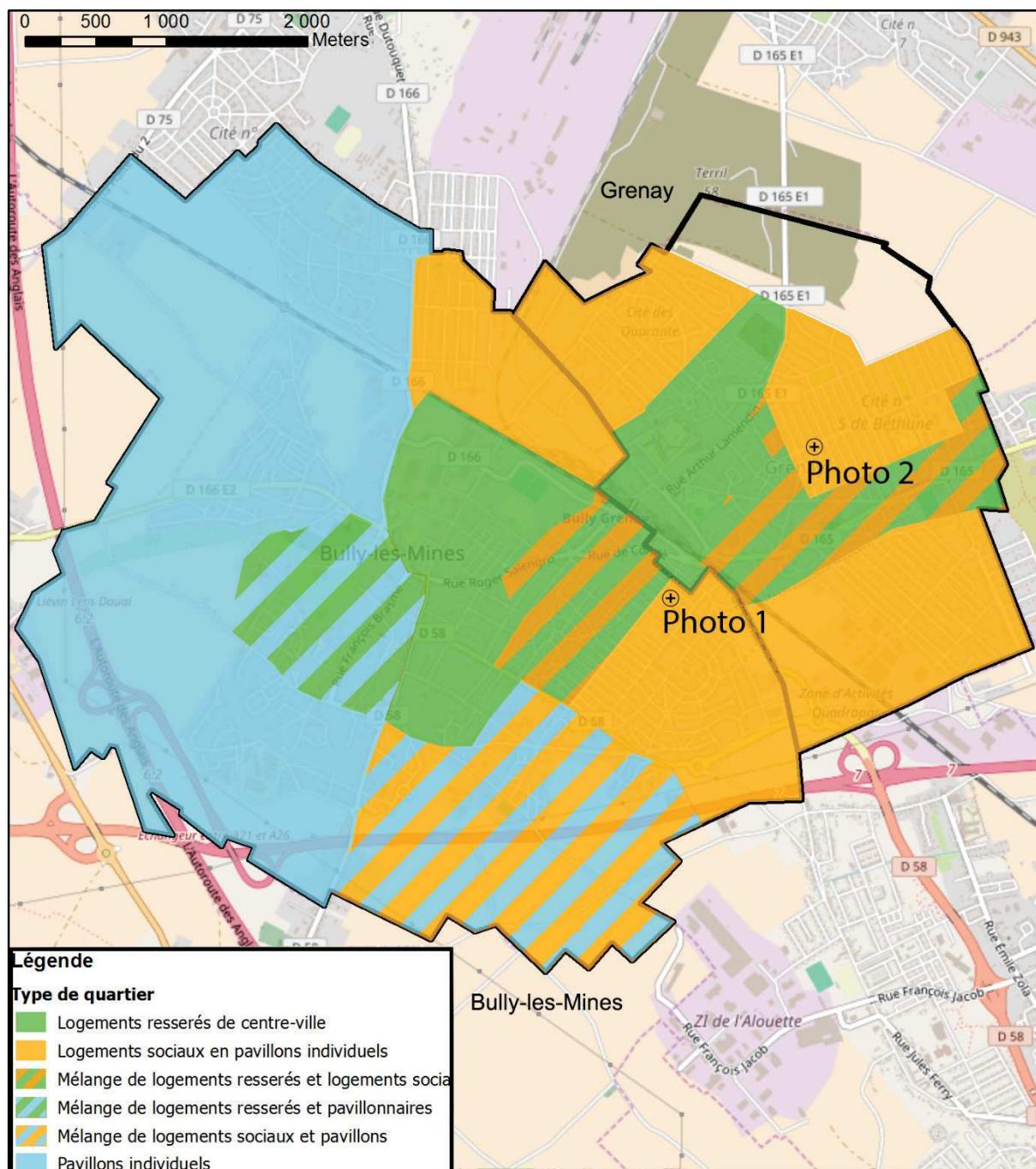
AH : *D'accord.*

Léa : Sinon on l'aurait pas eu.

Le maire de Grenay confirme ses propos.

Christian Champiré : Là ils nettoient leurs maisons et tout. Et souvent, j'ai appris ça en étant maire, les maisons les plus belles, les mieux entretenues sont parfois celles où les gens ne paient pas leurs loyers parce que c'est leurs maisons. Parfois ils y sont nés, souvent ils y sont depuis longtemps, donc acheter des œillets d'inde pour embellir le jardin ça oui ils vont mettre des sous, mais payer le loyer ils estiment que c'est pas forcément la priorité, donc c'est un rapport très compliqué.

Sur la carte ci-après, Bully-les-Mines, à gauche, est la seule à comprendre en son sein des quartiers plus « favorisés », car construits plus récemment sur le modèle de petits pavillons individuels. Ces quartiers se distinguent des cités minières par un plan des rues non hippodamien et par des jardins qui sont délimités par des murets. Grenay, à droite sur la carte, est une ville particulièrement homogène. Le centre-ville est ainsi entouré de trois quartiers de mineurs de 200 à 300 maisons chacun.



Carte 13 : Typologie urbaine des bureaux de vote de Bully-les-Mines et Grenay

Les deux photographies de la page suivante montrent la structure urbaine des quartiers mineurs de ces deux villes. Chaque quartier est découpé en plusieurs rues perpendiculaires à un boulevard principal. Les maisons, mitoyennes deux à deux, sont toutes entourées d'un jardin dont l'entretien était autrefois obligatoire. Aujourd'hui l'aménagement de celui-ci est libre.



Photographie 5 : Un quartier de Bully-les-Mines, la cité des alouettes (Google Maps)

Photographie 6 : Un quartier de Grenay, la cité du 5 (Google Maps)



D. Des écarts de richesse non négligeables

Bully-les-Mines et Grenay, largement semblables sous beaucoup d'aspects sont néanmoins différentes de par leurs richesses respectives. Tout d'abord, les habitants ne sont pas également « riches ». La moyenne de revenu des habitants de Bully-les-Mines, dans la moyenne du département, est supérieure de plus de 1000 euros à celle de Grenay. La médiane du revenu disponible par unité de consommation est de 15 991 € à Bully-les-Mines contre 14 113 € à Grenay (INSEE, 2013). Ces différences sont, selon le maire de Grenay, la conséquence de l'abandon de la ville par les pouvoirs publics nationaux et socialistes locaux. Surtout, la sociologie de la ville de Grenay, plus prolétaire, induit nécessairement une moyenne de revenu inférieure à Bully-Les-Mines.

D'autre part, les budgets des deux villes sont également dissemblables. La ville de Grenay, moins active que Bully-les-Mines, ne compte pas d'entreprises sur son territoire alors que Bully-les-Mines, deux fois plus grande, compte une maison médicalisée, quelques magasins de proximité et quelques petites PME. De ce fait, Bully-les-Mines dispose de ressources économiques supérieures. Néanmoins, comme l'affirme le maire de Bully-les-Mines, les employeurs de la ville sont principalement publics et l'activité économique, malgré l'optimisme affiché par le maire, bien moins forte que dans les années 1950 et 1960.

François Lemaire : Il faut être honnête, les gros employeurs aujourd'hui sont des employeurs publics. Vous avez bien évidemment la collectivité, vous avez les structures, hospitalières ou médico-sociales qui sont présentes sur la commune. Vous avez un tissu de commerce qui s'est développé depuis ces dernières années notamment dans la deuxième partie des années 80. On est rentré dans une phase de reconquête des friches minières. Ce qui est le cas sur la ZAL du monopole à Bully qui est un ancien carreau de fosse. Et là on a commencé d'essayer de développer de l'activité commerçante ou artisanale.

Son budget de fonctionnement est égal à 13 millions d'euros contre seulement 1.1 million d'euros pour la ville de Grenay. De ce fait, l'action municipale de Grenay se base essentiellement sur des structures associatives au personnel bénévole et les subventions aux associations sont réduites au strict minimum. Les principaux efforts budgétaires se font non pas sur les investissements mais sur les dépenses de fonctionnements. Ainsi les dépenses en personnel sont quant à elles 27 fois moins élevées à Grenay qu'à Bully alors que les dépenses d'investissement sont « seulement » 9 fois moins élevées.

<i>Tableau 8 : Les budgets municipaux de Bully-les-Mines et Grenay</i>	Bully-les-Mines	Grenay
Budget municipal	13.3 M€	1.1 M€
Taxe d'habitation	18.07 %	22.91 %

Conclusion : Deux régions pour cadre, quatre villes pour terrain

Territoires aux histoires économiques et politiques comparables, les deux régions que nous étudions, et plus spécifiquement les départements du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône se caractérisent par des histoires politiques, économiques et sociales comparables. Marquées par une gauche autrefois hégémonique, mais aujourd'hui directement concurrencées par les partis de droite, ces deux régions sont à un moment unique de leur histoire politique. Les modifications politiques qui ont lieu sur ces territoires sont la conséquence des transformations économiques radicales qui se sont produites depuis une quarantaine d'années.

Le Nord-Pas-de-Calais, affecté par une désindustrialisation ratée est aujourd'hui en crise. L'arrêt simultané de l'exploitation minière, de l'industrie textile, et de la sidérurgie à partir des années 1960 a constitué pour ce territoire un traumatisme majeur. Les emplois perdus n'ont pu être remplacés par l'ouverture de grandes usines automobiles, qui se sont par ailleurs robotisées. Subissant de plein fouet ce marasme économique le bassin minier du Pas-de-Calais est affecté par un chômage devenu structurel et l'émigration de la partie la plus éduquée de la population vers les métropoles voisines, Arras, Lille voire Paris. L'arrêt de l'exploitation minière a ici été synonyme de la fin d'une société basée sur les fêtes de village, le syndicalisme, et les luttes pour des conditions de travail améliorées.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur autrefois industrielle et agricole, a quant à elle été transformée par l'héliotropisme et la croissance démographique induite par cette dynamique. Son économie est aujourd'hui principalement basée sur les services, même si l'ouest du département des Bouches-du-Rhône est encore fortement industrialisé. Le port de Marseille-Fos est ainsi le premier port français et le deuxième de méditerranée. La zone industrielle, avec son aciérie, sa cimenterie, ses raffineries de pétrole et son usine d'aluminium constituent le cœur industriel régional, mais n'a pas, comme la ville de Fos-sur-Mer tenu les promesses prises à sa construction. C'est ainsi dans des régions en pleine mutation que le vote Front national a depuis les années 1980 en progressé.

Les villes de Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay, sont toutes les quatre localisées dans la périphérie d'une métropole, distantes pour les unes de 40 kilomètres de Marseille, et pour les autres de 40 kilomètres de Lille. Principalement composées de pavillons individuels, ces villes sont fortement populaires, et marquées par une histoire ouvrière aujourd'hui en crise. Ainsi, même la ville de Fos-sur-Mer, situé dans un territoire industriellement dynamique, ne compte que peu d'ouvriers travaillant dans ces usines. Les trois autres villes quant à elles, ont vu disparaître dans les années 1960, toutes les activités industrielles qui autrefois animaient ces villes. Le vote Front national qui augmente dans ces quatre communes nous invite à étudier en détail l'implantation de ce parti dans ces espaces et la réaction que cette implantation suscite chez les hommes politiques locaux.

Chapitre IV : Le Front national dans les Bouches-du-Rhône et le Pas-de-Calais

De nombreux chercheurs ont souligné un des paradoxes inhérents du vote Front national : l'écart entre son implantation locale et les résultats élevés qu'il peut par ailleurs réaliser (Bloss, 1992, pp.295-312). Contrairement au parti communiste des années 1950 qui réalisait ses meilleurs scores dans les villes où le syndicalisme et le parti étaient implantés, le Front national lui, obtient de bons résultats électoraux dans des villes, voire des départements où sa présence est parcellaire. Sur les villes que nous avons étudiées, seule Grenay compte un candidat Front national intégré à la vie locale. Les trois autres villes de notre étude n'ont pas vu de candidature FN lors des élections municipales de 2014, ce qui est symptomatique d'un manque de structuration locale du parti. La taille des villes n'est ainsi pas en cause puisque la seule ville où le parti est ancré est celle où la population est la plus faible. Le Front national aurait donc pu tenter de monter des listes dans des villes comme Fos-sur-Mer et ses 15.810 habitants ou à Port-de-Bouc peuplée de 17.000 habitants.

Au-delà de ce constat, nous sommes néanmoins rentrés en contact avec les leaders locaux du Front national, ainsi qu'avec quelques militants, même lorsque le Front national n'était pas implanté. Les entretiens que nous avons réalisés avec ces personnes nous ont permis, d'une part, de les questionner sur leur électorat et, d'autre part, d'interroger leurs explications quant à la progression de leur parti. Par ailleurs, nous avons également échangé avec les représentants locaux des autres partis et différents leaders syndicaux à propos du vote Front national.

I. Dans les Bouches-du-Rhône

Dans les Bouches-du-Rhône, et surtout dans l'Ouest marseillais, le Front national est divisé en deux pôles centrés chacun sur une ville importante. Une première section FN est basée sur Istres, dirigée par Adrien Mexis au moment de notre enquête, elle a réalisé de bons scores durant les municipales de 2014 dans cette ville. La deuxième section est basée à Martigues et est dirigée par Emmanuel Fouquart qui, depuis la démission d'Adrien Mexis, sert désormais de référent aux deux sections frontistes de l'Ouest marseillais.

1. Sur le canton d'Istres et Fos-sur-Mer

Dans l'ouest des Bouches-du-Rhône, le Front national était dirigé à l'époque de notre enquête par un jeune loup du parti : Adrien Mexis, qui a depuis démissionné avec fracas. Il était conseiller municipal à Istres, candidat aux élections départementales dans le canton Istres-Fos-sur-Mer en 2015 après seulement 3 ans de présence dans le territoire. Il avait pour ambition de s'installer sur un territoire où il n'y avait pas de leader local pour le parti de Marine Le Pen. Son discours très

policé ne nous a pas permis de nous faire une idée nette de sa vision de l'électorat de son parti. Il a tendance à expliquer la puissance et la faiblesse des partis par le simple jeu des hommes politiques locaux, en dehors de toute considération socio-économique des différents endroits.

Adrien Mexis : Heu, ils ont appelé tous ceux qui n'avaient pas voté, en, heu, comme je l'ai dit en jouant sur les peurs c'est-à-dire en les menaçant de l'apocalypse s'ils n'allaient pas voter, en disant que si le FN passait ici dans le canton ils n'auraient plus de logements, ils n'auraient plus d'emplois. Voilà et qu'il y'aurait plus de subventions, non plus pour tout ce qui est association. Donc ils ont vraiment fait ça de façon massive, ils ont harcelé les gens au téléphone, je suis en train de collecter des témoignages justement là-dessus, bon on verra. Parce que c'est interdit. Et heu, y compris donc le jour du scrutin mais la vérité c'est que le gros du boulot a été fait, excusez-moi je ferme un peu les yeux

AH : *Oui y'a le soleil.*

Adrien : J'avais mes lunettes de soleil puis non. Le gros du travail a été fait en amont et c'est vrai que pendant une semaine voilà ils ont... (cherche un mot)

AH : *Ils ont ratissé ?*

Adrien : Oui ils ont ratissé, mais c'est pas ils ont ratissé disant c'est, ce sont pas des gentils, etc. Ils ont vraiment, c'est pour ça que j'ai utilisé l'argument de la gamelle, ils ont vraiment dit vous allez plus bouffer demain, ni avoir de toit. Ce qui est un fantasme complet, et c'est ça qui s'est passé. Heu, c'est ce qui explique effectivement que y'a eu énormément de gens qui ne votaient pas d'habitude, qui ne savaient même pas comment voter parfois.

AH : *Et qui sont venus voter du coup pour la liste ?*

Adrien : Massivement, ça s'est vu. Aussi ils ont mobilisé tout ce qui était éducateur de quartier, profs de sports qui sont allés ramasser des jeunes. Ici c'est très très fort et ici aussi ce qu'il y'a c'est qu'ils ont une armada. C'est-à-dire que moi. Ils ont une armada d'employés municipaux. Moi j'avais à peine de quoi tenir les bureaux de vote. Eux non seulement ils avaient trois personnes par bureau de vote, fonctionnaire président assesseur et même un autre assesseur quand on l'avait pas trouvé mais en plus le jour même ils avaient des gens qui sillonnent les quartiers.

Encadré 6 : Adrien Mexis

Âgé d'une quarantaine d'années, il était le principal représentant du Front national sur le canton d'Istres. Il fait partie de la génération Philippot. Nous avons pu réaliser un entretien de près de 2 h avec cet ancien de HEC, maître de conférences à Science Po et fonctionnaire européen. Ancien de l'UMP. Il est favorable à une fusion des droites en PACA. Son parcours a fait l'objet d'un article publié sur le site Rue89⁷⁵. Depuis fin 2015, il a quitté le FN et tous ses mandats politiques suite à un désaccord profond avec Stéphane Ravier pour qui il était conseiller à la mairie de Marseille⁷⁶. Depuis, il contribue occasionnellement à l'analyse du parcours de Marine Le Pen comme le montre un article critique publié sur Atlantico intitulé : « L'Europe, révélateur des failles de Marine Le Pen »⁷⁷.

⁷⁵ (Le Blevennec, 2013) : « Adrien Mexis, ex-UMP et nouveau trophée ultradiplômé du FN »

⁷⁶ (Jaillette, 2016) : « Marseille : comment Stéphane Ravier a provoqué une hémorragie d'élus FN »

⁷⁷ (Mexis, 2017) : « L'Europe, révélateur des failles de Marine Le Pen »

Il est par ailleurs réticent, car il n'en a pas l'habitude, à parler en pourcentage d'inscrits et nous discutons seulement en fonction des suffrages exprimés. Cette attitude est révélatrice d'un langage principalement destiné aux médias et non à l'analyse de mouvements électoraux plus profonds.

AH : En nombre d'inscrits je pense que le nombre de voix que vous avez fait ça doit être environ 20 % et...

Adrien Mexis : En pourcentage d'inscrits.

AH : Oui.

Adrien : Ah ! Ça je n'en sais rien, ce que je sais c'est qu'on a fait 40 au deuxième tour à Fos, mmh, 45 à Istres, 51 à Saint-Mitre et ça nous met à 44, 43.80, 44. Et heu, mais c'est vrai, non attendez, 44 vu que y'avait 60 % de participation no ça fait plus que 20.

AH : Ça fait 23 ou 24 % en nombre d'inscrits ce qui est assez important pour le Front national en général.

Adrien : C'est marrant que vous disiez ça parce que personne ne résonne jamais en pourcentage d'inscrits.

AH : Mais en même temps en pourcentage d'exprimé c'est biaisé par la participation.

Adrien : Oui mais enfin, attendez, on compare quand même que ça d'habitude.

AH : Oui mais je ne suis pas journaliste, c'est pour ça que c'est différent.

Adrien : Oui vous vous comparez, mais là je vous avoue que je n'ai pas de données comparatives. Ce que je sais c'est que y'a un an j'ai fait 29 puis 34, aux européennes on fait 37, premier tour là on fait 38.3 et maintenant 40.4.

AH : Donc y'a une progression.

Adrien : Donc sur les exprimés... et moi c'est ça qui est remarquable de se présenter c'est qu'aux européennes on est arrivé très largement en tête mais on nous disait oui oui y'a personne qui a voté, là y'a quand même du monde qui a voté.

Sa vision de son électorat est néanmoins assez floue. Il donne l'image d'un parti pour lequel toutes les catégories sociales se retrouvent. Il nous est ainsi difficile de lui demander quel est l'électorat majoritaire de son parti dans le canton.

AH : Et du coup c'est des villes qui votent quand même beaucoup pour le Front national. C'est quelles personnes qui vont voter pour votre parti dans les trois villes du canton ?

Adrien Mexis : Bah, évidemment c'est difficile à dire mais, moi ce que je vois c'est que plus les gens sont des indépendants, plus ils ont tendance à voter pour nous.

AH : D'accord. Donc du coup plutôt les petits patrons où ?

Adrien : Mmh, les gens du privé en général. Mais, aussi les fonctionnaires je pense.

AH : Peut-être les fonctionnaires des mairies qui n'osent pas le dire certainement ?

Adrien : Ah non oui, bien sûr. C'est une vraie omerta ça c'est clair. Fin une vraie, hum, y'en a qui votent pour nous parmi tous les fonctionnaires de mairie qui sont obligés d'aller faire la claque au meeting.

(Il nous est possible de contourner cette difficulté en parlant des bureaux de vote d'Istres.)

AH : Et pour revenir au vote, dans Istres ou peut être sur Fos-sur-Mer je sais pas si vous avez étudié les bureaux de vote qui vous sont le plus favorable, c'est les bureaux de vote ou y'a quel type de quartiers ? Plutôt pavillonnaire justement ou ? Des immeubles, des maisons ?

Adrien Mexis : Les quartiers où y'a les plus belles villas. Je crois ne sont pas ceux qui nous ont été les plus favorables. Faut que je regarde ça mais je vous dirais. J'avoue depuis dimanche j'ai pas arrêté parce qu'on a eu le SAN ouest Provence hier, alors en séance, et là ce matin le truc donc je me suis pas encore penché assez dessus mais les meilleurs bureaux heu, oui. Enfin, y'a le cas des bureaux des militaires là Bayanne, bon, ça c'est spécifique, mmh, sinon, oui, plutôt du pavillonnaire, mais heu, y'a pas beaucoup d'immeubles ici.

AH : À Istres ou Fos y'a assez peu d'immeubles ou de logements sociaux dans l'absolu je pense.

Adrien : Ah si, des logements sociaux y'en a mais c'est beaucoup des pavillons, mais des micro-pavillons des trucs collés là. Non c'est très trompeur justement parce qu'on est à 30 % de logements sociaux ici.

AH : Ah oui je ne savais pas parce que moi je compare toujours avec Port-de-Bouc ou là franchement c'est presque 50 % je crois de logements sociaux.

Adrien : Ici on est à 28 je crois. C'est pas rien, mais c'est pas Port-de-Bouc c'est sûr. Fin Port-de-Bouc oui c'est après le parti communiste est un peu en difficulté maintenant. [...] Heu, et c'est vrai que maintenant que ça me revient, alors voilà c'est ça. On fait au deuxième tour alors qu'on avait aucun bureau de vote surveillé de notre côté donc bon. On fait 45. Istres sud. Sur Istres nord pour Valéry Lopi on fait 53.

AH : D'accord y'a une différence entre les deux au niveau sociologie ?

Adrien : Oui complètement, bah disons, Istres nord c'est le quartier militaire, Bayanne, et Entreseing qui est le hameau perdu dans La Crau à côté de Miramas. Là c'est beaucoup des Lorrains, des pavillons, y'a presque pas d'HLM y'en a un peu maintenant. C'est vrai que c'est plus classe moyenne, cela dit au deuxième tour, le problème c'est qu'il a bien arrosé là-bas, il leur a créé en deux temps trois mouvements une piscine et un, une salle de, une grange pour les fêtes et tout. Aaah, c'est vrai qu'au niveau local, mais après au niveau national c'est des gens qui ont peut-être un autre diagnostic. C'est vrai que l'élection locale c'est la plus dure pour les gens qui sont pas implantés.

AH : Y'a quelque chose de spécifique à cette région ?

Adrien : Je pense que ça monte un peu partout. Ça a fini par heu, ha. Bonne question. C'est difficile à dire je pense que, peut-être les, peut-être c'est problème là, et aussi la démographie de, de, de, de communauté qui se vivent comme étrangère sur notre sol est plus importante dans la région. Bon par rapport à Rhône-Alpes ça se discute dans plusieurs endroits. Mais, et c'est, c'est très criant par rapport à l'ouest où traditionnellement le Front national était très faible. Là les, ces enjeux-là puis démographiquement le but du gouvernement étant d'étaler, heu, comment dire, les conséquences de l'immigration parce que les lois autoritaires récemment votées ALLUR sur le logement qui aggravent les obligations liées au logement social parce que le logement social ce n'est pas qu'entre guillemets de primo arrivants ça l'est quand même sachant d'autant plus que comme vous le savez étant à 5-6 millions de chômeurs. Après modulo, 5 millions modulo radiation etc. les diverses catégories du pôle emploi. On fait venir environ 300.000 personnes par an, un peu plus de 200.000 légal et estimé la

moitié en illégal donc forcément la pression du logement elle est ce qu'elle est. Et on ne va pas arrêter d'étaler. C'est ce qui crée qu'il y'a une harmonisation, enfin une harmonisation.

Adrien Mexis considère ainsi que son électorat est avant tout un électorat de personnes indépendantes ou travaillant dans le secteur public de la sécurité et de la défense, ils vivent dans des pavillons et ont pour problématique majeure l'insécurité. Celui-ci correspond à une partie de l'électorat « du sud », c'est-à-dire des personnes pas particulièrement pauvres, qui ont accédé à la propriété depuis peu et vivent dans des pavillons relativement distants des centres-villes (car moins chers). Son discours est révélateur d'une façon de faire de la politique au Front national qui est aujourd'hui extrêmement rationalisée. Ainsi, l'explication se fait par les chiffres, à la manière d'un journaliste, et par les idées du programme. On sent poindre une volonté de remporter les élections, ce qui n'était pas présent à l'époque de Jean-Marie Le Pen, les candidats étant alors plus des trublions politiques que des personnes visant à remporter une élection et ensuite faire carrière.

2. Sur le canton de Martigues et Port-de-Bouc

Sur la ville de Martigues, c'est un autre homme qui est à la tête de la section locale du Front national : Emmanuel Fouquart. L'entretien que nous avons réalisé avec lui nous a permis de comprendre les logiques de vote dans l'aire Martigues-Port-de-Bouc, voisine de Fos mais dont la sociologie est différente. Il s'agit d'une zone anciennement ouvrière ou les deux villes sont dirigées par le parti communiste français depuis les années 1940. Le Front national y est devenu le principal concurrent. Le diagnostic de ce candidat FN sur la montée de son parti se base avant tout sur l'idée d'un rejet du PCF local plutôt que sur une évolution de la sociologie de la ville ou du salariat de façon plus générale. Le Front national assume sur ces villes un discours très droitier. Cela paraît paradoxal puisqu'il ne s'agit pas pour le Front national de convaincre les électeurs de gauche dans une ville où le PCF est encore très puissant mais bien de faire le pari que les abstentionnistes seront attirés par un discours très à droite et centré sur l'identité nationale.

AH : D'accord. Et du coup hum Martigues et Port-de-Bouc c'est deux villes qui sont assez similaires. Comment ça se fait que le Front national arrive à faire de très bons scores sur ces villes qui sont pourtant communistes depuis longtemps maintenant ?

Emmanuel Fouquart : C'est parce que je pense qu'à travers les gens qui votent communistes y'a eu des gens qui ont évolué, mais on est quand même. On est quand même à 56 % de votants pour les départementales donc il reste environ la

Encadré 7 : Emmanuel Fouquart

Âgé d'une cinquantaine d'années, ancien gendarme et gérant aujourd'hui une société de crédit, il est conseiller municipal depuis 2014. Il a été candidat aux élections départementales de 2015 sur le canton de Martigues-Port-de-Bouc et y a obtenu au deuxième tour 41,32 % des suffrages exprimés. Depuis la démission d'Adrien Mexis, c'est lui qui gère le Front national sur la région istroise et martiguoise. Son statut d'ancien gendarme l'incite à axer ses propositions sur les thématiques sécuritaires locales.

moitié d'abstention. Ces personnes-là heu, il faut les motiver pour transformer, pour changer, parce

que les communistes ont utilisé tous leurs réservoirs que ce soit aux municipales ou aux départementales.

Tout comme le candidat frontiste d'Istres, il semble considérer que le plus important facteur dans le vote tient à l'action des hommes politiques locaux, que ce soit au niveau de la campagne ou au niveau de l'intimidation des opposants. Les explications sociologiques semblent quant à elles passer au second plan pour Emmanuel Fouquart.

Emmanuel Fouquart : Y'a des gens qui ont été agressés, des, des militants qui ont été agressés, pendant la campagne départementale.

AH : *Ah oui.*

Emmanuel : Pas chez nous.

AH : *D'accord.*

Emmanuel : Au niveau d'ici, du canton, c'est moi qui a été agressé, à la mairie de Port-de-Bouc, à l'intérieur de la mairie de Port-de-Bouc.

AH : *À l'intérieur, ah oui.*

Emmanuel : Oui, oui, donc au vu des résultats, certains ont voulu se déchaîner et voilà.

AH : *D'accord. Et c'est pas propre aux villes qui sont gérées par le parti communiste ?*

Emmanuel : Non, non, c'est pas propre aux villes, ils sont, ils sont haineux en général mais au niveau des agressions physique ça a beaucoup baissé.

AH : *D'accord, c'est peut-être des rapports qui s'améliorent ou ils acceptent le, la présence de partis d'oppositions ?*

Emmanuel : Non ils craignent la réponse judiciaire. On a deux villes communistes mais elles sont quand même différentes j'ai l'impression que Port-de-Bouc est resté un peu ancré aux années 50.

AH : *Oui et c'est peut-être dû aussi au communisme municipal qui est différent à Port-de-Bouc qu'à Martigues ? À Martigues ils se sont alliés avec la gauche alors qu'à Port-de-Bouc c'est un peu plus sclérosé.*

Emmanuel : Oui c'est plus sclérosé et passéiste, ils sont sur des slogans heu, très haineux, heu, voilà, on a l'impression de revoir un peu les périodes staliniennes, beaucoup plus marquées à Port-de-Bouc qu'à Martigues. Martigues c'est un peu plus ouvert.

Il décrit Port-de-Bouc comme une ville très pauvre, ce qui explique un ras-le-bol des citoyens qui auraient selon lui plus tendance à voter FN. Même si dans la réalité les quartiers pauvres ne votent que peu FN et ce sont majoritairement les quartiers pavillonnaires nouveaux.

AH : *Et Port-de-Bouc dans ce cas-là c'est une ville qui vous paraît différente où ? Parce qu'à Port-de-Bouc y'a pas d'industrie en fait.*

Emmanuel Fouquart : L'industrie est déjà partie, il reste quelques sociétés

AH : *Oui à la grand'colle effectivement.*

Emmanuel : Mais les chiffres de 2011 c'était on est sur une ville avec 20 % de chômeurs, heu, ça c'était pour 2011 et 40 % de logements sociaux.

De même, il parle d'un environnement urbain qu'il considère comme « assez mauvais » à Port-de-Bouc comparé à Martigues. Les pavillons construits sont des petits budgets. Sa profession, liée à l'immobilier, lui permet d'avoir un avis assez précis de la structure immobilière de l'aire Martigues – Port-de-Bouc. Il considère ainsi que les quartiers au nord de Port-de-Bouc sont des quartiers modestes pour les personnes n'ayant pas les moyens d'habiter à Martigues. Ce sont donc des classes populaires propriétaires qui semblent habiter sur ces zones plutôt que ce qu'on pourrait appeler « les classes moyennes ».

Emmanuel Fouquart : Non l'environnement, la ville elle déplaît. Ça je l'ai remarqué au travers de la profession, pas en tant qu'élu. Au travers de la profession. Moi je suis dans le financement des biens immobiliers et j'ai des retours comme ça.

AH : *Pourtant y'a quelques quartiers pavillonnaires effectivement à Port-de-Bouc ? Au nord de la nationale, y'a des trucs qui se sont construits.*

Emmanuel : Oui bergerie, bergerie 2, les lotissements bergerie 2, 1 et bergerie est qui est le 3 mais ca reste des habitats qui sont anciens.

AH : *D'accord.*

Emmanuel : Après les tout derniers qui se sont créés tout neufs qui sont vers Castillon heu on est sur des toutes petites parcelles de terrain, on est sur des projets à 290.000 à 300.000 euros. (Silence)

AH : *Classes moyennes ?*

Emmanuel : On est sur une classe moyenne ou des primoaccédants qui avaient des, qui ont déjà des revenus mais c'est vraiment tassé comme lotissements, c'est un tout petit lotissement y'a pas d'aisance c'est vraiment compressé au niveau de l'habitat.

AH : *C'est ce qu'on appelle les petits pavillons, un peu pour les classes.*

Emmanuel : Ouais.

AH : *Un peu populaire mais qui veulent accéder...*

Emmanuel : Tout ce qui est classe ouvrière mais des gens qui ont déjà des responsabilités à travers l'entreprise qui leur permettent de dégager des revenus un peu plus importants.

Ces propos sur la structure de la ville font écho à d'autres portant directement sur la vie à Port-de-Bouc. Celle-ci est décrite par un militant frontiste de Port-de-Bouc qui a une vision assez négative de sa ville. Il souligne d'une part le manque d'activités municipales (ce qui est loin d'être le cas) et d'autre part la délinquance et le côté Far West des rues de Port-de-Bouc.

AH : *Et heu pour revenir à Port-de-Bouc notamment vu que c'est là où vous habitez. Qu'est-ce que vous avez comme impression sur cette ville ?*

Paul : C'est une ville dortoir !

AH : *Hum. Y'a pas beaucoup d'activités ?*

Paul : Oui, où quelque part tout le monde fait ce qu'il veut !

Enfin, tout comme Adrien Mexis, Emmanuel Fouquart souligne que l'insécurité est un vrai problème non seulement pour les électeurs de son parti mais pour tous les habitants de Port-de-Bouc. En tant qu'ancien gendarme, il donne beaucoup d'importance à cette question. Néanmoins,

lorsqu'il parle des dealers, il aborde ce sujet comme s'il était normal dans une ville comme Port-de-Bouc. Il reconnaît même, trivialement, que ces derniers lui sont utiles car ils surveillent les affiches de sa campagne.

AH : Et y'a des quartiers spécifiques sur les villes où la délinquance est plus élevée ?

Emmanuel Fouquart : Si y'a des quartiers de délinquance ? Ça va être surement heu, les c'est la Lèque à Port-de-Bouc qui fait d'ailleurs c'est dans le coin où y'a eu voilà. Y'a les Comtes aussi. Puisque pendant la campagne municipale on a eu l'occasion de rencontrer des (silence).

AH : Des habitants ?

Emmanuel : Des dealers, oui des habitants oui, des dealers, des locaux ahah, voilà. Heu quelques dealers qu'on a eu l'occasion de rencontrer, leur présenter notre programme.

AH : Ça ne marche pas, j'imagine.

Emmanuel : Si si ça s'est passé très bien.

AH : Ah oui ?

Emmanuel : Ils ne voulaient pas faire d'esclandre hein parce que faire des esclandres avec nous c'est pas bon leur commerce ils peuvent (pas) le faire ailleurs. Ça ils ont pas voulu. Après des, de, au niveau délinquance je sais pas j'ai pas d'éléments mais y'a quand même des guetteurs aussi sur les Amarantes à Port-de-Bouc, ça nous a permis d'ailleurs d'avoir notre affiche qui n'a pas été arrachée. Puisqu'elle a été surveillée en même temps.

Par ailleurs, plus loin dans l'entretien il soulignera que son électorat est plutôt constitué de classes moyennes, du moins de personnes habitant dans les zones préservées et donc, d'après ses dires, éloignées des zones de logements sociaux. Ces personnes votent Front national pour que des projets de logements sociaux ne soient pas lancés dans leurs quartiers. Il s'agit de motivations NIMBY (Not In My Backyard⁷⁸) qui vont amener les gens à voter pour un Front national moins en faveur de la construction de logements sociaux que le PCF local.

AH : Et comment vous expliquiez notamment les différents quartiers, qui vous sont favorables ? Par exemple Carro qu'est-ce que c'est ?

Emmanuel Fouquart : C'est plus le village, le village de pêcheur, y'a l'aspect touristique et heu là-bas ils craignent que des terrains soient transformés en, pour de l'ha, de l'habitat HLM.

AH : D'accord. Et c'est peut-être des zones plus riches que la moyenne ?

Emmanuel : Non c'est leur côté village tranquille, y'a un impact aussi qui est très important eu niveau touristique donc si on leur met des HLM là-bas ils ne vont pas (aimer).

Ainsi, les deux élus principaux de notre zone d'étude dans les Bouches-du-Rhône dressent un portrait assez flou de leur électorat. Ce « flou » semble parfois volontaire et leur permet de brosser l'image d'un électorat diversifié. Ils considèrent par ailleurs que l'essor de leur parti est principalement dû à un ras-le-bol de la politique nationale et municipale notamment au niveau

⁷⁸ On peut traduire le terme NIMBY en : « pas dans mon arrière-cour » permet de décrire l'opposition généralement forte de la plupart des résidents d'un quartier à un projet d'intérêt général, mais qui a pour effet d'affecter directement leur environnement : par exemple des éoliennes, un centre de réinsertion de jeunes délinquants...

sécuritaire. Les gens seraient ainsi inquiets à propos de l'insécurité au niveau local et se mettraient à voter pour le Front national. Ce ne sont pourtant pas les quartiers directement à proximité des zones « à risque » qui votent pour le parti de Marine Le Pen mais ceux qui semblent avoir peur de voir émerger des zones HLM dans leur quartier jusqu'à présent préservé. L'impact de la présence de ces candidats frontistes semble quant à lui très faible sur Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc puisqu'ils ne font pas campagne sur ces villes et se concentrent sur Istres et Martigues. L'essor du Front national sur ces deux communes semble donc relativement indépendant de toute action politique locale du Front national.

II. Dans le Pas-de-Calais

Le Pas-de-Calais, où le Front national a fait une percée électorale depuis quinze ans, est irrigué par un réseau construit de militants et d'élus FN. À Grenay, on peut trouver une opposition municipale FN qui a pour ambition de prendre la mairie en 2020. Le candidat FN local, Antoine Ibba, ancien ouvrier, a d'ailleurs été élu au conseil départemental en 2015 sur le canton de Grenay. À Bully-les-Mines par contre, le FN semble mal implanté comme le montre le changement régulier de représentant FN sur la ville.

1. Grenay : un Front national en ascension

Si les leaders frontistes du sud sont assez distants des deux villes d'études, dans le Pas-de-Calais nous avons pu rencontrer à Grenay le candidat du Front national : Antoine Ibba. Il s'est présenté aux élections municipales et a obtenu 38,47 % des suffrages exprimés. Il s'est ensuite présenté et a remporté les élections départementales suivantes en dépassant le candidat PS avec 52,7 % des voix sur la ville de Grenay. Ici comme dans les Bouches-du-Rhône l'opposition avec le communisme municipal est forte, voire violente. Antoine Ibba critique leurs idées mais également leurs méthodes de gestion de la ville. Dans notre entretien le terme communiste se retrouve plus de 75 fois en 1 h 45, la lutte contre le communisme de la municipalité semble ainsi obsessionnelle pour ce dernier. Anciennement proche du PS, il a adhéré au Front national dans l'optique de renverser la mairie communiste en place.

Antoine Ibba : Ici c'est communiste ! C'est en mode survie, heu, ils sont finis. Je vous dis ils vont arrêter. Je pense qu'avant de prendre le pouvoir y'a pas de problème je vois pas comment on peut alimenter heu je sais pas un régime communiste dans des villes comme chez nous. C'est pas possible. Les gens ils sont

Encadré 8 : Antoine Ibba

Âgé de soixante ans passés, leader de l'opposition FN (ou plus exactement Rassemblement Bleu Marine) de Grenay, ancien mineur de fond d'ascendance italienne, il est natif de Grenay. Il a selon le maire de la ville voisine évolué proche du parti socialiste local avant de se tourner progressivement vers le Front national. Il a néanmoins été de tout temps opposé au parti communiste, structure qu'il exècre. Il est depuis 2015 conseiller départemental du Pas-de-Calais.

complètement contre heu, cette politique. C'est pénible, pénible aussi bien pour nous quand on se revendique du Front national mais nous c'est bleu marine. Je vais vous le dire c'est pas.

AH : *Front national.*

Antoine : C'est pas Jean-Marie, nous c'est Marine ! Voilà, moi j'écoute les discours de Marine, je reviens de l'université de Marseille, on a, on a passé toutes les tables rondes on a fait de la formation. Ça fait heu, depuis 82 je scrute heu le Front national. [...] Voilà c'était le régime communiste, c'était le régime stalinien, ah oui je l'ai dit dans mes tracts moi et j'ai tous les rapports, j'ai tout. Heu, je sais très bien, le mur il a été abattu en 91 ici.

AH : *En même temps que l'URSS et le mur de Berlin.*

Antoine : Ah ouais, encore pire, encore pire ! Parce que le mur de Berlin, vous voyiez rien. Mais là y'avait des portes fallait venir avec des laissez-passer, vous vous rendez compte les gens travaillaient au fond de la mine ils y étaient (pause).

AH : *Tous ensemble ?*

Antoine : Ouais, ils se côtoyaient, ils travaillaient ils faisaient le même métier mais y'avait des privilégiés qu'ils avaient leur carte, soit CGT, soit communisse (*il prononce communiste de cette façon*). C'est pour cela que ma père⁷⁹ il a toujours été anti-communiste et il était travailleur, travailleur estimé. [...] Vous verrez un peu l'histoire de cette dictature communiste quoi. Et à la mine si vous alliez à la mine après la libération, pas avant, parce qu'avant c'était plutôt socialiste, tout travaillait normalement. C'était pas envahi par la dictature et après la guerre quand ils ont tué le maire ici. Ils ont mis (*réfléchis à ce qu'il va dire*).

AH : *Un maire ?*

Antoine : Un maire communiste et puis vas-y, ils ont, là j'ai des documents heu, les affaires criminelles. Ça c'est, vous avez, heu, là c'est des mineurs et là-dessus y'a celui-là qu'a tué le maire.

AH : *Ah oui.*

Antoine : Les archives j'ai poussé assez loin moi. Ça, c'est lui qu'a tué le maire, c'était un communiste.

Plus que simple partisan des idées du FN c'est donc avec un homme foncièrement anti-communiste que nous discutons. Enfant de la ville il connaît particulièrement bien son territoire municipal, de même que la vie de la commune dont il a notamment dirigé le club de football. Cependant, il ne semble pas avoir une vision particulièrement claire des personnes qui sont susceptibles de voter pour lui. Novice en politique, puisqu'il se présente pour la première fois en 2014, il a une analyse assez « naïve » de son électorat et notamment des bureaux de vote qui lui sont favorables.

AH : *Dans tous les bureaux de vote ?*

Antoine Ibba : À part la mairie, tout partout j'ai gagné, j'ai battu le maire de, heu, au premier tour j'avais, je l'avais, lui il a fait 12 % je crois, il a été éjecté au premier tour. (Pause)

AH : *Et les gens qui votent pour vous c'est plutôt les anciens mineurs ? Des ouvriers ?*

Antoine : Mineurs, bien sûr, bien sûr, j'ai des mineurs retraités, veufs, 93 ans. 73 ans, heu beaucoup de jeunes, tous les jeunes moi je sers la main dès 3 ans. Je suis tous les jours dans les rues.

⁷⁹ La parler du Pas-de-Calais féminise souvent le « mon » en « ma ».

AH : D'accord.

Antoine : C'est, c'est gratifiant. Je vais vous dire c'est dur. C'est un sacré métier parce que tous les jours, là c'est rien comme dossier y'en a plein l'chambre, l'ordinateur y'en a des tas. En permanence, j'ai 2000 amis.

AH : Et qui c'est qui vote encore communiste dans la ville du coup ? C'est plutôt ?

Antoine : C'est les apparatchiks, les apparatchiks, les services techniques, les gens qui ont peur de perdre leur boulot, je vous ai dit le premier employeur d'une ville c'est la commune donc je pense qu'ici, tout ce qui dépend de la commune ça fait à peu près entre 400 et 600 familles (pause)

AH : D'accord. Oui. Ça fait environ 2500 votes.

Antoine : Donc 400 et 600 familles si vous, reprenez-les, le, le mari, la femme, les enfants qui sont en majorité, ça fait du, de l'électorat. Donc heu, dans ces gens-là, je commence à avoir des gens avec moi, qui disent merde je gagne... Pour un pourri je travaille, pour un clown. Je peux vous dire il est pas aimé, il n'est pas aimé, il s'accroche au pouvoir mais il est pas aimé.

Quant à savoir pourquoi les gens votent pour lui, le candidat Front national de Grenay souligne que c'est le ras-le-bol vis-à-vis de la « dictature du parti communiste » sur la ville de Grenay qui fait adhérer les gens à son programme. Il a recueilli 38 % des suffrages lors des élections municipales de 2014 ce qui est un score important dans ce bastion. Dans une campagne où seulement deux listes s'opposaient, il a pu fédérer non seulement les gens proches du Front national mais également ceux plus généralement opposés au PCF. Son métier de coach sportif est d'ailleurs certainement une aide pour renforcer son assise locale.

On peut ainsi distinguer le comportement très militant et querelleur de cet ancien mineur de ceux plus policés et réfléchis des candidats frontistes des Bouches-du-Rhône. Là où ces derniers formulent régulièrement des propositions politiques, Antoine Ibba « crie » à la dictature stalinienne dans la ville de Grenay et fait de l'anticommunisme son cheval de bataille. Sa façon de faire de la politique est ainsi plutôt celle d'un novice en politique de l'ère Jean-Marie Le Pen, bien qu'il préfère largement « Marine » à ce dernier.

2. Bully-les-Mines : un Front national inexistant

Si à Grenay le Front national est représenté par un homme qui a pu directement concurrencer la mairie PCF lors des élections municipales, l'état du parti frontiste dans la ville voisine de Bully-les-Mines est tout autre. Comme le souligne le maire de la ville, les représentants FN ne sont jamais très présents sur la ville et changent régulièrement.

AH : Je dois voir Monsieur Oudart (FN) lundi qui était le candidat aux départementales à Bully et je sais pas si y'a d'autres personnes aussi qui sont du Front national qui sont un peu connues au niveau de la ville ?

François Lemaire : Aujourd'hui non, honnêtement j'ai des infos des suspensions mais non, honnêtement y'a pas aujourd'hui un leader affiché du FN.

AH : D'accord, ouais.

François : Il est clair que ça va sortir, ça va sortir. Ils sont sur un tel tremplin que de toute façon vous l'avez vu sur Grenay, Monsieur Ibba il est connu mais il a pas non plus un parcours...

AH : *Il était socialiste apparemment ?*

François : Mais c'est jamais quelqu'un qui a gravité dans nos instances PS, mais ils pourront mettre je peux pas dire n'importe qui, aujourd'hui on se rend compte...

Il y'avait déjà eu un candidat frontiste sur la ville, mais sa ligne politique, trop différente du parti après 2011, avait conduit à sa mise à l'écart.

AH : *D'accord, et c'est vrai qu'on pourrait expliquer que le fait que le Front national soit pas présent à Bully c'est qu'ils n'ont pas une tête comme ils pourraient avoir à Grenay parce que Antoine Ibba draine quand même du monde en tout cas et à Bully ça s'est jamais passé que y'ait ?*

François Lemaire : On a eu par le passé, on a eu je vous avais expliqué on a eu pendant un moment un leader du FN mais je vous l'avais dit, il était assez particulier, il était plus bonapartiste, souverainiste, c'était un peu le De Villiers de l'époque. Malheureusement, il a peut-être pas eu le même destin que lui mais heu, Monsieur Ciselé avait effectivement porté les couleurs du Front national c'était quelqu'un de, d'intelligent !

AH : *D'accord.*

François : Et, je, il avait une vraie analyse politique et il était profondément convaincu de ses idées heu, et je vous l'avais expliqué il a d'ailleurs été rejeté par le réseau FN. Il s'est engueulé avec Briois, il s'est engueulé avec les gens qui commençaient à être les cadres du FN au niveau départemental.

AH : *Ca a changé le FN.*

François : Et il a été, il me disait à Bully y'a 10 ans, c'est pas si vieux que ça, il me disait à Bully je suis le seul, on est, lui sa compagne ils étaient que dalle.

AH : *Oui.*

François : Aujourd'hui on a un parti de militant, qui n'a pas pu faire de liste avec des municipales mais je suis convaincu, que ça viendra.

Monsieur Oudart, le candidat FN officiel, décalera par ailleurs nos propositions d'entretiens *sine die*. Il est en effet très peu impliqué dans le parti et a été désigné candidat par défaut sur le canton. Il consacre une grande partie de son temps à son entreprise de travaux et nous a déclaré ne pas pouvoir nous accorder le temps nécessaire à un entretien en bonne et due forme.

III. La classe politique locale et sa vision du vote Front national

En même temps que nous prenions contact avec les leaders du Front national sur nos terrains d'enquêtes, nous avons décidé de réaliser des entretiens avec les différents élus locaux, tous partis confondus. Ces entretiens avaient pour objectif d'explorer les explications que fournissaient ces personnes sur la montée du vote Front national dans leurs communes. Ceux-ci ont eu lieu

durant l'année 2015, à un moment où le Front national, après les élections européennes, était perçu comme un danger sérieux par les élus de droite et de gauche⁸⁰.

1. La droite républicaine entre rejet et volonté d'accord

L'implantation de la droite sur nos terrains d'enquête varie de la non-existence d'un représentant à une implantation forte avec une figure locale établie. Néanmoins, il n'existait de section locale dans aucune des villes que nous avons étudiées, trop petites, ou trop proches des agglomérations voisines.

A. La droite dans les Bouches-du-Rhône : une possibilité d'alliance avec le FN ?

À Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, le positionnement des élus de la droite (de l'UMP puis Les Républicains ainsi que de l'UDI) semble varier grandement lorsqu'il s'agit de parler du Front national. Cette « scission » qu'on retrouve au sein de la droite parlementaire⁸¹ semble être marquée dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le littoral méditerranéen. En effet, on peut opposer les élus de droite anti-frontistes (Christian Estrosi par exemple) aux élus plus ouverts à des alliances ponctuelles et locales avec un Front national de plus en plus fort. Cette volonté d'entente avec le FN n'est pas nouvelle dans cette région et a été étudiée dans les années 1990. (Blöss et al., 1999, pp.295-312).

La droite parlementaire est montée en puissance depuis les années 1980 dans un midi qui autrefois était réputé « rouge ». Elle est aujourd'hui en position largement dominante dans la plupart des métropoles régionales et les partis de gauche y sont eux marginalisés. Nicolas Sarkozy a ainsi obtenu 57,62 % des voix au second tour des élections présidentielles de 2012 en PACA soit 9 points de plus qu'à l'échelle nationale. Le véritable adversaire de la droite dans cette région n'est pas le parti socialiste aujourd'hui mais bien un Front national dont les idées, au sud, ressemblent fortement à celles de la droite tant au niveau économique qu'au niveau de la gestion de l'immigration.

Dans les villes que nous avons étudiées, la droite est pourtant minoritaire. Ce territoire, entre golfe de Fos et étang de Berre est historiquement de gauche. La droite républicaine, minoritaire est directement concurrencée à la fois par l'extrême droite, mais également par la gauche (PS ou PCF). C'est dans cette configuration triangulaire que les acteurs politiques de droite doivent se positionner contre la gauche, mais surtout vis-à-vis d'un Front national régulièrement supérieur à eux en nombre de voix (ce qui n'est pas le cas dans la plupart des grandes villes de la région, Nice, Toulon ou Marseille). Ce rapport de force défavorable à la droite républicaine au sein de la « droite »

⁸⁰ Il est évident que si nous avions réalisé ces entretiens après les élections législatives de 2017 leurs propos eussent été différents.

⁸¹ À cette époque, les courants « La Droite forte » en perte de vitesse et surtout « La Droite populaire » ont fait des émules chez les représentants de l'UMP. Ils ont permis une libération de la parole sur les thématiques sécuritaires, culturelles et dans le comportement de certains élus face au Front national.

fosséenne et port-de-boucaine conduit les différents acteurs à adopter un positionnement plus tolérant vis-à-vis du Front national. Il s'agit alors « de comprendre les électeurs FN », de « ne pas mépriser les électeurs », de « discuter avec les gens du Front national » voire « de chercher à trouver un accord face à la gauche » pour les plus ouverts. Ce positionnement pourrait induire une forme de fluidité entre les deux électorats comme l'avaient suggéré Joël Gombin et Pierre Mayance (Gombin, Mayance, 2009).

a. La droite fosséenne et le Front national

À Fos-sur-Mer, Philippe Maurizot, le leader de la droite locale, homme d'entreprise favorable à Nicolas Sarkozy connaît à la fois les hommes politiques de gauche et ceux du Front national. Il les côtoie surtout au sein du conseil de l'intercommunalité aujourd'hui disparu du Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence (SAN). Il connaît ainsi quelques élus frontistes, dont l'ancien tête de liste, Adrien Mexis, siégeant également dans l'hémicycle de l'ancienne intercommunalité.

Philippe Maurizot : Alors ce qui est intéressant aussi pour en revenir à cet Adrien Mexis que je connais par la force des choses parce qu'il siège avec moi au SAN et qui est assis pas loin, et qui est pas désagréable. Qui est quelqu'un de sympathique, et d'intelligent. Multidiplômé. Et qui bosse, qui bosse, qui a bossé à l'Europe, c'est un transfuge de l'UMP. C'est un jeune qui était à l'UMP avant.

Philippe Maurizot, bien qu'entouré de quelques militants, n'est pas à la tête d'une section fosséenne des républicains. Il réfère directement à la fédération des Bouches-du-Rhône. La ville, trop petite est directement rattachée à sa voisine : Istres. Les Républicains ne dispose d'aucune permanence à Fos, sauf en temps d'élection municipale. La formation de Philippe Maurizot constitue la principale force d'opposition municipale au maire PS. Néanmoins, les rapports de la droite et du maire PS au sein du conseil municipal de Fos-sur-Mer sont cordiaux comme le souligne Monsieur Maurizot lors de l'interview.

Philippe Maurizot : Monsieur Raimondi vis-à-vis de qui j'ai rien à titre personnel, au contraire, c'est quelqu'un d'assez démocrate avec qui on peut parler qui laisse parler son opposition. Heu, à mon sens son principal défaut c'est ça, c'est que, il est un peu coincé dans le passé et il est, il a des a priori sur toutes évolutions potentielles de sa ville et, comme il a subi la zone industrielle il veut pas, il regarde pas vers le futur en se disant on peut peut-être développer. On avait proposé développer les micros algues, tout un tas de choses pour l'avenir pour essayer de préparer l'avenir, l'industrie, la chimie verte et tout ça.

Le Parti communiste, quant à lui est l'allié objectif de la droite dans la politique locale.

Philippe Maurizot : Je m'entends très bien avec Jacky Chevalier qui est le responsable pareil local. Bon on a pas les mêmes idées mais au moins c'est des gens qui sont pas achetables. Y'en a tellement qui ont été achetés, des gens de droite, y compris des gens qui ont fait partie des listes d'oppositions

quelques décennies en arrière de droite. Et qui aujourd'hui mangent dans la main de, de la majorité en place parce qu'on leur a mis, une petite association dont ils s'occupent ils finissent leurs jours comme ça, des miettes. Pffft. Ça, ça m'insupporte. J'ai plus de respect pour quelqu'un pour ce brave Jacky Chevalier qui a été un petit ouvrier d'usine avec sa petite boîte à outils que tout le monde connaissait parce qu'il a été dans tous les services et tout. Qui vit toujours dans son petit appartement avec son petit truc et qui a envie de dire ce qu'il a envie de dire au maire.

Philippe Maurizot explique le haut score du vote Front national par une multitude de faits, notamment l'insécurité (pourtant faible) de la ville. Lors de notre travail de terrain, en effet, deux voitures avaient été brûlées sur un parking. Ce fait a été utilisé par la droite contre le maire lors d'une tribune dans le journal municipal⁸². Le Front national, via ses deux représentants avait également utilisé cet argument mais n'avait pas accès à la caisse de résonance qu'est le conseil municipal. La petite délinquance de Fos provient d'après les hommes politiques de droite (et de gauche) d'un petit quartier de logements sociaux nommé le Mazet, c'est un quartier en limite des quartiers pavillonnaires et assez éloigné du centre-ville. Ce sont donc les incivilités et la petite délinquance qui seraient, selon lui, en grande partie les causes du vote FN.

Encadré 9 : Philippe Maurizot

Âgé d'une cinquantaine d'années, dirigeant d'entreprises et réserviste de l'armée de l'air, il est le principal représentant de la droite parlementaire sur Fos-sur-Mer. Engagé dans la politique municipale depuis le début des années 2000, il est depuis 2001 membre du conseil municipal (dans l'opposition). Il obtient 26 % des suffrages exprimés à l'élection municipale de 2014. Il s'est en outre plusieurs fois présenté aux élections départementales et régionales mais a été battu. Il anime un blog sur l'actualité municipale de la ville (inactif depuis 2015).

Philippe Maurizot : Les petites incivilités du tout du quotidien. Les conteneurs de poubelle brûlés, les voitures brûlées, vous allez sur mon site maurizot.com vous allez voir. Y'a des paradoxes où vous avez y'a une photo qui traduit tout ; vous avez les nouveaux tennis couverts. ... Mais ça traduit, les conteneurs de poubelles brûlés à tire-larigot ça les gens en ont marre. Les petites mamies que vous rencontrez le samedi matin au marché qui vous disent Monsieur Maurizot on m'a encore crevé mon réservoir d'essence pour me voler l'essence dans le village où vous êtes là et qui en ont marre. Voilà, toutes les incivilités, les tags, heu, la présence heu, voilà. On va pas faire de racisme primaire mais la vérité, la présence de femmes voilées, de barbus etc. dans le village on ne l'a jamais vu. Jamais vu à Fos. Moi quand je suis arrivé ici dans les années 70 mais ça n'avait rien à voir. Donc cette évolution les gens, ça les agace.

Quand il s'agit de dessiner le portrait des électeurs du FN, Philippe Maurizot considère que ce ne sont pas des électeurs de droite radicalisés, même si les écarts de voix de la droite au premier

⁸² <http://www.maurizot.com/article-fos-sur-mer-un-ecrin-de-vie-vraiment-124392227.html>

et second tour pourraient affirmer le contraire. D'après lui, une bonne partie de l'électorat FN vient de gauche voire d'une extrême gauche radicalisée.

Philippe Maurizot : J'ai pas fait d'analyse, j'ai pas fait d'analyse, mais ce que je peux vous dire pour sans avoir fait d'analyse statistique mais de remontée des discussions qu'on peut avoir avec les uns et les autres. C'est qu'aujourd'hui l'électorat FN n'est pas un électorat de droite classique qui s'est radicalisée, y'en a...

AH : Comme ?

Philippe : Y'en a c'est sûr. C'est sûr mais vous avez y compris d'anciens communistes qui votent Front national. Je peux vous en présenter. [...] Ce sont des gens qui votent à gauche, qui sont de gauche voire même d'extrême gauche. Et il me dit ils vont tous voter Front national ou ils ont déjà tous voté Front national. Il avait un ami, un très bon ami à lui qui était en 2008 sur les listes Front de gauche dans un village de l'arrière-pays. [...] Je veux dire c'est fou. Après ça se mord la queue je veux dire, l'extrême gauche, l'extrême droite à un moment donné ça se rejoint.

Ainsi, à Fos-sur-Mer, la droite, relativement forte dans les élections nationales⁸³ est en infériorité vis-à-vis de la gauche lors des élections municipales et vis-à-vis du Front national lors des élections intermédiaires. Le discours de la droite consiste à renvoyer la gauche et le FN dos à dos en considérant que l'électorat FN provient autant d'anciens électeurs de gauche que d'électeurs de droite. Ce n'est pas le cas à Port-de-Bouc, ville où le combat politique est plus clivant et se déroule entre le PCF et le Front national.

b. La droite port-de-boucaine et le Front national

À Port-de-Bouc, dans un des derniers bastions du parti communiste français, la droite républicaine, très faible lors des élections nationales (13,11 % au premier tour des élections présidentielles de 2012 puis 32,90 % au second), constitue néanmoins une opposition crédible à la municipalité communiste en l'absence de candidature frontiste. La liste UDI de Stéphane Didero y a obtenu 34,98 % des voix au premier tour, suivi par Virginie Pepe-Patin de l'UMP avec 16,44 %. L'union des deux listes a ensuite obtenu 48,56 % des voix au second tour face au parti communiste. Cette élection municipale très disputée opposait la nouvelle maire PCF Patricia Fernandez-Pedinielli à Stéphane Didero, un enfant de la ville. Il s'agit d'une première dans l'histoire de Port-de-Bouc puisque c'est la seule élection

Encadré 10 : Stéphane Didero

Il est le jeune leader UDI de Port-de-Bouc (34 ans). Il est agent d'assurances. Natif de la ville il est bien perçu par de nombreux habitants pour qui ce critère est extrêmement important. Il a notamment fait un recours pour irrégularités à propos de l'élection municipale très serrée ayant eu lieu en 2014 entre lui et la maire Patricia Fernandez-Pédinielli. Son recours a été refusé par le Conseil d'État.

⁸³ Nicolas Sarkozy est à égalité avec François Hollande au second tour des élections présidentielles de 2012.

municipale ou un second tour a eu lieu sur la ville depuis la Seconde Guerre mondiale. La ville étant remportée par le PCF dès le premier tour depuis 60 ans.

Les relations entre la municipalité et l'opposition de droite sont d'ailleurs bien plus mauvaises qu'à Fos-sur-Mer comme le souligne Stéphane Didero, particulièrement critique vis-à-vis de la municipalité.

Stéphane Didero : Parce qu'ils (le PC de Port-de-Bouc) ont une vision, de l'action sociale qui me semble il me semble rétrograde. Vous prenez Martigues, ça a été géré, administré par les communistes c'est toujours le cas. Quand vous voyez le développement économique fin à tous les niveaux d'ailleurs parce qu'ils ont su adapter quelque part l'idéologie au contexte, fin, au contexte, heu, présent si j'ose dire. Eux (la mairie PC de Port-de-Bouc) sont restés chez nous dans la doctrine ce qui fait que quand on reste dans la doctrine et les dogmes... La société en un siècle elle a évolué, elle évolue même toutes les semaines voir tous les mois. Heu, et c'est ce qui explique je pense, qu'on a un taux de chômage, très élevé. Si vous regardez en plus, le taux de personnes percevant les minimas sociaux il est encore plus élevé et si vous cumulez tout ça aux personnes inactives au sens retraité ça fait, très peu de ressources dans la ville. Quelque part (la ville) est assistée aussi dans le sens où nous dépendons quasi exclusivement des aides de l'intercommunalité, heu, et des aides du conseil général.

Virginie Pepe-Patin, des républicains, est moins radicale vis-à-vis de la mairie en place et semble reconnaître à son action des côtés positifs. Même si elle n'est aucunement favorable à un front républicain avec le parti communiste.

Encadré 11 : Virginie Pepe-Patin

Virginie Pepe-Patin : Le quota est atteint. Heu, c'est une ville bon ou l'insécurité avait un peu disparu et qui recommence à revenir, elle a changé. Bon madame le maire a fait quelques choses au niveau de l'urbanisme au niveau du port tout ça qui devient, commence à devenir, très très joli été ça je lui accorde volontiers. Ils

Âgé d'une cinquantaine d'années, la seconde représentante de la droite sur la ville est affiliée à l'UMP à l'époque de notre enquête. Elle est factrice sur la ville et connaît de ce fait les quartiers de celle-ci. Contrairement à Stéphane Didero, elle n'est pas native de Port-de-Bouc. Elle s'est ralliée à lui au second tour des élections municipales de 2014.

ont bien travaillé de ce côté-là mais qui reste économiquement, voilà catastrophique hein. [...] Voilà parce que le front républicain passerait si on veut avec le PS contre le Front national, mais contre le communiste je les combats aujourd'hui je vais les, non, c'est comme si moi je mettais un bulletin, il faut quand même réfléchir, je pense.

Ces deux personnalités de droite semblent avoir une explication du vote Front national basée sur le « ras-le-bol » des citoyens comme le montrent ces quelques déclarations de M. Didero.

Stéphane Didero : Je ne sais pas le chiffre mais je pense qu'une grosse partie de la population vote par défaut si j'ose dire l'extrême droite pour sanctionner les politiques traditionnelles le ras-le-bol face à l'inertie des autres partis plus qu'un vote d'adhésion à mon sens. [...] Donc les problèmes de

délinquance, y'a des amalgames ensuite bien évidemment donc je suis loin de partager les thèses du Front national voire même je lutte activement contre. Heu, donc si vous préférez ce sont dans ces quartiers ou les problèmes de la société française sont le plus frappant et ce sont ces quartiers qui sont le plus abandonnés par les politiques et la seule personne malheureusement qui parle des quartiers c'est Marine Le Pen.

Le vote Front national, populaire, apparaît comme extrêmement menaçant dans une ville où le parti n'a pourtant pas pu monter une liste aux élections municipales de 2014 et où les militants du Front national sont quasiment inexistants.

Stéphane Didero : Alors, heu au vu de, des résultats aux européennes, au vu du contexte, actuel et du contexte aussi des Bouches-du-Rhône qui est quand même pas indépendant du contexte local. Si il y'avait eu une liste Front national je pense qu'elle aurait été en tête y compris devant le parti communiste.

AH : *D'accord, même dans une ville comme Port-de-Bouc.*

Stéphane : D'ailleurs vous regarderez les élections départementales les 22-29 mars, le parti communiste passe en général au premier tour. Heu, là ils ne passeront pas au premier tour et je ne suis même pas certain qu'ils se présentent, qu'ils soient largement en tête au deuxième tour. Les cartes sont totalement rebattues.

AH : *D'accord, du coup, c'est, votre électorat à vous c'était quel type de personne ? Plutôt des gens peut-être plus aisés que la moyenne de la ville ?*

Stéphane : Ce sont des quartiers populaires et ensuite les autres quartiers c'était 52/48 je pense pas qu'on puisse au jour d'aujourd'hui sortir une tendance par rapport à cela. Bon après ce qu'il faut regarder c'est les quartiers que l'on dit un peu moins pauvres ou plus aisés, heu quelle est la structure de la population dans ces quartiers ? Ce sont beaucoup de gens dockers, beaucoup de gens qui travaillent pour l'intercommunalité ou la municipalité donc quelque part c'est un électorat qui est acquis à leur cause aussi. Y'a pas de quartier au sens bourgeois ou autres où vous auriez des médecins ou des ingénieurs ou autres, non. Les quartiers qui sont un peu moins pauvres ce sont les quartiers où quelque part les terrains étaient communaux où ce sont les gens du port autonome, les dockers, l'électorat qui a élu quelque part, donc faut pas qu'il y'ait. De suite on voit un quartier résidentiel on se dit c'est, non pas du tout même structure de population sauf qu'à l'époque voilà vous aviez un gros contingent qui travaille au port autonome, docker, administration, contrôlée tout ça par un système bon.

D'autre part, Virginie Pepe-Patin, dans son analyse du vote Front national souligne qu'il ne viendra jamais s'implanter localement à Port-de-Bouc même s'il y obtient des scores élevés. La ville est selon elle trop populaire, trop métissée pour que celui-ci obtienne une majorité (pourtant en 2017, Marine Le Pen obtiendra plus de 50% des suffrages exprimés sur la ville). Elle considère pourtant que le Front national doit être élu pour être mieux combattu.

Virginie Pepe-Patin : Mais bon et j'ai bien peur que le front, moi je fais partie de ceux, quitte à faire crier que je pense que le Front national doit être élu, j'ai, élu énormément là sur des départementales

sur des régionales pour montrer par la suite qu'ils sont incapables, voilà. Parce qu'à chaque fois on les stigmatise, bah montrez-nous de quoi vous êtes capable parce qu'apparemment vous êtes meilleurs que tout le monde, bah donnez-leur la chance !

Le candidat Front national local, Alexis Mexis trouve ainsi grâce à ses yeux. Par ailleurs, même si elle ne l'aborde qu'en off, elle déclare comprendre les électeurs frontistes et comprendre leur vote.

Virginie : Mais moi je l'ai vu, et puis il est rigolo. Moi il me fait rire parce que, il veut, peut-être qu'il est un peu trop loin sur certains trucs mais il est très fort parce qu'à aucun moment y'a de déviance communautaire sur son discours. Et je trouve ça très bien parce qu'on a tendance à stigmatiser le FN avec l'immigration et compagnie et bah là non

Stéphane Didero, plus modéré, est néanmoins en accord avec Virginie Pepe-Patin et considère également qu'il ne faut pas stigmatiser les électeurs FN.

Stéphane Didero : La y'a vraiment, y'a des côtés c'est un non-sens, ou on condamne le parti et on condamne les idées mais si on condamne pas le parti on peut condamner les idées, mais il faut quand même être prudent. Je parle pas des cadres du parti du Front national, je parle des électeurs parce que quelque part quand on attaque le FN on pourrait attaquer les élus ça me gêne pas. Mais là on attaque leur électorat et leur électorat peut être qu'il a des raisons de voter le FN même si je partage pas leurs points de vue, leur positionnement politique. Peut-être il faut aller parler à ces électeurs. Qu'est-ce qu'il fait qu'aujourd'hui vous allez voter le Front national et si on s'amuse à faire un recueil de doléances peut être qu'on va trouver des points communs. S'attaquer au point commun et cet électorat reviendra dans le giron de partis traditionnels.

À Port-de-Bouc, l'attitude plus compréhensive de la droite locale vis-à-vis du Front national semble s'expliquer par un fait simple : une grande partie de leur électorat municipal vote certainement pour le Front national lors des élections nationales. Leur stratégie est donc de condamner le parti et parfois ses élus, mais pas les électeurs. Derrière un discours s'opposant aux idées du Front national, ils soulignent néanmoins les qualités du candidat local et le changement de discours effectué par Marine Le Pen. Aucuns ne qualifient le Front national de parti anti républicain ou de risque démocratique, il s'agit pour eux d'un parti adverse mais avec lequel pourraient éventuellement être conclues des alliances locales s'il advenait qu'il reste en position de force. Ce discours très ouvert est à la fois un miroir de la mentalité locale des militants de la droite dans les Bouches-du-Rhône, militants volontiers plus critiques vis-à-vis du parti socialiste que du Front national, mais également un discours qui selon les élus de gauche favorise l'acceptation du Front national « parti comme les autres » chez les militants et plus partiellement chez les électeurs de la droite républicaine. La grande fluidité idéologique entre Front national et droite républicaine implique peut-être des va et vient entre les deux formations. Pourtant, à Port-de-Bouc, le Front national fait des scores plus faibles qu'à Fos-sur-Mer, on peut émettre l'hypothèse que ce n'est pas la stratégie de la droite qui explique ce vote plus faible.

B. Dans le Pas-de-Calais, une droite inexistante dans une terre ancrée à gauche

S'il n'a pas été difficile pour nous d'identifier dans les Bouches-du-Rhône les candidats et les leaders locaux de la droite, cela s'est avéré impossible dans les villes que nous avons étudiées dans le Pas-de-Calais. En effet, dans cette terre ancrée à gauche, les deux grands partis qui s'opposent ont longtemps été le parti communiste, et le parti socialiste. La droite républicaine, non organisée dans les petites et moyennes communes ne possède ni candidats, ni militants, et encore moins de sections locales. Seules les villes majeures du département : Lens, Liévin, Arras, ou encore Boulogne disposent d'une droite organisée en sections.

Le Front national s'est donc installé dans des territoires où il ne pouvait pas être concurrencé par la droite. Celle-ci y réalise historiquement de mauvais scores tant aux élections nationales qu'aux élections locales⁸⁴. Sans parti de droite servant d'opposition, un électorat ouvrier, de droite ou de gauche, a pu voir dans le Front national un renouveau politique dans lequel ils ont pu adhérer comme en témoigne les entretiens que nous avons pu effectuer avec des personnes dont la famille est de gauche mais dont le comportement électoral personnel penche vers le Front national.

Ainsi, à Grenay, la droite est inexistante, aucun militant, aucun représentant ne se réclame des républicains. La ville n'a jamais vu d'opposition de droite se présenter aux élections municipales. De même, les scores aux élections présidentielles des candidats de droite ne dépassent que rarement les 10 %. En 2012, Nicolas Sarkozy a ainsi obtenu 9.52 % des voix au premier tour des élections présidentielles et 28,45 % au second. À Bully-les-Mines, la droite locale, non affiliée à un parti de droite est selon les dires du maire socialiste, une droite des boutiquiers et des anciennes riches familles de la ville. Cette droite présente aux élections municipales n'est d'aucune aide au parti « Les Républicains » lorsqu'il s'agit d'élections de plus grande ampleur et ne fait pas campagne pour les élections présidentielles. Nicolas Sarkozy obtient seulement 14 % des suffrages exprimés en 2012 sur la ville.

C. L'absence de la droite, quel effet sur le vote Front national ?

Il est clair que dans le Pas-de-Calais, la faible implantation générale de la droite pourrait théoriquement aider la montée du FN par manque de concurrence. Pourtant, le vote FN n'émerge pas plus dans les terres où le vote de droite est fort que dans celles où il est faible. Le Front national ne reprend d'ailleurs pas sur ces terres un discours droitier mais s'empare d'un discours plus social et « de gauche » qui laisse penser qu'un électorat de droite plus bourgeois ne s'y serait pas retrouvé. L'absence de droite ne semble donc pas avoir d'impact particulier sur le vote frontiste dans ces zones principalement ouvrières.

⁸⁴ Nicolas Sarkozy a obtenu 45,13 % des suffrages exprimés en Nord-Pas-de-Calais lors des élections présidentielles de 2012.

Dans le sud par contre, la droite est globalement bien implantée dans le département. Les villes riches comme Aix-en-Provence et sa banlieue sont des bastions de cette droite parlementaire. Néanmoins, à Fos, ville plus populaire, la droite républicaine est directement concurrencée par le Front national. Le parti de Marine Le Pen bénéficie d'une dynamique favorable dans les villes moyennes, majoritairement habitées par des propriétaires et des « petits-moyens ». À Port-de-Bouc, la droite est une alternative municipale viable, mais son score dans les élections nationales est extrêmement faible, la ville très populaire est en effet partagée entre PCF et FN. La droite est donc plutôt une force d'opposition municipale « attrape-tout » plutôt qu'une idéologie vers laquelle les électeurs tendent par conviction. Ce n'est donc pas la droite qui semble avoir un effet sur le FN, mais bien le FN qui a un effet sur le vote de droite. Les électeurs frontistes, s'il n'y a pas de candidature locale de leur parti, semblent se reporter ainsi « naturellement » sur le candidat de droite.

Les configurations opposées de nos deux départements d'analyses semblent impliquer l'idée que l'implantation de la droite n'est pas en soi une variable explicative du vote Front national. Si dans les villes du sud que nous étudions la droite est absente, c'est parce que son électorat, plus populaire que dans les villes comme Aix-en-Provence, est directement intéressé par un vote Front national (Gombin, Mayance, 2009). Dans le Pas-de-Calais, le discours du Front national, ouvrieriste va quant à lui viser prioritairement un électorat qui aurait pu se retrouver dans un vote à gauche. Le Front national adapte donc son discours à la situation politique locale et la force ou faiblesse de la droite ne semble pas déterminante dans son essor ou dans son reflux, du moins sur nos terrains d'enquêtes.

2. Une gauche majoritaire mais divisée

A. Des partis de gauche pessimistes face au Front national

Quelle que soit la ville étudiée, et quel que soit le parti de gauche au pouvoir, les acteurs principaux de ces partis semblent concernés par la montée significative du Front national, non seulement dans leur ville mais également au niveau national. Dans les faits, seule une ville a directement été menacée par la montée du Front national : Grenay. C'est dans celle-ci qu'a eu lieu une élection municipale opposant le parti communiste au Front national. Les autres villes n'ont pour l'instant pas vu de candidature frontiste aux élections municipales. Lors de nos différents entretiens, nous avons cherché à comprendre comment les élus de gauche expliquaient la montée du vote FN. Nous leur avons ensuite demandé d'identifier l'électorat frontiste sur leur ville. Ces deux questions nous permettront de « vérifier » si la vision de ces élus de gauche concorde avec nos hypothèses.

Les maires, conseillers municipaux et militants de la formation de gauche majoritaire, expliquent la montée du Front national, moins par une adhésion idéologique que par des effets conjoncturels liés à l'usure du pouvoir socialiste depuis 2012, et à une droite non crédible et divisée.

Cette façon de réagir minimise le caractère « sérieux et enraciné » du vote Front national dans leur commune et constitue une stratégie d'évitement visant à évacuer un problème à la fois local et national vers un échelon purement national. Le discours type est donc le suivant : « Si le Front national est élevé, ce n'est pas notre faute mais la faute des élus de l'échelon supérieur, nous subissons simplement leurs erreurs ». Pourtant, ce discours ne résiste pas à l'étude d'autres régions françaises comme l'Ouest français qui voit le Front national recueillir des scores beaucoup moins importants. Il y'a donc, des causes locales au vote FN.

François Lemaire, maire de Bully-les-Mines, a par exemple un discours très critique vis-à-vis du parti socialiste. Son discours vise l'échelon national et il considère que si le Front national est en augmentation aux différentes élections nationales et désormais locales c'est avant tout de la faute du gouvernement.

Encadré 12 : François Lemaire

François Lemaire : Âgé de 49 ans, il est maire (PS) de Bully-les-Mines depuis 2002. Il a été réélu en 2014 avec près de 73 % des voix. Ses principaux axes durant le mandat ont été la réhabilitation de l'habitat de la ville et la création d'une offre de services publics dans la ville. Il est par ailleurs le gendre de l'ancien maire de la ville Michel Vancaille (maire de 1983 à 2002 et proche de Jean-Pierre Kucheida).

François Lemaire : Ouais, je me suis déjà pris le bec avec Alain (un militant socialiste de longue date) à plusieurs reprises dessus, car il me dit oui c'est notre faute, on ne fait rien on fait rien. Que veux-tu qu'on fasse ? On va aller dans les cités pour dire faut pas voter Front national. Vous savez, en même temps on est fautif, la gauche a pas fait son travail en tant que militant socialiste je suis très critique sur l'action du gouvernement. Je suis pas heu pour autant heu, frondeur puisque je trouve que c'est une posture qui correspond pas à ma façon de faire de la politique mais, heu, moi je suis très très critique enfin, aujourd'hui on a quand même une gauche qui s'accommode du système libéral, capitaliste et, de moins en moins (socialiste NDLR).

Pour Christian Champiré, maire PCF de Grenay, la principale erreur de l'État au local est de n'avoir pas suffisamment soutenu la reconstruction et la reconversion du bassin minier. Tous les gouvernements, et en premier celui de François Mitterrand sont fautifs. Il complètera ses propos en off par les risques que pose la probable réduction des dotations de l'État pour sa commune, particulièrement pauvre en termes de budget municipal. Là encore, il n'y a pas vraiment d'explication liée aux pratiques politiques locales de la montée du vote Front national.

Encadré 13 : Christian Champiré

Christian Champiré : Il est le maire (PCF) de Grenay depuis 2008. Il succède à Daniel Breton, maire de 1987 à 2008. Il est professeur de collège en histoire au collège de Grenay. Auparavant, il était professeur en région parisienne. Ses opposants FN lui reprochent son « parachutage » sur la ville. Sa principale thématique est, comme à Bully-les-Mines la rénovation des quartiers mineurs et la création du lien social sur la ville.

Christian Champiré : Quand j'arrive en 1993 la plupart des routes dans les cités sont encore, ici en particulier sont en schistes. [...] L'aspect du plan Lacaze, l'État avait promis de mettre les crédits nécessaires pour que les villes ressemblent à des villes, c'était déjà ça. Donc évidemment ils voulaient

faire des économies et en disant qu'un tiers des villes, que des maisons pouvaient être détruites, c'était autant de rues qui étaient pas réalisées.

Dans les villes du Sud, l'État est également en faute à plusieurs niveaux. À Port-de-Bouc, l'État a exclu Port-de-Bouc alors communiste du plan de développement du golfe de Fos, conduisant à une paupérisation accentuée de la ville. C'est ce que souligne Roland Joly, un militant communiste de 70 ans.

Roland Joly : Ça, ça a été aussi un traumatisme parce que, parallèlement à la construction de, du complexe de Fos s'est mis en place le SAN, syndicat d'aménagement, mais, le, le gouvernement d'alors, a refusé d'intégrer Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre qui étaient déjà dans un syndicat intercommunal, dans le SAN.

AH : Et pour quelles raisons ?

Roland : Pour des raisons idéologiques.

AH : Oui c'était communiste Martigues et Port-de-Bouc mais Saint-Mitre à la limite aurait pu.

Roland : Saint-Mitre était aussi (communiste NDLR).

Encadré 14 : Roland Joly

Roland Joly : Aujourd'hui retraité, et militant PCF de longue date, Roland Joly fait figure d'historien local sur la ville. Il a publié un ouvrage portant sur l'histoire de cette dernière (1995). Il a été notre principal interlocuteur sur Port-de-Bouc, la maire ne répondant pas à nos sollicitations.

Il souligne par ailleurs que la montée du Front national est artificielle, orchestrée par le gouvernement et des journalistes manipulés par le pouvoir.

Roland Joly : Oui, aujourd'hui y'a une campagne qui est orchestrée pour... (réfléchis)

AH : Banaliser ?

Roland : Non pas seulement pour banaliser mais pour favoriser le Front national, pour le promouvoir.

AH : Ça c'est un peu les journalistes parce que c'est c'est devenu un sujet très (vendeur).

Roland : Oui mais attendez, les journalistes, les journalistes ils font pas les choses, tout seuls !

Enfin, il estime que la ville de Marseille se sert de Port-de-Bouc pour y transférer des populations défavorisées qui selon les dires de ce militant communiste favorisent à la fois la petite délinquance et des votes « épidermiques » pour le Front national.

Roland Joly : Les sociétés HLM liées à Marseille. Donc avec la loi, maintenant, qui est mise en place, le préfet peut, faire venir des gens. C'est des gens qui arrivent bon, et qui heu, souvent, heu, vivent mal, quoi.

AH : Le départ de Marseille à ici.

Roland : Oui voilà le départ de Marseille à ici. Pendant la campagne municipale on en a rencontré beaucoup qui nous disaient moi je suis là mais j'ai envie de partir je suis pas bien

AH : Ça c'est pour une partie.

Roland : Ça c'est pour une partie défavorisée et souvent ça se traduit plus par de l'abstention qu'autre chose parce que même les gens veulent pas s'inscrire mais ça crée quand même un phénomène dans la ville des gens qui ne savent pas quoi faire.

À Fos-sur-Mer, le maire, populaire auprès de ses concitoyens, considère son score indépendant de celui de la gauche aux élections nationales. Il dessine en creux un impact négatif du bilan gouvernemental sur le vote pour la gauche dans sa ville aux élections nationales.

René Raimondi : Par rapport à 2008 heu, et là je suis plus sur l'élan parce que certains disaient ah c'est l'incinérateur, je suis plus là-dessus, on est sur la gestion quotidienne et encore une fois on est en 2014, le rejet de François Hollande est déjà là et c'est un maire socialiste qui se présente, une liste de gauche, identifiée, heu et qui fait 5 points de plus.

AH : Donc y'a une augmentation ?

René : Donc bon on ne peut pas dire que y'a 66 % de socialistes à Fos on en est loin, bon malgré tout c'est l'homme qui, qui, (fait l'élection NDLR).

Encadré 15 : René Raimondi

René Raimondi : Maire de Fos-sur-Mer depuis 2004, il est le successeur de Bernard Granié dont le mandat s'est arrêté en 2004 et qui avait été inquiété par la justice au cours de celui-ci. René Raimondi a été réélu au premier tour en 2014 avec 65 % des suffrages exprimés. Il jouit d'une bonne popularité chez ses administrés. La ville bénéficie par ailleurs des retombées économiques de la zone industrialo-portuaire, et la taxe d'habitation est à 0,01 %.

Le vote Front national est comme le souligne René Raimondi, un vote qui serait celui d'un rejet de l'ordre politique actuel, un ras-le-bol, plutôt qu'un vote d'adhésion d'une partie de l'électorat aux idées de Marine Le Pen.

René Raimondi : Aujourd'hui on a un autre vote Front national c'est le vote du du ras le bol et du rejet en disant puisque ça marche qu'est ce qu'on fait, si ça ne marche pas et les seuls qui aujourd'hui ont un discours de, de, de destruction c'est c'est c'est le Front national.

Ainsi, les différentes municipalités au pouvoir expliquent le vote Front national par des raisons induites par la gestion gouvernementale de François Hollande et de la gauche au pouvoir, gauche qui aurait déçu et démobilisé l'électorat de gauche, et l'aurait jeté dans l'abstention voire le vote Front national pour les deux villes du nord de la France. Les causes purement locales sont très rarement évoquées par ces hommes politiques. Leurs bilans ne sont jamais mobilisés pour expliquer, notamment à Grenay, la montée du vote Front national. Néanmoins, cette analyse limitée n'empêche pas ces différents élus locaux d'avoir une connaissance assez fine du vote Front national dans leurs communes. Ils en identifient à la fois la sociologie et les quartiers où ce vote est le plus élevé dans leur ville.

B. Les élus de gauche face à un électorat sociologiquement complexe

Dans les villes du Sud, l'électorat frontiste est plutôt « bourgeois » comme l'affirment les élus locaux. Il s'agirait avant tout d'une classe « moyenne » de propriétaires, souvent néo-propriétaires, qui sont salariés ou à leur compte et qui sont assez riches pour payer l'impôt sur le revenu. Ils seraient installés dans des villes comme Fos et Port-de-Bouc car proches des centres urbains d'Istres, Martigues ou Marseille mais dont les terrains et les maisons sont encore suffisamment abordables comparés à leurs voisines plus grandes.

a. Fos-sur-Mer

Hervé Berne, conseiller du maire René Raimondi à Fos-sur-Mer nous explique que le Front national voit son électorat mêler des éléments populaires et des éléments bourgeois. Ils sont localisés dans une partie de la ville géographiquement déterminée, au nord de celle-ci, les quartiers les plus récents.

Hervé Berne : Vous faites bien d'en parler. Bien entendu on a fait notre petite analyse par bureau de vote.

AH : Oui.

Hervé : Par secteur, y'a, on peut appeler ça le quartier populaire de Fos, le quartier du Mazet et autre qui sont là-haut qui sont, qui sont des quartiers.

AH : C'est pas les quartiers nord.

Hervé : C'est pas les quartiers nord de Marseille non plus. Fos a quand même très peu de locatif, donc très peu d'immeubles, parce que bon, c'est même, on a eu du mal à en faire. [...] Oui. Y'a ce quartier-là et paradoxalement le quartier le plus bourgeois de la ville qui est l'habitat dispersé dans les carabins, les belles maisons à 400.000 maisons et plus.

AH : D'accord, donc ça fait un peu le contraste.

Hervé : Et voilà. Je dirais que le reste de la population citoyen moyen habitant ici, etc. les gens qui sont un peu enracinés non, ne votent pas Front national et sont restés toujours, plutôt, toujours à gauche et le reste c'est, le reste c'est partagé.

Comme il le souligne, le vote Front national est fort tant dans des quartiers modestes que chez les plus aisés, le point commun de ceux-ci étant d'être situés le plus au nord de la ville, en direction d'Istres et dans lesquels la majorité des personnes vont travailler à Istres. Il s'agit donc d'un quartier relativement excentré des deux centres-villes de Fos-sur-Mer⁸⁵, et où les commerces de proximité sont absents.

⁸⁵ Il existe à la fois un centre-ville administratif centré autour de la grande mairie de la ville et un centre-ville historique situé 1km plus au sud autour de la vieille ville.

AH : D'accord. Et du coup pour reparler des quartiers qui votent Front national vous disiez que y'avait des quartiers qui étaient très favorables, est-ce que c'est des quartiers qui sont excentrés par rapport au centre-ville où ? Le quartier au nord dont vous me parliez.

Hervé Berne : Oui. Excentré, heu, excentré oui et non. Bon parce que même si la ville...

AH : Est assez étendue ?

Hervé : Est assez étendue on peut pas parler de quartier excentré parce qu'on est à proximité.

AH : Tout est plus ou moins proche (le centre commercial) ?

Hervé : On est pas, on parle pas en kilomètres là on parle en centaines de mètres. Mais effectivement il y'a peut-être un sentiment d'isolement plus que d'être excentré et là on touche peut-être...

AH : Peut-être un des ressorts.

Hervé : Un des problèmes on se sent isolé.

AH : Parce que du coup les quartiers qui, j'imagine le quartier du vieux centre-ville doit voter plutôt à gauche.

Hervé : Oui tout à fait. Tout à fait ! Le centre-ville c'est vrai que le côté attractif le château le machin le marché est plutôt vers le centre-ville. Un des gros reproches qui est fait bon. Bon on a une allée des pins qui est classée je sais plus quoi.

Ces Propos sont corroborés par le maire, même si ce dernier, usant d'un langage plus pondéré, ne veut pas stigmatiser tel ou tel quartier de sa ville.

René Raimondi : Alors les nouveaux quartiers qui vont voter ça peut être effectivement Mazet l'aurige, heu, et puis, et puis, et puis, encore une fois, un petit peu les extérieurs, vers le bureau 8, c'est la ronde, bon. Après moi ce qui m'inquiète le plus c'est parce que, parce qu'en nombre de voix il faut l'analyser en nombre de voix y'a pas un nombre de voix aussi important que ça. Y'a des pourcentages supérieurs.

b. Port-de-Bouc

À Port-de-Bouc, l'électorat du Front national semble paradoxalement similaire, alors même que la ville est bien plus populaire. Les différents responsables du parti communiste identifient assez précisément les sociologies du vote Front national, et localisent les bureaux de vote qui leur sont les plus favorables.

AH : J'ai vu que y'avait le bureau 9 et 10 et 13 de la ville qui étaient beaucoup plus favorables que les autres. Donc je sais pas si vous avez quelque chose à me dire sur ces quartiers.

René Joly : Oui alors là effectivement, ce sont des bureaux, de quartiers pavillonnaires ou effectivement on a, des populations nouvelles, qui ne sont peut-être pas aussi intégrées dans l'histoire de la ville. [...] Et puis y'a un phénomène des gens qui arrivent, dans les quartiers pavillonnaires de villas, et qui se sentent, un peu délaissés quoi. Les mêmes qui disent on fait plus pour les autres alors bien souvent, quand c'est plus défavorisé, on dit c'est les immigrés (qui bénéficient des aides NDLR). [...]

AH : Qui sont contenus dans un seul bureau de vote.

Roland Joly : Voilà, donc y'a une zone de pavillonnaire autour.

AH : *Hum hum.*

Roland : Et disons que bon le vote, se, se partage. Voilà un peu entre les deux. Mais c'est donc une zone qui disons, une zone comment on peut dire ou y'a, y'a un peu des, un peu des disparités quoi. Entre heu...

AH : *Un côté plutôt riche opposé à un côté ?*

Roland : Plutôt riche non, tout est relatif.

AH : *Et j'imagine que c'est pareil pour les quartiers de la Bergerie ou Saint-Jean ?*

Roland : La bergerie en revanche c'est des quartiers pavillonnaires pour l'essentiel. Donc ce sont souvent des populations qui sont venues plus tardivement sur Port-de-Bouc. Y'a des gens originaires de Port-de-Bouc qui sont allés habiter là-bas mais y'a beaucoup de gens de l'extérieur aussi. [...]

AH : *Les prix doivent être plus élevés. Notamment à la bergerie. C'est plutôt bourgeois comme habitat ?*

Roland : On va pas dire bourgeois, c'est des gens qui souvent travaillent dans la pétrochimie ou sur, dans le golfe de Fos donc c'est les salariés bon, disons moyens.

AH : *Qui veulent juste de l'accession à la propriété.*

Roland : Voilà

Ainsi, dans les villes du Sud, l'électorat frontiste est selon les élus de gauche particulier, car il mêle des éléments populaires à une classe qu'on pourrait considérer moyenne par le niveau de revenu et qui accèdent à la propriété. Cette description de l'électorat frontiste semble a priori corroborer l'idée que le FN sur ces territoires attire des éléments populaires et d'autres qui le sont moins. Les choses sont en revanche toutes autres à Bully-les-Mines et Grenay et les descriptions qu'en font les élus sont davantage tranchés.

c. *Bully-les-Mines*

Dans le Pas-de-Calais, la sociologie des villes est bien différente. Les classes moyennes sont peu nombreuses et le vote Front national est lui sociologiquement dissemblable, assez difficilement identifiable par les élus locaux. Les électeurs frontistes sont plutôt des populations pauvres, mais pas plus pauvres que les populations de gauche de la ville. La différence est qu'ils se sentent particulièrement délaissés par les pouvoirs publics, que ce soit objectivement vrai (isolement géographique) ou seulement une subjectivité de la perception. C'est notamment ce que souligne François Lemaire, maire de Bully-les-Mines.

AH : *Et les gens qui votent Front national aujourd'hui c'est plutôt les populations aisées ou au contraire qui sont en difficulté ?*

François Lemaire : Je serais plutôt tenté de vous dire que ce sont des populations en difficulté, précarisée heu, confrontée bien évidemment au problème du chômage ou je dirais qui vont de l'intérim ou en contrat aidé ou je ne sais quoi. C'est tout ça qui alimente le ras le bol et le fait qu'on a plus confiance aux, comme vous pouvez l'évoquer en l'État en la politique gouvernementale. On peut aussi ne plus avoir confiance en ses élus locaux, tout ça alimenté aussi avec les affaires, le milieu

politique local, on nous rejette, on nous balaie, d'un revers de la main. [...] Moi ce qui me gêne, c'est que c'est un électorat qui est en totale contradiction, qui est quand même assez hétérogène dans ses motivations. Et en même temps je me dis que la gauche dans les années 80 avait aussi assumé cette diversité entre des fonctionnaires, entre des ouvriers, qui avaient pas non plus toujours (le même profil NDLR).

Le même élu souligne par ailleurs que le vote Front national est principalement localisé dans deux quartiers périphériques de la ville, la cité des Alouettes et la cité des Brebis. Quartiers qui, anciennement miniers, concentrent une très grande majorité de logements sociaux, la population y est pauvre, et les propriétaires plus aisés très peu nombreux.

François Lemaire : Oui on a des gens très modestes qui sont locataires sur la, sur la cité, et qui sont donc fortement frappés par heu, le chômage, heu, et la faiblesse des ressources, la précarité pour être plus précis.

AH : *Mmmh.*

François : Heu, la difficulté qu'on a aujourd'hui également c'est que le bailleur n'a pas fait de gros investissements sur la cité, il n'a fait que des opérations de maintien.

AH : *De rénovation ?*

François : Ou effectivement d'entretien lourd, mais on a pas eu de véritable rénovation, de renouvellement urbain sur la cité des Brebis.

d. Grenay

À Grenay, où la ville semble encore plus homogène. Le maire effectue la même analyse quant à la sociologie du vote Front national. Il s'agit avant tout d'un vote de personnes précaires, dont beaucoup sont isolées socialement.

Christian Champiré : Après dans les cités c'est là où l'abstention est souvent vainqueur et on a, on a dans cette cité-là et dans cette partie-là on a un vote Front national important aussi. Qui est lié, cette cité-là est la dernière à être rénovée. Tout a pas été rénové, on a failli avoir, on a eu une ghettoïsation très forte de ce quartier. Il a fallu faire des travaux pour qu'au moment de la condition d'acceptation que les gens acceptent de prendre les logements, parce que c'était trop pourri et tout été que du coup on avait une tendance à avoir que des gens qui vivent du RSA ou des minimas sociaux ou en grande difficulté à venir dans cette cité. On a réussi à rompre ce, ce cercle vicieux maintenant il faut reconstruire, il faut, ça va prendre du temps. On est un peu rassuré on a ouvert une cantine au début on avait des problèmes où les parents voulaient pas inscrire leurs enfants à l'école ils gardaient le plus longtemps possible. L'investissement maternel par rapport à l'enfant c'est quelque chose caractéristique des familles en souffrance sociale on surinvestit dans l'enfant c'est le joyau et tout et donc on le garde on veut pas l'envoyer à l'école. Donc là maintenant on arrive on voit que la cantine fonctionne et que le nombre de gamins qui vont aller manger à la cantine est en hausse.

Le vote Front national semble donc dans ces villes du Pas-de-Calais être un vote des précaires. Ces personnes ne seraient pas sociologiquement différentes de celles qui votent à gauche (PCF ou PS) ce qui contrasterait avec le vote frontiste des villes du sud de la France. Là-bas, le vote frontiste pourrait toucher plutôt les petites classes moyennes et les classes populaires propriétaires. Ces gens semblent, selon les représentants politiques locaux, vivre dans les quartiers pavillonnaires de la ville. Les plus riches et éduqués semblent voter plus pour une droite républicaine comme souligne les élus de l'UMP de ces villes. Les plus pauvres votent quant à eux pour une gauche plus radicale, comme à Port-de-Bouc. Les villes socialistes et communistes dressent le même tableau du vote Front national dans leurs communes : ce vote « extrême » semble se concentrer dans les quartiers périphériques moins bien desservis. Il nous semble important, dans les chapitres suivants, de vérifier cette description et cette localisation de l'électorat FN sur chacune de ces villes.

3. L'explication du vote FN par les syndicats locaux

Si les hommes politiques locaux sont assez avenants quand il s'agit de parler du vote Front national, ce n'est pas le cas des principaux leaders syndicaux qui sont confrontés à des situations problématiques vis-à-vis de ce parti. Le Front national a en effet abandonné il y a bien longtemps l'idée de créer des syndicats qui seraient directement liés à lui, et c'est aujourd'hui la pénétration des idées Front national au sein des différentes organisations syndicales qui devient une question majeure pour la plupart des leaders syndicaux que nous avons interviewés (Andolfatto, Choffat, 2015, pp.77-96). L'entrisme qui a eu lieu dans les années 1990 avec des militants frontistes qui adhéraient aux syndicats afin de propager leurs idées semble avoir depuis disparu. Aujourd'hui, ce sont des militants syndicaux, parfois adhérents de longue date qui, selon les leaders syndicaux, se mettent à adopter les idées du Front national. Ils créent ainsi une base de syndiqués dont les idées ne sont plus majoritairement communistes, comme c'était le cas il y'a trente ans. Une constante demeure : cette question gêne. Les personnes avec qui nous discutons ont du mal à l'aborder devant un micro et beaucoup de discussions intéressantes se dérouleront ainsi avant ou après les entretiens.

Notre objectif, lors de nos entretiens avec ces personnes, a ainsi été de vérifier si oui ou non avait eu lieu un décrochage politique d'une partie des syndiqués vers le Front national et, plus généralement, un décalage du monde ouvrier vers le Front national. Les syndicats, en première ligne dans les grandes unités de production, pourraient ainsi corroborer cette idée d'un vote de plus en plus populaire et ouvrier.

A. Dans les Bouches-du-Rhône

À Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc deux syndicats se partagent le territoire local : la CGT historiquement en monopole à Port-de-Bouc et directement aidés par la mairie ; et la CFDT majoritaire à l'aciérie d'ArcelorMittal, sur le territoire de Fos-sur-Mer et qui est en concurrence avec une section CGT de Fos-sur-Mer. Ainsi, Daniel un responsable syndical de la CGT de Fos-sur-Mer déclare à ce propos.

Daniel : Il y'a des gens qui soutiennent le Front national.

AH : *Beaucoup ?*

Daniel : Il y'en a.

AH : *Et ça se passe bien avec eux ?*

Daniel : On parle action syndicale, pas politique.

Maurice, un ancien syndicaliste de la CGT, à la retraite, semble plus ouvert quand il s'agit de parler du Front national, même si ces dires sont assez classiques. Âgé de 81 ans il a quitté le syndicat bien avant que le Front national ne devienne une problématique. Ses propos concernent donc les élections récentes, c'est-à-dire les présidentielles de 2012.

AH : *Y'avait en premier le Front de Gauche, et en deuxième y'avait le Front national pour une ville qui est historiquement de gauche.*

Maurice : Oui y'a plus les ouvriers que y'avait avant !

AH : *Oui, ça a peut-être changé.*

Maurice : Ah bah tiens. Avant y'avait que des ouvriers qui travaillaient ici on votait tous à gauche ou 90 % votait à gauche mais maintenant c'est plus la même chose. Y'a plus, y'a plus que des ouvriers à Port-de-Bouc y'en a plus comme avant. Y'a tout un tas de gens qui vivent à Port-de-Bouc c'est des retraités ou de ci ou de là qui bon qui avait pas l'esprit ouvrier.

AH : *Qui sont arrivés après.*

Maurice : Bah oui.

AH : *Et qui n'ont pas connu l'histoire ouvrière.*

Maurice : Moi je vois beaucoup de gens qui décèdent là, la plupart je les connais pas ces gens-là ils sont arrivés comme ça à Port-de-Bouc je sais pas pourquoi.

Néanmoins, mis à part d'anciens de la CGT, cette dernière est assez muette quant au problème Front national dans ses rangs et dans le milieu ouvrier local. Il faut donc se tourner vers des syndicats différents pour avoir une personne plus ouverte à ce propos. C'est Claude, un responsable de la CFDT qui parle de la relation entre Front national et syndicalisme.

AH : *Et pour rebondir sur quelque chose de complètement différent mais qui est d'actualité. Ici c'est une zone qui votait beaucoup, qui vote de plus en plus Front national et du coup dans les usines ça se ressent ?*

Claude : (réfléchit).

AH : *Ou c'est resté à gauche les usines ?*

Claude : Heu. Ça se ressent, au niveau de l'expression des salariés.

AH : *D'accord. C'est-à-dire ?*

Claude : Bah des propos, bon, y'a des choses heu, la solidarité, y'a des propos racistes, c'est un phénomène qui se généralise. Heu. Ici, pour l'instant on a peu été confronté je vous ai dit à part l'épisode du Front national aux prud'hommes.

AH : *Oui à la CFTC.*

Claude : Heu. Mais, donc y'a eu, peu de responsables, y'a pas de responsables ou de, de, de militants CFDT encartés au Front national. Au niveau CFDT on y fait la chasse.

AH : *D'accord.*

Claude : Mais surement qu'on a des adhérents Front national.

AH : *Mais après c'est le principe des syndicats qui sont neutres politiquement ils peuvent avoir des gens de tous les bords. Et dans les gens non syndiqués j'imagine que là aussi heu... Le Front national, fait ?*

Claude : C'est comme, la société hein, quand vous me, quand on voit les résultats moi j'habite Istres quand on voit le score qu'à fait Front national aux dernières élections.

AH : *Ouais c'est impressionnant.*

Claude : Ils ont bien des votants.

AH : *Oui, c'est ça mais on aurait pu se douter que dans les usines avec tout ce qui est l'ancienne solidarité des ouvriers ça aurait pu être moins.*

Claude : Ça évolue parce qu'actuellement y'a plus la même solidarité heu, mais, c'est général. Moi bon j'ai fait beaucoup de permanences interprofessionnelles avec des gens, les gens ils sont individualistes, ils ne témoignent même pas. Ils jouent pas la solidarité, quand il y'a un de leurs collègues qui se fait licencier ils ne viennent même pas témoigner.

AH : *D'accord. Donc il y'a eu une perte du lien qu'il y'avait dans les usines avant. Je sais que notamment sur Port-de-Bouc parce que j'étudie aussi Port-de-Bouc je sais que c'était quelque chose qui était extrêmement fort aussi la solidarité des ouvriers. Ça se perd progressivement ?*

Claude : Ouais. Mais c'est un problème aussi de, de génération, d'évolution du salariat. Avant, il y'avait une identité, le syndicat représentait quelque chose et tout. Mais bon y'a le phénomène de société y'a, des directions qui aussi veulent pas de syndicats surtout dans les petites boîtes.

AH : *Oui c'est ça.*

Claude : Alors ils ont deux discours parce que c'est hypocrite à un point. Alors. Ils disent notamment les grosses boîtes on veut des syndicats forts pour avoir un interlocuteur tout ça. Mais en réalité quand on a des militants qui postulent qui sont élus des trucs comme ça, ils en bavent dans leur évolution de carrière, les augmentations et tout.

B. Dans le Pas-de-Calais

Dans le Pas-de-Calais, la CFDT quasiment invisible laisse place à une concurrence entre la CGT et FO, les deux syndicats historiques du bassin minier. La CGT était directement liée au parti communiste, tandis que FO était le syndicat du parti socialiste local. On retrouve ici le même son de cloche que dans les Bouches-du-Rhône où Vincent, un militant de Force ouvrière tient un discours assez désabusé sur la montée du Front national dans son syndicat.

Vincent : Je sais pas dans quelles proportions, mais je suis très très surpris de voir des gens avec qui j'ai milité des fois qui étaient pourtant, qui avaient pourtant, vraiment le cœur à gauche. Qui étaient des vrais militants, qui avaient des vraies valeurs aujourd'hui me dire, qu'ils votent Front national. Sans aucun complexe. De façon tout à fait normale, considérant que Marine Le Pen, ne pose aucun problème heu, d'éthique, heu, pose aucun problème de choix de société non,

AH : Ça s'est normalisé ?

Vincent : La dédramatisation elle a fait son œuvre (comprendre dédiabolisation).

Pourtant, la réaction officielle de ce militant de Force ouvrière est différente, en effet par respect de la neutralité politique leur réaction face au Front national est de fait plus mesurée.

AH : Et pour finir sur un peu le Front national. J'imagine que dans le syndicalisme y'a eu des problèmes d'entrisme où ?

Vincent : Ah oui ! Carrément y'a eu de l'entrisme ! Encore maintenant. Alors, ce qui est choquant et heu, et ce à quoi on aura à faire face nous syndicalistes, et on se tue à le dire et on se tue à le dénoncer c'est qu'il faudra que nous aussi on ait une position par rapport aux idées d'extrême droite. On peut pas, alors nous on est à Force ouvrière on est très très très attaché... (*Cherche ses mots*)

AH : À la neutralité ?

Vincent : À la neutralité politique, c'est, c'est important c'est la charte d'Amiens pour nous c'est vraiment l'élément fondateur de FO, c'est ce qui a fait qu'on a scissionné avec la CGT parce qu'on voulait pas être inféodé au PC donc c'est très important. En même temps, y'a un moment sans même heu, de parler d'étiquette politique y'a des valeurs d'humanisme, des valeurs de tolérance, des valeurs de partage, et ça, qu'on le veuille ou non sans même parler d'étiquette politique c'est incompatible avec les valeurs du Front national. Et ça y'a un moment quand même ou il faudra qu'on le réaffirme. Parce que, y'a cette ambiguïté de on n'est pas, on est neutre et indépendant.

AH : Hum...

Vincent : Du coup on ne dit rien contre le Front national et on laisse faire, et on tolère que dans nos rangs certains véhiculent des idées qui seraient des idées du Front national.

AH : D'accord.

Vincent : Et heu on l'a encore vécu y'a pas très longtemps ou on a eu une grande discussion au bureau départemental où effectivement y'a un syndicat (syndicaliste) qui a essayé de se positionner en faveur d'un politique Front national. Et là pour moi il faut 0 tolérance, c'est pas possible, c'est pas possible. On ne peut pas. Au même titre qu'on a pas soutenu, heu, toutes les, enfin d'autres valeurs qui étaient, je pense au PC, pour les citer, hein, il était hors de question de cautionner le stalinisme heu je vois pas pourquoi on tolérerait aujourd'hui l'extrémisme à droite alors que y'en a qui dans leurs rangs quoi qu'ils en disent et quoi qu'ils essaient de nous montrer, qui continue de drainer un certain nombre d'idées nauséabondes.

AH : D'accord.

Vincent : Et ça c'est un je pense que Force ouvrière doit avoir ce débat heu, parce que c'est vraiment hein pour moi, hein, ce n'est pas, la réponse ne peut pas être que politique, la réponse au Front national peut pas être que politique. Elle doit être sociale, elle doit venir des syndicats, elle doit venir des associations, elle doit venir de l'éducation nationale également et des services publics. Chacun à son niveau à une réponse à apporter au Front national ou au vote Front national pour être plus précis. Il est peut-être temps quand même qu'on se pose les vraies questions et qu'on apporte au moins quelques réponses parce qu'aujourd'hui on ne fait qu'observer et attendre que ça se passe.

Afin d'avoir un autre avis sur cette question, nous nous sommes intéressés au syndicat des anciens mineurs CGT du bassin minier. Il rassemble tous les anciens mineurs et femmes de mineurs qui se battent pour faire respecter leurs droits et percevoir leurs pensions d'invalidité. Les anciens syndiqués de la CGT des mines ont ainsi un discours assez désabusé mais qui semble élaboré quant au vote Front national dans leurs rangs.

AH : Hum, c'est-à-dire que des anciens mineurs qui étaient heu communistes ou socialistes ils seraient pour voter Front national maintenant ?

Waldek : Ah ! Écoute, honnêtement, qui vote pour le Front national ? Aujourd'hui ? (Doucement) C'est ceux qui étaient les travailleurs à gauche, à gauche ! Heu la droite, la droite elle vote pour le Front national c'est pour d'autres raisons, mais là les, les travailleurs ! Le petit peuple là, à qui il s'adresse maintenant ? Pour faire avancer leurs choses hein ? À personne ! Donc ils pensent que la solution ça va être le Front national, ils se trompent ! Ils se trompent ! Ca c'est certain qu'ils se trompent parce que Marine Le Pen aujourd'hui elle, elle a un discours heu, très paternaliste tu vois bon, « j'ai changé » elle s'oppose à son père et tout hein ! Mais sur le fond ! Qu'est ce qu'elle va faire, elle va faire rien du tout ! C'est l'Europe aujourd'hui qui dirige tout et on l'a vu avec la Grèce hein ! Il a été obligé de céder (Tsipras).

Enfin, nous avons pu interviewer Henry, un responsable syndical de Force ouvrière sur la ville de Grenay qui n'était pas du tout défavorable au Front national, au contraire. Il critiquait assez ouvertement la collusion qui pouvait exister entre la CGT de la ville et la mairie communiste en place, raison pour laquelle il a fondé une antenne du syndicat FO des employés municipaux. Il est d'ailleurs régulièrement la cible de critiques de la part de la mairie car il serait assez ouvert aux idées du Front national⁸⁶.

AH : Et comment ça se passe entre les différents syndicats y'a une bonne entente j'imagine.

Henry : Non.

AH : Non pas trop ?

Henry : Pas trop non, ça dépend des sujets, quand c'est des sujets communs on va dire, c'est difficile de faire chevalier solitaire donc là généralement on se retrouve plus ou moins mais bon généralement. (Il est gêné d'aborder ce sujet.)

AH : Parce que Monsieur Haudegond, il me disait justement que voilà à Grenay y'avait eu, cette entente entre la CGT et le PC qui fait que...

Henry : C'est compliqué nous, c'est super compliqué, en fait y'avait qu'un syndicat et y'a toujours eu qu'un syndicat à Grenay, après y'a eu UNSA qui se sont créés y'a je dirais 5 ans peut être, 5-6 ans. Ouais 5-6 ans je dirais et nous on est arrivé on est les petits derniers nous FO. Donc nous c'était très compliqué on a été très, on a pas été bien vu quoi ! Et c'est vrai que la CGT c'est rattaché quand même au parti communiste, c'est un peu dans toutes les villes.

AH : C'est un peu pareil partout, et Grenay la ville était communiste.

⁸⁶ Il s'agit du seul cas où nous avons interviewé un leader syndicaliste qui semble ouvertement intéressé par les idées du Front national.

Henry : Ah ça a toujours été communiste ici ! J'ai 46, bientôt 46 ans, j'ai toujours connu Grenay communiste. Donc c'est super compliqué.

Il devient ensuite plus explicite quant à sa vision du syndicat CGT.

AH : *Parce que la CGT dit souvent qu'ils sont apolitiques mais ils ont des combats aussi qui sont...*

Henry : Ouais ouais...

AH : *Sont plutôt communistes ?*

Henry : Ils nous ont bien marqué le terrain hein, récemment aux élections municipales bah ils ont, chez nous y'a eu une liste récemment Front national qui s'est créé... Donc y'a eu une opposition politiquement quoi donc ils ont, ils ont pris part à la campagne et...

AH : *Ils ont soutenu la mairie ?*

Henry : Ils ont passé des tracts et tout hein !

AH : *D'accord.*

Henry : Donc là c'est !

AH : *Après c'est sûr qu'après pour le politiquement neutre c'est un peu différent.*

Enfin quand il s'agit du Front national, ce responsable de FO ne semble pas particulièrement réticent à ce dernier et semble le traiter comme un parti normal. La gestion communiste du parti communiste est en revanche cible de ses critiques, masquée par la mobilisation du discours d'autres personnes.

AH : *Et comment ça a été vécu justement que, maintenant que l'opposition n'est plus le parti socialiste mais le Front national dans la ville ?*

Henry : Bah apparemment bien hein, parce que le vote a été partagé, ils ont eu plein de voix, c'était pas loin, quelques pourcentages de différences donc apparemment la population.

AH : *Est pas trop opposée ?*

Henry : Ouais ils ont pas l'air trop opposés au Front national quoi !

AH : *D'accord et je ne sais pas si Antoine Ibba vous le connaissez ? (Leader FN sur Grenay)*

Henry : Ouais je le connais.

AH : *D'accord, et il est bien vu par la population ?*

Henry : Il y'a des contents et des mécontents, comme tout le temps [...] Ouais parce que bon c'est un natif, un natif ouais, enfin il est natif de Loos-en-Gohelle à la base, mais bon y'a quand même pas mal d'années qu'il habite à Grenay, il connaît beaucoup de gens ici donc heu, après il a son franc-parler et sa grande gueule...

AH : *Il était mineur aussi donc j'imagine que ça joue aussi.*

Henry : Ouais voilà.

AH : *Sur le franc-parler.*

Henry : Ouais, je pense un peu, c'est après quand même la situation économique de la ville qui fait que voilà hein ! Les gens voient pas d'améliorations, heu, leur quotidien heu.

AH : *La mairie a mis en place une médiathèque c'est ça, donc les gens j'imagine ils apprécient les choses comme ça ou ils aimeraient avoir autre chose ?*

Henry : Ils auraient aimé avoir autre chose, fin, nous, nous on est en contact avec la population, on est peintres moi et mon épouse, on est peintres tous les deux, moi je suis natif de Grenay forcément je discute avec les gens, bon c'est partagé, y'a des gens qui disent c'est bien, mais bon la majorité quand même c'est pas bien ! Bon c'est, quand même démesuré quoi par rapport au budget de la ville.

Il a par ailleurs des points de vue qui pourraient ressembler à celui des électeurs frontistes de la ville. En effet, comme l'illustrent la plupart de ses propos il mobilise des thématiques de « bonne gestion économique », il s'agit avant tout d'utiliser le budget de la ville à effectuer des travaux d'entretien de la ville et non des investissements comme la médiathèque.

AH : *Et vu que vous êtes natif de Grenay, comment vous vivez dans la ville, c'est une ville où y'a une bonne ambiance ?*

Henry : Moi je suis parti !

AH : *D'accord, c'est-à-dire ?*

Henry : (hésitant) Je m'y retrouve plus.

AH : *Ça s'est perdu ?*

Henry : Bah c'est, pffffff, compliqué quoi, compliqué, beaucoup de nouvelles cités construites heu, des, en gros c'était quand même nature Grenay. C'était un peu la campagne ! Maintenant ça se construit de partout, c'est un peu, c'est quand même quoi, ça bouge dans tous les points, ça casse ! (Pourtant la ville a perdu en population depuis les années 1990) [...] Moi j'ai connu même, j'ai connu, j'ai toujours habité dans une cité des mines, la 11, on était dans les jardins, tout le monde discutait, tout le monde se donnait un coup de main, tout le monde s'échangeait des légumes ou, c'était comme ça quoi ! Maintenant c'est, c'est mort !

Ainsi, si dans les syndicats, la plupart des responsables se sentent encore investis dans une lutte contre la montée du Front national, ce n'est pourtant plus le cas des militants ou des responsables « autodidactes » comme ce responsable de FO Grenay. Il est en effet devenu responsable syndical par volonté d'être représenté sans adhérer à la CGT qu'il répugne. Comme il le souligne, l'accueil de la constitution de son groupe a été accueilli très froidement par la CGT comme par la mairie et les rumeurs quant à son intérêt pour le Front national circulent dans la ville.

En règle générale, les syndicats se sentent liés aux partis traditionnels de gauche sur les villes que nous avons étudiées. Ils ne sont pas critiques vis-à-vis de leurs actions et concentrent leur combat contre le gouvernement et les patrons de leurs entreprises respectives. Le Front national constitue pour eux un risque de dévoiement de leur combat syndical. Ils craignent en effet que ce parti prône une gestion individuelle de la vie des entreprises comme l'avait fait la droite dans les années 1980 et 1990.

Le délitement du monde syndical fait de ce dernier une barrière de moins en moins efficace pour empêcher les travailleurs d'adhérer au Front national. Néanmoins, ce délitement semble beaucoup plus prononcé dans le Pas-de-Calais que dans les Bouches-du-Rhône où le milieu syndical semble encore cohérent dans les grandes structures comme ArcelorMittal. Dans le Pas-de-Calais en revanche, le syndicalisme autrefois omniprésent est réduit à un état embryonnaire. Son

déclin coïncide par ailleurs avec l'essor rapide du vote Front national sur ces territoires depuis les années 1990. Cela nous pousse à nous interroger les effets de l'anomie au travail et de la fin des solidarités ouvrières sur le vote.

Conclusion : Un Front national peu implanté dans des territoires pourtant favorables

L'implantation du Front national sur nos terrains d'enquête est globalement faible. Il est impossible de trouver un leader local ou un embryon de cellule militante sur les villes de Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc et Bully-les-Mines et nous avons dû nous rabattre pour les deux premières sur leurs voisines d'Istres et Martigues qui gèrent également Fos et Port-de-Bouc. Seule Grenay compte un candidat FN aux élections municipales. Cependant, le manque d'implantation locale sur les trois autres villes ne semble pas être un frein à un score élevé du parti lepéniste aux élections présidentielles, régionales ou européennes. Elle est avant tout la conséquence de l'absence de militants « professionnels » (et donc de futurs candidats) sur nombre de villes où le FN a malgré tout beaucoup de sympathisants.

Malgré cela, nous avons identifié une volonté globale de créer des sections locales sur toutes les villes de notre enquête. Cette volonté était très forte à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc où les candidats frontistes des villes voisines essayaient de former des militants stables qui puissent être à la fois des relais et des futurs candidats aux élections municipales. Seule la ville de Bully-les-Mines semble être dans un cas plus critique comme le montre la valse des personnes adoubées par le Front national depuis les années 2000.

Sur ces quatre villes, le vote Front national est perçu comme un problème à comprendre par les élites politiques. Pour certains responsables politiques, il s'agit même de combattre la montée de ce vote sur leur territoire communal. Par ailleurs, si la localisation du vote frontiste sur chaque ville telle que décrite par les différents hommes politiques locaux correspond à la réalité du vote Front national, les explications qu'ils mobilisent à propos de ce dernier ne nous semblent, malgré tout, ni satisfaisantes ni complètes et nous invitent à ne pas nous contenter d'elles ou du moins à les vérifier.

Les responsables syndicaux, pour finir, semblent plutôt réticents à parler du vote Front national chez les ouvriers. On comprend, en les écoutant, que ce vote est un problème et qu'ils sont régulièrement confrontés à des personnes syndiquées affichant des sympathies pour le Front national. Néanmoins, il nous a été impossible, à la suite de ces entretiens, de vérifier ou d'infirmer la percée électorale du Front national dans le monde syndical en particulier et chez les ouvriers en général.

La suite de notre travail aura pour objectif de dépasser les représentations et les explications des différents hommes politiques et responsables syndicaux locaux à propos du vote Front national. Nous décrirons et expliquerons le vote frontiste sur ces territoires et essaieront de comprendre les dynamiques sociales et contextuelles à l'œuvre sur ces quatre villes.

Deuxième partie

Cette première partie a été l'occasion d'exposer successivement l'état de la littérature sur le vote, les différentes méthodes que nous avons utilisées, et les terrains d'enquête sur lesquels nous nous sommes concentrés. Ce focus progressif allant de la littérature générale à nos terrains nous a permis de définir le cadre de notre travail. Nous étudions ainsi des départements et des communes anciennement industriels aujourd'hui confrontés à une forme de désillusion économique. Sur ces terres, le Front national a nettement progressé depuis le début des années 2000, mais à des niveaux différents. Cette progression est considérée comme une problématique par les élus locaux des quatre villes de notre étude, et ce malgré les niveaux d'implantations variables du parti sur ces territoires.

Après avoir effectué ce premier focus, nous allons dans cette deuxième partie étudier le vote FN en y appliquant un modèle à quatre entrées. Nous allons ainsi effectuer un zoom en étudiant successivement plusieurs facettes du vote Front national et en nous rapprochant de plus en plus de l'électeur. L'objectif est d'analyser ce vote sous différents angles afin de reconstruire une image la plus nette possible de ce fait social et de ceux qui le pratiquent. Nous pourrions, à partir de cette image, rechercher les causes qui engendrent un tel vote dans les territoires que nous étudions.

Nous allons tout d'abord nous concentrer sur l'étude du vote Front national à l'échelle de deux régions : la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'ancien Nord-Pas-de-Calais. Ce premier travail se basera sur la description statistique de l'électorat type du Front national à l'échelle de ces deux territoires, puis de leurs départements. Nous allons ensuite zoomer sur les quatre communes sélectionnées pour y étudier la répartition géographique du vote FN en leur sein et expliquer les variations du vote FN au niveau communal, variations qui peuvent parfois être importantes. Nous nous orienterons ensuite sur l'observation détaillée de l'électeur en étudiant ces derniers dans leurs quartiers. Ont été sélectionnés, par villes, trois quartiers dans lesquels nous avons réalisé des entretiens avec des électeurs, frontistes ou non. Nous sortirons ainsi de l'explication purement statistique du vote Front national en la confrontant aux électeurs réels. Pour terminer, nous étudierons la perception et l'action des pouvoirs publics locaux vis-à-vis du vote Front national sur leurs villes. Il s'agira de prendre un peu de recul sur les électeurs du Front national et de décentrer l'analyse en s'intéressant à l'impact des actions municipales sur les électeurs du FN.

Chapitre V : Les sociologies du vote Front national

Notre travail ayant pour objectif d'étudier en détail les électeurs du Front national, il est donc nécessaire de cerner les contours sociologiques de cet électorat. Cette nécessité d'étudier le vote Front national d'une façon statistique est d'autant plus importante que le profil sociologique de l'électeur est considéré comme la variable explicative principale du vote (Mayer, Boy, 1997, *op. cit.*, pp.109-122). C'est pourquoi, avant toute chose, nous avons examiné l'électorat du Front national à l'échelle de nos deux régions d'étude : le Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Nous disposons à l'échelle de ces deux régions de 1546 unités statistiques pour la première et de 963 pour la seconde. Cela est largement suffisant pour faire disparaître les biais induits par l'utilisation d'un faible nombre d'unités statistiques⁸⁷.

Nous avons tout d'abord conduit des travaux de corrélation et de régression à l'échelle des communes des deux régions, puis de chaque région prise séparément, et enfin de chaque département et en particulier les départements des Bouches-du-Rhône et du Pas-de-Calais. À travers ces différents niveaux d'analyses, il s'agit de contrôler quelles variables quantitatives prédisent le mieux un vote élevé pour le Front national dans une commune⁸⁸. De ce fait, nous avons manuellement effectué une analyse multi-échelle dont l'objectif est d'arriver à décrire, à chaque niveau, les caractéristiques probables de l'électorat FN.

Pour ce faire, nous avons utilisé les données électorales des élections présidentielles de 2012 et 2017. Nous avons également conduit des calculs à partir de données électorales de certaines élections intermédiaires (élections européennes de 2014 et régionales de 2015) ou d'élections présidentielles plus anciennes (2002 et 2007 notamment). Nous avons pondéré nos calculs par la population de chaque commune afin que notre étude soit représentative de la population de chaque unité statistique.

Dans un premier temps chaque variable sociologique a été étudiée l'une après l'autre (I). Mises bout à bout, ces explications partielles nous donnent un modèle général satisfaisant qui souligne la dichotomie électorale du Front national (II). Ce modèle général, et ce double électorat supposé, nous invite à nous questionner sur la pertinence du gauchisme en tant qu'explication du vote Front national (III).

⁸⁷ La non-intégration de la région picarde à notre étude est justifiée par les 2292 communes qu'elle aurait ajoutées au Nord-Pas-de-Calais en formant les Hauts-de-France. Il y'aurait ainsi eu un fort déséquilibre entre les 963 communes de « PACA » et les 3800 communes de Hauts-de-France.

⁸⁸ Malgré l'utilisation du même terme de variables pour deux concepts différents, nous faisons bien la différence entre les variables théoriques du vote telles que nous les formulons à la fin du premier chapitre et qui constituent des concepts ; et les variables statistiques que nous utilisons dans ce chapitre qui sont des données mathématiques représentant des individus, des distances ou des valeurs binaires. Une variable théorique peut devenir statistique dès lors qu'on effectue sur elle un travail d'opérationnalisation. Par exemple, la variable théorique sur le lien entre vote Front national et la distance à la grande surface devient statistique lorsqu'on met sous forme de valeur numérique la distance en mètre entre un bureau de vote (ou un quartier) et le centre commercial.

Encadré 16 : Rappels sur certains indicateurs statistiques

Dans le chapitre suivant seront exposés des tableaux et des graphiques portant sur le rôle joué par différentes variables dans le vote FN au niveau communal. Il est nécessaire de faire quelques rappels sur les principaux indicateurs statistiques utilisés :

- **L'indice de corrélation de Pearson**, compris entre -1 et +1 permet de contrôler le lien entre deux variables. S'il est positif alors l'augmentation de la valeur d'une variable est liée à l'augmentation de la valeur de la variable corrélée. Attention cependant puisque ce lien de corrélation n'implique pas une causalité. Deux variables peuvent évoluer dans le même sens sans que l'augmentation de l'une soit provoquée par celle de l'autre.
- **La significativité** permet de mesurer la réalité de cette corrélation. Plus la significativité est proche de 0 plus la relation est certaine, c'est-à-dire non due au hasard. Dans les tableaux suivants lorsque la significativité n'est pas présentée c'est qu'elle est égale à 0.
- **Le coefficient de détermination (R^2)** mesure quant à lui la qualité de la progression linéaire des relations étudiées lors d'une régression linéaire. Il mesure ainsi l'ajustement de la droite de régression aux différentes observations. Plus il est élevé, plus la variable étudiée explique l'évolution d'une seconde variable.
- **Les cases grisées font ressortir les résultats intéressants ou que nous discutons.**

I. Étude par variable

Les résultats de la partie statistique de notre enquête nous ont permis d'identifier les communes les plus favorables au vote Front national. Il s'agit essentiellement de villes moyennes (1) dans lesquelles la population est majoritairement composée de familles avec enfants (2). La concentration de locataires et de propriétaires n'est pas un indicateur fiable du vote Front national puisque la relation varie en fonction de la région (3) (4). Ce sont certes des communes où les ouvriers et les employés sont majoritaires (5), mais c'est en réalité le niveau d'étude des personnes habitant ces communes qui semble révélateur d'un fort vote Front national (6). La richesse, l'emploi et de la mobilité ont également un impact certain sur le vote, les villes FN ayant des caractéristiques particulières à ce niveau (7) (8) (9) (10).

1. Une histoire de démographie

Nombre d'auteurs ont souligné que le vote Front national était plus important dans les villes du périurbain que dans les centres urbains (Bussi, 2012, *op. cit.*). Néanmoins, depuis quelques années le vote Front national devient également un vote des « campagnes ». Sa diffusion est progressive mais régulière depuis les années 2000 (Mayer, 2002, *op. cit.*, pp.505-520) (Négrier, 2012, *op. cit.*, pp.153-166) (Négrier, 2015, *op. cit.*, pp.417-434).

Il serait aisé de penser que l'imperméabilité des grandes villes au Front national⁸⁹ est la résultante du verrouillage de celles-ci par les grands partis. Les villes de 5000 à 30000 habitants ne bénéficieraient pas de tant d'attention de la part de ces partis, elles seraient alors plus perméables au Front national. De plus, elles seraient logiquement habitées par des personnes se sentant « politiquement » délaissées. On retrouve ici la thèse d'un vote des oubliés, des sans-grades contre un système politique qui leur semble défavorable et fermé. Cette thèse est notamment partagée par France Jamet, responsable Front national dans la région Languedoc-Roussillon qui nous avait exposé, lors d'une précédente enquête, les problèmes d'implantations de son parti dans la préfecture de région : Montpellier.

France Jamet : Notamment dans les grandes comment dire, dans les grandes villes il y a des réseaux clientélistes, communautaristes, etc. Il y a un quadrillage donc c'est assez difficile à forcer. Et on le voit à tous les niveaux que ce soit pour faire une liste. On l'a vu d'ailleurs à l'occasion de la dernière élection municipale, en fait c'est une lutte d'influence entre le système Mourre et le système Fréchiste saurelliste qui s'est livrée et y a pas franchement eu une bataille d'idées.

Pourtant, les choses ne sont pas aussi simples, et si cette explication n'est peut-être pas fausse, elle n'est pas la plus proche de la réalité. En effet, on constate que les grandes villes (ayant une population supérieure à 50.000 habitants) de nos régions d'études ont des caractéristiques sociologiques particulières et concentrent une grande partie des personnes ayant un diplôme de l'enseignement supérieur, population votant nettement moins pour le Front national (Rouban, 2013, *op. cit.*). Il est donc plus probable que ce soit cette sociologie, plutôt que les simples stratégies politiques, qui conditionne le faible score du vote Front national dans ces villes.

Il existe ainsi une corrélation entre nombre d'habitants et vote Front national, mais cette corrélation n'est pas linéaire. En effet, linéairement, la corrélation de Pearson entre vote Front national et population d'une ville à l'échelle de nos deux régions d'études est égal à -0.98 (sig. .00). Cette corrélation est même absolument nulle dans la région PACA (en rouge). Cela est également vrai à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône. Une relation significative et négative apparaît néanmoins à l'échelle de la région Nord-Pas-de-Calais entre la population d'une ville et le vote Front national au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017 (-. 0.231, sig. .000). Dans cette région, le vote FN tend donc à se concentrer dans les villes les plus petites. Une étude plus fine de ces corrélations à l'échelle du Pas-de-Calais inverse néanmoins cette relation puisque le lien négatif entre Front national et taille de la ville redevient nul. Ainsi, les « grandes villes » du département comme Liévin, Lens, Hénin-Beaumont, ou Béthune ne sont pas moins favorables au Front national que les autres. Surtout, il n'existe pas de métropole départementale et aucune ville du département ne dépasse 76.000 habitants. Seule Lille, la grande métropole régionale semble donc fortement réfractaire au Front national.

⁸⁹ En effet, certaines villes moyennes, notamment du Pas-de-Calais ont été de véritables bastions de la gauche, c'est notamment le cas de Liévin qui a pendant des années eu le plus haut taux d'encartés au Parti socialiste de France

Tableau 9 : Corrélations portant sur la taille des communes en population			2017 P2 FN/ins (%)	2017 P1 FN/ins (%)	2012 P1 FN/ins (%)
Toutes régions ⁹⁰		Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	-,098** ,000	-,071** ,000	-,044* ,028
Région			2017 P2 FN/ins	2017 P1 FN/ins	2012 P1 FN/ins
NPDC	Population	Corrélation Sig.	-,231** ,000	-,179** ,000	-,153** ,000
PACA	Population	Corrélation Sig.	-,040 ,217	-,017 ,598	-,001 ,969
Département			2017 p2 FN/ins	2017 P1 FN/ins	2012 P1 FN/ins
13	Population	Corrélation Sig.	-,164 ,075	-,114 ,217	-,097 ,294
62	Population	Corrélation Sig.	-,094** ,005	-,033 ,322	-,023 ,491

Nous avons par ailleurs examiné le lien entre croissance démographique (depuis 1982 et depuis 1962) et vote Front national. On observe ainsi que plus que la population absolue c'est la croissance démographique qui semble le plus caractériser les villes où le vote FN est élevé. Dans les villes où la croissance démographique est positive le vote Front national est plus élevé qu'ailleurs, à l'échelle des deux régions cette corrélation est de 0.213 (sig. 0) en 2012 et 0.175 en 2017. L'étude de chaque région montre que cette corrélation devient nulle à l'échelle du Nord-Pas-de-Calais et du département du Pas-de-Calais (-0.091 sig 0) tandis qu'elle s'accroît en PACA (0.562 sig 0 ; R2 0.316). Le vote FN semble donc, dans le Nord-Pas-de-Calais, être un vote de villes en stagnation démographique ; dans la région PACA en revanche, ce vote se retrouve avant tout dans les zones en croissance démographique.

Tableau 10 : Corrélations portant sur la croissance démographique	Corrélation de Pearson / Sig	Différence Population entre 2011 et 1982 en % de hausse	Différence Population entre 2011 et 1968 en % de hausse
Toutes régions	2012 p1	,213**/.000 ⁹¹	,201**/.000
	2017 p1	,130/.000	,104/.000
	2017 p2	,175/.000	,145/.000
NPDC	2012 p1	-,054**/.000	-,067**/.000
	2017 p1	-,108/.000	-,134/.000
	2017 p2	-,091/.000	-,124/.000
PACA	2012 p1	,363**/.000	,372**/.000
	2017 p1	,484/.000	,507/.000
	2017 p2	,562/.000	,586/.000

⁹⁰ P1 : Présidentielles premier tour | P2 : Présidentielles deuxième tour | FN/ins (%) : Pourcentage de votes FN en fonction des inscrits | Sig. : Significativité bilatérale | Les résultats en rouges sont ceux dont la significativité est insuffisante. Leur interprétation est impossible. | Département 13 : Bouches-du-Rhône ; 62 : Pas-de-Calais | Toutes régions : Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte D'Azur étudiées ensemble. | NPDC : Nord-Pas-de-Calais ; PACA : Provence-Alpes-Côte d'Azur.

⁹¹ Lorsque les résultats de corrélation sont présentés sous la forme suivante ,512/.000. Le ,512 est l'indice de corrélation de Pearson et le .000 est la significativité de la relation.

Tableau 11 : Régression linéaire portant sur la croissance démographique⁹² Variable : Diff. Pop. 2011 et 1982 (%)		R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
NPDC	2012 p1	,054 ^a	,003	,003	4,53758
	PACA 2012 p1	,363 ^a	,132	,132	3,48653
NPDC	2017p1	,108 ^a	,012	,012	7,05829
	PACA 2017p1	,484 ^a	,235	,235	4,28690
NPDC	2017p2	,091 ^a	,008	,008	8,86294
	PACA 2017p2	,562 ^a	,316	,316	4,90385

Coefficients ^a

Région	Modèle		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.
			B	Écart standard	Bêta		
NPDC	1	(Constante)	30,466	,004		6802,953	,000
		Diff. Pop. 2011 et 1982 (%)	-,053	,000	-,091	-183,611	,000
PACA	1	(Constante)	25,795	,003		8471,369	,000
		Diff. Pop. 2011 et 1982 (%)	,163	,000	,562	1504,900	,000

Ces observations sont vérifiées par l'étude d'une autre variable mesurant indirectement la croissance démographique : le pourcentage de ménages installés depuis plus de 10 ans ou plus de 30 ans. Les ménages installés depuis longtemps sont en effet statistiquement plus nombreux dans les villes les moins actives démographiquement. Dans le Nord-Pas-de-Calais, il existe une corrélation significative entre le pourcentage de ménages installés depuis plus de 10 ou 30 ans et le vote FN (respectivement 0.637 et 0.684 | R^2 : 0.625). En PACA, cette corrélation est largement plus faible quand il s'agit des ménages installés depuis plus de 10 ans, et devient négative pour ceux de plus de 30 ans (respectivement 0.298 et -.031). Au niveau départemental, nous observons que les dynamiques sont identiques à celles des régions pour les Bouches-du-Rhône et le Pas-de-Calais.

Tableau 12 : Corrélations portant sur la durée d'emménagement			
Région	Corrélation de Pearson / Significativité bilatérale	Ménages emménagés depuis 10 ans ou plus % ménages	Ménages emménagés depuis 30 ans ou plus % ménages
NPDC	2012 p1	,604"/.000	,625"/.000
	2017 p2	,637/.000	,684/.000
PACA	2012 p1	,290"/.000	,098"/.000
	2017 p2	,298/.000	-,031/.000

Cette première différence sociologique entre les villes à tendance FN du Nord-Pas-de-Calais et de Provence-Alpes-Côte d'Azur est majeure. Dans le nord de la France, région d'émigration plus que d'immigration, ce vote se concentre dans les zones en perte de vitesse démographique, plus précisément dans des villes où la croissance démographique est nulle. Il est possible d'émettre l'hypothèse que les électeurs frontistes de cette région sont les gens qui ont une mobilité de vie réduite. Nous pouvons ainsi nous demander si cet immobilisme est dû à des choix de vie ou s'il est au contraire subi. Ces habitants pourraient ainsi être contraints de rester sur place

⁹² R : Coefficient de corrélation linéaire | R^2 : Coefficient de détermination. $R^2 = R \times R$ | R^2 ajusté : Il permet de tenir compte du nombre de variables mises en jeu dans le modèle. $R^2 = R^2$ ajusté dans un modèle à une variable indépendante. | Erreur standard de l'estimation : C'est l'écart type moyen entre la droite de régression et les observations. Plus cet écart est grand plus il révèle une grande dispersion autour de la droite de régression.

car ils vivent dans des logements sociaux à loyer faible et n'ont pas la capacité financière de déménager dans des villes plus dynamiques.

Dans le sud, le vote Front national se concentre avant tout dans les villes à forte croissance démographique. Il s'agit de villes dynamiques concentrant les nouvelles habitations mais pas nécessairement les activités économiques. Comme le souligne Violaine Girard, la venue dans le périurbain est plutôt une promotion sociale, celle de l'acquisition d'une maison, d'un pavillon (Girard, 2013, *op. cit.*, pp.183-215 ; Girard, 2017, *op. cit.*) et les villes en forte croissance sont avant tout celles qui ont de l'espace pour construire de nouveaux quartiers pavillonnaires. Dans ces villes, le vote Front national pourrait être soit le fait des néo-habitants de ces communes depuis les années 80, soit des anciens habitants qui voteraient par réaction à la venue de nouveaux habitants, soit encore, ce qui est le plus probable, d'un peu des deux. En PACA, les villes à forte croissance démographique se concentrent dans le périurbain des métropoles régionales : Aix, Marseille, ou encore Nice. La croissance démographique de ces communes pourrait y être une cause indirecte d'un vote Front national et ce lien entre les deux sera étudié plus en détail dans un chapitre relatant notre expérience de terrain. Dans le Nord-Pas-de-Calais en revanche, le vote Front national ne suit pas une logique purement périurbaine mais se concentre avant tout dans les villes ayant eu un rapport particulier à l'industrie. On remarque en effet que la carte du vote FN épouse les contours du bassin minier. C'est dans les villes de ce bassin que se trouvent les plus hauts niveaux de vote Front national.

Encadré 17 : Les statistiques ethniques et le vote

S'il est interdit sur le territoire métropolitain d'effectuer et d'utiliser des statistiques ethniques, cette interdiction n'est pas universelle. Déjà en France, le territoire de la Nouvelle-Calédonie présente la particularité d'autoriser les statistiques ethniques et sont ainsi décomptés Européens, Kanaks, Wallisiens, Asiatiques, Tahitiens... Ces statistiques, croisées aux résultats électoraux, permettent par exemple d'observer une corrélation forte entre pourcentage de Kanaks et vote indépendantiste.

Les statistiques ethniques sont également autorisées dans certains États (Canada, États-Unis, Finlande...) et font l'objet de travaux (Huber, 2010, pp.986-1001). Les travaux portant sur le lien entre présence de minorités et vote extrême de la majorité sont cependant plus rares, même si certains ont été réalisés sur le cas hongrois (par exemple) et ont démontré un lien entre présence de Roms et vote pour un parti d'extrême droite : le Jobbik (Ablonczy, Ablonczy, 2012, pp.38-59).

Ainsi, l'encadré suivant comparant vote Front national et présence d'immigrés ne porte pas sur l'ethnie des habitants d'un quartier, mais seulement sur la présence d'immigrés tels que décomptés par l'INSEE, c'est-à-dire : « Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré. » (INSEE, 2017).

Encadré 18 : Vote Front national et présence d'immigrés

La relation entre le pourcentage d'immigrés et le vote Front national est une thématique régulièrement abordée par la science politique et nous avons décidé de travailler sur cette relation. La théorie du halo développée par Pascal Perrineau soutient que le lien entre vote FN et présence d'immigrés n'a pas lieu sur le même territoire mais à la périphérie des territoires où la présence d'immigrés est forte (Perrineau, 1988 ; Négrier, 2011). Ce n'est donc pas la confrontation directe et régulière qui créerait un vote frontiste mais la possibilité d'une confrontation occasionnelle, et la peur de voir leur présence s'accroître. Le résultat de notre travail statistique montre une corrélation négative présence d'immigrés et vote FN (-.592 pour le Nord-Pas-de-Calais et de -.366 en PACA), ce qui en principe corroborerait la thèse du halo, mais qui dans les faits doit être pris avec précautions.

Ainsi, il est nécessaire de formuler deux objections à l'égard de ce calcul. D'une part, le vote « anti-immigré » ne concerne pas nécessairement les immigrés habitant les mêmes villes que les électeurs FN. Le ressentiment anti-immigré peut se construire lors des rencontres occasionnelles, sur le lieu de travail, durant les courses en dehors de la commune. La théorie du halo est incomplète si elle ne prend en compte que le territoire de résidence et non le parcours quotidien de l'électeur dans l'espace. Par ailleurs, le vote Front national peut occasionnellement être très élevé dans des départements où les immigrés sont très peu nombreux. Le vote FN est ainsi particulièrement élevé (35,67 %) au premier tour des élections présidentielles de 2017 dans l'Aisne, un département où la proportion d'immigrés est des plus faibles (3,94 % selon l'INSEE). Dans ce département les chances de côtoyer de façon régulière des immigrés de la part des électeurs sont tout à fait marginales, ce qui n'empêche pas le vote Front national de se développer. La présence d'immigrés n'est donc pas nécessaire à un développement du vote FN.

D'autre part, en l'absence de statistiques ethniques, l'indicateur utilisé est limité aux seuls immigrés et non aux personnes d'ascendance étrangère. Ce sont pourtant souvent ces dernières qui sont ciblées dans les discours des électeurs du Front national. Un électeur FN ne fait pas la distinction entre un immigré n'ayant par définition pas la nationalité française, un français d'origine immigrée, qui a donc été naturalisé, et un fils ou petit fils d'immigré.

Tableau 13 : Corrélations portant sur le pourcentage d'immigrés par région et département

Élection	1995P :376"	2002P :232"	2007P : -,237"	2012P : -,289"	2017 P2 : -,446"	2017P : -,440"
Les corrélations entre le vote FN en 1995 et les données INSEE de 2008 sont à prendre avec précautions car il y a 13 ans d'écart entre ces deux données.						
Région			Immigrés par rapport à la population totale en 2008 (en %)			
NPDC	Corrélation de Pearson	2012	-,514"	2017P2		-.592
PACA	Corrélation de Pearson	2012	-,260"	2017P2		-.366
Région	Département	Pourcentage d'immigrés par rapport à la population totale				
NPDC	59	Corrélation	2012	-,504"	2017P2	-.564
	62	Corrélation	2012	-,093"	2017P2	-.223
PACA	04	Corrélation	2012	-,336"	2017P2	-.358
	05	Corrélation	2012	-,344"	2017P2	-.477
	06	Corrélation	2012	-,515"	2017P2	-.615
	13	Corrélation	2012	-,395"	2017P2	-.596
	83	Corrélation	2012	-,118"	2017P2	-.121
	84	Corrélation	2012	-,291"	2017P2	-.418

Nous constatons, à la lecture du tableau ci-dessus, une inversion progressive du lien entre présence d'immigrés et vote Front national. Cette relation pourrait correspondre au déplacement vers le périurbain du vote Front national depuis les années 1990 et, ainsi, le décalage géographique actuel entre vote FN et villes-centres où les immigrés sont nombreux. La partie inférieure du tableau étudie cette corrélation à l'échelle régionale et départementale. Elle montre une relation négative qui s'accroît entre 2012 et 2017, ce qui laisse penser que le vote FN s'est renforcé dans les espaces où il était déjà fort : les communes où les immigrés sont peu nombreux.

2. Une affaire de familles

Le vote Front national est décrit depuis de nombreuses années comme étant un vote de personnes situées, de manière générale, dans une tranche d'âge allant de 25 à 55. Cette assertion découle des nombreux sondages réalisés sur la structure sociologique de ce vote. Les personnes âgées seraient, assez peu tentées par le vote Front national pour de nombreuses raisons allant du poids des habitudes de vote à la peur de l'extrémisme pour ceux qui ont connu la guerre. Il nous paraît intéressant de vérifier, statistiquement, et à l'échelle de la commune si un lien existe entre proportions de personnes entrant dans cette tranche d'âge et vote Front national.

Tableau 14 : Corrélations portant sur les tranches d'âges Chiffres de la population de 2011 (à prendre avec précaution pour les résultats de 1995 et 2002)		Pop 0-14 ans	Pop 15-29 ans	Pop 30-44 ans	Pop 45-59 ans	Pop 60-74 ans	Pop 75-89 ans	Pop 90 ans ou +
1995P % Voix/Ins FN	Corrélation de Pearson	-,054**	-,142**	,027**	-,040**	,161**	,110**	,119**
2002P	Corrélation	-,164**	-,364**	-,035**	,154**	,343**	,251**	,208**
2007P	Corrélation	,258**	-,298**	,095**	,189**	,044**	-,039**	-,137**
2012P	Corrélation	,185**	-,442**	,103**	,318**	,178**	-,004**	-,085**
2017P	Corrélation	,290**	-,416**	,110**	,327**	,096**	-,062**	-,182**
2017P2	Corrélation	,231**	-,480**	,068**	,363**	,179**	,003**	-,129**

En étudiant ensemble nos deux régions d'analyse, nous nous apercevons que les corrélations entre vote Front national et les différentes proportions de classes d'âge sont significatives. Le vote Front national est particulièrement présent dans les communes « jeunes », c'est-à-dire les communes où les personnes en âge d'avoir des enfants sont nombreuses. En effet, le lien corrélatif positif entre vote Front national, proportion de personnes de 45 à 59 ans et d'enfants de 0 à 14 ans est forte dans les deux régions. Au contraire, dans les zones où la proportion de personnes très âgées devient importante (typiquement les petits villages) le vote pour le Front national est plutôt bas. De même dans les villes où on dénombre un pourcentage élevé de jeunes de 15 à 29 ans (les villes universitaires) le vote Front national est faible⁹³.

⁹³ Les calculs de régression multiple donnent également les mêmes indications quant au comportement de vote de ces villes en fonction des proportions de personnes par classe d'âge.

Tableau 15 : Corrélations portant sur les tranches d'âges par région Chiffres de 2011			Pop 0-14 ans % pop	Pop 15-29 ans % pop	Pop 30-44 ans % pop	Pop 45-59 ans % pop	Pop 60-74 ans % pop	Pop 75-89 ans % pop	Pop 90 ans et + % pop
NPDC	Corrélation	2012	,273**	-,512**	,084**	,367**	,234**	,125**	-,114**
		2017p2	,256**	-,551**	,033**	,384**	,281**	,213**	-,067**
PACA	Corrélation	2012	,332**	-,309**	,178**	,235**	,054**	-,223**	-,229**
		2017p2	,231**	-,480**	,068**	,363**	,179**	,003**	-,129**

Afin de contrôler cette première famille de variables, nous en avons mobilisé d'autres qui permettent par ailleurs d'observer la démographie d'une commune. Nous avons travaillé sur les variables portant sur les ménages et sur les familles. On constate à la suite de ces calculs que ce sont les villes dont la part de familles avec des enfants est élevée qui concentrent également un vote Front national élevé. La corrélation est en revanche nulle s'agissant des familles sans enfant. Enfin, elle devient négative lorsqu'il s'agit de familles d'une seule personne ou de familles monoparentales. Ces deux types de ménages sont en effet bien plus urbains que périurbains ou ruraux, ils se concentrent dans les grandes villes et en premier lieu dans les deux métropoles régionales Lille et Marseille.

Tableau 16 : Corrélations portant sur les types de familles			Fam Couple avec enfant(s)	Fam Couple sans enfant	Fam Monoparentales	Fam 0 enfant moins 25 ans	Ménages Hommes seuls	Ménages Femmes seules
Toutes régions	Corrélation	2012	,289**	,018**	-,357**	,054**	-,017**	,017**
		2017 p2	,334**	,074**	-,473**	,122**	-,053**	,053**
NPDC	Corrélation	2012	,389**	-,031**	-,370**	,081**	-,119**	,119**
		2017 p2	,353**	,022**	-,382**	-,118**	,118**	,141**
PACA	Corrélation	2012	,390**	-,026**	-,378**	-,046**	,077**	-,077**
		2017 p2	,302**	,227**	-,604**	,113**	-,113**	,192**

Tableau 17 : Régression linéaire sur les types de familles à l'échelle régionale					
Région	Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
NPDC	2012	,505 ^a	,255	,255	3,92212
	2017 p2	,509 ^a	,259	,259	7,66076
PACA	2012	,489 ^a	,239	,239	3,26467
	2017 p2	,625 ^a	,390	,390	4,62865

L'exécution d'une régression incluant ces variables aboutit à un R^2 égal à 0.259 ou 0.390, selon la région étudiée en 2017. Les variables familiales expliquent ainsi 25 % du vote Front national dans le Nord-Pas-de-Calais et 39 % en région PACA. Bien entendu, il s'agit de résultats à l'échelle des communes et non de causalités individuelles. Ce résultat souligne ainsi le caractère relativement explicatif des variables familiales. La proportion de couples avec enfants est donc indicative d'un fort vote Front national et agit comme « révélateur » des communes « Front national », communes concentrant une population ayant un profil particulier, néanmoins, il ne faut pas exclure l'existence de variables cachées. En effet, on sait que les familles ont tendance à privilégier les maisons plutôt que les appartements pour élever des enfants ; or ces maisons sont moins chères dans le périurbain. Ce territoire pourrait ainsi regrouper les familles les plus modestes, celles ne pouvant pas acheter à proximité immédiate des grandes villes.

Le tableau ci-dessous présente à gauche les résultats d'une régression utilisant les variables familiales de l'INSEE et à droite celles tenant aux ménages. On constate que la valeur explicative est en général légèrement moins bonne dans le premier cas que dans un modèle utilisant les variables « ménages ». Ces dernières recouvrent plus de situations différentes et sont donc plus complètes. La première partie du tableau porte sur l'élection présidentielle de 2017, la seconde sur celle de 2012. La comparaison entre ces deux tableaux montre des relations statistiques qui se renforcent de 2012 à 2017 et permet d'affirmer que le vote Front national se consolide en 2017, dans les communes qui lui étaient déjà favorables.

<i>Tableau 18 : Régression linéaire sur familles et ménages à l'échelle départementale (2017)</i>									
Région	Département	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
NPDC (2017p2)	59	,435 ^a	,189	,189	8,18217	,629 ^a	,396	,396	7,06170
	62	,605 ^a	,366	,366	4,87286	,573 ^b	,329	,329	5,01238
PACA (2017p2)	04	,314 ^b	,099	,099	4,49110	,435 ^c	,189	,189	4,25993
	05	,372 ^c	,138	,138	5,18381	,432 ^b	,186	,186	5,03684
	06	,487 ^c	,237	,237	4,17379	,579 ^d	,335	,335	3,89648
	13	,735 ^a	,540	,540	4,20073	,844 ^a	,712	,712	3,32169
	83	,735 ^c	,540	,540	2,68359	,763 ^a	,582	,582	2,55666
	84	,659 ^c	,435	,435	4,81052	,801 ^a	,641	,641	3,83072

<i>Tableau 19 : Régression linéaire sur familles et ménages à l'échelle départementale (2012)</i>									
Modèle de régression		Variables Familles				Variables Ménages			
Région	Département	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
NPDC (2012)	59	,452 ^a	,204	,204	3,99529	,618 ^a	,382	,382	3,52029
	62	,554 ^a	,307	,307	3,05616	,536 ^a	,287	,287	3,10103
PACA (2012)	04	,268 ^b	,072	,072	3,09214	,387 ^a	,150	,150	2,95907
	05	,296 ^c	,087	,087	3,19354	,351 ^a	,123	,123	3,13043
	06	,316 ^c	,100	,100	2,80149	,441 ^c	,194	,194	2,65043
	13	,613 ^a	,375	,375	2,96424	,754 ^c	,568	,568	2,46508
	83	,705 ^c	,497	,497	1,87769	,678 ^c	,459	,459	1,94549
	84	,556 ^c	,309	,309	3,81234	,723 ^c	,522	,522	3,16857

Ces calculs sur les ménages et les familles font immédiatement suite à ceux sur le lien entre démographie et vote FN et corroborent leurs résultats. Le vote FN est ainsi un vote de villes plutôt jeunes, c'est-à-dire celles où les populations de 0 à 14, puis de 30 à 59 ans sont nombreuses. De plus, ces villes sont dans le sud en croissance démographique. Cette première conclusion est renforcée par le lien positif fort que nous venons d'observer entre nombre de familles avec enfants et vote FN. En somme, plus une ville compte de famille avec enfants, plus elle aura tendance à présenter un vote FN élevé. Nous pensons cependant que l'essor démographique ou la structure familiale ne peuvent à eux seuls « produire » du vote FN, mais sont plutôt des indicateurs des lieux dans lequel vivent les électeurs FN. Ces villes présentent en effet des profils ou des sociologies particulières induisant un tel vote. Nous faisons l'hypothèse qu'il s'agit de villes principalement pavillonnaires, donc, périurbaines, villes qui comptent naturellement plus de familles⁹⁴.

⁹⁴ Les petits villages des arrières-pays ne rentrent pas dans ces caractéristiques sociologiques car ils sont principalement habités par des personnes âgées. Les villes-centres et les métropoles comptent quant à elles beaucoup plus de ménages de personnes seules, comme les étudiants et les jeunes actifs, et ne votent que peu pour le parti de Marine Le Pen.

Encadré 19 : Ménages et Familles selon l'INSEE

« De manière générale, un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut également être composé d'une seule personne. Selon les enquêtes d'autres conditions sont utilisées pour définir ce qu'est un ménage.

Une famille est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et est constituée :

- Soit d'un couple vivant au sein du ménage, avec le cas échéant les enfants appartenant au ménage ;
- Soit d'un adulte avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage (famille monoparentale).
- Un ménage peut comprendre zéro, une ou plusieurs familles. » (INSEE, 2017)

Encadré 20 : Vote Front national et religion

L'INSEE ne met pas à disposition de statistiques sur la religion et la pratique religieuse. Il nous est donc impossible de vérifier la force de la variable religieuse sur le vote Front national grâce aux statistiques. La religion est en effet traitée de la même façon que l'ethnie et a été interdite de traitement statistique par une décision du Conseil constitutionnel datant de 15 novembre 2007 (Décision n°2007-557, Conseil Constitutionnel, 2007). Comme le souligne l'INSEE : « De ce fait sont proscrits : la réalisation de traitements de données à caractère personnel faisant apparaître directement ou indirectement les origines raciales ou ethniques des personnes ; l'introduction de variables de race ou de religion dans les fichiers administratifs. Cela vaut pour le répertoire d'identification des personnes physiques. » (INSEE, 2015)

Néanmoins, nos travaux de terrain nous ont confrontés à deux idéaux-types d'électeurs frontistes en fonction de la région d'enquête. Si aucun des électeurs frontistes que nous avons rencontrés n'est de confession musulmane ou juive, leur considération vis-à-vis du catholicisme variait assez fortement selon qu'ils étaient du Pas-de-Calais ou des Bouches-du-Rhône. Il nous a semblé, au regard de nos entretiens, que les électeurs frontistes du sud avaient une plus forte tendance à revendiquer leur appartenance à des racines chrétiennes (si aucun n'était pratiquant, ils affirmaient en revanche avec force les valeurs chrétiennes de la France). Cela est, semble-t-il, assez classique de l'électorat Front national comme le souligne Nonna Mayer (1997, *op. cit.*). Dans le Pas-de-Calais en revanche en plus de n'avoir aucune pratique religieuse régulière, le sujet de la religion semblait lointain de la préoccupation de ces électeurs, le discours sur la culture française et son non-respect par les « étrangers » restait lui assez présent.

Dans les deux cas, et comme le souligne Hervé Le Bras, le vote frontiste coïncide avec des territoires déchristianisés de longue date, qui soit le restent comme c'est le cas du Pas-de-Calais, soit sont le lieu d'une certaine forme de « rechristianisation de réaction » comme cela peut être le cas chez certains électeurs du sud de la France (Le Bras, Todd, 2013, *op. cit.*). Cette rechristianisation de réaction n'est par ailleurs pas un retour aux pratiques religieuses antérieures, c'est-à-dire une assiduité à la messe et une connaissance des enseignements chrétiens mais plutôt un recentrement sur des valeurs considérées comme « nationales » et « traditionnelles » qui sont incarnées par la religion chrétienne en opposition à la religion musulmane. La religion pourrait ainsi devenir une référence identitaire comme une autre ainsi que le souligne Gaël Brustier (2014).

3. Propriétaires et locataires

Le vote Front national est régulièrement présenté par certains chercheurs comme un vote des (petits) ménages accédant à la propriété et entrant de fait dans un nouveau système de valeurs : immobilisation géographique, envie de vivre dans un quartier calme, peur du cambriolage (Cartier, Coutant, Masclat, Siblot, 2008, *op. cit.*). Ce nouveau mode de pensée patrimonial peut les amener à se rapprocher idéologiquement des partis dont les thématiques s'accordent avec leurs préoccupations de nouveaux propriétaires (Lambert, 2015). C'est ce que rappelle également Thomas Le Guennic dans un article portant sur l'ouvrage d'Anne Lambert : « les *petits moyens* remplacent progressivement les classes moyennes supérieures qui (ré)investissent les centres urbains, participant ainsi à la gentrification. Le pavillon perd de sa superbe, au point de devenir, à partir des élections présidentielles de 2002, le symbole d'une « France moche », caractérisée par le mitage urbain, les non-lieux de la « ville franchisée » et le vote Front national (FN) des « petits-blancs » déclassés, supposément hostiles à la diversité et à la densité des espaces urbains centraux. » (Le Guennic, p.1, 2015). Les études portant sur des lieux spécifiques corroborent également ce constat, ainsi Laurent Chalard, dans un article sur le vote d'extrême droite dans l'aire marseillaise explique que sur le « pourtour de l'étang de Berre, l'habitat pavillonnaire domine dans ces communes, et la mixité sociale est faible. Ce sont des communes périurbaines plus pauvres, qui ont accueilli des populations qui travaillent dans le pays d'Aix ou autour d'Aubagne mais qui ne peuvent pas se payer un logement car ils sont beaucoup trop chers. Le nord du pays salonnais, dont Sénas et La-Barben, s'inscrit dans la même logique comme quelques petites communes du sud Luberon moins « chic » que leurs voisines (Saint-Martin-de-la-Brasque). » (Chalard, 2015). Il fait ainsi le distinguo entre périurbain choisi (les communes périurbaines riches) et périurbain subi (les gens qui veulent accéder à la propriété mais sans avoir le capital économique nécessaire pour choisir un lieu de vie qui leur correspond).

Nos terrains d'enquêtes présentent sur ce thème des caractéristiques opposées. Si les Bouches-du-Rhône sont un département où les ménages s'installent pour devenir propriétaires dans des pavillons plus ou moins cossus, ce n'est en revanche pas le cas du Pas-de-Calais qui est un département où les corons, devenus logements sociaux à bas coûts, sont très nombreux. De ce fait, les logements sociaux représentent parfois plus de 75 % du parc immobilier des villes de ce département comme c'est le cas à Bully-les-Mines et Grenay alors qu'ils peuvent parfois ne représenter que moins de 10 % du parc immobilier dans les villes de la région PACA.

Nos travaux de corrélations et de régressions nous ont permis d'observer des résultats étonnants, notamment vis-à-vis de la région Nord-Pas-de-Calais. En effet, de manière générale dans les deux régions, le vote FN est le plus élevé quand le nombre de propriétaires est le plus grand⁹⁵. Inversement, la relation entre pourcentages de résidences occupées par les locataires et vote Front national est négative : -0.385 pour NPDC et -.620 pour PACA. Ces relations restent vraies à l'échelle de la plupart de nos départements mais moins dans le département du Pas-de-

⁹⁵ Ce lien entre propriétaires populaires et vote FN est pondéré par Violaine Girard qui ne voit pas de lien « évident » entre les deux (Girard, 2015, pp.39-44).

Calais (-.680 pour les Bouches-du-Rhône et -.155 dans le Pas-de-Calais). Les corrélations entre propriétaires, locataires et vote FN se rapprochent ainsi de zéro dans ce département. Cela est accentué par des calculs de régressions montrant une valeur explicative quasiment nulle dans ce département ($R^2 : .079$) alors que la relation est significative dans les Bouches-du-Rhône, la région PACA ($R^2 : .609$), et même le département du Nord ($R^2 : .314$) (tableaux 21 et 22 page suivante).

Tableau 20 : Corrélations portant sur les habitants des logements (Données INSEE de 2011. À prendre avec des précautions sur les élections de 1995 et 2002.)				Rés princ occupées Propriétaires % Rés princ	Rés princ occupées Locataires % Rés princ	Rés princ HLM louée % Rés princ
1995P % FN/Ins		Corrélation / Sig.		-,049 ^{***} ,000	,037 ^{***} ,000	-,045 ^{***} ,000
2002P % FN/Ins		Corrélation / Sig.		,132 ^{***} ,000	-,162 ^{***} ,000	-,281 ^{***} ,000
2007P % FN/Ins		Corrélation / Sig.		,226 ^{***} ,000	-,237 ^{***} ,000	-,102 ^{***} ,000
2012P % FN/Ins		Corrélation / Sig.		,364 ^{***} ,000	-,384 ^{***} ,000	-,247 ^{***} ,000
20017P % FN/Ins		Corrélation / Sig.		,402 ^{***} ,000	-,420 ^{***} ,000	-,187 ^{***} ,000
2017P2 % FN/Ins		Corrélation / Sig.		,446 ^{***} ,000	-,469 ^{***} ,000	-,257 ^{***} ,000
NPDC	Corrélation		2012	,338 ^{**}	-,373 ^{**}	-,242 ^{**}
			2017p2	,347 ^{**}	-,385 ^{**}	-,279 ^{**}
PACA	Corrélation		2012	,446 ^{**}	-,421 ^{**}	-,186 ^{**}
			2017p2	,629 ^{**}	-,620 ^{**}	-,384 ^{**}
Région	Département			Rés princ occupées Propriétaires% Rés princ	Rés princ occupées Locataires% Rés princ	Rés princ HLM louée % Rés princ
NPDC	59	Corrélation	2012	,478 ^{**}	-,492 ^{**}	-,279 ^{**}
			2017p2	,470 ^{**}	-,490 ^{**}	-,309 ^{**}
	62	Corrélation	2012	,101 ^{**}	-,130 ^{**}	-,093 ^{**}
			2017p2	,125 ^{**}	-,155 ^{**}	-,144 ^{**}
PACA	04	Corrélation	2012	,395 ^{**}	-,381 ^{**}	-,222 ^{**}
			2017p2	,452 ^{**}	-,467 ^{**}	-,284 ^{**}
	05	Corrélation	2012	,267 ^{**}	-,233 ^{**}	-,326 ^{**}
			2017p2	,379 ^{**}	-,366 ^{**}	-,449 ^{**}
	06	Corrélation	2012	,364 ^{**}	-,360 ^{**}	-,034 ^{**}
			2017p2	,521 ^{**}	-,532 ^{**}	-,182 ^{**}
	13	Corrélation	2012	,548 ^{**}	-,538 ^{**}	-,122 ^{**}
			2017p2	,686 ^{**}	-,680 ^{**}	-,222 ^{**}
83	Corrélation	2012	,485 ^{**}	-,442 ^{**}	-,357 ^{**}	
		2017p2	,665 ^{**}	-,653 ^{**}	-,549 ^{**}	
84	Corrélation	2012	,414 ^{**}	-,388 ^{**}	-,325 ^{**}	
		2017p2	,579 ^{**}	-,561 ^{**}	-,535 ^{**}	

<i>Tableau 21 : Régression linéaire portant sur les propriétaires et locataires (2012)</i>						
Région	Département	Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
31 NPDC	59	2012	,554 ^a	,307	,307	3,72813
	62	2012	,264 ^a	,070	,070	3,54191
93 PACA	04	2012	,413 ^a	,170	,170	2,92327
	05	2012	,397 ^a	,158	,158	3,06811
	06	2012	,475 ^a	,225	,225	2,59874
	13	2012	,659 ^a	,434	,434	2,82160
	83	2012	,526 ^a	,277	,277	2,25077
	84	2012	,479 ^a	,230	,230	4,02419

<i>Tableau 22 : Régression linéaire portant sur les propriétaires et locataires (2017P2)</i>						
Région	Département	Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
31 NPDC	59	2017p2	,561 ^a	,314	,314	7,52292
	62	2017p2	,282 ^a	,079	,079	5,87134
93 PACA	04	2017p2	,485 ^a	,235	,235	4,13693
	05	2017p2	,462 ^a	,213	,213	4,95271
	06	2017p2	,594 ^a	,353	,353	3,84301
	13	2017p2	,780 ^a	,609	,609	3,87330
	83	2017p2	,665 ^a	,443	,443	2,95300
	84	2017p2	,599 ^a	,358	,358	5,12456

Il existe ainsi une « exception pas-de-calaisienne » puisque dans ce département le nombre de locataires n'est pas inversement proportionnel au vote Front national comme c'est le cas dans les autres départements de notre étude. Cette exception s'explique par deux éléments intimement liés. Premièrement, du fait de l'histoire économique départementale les villes minières, nombreuses, ont une grande partie de leur parc immobilier constitué de logements sociaux. Ce parc est issu de l'ancien logement minier qui a été nationalisé en même temps que les compagnies minières au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Ces logements se sont transformés en logements sociaux à la fin de l'exploitation minière, sont souvent à bas cout et concentrent une population qui pourrait être défavorisée dans des espaces éloignés des centres urbains. Deuxièmement, et conséquemment à cette première analyse, le vote Front national dans ce département pourrait être plus « prolétaire » (comme nous le verrons dans un point suivant) que dans les départements méditerranéens. Son électorat pourrait ainsi vivre dans ces logements sociaux comme le montre la relation nulle entre vote FN et pourcentage de locataires sur une ville.

Le cas du Pas-de-Calais n'est certainement pas unique en son genre. En effet, si nous travaillions sur des départements aux caractéristiques similaires (Oise, Somme, Aisne) nous retrouverions probablement les mêmes caractéristiques sociologiques de l'électorat Front national. Il est donc possible d'émettre l'hypothèse d'une dichotomie sociologique entre électorat du nord et du sud. Le point suivant va nous permettre d'affiner cette « intuition ».

4. Maisons ou appartements ?

Le vote Front national se concentre plutôt dans les villes à forte proportion de propriétaires (sauf dans le Pas-de-Calais). Néanmoins, contrairement à l'imaginaire populaire, le logement social (et donc locatif) n'est pas forcément synonyme de barres d'immeubles. Il peut exister logements sociaux pavillonnaires, en particulier dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Nous contrôlons ainsi dans le tableau suivant les hypothèses formulées dans le paragraphe précédent sur la variable propriétaires/locataires en nous intéressant désormais aux types d'habitations (maisons ou appartements) plutôt qu'au statut des occupants de ces logements.

<i>Tableau 23 : Corrélations selon les types de logements</i> (Données INSEE de 2011. À prendre avec des précautions sur les élections de 1995 et 2002.)				Maisons en 2011 % logements	Appartements en 2011 % logements
1995P % FN/Ins	Corrélation de Pearson/ significativité			-,217 ^{***} ,000	,216 ^{***} ,000
2002P % FN/Ins	Corrélation/ sig.			-,100 ^{***} ,000	,099 ^{***} ,000
2007P % FN/Ins	Corrélation/ sig.			,378 ^{***} ,000	-,377 ^{***} ,000
2012P % FN/Ins	Corrélation/ sig.			,411 ^{***} ,000	-,411 ^{***} ,000
20017P % FN/Ins	Corrélation/ sig.			,559 ^{***} ,000	-,559 ^{***} ,000
2017P2 % FN/Ins	Corrélation/ sig.			,573 ^{***} ,000	-,574 ^{***} ,000
Région	Département	Données INSEE de 2011		Maisons % logements	Appartements % logements
NPDC	59	Corrélation	2012	,705 ^{**}	-,706 ^{**}
			2017p2	,730 ^{**}	-,730 ^{**}
	62	Corrélation	2012	,456 ^{**}	-,457 ^{**}
			2017p2	,522 ^{**}	-,523 ^{**}
PACA	04	Corrélation	2012	,433 ^{**}	-,431 ^{**}
			2017p2	,412 ^{**}	-,417 ^{**}
	05	Corrélation	2012	,452 ^{**}	-,455 ^{**}
			2017p2	,537 ^{**}	-,545 ^{**}
	06	Corrélation	2012	,321 ^{**}	-,317 ^{**}
			2017p2	,448 ^{**}	-,442 ^{**}
	13	Corrélation	2012	,587 ^{**}	-,583 ^{**}
			2017p2	,750 ^{**}	-,747 ^{**}
	83	Corrélation	2012	,558 ^{**}	-,562 ^{**}
			2017p2	,680 ^{**}	-,694 ^{**}
	84	Corrélation	2012	,436 ^{**}	-,433 ^{**}
			2017p2	,625 ^{**}	-,623 ^{**}

À la lecture de ces tableaux, nous pouvons constater que le vote FN est plus fort dans les villes où les habitations sont avant tout des maisons et non des appartements : corrélation de .693 dans le Nord-Pas-de-Calais, de .594 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, de .522 dans le Pas-de-Calais et .750 dans les Bouches-du-Rhône (tableau 23). Cette relation se vérifie tant en 2012 qu'en 2017 et semble ainsi une marque des villes favorables au Front national. La valeur explicative de la régression est dans les deux cas élevée, le R^2 est de .275 dans le Pas-de-Calais, de .481 dans le Nord-Pas-de-Calais, de .567 dans les Bouches-du-Rhône et enfin de .355 en Provence-Alpes-Côte d'Azur (tableau 25).

<i>Tableau 24 : Régression linéaire portant sur les types d'habitations (2012)</i>						
Région	Département	Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
31	59	2012	,706 ^a	,499	,499	3,17047
	62	2012	,457 ^a	,209	,209	3,26583
93	04	2012	,434 ^a	,188	,188	2,89198
	05	2012	,457 ^a	,209	,209	2,97375
	06	2012	,364 ^a	,133	,133	2,74965
	13	2012	,597 ^a	,356	,356	3,00997
	83	2012	,562 ^a	,316	,316	2,18884
	84	2012	,442 ^a	,195	,195	4,11246

Tableau 25 : Régression linéaire portant sur les types d'habitations (2017P2)						
Région	Département	Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
31	59	2017p2	,730 ^a	,533	,533	6,20698
	62	2017p2	,524 ^a	,275	,275	5,21174
93	04	2017p2	,417 ^a	,174	,174	4,29877
	05	2017p2	,559 ^a	,312	,312	4,63132
	06	2017p2	,510 ^a	,260	,260	4,11101
	13	2017p2	,753 ^a	,567	,567	4,07666
	83	2017p2	,694 ^a	,482	,482	2,84660
	84	2017p2	,626 ^a	,392	,392	4,98672

Tableau 26 : Coefficients pour le modèle de régression 2017p2								
Région	Dpt.	Modèle		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.
				B	Écart standard	Bêta		
NPDC	59	2017p2	(Constante)	25,960	,295		88,050	,000
			Maisons % logements	,100	,003	,258	33,539	,000
			Appartements % logements	-,183	,003	-,472	-61,373	,000
	62	2017p2	(Constante)	31,776	,157		201,906	,000
			Maisons % logements	,065	,002	,206	40,648	,000
			Apts. % logements	-,100	,002	-,319	-62,750	,000
PACA	04	2017p2	(Constante)	34,175	,427		80,001	,000
			Maisons % logements	-,038	,004	-,170	-8,677	,000
			Apts. % logements	-,129	,004	-,586	-29,899	,000
	05	2017p2	(Constante)	74,760	,832		89,808	,000
			Maisons % logements	-,453	,008	-1,923	-53,594	,000
			Apts. % logements	-,575	,008	-2,464	-68,692	,000
	06	2017p2	(Constante)	-147,301	,593		-248,478	,000
			Maisons % logements	1,841	,006	9,636	307,927	,000
			Apts. % logements	1,758	,006	9,191	293,702	,000
	13	2017p2	(Constante)	-29,882	,340		-87,896	,000
			Maisons % logements	,683	,003	2,852	198,281	,000
			Apts. % logements	,502	,003	2,104	146,238	,000
	83	2017p2	(Constante)	41,632	,079		526,101	,000
			Maisons % logements	-,036	,001	-,205	-43,964	,000
			Apts. % logements	-,153	,001	-,896	-192,299	,000
	84	2017p2	(Constante)	-9,049	,742		-12,188	,000
			Maisons % logements	,473	,008	1,561	63,016	,000
			Apts. % logements	,283	,007	,937	37,817	,000

Nous avons également étudié le lien entre ancienneté de l'habitat et vote FN. En effet, comme nous l'avions constaté dans le premier paragraphe le vote FN semble dichotomique. Il est fort dans les villes en croissance démographique dans les départements de PACA, mais semble lié à des communes dont la population stagne dans le Nord et le Pas-de-Calais. Ces différentiels de croissance devraient logiquement reparaitre dans l'ancienneté des habitations. À la lecture du tableau suivant on constate que le vote Front national est élevé dans les villes où les logements sont

récents dans la région méridionale (corrélation de .534 entre le pourcentage de logements construits entre 1999 et aujourd'hui) tandis que cette relation est négative pour le département du Pas-de-Calais d'étude (corrélation de -.067).

<i>Tableau 27 : Corrélations portant sur l'ancienneté des habitations</i>				Rés princ avt 1946 % rés princ	Rés princ 1946 à % rés princ	Rés princ 1991 à 2011 % rés princ
Toutes les communes des deux régions		Corrélation	2012	-.065**	-.103**	.215**
		Corrélation	2017p2	.013**	-.177**	.197**
NPDC	59	Corrélation	2012	.114**	-.104**	-.081**
			2017p2	.139**	-.124**	-.089**
	62	Corrélation	2012	.276**	-.308**	-.004**
			2017p2	.377**	-.378**	-.067**
PACA	04	Corrélation	2012	.031**	-.270**	.372**
			2017p2	.168**	-.375**	.329**
	05	Corrélation	2012	.138**	-.300**	.217**
			2017p2	.225**	-.386**	.227**
	06	Corrélation	2012	.118**	-.292**	.141**
			2017p2	-.070**	-.249**	.327**
	13	Corrélation	2012	-.375**	.080**	.352**
			2017p2	-.538**	.098**	.534**
	83	Corrélation	2012	.014**	-.506**	.545**
			2017p2	-.163**	-.540**	.740**
	84	Corrélation	2012	-.284**	.009**	.257**
			2017p2	-.177**	-.167**	.371**

Ainsi, bien que présentant quelques caractéristiques communes à l'échelle des deux régions, le Front national se distingue néanmoins par son caractère bien plus « périurbain » dans le sud de la France. Il se concentre dans les villes à croissance démographique rapide, où les maisons sont majoritaires et où les habitants sont des propriétaires de logements construits récemment. Ces villes, à l'image de Fos-sur-Mer sont situées en bordure des grands centres urbains de la région et sont principalement des villes « dortoirs » c'est-à-dire sans beaucoup d'emplois intramuros.

Dans la région NPDC, le vote Front national reste un vote des villes petites et moyennes, où le nombre de maisons est important. Néanmoins, il s'agit de logements sociaux qui ont été construits au début du siècle dernier par les sociétés de mines. Ces logements qui à l'époque étaient plutôt « luxueux » pour les mineurs sont aujourd'hui souvent vétustes et constituent le parc principal du logement social sur le bassin minier du Pas-de-Calais. Ce fait historique explique la relation positive que l'on trouve entre le nombre de logements anciens et un vote FN élevé. Le tableau ci-dessus est donc un indicateur de la dichotomie électorale du Front national. On peut émettre l'hypothèse que dans les départements du Sud, le FN est ainsi plus haut dans les villes regroupant beaucoup de travailleurs (villes périurbaines), alors que cette relation serait plus faible dans le Nord-Pas-de-Calais (villes en déclin économique).

5. Une question de sociologie

Expliquer statistiquement un vote conduit le chercheur à mobiliser les fameuses « variables lourdes ». Celles-ci, listées par Nonna Mayer, sont utilisées pour décrire la classe sociale, longtemps prédictive du vote (Mayer, 1997, *op. cit.* ; Mayer, 2007, *op. cit.*, pp.287-310) ou encore la pratique religieuse (Michelat, Simon, 1977, *op. cit.*). Il faut néanmoins souligner que le vote pour le Front national a été très tôt décrit comme assez imperméable aux explications basées sur la classe sociale. L'électorat a été décrit comme diversifié (Perrineau, 2007, *op. cit.*) : des ouvriers, des employés, des petits patrons et des indépendants se retrouvaient dans ce vote, c'est-à-dire des personnes appartenant à deux classes sociales distinctes : le prolétariat et la petite bourgeoisie. Néanmoins, malgré cette diversité générale, certaines régularités apparaissent dans certaines catégories professionnelles spécifiques : ouvriers, employés, artisans, policiers... (Rouban, 2013b, *op. cit.*). Ces régularités ont permis aux chercheurs de repenser la notion de classe sociale en essayant de trouver une nouvelle homogénéité à cet électorat : l'appartenance supposée à une classe populaire étendue.

Nous avons voulu vérifier à l'échelle des deux régions étudiées la valeur explicative de la classe sociale sur le vote lepéniste. Pour cela nous avons examiné les corrélations entre catégories socioprofessionnelles et vote Front national aux élections présidentielles de 2012 et 2017. Les résultats à une échelle globale confirment les travaux antérieurs sur l'électorat du Front national et en particulier les sondages qui ont pu être effectués par le CEVIPOF depuis les années 1990. L'électorat FN apparaît à cette échelle relativement interclassiste. Néanmoins, lorsqu'on « zoome » dans chaque région, et dans chaque département, on se rend compte qu'en fonction des territoires étudiés, le vote FN peut être bien plus homogène qu'on ne le pense.

Tableau 28 : Corrélations portant sur les CSP			Agriculteurs exploitants ⁹⁶	Artisan Comm Chefs entr	Cadres, Prof. intel. sup+	Prof. intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres
Chiffres de 2011, à prendre avec précaution pour les élections de 1995 et 2002.										
1995P FN	Corrélation de Pearson		-,159**	,136**	-,121**	-,025**	,202**	-,040**	,090**	-,060**
2002P FN	Corrélation		-,021**	,303**	-,168**	-,040**	,159**	-,083**	,283**	-,255**
2007P FN	Corrélation		,111**	-,042**	-,585**	-,244**	,170**	,493**	,097**	-,054**
2012P FN	Corrélation		,145**	,105**	-,560**	-,126**	,233**	,393**	,195**	-,247**
2017p1 FN	Corrélation		,148**	-,002**	-,628**	-,177**	,209**	,533**	,154**	-,200**
2017p2 FN	Corrélation		,198**	,074**	-,628**	-,197**	,189**	,501**	,234**	-,274**
NPDC	Corrélation	2012	,170**	-,035**	-,683**	-,258**	,252**	,605**	,295**	-,159**
		2017p2	,218**	-,031**	-,720**	-,325**	,230**	,627**	,365**	-,163**
PACA	Corrélation	2012	,119**	,103**	-,463**	,059**	,201**	,525**	,047**	-,306**
		2017p2	,129**	,184**	-,451**	,101**	,216**	,466**	,117**	-,428**

D'une manière générale, comme le montre le tableau 28 (au-dessus), les communes où les taux d'ouvriers et d'employés sont les plus élevés sont celles qui votent le plus pour le Front

⁹⁶ La colonne en vert, (ou en gris foncé, pour les impressions en noir et blanc) sur les agriculteurs exploitants, montre la ruralisation du vote Front national depuis les années 1995 et permet de vérifier l'idée qu'il existe depuis 2007 et 2012 un maranisme des champs (Barone, Négrier, 2015, *op. cit.*).

national. La relation est en revanche négative quand il s'agit des cadres. En PACA, les relations de corrélations entre ouvriers et vote FN semblent moins « extrêmes » que dans le Nord-Pas-de-Calais (corrélation de .627 dans le NPDC contre .466 en PACA). Le lien négatif entre cadres et vote Front national est lui aussi plus fort dans la région septentrionale (-.720 dans le NPDC contre -.451 en PACA). Le tableau 28, atteste d'une variable emploi globalement plus explicative du vote FN dans le NPDC qu'en PACA puisque le R^2 y est de .623 contre .518 en PACA. Cela sous-entend que la sociologie du vote Front national est plus tranchée et homogène dans la région septentrionale que dans celle du sud. Le vote FN apparait davantage interclassiste en Provence-Alpes-Côte d'Azur, et correspond ainsi à l'idée que l'on se fait de ce vote. En revanche, dans le Nord-Pas-de-Calais le vote FN reste avant tout celui des classes populaires (ouvriers et employés).

Le tableau ci-après nous permet de comparer la valeur explicative des CSP sur chaque région aux élections présidentielles de 2012 et 2017. L'augmentation de la valeur explicative est importante entre 2012 et 2017 sur ce territoire ce qui nous laisse penser que l'élection présidentielle de 2017 a été le lieu d'un renforcement du FN non synonyme d'une diversification de son électorat en Nord-Pas-de-Calais.

Tableau 29 : Régression linéaire pas-à-pas portant sur les CSP (2012 et 2017P2)						
Modèle 2012		Variation de R²	Variable introduite	Modèle 2017p2		Variable introduite
NPDC	1	,466 ^a	Cadres	1	,519 ^a	Cadres
	2	,085 ^b	Autres	2	,092 ^b	Autres
	3	,010 ^c	Retraités	3	,005 ^c	Employés
	4	,007 ^d	Employés	4	,005 ^d	Retraités
	5	,002 ^e	Artisans	5	,001 ^e	Artisans
	6	,001 ^f	Prof. intermédiaires	6	,001 ^f	Agriculteurs
	7	,000 ^g	Agriculteurs	7	,000 ^g	Prof. Intermédiaires
	Total	,571		Total	,623	
PACA	1	,276 ⁱ	Ouvriers	1	,307 ⁱ	Autres
	2	,086 ^j	Autres	2	,149 ^j	Ouvriers
	3	,018 ^k	Prof intermédiaires	3	,022 ^k	Cadres
	4	,042 ^l	Cadres	4	,028 ^l	Prof. Intermédiaires
	5	,005 ^m	Agriculteurs	5	,006 ^m	Agriculteurs
	6	,001 ⁿ	Artisans	6	,006 ⁿ	Artisans
	7	,001 ^o	Employés	7	,000 ^o	Employés
	Total	,429		Total	,518	

Le tableau ci-dessus liste par ordre croissant les variables introduites dans chaque modèle en fonction de la puissance explicative de ces dernières. La colonne centrale donne la variation de la valeur explicative après introduction de chaque nouvelle CSP. On peut y lire que la variable la plus importante dans l'explication du vote FN dans le Nord-Pas-de-Calais, lorsqu'on étudie les catégories socioprofessionnelles est celle sur les cadres. Le tableau ci-dessous donne la valeur prédictive d'un modèle basé sur quatre catégories socioprofessionnelles : les ouvriers, artisans, cadres et employés et montrent là encore la plus grande homogénéité sociale du vote FN dans le Nord-Pas-de-Calais.

Tableau 30 : Régression linéaire portant sur les ouvriers, artisans, cadres, employés						
Région	Modèle	Modifier les statistiques				
		Variation de R-deux	Variation de F	ddl1	ddl2	Sig. Variation de F
NPDC	2012	,488 ^a	961062,652	4	4033112	,000
	2017p2	,539 ^a	1181772,963	4	4036957	,000
PACA	2012	,334 ^a	616145,076	4	4916064	,000
	2017p2	,342 ^a	639044,462	4	4912639	,000

Lorsque l'on affine l'analyse en étudiant le vote FN à l'échelle des départements (tableaux 31 et 32), et en particulier le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône, la relation s'inverse à nouveau. Le Pas-de-Calais voit les relations entre les CSP et le vote FN être bien moins fortes que dans les Bouches-du-Rhône et le caractère explicatif plus faible :

- En 2017 Pas-de-Calais R^2 : .445 | Nord : .680 | Bouches-du-Rhône : .852
- En 2012 Pas-de-Calais R^2 : .325 | Nord : .668 | Bouches-du-Rhône : .795

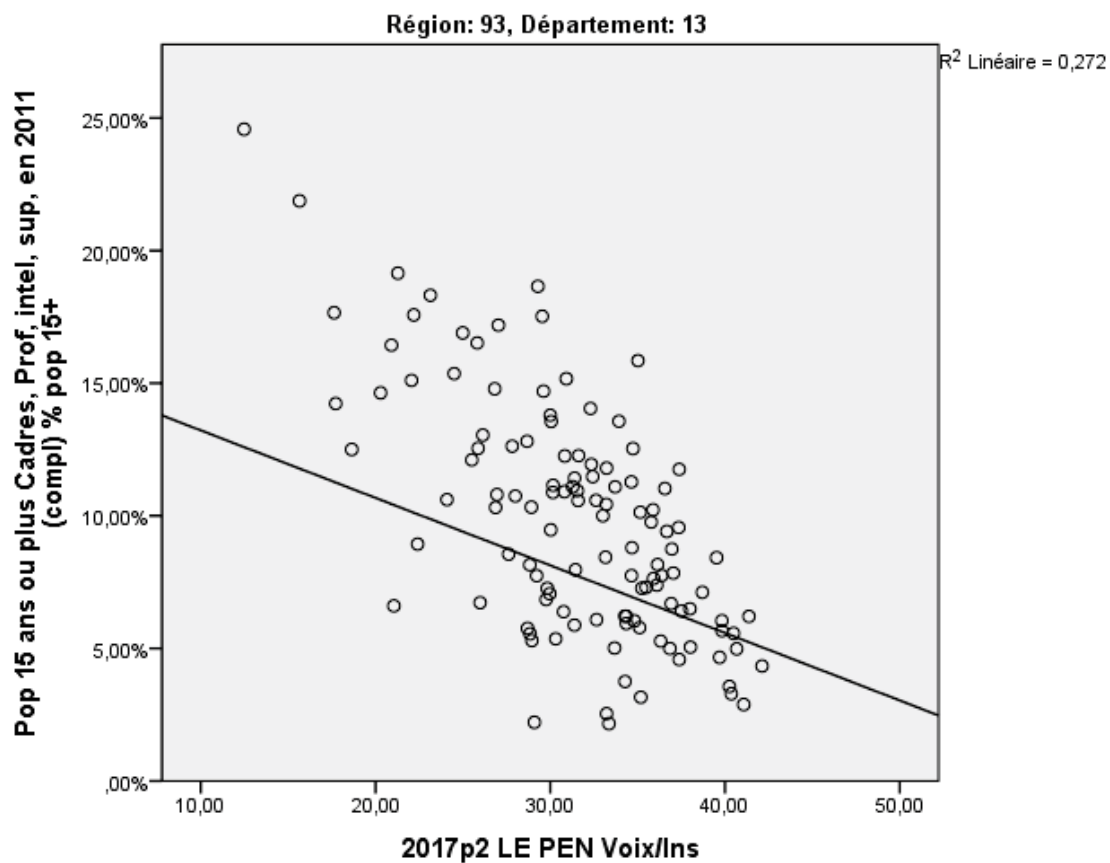
Il ne fait aucun doute que cette relation davantage significative dans les départements où se trouvent de grandes métropoles (Nord et Bouches-du-Rhône) est la conséquence de la stratification sociale et électorale qui existe entre la ville-centre, son agglomération et la périphérie plus lointaine. On y retrouve ainsi le fameux gradient d'urbanité qui structure le vote FN depuis les années 2000. Dans le Pas-de-Calais, département socialement homogène, il n'existe pas de telle variation pouvant expliquer un vote FN lui aussi assez homogène : ce vote semble élevé partout, et les ouvriers également répartis sur une grande partie du territoire.

Tableau 31 : Corrélations portant sur les CSP à l'échelle départementale											
Reg	Dpt		Modèle	Agriculteurs exploitants	Artisans, Comm., Chefs entr.	Cadres, Prof. intel. sup.	Prof. intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres
NPDC	59	C. Pearson	2012	,262**	-,015**	-,706**	-,255**	,258**	,633**	,460**	-,269**
			2017p2	,292**	-,012**	-,713**	-,306**	,206**	,630**	,512**	-,256**
	62	Corrélation	2012	-,005**	-,140**	-,409**	-,087**	,124**	,493**	-,283**	,123**
			2017p2	,074**	-,157**	-,524**	-,198**	,144**	,604**	-,246**	,117**
PACA	04	Corrélation	2012	,021**	-,075**	-,139**	,087**	,037**	,185**	,019**	-,175**
			2017p2	,123**	,116**	-,279**	-,015**	,081**	,172**	,013**	-,226**
	05	Corrélation	2012	,157**	-,059**	-,163**	-,169**	,012**	,183**	,082**	-,132**
			2017p2	,245**	,053**	-,223**	-,169**	-,064**	,234**	,067**	-,196**
	06	Corrélation	2012	,182**	,013**	-,406**	,275**	,345**	,421**	-,032**	-,315**
			2017p2	,223**	,189**	-,334**	,288**	,338**	,394**	,062**	-,603**
	13	Corrélation	2012	,354**	,252**	-,654**	,130**	,379**	,674**	,283**	-,583**
			2017p2	,397**	,386**	-,521**	,271**	,255**	,595**	,344**	-,735**
	83	Corrélation	2012	,191**	,008**	-,139**	,253**	,101**	,463**	-,257**	-,067**
		2017p2	,288**	,293**	-,182**	,167**	-,093**	,344**	-,053**	-,313**	
84	Corrélation	2012	-,037**	,068**	-,402**	,173**	,192**	,452**	-,058**	-,297**	
		2017p2	,112**	,196**	-,321**	,217**	,110**	,335**	,071**	-,486**	

Tableau 32 : Régression linéaire portant sur les CSP par département (2012 et 2017P2)											
2012 Région	Département	Modèle	R	R- deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Modifier les statistiques				
							Variation de R-deux	Variation de F	ddl1	ddl2	Sig. Variation de F
NPDC	59	2012	,817 ^a	,668	,668	2,57919	,668	742157,164	7	2579200	,000
	62	2012	,570 ^c	,325	,325	3,01674	,325	100079,969	7	1453901	,000
PACA	04	2012	,315 ^d	,100	,099	3,04539	,100	2541,080	7	160950	,000
	05	2012	,349 ^e	,122	,122	3,13305	,122	2743,240	7	138597	,000
	06	2012	,682 ^f	,466	,466	2,15822	,466	134576,125	7	1081236	,000
	13	2012	,890 ^g	,792	,792	1,71214	,792	1072001,138	7	1975888	,000
	83	2012	,607 ^h	,369	,369	2,10196	,369	84619,964	7	1012727	,000
	84	2012	,769 ⁱ	,591	,591	2,93123	,591	112962,764	7	546622	,000
Récapitulatif du modèle de régression modèle 2017p2											
2017p2 Région	Département	Modèle	R	R- deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Modifier les statistiques				
							Variation de R-deux	Variation de F	ddl1	ddl2	Sig. Variation de F
NPDC	59	2017p2	,825 ^a	,680	,680	5,13617	,680	783976,850	7	2577173	,000
	62	2017p2	,667 ^c	,445	,445	4,56024	,445	166904,210	7	1459773	,000
PACA	04	2017p2	,373 ^d	,139	,139	4,38934	,139	3697,510	7	160106	,000
	05	2017p2	,429 ^e	,184	,184	5,04457	,184	4373,690	7	136016	,000
	06	2017p2	,789 ^f	,623	,623	2,93593	,623	254820,358	7	1081236	,000
	13	2017p2	,923 ^g	,852	,852	2,38675	,852	1618985,456	7	1975888	,000
	83	2017p2	,632 ^h	,400	,400	3,06457	,400	96282,997	7	1012727	,000
	84	2017p2	,781 ⁱ	,610	,610	3,99622	,610	122056,460	7	546622	,000

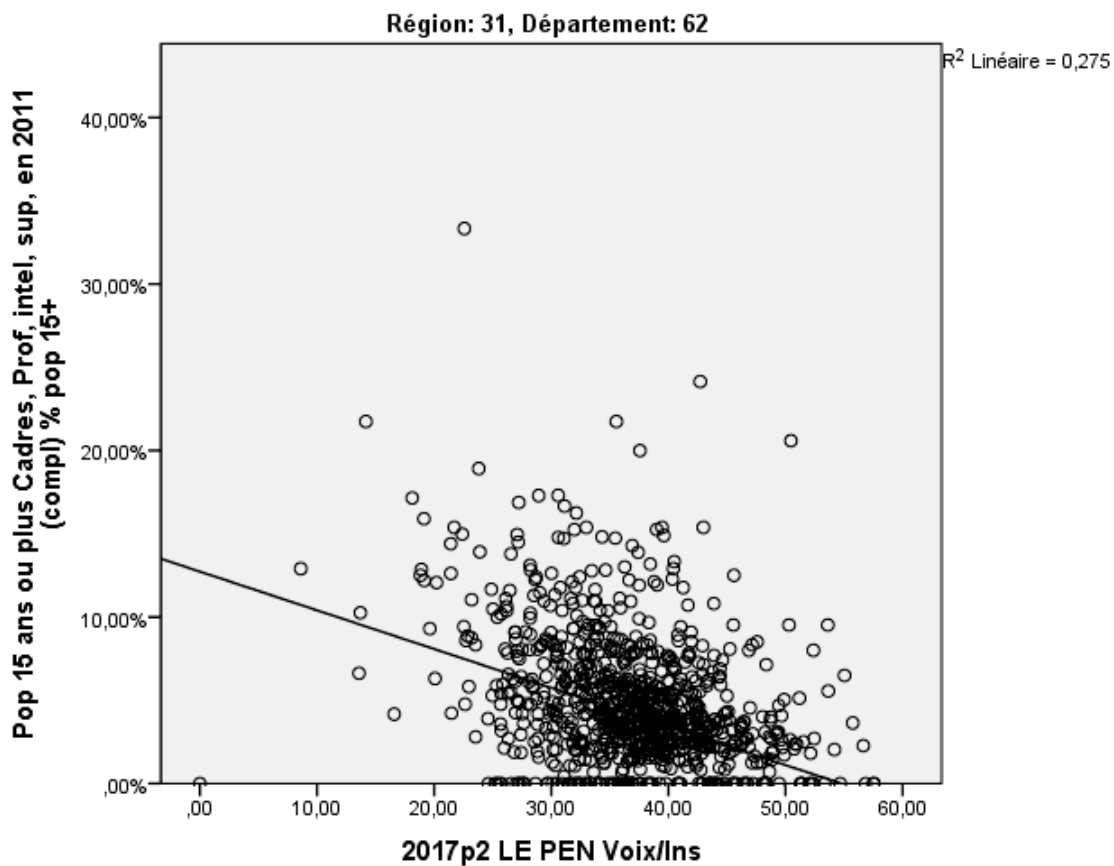
Néanmoins, il est également possible de lire cette relation à l'aune des travaux de Florent Gougou sur le vote FN chez les ouvriers. Celui-ci affirme à raison que si le vote FN est aujourd'hui important dans la CSP ouvrière, cette dernière reste avant tout marquée par une forte hétérogénéité sociale (Gougou, 2015, pp.923-344). De ce fait, ce ne sont pas toutes les catégories d'ouvriers qui votent massivement pour le Front national mais certaines catégories spécifiques. On peut émettre l'hypothèse que le vote FN a augmenté dans le Nord-Pas-de-Calais chez les ouvriers de PME, peu syndiqués, peu irrigués par l'histoire sociale de la région. En revanche, il serait globalement moins important chez les ouvriers des grandes unités de production. Cela expliquerait la valeur explicative faible d'un modèle basé sur les CSP dans cette région puisque ce dernier ne fait pas la distinction entre ces deux catégories d'ouvriers et décrit seulement une relation entre vote FN et catégories socioprofessionnelles qui apparaît comme plus faible qu'ailleurs (R^2 de 0.445, tableau 32).

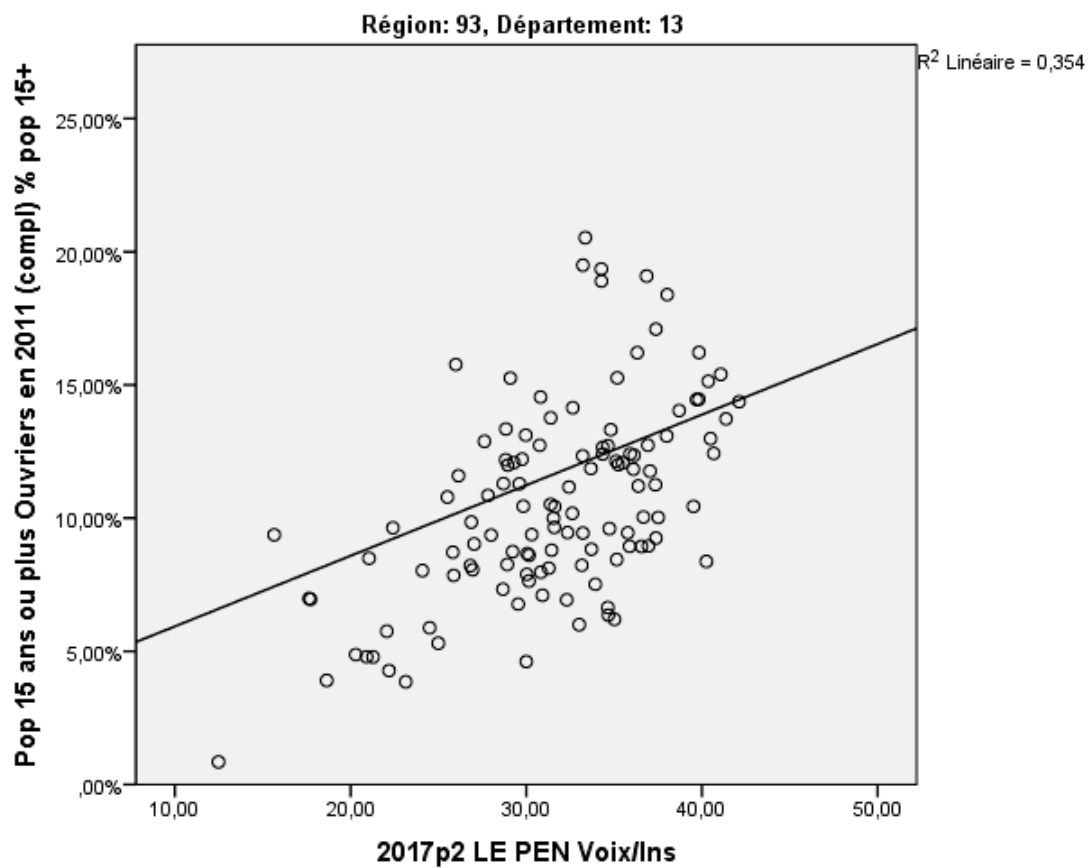
Les graphiques ci-après permettent d'observer la relation entre la proportion de deux catégories socio-professionnelles et le vote Front national dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Pas-de-Calais. Ceux de la page 232 portent sur la relation entre pourcentage de cadres et vote FN tandis que ceux de la page 233 illustrent la relation entre ce même vote et le taux de personnes ayant un emploi ouvrier. La relation est plus marquée dans les Bouches-du-Rhône que dans le Pas-de-Calais. Cela n'est pas uniquement la conséquence du plus faible nombre d'observations dans ce département mais surtout de la grande hétérogénéité des différents espaces et villes de ce département. Il y'a en effet une opposition radicale entre la sociologie des villes-centres : Marseille et Aix-en-Provence, et leurs périphéries, opposition nettement moins marquée dans le Pas-de-Calais. Le rôle des variables lourdes semble ainsi plus faible dans le Pas-de-Calais et il faudra, dans ce dernier chercher ailleurs les explications du vote FN.



Graphique 12 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de cadres dans une commune (Bouches-du-Rhône)

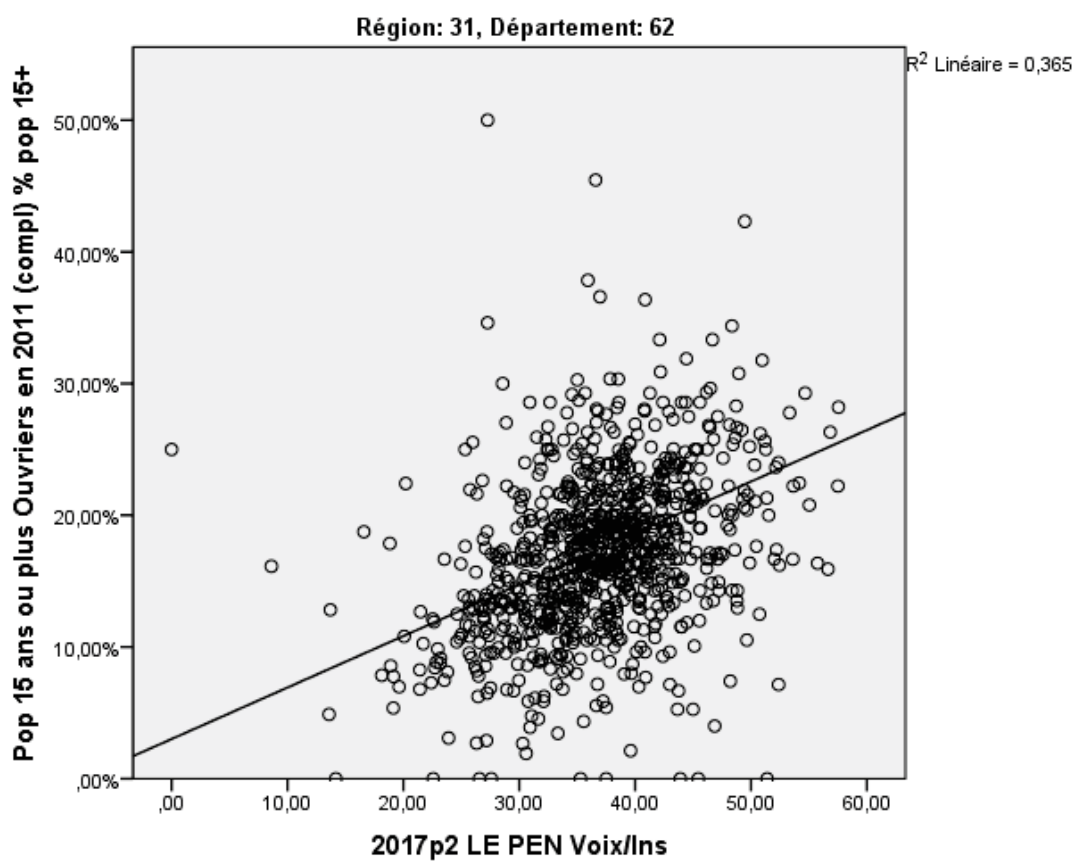
Graphique 13 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de cadres dans une commune (Pas-de-Calais)





Graphique 14 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage d'ouvriers dans une commune (Bouches-du-Rhône)

Graphique 15 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage d'ouvriers dans une commune (Pas-de-Calais)



6. Le rôle du diplôme

Étroitement lié à la catégorie socioprofessionnelle, le niveau de diplôme fait partie des variables lourdes de l'étude du vote. Avec l'essor du Front national, le niveau de diplôme a retrouvé une force descriptive et a largement surclassé les variables sociodémographiques basées sur la catégorie professionnelle dans l'explication du vote (Pierru, Spire, 2008, p.457-481). Le vote Front national s'explique, bien (trop ?) souvent de façon manichéenne par cette variable. D'un côté, les gens les moins diplômés qui votent pour ce parti et, de l'autre, les personnes diplômées qui ne votent que très peu pour lui. Les sondages ont consacré ce lien extrêmement fort et nous avons l'opportunité de vérifier celui-ci grâce à l'utilisation des données issues du recensement, agrégées au niveau communal.

À l'échelle des deux régions le lien entre vote Front national et niveau de diplôme est élevé. La relation est positive entre le taux de personnes ayant un CAP ou un BEP (.810) ou encore les titulaires du CEP⁹⁷ (.525) et le vote Front national. Elle est en revanche négative entre le taux de personnes ayant un diplôme du supérieur long (-.732) ou un diplôme du supérieur court (-.312) et ce même vote (tableau 33). En étudiant chaque région, la relation reste identique ; dans le Nord-Pas-de-Calais, elle se renforce même largement. En effet, la relation entre taux de personnes ayant un CAP et vote Front national se rapproche de 1 et est égale à .859. On constate la même relation dans le cadre des diplômes du supérieur long avec une relation égale à -.797. À l'échelle départementale, la relation diminue légèrement pour le Pas-de-Calais mais reste très bonne et se renforce encore dans le Nord (présence de la ville de Lille). Dans la région PACA, la relation est également particulièrement forte (.777 pour les CAP/BEP et -.670 pour les diplômes du supérieur long). Elle reste identique dans le département des Bouches-du-Rhône. Dans les deux régions, la valeur explicative est élevée, le R² est égal à .782 en NPDC et .642. En termes clairs, le diplôme explique statistiquement près de 70 % du vote Front national au niveau communal. Dans les Bouches-du-Rhône, le caractère explicatif du diplôme atteint même 86 % ce qui est extrêmement élevé.

Les tableaux de la page suivante permettent d'observer les liens de corrélations et la force de ces relations à l'échelle des différentes élections et des deux régions de notre étude. Les tableaux 33 et 34 présentent les résultats du calcul de corrélation et le tableau 35 la force de la régression linéaire. Les tableaux 36, 37 et 38 effectuent ces mêmes calculs mais à l'échelon départemental.

Tableau 33 : Corrélations portant sur les niveaux de diplômes (Données INSEE de 2011, les relations avec les élections présidentielles de 1995 et 2002 doivent être prises avec précaution.)		Sans diplôme % pop	CEP % pop	BEP, brevet collèges % pop	CAP-BEP % pop	BAC-BP % pop	Diplôme sup court % pop	Diplôme sup long % pop
1995P % FN/Ins	Corrélation de Pearson (la significativité est partout égale à 0 et n'est donc pas mentionnée)	,234**	-,256**	,068**	,032**	,160**	-,139**	-,124**
2002P % FN/Ins		,063**	-,127**	,171**	,155**	,247**	-,110**	-,178**
2007P % FN/Ins		,261**	,368**	,110**	,650**	-,124**	-,394**	-,660**
2012P % FN/Ins		,092**	,321**	,155**	,693**	,068**	-,268**	-,646**
20017P % FN/Ins		,084**	,493**	,152**	,812**	-,015**	-,329**	-,744**
2017P2 % FN/Ins		,013**	,525**	,204**	,810**	-,049**	-,312**	-,732**

⁹⁷ Certificat d'études primaires

Tableau 34 : Corrélations portant sur les niveaux de diplômes à l'échelle régionale			Sans diplôme % pop	CEP % pop	BEPC, brevet collèges % pop	CAP-BEP % pop	BAC-BP % pop	Diplôme sup court % pop	Diplôme sup long % pop
NPDC	2012	Corrélation	,109**	,560**	,280**	,812**	,049**	-,347**	-,762**
	2017p2		,106**	,641**	,313**	,859**	,010**	-,393**	-,797**
PACA	2012	Corrélation	,106**	,292**	,010**	,715**	-,022**	-,205**	-,662**
	2017p2		-,032**	,339**	,056**	,777**	,104**	-,153**	-,670**

Tableau 35 : Régression linéaire des variables de diplôme par région				Méthode Pas à pas (Critère : Proba de F introduire ≤ ,050, Prob de F éliminer ≥ ,100).		
Élection présidentielle 2017 T2)						
Région	Modèle	Variables introduites	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
NPDC	1	CAP-BEP	,859 ^a	,738	,738	4,55667
	2	CEP	,880 ^b	,775	,775	4,22499
	3	BAC-BP	,883 ^c	,779	,779	4,18371
	4	Diplôme sup long	,884 ^d	,781	,781	4,16495
	5	Diplôme sup court	,884 ^e	,782	,782	4,15809
	6	Sans diplôme	,884 ^f	,782	,782	4,15808
PACA	1	CAP-BEP	,775 ^a	,600	,600	3,74755
	2	BAC-BP	,792 ^h	,628	,628	3,61593
	3	CEP	,799 ⁱ	,639	,639	3,56132
	4	Diplôme sup court	,800 ^j	,640	,640	3,55810
	5	Diplôme sup long	,801 ^k	,641	,641	3,55175
	6	Sans diplôme	,801 ^l	,642	,642	3,54845

Dans les tableaux ci-dessous, nous avons effectué les mêmes calculs à l'échelle départementale.

Tableau 36 : Corrélations portant sur les niveaux de diplôme à l'échelle départementale									
Région	FN 2017p2		Sans diplôme %pop	CEP % pop	BEPC, brevet collèges % pop	CAP/BEP % pop	BAC/BP % pop	Diplôme sup court % pop	Diplôme sup long % pop
NPDC	59	Corrélation de Pearson (la significativité est partout égale à 0 et n'est donc pas mentionnée)	,077**	,713**	,382**	,885**	,030**	-,370**	-,789**
	62		,209**	,243**	-,178**	,664**	-,118**	-,315**	-,693**
PACA	04		-,263**	,229**	-,016**	,584**	,096**	-,094**	-,515**
	05		,128**	,250**	-,096**	,551**	-,178**	-,179**	-,550**
	06		-,063**	,147**	-,096**	,860**	,094**	-,035**	-,612**
	13		-,136**	,639**	,045**	,892**	,332**	-,061**	-,698**
	83		-,126**	,084**	-,036**	,697**	-,093**	-,004**	-,507**
	84		-,146**	,456**	-,059**	,791**	,014**	-,081**	-,646**

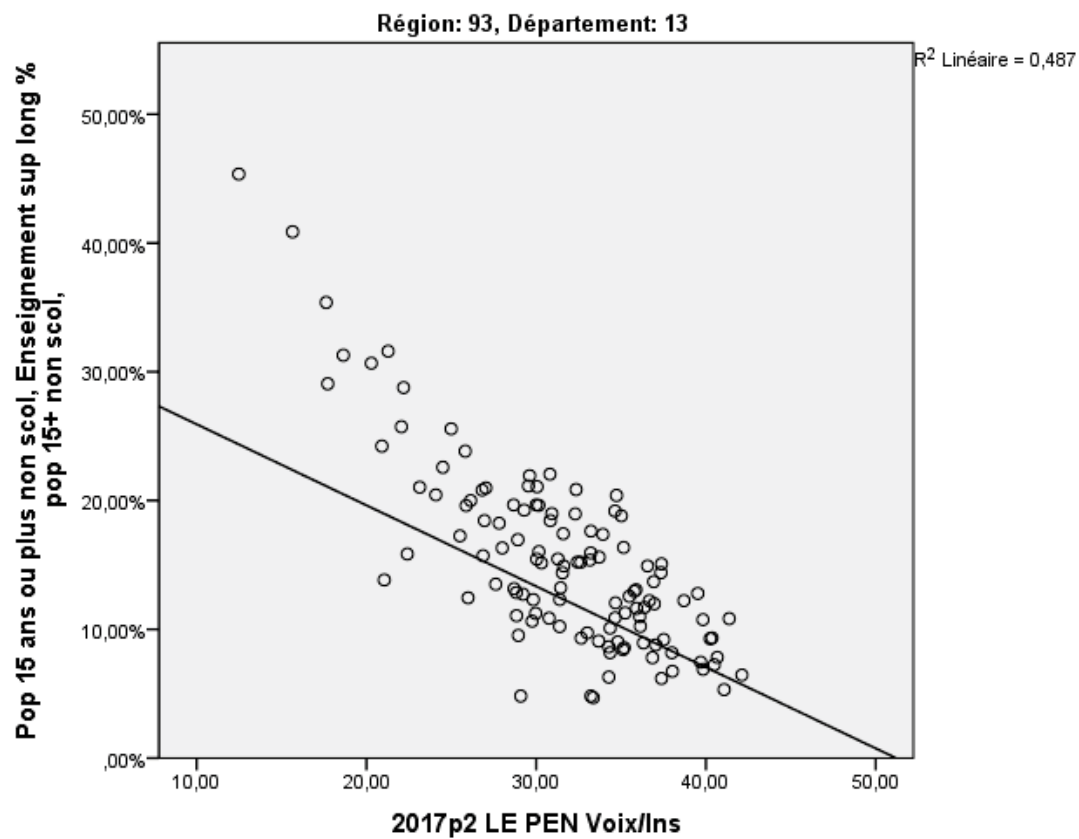
Tableau 37 : Tableau de régression sur les variables de diplômes par départements						
Région	Département	Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
NPDC	59	2017p2	,912 ^a	,831	,831	3,73512
	62	2017p2	,776 ^c	,603	,602	3,85775
PACA	04	2017p2	,684 ^d	,468	,468	3,45026
	05	2017p2	,669 ^e	,448	,448	4,14939
	06	2017p2	,886 ^f	,785	,785	2,21400
	13	2017p2	,929 ^a	,863	,863	2,29104
	83	2017p2	,761 ^g	,579	,579	2,56726
	84	2017p2	,862 ^g	,744	,744	3,23962

Tableau 38 : Régression des variables de diplôme dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Pas-de-Calais (Élection présidentielle 2017 T2)				Méthode Pas à pas (Critère : Proba de F introduire ≤ ,050, Prob de F éliminer ≥ ,100).		
Département	Modèle	Variables introduites	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
Pas-de-Calais	1	Enseignement sup long	,693 ^h	,480	,480	4,41033
	2	CAP-BEP	,751 ⁱ	,563	,563	4,04323
	3	BAC-BP	,770 ^j	,592	,592	3,90759
	4	BEPC, brevet collèges	,775 ^k	,601	,601	3,86733
	5	Sans diplôme	,776 ^l	,602	,602	3,85809
	6	CEP	,776 ^m	,603	,602	3,85775
Bouches-du-Rhône	1	CAP-BEP	,892 ^a	,795	,795	2,80524
	2	Sans diplôme	,913 ^{ab}	,833	,833	2,53266
	3	Enseignement sup long	,927 ^{ac}	,860	,860	2,31833
	4	CEP	,929 ^{ad}	,863	,863	2,29614
	5	BEPC, brevet collèges	,929 ^{ae}	,863	,863	2,29115
	6	BAC-BP	,929 ^{af}	,863	,863	2,29104

La lecture de ce tableau nous permet d'affirmer que la variable diplôme a un lien nettement plus important dans le département des Bouches-du-Rhône (13) ou du Nord (59) que dans celui du Pas-de-Calais (62). Par ailleurs, la variable la plus importante dans le Pas-de-Calais est le diplôme supérieur long, c'est-à-dire ceux supérieurs à la licence (Masters et Doctorats). Ces niveaux de diplômes font ainsi office de « repoussoir » à ce vote tandis que dans les Bouches-du-Rhône c'est le pourcentage de diplômés d'un CAP/BEP qui semble le plus prédictif d'un vote Front national élevé et constitue ainsi le socle prédisant une ville favorable au Front national.

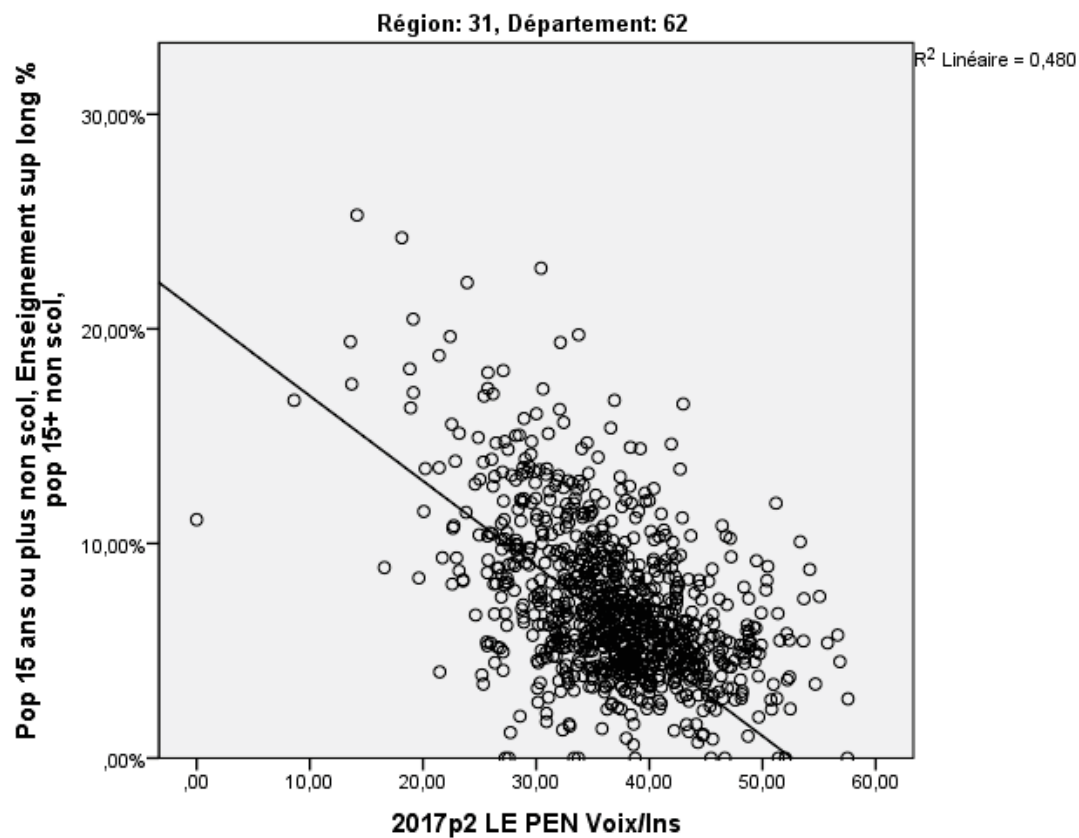
Le lien entre diplôme et vote Front national est donc encore capital en France, et ce malgré l'augmentation de l'électorat du Front national duquel on aurait pu attendre une diversification sociologique. Ainsi, dans les deux régions, et au sein de chaque département, les détenteurs de CAP et de BEP semblent donc, « *a priori* », les plus à même à voter pour le Front national⁹⁸. À l'inverse, les personnes très diplômées sont particulièrement réticentes au vote Front national. Se dessine ici une opposition entre deux espaces fondamentalement différents. D'une part, la France des villes et des zones urbaines où le nombre de diplômés du supérieur est élevé et le vote Front national faible, d'autre part, une France à l'extérieur de ces villes où les personnes diplômées n'habitent pas et dans laquelle sont « reléguées » les personnes moins diplômées (et probablement moins riches). Cette dichotomie semble plus forte dans les départements du nord de la France que dans ceux du sud comme le montre la différence de valeur explicative régionale. Cette différence pourrait être la résultante d'un électorat plus diversifié dans le sud, c'est-à-dire présentant un plus large spectre de niveaux d'études.

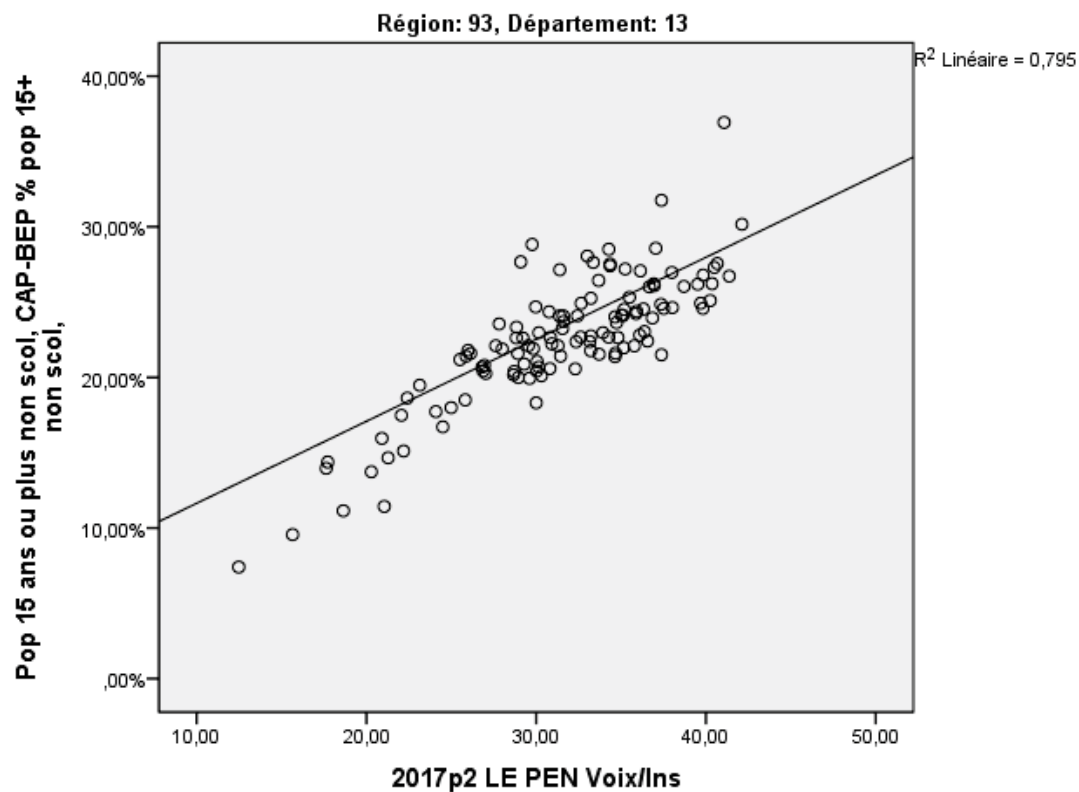
⁹⁸ *A priori*, car nous le rappelons, corrélation statistique n'est pas forcément synonyme de relation réelle. Néanmoins, il fait peu de doutes, et les études par sondages et ethnographiques le confirment, que les électeurs frontistes ont pour point commun d'avoir un niveau de diplôme généralement faible.



Graphique 16 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de détenteurs de diplômes du supérieur long dans une commune (Bouches-du-Rhône)

Graphique 17 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de détenteurs de diplômes du supérieur long dans une commune (Pas-de-Calais)

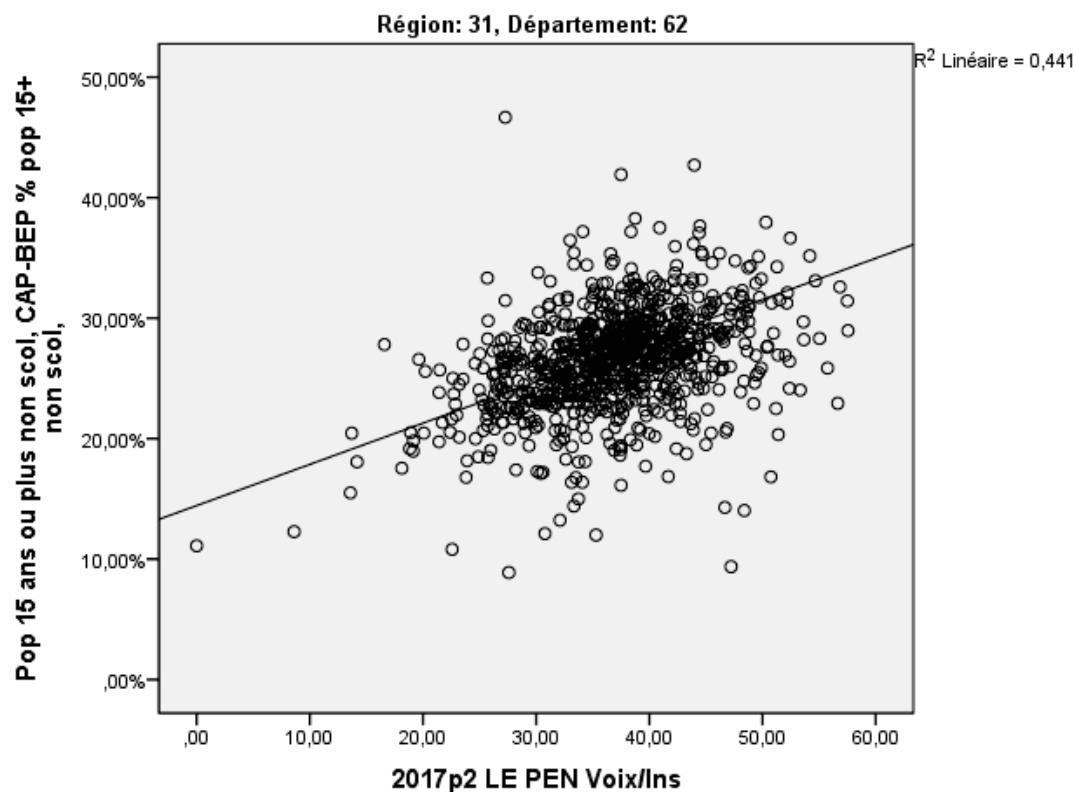




Observations pondérées par Population en 2011 (princ)

Graphique 18 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de détenteurs de CAP/BEP dans une commune (Bouches-du-Rhône)

Graphique 19 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de détenteurs de CAP/BEP dans une commune (Pas-de-Calais)



Observations pondérées par Population en 2011 (princ)

7. Un vote des classes moyennes et populaires

Considéré comme le vote des classes populaires et moyennes, nous pourrions nous attendre à ce que le vote Front national se concentre dans un type de commune spécifique où la pauvreté est assez élevée. Pourtant, comme l'ont montré des travaux récents et en particulier ceux de Joël Gombin, le vote pour le parti de Marine Le Pen est plus élevé non pas dans les communes riches ou bien pauvres, mais dans les espaces où il existe des contrastes de revenus importants (Gombin, 2015, pp.395-416), contrastes qui n'apparaissent pas lorsque l'on prend en compte la seule médiane de revenu. Nous avons donc décidé de tester plusieurs variables permettant d'étudier le rapport qu'entretient le vote Front national vis-à-vis des variables de richesse. Nous avons d'une part utilisé la médiane de revenu d'autre part, le revenu interdécile, qui, bien qu'incomplet, nous a été malgré tout utile (voir encadré suivant).

Encadré 21 : La difficulté d'utiliser le rapport interdécile

L'INSEE effectue des statistiques concernant les déciles de revenus à l'échelle des communes françaises, néanmoins, ces statistiques sont aujourd'hui grandement incomplètes (729 communes sur 2600 dans le cadre de notre travail), surtout quand il s'agit de petites communes. Il est donc périlleux d'effectuer un travail de comparaison entre le vote Front national d'une part et le rapport interdécile, d'autre part, surtout s'il s'agit d'étudier les petites communes. Néanmoins, malgré le nombre plus réduit de communes que nous utilisons en étudiant cette variable, leur nombre : 729, permet néanmoins d'effectuer des calculs dont on peut tirer certaines conclusions.

À l'échelle des deux régions prises ensemble, la relation entre médiane de revenus et vote Front national est pratiquement nulle (.076). Cependant, dès que nous étudions séparément chaque région des variations apparaissent. Si dans la région Nord-Pas-De-Calais la relation entre médiane des revenus et vote Front national reste peu concluante (-.074), (Pas-de-Calais -.044) ce n'est plus le cas en PACA où il existe une relation de corrélation positive, certes assez faible, mais tout de même réelle (.332) qui s'accroît encore légèrement dans les Bouches-du-Rhône (.390). Dans le sud de la France, le vote FN pourrait donc être sinon celui des personnes ayant un revenu plutôt supérieur à la moyenne régionale du moins localisé dans des zones où la médiane de revenu est assez élevée.

Cette observation préliminaire est confirmée par un autre résultat utilisant une variable voisine, à savoir le nombre de foyers fiscaux imposables en fonction des foyers fiscaux totaux de la commune. Dans le Nord-Pas-de-Calais cette relation est négative (-.289) et le reste dans les deux départements. En PACA, la corrélation est en revanche positive.

<i>Tableau 39 : Corrélations entre vote FN et variables de revenus</i>		Foyers fiscaux imposables en 2011 en % foyers fiscaux	Médiane de revenu fiscal par ménages (€)
1995P % FN/Ins	Corrélation / sig.	,047"/.000	-,009"/.000
2002P % FN/Ins	Corrélation / sig.	,136"/.000	,110"/.000
2007P % FN/Ins	Corrélation / sig.	-,288"/.000	-,113"/.000
2012P % FN/Ins	Corrélation / sig.	-,108"/.000	,058"/.000
2017P % FN/Ins	Corrélation / sig.	-,189"/.000	,036"/.000
2017P2 % FN/Ins	Corrélation / sig.	-,149"/.000	,076"/.000

Tableau 40 : Corrélations entre vote FN et variables de revenus (échelle régionale)				
Région			Foyers fiscaux imposables en 2011 en % foyers fiscaux	Médiane de revenu fiscal par ménages (€)
NPDC	Corrélation	2012	-,238**	-,048**
		2017p2	-,289**	-,074**
PACA	Corrélation	2012	-,025**	,150**
		2017p2	,194**	,332**

Tableau 41 : Corrélations entre vote FN et variables de revenus (échelle départementale)					
Région	Département			Foyers fiscaux imposables en 2011 en % foyers fiscaux	Médiane de revenu fiscal par ménages (€)
NPDC	59	Corrélation	2012	-,187**	,003**
			2017p2	-,225**	-,015**
	62	Corrélation	2012	-,177**	-,044**
			2017p2	-,282**	-,101**
PACA	04	Corrélation	2012	,089**	,205**
			2017p2	,069**	,145**
	05	Corrélation	2012	-,166**	,163**
			2017p2	-,245**	,107**
	06	Corrélation	2012	,032**	,057**
			2017p2	,235**	,229**
	13	Corrélation	2012	,010**	,175**
			2017p2	,230**	,390**
	83	Corrélation	2012	-,118**	,226**
			2017p2	,122**	,444**
	84	Corrélation	2012	,296**	,354**
			2017p2	,434**	,510**

L'étude par département accentue les conclusions effectuées à l'échelle des régions. On remarque que dans le Pas-de-Calais la corrélation entre vote Front national et nombre de foyers imposables est négative. La richesse de la commune n'a en revanche pas de lien véritablement significatif a priori. Dans les Bouches-du-Rhône, les communes votant plus pour le Front national sont a priori celles où la richesse est plus élevée (médiane des revenus plus élevée). C'est également le cas des départements du Var et du Vaucluse voisins.

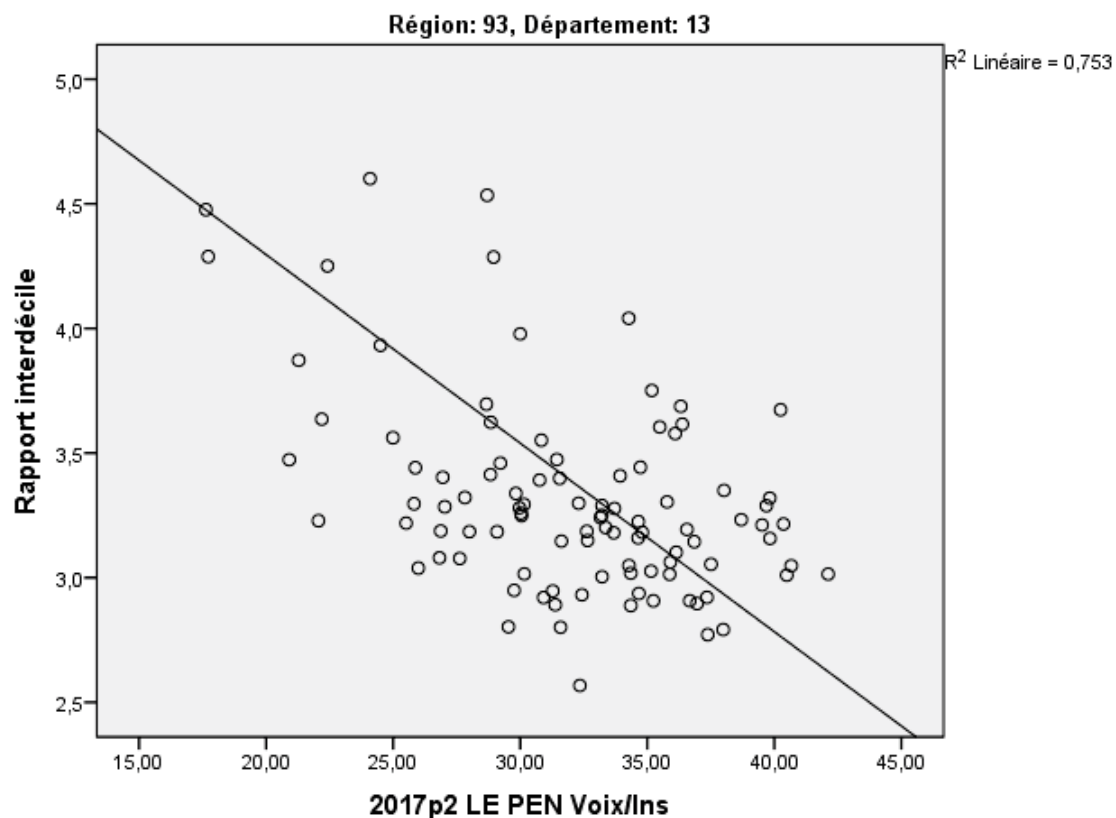
L'examen des relations statistiques entre déciles de revenus et vote Front national montre que le vote FN n'est pas plus élevé dans les communes où la dispersion des revenus est grande mais au contraire là où elle est très faible. C'est-à-dire que le vote Front national se concentre dans les communes où les classes de richesses sont très homogènes. Le taux de corrélation à l'échelle des deux régions dans les quelques 700 communes où cette variable est disponible est de -.662, à l'échelle du NPDC elle monte à -.740 et à -.742 en PACA. Mieux que cela, le R^2 est également élevé à l'échelle des deux régions puisqu'il est de .548 pour le NPDC et de .550 (avec certes un écart-type bien plus élevé) en PACA. À l'échelle des départements ce lien « causal » est vérifié.

D'autre part, il existe une relation négative très forte (-.601 en NPDC et seulement -.224 en PACA) entre la hauteur du dernier décile de revenu et le vote Front national. Le vote Front national est donc bien moins fort dans les communes où le dernier décile est très élevé, c'est-à-dire dans les communes où les habitants riches sont présents en nombre. De la même façon, il existe un lien en PACA entre revenu du 1^{er} décile plutôt élevé et vote FN élevé (.450), ce qui n'est pas le cas du tout

dans le NPDC, la relation s'inverse même dans le Pas-de-Calais (-.0162). Cela signifie que le vote Front national ne se concentre pas dans les communes où la pauvreté est grande dans le sud de la France, mais est bien présente dans ce même type de communes dans le nord de la France.

Tableau 42 : Corrélations en fonction des déciles de revenu			Rapport interdécile	1er décile (en euros)	9ème décile (en euros)
	Corrélation	2012	-,538**	,103**	-,386**
		2017p2	-,662**	,171**	-,413**
NPDC	Corrélation	2012	-,759**	-,035**	-,598**
		2017p2	-,740**	-,064**	-,601**
PACA	Corrélation	2012	-,660**	,208**	-,444**
		2017p2	-,742**	,450**	-,224**
NPDC	59 Corrélation	2012	-,796**	,060**	-,570**
		2017p2	-,743**	,035**	-,542**
	62 Corrélation	2012	-,618**	-,086**	-,518**
		2017p2	-,711**	-,162**	-,640**
PACA	04 Corrélation	2012	-,642**	,517**	-,229**
		2017p2	-,787**	,602**	-,299**
	05 Corrélation	2012	-,527**	,403**	-,416**
		2017p2	-,616**	,392**	-,525**
	06 Corrélation	2012	-,717**	,226**	-,453**
		2017p2	-,818**	,505**	-,230**
	13 Corrélation	2012	-,753**	,277**	-,497**
		2017p2	-,868**	,499**	-,302**
	83 Corrélation	2012	-,675**	,174**	-,471**
		2017p2	-,559**	,398**	-,175**
	84 Corrélation	2012	-,664**	,429**	-,061**
		2017p2	-,689**	,544**	,104**

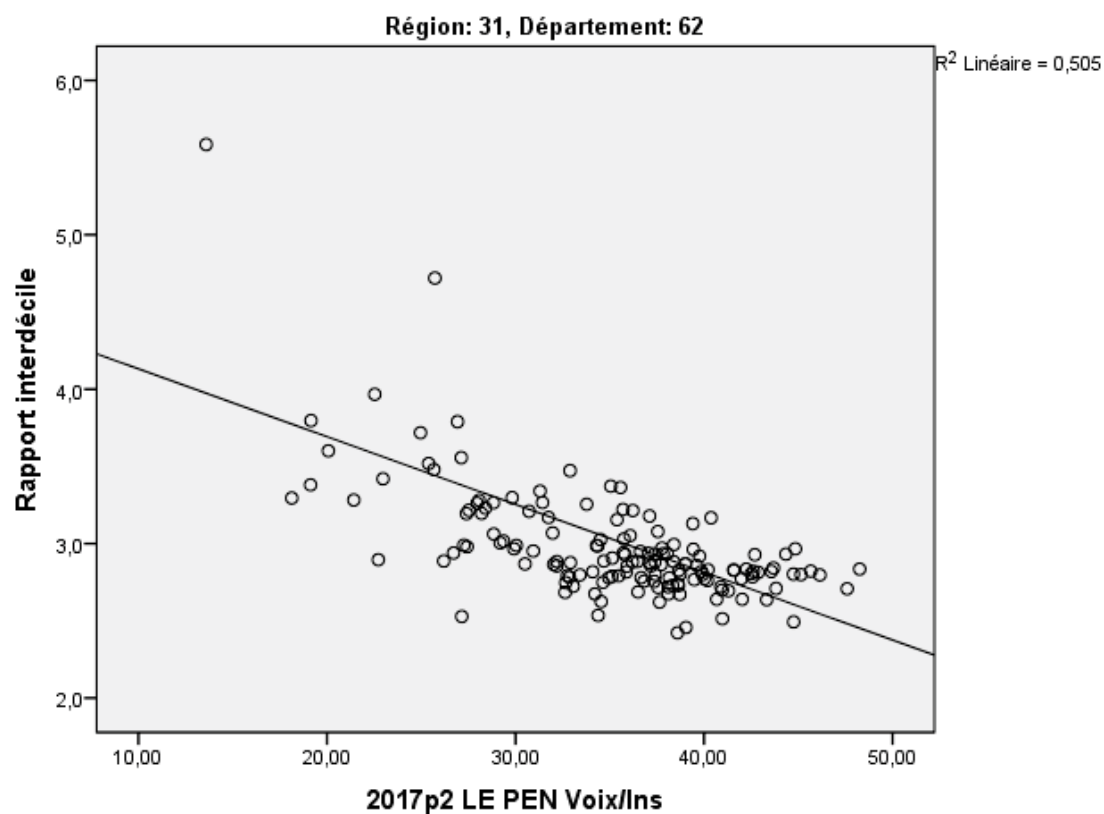
Tableau 43 : Régression linéaire en fonction des déciles de revenu par département						
Dpt	Modèle	Variables introduites	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
59	2017p2	Rapport interdécile ^b	,743 ^a	,551	,551	5,84546
62	2017p2	Rapport interdécile ^b	,711 ^a	,505	,505	4,22202
04	2017p2	Rapport interdécile ^b	,787 ^a	,619	,619	2,41178
05	2017p2	Rapport interdécile ^b	,616 ^a	,380	,380	2,79615
06	2017p2	Rapport interdécile ^b	,818 ^a	,670	,670	2,44889
13	2017p2	Rapport interdécile ^b	,868 ^a	,753	,753	3,06286
83	2017p2	Rapport interdécile ^b	,559 ^a	,313	,313	3,13606
84	2017p2	Rapport interdécile ^b	,689 ^a	,475	,475	4,72545



Observations pondérées par Population en 2011 (princ)

Graphique 20 : Vote FN 2017 tour 2 en fonction du rapport interdécile dans une commune (Bouches-du-Rhône)

Graphique 21 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du rapport interdécile dans une commune (Pas-de-Calais)



Observations pondérées par Population en 2011 (princ)

Nos résultats semblent contredire ceux de Joël Gombin (Gombin, 2014). Ce dernier affirmait en effet que le vote FN tendait à se concentrer dans les zones où les écarts de richesse étaient grands. Les calculs que nous avons effectués montrent quant à eux le contraire. En effet, à la lecture de ces tableaux on remarque que le vote FN est plus important dans les communes où les écarts de revenus sont faibles. Plus que cela, les relations que nous observons entre la variable *écart interdécile* et la variable *vote FN* sont particulièrement fortes, que ce soit dans le Pas-de-Calais ou dans les Bouches-du-Rhône. Néanmoins, il faut souligner que les indicateurs que nous utilisons ne sont pas identiques à ceux qu'utilise Joël Gombin. D'une part, nous travaillons à l'échelle des communes et non à celle des agglomérations ou des EPCI⁹⁹. D'autre part, nous utilisons la variation interdécile quand ses travaux mobilisent le coefficient de GINI¹⁰⁰. Il est donc tout à fait possible que son assertion et la nôtre soient simultanément vraies sans que cela soit contradictoire. Le vote FN peut ainsi être élevé dans les agglomérations à fort écart de richesse, mais les villes en leur sein peuvent être plutôt homogènes.

Pour terminer ce point, nous nous sommes intéressés à la relation entre taux de pauvreté et vote Front national. Il s'agissait pour nous de vérifier si le vote Front national est supérieur dans les villes où le taux de pauvreté est également haut. En suivant nos hypothèses à propos du double électorat du Front national dans le nord et le sud, nous devrions nous attendre à des résultats discordants. Les résultats présents sur les tableaux suivants corroborent cette hypothèse puisque le vote FN semble se concentrer dans le sud de la France dans les communes sinon les moins pauvres (-.522), du moins celles qui ne sont pas particulièrement. Cette relation est plutôt inverse dans le Pas-de-Calais (.174) (Tableau 44). Sa valeur explicative est cependant quasiment nulle dans le Pas-de-Calais et le Nord. Cela laisse entendre que la richesse et/ou la pauvreté des habitants n'a pas forcément de lien avec un vote FN élevé. En revanche, les relations sont plus fortes dans les départements du sud, le vote FN se concentre ici dans les communes où la pauvreté est globalement plus faible.

⁹⁹ Nous avons dans notre travail choisi de rester à l'échelle communale plutôt que de monter à celle des agglomérations car nous voulons maintenir une cohérence entre les différents résultats obtenus. L'étude d'entités plus grandes aurait produit des résultats difficilement analysables au regard de nos autres calculs.

¹⁰⁰. L'indice de Gini se définit comme suit : « L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux. À l'autre extrême, il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les salaires (les revenus, les niveaux de vie...) sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. » (INSEE, 2017). Ce coefficient paraissait néanmoins peu adapté à l'utilisation à une échelle communale et la mesure combinée des autres indicateurs de richesses fournis par l'INSEE permet de distinguer les villes globalement pauvres ou riches, mais également les villes à forte inégalité de revenu (comparaison entre le 1^{er} et le 9^e décile). Dans tous les cas, notre calcul est complémentaire de celui de Joël Gombin et nous permet d'affirmer que le vote FN est certes important dans les agglomérations où les inégalités de revenus sont fortes, mais globalement ces villes demeurent intérieurement homogènes.

Tableau 44 : Corrélations en fonction du taux de pauvreté				
Région	Département			Taux de pauvreté-Ensemble
NPDC	59	Corrélation de Pearson	2012 2017p2	-,062** -,036**
	62	Corrélation	2012 2017p2	,077** ,174**
PACA	04	Corrélation	2012 2017p2	-,619** -,665**
	05	Corrélation	2012 2017p2	-,341** -,317**
	06	Corrélation	2012 2017p2	-,210** -,513**
	13	Corrélation	2012 2017p2	-,292** -,522**
	83	Corrélation	2012 2017p2	-,151** -,408**
	84	Corrélation	2012 2017p2	-,495** -,629**

Tableau 45 : Régression linéaire en fonction du taux de pauvreté						
Région	Département	Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
NPDC	59	2017 P2	,036 ^a	,001	,001	8,72164
	62	2017 P2	,174 ^a	,030	,030	5,90949
PACA	04	2017 P2	,665 ^a	,442	,442	2,92102
	05	2017 P2	,317 ^a	,101	,101	3,36738
	06	2017 P2	,513 ^a	,264	,264	3,65685
	13	2017 P2	,522 ^a	,273	,273	5,26136
	83	2017 P2	,408 ^a	,166	,166	3,45387
	84	2017 P2	,629 ^a	,396	,396	5,07083

Ainsi, malgré de grandes similitudes entre les villes du nord et du sud, notamment dans le lien entre diplôme et vote frontiste, nos travaux corroborent l'idée d'un électorat FN dichotomique entre ces deux zones. Le vote frontiste du sud serait bien celui des classes moyennes (ou de classes populaires propriétaires en quête d'accession à la classe moyenne¹⁰¹). Ce vote est élevé dans les villes où les écarts de richesses ne sont pas importants (corrélation avec un rapport-interdécile faible), en somme les villes pavillonnaires qui sont marquées par une grande homogénéité de l'habitat et des habitants. Bien que le lien entre pauvreté et vote FN soit inverse dans les Bouches-du-Rhône, cela n'implique pas que les villes les plus riches votent pour Marine Le Pen. Il a déjà été démontré que le vote FN était avant tout celui des zones pavillonnaires moyennes, lieu du périurbain subi plutôt que choisi (Chalard, 2015, *op. cit.*). Dans le nord, le vote Front national semble principalement se localiser dans les villes pauvres ou moyennes, en tout cas des villes qui semblent généralement plus pauvres que dans le sud. Le FN est en revanche largement exclu des villes où se concentrent richesse et/ou urbanité.

Comme le suggérait Luc Rouban (2013b, *op. cit.*), le Front national tend à être un vote qui se privatise. Il n'est plus forcément structuré autour des classes sociales tel qu'on pouvait l'entendre

¹⁰¹ Là encore, la polysémie du concept de classe populaire rend périlleuse toute catégorisation fine des classes populaires votant FN. Nous trouvons une classe populaire précaire dans le Pas-de-Calais et une classe populaire propriétaire en quête de respectabilité et d'accession à la classe moyenne dans les Bouches-du-Rhône.

dans les années 70 ou 80 (Gaxie, 1978) mais tend à devenir interclassiste, surtout dans les départements du sud. Des variables récurrentes permettent alors d'identifier un vote Front national fort, et structurent ainsi ce vote autour de pivots différents selon qu'on soit dans les départements septentrionaux ou dans les départements méditerranéens. Il s'agit du taux de pauvreté dans les Bouches-du-Rhône qui agit comme une barrière au vote Front national, et du niveau de diplôme dans le Pas-de-Calais où la variable de la pauvreté n'a pas d'impact. Ainsi, on assiste à un paradoxe inhérent au Front national, celui d'être interclassiste mais néanmoins hétérogène dès lors que l'on confronte des territoires géographiquement éloignés, l'électorat du Pas-de-Calais étant définitivement plus populaire, plus précaire, que l'électorat frontiste des Bouches-du-Rhône. S'il est probable que ce soit, dans les deux cas, des personnes appartenant aux classes populaires qui votent pour ce parti, il est en revanche tout à fait envisageable que les classes populaires des Bouches-du-Rhône favorables à Marine Le Pen, soit des classes populaires propriétaires en quête d'accession à la classe moyenne. Dans le Pas-de-Calais, il s'agirait au contraire de classes populaires précaires, locataires, et ayant peur d'être confrontées à une pauvreté plus grande.

8. De la richesse au taux de chômage

Souvent considéré comme l'expression politique des classes populaires et des précaires nous avons naturellement voulu vérifier si le vote Front national était lié au taux de chômage, révélateur de territoires en crises. En effet, l'étude de variables de richesse a donné des résultats contradictoires selon les territoires et nous supposons que les variables mesurant le chômage entraineront des conclusions similaires. Nous avons étudié le chômage au 1er janvier 2012 pour traiter l'élection présidentielle de 2012. Il existe donc un décalage de quelques mois qui nous semble négligeable puisque nous étudions des tendances et qu'il n'y a donc pas besoin que les variables soient véritablement à jour. Ce décalage est plus fort lorsque nous étudions l'élection présidentielle de 2017. Néanmoins, les relations observées entre les deux variables restent fortes ce qui nous amène à penser que les territoires à chômage élevé en 2012 sont également ceux qui ont un chômage important en 2017.

L'étude de la relation entre vote Front national et chômage révèle une relation légèrement négative entre ces deux variables (corrélation de $-.182$), cette relation est légèrement plus faible dans le Nord-Pas-de-Calais ($-.150$) qu'en Provence-Alpes-Côte d'Azur ($-.284$). Les départements que nous étudions ont quant à eux un comportement plutôt opposé. Le lien entre chômage et FN est très faible dans le Pas-de-Calais ($-.009$) et est légèrement plus important dans les Bouches-du-Rhône ($-.239$). Il nous est donc impossible d'émettre une relation concluante entre ces deux variables.

Nous avons décidé d'affiner notre calcul en prenant cette fois en compte le chômage par tranche d'âge et nous avons mis en avant un lien variable mais positif entre le chômage des jeunes et le vote Front national dans la plupart des départements. La relation est de $.565$ dans le Nord-Pas-de-Calais et de $.416$ en PACA, mais s'établit à $.292$ dans le Pas-de-Calais contre $.660$ dans les

Bouches-du-Rhône. Cette différence importante s'explique de façon assez simple. Le département du Pas-de-Calais est un département où le chômage est régulièrement élevé sur tout le territoire. Dans les Bouches-du-Rhône en revanche, le chômage, surtout celui des jeunes, se concentre dans certaines zones bien particulières, zones qui sont également favorables au Front national. Les zones de faible chômage, situées autour d'Aix-en-Provence, sont également les zones les plus riches et les plus résistantes au Front national. Le département des Bouches-du-Rhône est d'ailleurs le seul avec celui du Nord à révéler un lien significatif entre vote Front national et chômage des jeunes (R^2 : .474 contre .032 pour le Pas-de-Calais).

<i>Tableau 46 : Corrélations en fonction des variables liées au chômage</i>				Chômage cat ABC au 31 décembre 2011 % population totale	Chômage de - 25 ans au 31 décembre 2011 % pop 15-24	Chômage de longue durée au 31 décembre 2011 % des chômeurs
Ensemble	Corrélation	2012		-,137**	,365**	,040**
		2017p2		-,182**	,494**	,071**
NPDC	Corrélation	2012		-,151**	,513**	,172**
		2017p2		-,150**	,565**	,158**
PACA	Corrélation	2012		-,082**	,388**	,046**
		2017p2		-,284**	,416**	-,147**
NPDC	59	Corrélation	2012	-,181**	,541**	,302**
			2017p2	-,181**	,569**	,284**
	62	Corrélation	2012	-,033**	,178**	,140**
			2017p2	-,009**	,292**	,139**
PACA	04	Corrélation	2012	-,240**	,078**	,019**
			2017p2	-,270**	,107**	-,018**
	05	Corrélation	2012	-,032**	,118**	,191**
			2017p2	-,125**	,087**	,152**
	06	Corrélation	2012	-,374**	,072**	-,149**
			2017p2	-,442**	,228**	-,048**
	13	Corrélation	2012	-,052**	,689**	-,008**
			2017p2	-,239**	,660**	-,146**
	83	Corrélation	2012	-,228**	-,023**	,218**
			2017p2	-,265**	,101**	-,021**
	84	Corrélation	2012	-,238**	,169**	,158**
			2017p2	-,431**	,087**	,122**

<i>Tableau 47 : Régression linéaire en fonction du chômage chez les moins de 25 ans</i>						
Région	Département	Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
NPDC	59	2017p2	,569 ^a	,324	,324	7,43106
	62	2017p2	,292 ^a	,085	,085	5,72663
PACA	04	2017p2	,107 ^a	,012	,012	4,41277
	05	2017p2	,087 ^a	,008	,008	4,43444
	06	2017p2	,228 ^a	,052	,052	4,53697
	13	2017p2	,660 ^a	,435	,435	4,64887
	83	2017p2	,101 ^a	,010	,010	3,91902
	84	2017p2	,087 ^a	,008	,008	6,35912

Au regard de nos calculs, le vote Front national n'est pas réellement influencé par le niveau de chômage au niveau communal. Seuls les départements des Bouches-du-Rhône et du Nord montrent un lien entre vote FN et taux de chômage élevé chez les jeunes. En revanche, à un niveau plus général on remarque que les relations entre taux de chômage général et vote FN semblent globalement négatives. Le vote FN n'est donc généralement pas plus haut dans les communes à taux de chômage élevé, c'est-à-dire les communes les plus défavorisées économiquement. Cependant, il existe un lien entre taux de chômage des jeunes et vote Front national élevé. Ces deux observations étudiées ensemble nous autorisent à penser que la conjecture locale, c'est-à-dire celle du département, est à prendre en compte, bien que peu quantifiable statistiquement. En effet, la perception du marché de l'emploi par les habitants plutôt que la situation réelle de l'emploi local semblerait être l'explication du lien entre vote FN et chômage.

9. De l'emploi à la mobilité

Vote du périurbain, comme le souligne Jérôme Fourquet (Bussi, Fourquet, Colange, 2012, pp.941-963) le Front national serait celui des communes dans lesquelles les habitants sont plutôt éloignés de leur travail. Cette situation est d'ailleurs une des clés du vote Front national pour les tenants d'une approche contextuelle comme Hervé Le Bras ou Jacques Lévy. Les habitants du périurbain voteraient davantage pour le Front national car ils auraient les désavantages de la ville (ils doivent y travailler et subissent ses nuisances) sans leurs avantages (ils sont loin du centre actif et des différents services apportés par les villes). Néanmoins, il est nécessaire de remarquer que de nombreux habitants du périurbain travaillent également dans cet espace et non en ville, et ne sont donc pas soumis aux nuisances propres au déplacement dans celle-ci. Pour vérifier le lien « causal » qui est à l'origine du raisonnement de Jacques Lévy nous avons statistiquement examiné les habitudes de déplacement au travail des habitants des régions traitées. Nous avons travaillé d'une part sur la distance à l'emploi (dans la commune, dans le département, dans la région, ou hors de la région) et d'autre part sur le moyen de locomotion pour se rendre au travail. Indirectement, c'est donc la thèse du gradient d'urbanité que nous avons questionné.

Les résultats obtenus montrent qu'il existe un lien causal entre vote FN et distance à l'emploi des habitants. En étudiant ensemble les deux régions, il apparaît que les villes votant le moins pour le Front national sont celles dans lesquelles l'emploi au sein de la ville est le plus élevé (corrélation de -.469). À l'inverse, quand la proportion de personnes travaillant à l'extérieur des villes augmente, le vote Front national augmente également : .354 pour les personnes travaillant dans le département, .271 pour les gens travaillant dans la région, hors du département et .119 pour les gens travaillant hors de la région. Dans le Nord-Pas-de-Calais, le lien entre personnes travaillant dans la région et vote Front national est fort (.309), en PACA, c'est le lien entre personnes travaillant dans le département et vote Front national qui devient impressionnant (.597). Le vote FN est ainsi, au regard de ce tableau, plus fort au fur et à mesure que la proportion d'habitants de la commune travaillant en dehors de celle-ci augmente.

<i>Tableau 48 : Corrélations en fonction de la distance à l'emploi</i>			Actifs travaillent dans la commune de résidence	Actifs travaillent dans le département de résidence	Actifs travaillent dans la région de résidence	Actifs travaillent en métropole
Les deux régions	Corrélation	2012	-,313**	,205**	,246**	,141**
		2017p2	-,469**	,354**	,271**	,119**
NPDC	Corrélation	2012	-,388**	,133**	,367**	,027**
		2017p2	-,346**	,129**	,309**	,083**
PACA	Corrélation	2012	-,511**	,430**	,156**	,237**
		2017p2	-,692**	,597**	,197**	,164**

Ces relations sont vérifiées au niveau départemental comme le montre le tableau 49 (ci-dessous). Le département des Bouches-du-Rhône comprend plusieurs pôles particulièrement dynamiques au niveau de l'emploi et c'est avant tout vers eux que se dirigent les flux de travailleurs des alentours, ce qui explique le lien corrélatif élevé entre vote FN et personnes allant travailler dans le département. Les villes de Marseille, Aix-en-Provence ou Istres sont ainsi les principaux attracteurs de ces flux de travailleurs. Dans le Pas-de-Calais en revanche, les liens sont plus faibles entre pourcentages de personnes allant travailler dans le département et vote FN. En effet, ils vont plutôt à Lille, c'est-à-dire dans le département voisin. Un point commun à ces deux départements : les communes où les personnes travaillant dans la ville sont les plus nombreuses votent le moins pour le Front national.

<i>Tableau 49 : Corrélations en fonction de la distance à l'emploi par département</i>				Actifs travaillent commune résidence	Actifs travaillent autre commune même dépt résidence	Actifs travaillent autre dépt même région résidence	Actifs travaillent autre région en métropole
NPDC	59	Corrélation	2012	-,403**	,295**	,160**	,041**
			2017p2	-,370**	,267**	,158**	,105**
	62	Corrélation	2012	-,416**	,117**	,359**	-,063**
			2017p2	-,369**	,178**	,206**	-,006**
PACA	04	Corrélation	2012	-,459**	,391**	,150**	-,128**
			2017p2	-,449**	,394**	,118**	-,086**
	05	Corrélation	2012	-,410**	,349**	,319**	,026**
			2017p2	-,512**	,457**	,342**	,031**
	06	Corrélation	2012	-,341**	,306**	-,073**	-,341**
			2017p2	-,599**	,526**	,039**	-,278**
	13	Corrélation	2012	-,567**	,513**	,292**	,210**
			2017p2	-,750**	,702**	,297**	,220**
	83	Corrélation	2012	-,464**	,273**	,253**	-,243**
			2017p2	-,558**	,374**	,239**	-,238**
	84	Corrélation	2012	-,576**	,583**	-,338**	,209**
			2017p2	-,683**	,626**	-,239**	,198**

Nous avons complété notre indicateur d'urbanité par une deuxième variable portant sur la façon dont les personnes se rendent au travail. Cet indicateur souligne indirectement l'urbanité des espaces habités. En effet, dans les villes-centres, le nombre de personnes allant au travail à pied ou en transports en commun est bien plus élevé que dans les petites communes et dans les espaces

périurbains. Dans ces derniers espaces, le nombre de personnes allant au travail en voiture devient ultra-majoritaire. La lecture du tableau suivant montre que ce sont dans les espaces où le pourcentage de personnes allant au travail à pied ou en transport en commun est le plus élevé que le vote frontiste est le plus faible (-.414 et -.681). À l'inverse, la relation entre vote FN et déplacement en voiture est positive (.623). Cette relation est vérifiée au sein de chaque région et de chaque département. Or, ce sont les habitants du périurbain qui utilisent le plus leur automobile, les urbains étant largement plus nombreux à privilégier les transports en commun. Le vote Front national est donc un vote important dans ces territoires marqués par la civilisation de l'automobile, soit le périurbain¹⁰². La valeur explicative de cette relation (R2) est de .518 en Provence-Alpes-Côte d'Azur et .590 en Nord-Pas-de-Calais ce qui implique que la façon d'aller au travail est une variable importante dans la définition des espaces de fort vote Front national¹⁰³.

<i>Tableau 50 : Corrélations en fonction du mode de déplacement au travail</i>			Actif plus sans transport pour travail en % d'actifs occ	Actif marche pour travail en % d'actifs occ	Actif en deux-roues pour travail en % d'actifs occ	Actif en voiture pour travail en % d'actifs occ	Actif en tp en commun pour travail en % d'actifs occ
Corrélation		FN 2012 FN 2017p2	,034** ,138**	-,393** -,414**	-,112** -,187**	,514** ,623**	-,532** -,681**
NPDC	Corrélation	2012	,151**	-,379**	-,042**	,662**	-,691**
		2017p2	,237**	-,327**	-,046**	,675**	-,756**
PACA	Corrélation	2012	-,085**	-,482**	-,250**	,513**	-,442**
		2017p2	,032**	-,521**	-,276**	,647**	-,647**
NPDC	59	2012	,268**	-,378**	,028**	,675**	-,733**
		2017p2	,336**	-,325**	,056**	,678**	-,775**
	62	2012	-,103**	-,459**	,015**	,437**	-,217**
		2017p2	,015**	-,437**	-,052**	,436**	-,324**
PACA	04	2012	-,111**	-,394**	-,087**	,408**	-,277**
		2017p2	,035**	-,299**	-,069**	,299**	-,399**
	05	2012	-,050**	-,430**	-,111**	,464**	-,332**
		2017p2	,049**	-,486**	-,239**	,525**	-,473**
	06	2012	-,338**	-,236**	-,127**	,244**	-,179**
		2017p2	-,226**	-,363**	-,173**	,456**	-,485**
	13	2012	,004**	-,643**	-,478**	,634**	-,606**
		2017p2	,031**	-,770**	-,671**	,810**	-,783**
	83	2012	-,074**	-,432**	-,554**	,555**	-,379**
		2017p2	,100**	-,494**	-,662**	,715**	-,653**
	84	2012	-,163**	-,551**	-,333**	,623**	-,521**
		2017p2	-,006**	-,604**	-,505**	,685**	-,610**

Ci-après le modèle de régression utilisé pour étudier le lien entre vote FN et mode de déplacement au travail.

¹⁰² Pour une étude approfondie du lien entre périurbain et automobile, nous dirigerons les lecteurs vers l'article de Benjamin Motte-Baumvol (2007, pp.53-66).

¹⁰³ Ces mêmes variables donnent un R2 égal à .307 pour l'explication du vote Emmanuel Macron. Cette fois la relation est positive entre pourcentages de personnes utilisant les transports en commun ou allant à pied au travail et vote en faveur d'Emmanuel Macron. Le vote Macron est donc avant tout un vote urbain.

Tableau 51 : Régression linéaire multiple en fonction des variables de déplacement au travail pour les régions NPDC et PACA						
Région	Modèle	Variables introduites	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
NPDC	1	tpt en commun pour travail % d'actifs occ	,756 ^a	,571	,571	5,82897
	2	deux-roues pour travail	,764 ^b	,584	,584	5,74341
	3	marche pour travail	,768 ^c	,589	,589	5,70413
	4	voiture pour travail	,768 ^d	,590	,590	5,69983
PACA	1	voiture pour travail	,647 ^e	,419	,419	4,51921
	2	deux-roues pour travail	,715 ^f	,511	,511	4,14550
	3	sans transport pour travail	,720 ^g	,518	,518	4,11509
	4	tpt en commun pour travail	,720 ^h	,518	,518	4,11508

Nous sélectionnons pour chaque région le deuxième modèle car il présente le meilleur saut qualitatif.

Tableau 52 : Modèle sélectionnant les deux meilleures variables de déplacement pour expliquer le vote FN			Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	
			B	Écart standard	Bêta	Sig.
NPDC 2017p2	(Constante)		35,674	,008		4395,109,000
	Actif tpt en commun pour travail en % d'actifs		-,909	,000	-,779	2374,00,000
	Actif en deux-roues pour travail en % d'actifs		,724	,002	,114	348,086,000
PACA 2017p2	(Constante)		-6,355	,019		340,769,000
	Actif en deux-roues pour travail en % d'actifs		,832	,001	,453	962,107,000
	Actif en voiture pour travail en % d'actifs occ		,429	,000	,983	2088,904,000

10. Le vote d'un périurbain dynamique ?

Le vote FN est, au regard des résultats du paragraphe précédent, un vote des espaces périurbains. Néanmoins, de quel type de périurbain s'agit-il ? Afin de le déterminer, nous avons étudié le lien entre entreprises par secteur d'activité et vote Front national. Les études INSEE montrent en effet que les communes périurbaines sont « mathématiquement », dans le sud notamment, celles qui construisent le plus de logements. On peut donc imaginer que ce sont dans ces communes que l'on pourra trouver le pourcentage le plus élevé d'entreprises de construction. À l'inverse, on émet l'hypothèse que les communes les plus urbanisées ont un pourcentage de ce genre d'entreprises plutôt faible. L'étude des types d'entreprises nous permettra donc par ailleurs de corroborer ou au contraire d'infirmer nos observations quant à la localisation du vote FN dans le périurbain.

La relation entre pourcentages d'entreprises de construction et vote FN se vérifie pour chaque région (.375 dans le NPDC et .628 en PACA). Néanmoins, à l'échelle de chaque département la valeur explicative R^2 devient très faible dans le Pas-de-Calais (.180) alors qu'elle est élevée dans les Bouches-du-Rhône (.651). Ces résultats divergents illustrent la diversité des communes votant Front national dans le Pas-de-Calais, tandis qu'elles sont clairement identifiables dans les Bouches-du-Rhône. Ainsi, dans ce second département, le vote Front national est non seulement un vote périurbain, mais également un vote des communes dynamiques démographiquement puisque ce sont dans celles-ci que l'on trouve le plus grand pourcentage d'entreprises de constructions. Il s'agit typiquement des périphéries des grandes villes. Dans le Pas-de-Calais en revanche, le lien plus faible entre entreprises de constructions et vote FN montre que

les communes périurbaines de ce département ne sont pas le lieu de nouvelles constructions et ne sont pas, de ce fait, particulièrement dynamiques au niveau de leur démographie.

En revanche, on constate sur le tableau suivant qu'il existe dans le même temps un lien négatif généralisé entre vote FN et proportion d'entreprises de commerces et de services. Cette catégorie regroupe notamment les établissements «de proximité», c'est-à-dire les banques, les petites épiceries, les magasins, et les services à la personne... Ces boutiques sont en effet particulièrement nombreuses dans les «villes» et au contraire plutôt rares dans les communes périurbaines essentiellement pavillonnaires ou en stagnation démographique (désertification des services de proximité). Cet indicateur permet ainsi donc de corroborer l'opposition morphologique et urbaine qui se dessine entre les villes-centres largement pourvues en petits magasins et services de proximité et les villes périurbaines qui sont quasi exclusivement composées de maisons individuelles et dont les habitants vont en général faire leurs courses dans les hypermarchés des villes voisines.

<i>Tableau 53 : Corrélations en fonction du type d'entreprises sur la commune</i>							
Toutes les variables sont calculées en % des établissements totaux			Éts actifs agriculture	Éts actifs industrie	Éts actifs construction	Éts actifs commerce et services	Éts actifs adm publique
Les deux régions	Corrélation	2012	,287**	,282**	,483**	-,455**	-,170**
		2017p2	,369**	,320**	,409**	-,539**	-,115**
NPDC	Corrélation	2012	,323**	,266**	,402**	-,517**	,008**
		2017p2	,372**	,277**	,375**	-,567**	,026**
PACA	Corrélation	2012	,279**	,368**	,552**	-,441**	-,314**
		2017p2	,346**	,379**	,628**	-,476**	-,456**
31	59	2012	,416**	,363**	,451**	-,656**	,052**
		2017p2	,444**	,356**	,422**	-,682**	,077**
	62	2012	,107**	,161**	,312**	-,231**	-,042**
		2017p2	,198**	,219**	,286**	-,330**	-,047**
93	04	2012	,198**	,321**	,424**	-,315**	-,351**
		2017p2	,304**	,330**	,405**	-,427**	-,329**
	05	2012	,375**	,160**	,292**	-,375**	-,364**
		2017p2	,488**	,103**	,313**	-,475**	-,403**
	06	2012	,330**	,285**	,646**	-,617**	,040**
		2017p2	,379**	,410**	,618**	-,577**	-,159**
	13	2012	,431**	,484**	,652**	-,657**	-,420**
		2017p2	,493**	,571**	,680**	-,703**	-,525**
	83	2012	,358**	,324**	,598**	-,544**	-,286**
		2017p2	,428**	,360**	,625**	-,490**	-,534**
	84	2012	,060**	,417**	,572**	-,293**	-,179**
		2017p2	,243**	,383**	,606**	-,465**	-,317**

Tableau 54 : Régression linéaire en fonction du type d'entreprises sur la commune, par département							
Région	Département	Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Variation de R-deux
NPDC	59	2017p2	,719 ^a	,517	,517	6,31396	,517
	62	2017p2	,424 ^b	,180	,180	5,54087	,180
PACA	04	2017p2	,527 ^b	,278	,278	4,01941	,278
	05	2017p2	,529 ^b	,280	,280	4,73879	,280
	06	2017p2	,676 ^c	,457	,457	3,52126	,457
	13	2017p2	,807 ^d	,651	,651	3,65922	,651
	83	2017p2	,731 ^a	,535	,535	2,69810	,535
	84	2017p2	,694 ^e	,481	,481	4,60717	,481

Tableau 55 : Détails de cette régression sur le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône							
Dpt	Modèle		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.
			B	Écart standard	Bêta		
62	2017p2	(Constante)	35,315	,035		1010,736	,000
		Éts actifs industrie en % des établissements	,432	,002	,206	273,460	,000
		Éts actifs construction	,288	,001	,196	233,544	,000
		Éts actifs commerce services	-,117	,000	-,249	-300,215	,000
		Éts actifs adm publique	,074	,001	,067	86,215	,000
13	2017p2	(Constante)	39,336	,052		749,645	,000
		Éts actifs industrie	,976	,002	,244	464,239	,000
		Éts actifs construction	,851	,001	,352	644,334	,000
		Éts actifs commerce services	-,360	,001	-,328	-541,273	,000
		Éts actifs adm publique	-,168	,001	-,079	-141,116	,000

Après avoir étudié indépendamment toutes les variables quantitatives de l'explication du vote FN, nous sommes arrivés au constat qu'elles corroborent les différents travaux statistiques et les différentes enquêtes réalisées à propos du vote Front national. Ainsi, à l'instar de Nonna Mayer qui utilise une méthode basée sur les sondages (Mayer, 2015), nous avons pré-identifié les variables induisant un vote FN fort. Celles-ci sont les faibles diplômes, un emploi ouvrier ou employé, un environnement périurbain, et un niveau de vie médian ou faible selon la zone géographique étudiée.

II. Un modèle explicatif global ?

Les variables que nous avons examinées ne sont cependant ni étudiées ensemble ni triées par ordre d'importance. Ainsi, si l'on veut « classer » et identifier quels facteurs sont les plus explicatifs du vote Front national en 2017 il nous faut effectuer une régression multiple de la variable dépendante par toutes les variables indépendantes de notre étude. Cette régression multiple aura pour objectif d'identifier les caractéristiques qui induisent le plus fortement un vote Front national élevé. Il nous sera ensuite possible de sélectionner les quatre ou cinq variables les plus importantes dans cette explication pour les observer à l'échelle départementale.

1. Un modèle général sur l'ensemble des communes

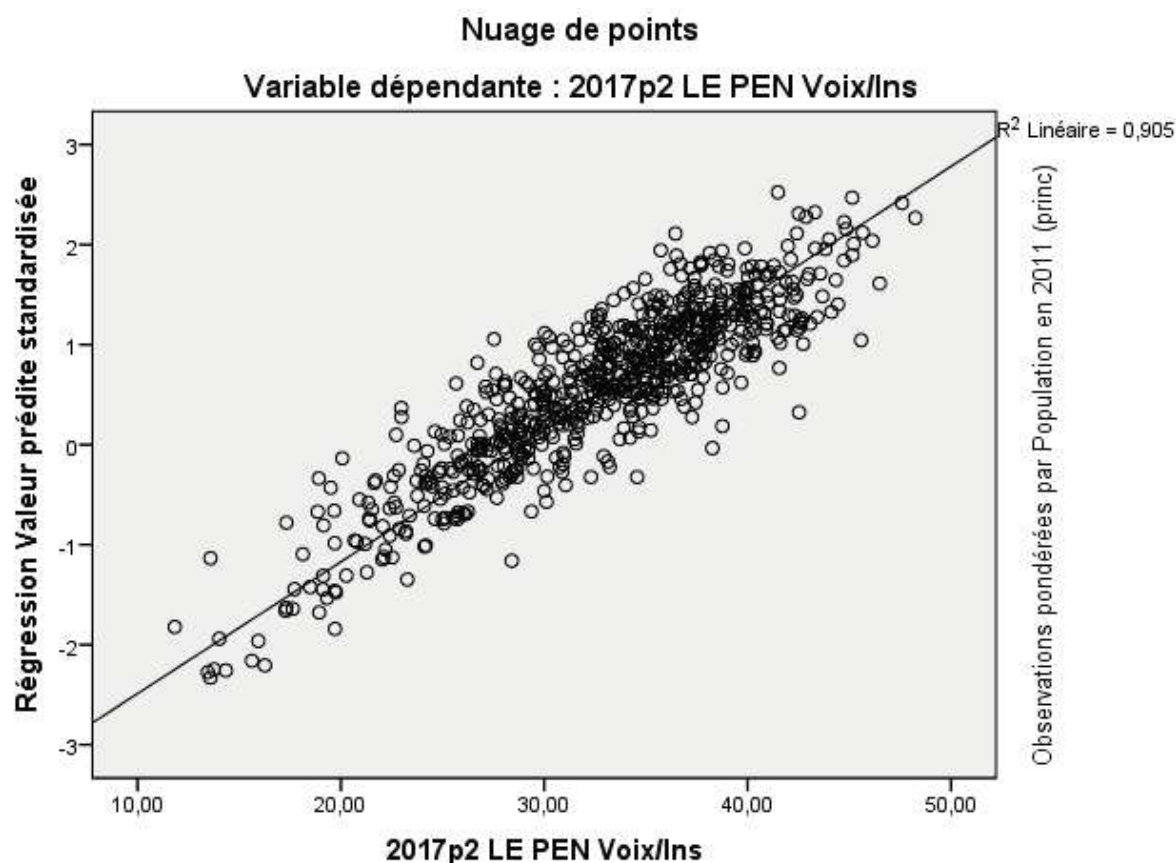
Afin d'aboutir à une description exacte des « communes FN » sur les régions PACA et Nord-Pas-de-Calais, nous allons créer un modèle statistique explicatif de ce vote. Les paragraphes suivants ont pour objectif de détailler la méthode employée afin de créer ce modèle.

A. Introduction de toutes les variables étudiées

Nous avons premièrement effectué une régression multiple suivant une méthode pas à pas¹⁰⁴. Le logiciel a introduit successivement les variables les plus importantes dans l'explication du phénomène jusqu'à arriver à un modèle suffisamment précis. Dès la première variable introduite, le R2 est égal à ,690. Au bout de 10 itérations, le modèle obtenu a un R2 égal à 0.869, il s'élève à 0.905 au bout de 29 variations. C'est-à-dire que le modèle explique près de 90 % du vote pour le FN en 2017 sur toutes les communes que nous avons introduites dans le modèle (et 80 % pour le vote FN en 2012 ; R2 égal à 0.800). Il s'agit d'un résultat particulièrement pertinent, nous travaillons en effet sur un vote, c'est-à-dire un phénomène qui, par définition, a des causalités multiples et qui comme tout comportement humain est difficilement saisissable.

<i>Tableau 56 : Récapitulatif de la régression pas-à-pas incluant toutes les variables étudiées.</i> (Chaque ligne inclut une variable supplémentaire)					
Modèle 2017	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Variation de R-deux
1	,830 ^a	,690	,690	4,02202	,690
2	,881 ^b	,777	,777	3,40915	,087
3	,892 ^c	,795	,795	3,26993	,018
4	,903 ^d	,815	,815	3,10686	,020
5	,912 ^e	,832	,832	2,95834	,017
6	,917 ^f	,840	,840	2,88379	,008
7	,922 ^g	,849	,849	2,80275	,009
8	,926 ^h	,858	,858	2,72508	,008
9	,930 ⁱ	,864	,864	2,66057	,007
10	,932 ^j	,869	,869	2,60885	,005
11	,934 ^k	,873	,873	2,57538	,003
12	,935 ^l	,874	,874	2,55951	,002
13	,936 ^m	,876	,876	2,54199	,002
14	,937 ⁿ	,878	,878	2,52343	,002
...	...	...	...	...	...
63	,951 ^{bk}	,905	,905	2,22360	,000

¹⁰⁴ Nous avons dû choisir entre trois méthodes. La méthode ascendante, le logiciel rajoute une variable à chaque itération, la méthode descendante dans laquelle le logiciel commence avec toutes les variables et en supprime une négligeable par itération, et la méthode pas à pas qui combine les deux puisqu'elle commence avec une variable puis en rajoute une à chaque itération mais peut également supprimer les variables devenant inutiles pour l'explication. Nous avons choisi cette dernière méthode car elle est plus souple que les deux précédentes.



Graphique 22 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du modèle de régression multiple - Précision du modèle de régression

B. Création d'un modèle à quatre variables

L'idée même de l'élaboration d'un modèle statistique est d'expliquer un phénomène par un nombre relativement réduit de variables explicatives. En effet, un modèle qui expliquerait le vote en intégrant 30 facteurs explicatifs de même intensité ne nous permettrait pas de comprendre un tel vote. La multiplication des variables dans l'explication d'un vote réduit en effet la force du dit modèle. La force d'un modèle est ainsi de pouvoir expliquer le phénomène, ici le vote Front national avec aussi peu de variables possibles. Cela impliquerait que le vote FN, dans ses grandes lignes, s'explique par « peu de choses ». Nous avons donc décidé de reproduire l'expérience du paragraphe précédent en utilisant uniquement quatre variables. Il s'agit ainsi de repérer les variables les plus pertinentes sur l'ensemble des communes. Les tableaux ci-après décrivent les régressions effectuées avec les quatre variables les plus explicatives du vote Front national sur l'ensemble des communes de notre échantillon¹⁰⁵.

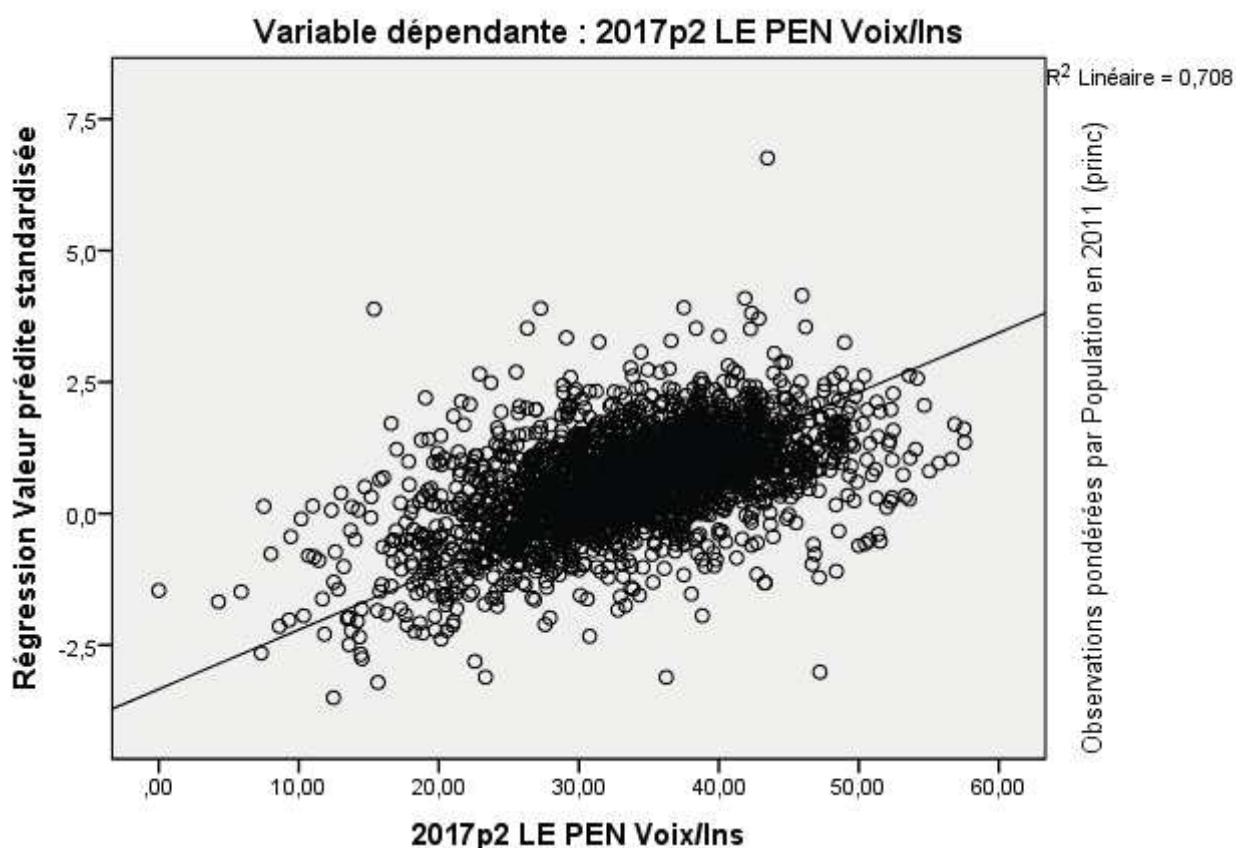
La partie supérieure du tableau 57 détaille les 4 variables retenues, triées en fonction de leurs importances respectives. En dessous est mentionné le R2 c'est-à-dire la valeur explicative du

¹⁰⁵ Nous supposons néanmoins qu'un modèle général s'appliquant à toutes les communes sera néanmoins moins pertinent qu'un modèle unique pour chaque département, c'est pour cela que nous les étudierons un par un après cela.

modèle (elle est égale à 0.708). La partie inférieure présente la puissance respective de chaque variable, c'est-à-dire si elles modifient le vote FN plutôt à la hausse ou à la baisse.

Tableau 57: Les quatre variables les plus importantes dans l'explication du vote FN à l'échelle communale pour les élections présidentielles de 2017 (Méthode pas à pas)									
Modèle	Variables introduites						Variables reformulées		
1	Pop 15 ans ou plus non scol, CAP-BEP % pop 15+ non scol,						CAP/BEP		
2	Éts actifs construction au 31/12/2010 en % des établissements						Établissements construction		
3	Pop 15 ans ou plus cadres, Prof, intel, sup, % pop 15+						Cadres		
4	Actif occ 15 ans ou plus marche pour travail en % d'actifs occ						Actifs allant au travail à pied		
Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Variation de R-deux	Variation de F	ddl1	ddl2	Sig. Variation de F
1	,809	,656	,656	4,18513	,656	17041289,988	1	8949602	,000
2	,829 ^b	,687	,687	4,16589	,032	903255,878	1	8949601	,000
3	,832 ^c	,693	,693	4,12797	,006	165159,289	1	8949600	,000
4	,841 ^d	,708	,708	4,02602	,015	459029,466	1	8949599	,000
Modèle		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés		t		Sig.	
		B	Écart standard	Bêta					
4	(Constante)	10,068	,019			519,259	,000		
	CAP/BEP	,942	,001	,546		1647,658	,000		
	Établissements construction	,295	,000	,157		794,133	,000		
	Cadres	-,426	,001	-,215		-701,239	,000		
	Actifs allant au travail à pied	-,274	,000	-,160		-677,517	,000		

Nuage de points



Graphique 23 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du modèle à quatre variables- Précision du modèle de régression

Les quatre variables les plus importantes dans la description du vote FN expliquent à elles seules 71 % du phénomène à l'échelle de nos deux régions, en voici la liste :

- Le pourcentage de personnes ayant un CAP ou un BEP comme diplôme. Il explique à lui seul plus de la moitié du vote FN. (Variation du R^2 : .656 ; coefficient standardisé : .942) Ce lien est positif. Ainsi, si le pourcentage de diplômés d'un CAP/BEP dans une commune augmente de 1 point, le vote FN augmente de 0.656 point.
- Le pourcentage d'établissements de construction sur l'ensemble des entreprises de la commune. (Variation du R^2 : 0.32 ; coefficient : .295)
- Le pourcentage de cadres dans la commune qui influe négativement sur le vote FN (Variation du R^2 : .006 ; coefficient : -.426)
- Le nombre de personnes se rendant au travail à pied. (Variation du R^2 : .015 ; coefficient : -.274)

Encadré 22 : Interpréter le graphique de régression

Le graphique ci après mesure l'ajustement du modèle au vote Front national sur les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais. La répartition des communes épouse ainsi la droite de régression dessinée. L'écart-type moyen du modèle est de 4,02 (dispersion des points autour de la droite de régression).

C'est donc la proportion de personnes disposant de CAP/BEP dans la commune qui est l'indicateur le plus pertinent d'un fort vote Front national. Cette variable permet de souligner qu'en 2017 le diplôme semble le paramètre le plus prédictif de ce vote ; c'était déjà le cas en 2012, et il faut ainsi souligner la faible variation de l'électorat du Front national. Ce modèle vérifie ainsi ce que l'on sait des différents sondages sur l'électorat FN. Ceux-ci affirment à raison que le vote pour le Front national est inversement proportionnel au niveau d'étude de l'individu interrogé et nos résultats vérifient ce qui a été démontré par les sondages depuis une vingtaine d'années (Perrineau, 2013, *op. cit.*). Deux choses permettent d'expliquer cette relation. Premièrement, les personnes ayant un niveau de diplôme élevé sont d'une part généralement plus ouvertes sur le monde voire ont fait des études à l'étranger. Cette expérience de vie permettrait à ces personnes d'être plus tolérantes vis-à-vis des personnes étrangères et d'être moins sensibles à des discours portant sur l'immigration. Deuxièmement, les personnes ayant fait des études supérieures prétendent généralement à des emplois plus gratifiants socialement (et parfois économiquement) ce qui va à l'encontre d'une frustration pouvant conduire à un vote FN¹⁰⁶. Ces emplois se concentrent dans les grandes villes de la région et, en particulier Lille, ou Aix-en-Provence, ils auront tout intérêt à y habiter ou à habiter dans la banlieue « huppée ». C'est cette sociologie ce qui explique le faible vote FN dans ces espaces.

¹⁰⁶ En effet, est souvent avancée l'idée que le vote FN est aussi révélateur de frustrations personnelles et sociales qui conduiraient à un vote marqué par le ressentiment et basé sur des arguments négatifs : « anti-Europe », anti-immigrés ». Thématiques que le Front national développe particulièrement. Ainsi, selon cette théorie, le vote Front national serait le vote des « passions tristes ». Néanmoins, nous ne pouvons vérifier statistiquement cette idée et nous étudierons l'hypothèse d'un vote FN marqué par des arguments principalement négatifs dans le chapitre VII.

Liée à cette première variable, une autre est également d'ordre sociologique : le pourcentage de cadres dans une commune. Cette dernière permet également d'identifier les communes les plus favorables au FN. Plus le nombre de cadres est élevé, plus le vote pour le FN diminue dans cette dernière. La présence de cadres est ainsi un révélateur de la position sociale et géographique de la commune. On sait en effet que les cadres tendent à habiter dans des espaces pavillonnaires aisés et à proximité immédiate des centres urbains, ils deviennent rares dès lors qu'on s'éloigne de ces espaces.

Viennent ensuite deux variables portant non plus sur la sociologie des habitants mais sur l'identité de la commune. En premier lieu, il existe une relation positive forte entre le nombre d'entreprises de BTP et le vote frontiste. Cette variable est elle aussi révélatrice de la géographie du vote FN. Le vote Front national se concentre en effet dans les villes jeunes, ayant une croissance démographique souvent élevée et où se construisent de nombreuses maisons. Ce sont dans ces communes que s'installent prioritairement les ménages rêvant d'accéder à une propriété abordable. Or ces villes, et donc ces ménages, semblent être selon nos résultats statistiques les plus favorables au vote Front national. Nous pouvons émettre deux hypothèses à ce propos. Soit, ces personnes votaient déjà Front national et ne font que « colorer » des espaces en bleu marine en s'installant massivement dans certaines communes. Soit, ils se sont mis à voter Front national ultérieurement à leur installation et dans ce cas, c'est dans les caractéristiques liées au contexte qu'il faut trouver les raisons de leur vote¹⁰⁷. Nous pouvons néanmoins émettre l'hypothèse que cette variable, si on étudie chaque département s'avèrera bien moins pertinente dans les départements faiblement dynamiques du Nord-Pas-de-Calais que dans ceux du sud. Le bassin minier est en effet, plus un espace d'émigration que d'installation et notre hypothèse quant à un désarroi pavillonnaire succédant à une installation semble ici fort improbable.

Il existe enfin un lien fort entre pourcentage de personnes allant au travail à pied dans une commune et pourcentage de voix pour Marine Le Pen aux élections présidentielles de 2017. Cette relation est négative, c'est-à-dire que plus le nombre de personnes allant au travail à pied est important, plus le vote FN est faible. Cela démontre non pas que les électeurs Front national travaillent toujours loin de leur domicile, mais plutôt que c'est dans les villes périurbaines principalement « dortoirs » que se concentre le vote Front national. Ce sont dans ces villes que les gens habitent tout en travaillant souvent à l'extérieur, c'est-à-dire en prenant la voiture. Cette variable permet de révéler une civilisation de la voiture localisée dans le périurbain comme a pu l'affirmer Hervé Le Bras (Le Bras, 2002, *op. cit.*). Elle est ainsi descriptive d'un espace de vie et n'établit en aucun cas un lien causal entre « aller au travail en voiture » et « voter FN ».

Les résultats de cette régression attirent l'attention. Ils ébauchent en effet deux axes explicatifs du vote FN. Un premier axe, plutôt sociologique, est centré autour du diplôme et du type de travail. Il cerne la sociologie majoritaire de la commune. Un deuxième axe est plutôt basé sur la morpho-géographie de la commune, c'est-à-dire son caractère périurbain et

¹⁰⁷ Les villages vieillissants des Alpes, de même que les bourgs oubliés du Pas-de-Calais sont encore peu perméables au Front national même s'il s'agit d'un vote qui conquiert progressivement les campagnes (Vignon, 2012).

démographiquement dynamique avec d'une part le pourcentage de sociétés de BTP et d'autre part le pourcentage de personnes allant au travail à pied. Il cerne quant à lui le positionnement géographique et social de la commune.

Encadré 23 : Des communes favorables au FN qui ne change pas entre 2012 et 2017

Sur l'ensemble de nos travaux statistiques, nous avons décidé d'étudier les élections présidentielles de 2002, 2007, 2012, et 2017 avec pour objectif de chercher une éventuelle évolution de la sociologie du vote Front national au niveau des communes. Afin de ne pas surcharger ce chapitre, nous avons présenté sur chaque tableau les seuls résultats de l'élection présidentielle de 2012 et celle du second tour de l'élection présidentielle de 2017, c'est-à-dire les deux dernières élections à forte intensité au niveau de la participation.

Il est surprenant de constater que, malgré l'augmentation de 4 millions de voix pour Marine Le Pen, cette augmentation ne s'est pas caractérisée par un élargissement sociologique de son électorat. Les résultats que nous présentons montrent même l'inverse. L'étude de chaque variable en 2017 donne de meilleurs résultats qu'en 2012, ce qui signifie que l'électorat par commune est encore plus identifiable par de seules variables sociologiques. L'électorat de Marine Le Pen est donc encore plus clivé qu'auparavant et son étude à partir de quatre variables sociologiques encore plus pertinente. En effet, lorsque nous effectuons une régression pas à pas sur le vote FN de 2012 et celui de 2017, nous remarquons que les variables les plus significatives ne changent pas, seul leur caractère explicatif augmente de 2012 à 2017. Il passe ainsi de 0.597 à 0.708 lorsqu'on étudie les variables suivantes :

- Pourcentage de détenteurs d'un CAP/BEP
- Pourcentage de cadres
- Pourcentage de personnes allant au travail à pied
- Pourcentage d'entreprises de construction sur le total des entreprises de la commune

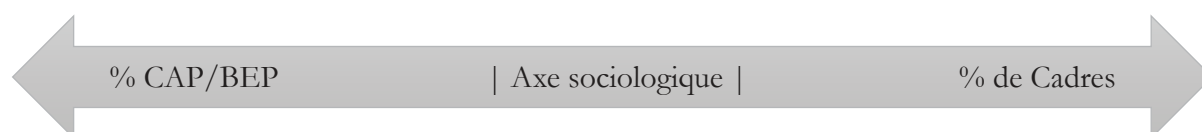
D'autre part, la valeur explicative de chaque type de variable prise individuellement augmente également. Par exemple, le groupe de variable de diplôme décrivait en 2012 69 % du vote FN. En 2017, la même variable décrit cette fois 81 % du vote FN.

Pour résumer, l'étude comparée du vote de 2012 et 2017 montre qu'à l'occasion du choix dichotomique du second tour de l'élection présidentielle de 2017, les caractéristiques sociologiques du vote FN se sont accentuées au lieu de se diversifier. Le deuxième tour de 2017 a donc été le moment d'un clivage majeur entre deux France antinomiques, l'une favorable à Emmanuel Macron, ou du moins s'étant rallié à lui bon gré mal gré, l'autre anti-européenne, protectionniste et nationaliste, s'étant retrouvée derrière le Front national. Marine Le Pen a donc réussi à mobiliser 4 millions de nouveaux électeurs ayant les mêmes caractéristiques que son électorat «classique». Il est donc impossible de parler d'une diversification du vote Front national entre 2012 et 2017 et Marine Le Pen a de ce fait beaucoup de mal, malgré son changement de stratégie depuis 2011, à renouveler son socle sociologique. Ainsi, la carte du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017 semble être un calque de celle portant sur l'élection de 2012, voire même 2002. Le vote Front national est ainsi majoritaire dans un grand quart Nord-Est et dans les départements méditerranéens, Emmanuel Macron en revanche, obtient ses résultats les plus importants dans les grandes villes et dans une grande moitié ouest du pays.

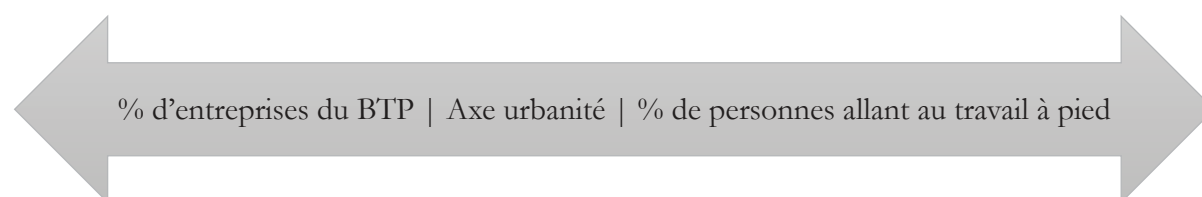
C. Création de deux variables de regroupement permettant de représenter graphiquement les villes votant pour le Front national.

Comme nous venons de le constater, les quatre variables du vote FN peuvent se regrouper deux à deux car elles étudient deux phénomènes : la sociologie de la ville, et son « urbanité ». Nous pouvons, à partir d'analyses en composantes principales, créer deux axes à partir desquels nous devrions distinguer les villes qui votent FN des villes qui ne votent que peu pour ce parti¹⁰⁸.

L'axe sociologique ci-dessous oppose une variable de diplôme, ici le pourcentage de détenteurs d'un CAP/BEPC, à une variable de classe sociale : le pourcentage de cadres dans une commune.



L'axe géographique ci-dessous porte sur l'urbanité de la commune avec d'un côté une variable sur le déplacement au travail, ici le pourcentage de personnes se rendant au travail à pied ; et de l'autre côté le dynamisme démographique de la commune représenté par le pourcentage d'entreprises de construction dans le total des entreprises de la commune.



Une régression effectuée en tenant compte de ces deux nouvelles variables donne des résultats satisfaisants puisque nous expliquons encore près de 70 % du vote FN via ces deux nouvelles variables (Tableau 58). La valeur explicative est plus forte dans le département des Bouches-du-Rhône (86 %) que dans celui du Pas-de-Calais (55 %) mais là encore, le Pas-de-Calais doit ce faible score à deux facteurs : sa forte homogénéité territoriale, et un probable électorat FN différent de celui des départements du sud. Département qu'il faudra donc étudier séparément. L'étude des coefficients standardisés sur les départements du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône montre que dans les deux cas, la « sociologie populaire » induit un vote FN élevé. En revanche, quand les facteurs d'urbanité augmentent, le vote FN baisse : -1.594 pour le Pas-de-Calais et -4.373 pour les Bouches-du-Rhône (Tableau 59).

¹⁰⁸ Chaque axe a été créé en réduisant les deux variables précédentes à partir d'une analyse factorielle (Annexe 6 : Analyses factorielles par commune).

Tableau 58 : Régression linéaire portant sur les deux axes de variables (pour les communes des deux régions)		R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur std de l'estimation	
		,835	,696	,696	4,10426	
Modèle	Coefficients non standardisés	Coefficients standardisés		t	Sig.	
	B	Écart standard	Bêta			
(Constante)	29,571	,001		21553,947	,000	
Urbanité	-2,417	,001	-,324	-1705,595	,000	
Sociologie populaire	5,155	,001	,692	3637,880	,000	

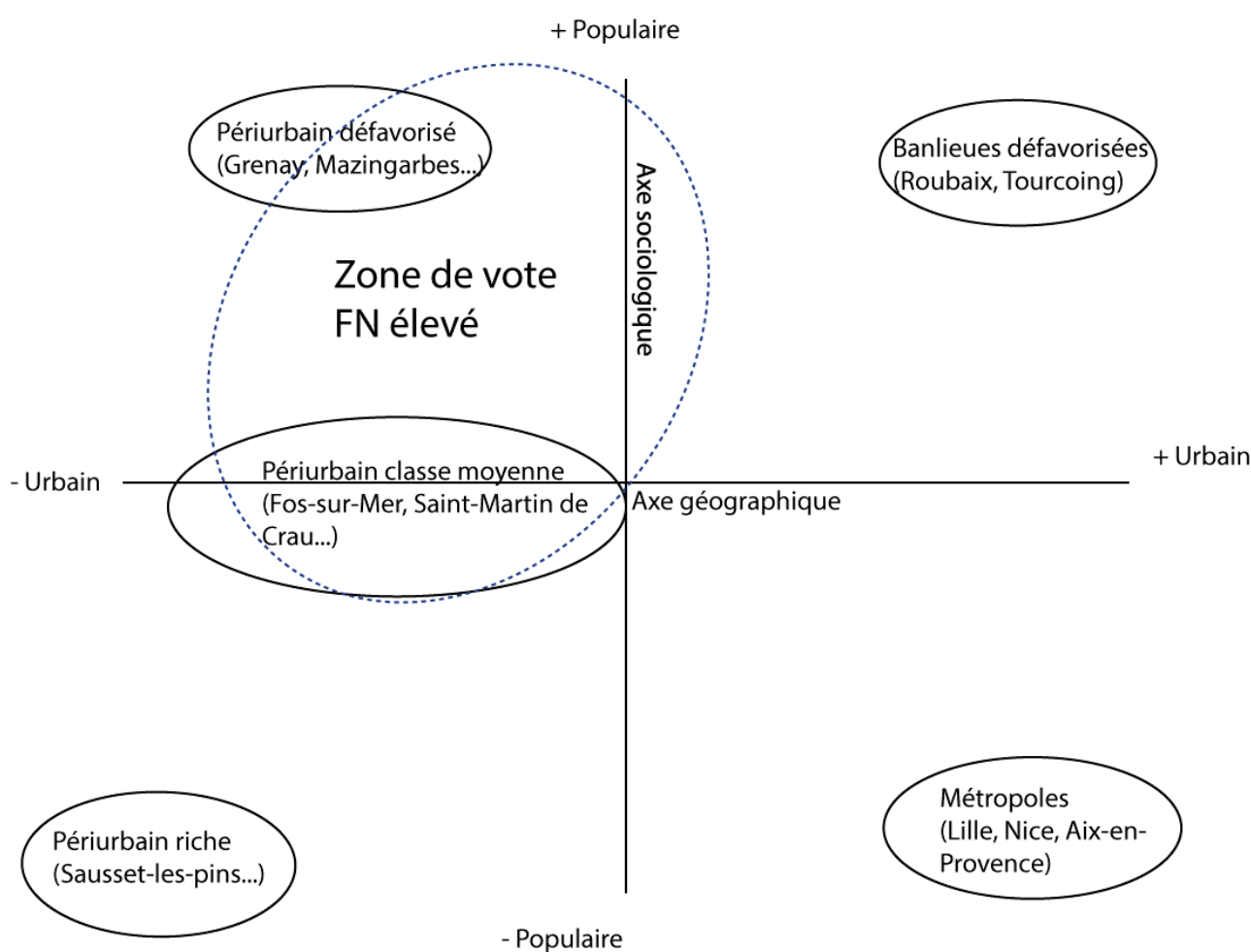
Tableau 59 : Régression linéaire portant sur les deux axes de variables sur chaque région puis chaque département							
Région		R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation		
NPDC		,851a	,724	,724	4,67703		
PACA		,832a	,692	,692	3,28690		
Région	Département	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation		
NPDC	59	,851a	,724	,724	4,77126		
	62	,745a	,555	,555	4,08319		
PACA	04	,609a	,370	,370	3,75376		
	05	,610a	,373	,373	4,42221		
	06	,842a	,709	,709	2,57734		
	13	,928a	,861	,861	2,30588		
	83	,756a	,571	,571	2,59004		
	84	,806a	,649	,649	3,79120		
Coefficients pour les départements des Bouches-du-Rhône et du Pas-de-Calais							
Région	Département	Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.
			B	Écart standard	Bêta		
	62	(Constante)	30,566	,005		5747,716	,000
		Urbanité	-1,594	,003	-,291	-516,216	,000
		Sociologie populaire	5,694	,005	,628	1112,283	,000
	13	(Constante)	29,476	,002		15151,731	,000
		Urbanité	-4,373	,002	-,558	-1921,573	,000
Sociologie populaire		4,072	,002	,547	1882,133	,000	

Les deux variables combinées que nous avons créées illustrent deux caractéristiques différentes, il est donc tout à fait possible de se servir de ces dernières comme axes d'un éventuel graphique en deux dimensions. Nous pourrions à partir de celui-ci localiser les communes de notre échantillon, et en particulier celles qui sont favorables au Front national. Nous avons décidé de suivre cette hypothèse et avons élaboré, sur la page suivante, un graphique prédictif ayant pour abscisse l'urbanité des communes, et pour ordonnée la structure sociologique de cette dernière.

- En haut à gauche du quadrant devraient se retrouver des communes combinant un caractère faiblement « urbain » (nombreuses entreprises de BTP et peu de personnes allant au travail à pied) et une sociologie principalement populaire. S'y trouveraient donc des villes comme Grenay ou Mazingarbe par exemple.

- Dans le quart en haut à droite se trouveraient les banlieues pauvres des grandes villes, celles où les gens se rendent au travail à pied ou en transport en commun mais qui sont malgré tout des villes populaires. (Roubaix par exemple)
- Dans le quart en bas à gauche se trouveront les villes d'un périurbain plus aisé.
- Dans le quart en bas à droite devraient se trouver les grandes métropoles régionales et départementales à la fois urbaines et concentrant la richesse régionale.

La zone de fort vote FN devrait donc se situer principalement dans le quart haut-gauche du graphique, tout en en débordant un peu vers le quart supérieur droit et inférieur gauche.



Graphique 24 : Localisation supposée des communes à fort vote FN dans notre quadrant

Afin de vérifier ce graphique prédictif, nous avons, sur la page suivante, isolé les communes votant massivement pour le Front national de celles qui sont particulièrement réticentes à ce vote. Pour cela, nous avons produit deux graphiques, l'un situant sur le quadrant les villes des deux régions où le vote FN est supérieur à 40 % d'inscrits, l'autre permettant de repérer celles où le vote FN est inférieur à 20 % d'inscrits. On remarque, à la lecture comparée de ces deux graphiques, que l'aire de répartition des communes à fort vote Front national est très différente de celles où ce vote est faible¹⁰⁹.

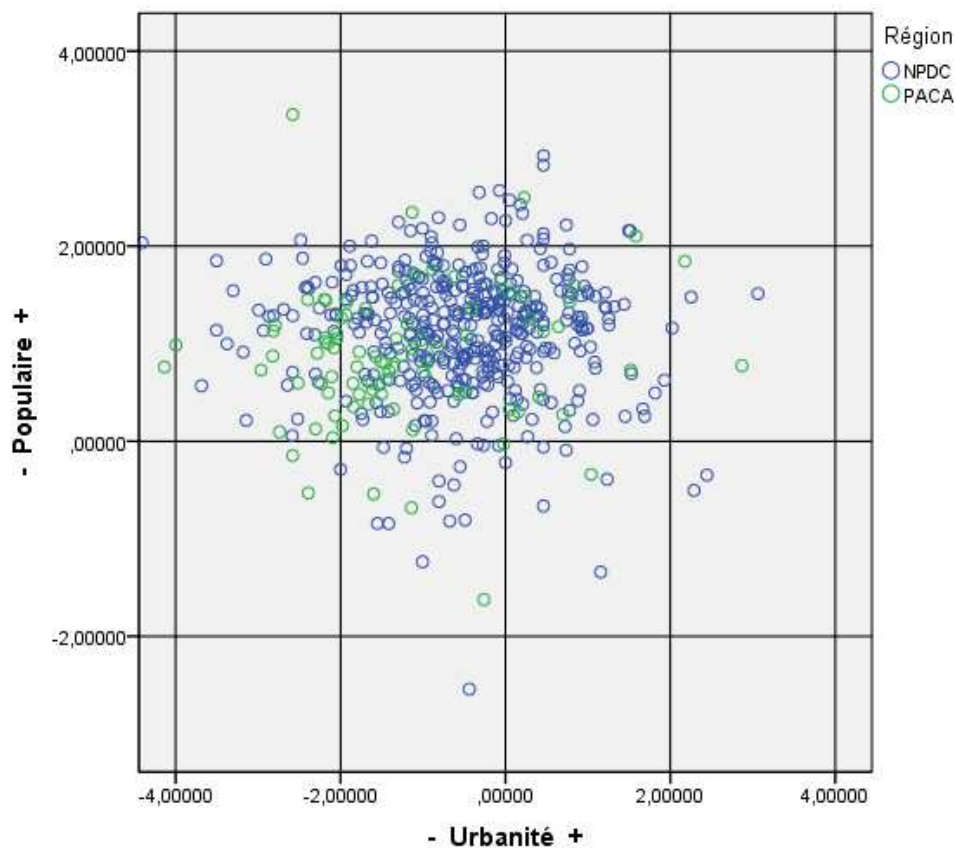
Sur ce premier graphique, on peut constater que les villes où ce vote est élevé se concentrent dans le quart supérieur gauche du tableau c'est-à-dire dans la zone populaire / périurbaine de notre graphique. On se rend compte que les villes de PACA ont tendance à présenter plus de facteurs de périurbanité que les villes du Nord-Pas-de-Calais ; en cause leur dynamisme démographique¹¹⁰. Elles ont en effet tendance à se concentrer à gauche du tableau, et ont donc un pourcentage de personnes allant au travail en transports en commun faible et un pourcentage d'entreprises de construction élevé. Les villes du Nord-Pas-de-Calais ont quant à elles tendance à se situer au centre du quadrant mais plutôt vers le haut, ce qui révèle des espaces plus populaires. On devine ainsi que les caractéristiques sociologiques des villes à fort vote FN vont varier selon qu'elles se situent en PACA ou dans le Nord-Pas-de-Calais.

Le second graphique est également important à plusieurs titres. D'une part, il montre que les villes où le vote Front national est faible n'ont que peu de ressemblances avec celles où il est élevé. En effet, il n'y a aucune superposition possible entre les deux graphiques, les villes de faible vote FN sont quasiment toutes placées en dehors du quadrant supérieur gauche du tableau. D'autre part, on assiste à une dichotomie nord/sud sur ces villes. Les villes de PACA où le FN est faible mêlent des villes riches (en bas du graphique) et pauvres (en haut du graphique). Leur véritable point commun est le caractère urbain de ces villes (elles ont en effet tendance à se situer sur la droite du graphique). Dans le Nord-Pas-de-Calais en revanche, les villes où le FN est faible sont surtout des villes peu populaires (elles sont quasiment toutes vers le bas du graphique). Le caractère urbain n'est par contre pas particulièrement discriminant dans le cas de la région septentrionale.

Pris ensemble, ces deux graphiques illustrent les différences sociologiques et morphologiques des villes favorables au Front national par rapport à celles qui sont réticentes à ce vote. Il est à noter que l'axe sociologique que nous avons appelé « populaire » ne représente pas une opposition « de classe » ou de richesse mais plutôt un positionnement dans l'intégration à un monde social particulier. Ainsi, notre axe n'oppose pas directement l'ouvrier au patron, le riche au pauvre, ni même le rural au citadin, mais plutôt les villes où les cadres sont nombreux (plutôt les villes-centres ou le périurbain huppé) aux villes où les détenteurs de CAP/BEP le sont (villes du périurbain).

¹⁰⁹ Nous rappellerons (encore) que nous travaillons sur des communes et non sur des électeurs. Ainsi, nos hypothèses et conclusions sont des extrapolations de ces résultats vers un probable électorat FN.

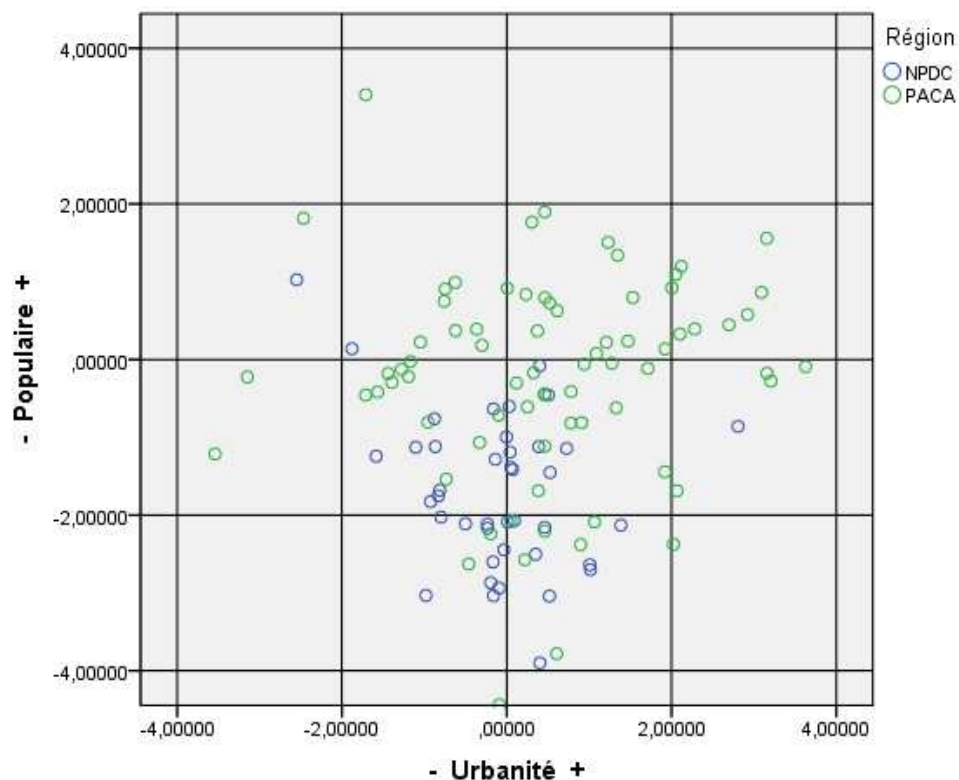
¹¹⁰ Les villes de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont représentées en vert tandis que celles du Nord-Pas-de-Calais sont en bleu.



Villes où le vote FN est supérieur à 40% des inscrits au second tour de l'élection présidentielle de 2017

Graphique 25 : Localisation des villes à fort vote FN dans le quadrant Urbanité/Popularité

Graphique 26 : Localisation des villes à faible vote FN dans le quadrant Urbanité/Popularité



Villes où le vote FN est inférieur à 20% des inscrits au second tour de l'élection présidentielle de 2017

Ces résultats pourraient nous conduire, tout comme Pascal Perrineau, à parler d'un nouveau vote de classe s'agissant du vote Front national (Perrineau, 2017, *op. cit.*). Pourtant, identifier une sociologie populaire dans les villes favorables au vote Front national, est-ce pour autant identifier une classe sociale favorable à ce parti ? Dans tous les cas, l'importance des variables de diplômes plutôt que des variables ouvriers/employés montre que la dichotomie traditionnelle entre l'ouvrier et le patron est aujourd'hui largement atténuée, surtout quand il s'agit du vote Front national. Plus que le type d'emploi occupé c'est ainsi le capital scolaire qui semble l'indicateur le plus important d'un vote Front national. Ce capital est un révélateur du monde social dans lequel l'individu évolue. De ce fait, si l'on veut encore considérer le vote Front national comme un vote « de classe »¹¹¹, c'est en admettant que les classes sociales sont aujourd'hui parfaitement différentes de celles dont on discutait il y'a cinquante ans. Ne s'oppose plus les « prolétaires » aux « bourgeois » mais les possesseurs de diplômes à ceux qui n'en ont pas. Cette dichotomie s'est par ailleurs encore accentuée lors de l'élection présidentielle de 2017 puisqu'on constate une augmentation de la valeur explicative des variables liées aux diplômes entre 2012 et 2017¹¹², augmentation qui correspond ainsi à un renforcement sociologique du vote Front national.

Une seconde opposition, liée à la première, se dessine entre les personnes habitant dans l'urbain et ceux habitant en dehors de l'urbain. Deux variables nous ont en effet permis de créer un axe opposant les communes-centres et les communes périphériques. C'est dans ces dernières qu'on trouve un vote FN plus élevé. Ce clivage, découvert par Jacques Lévy (Lévy, 2002, *op. cit.*) puis remis en cause et retravaillé par d'autres chercheurs reste donc, 15 ans après son énonciation, pertinent. Néanmoins, cette différence entre centre et périphérie ne suit pas, selon nous, une simple variable de distance géographique. Il existe en effet une opposition sociologique (et nous en faisons l'hypothèse, idéologique) entre l'urbanité et la France périphérique, cette dernière concentrant des populations aux caractéristiques sociologiques particulières. Ainsi, la différence entre ces deux mondes est tant kilométrique que sociogéographique. Néanmoins, il ne faut pas non plus céder à la facilité en créant, à l'image de Christophe Guilluy, une dichotomie radicale entre une France de l'extérieur des villes qui serait celle des oubliés de la mondialisation à une France des métropoles tant il existe également, dans les villes et leurs banlieues des populations économiquement et socialement dominées. Le sentiment d'exclusion et d'oubli n'est pas l'apanage des habitants du périurbain mais est également présent dans les banlieues défavorisées, ces villes sont représentées

¹¹¹ Nous avons également pu assister à une redéfinition du clivage de classe. Ce clivage se situe aujourd'hui moins entre ouvriers et patrons qu'entre personnes employées de petites structures privées ou personnes à leur compte et personnes travaillant dans les grandes usines ou dans le public (Rouban, 2013c). Il se dessinerait donc un clivage plus large entre privé et public. Pourtant, nous pensons, comme le souligne Luc Rouban, que ce nouveau clivage entre privé et public ne résiste pas lorsqu'on le contrôle par une variable diplôme. Dans le secteur public également il existe donc un clivage entre les personnels de catégorie C (surtout dans la fonction publique territoriale) et les personnels de catégorie B et A. À notre échelle, la majorité des personnes avec qui nous avons discuté travaillaient ainsi dans le secteur privé et dans une moindre mesure en tant que fonctionnaires territoriaux de catégorie C.

¹¹² Dans nos entretiens avec les électeurs frontistes, seule une personne disposait d'un diplôme du supérieur, et il s'agissait d'une licence. Le reste des interviewés, de même que le candidat FN-RBM aux élections municipales de Grenay étaient diplômés au plus du baccalauréat et cela même si au fil de leur carrière ils avaient pu devenir cadres ou fonctionnaires de catégorie A par la voie de l'avancement.

sur le graphique 26 (en haut à droite) et correspondent à la catégorie « banlieues défavorisées » que nous avons situées sur le graphique 24.

D. Quelle valeur pour ce modèle à deux variables ?

Grâce à l'utilisation de ces deux variables de regroupements opposant urbanité et popularité nous arrivons à un modèle décrivant 70 % du vote FN sur les deux régions. Néanmoins, nous nous devons de préciser que ces variables sont des indicateurs et non des relations directes et personnelles. Le niveau d'étude d'une personne n'a pas d'influence « mécanique » et automatique sur son vote. Par contre, il peut être révélateur d'une certaine orientation idéologique. Une personne ayant fait des études supérieures aura été confrontée à un milieu réputé plus « modéré » et plus favorable au système politique tandis qu'une personne ayant suivi une formation d'apprenti ou un bac technologique n'aura pas été confrontée à ce milieu social. Elle aura en revanche été en relation avec un petit patron et aura écouté ses problèmes récurrents (impôts, administration...). Son expérience de vie aura influencé son mode de raisonnement, et le discours du Front national aura plus d'écho chez lui que chez une personne n'ayant pas eu la même expérience.

Il faut également noter que lorsque nous écrivons que notre modèle décrit 70 % de la variable dépendante, cela ne veut pas dire qu'il reste 30 % à expliquer. Une partie est en effet expliquée lorsqu'on mobilise d'autres variables. Ainsi, un modèle avec 10 variables décrit 86 % du phénomène. Nous pourrions éventuellement envisager d'ajouter toutes les variables pour tenter d'arriver à un total de 100 %, cela serait pourtant parfaitement inutile. En effet, même si nous pouvions expliquer la totalité du vote FN au niveau communal, cela ne voudrait pas dire que nous expliquons le vote Front national individuellement. De plus, malgré ces chiffres impressionnants (70 %, 86 % ou 100 % expliqués) nous savons qu'en réalité les variables écologiques et sociologiques sont liées entre elles et il est vain de dire qu'il nous reste « seulement 30 % du phénomène à expliquer ». Les explications que nous allons avancer dans les chapitres suivants sont ainsi complémentaires à celles-ci.

2. Application du modèle simplifié à chaque département

Après cette observation générale du vote Front national sur nos deux régions d'enquête nous avons décidé de conduire une régression multiple de nos deux variables de regroupement sur les départements qui constituent notre échantillon. Il s'agit cette fois d'identifier les départements sur lesquels le modèle général s'applique le mieux, ou au contraire le moins bien, avec pour objectif de développer ensuite des modèles qui s'adapteront aux départements correspondant le moins à une explication « classique » du vote Front national.

<i>Tableau 60 : Application de notre modèle à deux axes sur chaque département</i>		Région	Département	Modèle	Variables introduites	Méthode
		NPDC PACA	59, 62, 04, 05, 06, 13, 83, 84	2017p2	Urbanité Sociologie populaire	Introduire
Récapitulatif des modèles						
Région	Département	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	
NPDC	59	,851 ^a	,724	,724	4,77126	
	62	,745 ^a	,555	,555	4,08319	
PACA	04	,609 ^a	,370	,370	3,75376	
	05	,610 ^a	,373	,373	4,42221	
	06	,842 ^a	,709	,709	2,57734	
	13	,928 ^a	,861	,861	2,30588	
	83	,756 ^a	,571	,571	2,59004	
	84	,806 ^a	,649	,649	3,79120	

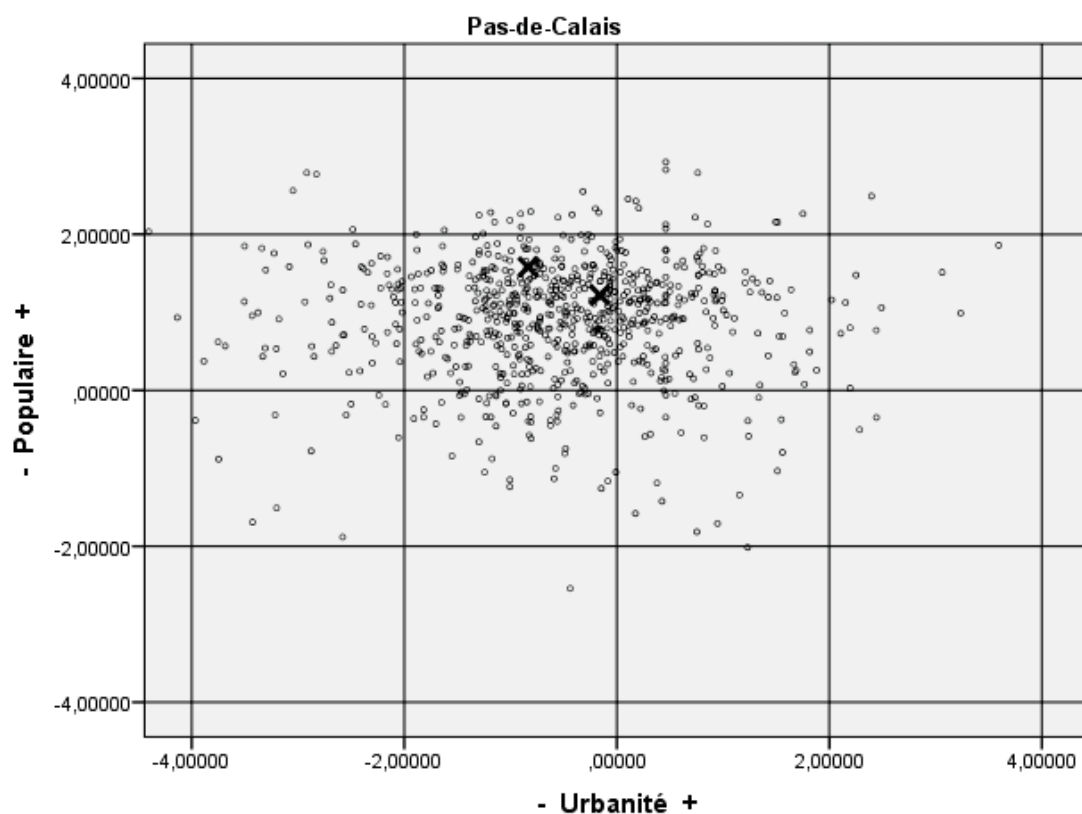
Coefficients						
Région	Département	Variables	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t
			B	Écart standard	Bêta	
NPDC	59	(Constante)	28,129	,003		9293,841
		Urbanité	-2,023	,004	-,196	-568,429
		Sociologie populaire	5,611	,003	,768	2225,416
	62	(Constante)	30,566	,005		5747,716
		Urbanité	-1,594	,003	-,291	-516,216
		Socio populaire	5,694	,005	,628	1112,283
PACA	04	(Constante)	25,505	,013		1980,601
		Urbanité	-,734	,007	-,235	-112,784
		Socio populaire	3,708	,016	,494	237,061
	05	(Constante)	22,704	,019		1170,427
		Urbanité	-1,321	,008	-,361	-163,335
		Socio populaire	4,920	,026	,415	188,094
	06	(Constante)	31,327	,003		9787,606
		Urbanité	-2,054	,002	-,461	-879,871
		Socio populaire	4,414	,004	,645	1233,073
	13	(Constante)	29,476	,002		15151,731
		Urbanité	-4,373	,002	-,558	-1921,573
		Socio populaire	4,072	,002	,547	1882,133
	83	(Constante)	30,381	,003		9887,981
		Urbanité	-2,068	,003	-,489	-702,171
		Socio populaire	4,093	,007	,427	613,702
	84	(Constante)	28,968	,006		5155,750
		Urbanité	-2,664	,005	-,436	-491,103
		Socio populaire	5,747	,010	,515	579,334

En appliquant notre modèle à deux axes à chaque département on constate qu'il explique davantage le vote Front national dans les deux départements les plus métropolisés de nos régions d'analyse : le Nord et les Bouches-du-Rhône (R^2 de .880). Il s'applique plutôt bien aux départements urbains/ruraux que sont le Vaucluse et les Alpes-Maritimes. Enfin, il explique assez mal le vote FN dans le Pas-de-Calais (R^2 de .435) ou dans les départements alpins. Le tableau suivant récapitule la valeur explicative du modèle général pour chaque département.

<i>Tableau 61 : Valeurs explicatives du modèle à deux axes sur chaque département</i>			
Région	Département (N°)	Valeur explicative du modèle (R^2)	Note
Nord-Pas-de-Calais (NPDC)	Nord (59)	72,4 % (R^2 :.724)	Expliqué par le modèle général
	Pas-de-Calais (62)	55,5 % (R^2 :.555)	Besoin d'un modèle particulier
Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA)	Alpes-de-Haute-Provence (04)	37,0 % (R^2 :.370)	Départements alpins (un modèle spécifique serait nécessaire)
	Hautes-Alpes (05)	37,3 % (R^2 :.373)	
	Alpes Maritimes (06)	70,9 % (R^2 :.709)	Expliqués par le modèle général
	Bouches-du-Rhône (13)	86,1 % (R^2 :.861)	
	Var (83)	57,1 % (R^2 :.571)	
	Vaucluse (84)	64,9 % (R^2 :.649)	

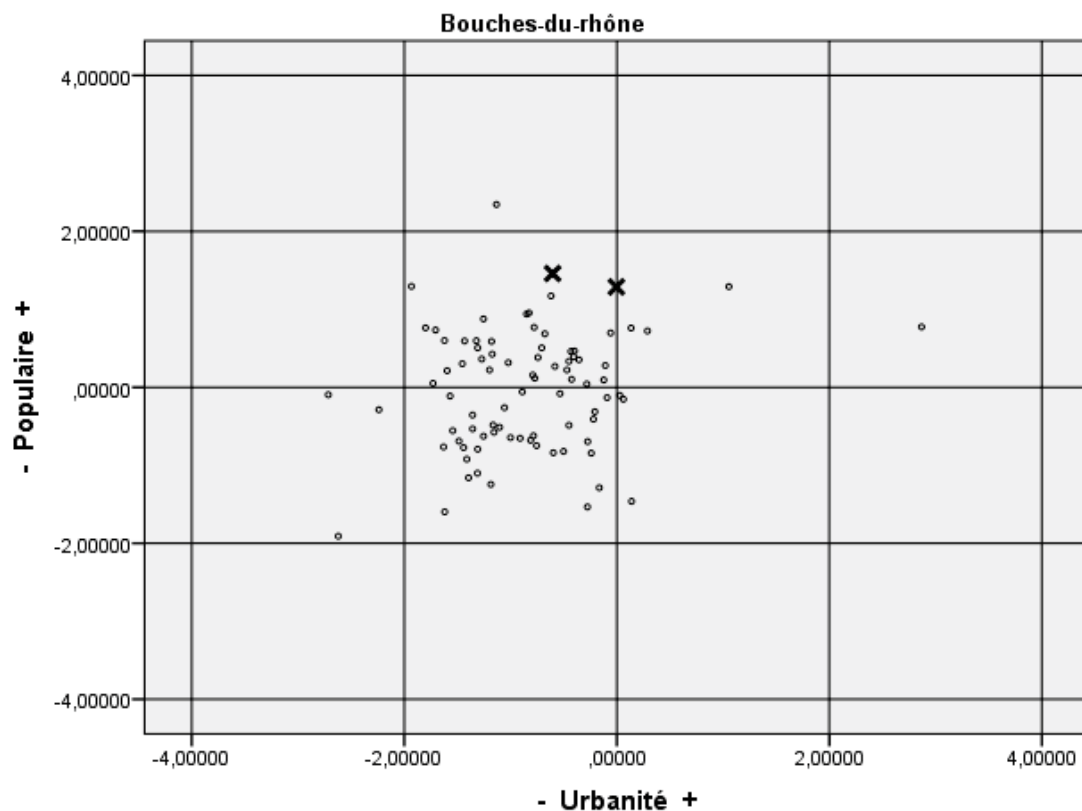
Plusieurs remarques doivent être faites à propos de ces résultats. Il est clair que l'utilisation des deux mêmes variables pour chaque département ne permet pas d'avoir la meilleure valeur explicative pour chacun d'entre eux. En effet, on peut supposer qu'à chaque département correspondraient deux variables spécifiques qui permettraient la meilleure explication du vote FN. Nous pouvons faire l'hypothèse que plusieurs modèles peuvent être créés et permettraient de classer les départements selon les variables explicatives les plus importantes. Le département du Pas-de-Calais suggère ainsi qu'un modèle spécifique serait plus pertinent. Le département aura ainsi un vote FN présentant des caractéristiques différentes aux départements du Nord, ou de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Un modèle créé pour le département du Pas-de-Calais pourrait par ailleurs s'appliquer à des départements aux mêmes caractéristiques comme l'Oise et l'Aisne.

Les graphiques de la page suivante présentent les différentes communes où le FN fait de très bons scores sur les deux départements que nous étudions en particulier, le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône et à l'aune du modèle explicatif général. Le plus faible nombre de points dans le cas des Bouches-du-Rhône est la conséquence du plus faible nombre de communes que compte ce département.



Villes où le Fn est supérieur à 30% des inscrits au second tour de l'élection présidentielle de 2017

Graphique 27 : Localisation des villes du Pas-de-Calais où le vote FN est fort



Villes où le FN est supérieur à 29% des inscrits au second tour de l'élection présidentielle de 2017

Graphique 28 : Localisation des villes des Bouches-du-Rhône où le vote FN est fort

La lecture de ces graphiques permet d'observer la dichotomie sociologique du vote FN sur ces deux espaces. Dans le Pas-de-Calais, les villes à vote Front national élevé se situent dans le haut du graphique, c'est-à-dire dans la zone « populaire ». Cela implique un électorat frontiste qui serait avant tout celui des classes « populaires » et des petites classes moyennes, du moins au regard de notre axe « popularité » des villes peuplées de peu de cadres et de beaucoup de diplômés de CAP/BEP. On remarque en revanche que ces communes se répartissent assez bien autour de l'axe d'urbanité. Le vote FN n'est donc pas l'apanage des seules communes périphériques mais également de villes plus urbaines comme Lens, Hénin-Beaumont, ou encore Liévin. Les villes démographiquement dynamiques ne votent pas plus FN que les autres. (Sur le graphique la croix la plus à gauche représente Bully-les-Mines, celle plus à droite représente Grenay.)

Sur le graphique 28 portant sur les Bouches-du-Rhône on constate un positionnement des villes différent. Cette fois, les communes sont toutes situées dans la partie gauche du graphique c'est-à-dire dans l'espace présentant le moins de caractéristiques « d'urbanité » (fort pourcentage d'entreprises de BTP impliquant une croissance soutenue et faible pourcentage de personnes allant au travail à pied). Par contre, on compte autant de villes plutôt « populaires » que de villes qui le sont moins. Assez étrangement la croix la plus à gauche, Fos-sur-Mer apparaît comme légèrement plus « populaire » que Port-de-Bouc malgré sa richesse municipale induite par l'afflux de deniers venant de la zone industrielle. En effet, elle concentre en son sein très peu de cadres et beaucoup de diplômés de CAP/BEP, le terme « populaire » que nous utilisons n'est donc pas tant lié à une quelconque richesse mais plutôt à une sociologie « populaire ». De plus, il ne faut pas confondre richesse municipale et richesse des habitants, en ce sens Fos-sur-Mer est une ville « riche » peuplée de personnes qui ne le sont pas particulièrement. Port-de-Bouc, la croix la plus à droite du graphique, semble quant à elle en décalage du modèle explicatif, elle est en effet isolée dans un espace présentant des facteurs d'urbanité médians et malgré tout un fort vote FN.

Ces deux graphiques nous confirment l'hypothèse qu'il existe bien deux électorats frontistes différents. Le vote FN, selon le département (et donc sa localisation), présente un visage, une sociologie particulière. Certes, il ne faut pas remettre en cause l'existence de caractéristiques communes à l'électorat frontiste, néanmoins, les divergences entre ces deux sociologies nous invitent à créer des modèles explicatifs plus spécifiques, et en particulier un pour le Pas-de-Calais.

3. Création d'un modèle explicatif adapté au Pas-de-Calais

Le modèle général appliqué sur chaque département permet de comparer ces derniers à l'explication classique du vote FN. Il permet également de faire ressortir la dualité du vote FN. On s'aperçoit, comme le souligne Joël Gombin (2015, *op. cit.*), que chaque département a des caractéristiques propres. Ce dernier distingue dans son travail les départements où ce sont plutôt les travailleurs qui votent FN de ceux où ce sont plutôt les inactifs. Nous avons voulu approfondir cette idée d'une pluralité des votes FN et ainsi créer des modèles propres à chaque espace en incluant les meilleures variables pour chacun d'entre eux.

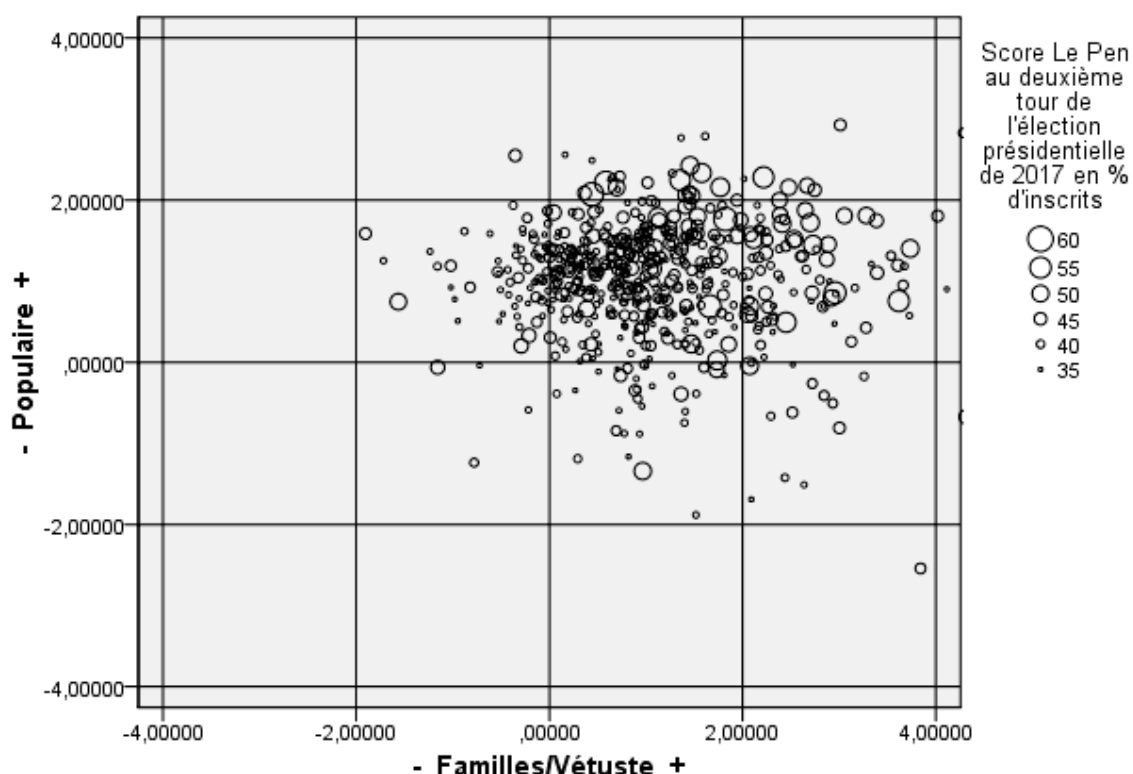
Nous avons conduit une régression pas à pas sur les départements de notre analyse. Si le résultat du modèle général était particulièrement pertinent sur la plupart des départements, ce n'était en revanche pas le cas dans le Pas-de-Calais. En effet, ce département est un de ceux où l'explication par ce modèle à deux axes est la moins bonne. C'est plus particulièrement l'axe d'urbanité qui semble inefficace pour expliquer au sein de ce département pourquoi certaines villes vont voter FN et d'autres non. Nous avons donc produit un modèle explicatif à l'échelle du département du Pas-de-Calais, et qui pourrait s'appliquer aux départements présentant des caractéristiques similaires (Somme, Aisne, Oise et globalement les départements du nord-est).

Pour ce faire, nous avons conservé la variable sociologique portant sur le pourcentage de détenteurs d'un CAP/BEP et le pourcentage de cadres. Nous avons en revanche remplacé l'axe portant sur l'urbanité par un axe également « morpho-géographique » portant sur :

- Le pourcentage de maisons datant d'avant 1946, révélateur de villes vétustes et en décroissance démographique (les villes en croissance ont un parc immobilier plus récent).
- Le pourcentage de ménages avec enfants. Cette variable est révélatrice des villes périurbaines. En effet, c'est dans ces dernières que les couples qui vont avoir des enfants s'installent afin d'avoir un espace plus grand pour leur famille. Les métropoles concentrent quant à eux beaucoup plus de ménages de personnes seules (étudiants, jeunes actifs...).

Nous avons ensuite appliqué ce nouveau modèle aux différents départements de notre enquête. Le tableau suivant ne présente les résultats que pour le département du Pas-de-Calais et pour le département des Bouches-du-Rhône, les autres départements de l'étude n'ont pas vu leurs valeurs explicatives se bonifier avec ce nouveau modèle spécifique au Pas-de-Calais. La valeur explicative de ce modèle est pour le département des Bouches-du-Rhône inférieur de 0.040 par rapport au modèle général (passant de .860 à .820).

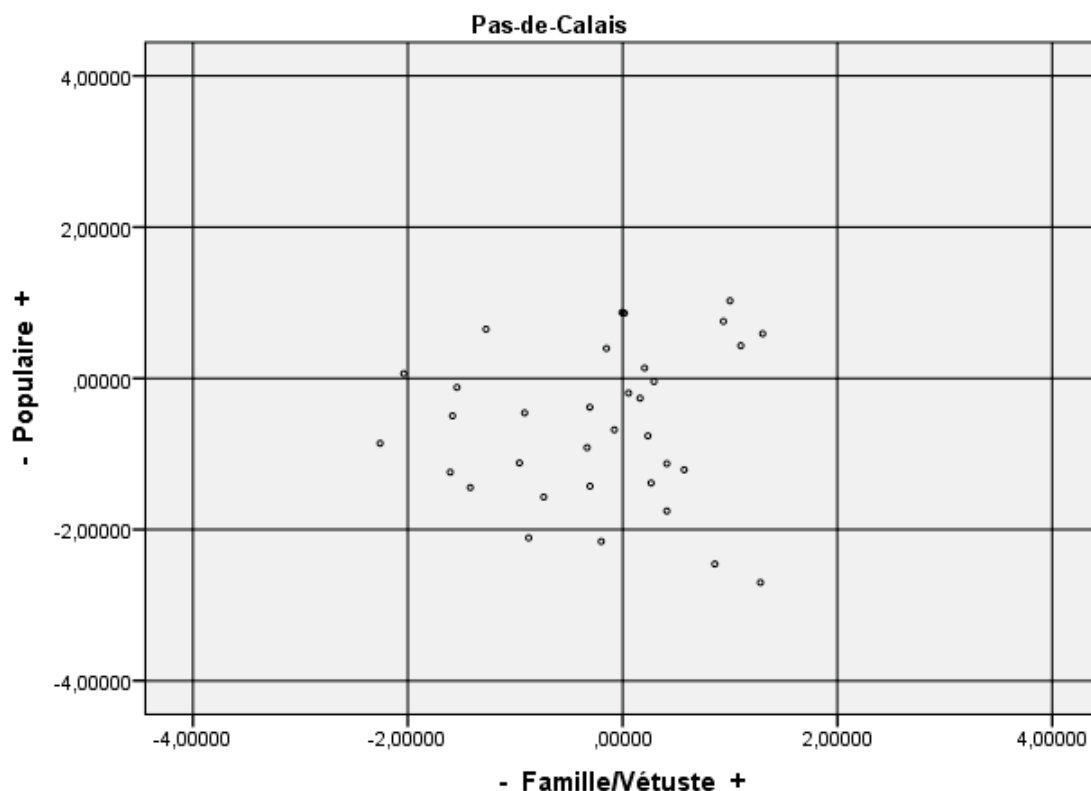
Tableau 62 : Régression linéaire portant sur le modèle spécifique au Pas-de-Calais			Département	Variables introduites		Méthode	Variable dépendante
			62 ; 13	Axe populaire Axe urbanité Pas-de-Calais		Pas-à-pas	2017p2 LE PEN Voix/Ins
Récapitulatif des modèles							
Région	Département	Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	
	Pas-de-Calais (62)	1	,812 ^a	,659	,659	3,57071	
	Bouches-du-Rhône (13)	1	,906 ^a	,820	,820	2,62585	
Coefficients ^a							
Région	Département	Variables	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.
			B	Écart standard	Bêta		
NPDC	62	(Constante)	31,026	,005		6602,321	,000
		Axe Urbanité Pas-de-Calais	2,749	,003	,449	893,056	,000
		Axe populaire	5,100	,005	,562	1117,818	,000



Graphique 29 : Localisation des villes selon le vote FN du Pas-de-Calais dans le quadrant du nouveau modèle départemental

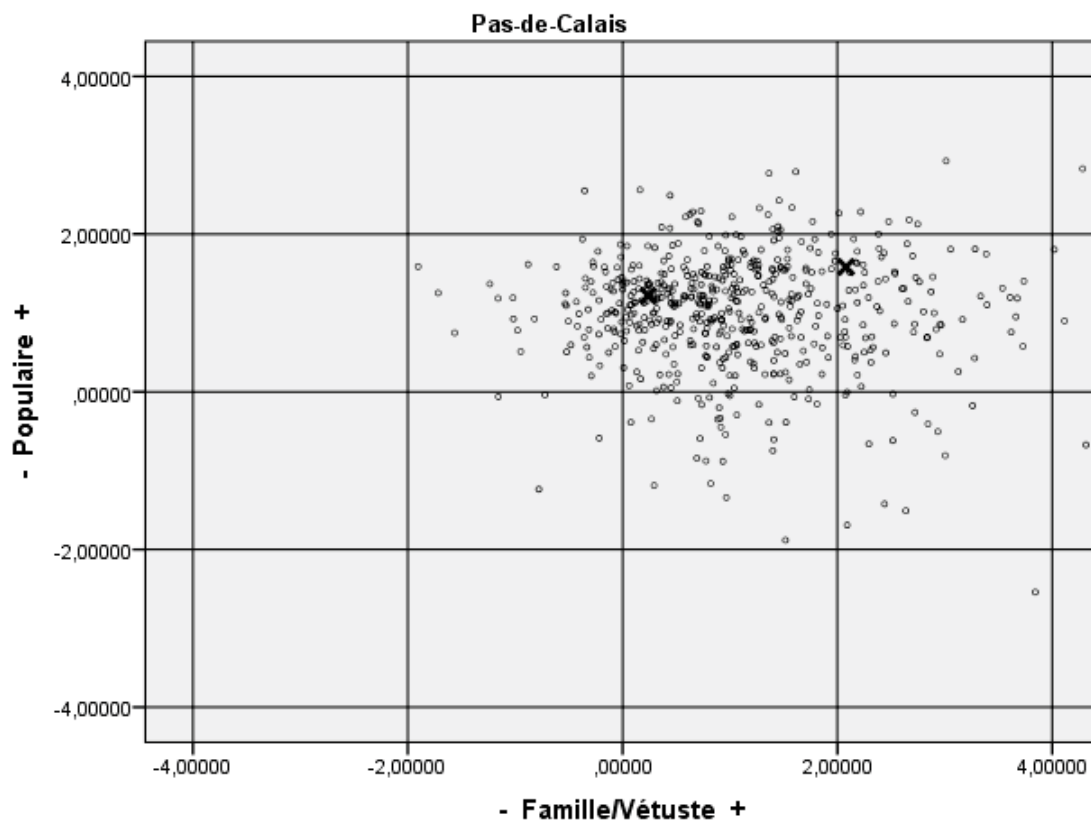
Sur ce graphique, l'axe « populaire » n'a pas changé. En revanche, l'axe Familles/vétusté permet de rendre compte de la nouvelle variable d'urbanité. À la gauche de cet axe, nous trouverons les villes ayant le plus faible pourcentage de familles avec enfant et un nombre important de logements récents. Se trouveront à droite les villes les plus vétustes et dans lesquelles les familles sont particulièrement nombreuses, soit une grande partie des villes du bassin minier de ce département. On observe au regard de ce premier graphique que les villes qui votent le plus pour le Front national dans le Pas-de-Calais sont celles qui cumulent facteurs de vétusté/familles avec enfants et de sociologie populaire.

La taille des cercles représente l'importance du vote Front national en fonction des inscrits en 2017. Afin de ne pas surcharger le graphique, nous avons exclu les villes ayant un vote pour le FN inférieur à 35 % des inscrits au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017, ces villes auront droit à un graphique à part entière (page suivante). On observe ainsi que les villes les plus favorables au vote Front national, celles ayant les cercles les plus grands, se concentrent pour la plupart en haut à droite du quadrant, elles ont à la fois une sociologie particulièrement populaire, un nombre important de maisons anciennes, et un pourcentage de familles avec enfant élevé.



Villes où le FN est inférieur à 25% des inscrits au second tour de l'élection présidentielle de 2017

Graphique 30 : Localisation des villes à fort vote FN du Pas-de-Calais dans le quadrant du nouveau modèle départemental
Graphique 31 : Localisation des villes à faible vote FN du Pas-de-Calais dans le quadrant du nouveau modèle départemental



Villes où le FN est supérieur à 35% des inscrits au second tour de l'élection présidentielle de 2017

La page précédente compte deux graphiques, le premier permet de situer sur toutes les villes où le Front national obtient plus de 35 % des inscrits, le second permet de localiser les villes où il recueille moins de 25 % des votes, communes néanmoins rares dans ce département. Sur le premier graphique, la croix près du centre représente Bully-les-Mines, celle en haut à droite représente Grenay. On remarque à la lecture de ces deux graphiques que les villes où le vote FN est le plus faible sont celles où les marqueurs de popularité et de famille/vétusté sont les plus faibles. C'est-à-dire les communes les plus urbaines et/ou riches du département (principalement Arras et sa banlieue).

La comparaison entre Bouches-du-Rhône et Pas-de-Calais permet de révéler deux modèles explicatifs du Front national. Dans le département méditerranéen, le Front national peut s'expliquer, à l'échelle communale, par un double axe portant sur la sociologie majoritaire de la ville d'une part et son degré de périurbanité d'autre part. Ce second axe porte sur la proportion d'entreprises de construction et le pourcentage de personnes allant à pied au travail et souligne une opposition qui se veut avant tout géographique, les villes votant le moins pour le FN sont ainsi celles qui sont les plus « urbaines ». Dans le Pas-de-Calais en revanche, cette variable d'urbanité s'est révélée insuffisante pour obtenir un modèle pertinent et a été remplacée par un axe portant sur le nombre de maisons construites avant 1946 et le nombre de familles avec enfants. Ce nouvel axe suggère que le vote FN est bien plus élevé dans les espaces de relégation sociale, c'est-à-dire dans des villes vieillissantes où les familles sont malgré tout très nombreuses. Il est ainsi possible d'esquisser une dichotomie électorale entre ces deux espaces et plus généralement entre les espaces septentrionaux et méridionaux quant à l'identité des villes où le vote Front national est élevé. Cette dichotomie devra être vérifiée sur nos terrains.

Par ailleurs, si dans le cas des Bouches-du-Rhône, les modèles statistiques sont en général capables d'expliquer le vote FN (valeur explicative de 86 %), dans le Pas-de-Calais en revanche, un simple modèle sociologique est loin d'être suffisant pour expliquer la montée et le niveau élevé du vote Front national. Même le modèle spécifiquement créé pour ce département ne décrit « que » 65 % du phénomène « vote FN ». Il est donc nécessaire de compléter ce modèle par des explications culturelles, politiques ou historiques locales et donc par un travail de terrain. Ce travail de terrain n'a pas pour vocation à s'opposer au travail statistique mais d'étudier au niveau du bureau de vote l'impact de ces variables quantitatives et de compléter ce travail par la mobilisation de variables écologiques invisibles à une échelle plus grande (morphologie des quartiers, densité en services publics, isolement géographique).

III. Le gaucholepénisme, toujours à l'ordre du jour ?

Pendant un temps, certains chercheurs ont souligné le caractère originellement « de gauche » d'une partie de l'électorat frontiste. Pascal Perrineau, à l'origine du concept de gaucholepénisme expliquait que le vote Jean-Marie Le Pen aurait rallié beaucoup d'ouvriers dans les années 1990, alors que ces derniers paraissaient être la chasse gardée d'un parti communiste alors

en fort déclin (Perrineau, 1995). Il distinguait un « gauchio-lepénisme d'origine » désignant les anciens électeurs de gauche s'étant mis à voter FN, un « gauchio-lepénisme de l'instant » qui concerne les électeurs du FN continuant à se labéliser de gauche et enfin un « gauchio-lepénisme de destination » qui décrit les personnes votant FN au premier tour et à gauche au second. Si on suit la théorie de Pascal Perrineau, le discours « social » du Front national, en particulier dans les départements septentrionaux, aurait fait basculer de la gauche au Front national une fraction des ouvriers, sous des formes diverses.

Cette théorie a été contredite par plusieurs études (Platone, Rey, 1996, pp.268-284, *op. cit.*) (Michelat, 2004) (Gougou, 2007, pp.15-20, *op. cit.*). D'autres auteurs comme Nonna Mayer ont préféré parler d'ouvriéro-lepénisme plutôt que de gauchio-lepénisme en insistant ainsi sur la sociologie populaire de cet électorat plutôt que sa supposée origine de gauche (Mayer, 2002). L'auteure souligne qu'une partie des ouvriers a historiquement toujours eu un vote orienté vers la droite. C'est notamment le cas de « l'ouvrier lorrain », ouvrier qui présente depuis longtemps la particularité de voter pour les partis de la droite parlementaire. C'est également le cas de certains ouvriers dans des départements pourtant de gauche qui peuvent avoir une culture familiale de droite. Cette origine « de droite » des ouvriers votant FN est rappelée par Florent Gougou qui observe que « les votes ouvriers pour le Front national sont d'abord le fait d'ouvriers se situant à droite de l'échiquier politique, avec un niveau maximum de 48.5 % lors de la présidentielle de 2012, et d'électeurs ne se situant ni à gauche ni à droite avec là aussi un maximum de 36.5 % pour 2012 » (Gougou, 2015, p.339).

Les ouvriers électeurs FN sont comme le souligne Florent Gougou des nouveaux ouvriers, c'est-à-dire des personnes n'ayant pas connu l'ancien monde ouvrier. Il est donc nécessaire de s'intéresser à ce qu'est l'ouvrier du XXI^e siècle comparé à celui des années 1950. Beaucoup d'ouvriers travaillent aujourd'hui dans le tertiaire comme manutentionnaires ou dans des petites entreprises. Dans le Pas-de-Calais, les mines de charbon ayant disparues, la plupart des grandes structures salariales se sont taries et il ne reste plus que quelques usines automobiles. Dans les Bouches-du-Rhône, les aciéries n'emploient finalement que peu de personnels, ce sont les sous-traitants qui emploient la majorité des ouvriers. Les personnes travaillant dans ces structures sont en dehors de la zone d'action des syndicats qui se concentre sur les grandes entreprises et les entreprises publiques. Ces ouvriers de petites entreprises sont également plus proches de leur patron et donc plus perméables à leur discours (sur les impôts, sur les charges, sur la liberté d'entreprendre...), discours réputé à droite. De plus, ces ouvriers sont, notamment dans le sud, des personnes se revendiquant souvent des classes moyennes plutôt que du prolétariat. Les sondages sur ces ouvriers « du XXI^e siècle » ont montré qu'ils n'ont aucun problème à voter à l'extrême droite et ce sont justement ces ouvriers-là qui sont maintenant majoritaires, remplaçant ainsi leurs aînés (parfois leurs pères) qui travaillaient dans les grandes usines où syndicalisme et vote de gauche étaient hégémoniques.

Malgré ces quelques raisonnements théoriques, il nous a semblé intéressant de tester l'hypothèse gaucholepéniste par les statistiques. Pour cela, nous avons décomposé cette hypothèse en deux axiomes statistiquement vérifiables¹¹³ :

- Il existe des personnes votant Front national au premier tour puis à gauche au second tour (gaucholepénisme de destination).
- Il existe des personnes ayant voté à gauche durant un temps puis se sont mises à voter à droite ou FN au fil des élections (gaucholepénisme d'origine).

1. Étudier le gaucholepénisme de destination

Pour tester le premier axiome, nous avons étudié la relation statistique entre le vote Front national et les différents votes au premier et second tour pour les autres candidats aux élections présidentielles de 2012. S'il existe des électeurs « Front national de gauche », ils auraient tendance à se reporter sur la gauche au second tour après l'échec de leur candidat.

Dans les départements du sud nous avons clairement remarqué que les communes qui votaient Front national étaient des communes « à droite », c'est-à-dire où la droite classique était également très forte, du moins au niveau national¹¹⁴. Le report de voix au second tour semble également aller vers la droite¹¹⁵ tant au niveau communal qu'au niveau du bureau de vote puisque nous disposons des résultats par bureau de vote sur la ville de Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer ou encore de Frontignan (Huc, 2014, *op. cit.*) pour les élections présidentielles de 2012¹¹⁶. Cette observation est en revanche fautive dans le Pas-de-Calais, les villes ayant un vote Front national élevé sont des villes où, par ailleurs, le vote pour la droite républicaine est très faible, voire quasi-inexistant. La droite n'y a même jamais été implantée. Au second tour, quand le Front national n'est plus présent, l'abstention augmente, mais surtout le candidat de gauche obtient des scores impressionnants (71,55 % à Grenay au second tour contre 29,25 % au premier tour de l'élection présidentielle de 2012. Le candidat de gauche au deuxième tour gagne ainsi 553 voix en plus de celles du Front de gauche). Le candidat de la droite gagne également 554 voix entre les deux tours alors que le potentiel de voix de Marine Le Pen est de 1185 voix, ce qui laisse penser qu'une répartition équitable de ces voix entre la droite et la gauche a pu être possible¹¹⁷.

Nous avons enrichi cette réflexion en étudiant l'élection présidentielle de 2017 et en particulier la corrélation entre le vote pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour et le vote pour

¹¹³ Nous ne pouvons étudier statistiquement le cas du gaucholepénisme de l'instant, car il s'agit d'un ressort psychologique.

¹¹⁴ Frontignan, malgré les 25 % pour la droite aux élections présidentielles de 2012 (premier tour), a vu la droite locale limitée à 13 % aux élections municipales de 2014.

¹¹⁵ Corrélation de Pearson 0.393 entre le score FN au premier tour des présidentielles 2012 et celui de l'UMP au second tour de cette même élection. R² 0.154.

¹¹⁶ Corrélation de Pearson 0.588 entre le score FN au premier tour des présidentielles 2012 et celui de l'UMP au second tour. De même, corrélation de Pearson de 0.422 entre le score UMP au premier tour des municipales 2014 et le score FN au second tour. Tout cela à l'échelle des 19 bureaux de vote de Frontignan (Huc, 2014, *op. cit.*)

¹¹⁷ Il ne faut par ailleurs pas sous-estimer l'effet des mobilisations différentielles de l'entre-deux tours.

Marine Le Pen au deuxième tour. On remarque que sur tous les départements la relation est négative, ce qui montre qu'un fort vote pour Mélenchon au premier tour implique un vote plutôt faible pour le FN au deuxième tour. Seul le département du Pas-de-Calais fait exception, puisque la relation, proche de zéro, est néanmoins positive. Cela ne veut pas dire que les personnes votant Mélenchon au premier tour reportent ensuite leurs votes sur Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle, mais que dans ces communes-là, les deux votes ne sont pas aussi opposés qu'ailleurs. Il est tout à fait possible qu'une partie de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon au premier tour s'abstienne au second. Néanmoins, il ne faut pas exclure qu'une autre partie de cet électorat vote ensuite pour Marine Le Pen au deuxième tour face à un Emmanuel Macron perçu comme le candidat de la mondialisation et de l'Union européenne.

<i>Tableau 63 : Corrélations entre vote Mélenchon au premier tour et vote FN au second tour</i> (calculs effectués avec les pourcentages de suffrages en fonction des inscrits)				
Variable	Calcul	Région	Département	2017p2 LE PEN Voix/Ins
2017p1 MÉLENCHON/ins	Corrélation de Pearson	NPDC	59	-,322**
			62	,086**
		PACA	04	-,265**
			05	-,271**
			06	-,055**
			13	-,172**
			83	-,027**
			84	-,747**

Dans le Pas-de-Calais, département définitivement particulier, nous pouvons émettre l'hypothèse suivante : il existe un électorat frontiste qui se rabat vers la gauche au second tour. Cette hypothèse a été confirmée dans certains de nos entretiens. Des personnes se disaient « ouvrier » et votaient ainsi pour le parti qu'elles considéraient représenter les ouvriers, c'est-à-dire soit le Front national quand il était présent, soit un parti de gauche. Elles excluaient en tout cas un vote de droite, c'est-à-dire pour des partis « contre les ouvriers ». Plutôt que de parler de gaucholepénisme, laissant entendre que ce sont des personnes de gauche, il faut souligner que ces personnes, en général peu politisées sont plutôt « anti-droite » et considèrent le FN comme un parti défendant les ouvriers. Cette nuance peut sembler marginale, pourtant elle est beaucoup plus proche de la réalité que l'homogénéisation entre gauche et FN effectuée par le terme gaucholepénisme. Il paraît en revanche beaucoup plus périlleux d'affirmer que des électeurs de gauche (ceux de Jean-Luc Mélenchon par exemple) se reportent sur le Front national au second tour et nous n'avons pas d'éléments ethnographiques allant dans ce sens, notre travail de terrain ayant eu lieu en 2015 et 2016.

2. Le cas du gaucholepénisme d'origine

Pour tester le second axiome, nous avons tout d'abord étudié statistiquement la corrélation entre le vote FN au deuxième tour en 2017 et les résultats de la gauche au deuxième tour des élections présidentielles de 1995, 2007 et 2012. Deux tableaux ont été réalisés, le premier sur les résultats en pourcentages d'inscrits (prenant donc en compte la participation) et le second sur les résultats en fonction des suffrages exprimés. L'objectif de ces tableaux est d'identifier des

communes votant à la fois pour la gauche au deuxième tour dans les élections antérieures et pour le FN en 2017 face à Emmanuel Macron. On pourra ainsi supposer que ces communes qui étaient à gauche se reportent sur le Front national face à un candidat du « centre ».

Tableau 64 : Corrélations entre vote FN 2017 et résultats de la gauche aux deuxièmes tours des élections présidentielles de 1995, 2007 et 2017				1995 Jospin	2007 Royal	2012 Hollande
Calcul	Variable	Région	Département			
Corrélation de Pearson	2017 Le Pen / inscrits	NPDC	59	,577**	,126**	,100**
			62	,380**	,225**	,197**
	Tous les calculs sont réalisés en nombre de suffrages par inscrits	PACA	04	,100**	-,171**	-,163**
			05	-,034**	-,262**	-,215**
			06	,466**	-,112**	-,141**
			13	,473**	-,361**	-,431**
			83	,331**	,040**	-,037**
			84	-,052**	-,772**	-,783**
** : La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).						
Tableau 65 : Corrélations entre vote FN 2017 et résultats de la gauche aux deuxièmes tours des élections présidentielles de 1995, 2007 et 2017				1995 Jospin	2007 Royal	2012 Hollande
Calcul	Variable	Région	Département			
Corrélation de Pearson	2017 Le Pen / Exprimés	NPDC	59	,512**	,169**	,151**
			62	,586**	,498**	,505**
	Tous les calculs sont réalisés en nombre de suffrages par exprimés	PACA	04	,067**	-,226**	-,279**
			05	-,173**	-,368**	-,341**
			06	,316**	-,169**	-,189**
			13	,435**	-,265**	-,291**
			83	,226**	,006**	-,038**
			84	-,196**	-,796**	-,775**
** : La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).						

La lecture de ces tableaux montre deux choses. D'une part, dans la plupart des départements il y'a un lien négatif très fort entre de bons résultats de la gauche au deuxième tour et un vote FN élevé à au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017. Cela veut dire qu'il n'y a pas eu de « fnisation » de ces communes de gauche en 20 ans. Seuls les deux départements du Nord-Pas-de-Calais contredisent cette analyse. En effet, dans le Nord, mais surtout dans le Pas-de-Calais on trouve des communes votant à gauche en 1995, 2007 et 2012 mais qui ont donné de bons résultats à Marine Le Pen en 2017 (corrélation de .197/inscrits et .505/exprimés en 2012 et .380/inscrits et .586/exprimés en 1995).

Néanmoins, ces calculs ne veulent pas dire que les électeurs de gauche, pris de façon individuelle, se sont mis à voter FN entre 1995 et 2017 et encore plus entre 2012 et 2017. Pour vérifier les hypothèses découlant de ces calculs statistiques, il est nécessaire de réaliser des entretiens ou des questionnaires individualisés. Dans le cadre de notre travail de terrain, nous avons retracé l'histoire politique des enquêtés lors des entretiens et avons constaté qu'il n'y avait pas eu un fort glissement de la gauche vers le Front national d'une partie de l'électorat anciennement communiste. Tout d'abord, beaucoup d'électeurs frontistes que nous avons rencontrés se sont mis à voter Front national dès leurs premiers votes (ou l'ont du moins déclaré...). Ce sont des personnes qui se sont « radicalisées » durant leur adolescence et ont par ailleurs des parents qui eux votaient plutôt à gauche (voir communiste). De plus, il ne faut pas sous-estimer le renouvellement naturel de

l'électorat, en particulier dans les communes que nous étudions où de nombreux anciens mineurs, affectés par la silicose, sont décédés entre 50 et 60 ans. Nous n'avons malheureusement pas rencontré d'électeurs qui étaient anciennement communistes et qui se sont mis à voter Front national mais nous ne doutons pas qu'il y en ait, même si en nombre moins important que peut le laisser penser la lecture de ces tableaux. Nous avons en revanche rencontré un électeur socialiste qui n'excluait pas, éventuellement, de voter un jour pour Marine Le Pen.

Ainsi, les travaux que nous avons effectués ont montré des résultats contradictoires à propos du gauchio-lepénisme sur les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais. Si dans les départements du sud, il est impossible de parler statistiquement de gauchio-lepénisme, dans les départements du nord, il est en revanche possible de le faire. Pourtant, si statistiquement, le concept de gauchio-lepénisme d'origine pouvait apparaître pertinent, ce dernier occulte cependant le renouvellement naturel de l'électorat qui à lui seul peut expliquer le fait que des communes de gauches se mettent progressivement à voter FN. Les entretiens que nous avons réalisés confirment ces affirmations et nous invitent à relativiser l'importance de ces virements individuels. En revanche, l'idée que des électeurs FN puissent voter à gauche au second tour paraît plus probable dans les territoires ouvriers du Pas-de-Calais et devra être vérifiée dans les chapitres ultérieurs. Elle renvoie à l'idée que le parti de Marine Le Pen puisse être vu comme le parti « des ouvriers » dans ces territoires. Le principal problème du concept de gauchio-lepénisme est donc sémantique. Il sous-entend que de nombreux électeurs FN proviennent de la gauche, ce qui, comme nous l'avons vu, est loin d'être aussi simple. Le concept d'ouvriéro-lepénisme développé par Nonna Mayer semble quant à lui plus pertinent pour rendre compte des modifications qui ont eu lieu dans les départements septentrionaux. Il ne faut cependant pas réifier la catégorie des ouvriers, car il s'agit d'un monde social qui a profondément muté depuis une vingtaine d'années. De plus, le vote FN, s'il est fort dans la CSP ouvrier, ne concerne pas tous les types d'ouvriers mais certains profils particuliers, et n'est pas, de plus, l'apanage du seul monde ouvrier.

Finalement, nous pensons plus pertinent de parler de terres gauchio-lepénistes que d'électorat gauchio-lepéniste. Il existe en effet factuellement des terres où les seules formations politiques d'importances sont la gauche et le Front national, comme c'est le cas dans la majorité du bassin minier calaisien. Dans ces terres gauchio-lepénistes, c'est-à-dire marquées par une lutte entre les anciens représentants de la classe ouvrière (PS et PCF) et un FN qui passe ici pour un défenseur des ouvriers, il est possible de parler d'un électorat ouviéro-lepéniste qui présente de nombreuses caractéristiques communes avec un électorat ouvrier de gauche, sinon un vote radicalement différent.

Conclusion : Les deux électorats du Front national

L'objectif de notre travail statistique était de nous permettre d'identifier une (ou des) communes-types présentant un vote Front national élevé. En étudiant ensemble le Nord-Pas-de-Calais et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, nous avons pu identifier cet idéal type de

commune. Périurbaine, « jeune », familiale, démographiquement dynamique, mais assez peu au niveau économique, la commune-type du vote FN communes semble représenter le nouvel urbanisme pavillonnaire français. Dans ces communes, il existe une grande proportion de « classes populaires propriétaires¹¹⁸ » et de petites classes moyennes (Bouches-du-Rhône) ou de « classes populaires précarisées » (Pas-de-Calais). Ces territoires concentrent de nombreuses personnes ayant fait peu d'études, disposant d'un revenu faible à moyen, et vivant dans une maison. Elles sont propriétaires dans le sud, et habiteraient plutôt dans du logement locatif voire du logement social dans le nord. Ces résultats nous amènent à souligner que le vote, même dans le périurbain, reste majoritairement structuré par des variables socio-économiques, comme le défendait Jean Rivière en conclusion de sa thèse (Rivière, 2009, p.713, *op. cit.*). En ce sens, notre travail statistique vérifie les principaux travaux portant sur l'électorat du Front national.

Néanmoins, l'étude par région et par département du vote FN nous a amené à remettre en cause l'homogénéité de l'électorat frontiste qu'on pourrait à tort constater lorsqu'on étudie cet électorat d'une façon trop surplombante, à partir de sondages nationaux par exemple. Dans le Pas-de-Calais, nous avons ainsi été contraints de créer un modèle explicatif spécifique afin de mieux coller à la réalité du vote Front national sur ce territoire. Ce modèle varie sur de nombreux points du modèle général et suggère un électorat frontiste différent dans ce département, largement plus populaire, et vivant dans des villes vieillissantes. Ces analyses, grâce à la comparaison de deux régions, nous permettent donc de conclure à la dichotomie de l'électorat Front national en France et à l'existence de deux sociologies qui paraissent divergentes.

Au nord de la France et dans le Pas-de-Calais en particulier, le vote FN est avant tout un vote populaire, un vote de villes en déclin économique. Ce vote est ainsi associé à un parc immobilier vétuste et vieillissant mais à une démographie dynamique comme le montre le pourcentage de familles avec enfants sur ces espaces. Ce dynamisme démographique est associé à une émigration d'une grande partie de la jeunesse locale vers les métropoles voisines (Lille, Arras, ou Paris), et seuls les plus précaires restent ainsi dans ces communes anciennement minières. Le vote FN concerne donc des villes extérieures aux grands centres urbains où les diplômés sont très peu nombreux. Cet électorat ressemble à ce que Christophe Guilluy appelle les « oubliés de la mondialisation »¹¹⁹.

Dans le sud en revanche, et particulièrement dans les Bouches-du-Rhône, le vote FN n'est pas celui des oubliés. Nos travaux montrent que le vote frontiste est fort tant dans les communes « populaires » que dans celles plus « bourgeoises » c'est-à-dire à la fois dans les villes où les hauts diplômés sont relativement nombreux et dans celles où ils sont rares. Il est plutôt un vote des villes à la richesse économique médiane. Les communes les plus résistantes au vote FN sont ici les plus

¹¹⁸ La distinction entre une classe populaire aisée et une petite classe moyenne est assez difficile à définir. Nous avons été confrontés dans le département de Bouches-du-Rhône à des familles propriétaires, endettées sur 20 ans, mais ayant un niveau de revenu de l'ordre de 2500 € à 3000 € pour le ménage. Néanmoins, ce dernier était fortement grevé par le remboursement des emprunts et ces personnes, bien que propriétaires présentaient plus de caractéristiques les rattachant à la classe populaire qu'à la classe moyenne.

¹¹⁹ Néanmoins, faut-il encore considérer que les personnes moins diplômées sont « oubliées de la mondialisation ». Comment être oublié par la mondialisation ? Est-ce ne pas en avoir les fruits ou ne pas en tirer profit ?

riches de la région, principalement autour d'Aix-en-Provence, et les petits villages des Alpes, comme le montraient par ailleurs les cartes 6 et 7 du chapitre III. Là où les villes favorables à Marine Le Pen se définissent par des marqueurs de popularité dans le Pas-de-Calais, ce sont plutôt, dans les Bouches-du-Rhône, les marqueurs « d'urbanité » et de dynamisme immobilier qui sont révélateurs d'un vote important pour le Front national. En effet, ce vote se concentre dans les villes ayant un pourcentage élevé d'entreprises de BTP et où les personnes allant au travail à pied sont rares, c'est-à-dire dans les villes les plus périurbaines de la région.

Malgré le modèle statistique particulier que nous avons spécifiquement créé pour le Pas-de-Calais, notre capacité à expliquer le vote Front national de ce département a été moindre par rapport aux départements des Bouches-du-Rhône, ou du Nord. Il est donc possible d'émettre l'hypothèse que le vote Front national dans certains départements où les valeurs explicatives sont plus faibles soit moins expliqué par des variables statistiques que par d'autres, notamment écologiques, culturelles ou politiques. De plus, les modèles généraux que nous avons produits ne nous permettent pas d'expliquer pourquoi nous trouvons des communes ayant la même sociologie, mais des comportements de vote différents. En effet, les villes de Grenay et Bully-les-Mines, toutes deux proches dans leurs identités sociodémographiques, présentent malgré tout des variations importantes du vote FN. De même, il nous est impossible d'expliquer pourquoi des communes ont le même comportement de vote malgré des sociologies opposées. Le cas de Port-de-Bouc, ville de gauche, populaire et urbaine présentant malgré tout un score frontiste élevé est ainsi un mystère dans notre modèle statistique (50,2 % des suffrages exprimés au second tour de l'élection présidentielle de 2017). Les modèles socio-économiques ne peuvent pas, seuls, expliquer cette anomalie et plus globalement les variations de vote que nous pouvons trouver lorsque l'on compare finement des communes. Il est de ce fait nécessaire de mobiliser d'autres méthodes, d'autres approches, afin de découvrir, dans ces villes, quelles peuvent être les causes locales de telles variations. À ces fins, nous utiliserons dans les chapitres suivants les outils de la cartographie, l'observation ethnographique et les entretiens au porte-à-porte pour approfondir cette question.

Par ailleurs, le vote FN dual lorsqu'on l'étudie statistiquement à l'échelle du Nord-Pas-de-Calais et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, est néanmoins un vote qui se situe plutôt dans l'espace « périphérique ». Il est largement plus faible dans les grands centres urbains que dans les villes moyennes et/ou périurbaines. Nous allons logiquement nous demander dans le chapitre suivant deux choses. D'une part, la sociologie du vote Front national, à l'échelle des quatre villes que nous étudions, est-elle, elle aussi, dichotomique, duale ? D'autre part, dans ces villes que l'on peut labéliser de périurbaines, voire de périphériques, le vote FN est-il plus important dans les quartiers eux-mêmes excentrés du centre-ville ? Obéit-il ainsi à un gradient d'urbanité qui serait infracommunal et qui opposerait un centre-ville plutôt urbain à une périphérie pavillonnaire votant FN ? Ainsi, si dans les deux cas, c'est la périphérie qui vote davantage pour le Front national, nous nous demanderons si celle des deux villes du Pas-de-Calais, est semblable ou non à la périphérie de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc. Pour répondre à ces questionnements, nous allons mêler travail de terrain, cartographie à l'échelle du bureau de vote et travail statistique.

Chapitre VI : Les périphéries du vote Front national

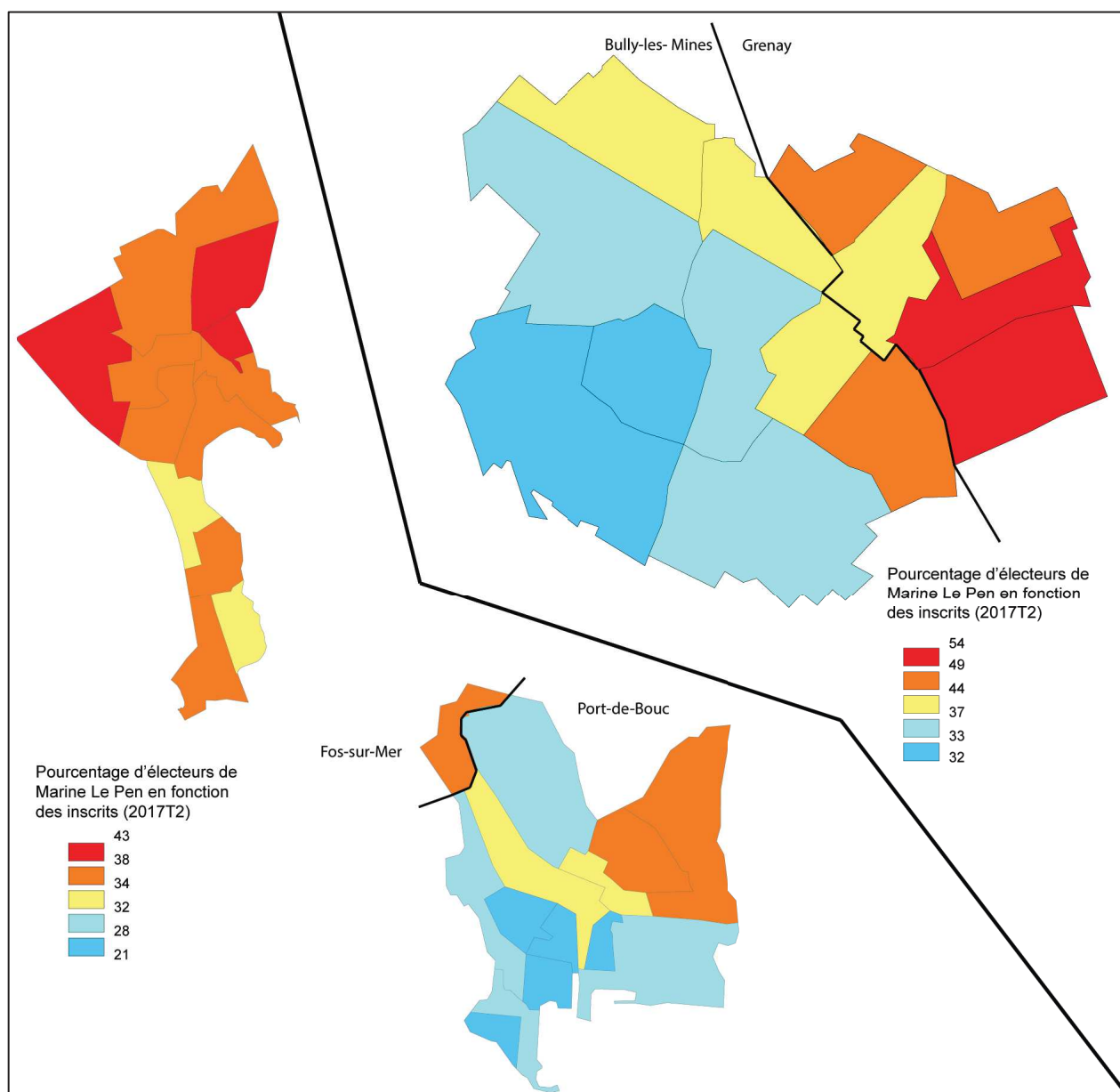
Comme nous avons pu le constater par l'utilisation de méthodes statistiques, le vote Front national est à l'échelle du Nord-Pas-de-Calais et de Provence-Alpes-Côte d'Azur un vote des villes périurbaines aux caractéristiques spécifiques. Ce sont en effet celles où les personnes des classes populaires et petites classes moyennes (plutôt employés ou ouvriers) sont nombreuses¹²⁰. Ces villes se caractérisent également par un niveau de diplôme qui est largement plus faible que dans les métropoles régionales. Néanmoins, nous avons pu observer des variations dans la sociologie du Front national sur nos deux régions d'études, il s'agit ici de vérifier cette probable dichotomie électorale à l'échelle de quatre villes. C'est en particulier la composition urbaine et sociologique des quartiers où le Front national obtient des scores élevés qui retiendra notre attention. Nous chercherons ainsi à localiser ces quartiers (centre-ville ou périphérie) et à trouver quelles sont les variables qui induisent un vote FN plus élevé qu'ailleurs.

Les villes que nous étudions ici sont toutes les quatre des villes périphériques, périurbaines, aux caractéristiques populaires. Marquées par une histoire ouvrière elles ont été pendant des décennies favorables aux partis de gauche et sont encore administrées par un maire de cette tendance : Port-de-Bouc et Grenay par le Parti communiste français, Fos-sur-Mer et Bully-les-Mines par des maires socialistes. Ces quatre communes constituent, de ce fait, un cadre adéquat pour une comparaison.

La première carte, sur la page suivante, présente le résultat du Front national en fonction des inscrits au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017, par bureau de vote, sur les quatre villes en question. Sur la partie gauche de la carte, les villes de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc ne sont pas contiguës, elles sont distantes d'un kilomètre, et sont reliées par une voie rapide traversant les deux villes et coupant la seconde en deux. La ville de Fos-sur-Mer présente ainsi la particularité d'avoir un bureau de vote découpé en deux. En effet, les quartiers du port (en orange au-dessus de la légende), et le quartier du Pont-du-Roy (à gauche de Port-de-Bouc) constituent un seul bureau de vote. Ces deux quartiers sont reliés l'un à l'autre par la voie rapide/autoroute qui permet de se rendre en voiture du quartier du Pont-du-Roy au reste de Fos-sur-Mer. Sur la partie droite de la carte sont représentées les villes de Grenay et de Bully-les-Mines.

Il est à noter que les deux parties de la carte ne sont pas à la même échelle géographique, l'ensemble Grenay/Bully-les-Mines ne fait en aucun cas le double de la taille de Port-de-Bouc. Cette double échelle a été effectuée afin d'améliorer la lisibilité des quatre villes étudiées. De même, a été utilisée une double échelle du vote Front national, celui-ci étant bien plus élevé dans les deux villes du Pas-de-Calais. Elle améliore la clarté et permet une comparaison plus fine de chaque espace.

¹²⁰ Il est périlleux d'établir la séparation entre la classe populaire (surtout lorsqu'elle aspire à intégrer la classe moyenne et est propriétaire de son logement) et la classe moyenne. Cette confusion dans le cas du Pas-de-Calais n'est pas importante tant le vote FN semble avant tout être celui des petites classes populaires mais est plus problématique dans le cadre buccorhodanien où le vote FN semble être davantage « transclasse ».



Carte 14 : Le vote FN à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay

Le vote Front national apparaît peu homogène sur ces quatre villes. Il varie, sur chacune d'entre elles de près de 10 points en fonction des inscrits entre les bureaux de vote où il est le plus fort et ceux où il est le plus faible (soit près de 15 à 20 % en fonction des suffrages exprimés selon la participation). Géographiquement, à Bully-les-Mines et Grenay, le vote FN semble à première vue se concentrer vers les zones nord-est des deux villes. À Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, il semble être plutôt fort dans les zones les plus au nord de chaque ville, bien que Fos-sur-Mer soit généralement bien plus favorable au vote Front national que Port-de-Bouc. On recense sur cette dernière les plus faibles résultats du Front national à l'échelle des quatre villes (21 % des suffrages en fonction des inscrits dans certains bureaux de vote du centre-ville).

I. Un essor différencié du vote FN

Si les villes du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône sont aujourd'hui confrontées à un vote Front national qui est particulièrement élevé (en général supérieur de 10 % à la moyenne nationale), l'évolution historique de ce vote n'est pas identique sur ces deux territoires et correspond aux évolutions sociologiques du vote Front national depuis les années 1980.

Le département des Bouches-du-Rhône est dès le début des années 1980 un département où le Front national réalise d'excellents scores. En 1988, Jean-Marie Le Pen obtient sur celui-ci 26,4 % des suffrages exprimés, il est alors la deuxième force politique de ce département, juste derrière le parti socialiste qui obtient 26,96 % des suffrages exprimés. Ce vote Front national s'est depuis maintenu à un niveau particulièrement élevé sur le département puisqu'en 2017 Marine Le Pen obtient 27,28 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle, soit à peine 1 % de plus que son père en 1988 et 42,15 % au deuxième tour¹²¹. Alors que le vote frontiste est ancien dans les Bouches-du-Rhône, l'évolution est quant à elle beaucoup plus récente (et plus radicale) dans le Pas-de-Calais. Toujours en 1988, le Front national obtient « à peine » 11,4 % des suffrages exprimés, ce qui correspond par ailleurs à sa moyenne nationale. Le département est alors un fief de François Mitterrand qui obtient 41,22 % des suffrages exprimés au premier tour. Ainsi, c'est à partir des années 2000 qu'on assiste à une augmentation considérable du vote frontiste dans ce département, et en particulier dans les villes anciennement ouvrières comme Bully-les-Mines et Grenay. Il est intéressant de remarquer que le vote FN n'a pas reculé en 2007 dans les deux villes du Pas-de-Calais alors que cela a été le cas dans les Bouches-du-Rhône, département où Nicolas Sarkozy a pu rallier une grande partie de l'électorat frontiste.

Michel Bussi et Jérôme Fourquet remarquent également cette permanence et affirment ainsi que « l'entreprise de captation de l'électorat lepéniste n'a pas, pour autant, fonctionné avec la même efficacité sur tout le territoire. Dans le Pas-de-Calais, l'Aisne, une partie des Ardennes, en Haute-Marne ou en Lorraine, Nicolas Sarkozy a certes progressé par rapport au total des voix de droite en 2002, mais moins qu'ailleurs, tandis que Jean-Marie Le Pen parvenait à maintenir des scores assez importants (22,5 % à Stiring-Wendel, 23 % à Freyming-Merlebach en Moselle, 21 % à Harnes et 20 % à Sallaumines dans le Pas-de-Calais, ou 19 % à Saint-Dizier en Haute-Marne par exemple). Dans ces régions, la base sociologique de l'électorat FN est beaucoup plus populaire et ouvrière qu'ailleurs et n'a semble-t-il pas été aussi tentée par le vote Sarkozy qu'en région PACA ou dans le Languedoc-Roussillon. Il est intéressant de constater que ces départements du nord-est industriel, en proie aux délocalisations, s'étaient déjà signalés avant l'élection par une hausse du nombre de parrainages en faveur de Jean-Marie Le Pen. Cela semblerait donc indiquer que l'influence du Front national s'est aujourd'hui profondément enkystée dans ces terres populaires et y offre une meilleure résistance qu'ailleurs. » (Bussi, Fourquet, 2007).

¹²¹En ce sens, le livre de Catherine Bernié-Boissard sur les causes du vote Front national en Camargue (Gard principalement) permet de souligner qu'il existe une « tradition » d'extrême droite dans ce territoire antérieure à la montée du vote Front national. Raymond Huard fait ainsi référence au massacre des Italiens d'Aigues-Mortes de 1893 pour souligner cette « tradition ». (Bernié-Boissard, 2013)

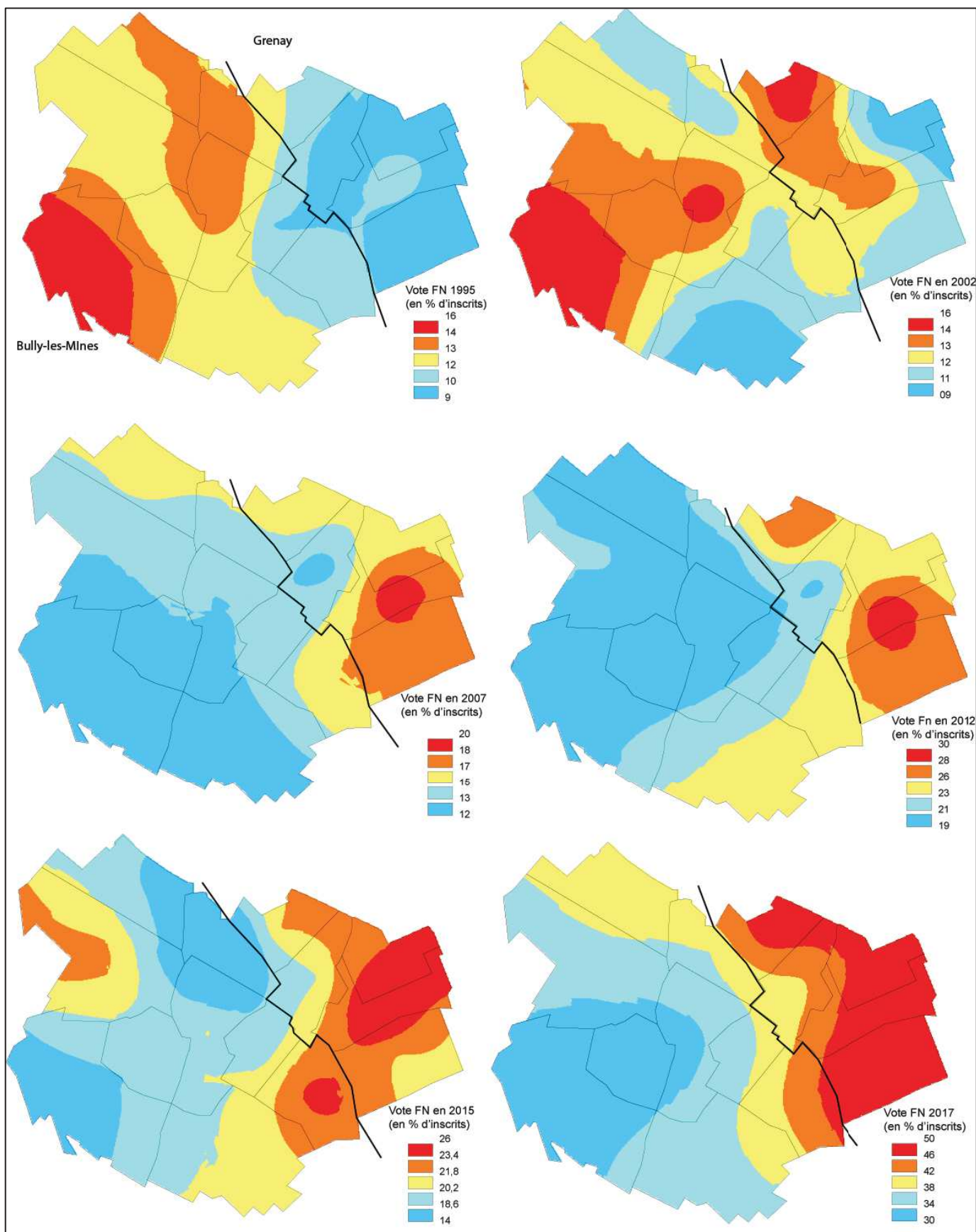
Le tableau ci-après permet d'illustrer la différence d'évolution du vote Front national sur les quatre villes que nous étudions. Si les villes comme Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer ont un vote FN élevé dès 1995 (supérieur de 4 % à la moyenne nationale), les villes du Pas-de-Calais voient quant à elles le vote pour le Front national être plutôt faible avant 2002 pour ensuite s'envoler entre 2007 et 2017. En l'espace de 10 ans, Marine Le Pen a ainsi augmenté son score du premier tour par inscrits de 23 points à Bully-les-Mines et de 30 points à Grenay.

<i>Tableau 66 : Score du FN en pourcentage d'inscrits aux élections présidentielles</i>	1995 1 ^{er} Tour	2002 1 ^{er} Tour	2002 2 ^{ème} Tour	2007 1 ^{er} Tour	2012 1 ^{er} Tour	2017 1 ^{er} Tour	2017 2 ^{ème} Tour	Différence 2017 / 1995	Différence 2012 / 2002 (Marine Le Pen / Jean-Marie Le Pen)
Fos-sur-Mer	16,4	15,9	21,9	13,2	23,3	28,7	37,4	20,98	1,38
Port-de-Bouc	15,1	13,4	17,8	10,7	16,9	21,7	29,1	13,99	-0,82
Bully-les-Mines	12,7	12,7	15,0	13,7	20,8	28,8	36,5	23,76	5,87
Grenay	10,2	13,0	16,9	16,1	25,9	38,1	47,6	37,35	8,94

Les cartes de la page suivante détaillent l'évolution entre 1995 et 2017 du Vote Front national à Bully-les-Mines et Grenay. Dans ces deux villes, on peut observer deux faits marquants. D'une part, le vote FN a très fortement augmenté à l'échelle de ces deux villes. En fonction des inscrits, il a ainsi augmenté de 286 % (presque triplé) à Bully-les-Mines et de 464 % à Grenay (quasiment quintuplé).

D'autre part, on remarque que les zones de force du Front national ont totalement changé sur ces villes. À Grenay, en 2002, ce vote était globalement plus important dans le centre-ville que dans les périphéries les plus précaires qui votaient alors massivement pour le PCF. À partir de 2007 et 2012, on assiste dans cette ville à une profonde modification de la localisation des zones de forces du Front national. Ce sont désormais les périphéries qui votent le plus pour Marine Le Pen, le centre quant à lui, a vu ce vote croître moins rapidement. À Bully-les-Mines, cette transformation a également eu lieu et est plus visible encore. Le vote FN qui était plus fort dans le centre-ville et dans la périphérie ouest en 1995 a également « migré » vers des quartiers particuliers localisés près de Grenay.

Plus globalement, à l'échelle des deux villes, nous pouvons émettre l'hypothèse que ce « déplacement » est la conséquence d'une modification de la sociologie majoritaire du FN. En effet, la sociologie des quartiers favorables à ce parti en 1995 est profondément différente (plus bourgeoise) que celles des quartiers où ce vote est majoritaire en 2012 et 2017 (plus prolétaires). Le vote Front national aurait donc progressivement touché les classes populaires de ces deux villes ; dans le même temps, il se serait affaibli chez les classes moyennes locales.



Carte 15 : Évolution du vote FN de 1995 à 2017 à Bully-les-Mines et Grenay

Les cartes de la page suivante détaillent l'évolution du vote FN entre 2002 et 2017, à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc. Les changements dans la géographie des bureaux de vote ont été trop nombreux à Fos-sur-Mer entre 1995 et 2002 et nous ont conduit à faire preuve de prudence¹²², nous avons ainsi choisi de ne pas travailler sur cette élection. De ce fait, l'étendue temporelle de la comparaison est, à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, de quinze ans contre vingt-deux ans à Grenay et Bully-les-Mines.

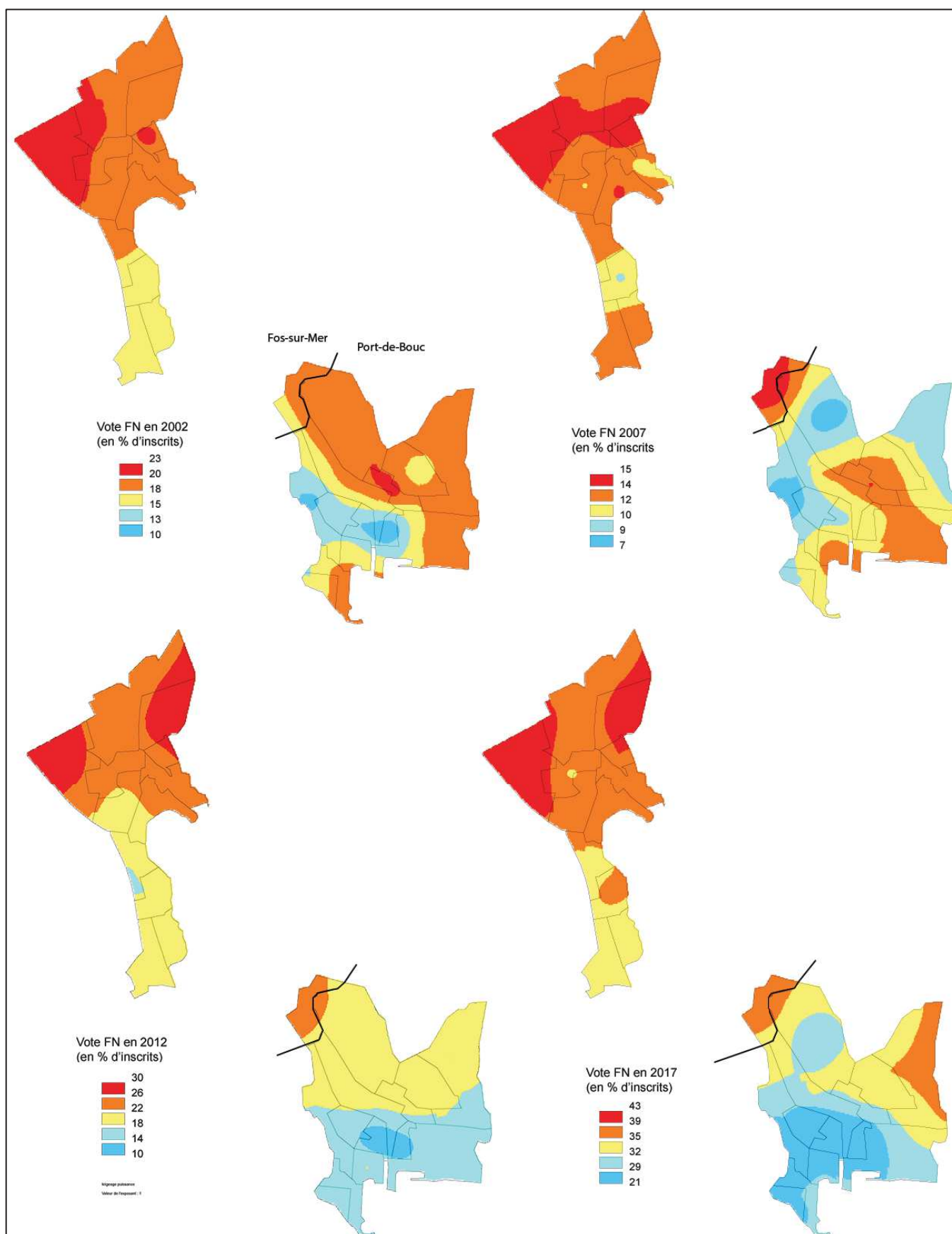
Les villes du sud ont tout comme celles du nord vu le vote Front national augmenter, mais de façon plus modérée. En effet, il était déjà à un niveau élevé dans ces villes en 2002 et le vote de 2017 n'est donc pas une « nouveauté » ni un « choc » dans ces terres du sud (Bloss, Rouan, Ascaride, 1999, *op. cit.* ; Alidières, 2014, *op. cit.*). À Fos-sur-Mer, la localisation des zones de force du Front national n'a pas évolué depuis 2002 et ce sont les quartiers les plus au nord qui semblent depuis vingt ans les plus favorables au parti de Marine Le Pen. Le centre-ville et les quartiers les plus anciens, situés au sud de la ville sont quant à eux restés les plus réticents à un vote frontiste.

À Port-de-Bouc en revanche, on a assisté à une évolution visible des zones de force du vote frontiste. Si la périphérie de la ville semble toujours être le territoire où les électeurs frontistes sont les plus nombreux, les quartiers populaires du sud de la ville qui donnaient quant à eux de bons scores au FN en 2002 et 2007 sont devenus plus réticents que d'autres quartiers en 2017. Il y'a donc eu, à Port-de-Bouc, déplacement du vote FN du centre vers la périphérie. Ainsi, en 2017, le parti de Marine Le Pen obtient moins de 21 % des votes en fonction des inscrits en centre-ville contre 35 % dans les quartiers les plus extérieurs.

Encadré 24 : Du rouge et du bleu

Lorsqu'on lit ces cartes, il faut prendre garde à l'impact des couleurs sur l'esprit. On pourrait en effet croire que des zones, passant de l'orange au bleu, votent moins Front national aujourd'hui qu'en 2002. Ce n'est pas le cas, le vote FN s'est seulement moins accru dans ces zones, et celles-ci, bien qu'ayant un vote FN plus fort qu'auparavant, ne sont plus les zones de forces de ce parti en 2012 et 2017. Ces cartes illustrent ainsi que les espaces où le Front national réalise ses meilleurs scores se sont modifiés, tant dans le Pas-de-Calais que dans les Bouches-du-Rhône, et on peut supposer que la sociologie dominante de cet électorat s'est également modifiée au fil des élections.

¹²² Entre 1995 et aujourd'hui, la population de Fos-sur-Mer est passée de 11.605 habitants à 15.857. Entre 1995 et 2002, trois nouveaux bureaux de vote sont créés pour répondre à cette croissance démographique.



Carte 16 : Évolution du vote FN de 2002 à 2017 à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc

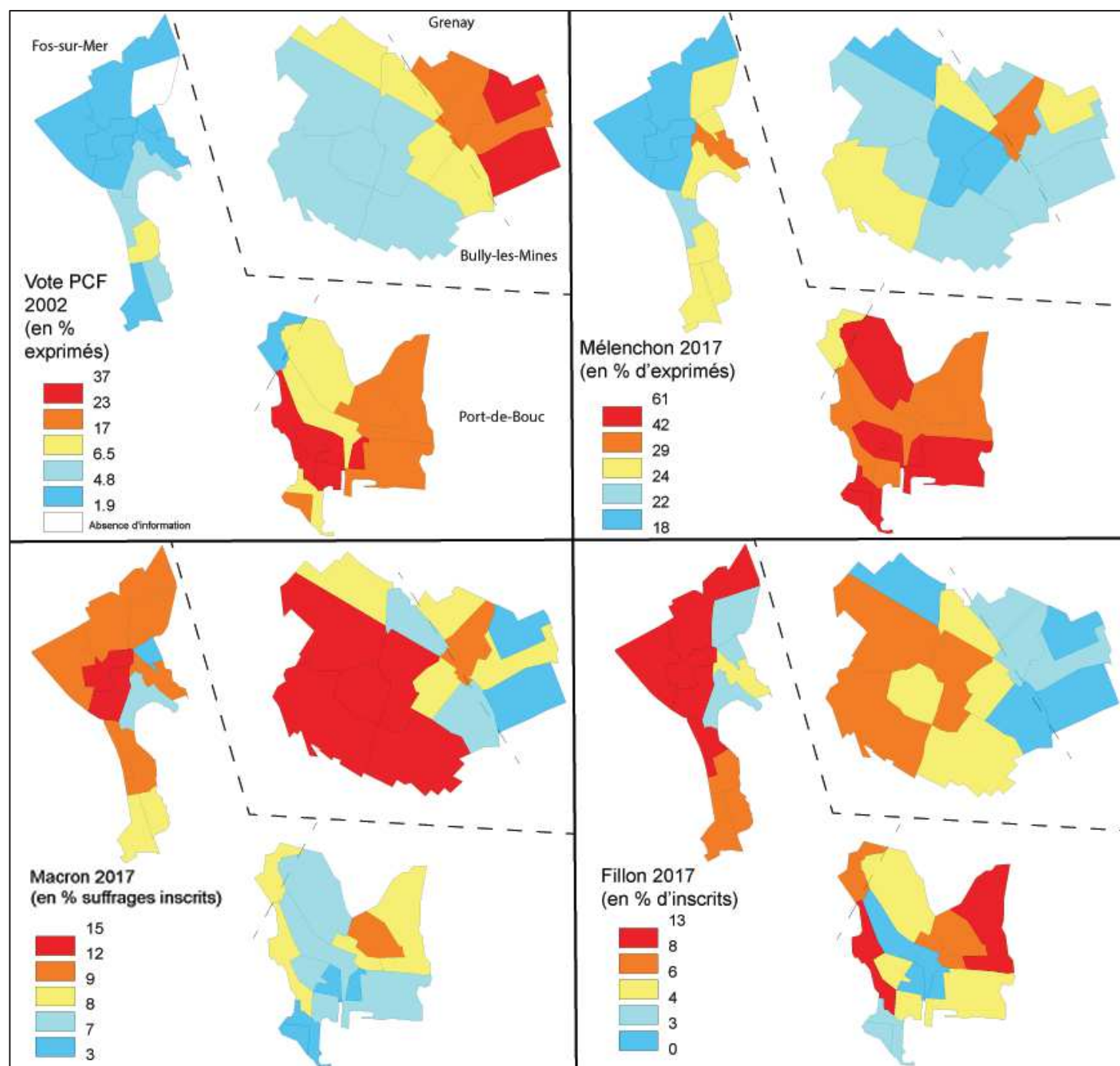
Si le vote FN est aujourd'hui considérable dans ces quatre villes, son augmentation s'est faite dans des conditions qui peuvent paraître bien différentes. La carte de la page ci-après a pour objectif de montrer l'évolution électorale des autres formations politiques sur les villes de notre étude. On remarque que les espaces de force des autres formations politiques ont, eux aussi, profondément varié.

Le premier diptyque permet de comparer le vote communiste en 2002 et le vote pour Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise en 2017¹²³. Les cartes suivantes détaillent les résultats en pourcentage d'exprimés et non en pourcentage d'inscrits afin d'illustrer la force respective de ce vote, même dans les espaces de forte abstention comme Port-de-Bouc. À Grenay, on remarque que le vote PCF/Jean-Luc Mélenchon s'est effondré entre 2002 et 2017. Ce déclin n'est pas propre à la seule ville de Grenay mais globalement à toutes les petites villes minières communistes du Pas-de-Calais. Ici, Jean-Luc Mélenchon n'a pas réussi à reconquérir l'ancien électorat du parti communiste et c'est ce dernier qui détient encore les clefs des différentes mairies. Le vote Front national, remplace à Grenay, l'ancien vote PCF sauf au centre-ville de la ville où la gauche obtient encore de bons résultats. Dans le sud, le score du PCF/FI s'est maintenu à des niveaux très élevés à Port-de-Bouc entre 2002 et 2017 tandis qu'il a même progressé à Fos-sur-Mer. À Fos justement, la candidature de Jean-Luc Mélenchon a pu rallier une grande partie de l'électorat socialiste jusqu'à fidèle aux différents candidats du parti socialiste. À Port-de-Bouc, où le vote socialiste n'a jamais été important, sauf quand le candidat du PCF n'était plus en lice, on assiste avant tout à un renforcement du vote PCF/FI sur ses bases électorales : les classes populaires urbaines et une partie des cadres urbains.

Sur les cartes du quadrant inférieur, on peut voir à gauche une carte représentant les résultats obtenus par Emmanuel Macron au premier tour des élections présidentielles (en % d'inscrits). On peut tirer deux conclusions de cette carte. D'une part, ce vote est important au sud dans les quartiers où les votes de droite sont également nombreux (Fos-sur-Mer) mais aussi dans certains quartiers plus modestes où ce vote est faible. Le vote Macron, malgré tout relativement faible (15 % des inscrits dans le bureau de vote lui étant le plus favorable) est dans le sud plus élevé dans les quartiers où le FN fait ses meilleurs scores tandis que dans le Pas-de-Calais ce vote se dessine en miroir inversé du vote Front national. Par conséquent, on peut déduire en creux de ce phénomène l'opposition sociologique entre les électorats frontistes du nord et du sud.

Pour finir, la carte du vote pour François Fillon au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 permet de dessiner en miroir la carte de la richesse des différents bureaux de vote. Dans le Pas-de-Calais, elle constitue, tout comme la carte du vote Macron, l'inverse du vote FN.

¹²³ Le fait de comparer vote PCF et vote pour Jean-Luc Mélenchon peut être soumis à débat. En effet, la France insoumise n'est pas le continuateur du PCF, même si ce dernier a donné à Jean-Luc Mélenchon un soutien du bout des lèvres. Jean-Luc Mélenchon n'a par ailleurs jamais fait partie du parti communiste français et ne s'en réclame aucunement. Néanmoins, les deux formations ont, une histoire de coopérations, d'alliances, et de soutiens mutuels, malgré tout, et on remarque que Jean-Luc Mélenchon fait aujourd'hui de bons scores dans les anciennes terres communistes, d'où cette comparaison.



Carte 17 : Autres votes à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay

II. Un vote périphérique ou un vote de la périphérie ?

Depuis le développement du concept de gradient d'urbanité par Jacques Lévy, le vote frontiste est présenté comme une « spécificité » du périurbain. Comme nous l'avons souligné dans le chapitre premier, ce périurbain a été vu comme producteur d'anomie et de frustration, et *in fine* de fermeture. La question débattue dans les années 2000 tenait à savoir si oui ou non une variable purement géographique pouvait produire un tel vote ? Les travaux ultérieurs ont permis de répondre à cette question en mettant en garde contre l'essentialisation des variables purement géographiques et en parlant du périurbain comme espace de relégation (Gombin, 2014). Notre travail s'inscrit dans la poursuite de ce questionnement et il s'agit dans ce chapitre de se demander si le vote Front national dans les communes que nous étudions est un vote périphérique ou un vote de la périphérie. Ainsi, le vote FN est-il celui d'une simple périphérie géographique ou d'une périphérie sociale ?

1. Un vote localisé dans les quartiers extérieurs

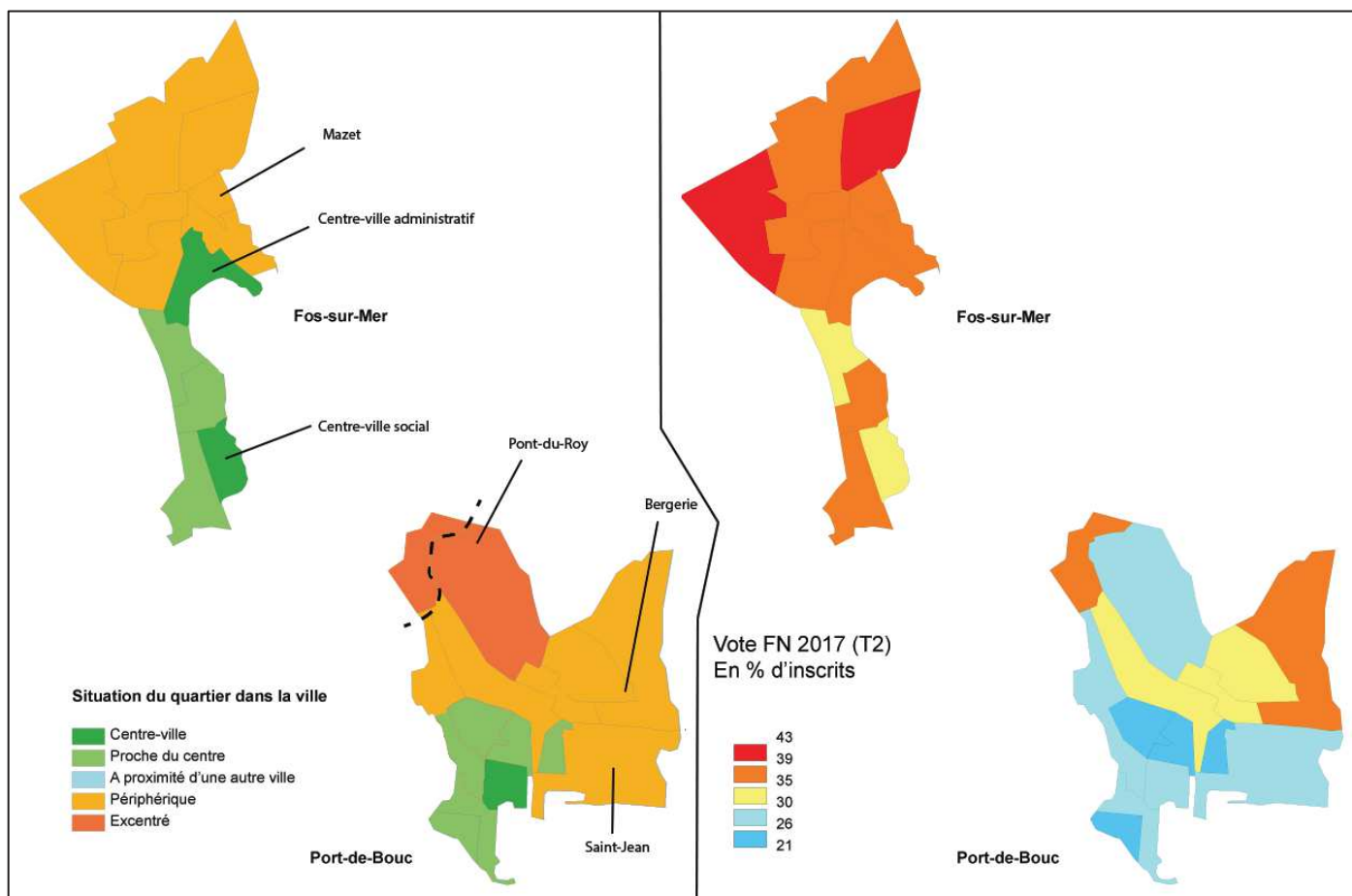
Notre premier questionnement a été de nous demander si le vote Front national, dans les villes elles-mêmes périphériques, était également structuré par une variable centre-périphérie. Cette variable, même si nous savons qu'elle cache certainement une question de périphéricité sociale nous permet de vérifier si oui ou non les villes ont un vote frontiste homogène en leur sein, ou si les différences sont importantes (Mabilon-Bonfils, Saadoun, 2002, *op. cit.*, p.161).

A. Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc

Sur la carte ci-après est présentée à gauche la situation géographique et sociale de chaque bureau de vote dans sa ville respective.

- En vert foncé, on distingue les centres-villes de chaque ville. Fos-sur-Mer en comporte deux, puisqu'on différencie le centre-ville historique, au sud de la ville, du centre-ville administratif au nord. Le second est largement moins doté en magasins que le premier.
- En vert clair, les quartiers centraux, c'est-à-dire ceux qui sont proches du centre-ville et des magasins de proximité (supérettes, banques, boulangeries).
- En orange sont indiqués les quartiers périphériques où les commerces de proximités sont très peu nombreux, voire tout à fait inexistants.
- En orange foncé, deux quartiers excentrés, qui ne sont reliés au centre-ville de leurs villes respectives que par la voie rapide.

Sur la carte de droite est représenté le pourcentage de personnes inscrites à leur bureau de vote qui ont voté Front national en 2017.



Carte 18 : Situation géographique des bureaux de vote de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc

On remarque que ce vote est principalement localisé dans les quartiers les plus périphériques de leurs villes. À Fos-sur-Mer, les quartiers au nord de la ville ont été construits le plus tard et sont les plus éloignés des activités du centre-ville et des commerces de proximité (banques, épiceries, magasins, cafés et bars) tous situés tout au sud de la ville dans le vieux-centre et non dans le centre-ville administratif au milieu de la commune.

Cette relation est également présente à Port-de-Bouc : ce sont dans les quartiers périphériques que l'on trouve les bureaux de vote les plus favorables au Front national. Les quartiers de l'Est, « la Bergerie », proches de la ville de Martigues (une autre ville administrée par le PCF) votent également plus pour le Front national que les bureaux de vote plus à l'ouest, situés dans la presqu'île. Ces quartiers sont mitoyens de ceux de Martigues et ont été construits à cheval sur les deux villes. Ils sont localisés à la frontière des deux villes sans être proches du centre-ville de l'une ou l'autre. Les habitants du côté port-de-boucains déclarent aller plus souvent à Martigues par facilité (l'autoroute permettant d'aller rapidement au centre-ville qu'à celui de Port-de-Bouc) qu'à Port-de-Bouc et ne s'inscrivent aucunement dans l'ambiance port-de-boucaine.

On observe par ailleurs une dichotomie dans ces quartiers proches de Martigues entre celui du sud, défavorable au FN : le quartier Saint-Jean, et le quartier de la Bergerie, au nord, favorable à Marine Le Pen. Cette différence est en partie la conséquence du peuplement du quartier Saint-Jean (au sud-est en bleu cyan) qui est le quartier grec de la ville, et est particulièrement intégré à

celle-ci malgré la distance notable au centre-ville. Le quartier au nord de Port-de-Bouc en orange foncé appelé Pont-du-Roy (sur la carte de gauche) présente des caractéristiques qui lui sont propres et qui neutralisent l'effet de périphéricité que nous avons remarqué pour les autres, il est situé à côté d'un quartier de Fos-sur-Mer lui-même particulièrement excentré mais dont les caractéristiques sont différentes. Le quartier du Pont-du-Roy à Port-de-Bouc est en effet un espace habité par des résidents de longue date de Port-de-Bouc ayant décidé d'acheter une maison afin de s'éloigner du centre tout en restant dans la limite administrative de Port-de-Bouc. Le quartier est tout à fait isolé du reste de la ville et constitue un petit village calme (peu de tentatives de cambriolages d'après les personnes ayant participé à nos entretiens) contrairement aux quartiers en jaune sur la seconde carte qui sont majoritairement pavillonnaires ou mélangés à des logements sociaux. Ces derniers sont à la fois éloignés du centre-ville et des activités communales mais également impactés par la présence de quartiers « animés » à proximité. Les habitants semblent avoir « les inconvénients de la ville sans ses avantages » c'est-à-dire un nombre de cambriolages selon leurs dires assez élevé¹²⁴, et une très faible accessibilité aux « bienfaits » du centre-ville.

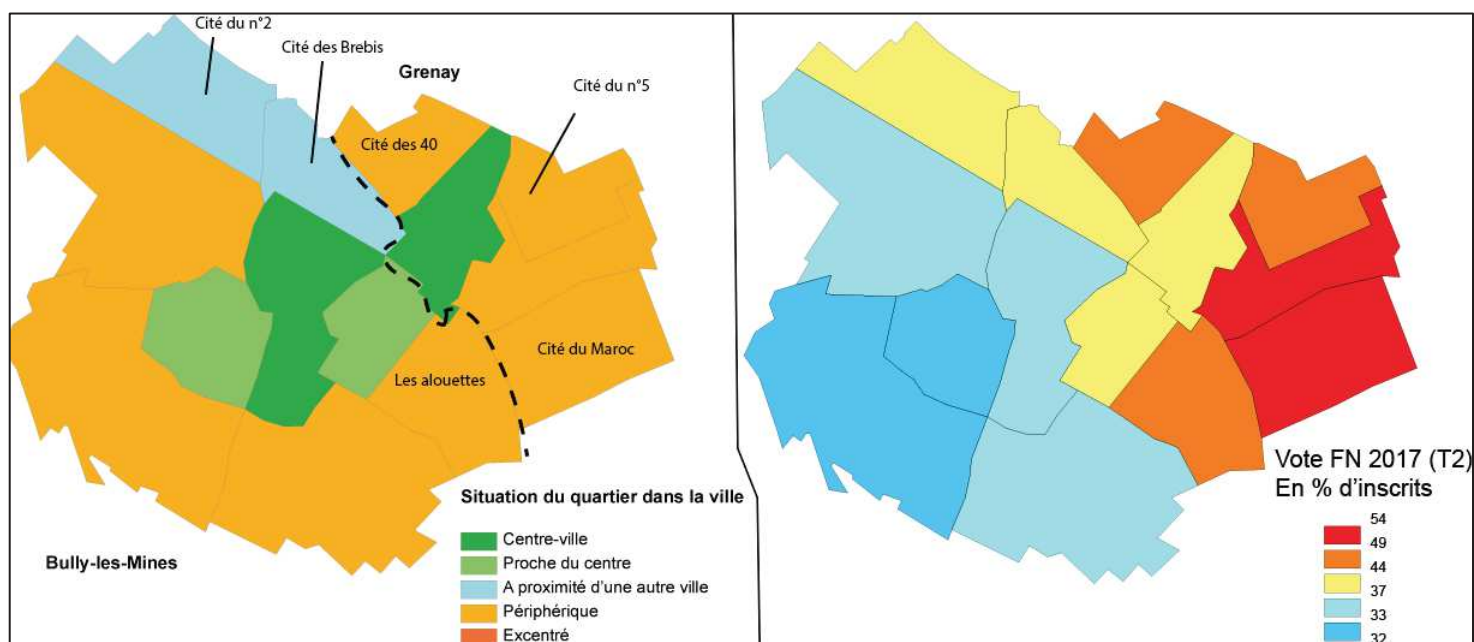
B. Bully-les-Mines et Grenay

À Grenay et Bully-les-Mines, la même relation entre éloignement du centre-ville et vote Front national peut être observée, et de façon plus flagrante. Sur la carte de gauche, on peut voir les deux centres-villes en vert foncé. Au centre de la carte, le centre de Bully-les-Mines est entouré de deux quartiers représentés en vert clair dans lesquels on peut également trouver de nombreux commerces de proximité et une structure urbaine de type centre-ville. Le centre-ville de Grenay est quant à lui plus petit. En bleu sont représentés deux quartiers de Bully-les-Mines au nord de la voie de chemin de fer qui sont directement mitoyens de la ville voisine de Mazingarbe. Ils bénéficient du rayonnement des différents magasins qui sont limitrophes à ces deux villes ainsi que de l'influence du centre social de Mazingarbe situé à la frontière entre les deux communes.

En orange sont représentés les quartiers périphériques des deux villes, ils forment une couronne autour des deux centres-villes. Ce sont des quartiers exclusivement composés de pavillons. Les quartiers pavillonnaires de Grenay, ainsi que les deux bureaux de vote à l'est de Bully, ceux du quartier des alouettes, sont principalement composés de logements sociaux pavillonnaires tandis que les autres quartiers périphériques de Bully-les-Mines, au sud-ouest de la ville sont constitués de lotissements en pavillons individuels habités par des propriétaires. Ils sont semblables à ceux qu'on peut trouver dans des villes périurbaines « classiques » comme Fos-sur-Mer.

Sur la carte de droite, on remarque, encore plus nettement qu'à Fos-sur-Mer, un gradient centre/périphérie dans ces deux villes du Pas-de-Calais. Dans les deux cas, les quartiers proches du centre-ville sont largement moins favorables au Front national que les quartiers périphériques. L'écart est quasiment égal à dix points pour la ville de Grenay tout comme pour la ville de Bully-les-Mines.

¹²⁴ Dans les faits, il y'a 8,82 cambriolages pour 1000 habitants à Fos-sur-Mer contre 8,06 pour mille à l'échelle régionale.



Carte 19 : Situation géographique des bureaux de vote de Bully-les-Mines et Grenay

Si le vote Front national est un vote des villes périphériques, il n'était pas évident qu'au sein de ces villes, ce vote se caractérise également par un gradient centre-périphérie. Ces cartes permettent pourtant d'émettre l'hypothèse, que le vote FN est plus fort dans les quartiers périphériques qu'au centre-ville. Ces espaces reproduisent en effet à une échelle réduite les caractéristiques qui structurent le vote à l'échelle des métropoles¹²⁵. En effet, les villes que nous étudions semblent également s'organiser autour d'un centre où la verticalité est plus importante et des périphéries horizontales composées de pavillons individuels. Néanmoins, à la vue des variations présentes entre les différents espaces périphériques, notamment à Bully-les-Mines et Port-de-Bouc, nous pouvons par ailleurs affirmer que la seule périphérie géographique n'est pas une caractéristique suffisante pour être le lieu d'un vote Front national plus fort qu'ailleurs.

Ainsi, afin d'aller plus loin dans notre analyse, et d'examiner la structure des périphériques favorables au vote Front national sur nos terrains d'enquêtes, nous avons tout d'abord cherché à savoir s'il existait un lien entre pourcentage de maisons et vote Front national. Nous avons ainsi effectué un travail de corrélation à l'échelle des quatre villes portant sur le lien entre pourcentage de maisons et vote Front national à l'échelle du bureau de vote. Le tableau suivant présente les résultats de ce calcul de corrélations bilatérales. Il nous permet d'affirmer que le vote Front national est lié à des quartiers composés essentiellement de maisons (que ce soit des villas ou des maisons de mineurs dans le Pas-de-Calais).

¹²⁵ Ces villes périurbaines ont pour spécificité d'être avant tout horizontales, c'est-à-dire composées de maisons individuelles. Elles sont par ailleurs le lieu d'un vote Front national généralement supérieur à la moyenne comme le vérifient les travaux portant sur les élections présidentielles de 2012 (Girard, 2015). Notre travail statistique du chapitre précédent a permis de le vérifier pour l'élection présidentielle de 2017.

Tableau 67 : Corrélations en fonction du pourcentage de maisons et appartements dans le bureau de vote		FN 2012 présidentielles tour 1		FN 2017 présidentielles tour 2	
Ville	Calcul	Maisons % logements	Appartements en % logements	Maisons % logements	Appartements en % logements
Toute villes	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,743** ,000	-,738** ,000	,785** ,000	-,787** ,000
Bully-les-Mines	Corrélation Sig.	,878** ,002	-,855** ,003	,442 ,234	-,595 ,091
Grenay	Corrélation Sig.	-,023 ,970	,000 1,000	,065 ,917	-,105 ,866
Fos-sur-Mer	Corrélation Sig.	,687* ,014	-,692* ,013	,537 ,072	-,540 ,070
Port-de-Bouc	Corrélation Sig.	,647* ,017	-,650* ,016	,817** ,001	-,821** ,001
Les données concernant Grenay sont trop peu nombreuses (seulement 5 bureaux de vote) et produisent donc une corrélation qui est invérifiable par l'outil statistique mais qui est observable via une carte. De plus, il n'y a quasiment aucun appartement sur la ville.					

Nous avons ensuite confirmé par un travail d'observation que les quartiers périphériques des villes étudiées comportaient davantage de maisons que ceux du centre-ville. Nos observations ont vérifié cette hypothèse et nous permettent d'affirmer que le vote Front national est clairement plus fort dans les bureaux de vote situés en périphérie du centre que dans le centre-ville en lui-même, et ce, sur nos deux terrains d'enquêtes. C'est donc dans ces quartiers plutôt extérieurs, plutôt périphériques et occupés par des « villas » (maisons avec jardins) que le vote Front national est élevé. Au contraire, dans le centre-ville principalement composé d'immeubles (et donc d'appartements) le vote Front national est plus faible.

Le vote FN est donc, au local comme à l'échelon intercommunal, un vote qui semble se structurer autour d'un gradient centre-périphérie. Généralement, les centres-villes votent moins FN que les périphéries. Néanmoins, tous les quartiers périphériques ne sont pas affectés de la même façon par ce vote et on se rend compte que certains quartiers pavillonnaires sont réticents au vote Front national. En effet, certains quartiers de Bully-les-Mines, présentant une horizontalité caractérisée par des maisons individuelles occupées par des propriétaires ne sont que très peu favorables au vote FN contrairement à d'autres quartiers eux aussi occupés par des maisons. Il paraît donc nécessaire d'affiner ce gradient géographique centre-périphérique qui nous semble trop grossier pour identifier efficacement les espaces où le vote Front national fait ses meilleurs résultats.

C. Le rôle (important ?) des fractures géographiques

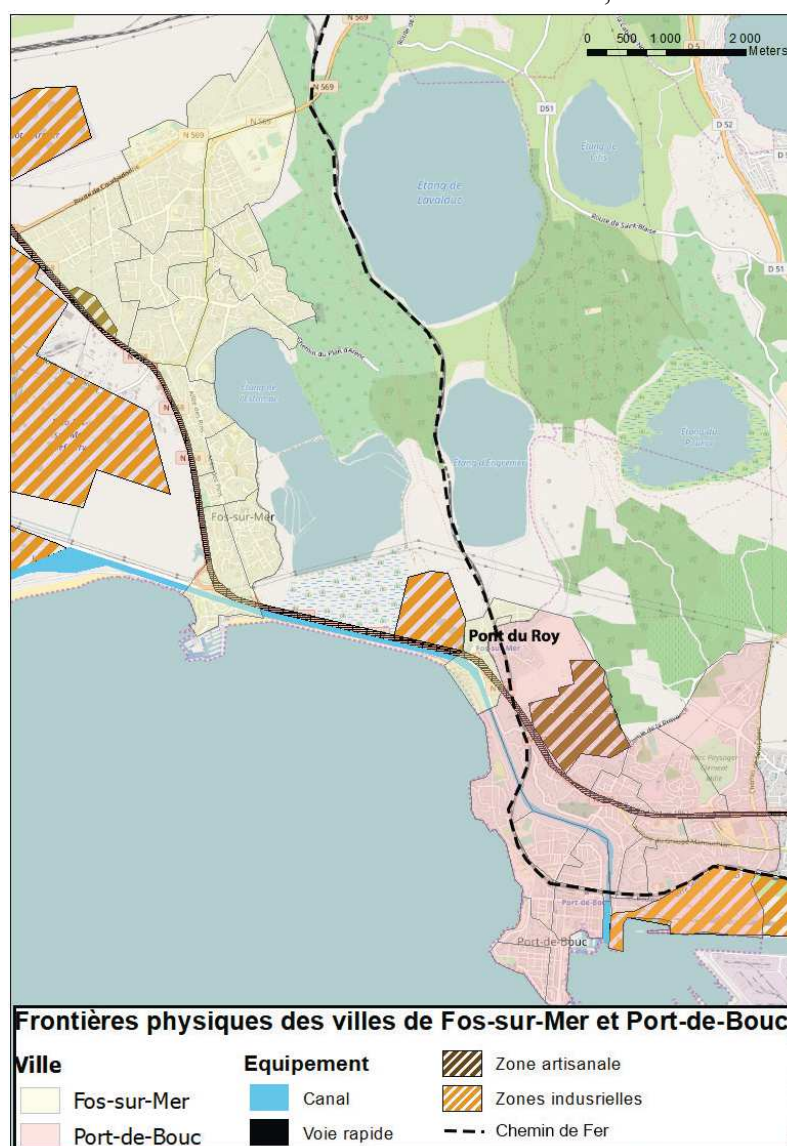
Avant d'aller plus loin dans l'étude sociologique des bureaux de vote favorables au Front national nous avons décidé de continuer dans une approche géographique pour traiter de deux cas particuliers. Deux espaces présentent en effet des caractéristiques géographiques particulières qui vont avoir des effets inverses sur la vie dans ces quartiers, sur le sentiment d'appartenir à la ville, et nous en émettons l'hypothèse, sur le vote Front national.

Une des spécificités de nos terrains d'enquêtes tient en effet à la présence de fractures géographiques dans chaque couple de communes. Ces fractures ont, après avoir conduit des entretiens avec les habitants, un rôle important dans la perception de l'espace et de la politique locale. Néanmoins, cette vie au-delà de la « frontière » peut avoir des conséquences différentes sur le sentiment d'exclusion et *in fine* le vote frontiste. Dans ce paragraphe, nous allons comparer deux quartiers qui vivent au-delà d'une cassure géographique qui les sépare du reste de la ville. Le premier est situé à Port-de-Bouc, le second à Bully-les-Mines.

a. *Vivre au-delà de la voie rapide, l'isolement et le sentiment d'abandon à Port-de-Bouc*

À Port-de-Bouc, la ville est structurée selon un gradient nord-sud de fractures géographiques. La ville se trouve sur une presqu'île (elle-même découpée par une voie de chemin de fer) délimitée au nord par le canal d'Arles à Bouc. Au nord de ce canal, une deuxième délimitation coupe une nouvelle fois la ville dans un axe est-ouest. Il s'agit de l'autoroute d'Arles à Marseille qui devient, dans la ville, une voie rapide. Il est à noter que des travaux sont en cours pour faire contourner les villes de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc par l'autoroute. On peut penser que, lorsque ce contournement sera terminé, alors les quartiers au nord de Port-de-Bouc auront un accès plus aisé au centre-ville. Il pourra être intéressant d'étudier, dans le futur, les effets du contournement autoroutier dans ces quartiers, notamment au niveau du sentiment d'appartenance à la ville de Port-de-Bouc de ses habitants.

La carte suivante détaille les deux frontières actuelles qui constituent deux limites successives entre le centre-



Carte 20 : Frontières physiques de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc

ville et la périphérie port-de-boucaine. Ces frontières recoupent également les frontières sociales de la ville : le sentiment d'appartenance à la ville décroît en effet fortement chez les habitants que nous avons interrogés et qui habitaient au nord de cette limite.

On remarque que les quartiers où le vote Front national est le plus élevé à Port-de-Bouc sont tous au-dessus du canal et pour trois d'entre eux au-dessus de la voie rapide. Ces axes transversaux limitent les accès entre le nord et le sud de chaque zone. Seulement deux ponts traversent le canal, un dans un axe nord-sud, et l'autre dans un axe est-ouest. La coupure entre le nord et le sud de la voie rapide est également radicale. Trois accès permettent de relier le nord et le sud de la ville en traversant la voie rapide, mais cette dernière constitue une gêne considérable pour l'ensemble des habitants du fait de la circulation très dense sur cette dernière. Ainsi, Roland Joly, ancien militant communiste abordait dans une discussion cette coupure entre le nord et le sud.

AH : *Est-ce qu'il y'a des quartiers qui ont une ambiance, une culture propre à Port-de-Bouc ?*

Roland Joly : Oui y'a des quartiers où, par exemple ce qu'on appelle le quartier Pentagone, les gens ont une association où ils se retrouvent régulièrement, les gens qui sont partis, même reviennent pour se retrouver avec d'anciens amis etc.

AH : *D'accord.*

Roland : Il y a beaucoup, y'a beaucoup ce système quoi. Régulièrement sont organisées ce qu'on appelle les voisinades, c'est-à-dire un peu des gens se retrouvent dans leurs quartiers, pour organiser des choses quoi. Alors, en même temps, c'est plus difficile dans les nouveaux quartiers pavillonnaires.

AH : *Hum, qui sont au nord de la ville ?*

Roland : Au nord de la ville, là on se retrouve avec des populations qui peut être vivent moins la ville quoi.

AH : *Oui, c'est ce que me disait Monsieur F, c'est des gens qui vont aller travailler à l'extérieur et qui finalement vont pas trop au centre-ville de Port-de-Bouc ?*

Roland : Qui sont essentiellement des gens qui reviennent là, après le travail. Ils ne viennent pas dans le centre.

Ces propos sont confirmés lors d'un autre entretien. (Les bureaux 9 et 10 sont ceux en jaune sur la carte juste au nord du canal.)

Roland Joly : Aussi. Heu, et je pense que pour l'essentiel, le vote Front national qu'on a à Port-de-Bouc, c'est peut-être plus le vote de, de personnes qui se trompent de colère, heu, qu'un vote véritablement d'adhésion.

AH : *Parce que j'ai remarqué, j'ai étudié le vote par bureau de vote sur Port-de-Bouc et j'ai remarqué qu'il était assez situé dans le 9eme et 10eme bureau de vote je crois. Si mes souvenirs sont bons.*

Roland : Heu. Ce sont des bureaux de vote, alors le 9eme ou le 10eme où il y a eu un brassage de population, une arrivée de population (récente) un peu plus importante qu'ailleurs. Et... Et peut-être une présence moindre des autres forces politiques.

AH : *D'accord.*

Roland : Aussi.

AH : *Donc le fait qu'elles soient arrivées plus tard (ces populations) elles se sont moins intégrées ?*

Roland : Vous savez aujourd'hui Port-de-Bouc plus de la moitié de la population travaille hors commune.

AH : *D'accord.*

Roland : Donc pour une part on a effectivement des gens qui ont pu s'être installés sur Port-de-Bouc mais qui partent le matin, rentrent très tard le soir, pour une part ne participe pas forcément à la vie, à la vie locale.

La structure de ces quartiers au nord de la ville est donc particulière. Quartiers principalement pavillonnaires où se mélangent pavillons et logements sociaux, les habitants y sont plus nombreux à être propriétaires qu'au centre-ville. Ils ressemblent davantage à ceux de Fos-sur-Mer et du périurbain en général. Ce sont ainsi des personnes qui se sont installées parfois plus récemment que ceux du centre-ville, les quartiers y sont en effet anciens de 10 à 30 ans selon les endroits.

Il est à remarquer que dans ces quartiers, la coupure géographique qu'est la voie rapide est à la fois une barrière et un avantage non négligeable selon les habitants. En effet, cet axe qui coupe la ville en deux est également une des raisons qui a motivé l'installation de nombreux ménages. Les habitants au nord de cette voie rapide sont à seulement 200 m d'un axe routier majeur qui les relie en moins de 15 minutes à Istres et en 2 minutes à Martigues alors qu'il faut parfois 10 minutes pour aller au centre-ville de Port-de-Bouc. Beaucoup de ménages installés dans les années 1990 et 2000 ont donc choisi ce quartier car il leur permettait d'être proches de leur travail, des grands magasins, et globalement des autres villes du département. C'est par ailleurs dans les quartiers au nord de la voie rapide que les constructions nouvelles ont été les plus nombreuses depuis le début des années 2000 (le quartier Saint-Jean, mitoyen de Martigues, date de cette époque) et comme le souligne l'ancien militant communiste que nous avons interrogé, sont les quartiers où l'arrivée de population a été la plus grande. Cet axe routier n'est néanmoins pas qu'une aubaine pour les habitants. En effet, par les limitations d'accès au centre-ville de Port-de-Bouc qu'il impose, il pose de nombreux problèmes à une partie des habitants des quartiers nord de la ville. L'action municipale de la mairie communiste a beaucoup moins d'impact et les habitants se sentent moins intégrés au cœur de la ville. Ils ont donc les désavantages du centre-ville car beaucoup de ces riverains se plaignent de la délinquance et des vols dans leurs quartiers. Ils n'en ont pas les avantages, c'est-à-dire un maillage de services de proximité, le sentiment d'appartenir à la ville et l'accès aux différentes activités associatives offertes par cette dernière.

Toutes ces caractéristiques induites indirectement par cet axe routier forment un alliage qui rend plus que probable un vote Front national élevé dans ces quartiers. En effet, se combinent une coupure géographique, l'arrivée importante d'une population nouvelle dans les espaces au nord de cette voie (population plutôt populaire et accédant néanmoins à la propriété), un manque d'intégration à la ville, la faiblesse des services de proximité et des actions de la mairie. Cet espace présente ainsi les caractéristiques d'un fort vote Front national. Celui-ci est sur cet espace supérieur de 10 % (en fonction des inscrits) par rapport aux bureaux de vote plus urbains du centre-ville de Port-de-Bouc et de leur proximité immédiate.

b. Vivre au-delà de la ligne de chemin de fer, se sentir comme une ville à part entière et développer une identité propre à Bully-les-Mines

Bully-les-Mines dans le Pas-de-Calais est également confrontée à une situation de coupure en son sein. Elle est en effet traversée par la voie de chemin de fer reliant Béthune à Liévin. Deux bureaux de vote sont isolés au nord de cette voie de chemin de fer pour n'être reliés au centre-ville que par deux routes. Cet isolement est accentué par la distance entre les premières habitations au nord de la voie de chemin de fer, et celles au sud : environ 500 m.

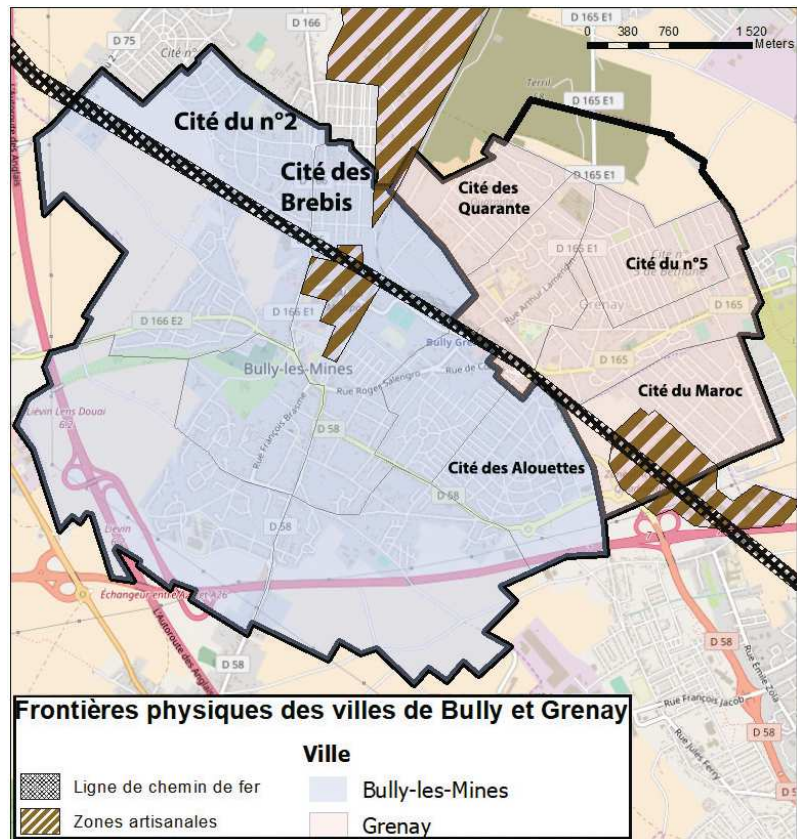
Ces deux quartiers : la cité n° 2 et la cité des Brebis, classés en zone de rénovation

urbaine (ZRU), et étant principalement occupés par des corons en logements sociaux ont pour spécificité d'être répartis sur les villes de Mazingarbe et de Bully-les-Mines et d'être isolées du centre-ville de ces deux communes. Ces deux cités bénéficient d'un effet propre de centre-ville qui émane du territoire de Mazingarbe et qui est caractérisé par la présence d'une maison de quartier, d'un collège, de magasins et de la mairie de Mazingarbe située entre les quartiers nord et sud de cette ville. Les habitants bullygeois de la cité n° 2 et de la cité des Brebis, isolés des deux centres-villes adjacents mais bénéficiant des services offerts par la ville de Mazingarbe ont développé un esprit de village qui semble être particulièrement fort. François Lemaire, le maire de la ville explique ainsi :

AH : Et c'est un quartier qui pourrait être considéré comme un peu isolé par rapport au reste de la ville non ?

François Lemaire : Alors on dit que, effectivement heu, les Brebis heu, c'est un quartier à part, alors oui dans un point de vue urbain, c'est vrai que quand vous regardez la carte de Bully-les-Mines oui y'a des lignes de fracture entre la cité et la commune de Bully-les-Mines. Mais là encore on en revient à l'histoire des mines et à la façon dont la commune s'est structurée. Alors est-ce que ça perdure aujourd'hui ? Oui, les gens aiment bien dire qu'ils sont des Brebis. Pourtant y'a du flou, y'a du mouvement avec le centre-ville, d'autres quartiers de la commune.

AH : Y'a du mouvement ?



Carte 21 : Frontières physiques de Bully-les-Mines et Grenay

François : Oui c'est sûr, c'est plus aussi marqué avant, oui c'est sur on aime bien dire qu'on des Brebis qu'on est au quartier des Brebis comme on est aux alouettes mais y'a plus cette heu, cette frontière heu entre quartiers et le reste de la commune ou la ville de Mazingarbe.

AH : *Y'a des services publics heu, dans...*

François : Oui y'en a un peu, y'a un peu de service public oui.

AH : *Parce qu'en général c'est toujours la problématique quand y'a des villes éclatées de mettre soit une mairie annexe de mettre soit un petit centre.*

François : Ca fait 25 ans que le quartier est en politique de la ville il a connu pratiquement tous les dispositifs jusqu'à maintenant heu, les contrats de ville nouvelle génération, bon c'est toujours pareil. C'est un quartier qui est, je vous disais malheureusement est paupérisé, ce sont des populations on a du mal aujourd'hui à avoir avec nous, on a du mal à mobiliser sur des projets. Pour vous donner un exemple on vient de lancer le conseil citoyen sur ce quartier ça a été très compliqué, d'ailleurs le conseil citoyen n'est pas aujourd'hui complètement constitué. Fort heureusement ce que je disais on a encore des structures publiques sur le secteur, à commencer par une école heu, qu'on a d'ailleurs complètement rénové y'a 2 ans. Y'a le centre social de la commune de Mazingarbe qui contribue à tout ce qui est lien social du quartier et qui a quand même de mémoire 500 adhérents, donc c'est pas neutre, mais qui a aussi parfois ces activités. On a un peu de commerce, vous y êtes allé faire un...

AH : *Je suis allé faire un tour.*

François : On a quelques commerces, on a aussi un foyer d'anciens, sur la partie bulligeoise. Quand je dis foyer d'anciens c'est une asso de seniors et puis on a, nous on a relancé nous ce qu'on appelle la bergerie, bon qui est heu, peut être effectivement une forme hybride de mairie annexe heu, dans laquelle on a des permanences, les élus font des permanences, heu, nos services font des permanences. Bon, pour l'instant c'est pas encore heu, top top quoi. Alors oui ça se crée le conseil de quartier. On a relancé depuis moins de 6 mois ça va faire 6 mois maintenant, faut que ça vienne quoi, faut que ça prenne.

Certains habitants de cette cité, plutôt âgés, soulignent les spécificités de la vie dans ces quartiers au nord de la voie de chemin de fer, c'est le cas de Josette et Liliane, deux dames d'environ 65 ans.

AH : *Et les gens se sentaient plutôt de Bully ou de Mazingarbe ici ?*

Josette : Ah non on était notre cité !

AH : *C'était vraiment les Brebis ? D'accord.*

Liliane : Bully c'était la ville c'était pas pareil.

AH : *D'accord il fallait traverser le pont pour y aller.*

Liliane : Ici on était dans les corons on avait des choses qui se faisaient ici.

Le quartier des Brebis, et la cité du 2, si l'on suit leurs simples caractéristiques sociologiques devraient connaître un vote Front national à la hauteur du quartier des Alouettes¹²⁶. Pourtant le FN

¹²⁶ Les quartiers des Brebis et la cité du 2 sont légèrement plus âgés que les autres quartiers de la ville. Mais cette différence ne peut expliquer seule la variation du vote FN sur cet espace.

réalise sur ces deux quartiers des résultats moins bons de 7 points par rapport au bureau de vote des Alouettes en 2012¹²⁷. Ainsi, malgré leurs fortes pauvretés respectives et leurs ressemblances avec les quartiers les plus pauvres de Bully-les-Mines, on peut émettre l'hypothèse, comme le soulignent les différents entretiens qu'il existe des effets contextuels locaux propres aux quartiers de la cité du 2 et des Brebis et qui tiendraient à la fois à sa coupure géographique et aux conséquences de celle-ci.

Nous pensons que les services de proximité, relativement présents dans ce quartier ont permis aux habitants de ne pas se sentir isolés de toute action municipale. La mise en place d'un conseil de quartier, même si peu de personnes y participent, y a certainement contribué. De plus, l'esprit « village » qui est présent dans le quartier des Brebis et qui s'étend à la zone de Mazingarbe pourrait également être une raison de ces spécificités dans le vote. Il existe ainsi sur ces quartiers une identité vécue particulière qui consiste à accepter l'isolement vis-à-vis du centre-ville et de revendiquer un esprit local. Cette identité vécue contrebalance le sentiment de périphéricité de ces quartiers. Néanmoins, le vote de 2017 a montré dans ces deux bureaux de vote une augmentation rapide du vote Front national qui laisse penser que depuis les années 2000, cet esprit local tend à s'estomper car il n'est pas transmis par les anciens aux plus jeunes.

2. Une périphérie oubliée et une périphérie qui s'oublie

Nous venons de constater que le vote Front national se retrouvait dans les quartiers les plus périphériques des villes que nous étudions. Nous avons abordé le cas spécifique de deux quartiers de Port-de-Bouc et de Bully-les-Mines en y expliquant que la périphéricité n'était pas toujours synonyme d'isolement, notamment dans le cas de Bully-les-Mines. Cet exemple nous a ainsi permis de relativiser l'uniformité apparente des quartiers périphériques. Nous pouvons donc nous demander si la périphérie n'est pas seulement géographique mais également sociale.

Il sera à présent question de rentrer dans l'étude générale de cette périphérie qui vote Front national. Vote périphérique certes, mais quelle est la structure de cette périphérie ? Cette périphérie est-elle une périphérie oubliée, délaissée, malfamée et qui subit l'isolement ou bien une périphérie qui fait le choix de se refermer derrière ses murs et s'isole donc volontairement ? Selon le terrain d'enquête, la réponse peut être différente, illustrant ainsi la dichotomie qui peut exister entre l'électorat Front national du Pas-de-Calais et celui de la bordure méditerranéenne.

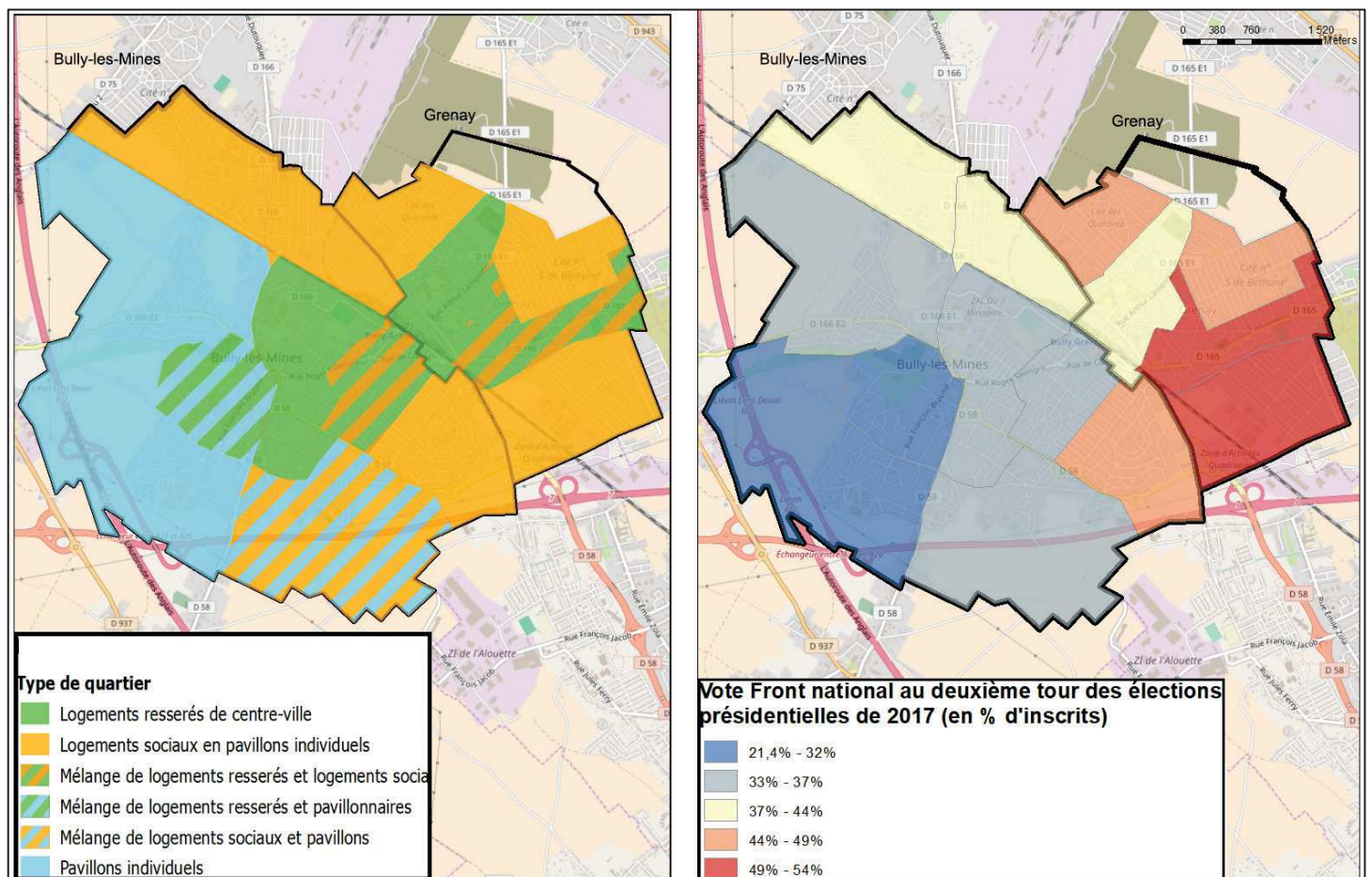
A. La périphérie oubliée de Grenay et Bully-les-Mines

Le vote Front national se concentre dans la bordure de Bully-les-Mines et Grenay, néanmoins il existe des variations selon le quartier. Il s'agit dans cette partie d'apporter des explications à ces variations du vote Front national dans ces différents quartiers. Dans un premier

¹²⁷ Néanmoins, l'écart entre les deux quartiers tend à se resserrer au fil des élections.

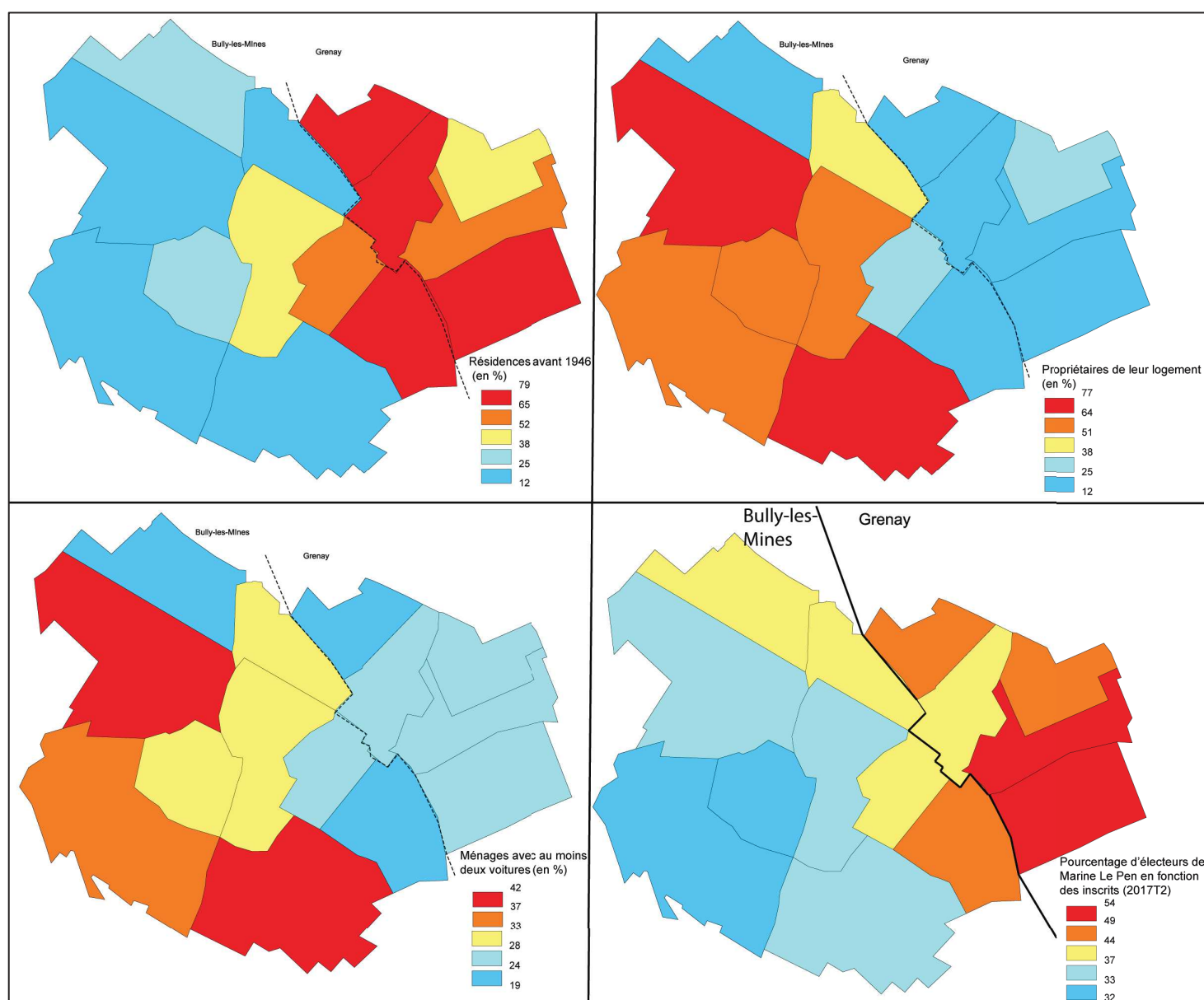
temps, nous nous sommes attachés à décrire la typologie majoritaire de chaque quartier de cette ville. Nous avons identifié les espaces centraux composés de maisons anciennes mitoyennes, formant des rues telles que nous les trouvons dans les centres-villes de la plupart des villes françaises. Nous avons également identifié les quartiers pavillonnaires selon le type d'habitat majoritaire de ces derniers. Il existe en effet une différence importante entre les quartiers pavillonnaires habités par des maisons de corons accolées deux à deux avec jardins qui sont pour la grande majorité des logements sociaux gérés par l'entreprise « Maisons et cités » et les pavillons individuels construits plus récemment sur le type des quartiers résidentiels actuels.

Les deux cartes ci-après permettent de comparer la hauteur du vote Front national en fonction du type d'habitat majoritaire sur ces deux villes. La carte de gauche est complémentaire de la carte 19 sur la périphéricité des quartiers des deux villes du Pas-de-Calais. On observe très clairement une fracture est-ouest sur la ville de Bully-les-Mines. Nous trouvons d'une part un secteur à l'ouest du centre-ville principalement composé de pavillons individuels, certes modestes, mais principalement habités par des propriétaires qui ressemblent à ce que l'on peut trouver dans les villes périurbaines du sud de la France. D'autre part, à l'est, les quartiers de Grenay et ceux de l'Est Bulligeois sont quant à eux des quartiers où les logements sociaux sont majoritaires. Globalement, la carte du vote Front national recoupe assez nettement celle de la typologie des quartiers de ces deux villes.



Carte 22 : Typologie des quartiers de Bully-les-Mines et Grenay

Les cartes ci-après permettent de compléter cette première analyse en montrant que le vote Front national se concentre dans les quartiers périphériques où les logements anciens sont les plus nombreux et où ils sont principalement occupés par des non-propriétaires (locataires ou locataires en logements sociaux). À Grenay et Bully-les-Mines, c'est donc principalement une périphérie a priori précaire qui vote Front national, elle combine un éloignement certain des commodités du centre-ville à un habitat ancien et d'après nos observations de terrain, particulièrement vétuste. Il n'est en effet pas rare de voir dans ces quartiers des maisons abandonnées ou des épaves de voitures. Notre travail d'observation nous permet d'estimer qu'environ 5 % des maisons de ces quartiers sont abandonnées.



Carte 23 : Marqueurs de périurbanité des bureaux de vote de Bully-les-Mines et Grenay

Il existe de fait, une fracture entre l'ouest et l'est de ces deux villes : l'ouest est plus aisé, habité par des propriétaires et globalement des personnes qui ressemblent à l'image que l'on se fait

d'un habitant du périurbain, c'est-à-dire une famille avec enfants, de la classe moyenne, habitant une maison avec garage entourée d'un muret ; l'est est quant à lui occupé par des locataires souvent très pauvres et ne présentant pas les caractéristiques du périurbain (en particulier la possession de deux voitures au sein du ménage). Les électeurs frontistes que nous avons interrogés dans ces quartiers de l'est, sont quasiment tous non propriétaires de leurs logements, ce qui les oppose radicalement de leurs « cousins » de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc. La périphérie frontiste de Bully et Grenay est donc une périphérie précaire, vétuste, et peut-être oubliée.

B. La périphérie qui s'isole de Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer

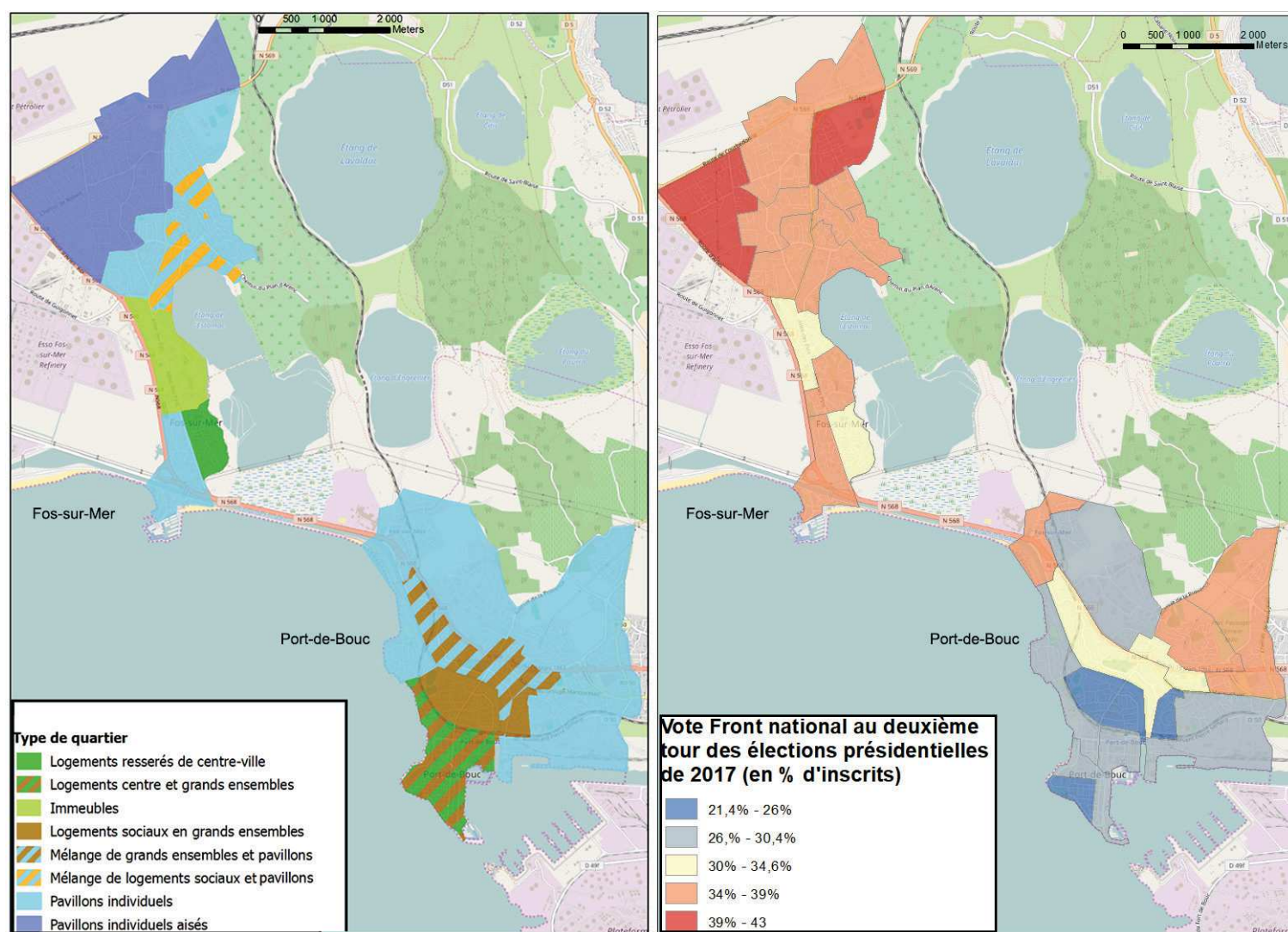
Le vote Front national dans le sud de la France est avant tout considéré comme un vote des petites classes moyennes accédant à la propriété (Gombin, 2015, *op. cit.*) (Chalard, 2015, *op. cit.*). Joël Gombin distinguait d'ailleurs un vote Front national du nord qui serait celui des « inactifs » à un second du sud, celui des « travailleurs ». Nous avons constaté que le vote Front national du nord semble en tout cas être celui des précaires, qu'en est-il de celui du sud ?

Sur les cartes de la page ci-après nous pouvons remarquer que les structures des deux villes que sont Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer sont assez différentes. La ville de Fos-sur-Mer compte peu de logements sociaux (en orange et bleu car mélangés à de l'habitat pavillonnaire plus classique). Ces derniers sont constitués de résidences de 3 à 5 étages et ont été construits à la fin des années 1990. En revanche, la ville compte une large majorité de quartiers pavillonnaires (nuances de bleu selon la richesse apparente des villas), notamment au nord de la ville. Au centre de la ville, on trouve deux quartiers principalement composés de logements collectifs en résidences construits dans les années 1970. Ils sont habités par des propriétaires ayant acheté il y a 40 ans, c'est-à-dire les premiers arrivants à Fos-sur-Mer à l'époque de l'ouverture des industries locales.

Les zones de fort vote Front national se concentrent à Fos-sur-Mer dans les espaces principalement pavillonnaires. Le vote FN est également élevé dans les bureaux de vote mêlant pavillons individuels et logements sociaux. Les habitants des quartiers pavillonnaires éloignés de ces logements sociaux font par ailleurs référence à ceux-ci en les qualifiant de quartiers « qui craignent » tandis que les habitants de pavillons proches de ces logements sociaux considèrent le quartier comme plutôt calme et agréable à vivre. Il y a donc une discordance entre la vision que les habitants des quartiers voisins se font de quartier considéré comme « malfamé » et celui des habitants du quartier. Pour finir, les quartiers les plus réticents au vote Front national sont le centre ancien et les résidences collectives des années 1970.

À Port-de-Bouc en revanche, une grande partie de la ville est constituée d'un mélange de pavillons et de logements sociaux en « barres d'immeubles ». Ces derniers ont été construits dans les années 1960, à l'époque où les villes percevaient des subventions étatiques lorsqu'elles construisaient ce genre d'immeubles. Depuis les années 2000, certaines de ces barres d'immeubles ont été détruites. Celles qui restent sont réparties sur l'ensemble de la presqu'île, bien que certaines aient été construites au nord de la voie rapide. Au sud de la presqu'île, on trouve des quartiers

particuliers mêlant maisons individuelles prenant la forme de corons et grands ensembles. Ces quartiers sont le lieu des activités sociales et culturelles de la ville dont le centre névralgique est le port de plaisance et le cours Landrivon où est située la mairie. Enfin, tous les espaces au nord de la voie rapide sont principalement composés de pavillons individuels à l'image de Fos-sur-Mer, même si certains grands ensembles sont également présents. Le vote Front national se concentre à Port-de-Bouc d'une part dans les quartiers où il y a contact entre pavillons individuels et logements sociaux, c'est-à-dire dans les quartiers immédiatement au nord de la voie rapide ; d'autre part il se trouve dans les quartiers construits récemment, à proximité de la ville de Martigues, et où les habitants sont pour la plupart non-natifs de Port-de-Bouc.



Carte 24 : Typologie des quartiers de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc

Nous avons pu constater qu'à Grenay et Bully-les-Mines, le vote Front national se concentrait dans les quartiers les plus anciens et vétustes, tandis que le nombre de propriétaires était inversement proportionnel à la puissance de ce même vote. Les cartes n°25 nous permettent d'effectuer la même comparaison, mais à propos de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc. On remarque qu'*a contrario* des villes septentrionales, le vote Front national est plus élevé dans les quartiers récents de Fos-sur-Mer. À Port-de-Bouc où les constructions récentes sont beaucoup moins nombreuses,

cette variable n'a pas vraiment d'effet. On observe par ailleurs un lien entre taux de propriétaires et vote Front national sur les deux villes. Le Vote Front national est plus élevé dans les quartiers où les propriétaires sont nombreux, surtout à Port-de-Bouc.

Ces logements pavillonnaires sont, contrairement à Grenay et Bully-les-Mines entourés de hauts murs (supérieur à 1m70). Ces derniers ne permettent pas un contact entre la maison/jardin, vu comme un ensemble, et l'extérieur c'est-à-dire la rue. Les quartiers pavillonnaires de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc sont avant tout le lieu de l'entre-soi et de l'isolement volontaire. À ce propos, Jacques, un électeur de gauche à Fos-sur-Mer âgé d'une soixantaine d'années, pense que le fait de monter les murs n'est pas une bonne chose.

Jacques : Ils montent tous des murs avec des parpaings, moi je le vois ici.

AH : *Justement là-bas (pointant un voisin).*

Jacques : Ouais et là aussi.

AH : *Et vous pensez que c'est la bonne solution de monter les murs ou au contraire ?*

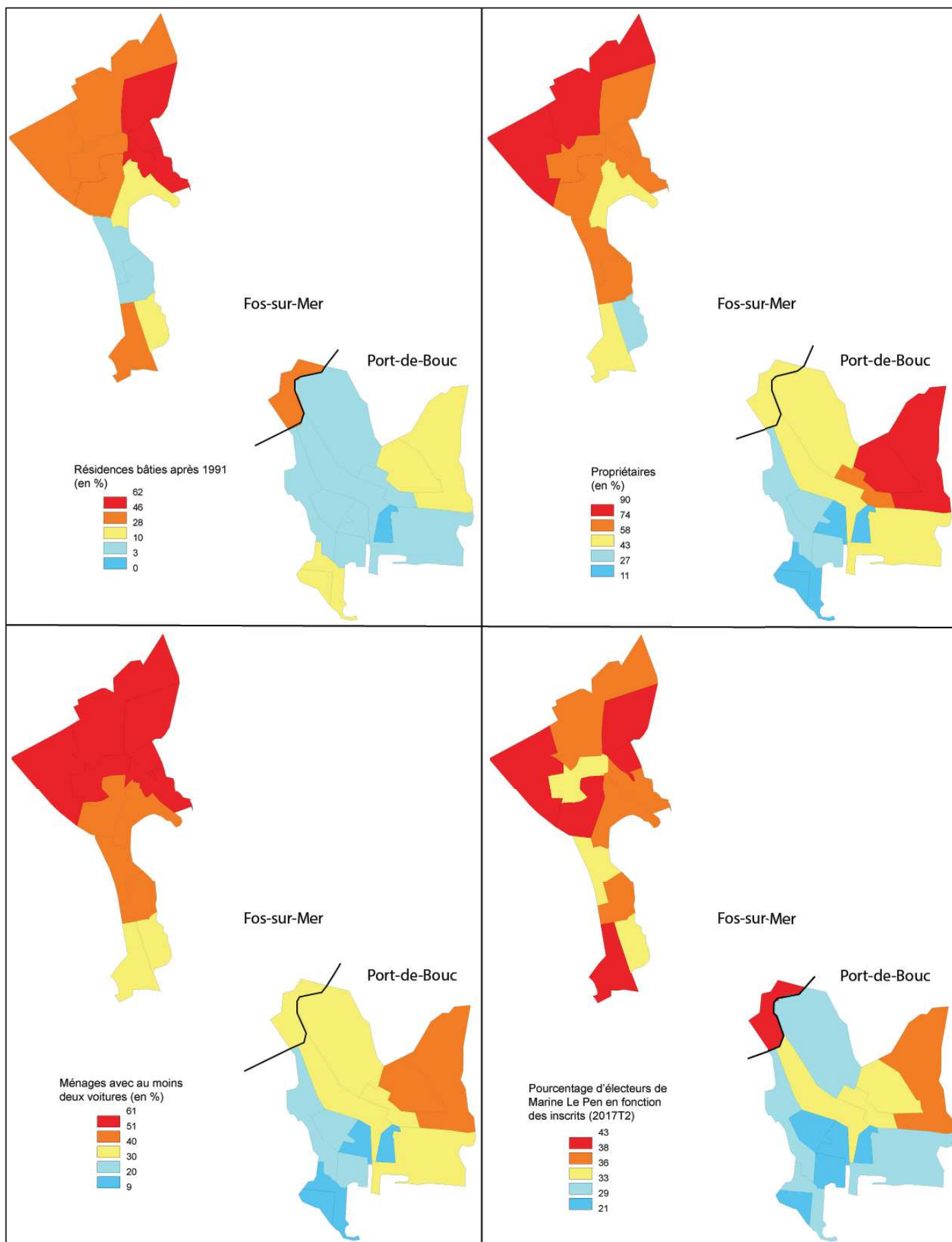
Jacques : Je trouve que ce n'est pas la bonne solution parce qu'à partir de là vous détachez, vous donnez une étanchéité par rapport à la maison, y'a plus de vis-à-vis donc une fois que les gens ont passé dans le jardin ils ne sont pas vus (peur des cambriolages).

Il faut souligner que les corrélations visuelles de la page suivante sont loin d'être parfaites entre les territoires où le vote Front national est haut et les différents attributs que nous étudions. En effet, ces derniers ne prennent pas en compte certains facteurs importants comme la richesse des habitants ou la sociologie majoritaire des quartiers qui sont des facteurs importants de ce vote.

Ainsi, si nous avons remarqué que dans le Pas-de-Calais le vote Front national est avant tout présent dans les quartiers où les logements sociaux sont ultra-majoritaires, habités par des non-propriétaires dans des habitations vétustes, ce n'est pas le cas dans les Bouches-du-Rhône. Le vote FN est plus élevé dans les quartiers pavillonnaires, qu'ils soient proches ou non de logements sociaux. Surtout, il s'agit là de quartiers où les propriétaires sont nombreux, ils habitent dans des logements qui sont souvent récents et présentant de nombreuses caractéristiques liées à la périurbanité : villas avec jardins et murs, plusieurs voitures par foyer... Il existe néanmoins des exceptions, puisque certains quartiers de Fos-sur-Mer où il y a 70 % de propriétaires présentent un vote Front national plus faible que dans les quartiers alentour et il faudra affiner nos observations pour comprendre ces particularités¹²⁸.

On peut par ailleurs émettre l'hypothèse que le vote frontiste, dans le sud, est avant tout un vote des personnes arrivées assez récemment dans ces villes. Soit, ils habitaient à proximité et ont décidé de s'installer à des endroits où le prix du terrain est avantageux et les maisons proches des grandes voies de communication (autoroute), soit ce sont des personnes ayant suivi une dynamique héliotropique et se sont installées dans le sud pour le cadre de vie.

¹²⁸ Il est à noter que les couleurs peuvent varier d'une carte à l'autre sur la ville de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc. En effet, quand nous étudions ces deux villes nous utilisons une échelle qui est adaptée au vote Front national sur celles-ci. Lorsque nous les étudions avec Bully-les-Mines et Grenay, nous utilisons une autre échelle. Les effets de seuils colorent ainsi certains quartiers de Port-de-Bouc qui étaient jaunes en bleu.



Carte 25 : Marqueurs de périurbanité des bureaux de vote de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc

C. Un vote des néo contre un vote des anciens ?

Afin d'aller plus loin dans la comparaison du territoire et des lieux d'habitats des électeurs, nous avons décidé de répondre à la question de l'ancienneté d'habitation. Cette question est surtout intéressante dans les départements méditerranéens, territoires où l'explosion démographique a depuis les années 1970 profondément modifié les structures urbaines, économiques et sociologiques locales. Ainsi, la population de Fos-sur-Mer a quintuplé entre 1968 et aujourd'hui, la quasi-totalité des maisons et immeubles a été construite dans ce laps de temps. Port-de-Bouc a quant à elle vu doubler sa population entre 1946 et 1968, son essor démographique est donc antérieur à celui de Fos-sur-Mer.

Il s'agit de savoir, notamment à Fos-sur-Mer, si cette augmentation démographique a eu un impact (ou non) sur le vote Front national. Si celui-ci est un vote de réaction à la venue de nouveaux habitants dans ces départements, il serait plutôt un comportement des anciens habitants face aux nouveaux et serait donc situé dans les quartiers habités par des ménages s'étant installés depuis longtemps. À la vue des cartes du paragraphe précédent, nous savons que le vote Front national est davantage présent à Fos-sur-Mer dans les quartiers construits les plus récemment, néanmoins une maison construite « récemment », c'est-à-dire il y a moins de vingt ans, peut être habitée tant par un couple venant de s'installer que par une famille ayant construit la maison, et étant donc sur place depuis cette époque. Ainsi, il est difficile de répondre à cette question par la seule ancienneté des habitations. L'étude de l'ancienneté d'emménagement nous permettrait en revanche de savoir si ce vote est (notamment dans le sud) celui des néo-arrivants ou au contraire celui des « autochtones ».

Sur la double carte de la page suivante, nous avons sélectionné les variables relatives à l'ancienneté d'installation des ménages qui correspondaient le plus, dans les deux cas, à un vote Front national élevé. On remarque que dans les Bouches-du-Rhône, les bureaux de vote qui ont le plus voté pour le Front national sont majoritairement habités par des personnes s'étant installées au début des années 2000 (entre 4 et 9 ans avant le vote de 2012 et 15 ans avant 2017). Nos entretiens nous ont permis de corroborer cette relation, nombres d'électeurs, notamment du Front national sont installés dans la ville depuis environ 10 à 15 ans.

Ainsi, dans le court extrait suivant, Céline, une électrice FN âgée d'une quarantaine d'années a déménagé de Carry-le-Rouet, une commune chic de la côte bleue, pour venir à Fos-sur-Mer en raison d'un prix de l'immobilier avantageux.

AH : *Ca fait combien de temps que vous habitez ici ?*

Céline : 10 ans.

AH : *10 ans, d'accord et avant cela vous habitiez où ?*

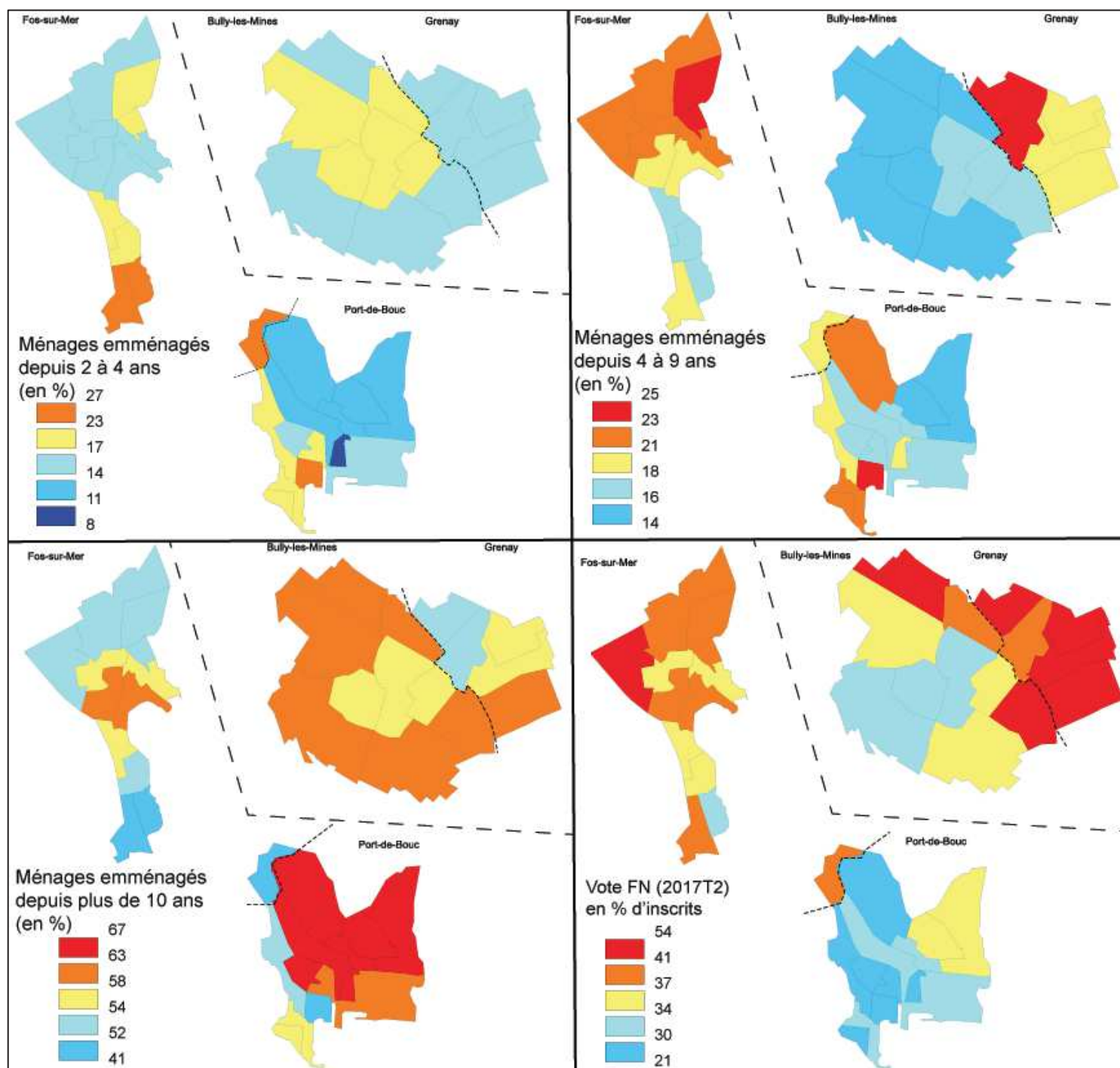
Céline : À Carry-le-Rouet.

AH : *D'accord, c'est pas très loin, pourquoi vous avez choisi d'habiter ici ?*

Céline : Moins cher.

AH : *Moins cher ?*

Céline : Uniquement le prix ahah !



Carte 26 : Ancienneté des ménages des quatre villes étudiées

Nous avons approfondi cette hypothèse en étudiant l'origine d'appartenance des personnes de ces nouveaux quartiers. Il résulte de nos entretiens que ces personnes sont originaires du département (21 familles) et se sont installées à Fos-sur-Mer afin d'accéder à la propriété dans une ville où la taxe foncière est égale à 0 et malgré les risques induits par la pollution des usines proches. Nous n'avons, lors de nos entretiens, rencontré que peu de personnes (trois familles) originaires d'une autre région, deux étaient issues de Lorraine et s'étaient installées avec l'aciérie il y a quarante ans, une était issue de la région parisienne. L'observation est inversée s'agissant de Port-de-Bouc et les quartiers plus anciens sont majoritairement habités par des personnes ayant accédé à la propriété

dans les années 1970. Le centre-ville, occupé par des logements sociaux a quant à lui un taux de *turnover* important.

Si à Fos-sur-Mer le vote frontiste semble davantage être un vote des personnes installées récemment, ce n'est pas le cas à Grenay et Bully-les-Mines. Les corons du bassin minier ont en effet la particularité de s'être transmis des parents aux enfants en même temps qu'ils étaient labellisés « logements sociaux ». François Lemaire, le maire de Bully-les-Mines explique ce fait en détail.

François Lemaire : C'était une politique d'accession à la propriété qui a été mise en place par les houillères mais qui s'est vraiment faite à la marge. Depuis ces dernières années, Maisons et cités s'est engagée, Soginorpa s'est engagée dans des politiques de vente de, de logements, d'ailleurs avec des dispositifs d'accession sécurisée, je dirais pour accompagner les accédants, mais c'est vraiment resté très très à la marge.

AH : *Donc le reste, ça reste du logement social ?*

François : On va rester sur du locatif social de droit commun.

AH : *Et les gens qui habitent dans ces logements c'est les petits fils de mineur où y'a une sorte de mixité qui se fait entre les gens de Lens qui vient ici etc. ?*

François : On a une population qui bouge peu, on a une population qui bouge.

AH : *Ce qui est assez paradoxal dans le logement social.*

François : Bah, vous avez quand même un taux de turnover qui est pas important dans le logement social parce que la particularité nous c'est que le logement social il est en logement individuel ! Hein !

AH : *D'accord.*

François : Alors c'est vrai que vous allez avoir plus de turnover dans de l'habitat vertical mais nous avec cette spécificité de l'habitat social, bah en général, les gens ils bougent pas hein.

AH : *Et ils reprennent la maison des parents ou ?*

François : Ça se produit quand même de moins en moins mais y'a un très fort attachement au patrimoine minier.

AH : *C'est comme s'ils étaient propriétaires ? Sauf qu'ils paient un petit loyer ?*

François : (Réfléchit.) Comment l'analyser ? Je pense qu'il y a, il y a un attachement, il y a un fort attachement effectivement à ces logements. Peut-être parce que comme vous le disiez ça a un lien avec l'histoire de la famille, la culture de la famille, y'a un attachement très fort. Même les jeunes qui viennent aujourd'hui, viennent me voir parfois très jeunes me disent on veut un logement minier, on veut. Parce que y'a un véritable attrait ! Ça peut se comprendre hein.

Les personnes y sont donc locataires, mais contrairement aux temps plus anciens de l'industrie minière ne sont plus logées à titre gratuit. Ces quartiers de corons sont le lieu d'assez peu de mouvements de population, il y a peu de nouvelles installations et peu de départs. Cela aboutit, comme nous l'avons souligné au chapitre III, à une certaine forme d'immobilisme démographique dans ces quartiers anciens et plutôt vétustes. Le centre-ville de Bully-les-Mines est en revanche plus actif au niveau du renouvellement de population. On y trouve également de nouvelles résidences.

Nous arrivons ainsi à une nouvelle « opposition » entre l'électorat frontiste du sud et celui du nord. À un électorat installé plutôt récemment dans le sud et afin d'accéder à la propriété bon marché dans des maisons pavillonnaires modestes avec jardins, s'opposent des locataires de logements mineurs qui y habitent souvent depuis très longtemps. S'esquisse progressivement une probable opposition, sinon un contraste entre deux périurbains qui sont au final complètement différents¹²⁹. Peut-être, par ailleurs, retrouve-t-on une telle dichotomie au niveau de l'âge des électeurs du Front national ? Pourrait ainsi s'opposer un vote FN plus âgé dans le Pas-de-Calais à un second plus jeune dans les Bouches-du-Rhône.

D. Un vote des moins jeunes et des moins vieux ?

Il est toujours difficile d'établir une corrélation entre des catégories d'âges et un vote au niveau statistique. Les variables cachées peuvent de fait être nombreuses. Un quartier ou une ville peut avoir une population âgée forte et un vote frontiste élevé, mais ce vote peut être le fait de population plus jeune qui vote pour le Front national. D'une autre manière, il est évident que les jeunes de 0 à 14 ans ne votent pas, il existe pourtant une corrélation entre leur présence et un vote frontiste élevé. Ce lien est l'exemple type de ce que peut être une variable cachée. En ce sens, un lien élevé entre jeunes de 0-14 ans et vote FN élevé implique un lien également très fort entre personnes de 30-44 et 45-59 ans et ce vote. Les différentes études sur cet électorat soulignent qu'il s'agit d'un vote qui est plus fort chez les personnes de 40 à 60 ans que chez les autres tranches d'âge. Les jeunes et les très âgés resteraient, eux, assez imperméables à un tel vote. Qu'en est-il sur nos terrains d'enquêtes ?

<i>Tableau 68 : Corrélations en fonction des proportions de population par âge (2012)</i>		Vote FN 2012 % d'inscrits ¹³⁰	Pop 0-14 (2011)	Pop 15-29 ans	Pop 30-44 ans	Pop 45-59 ans	Pop 60-74 ans	Pop 75+ ans
Toutes les communes des deux régions	Corrélation		,185**	-,442**	,103**	,318**	,178**	-,004**
	Sig.		,000	,000	,000	,000	,000	,000
Quatre villes	Corrélation		,255	,462**	,504**	,153	-,762**	-,447**
	Sig.		,118	,003	,001	,352	,000	,004
Fos-sur-Mer	Corrélation		,522	,361	,133	,543	-,778**	-,847**
	Sig.		,082	,249	,679	,068	,003	,001
Port-de-Bouc	Corrélation		-,506	,294	,187	,145	-,573*	,065
	Sig.		,077	,329	,541	,635	,041	,833
Grenay	Corrélation		-,172	,099	,086	,018	-,070	,387
	Sig.		,782	,874	,891	,976	,911	,520
Bully-les-Mines	Corrélation		-,363	-,676*	,517	,252	-,101	,186
	Sig.		,337	,046	,154	,513	,796	,633

¹²⁹ La question pourrait se poser de savoir si les villes de Grenay et Bully-les-Mines doivent être labélisées de périurbaines tant elles font partie d'un espace, le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, peuplée de 1,2 million d'habitants. Néanmoins, ce n'est pas la densité qui fait le périurbain mais plutôt la distance à l'emploi. En ce sens, les villes de Grenay et Bully-les-Mines sont distantes de 42 kilomètres de Lille et de 10 km de Lens.

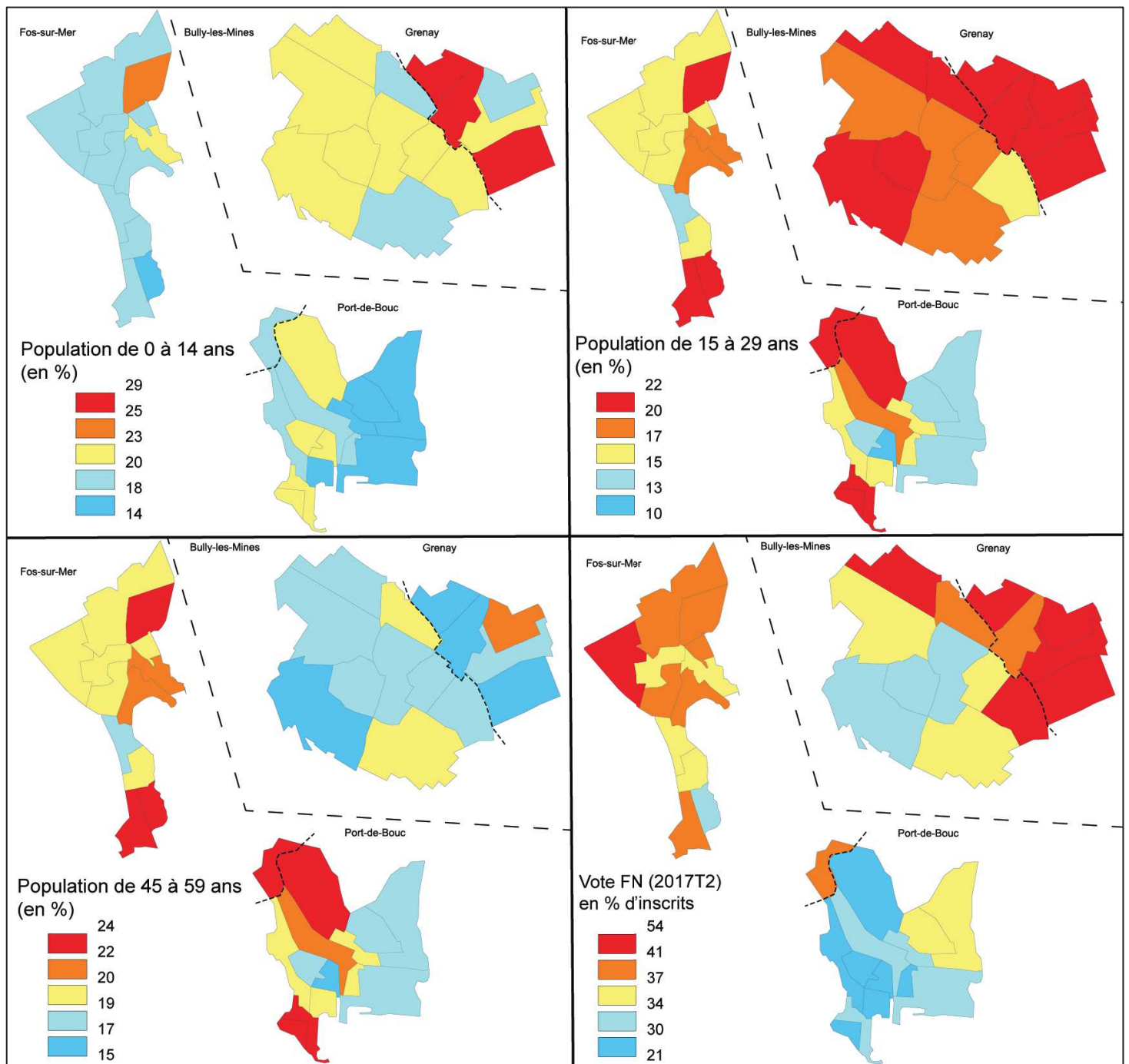
¹³⁰ Nous avons décidé d'utiliser les résultats présidentiels de 2012 en plus de ceux du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017 car ils sont plus proches dans le temps des données statistiques utilisées ici (qui datent de 2011). En effet, étant donné le caractère parfois peu significatif des résultats obtenus, il aurait été encore plus risqué d'utiliser uniquement des données décalées de quelques années dans le temps. Si cela n'est aucunement problématique sur nos autres calculs, cela aurait pu l'être ici.

Tableau 69 : Corrélations en fonction des proportions de population par âge (2017)		Vote FN 2017 T2 % d'inscrits	Pop 0-14 (2011)	Pop 15-29 ans	Pop 30-44 ans	Pop 45-59 ans	Pop 60-74 ans	Pop 75+ ans
Toutes les communes des deux régions	Corrélation		,231**	-,480**	,068**	,363**	,179**	,003**
	Sig.		,000	,000	,000	,000	,000	,000
Quatre villes	Corrélation		,339*	,464**	,366*	,006	-,748**	-,165
	Sig.		,035	,003	,022	,972	,000	,314
Fos-sur-Mer	Corrélation		,264	-,068	-,045	,342	-,389	-,419
	Sig.		,407	,833	,890	,277	,212	,175
Port-de-Bouc	Corrélation		-,655*	-,067	,088	,610*	-,279	,175
	Sig.		,015	,828	,776	,027	,356	,567
Grenay	Corrélation		-,216	,248	,227	-,050	-,199	,610
	Sig.		,727	,687	,714	,936	,748	,274
Bully-les-Mines	Corrélation		-,436	-,125	,169	-,015	-,563	,686*
	Sig.		,240	,750	,663	,970	,114	,041

La plupart des résultats de ce tableau ont une significativité faible provoquée par le nombre réduit d'entités qui sont analysées. Néanmoins, il est possible de tirer la conclusion que le vote Front national dans le sud de la France est plutôt celui de personnes ayant moins de 60 ans tandis que dans le Pas-de-Calais, il semblerait que la structure en âge soit peu liée à un vote Front national important. Ce vote y serait alors intergénérationnel et ne toucherait pas seulement les plus jeunes.

Les cartes ci-après permettent de comparer la force du vote frontiste avec la proportion de personnes selon la classe d'âge. Là où le tableau de corrélation ne nous permettait pas d'émettre des hypothèses, cette carte nous le permet (la carte ne présente pas la catégorie des 30-44 ans par manque de place). Dans le Pas-de-Calais, ces tranches d'âge sont plus importantes dans l'est. Dans les Bouches-du-Rhône, c'est principalement au nord et au sud de Fos-sur-Mer que ces populations sont les plus nombreuses. Il semble que, dans les deux régions, les quartiers ayant un fort vote Front national sont également ceux où la population de « jeunes travailleurs » (30 à 44 ans) est la plus élevée. Cela corrobore les différentes études à ce propos (Mayer, 2015, *op. cit.*, p.309). De la même façon la superposition entre proportions de personnes de 45 à 59 ans et le vote FN est importante à Fos-sur-Mer. Cette relation est plus faible à Port-de-Bouc, voire même nulle dans le Pas-de-Calais. Il faut remarquer que la proportion élevée de personnes de 45 à 59 ans dans les quartiers pavillonnaires de Port-de-Bouc s'explique par le fait que ce sont avant tout ces personnes qui ont pu accumuler assez de capital durant leur vie pour acheter une maison ou un terrain à bâtir et donc s'installer dans une villa. Les sondages régulièrement réalisés par le CEVIPOF confirment par ailleurs la plus forte propension de personnes de 45 à 59 ans à voter pour le FN (Jaffré, 2016, pp.1-8)¹³¹.

¹³¹ Nous n'avons pas proposé d'autres cartes comparatives sur les autres classes d'âge car les résultats y sont tout à fait « classiques » et comparables à ceux obtenus par les sondages à propos du vote FN. Il existe ainsi un lien négatif entre proportion de personnes âgées et vote Front national. Ce lien est plus fort dans les Bouches-du-Rhône mais reste bien présent dans le Pas-de-Calais. Il peut être la conséquence de plusieurs facteurs : une socialisation politique plus dense durant la jeunesse de ces personnes, une mémoire de la guerre et du fascisme qui est plus vivante, même si elles n'ont pas connu directement la guerre...



Carte 27 : Pourcentage des différentes classes d'âge par bureau de vote des villes étudiées

Ainsi, la répartition des différentes classes d'âge nous permet de situer le vote Front national sur nos terrains d'enquête, mais n'est pas suffisante pour décrire l'électorat frontiste de nos quatre villes. Par ailleurs, comme nous l'avons souligné, des corrélations visuelles entre certaines catégories d'âge et un vote Front national élevé ne nous permettent pas d'affirmer que les personnes de cette catégorie d'âge votent à coup sûr plus pour le Front national que d'autres classes d'âge.

E. Un vote Front national de deux périphéries différentes

Ainsi, s'il était possible de deviner une certaine forme d'homogénéité de l'électorat frontiste au niveau sociologique dans les régions du nord et du sud (Rouban, 2013), nos premières comparaisons entre les habitats de ces différentes villes aboutissent à des conclusions nettement plus contrastées au niveau de l'habitat et des quartiers du vote FN. Oui, le vote Front national est un vote de la périphérie. Cela est vrai au sein de chaque ville. Cette périphéricité géographique s'accompagne d'un éloignement vis-à-vis des services de proximité. Celui-ci est « volontaire », du moins intégré par les habitants de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc qui font le choix de sortir du centre-ville ou de ne pas y aller car ils souhaitent accéder à la propriété (et en particulier à une maison avec jardin)¹³². Il est en revanche subi dans le cadre des villes du Pas-de-Calais où les commerces autrefois nombreux dans les corons de mineurs ont aujourd'hui totalement disparu pour ne subsister (en nombre réduit) que dans les centres-villes. Dans le Pas-de-Calais comme dans les Bouches-du-Rhône, les habitants de ces périphéries ne vont que très peu au centre-ville, ils font en général leurs courses dans les supermarchés et travaillent à l'extérieur de la ville. Il existe ainsi une fracture entre un centre-ville qui bien qu'étant encore un lieu de rencontre et de commerce n'est que peu attractif et une périphérie qui est le lieu de l'individu et de la cellule familiale.

Cette périphérie géographique dans laquelle évoluent les électeurs du Front national n'est pour autant pas systématiquement synonyme de périphéricité sociale. Dans les villes des Bouches-du-Rhône, le niveau de vie est nettement supérieur dans les quartiers périphériques pavillonnaires que dans les logements de centre-ville plus vétustes, plus petits, et parfois constitués de grands ensembles de logements sociaux comme à Port-de-Bouc. Les quartiers majoritairement acquis au Front national des villes des Bouches-du-Rhône sont peuplés de propriétaires de logements très récents, *a priori* des néo-accédants à la propriété comme cela a déjà pu être souligné dans d'autres travaux. Cet électorat est donc celui d'une classe populaire néo-accédantes ou une classe moyenne de propriétaires réputés naturellement plus à droite que les classes urbaines (Foucault, 2011). La fragilité du patrimoine de certains de ces néo-accédants, la peur de revenir à un état économique moins favorable sont des problématiques très présentes pour eux. Comme le souligne l'auteur de cet article, elles sont en plus touchées par des problématiques de propriétaires et sont plus réceptives à un discours de droite qui défend la propriété comme valeur sociétale cardinale. On peut imaginer que ces personnes, naturellement plus à droite¹³³, n'ont fait que se « décaler » dans un vote encore plus à droite du fait d'items dans lesquels ils se reconnaissent comme l'immigration et la sécurité.

Dans le Pas-de-Calais, en revanche, la périphérie géographique se confond avec une périphérie sociale « oubliée » et isolée. Le vote Front national est plus important dans les quartiers les plus précaires de la ville. Ceux-ci, majoritairement composés de logements vétustes, induisent

¹³² Malgré tout, on peut également imaginer que le périurbain fosséen et port-de-boucain est en partie contraint. En effet, il est évident que si ces personnes-là avaient plus de moyens, elles iraient habiter dans un périurbain plus cossu, sur la côte bleue ou dans la périphérie d'Aix par exemple.

¹³³ La volonté d'accession à la propriété à tout prix, synonyme de promotion et de respectabilité sociale, semble une valeur davantage de droite que de gauche.

une origine très modeste, prolétaire même, de l'électorat dont la plupart des personnes sont originaires de la ville et ne sont pas propriétaires de leurs logements. Les quartiers plus aisés de ces villes, quant à eux, sont plutôt le lieu d'un vote socialiste qui reste élevé alors que les classes très populaires ont progressivement déserté ce vote de gauche pour aller vers le Front national. Ce glissement de l'électorat populaire fait écho à ce que certains appellent le divorce entre la gauche et les classes populaires depuis les années 1990. Comme le souligne Florence Weber : « Du côté des intellectuels et des hommes politiques de gauche, il y a d'abord eu un manque d'intérêt pour les questions sociales ou plus exactement une focalisation sur les exclus, puis l'affirmation d'une « critique artiste », comme dit Luc Boltanski, tendant à rejeter dans un passé révolu la vieille gauche qui voulait maintenir une critique sociale. Du côté des classes populaires, il y a eu dans le même temps des mécanismes de dépolitisation, une perte de culture politique, une perte des connaissances historiques, liés à la disparition des nombreux relais qui avaient assuré depuis plus d'un siècle la diffusion de cette culture politique vers les classes populaires. Il y avait tous les relais communistes, étudiés par Bernard Pudal, non seulement le Parti mais toutes les associations qui lui étaient liées ; il y avait également tous les relais catholiques, eux aussi sous forme associative, qui ont massivement disparu. Cela renvoie à la fois à la disparition ou au découragement des militants, qui se recrutaient dans une élite populaire frustrée de scolarisation ou dans une frange intellectuelle des classes moyennes, et à l'abandon des formes classiques à gauche de mobilisation à long terme des classes populaires. » (Pialoux, Weber, 2002, pp.9-21)

Après avoir effectué une première analyse géographique du vote Front national sur les quatre villes que nous étudions. Il nous semble nécessaire de dépasser cette première observation et d'aller au-delà de ces simples variables géographiques. Celles-ci nous ont certes permis d'émettre des hypothèses quant à la sociologie majoritaire de ces deux électorsats supposément opposés sociologiquement, mais ce ne sont là que des hypothèses. Pour les vérifier, nous allons étudier la structure sociologique de ces quartiers qui à première vue se ressemblent, mais qui en réalité sont dissemblables, voire opposés.

III. Deux Front(s) national pour deux territoires différents ?

Si les quartiers des villes du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône sont différents dans leurs structures. Nous pouvons nous demander si les sociologies de ces quartiers sont ou non semblables ? Certes, on sait déjà que les électeurs pas-de-calaisiens sont plus précaires que ceux des Bouches-du-Rhône, mais peut-être est-ce là leur seule différence. Dans un premier temps, nous allons nous intéresser à leurs niveaux d'études, variable qui comme nous l'avons analysé, est depuis quelques élections le meilleur prédicteur de vote Front national au niveau communal.

1. Des électeurs aux niveaux d'études variés ?

Les électeurs du Front national sont régulièrement présentés comme des électeurs ayant un niveau d'étude compris entre le CAP et la licence. Le vote frontiste est assez faible chez les personnes n'ayant aucun diplôme ou un CEP (généralement des personnes âgées) et chez les personnes ayant fait de longues études (Mayer, 2015, *op. cit.*, pp.299-322) (Gougou, 2015, *op. cit.*, pp.323-344). Notre travail statistique portant sur les régions Nord-Pas-de-Calais et PACA a confirmé ce résultat, le niveau d'étude était même le discriminant principal permettant de « prédire » un vote Front national élevé dans une commune. Néanmoins, en étudiant séparément chaque région, puis chaque département nous étions arrivés à nuancer quelque peu cette observation, induisant ainsi la présence d'un électorat plus complexe. Ici comme ailleurs, nos observations et notre travail de terrain ont continué à modérer nos conclusions préliminaires à ce propos et, si nous observons une homogénéité certaine de l'électorat frontiste, il ne faut pas sous-estimer les différences qu'il peut y avoir en fonction des villes étudiées.

Les tableaux suivants présentent les calculs de corrélation à l'échelle du bureau de vote sur les quatre villes que nous étudions. Ils portent pour le premier sur l'élection présidentielle de 2012 et pour le second sur le deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017. Les résultats en orange (ou grisés) sont significatifs (c'est-à-dire que les relations ne sont pas dues au hasard). Tous les autres résultats doivent être pris avec précautions. Les mauvaises significativités sont principalement les conséquences du faible nombre d'entités étudiées.

<i>Tableau 70 : Corrélations en fonction du type de diplôme (2012)</i>	FN 2012	Sans diplôme	CEP	BEPC, brevet collèges	CAP-BEP	Bac-Bac Pro	Enseignement sup court	Enseignement sup long
Toutes les villes des deux régions	Corrélation Sig.	,092** ,000	,321** ,000	,155** ,000	,693** ,000	,068** ,000	-,268** ,000	-,646** ,000
Les quatre villes de l'étude géographique	Corrélation Sig.	-,461** ,003	,041 ,805	,252 ,122	,607** ,000	,311 ,054	,363* ,023	-,074 ,656
Fos-sur-Mer	Corrélation Sig.	,345 ,273	-,799** ,002	,087 ,787	,892** ,000	-,423 ,171	,660* ,019	-,325 ,303
Port-de-Bouc	Corrélation Sig.	-,660* ,014	-,402 ,173	,410 ,165	,372 ,211	,721** ,005	,589* ,034	,608* ,028
Bully-les-Mines	Corrélation Sig.	,104 ,791	,506 ,165	-,275 ,474	,657 ,055	-,193 ,618	-,327 ,390	-,556 ,120
Grenay	Corrélation Sig.	-,354 ,559	,328 ,590	-,438 ,461	,224 ,717	,449 ,448	,112 ,857	-,207 ,738

<i>Tableau 71 : Corrélations en fonction du type de diplôme (2017)</i>	FN 2017 tour 2	Sans diplôme	CEP	BEPC, brevet collèges	CAP-BEP	Bac-Bac Pro	Enseignement sup court	Enseignement sup long
Toutes les villes des deux régions	Corrélation Sig.	,013** ,000	,525** ,000	,204** ,000	,810** ,000	,049** ,000	-,312** ,000	-,732** ,000
Les quatre villes de l'étude géographique	Corrélation Sig.	-,347* ,030	,336* ,037	,368* ,021	,427** ,007	,151 ,357	,126 ,443	-,221 ,176
Fos-sur-Mer	Corrélation Sig.	,049 ,880	-,352 ,262	,131 ,686	,503 ,096	-,173 ,591	,382 ,221	-,167 ,604
Port-de-Bouc	Corrélation Sig.	-,834** ,000	-,270 ,372	,515 ,072	,622* ,023	,728** ,005	,774** ,002	,720** ,005
Bully-les-Mines	Corrélation Sig.	,786* ,012	,011 ,978	-,833** ,005	,496 ,175	-,639 ,064	-,810** ,008	-,873** ,002
Grenay	Corrélation Sig.	-,546 ,341	,496 ,396	-,717 ,173	,470 ,424	,742 ,151	,101 ,872	-,443 ,455

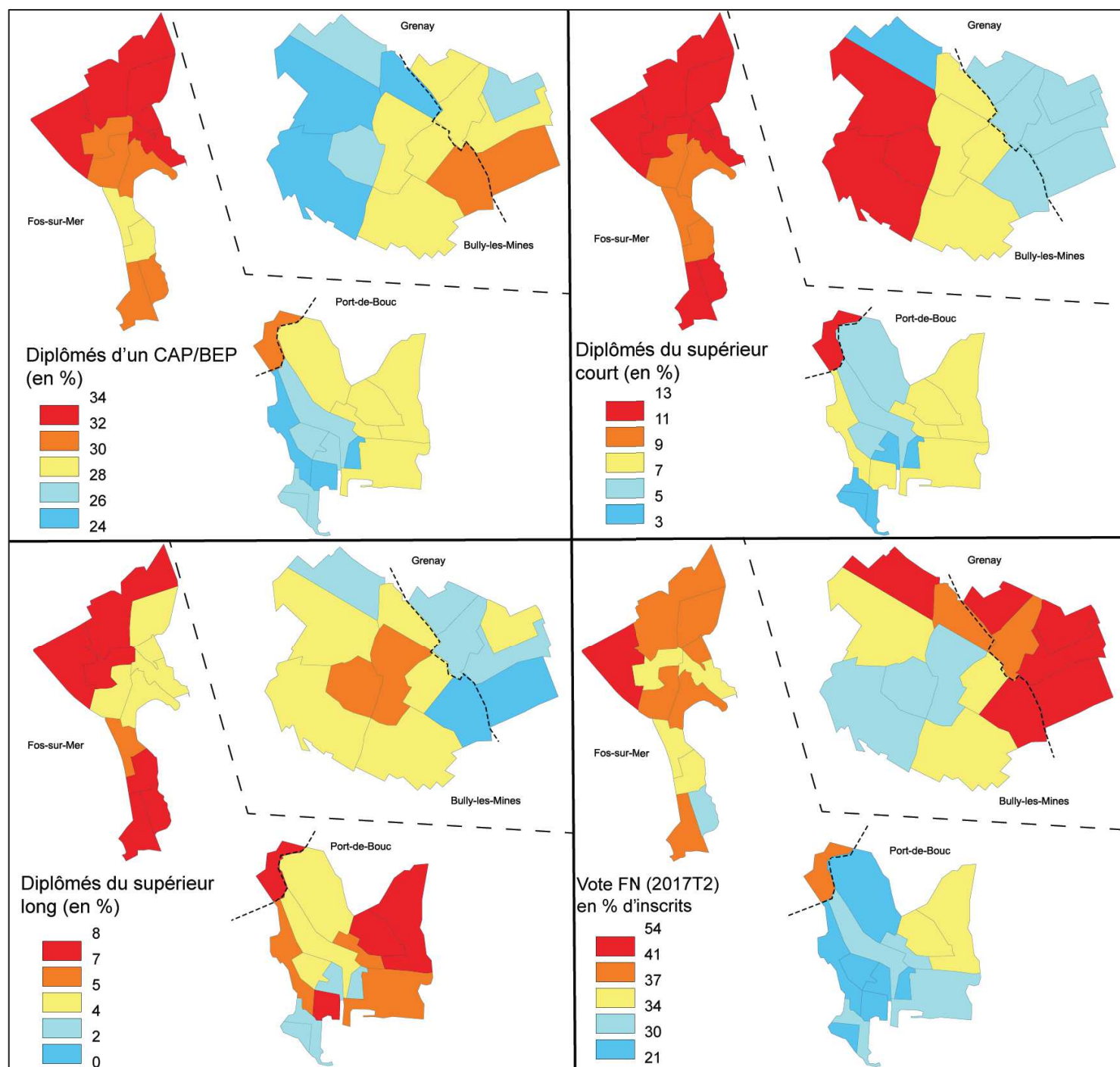
La lecture de ces tableaux permet de fournir quelques réponses préalables à l'étude des corrélations visuelles. Lorsqu'on étudie les quatre villes ensemble on retrouve un résultat assez similaire à nos conclusions issues du travail statistique (première ligne). Le vote FN est élevé quand les détenteurs d'un CAP/BEP, d'un BEPC, ou d'un bac sont les plus nombreux (Mayer, 2015, *op. cit.*, p.309). Ces diplômes sont typiquement majoritaires dans les petites classes moyennes et les classes populaires. En revanche, les non-diplômés (personnes âgées en général) induisent un vote Front national qui sera plus faible sur nos terrains d'enquête.

Le lien positif entre l'enseignement supérieur court et le vote Front national est plus remarquable. Il s'oppose, notamment à Port-de-Bouc, aux résultats initiaux de notre travail statistique ainsi qu'aux différents sondages nationaux. Cette relation pourrait à première vue être spécifique à cette commune, pourtant, les travaux récents sur l'électorat frontiste induisent également une augmentation du vote FN chez les personnes ayant un diplôme du supérieur (notamment court) ce qui pourrait correspondre à ce que nous remarquons dans notre travail (Jaffré, 2016, *op. cit.*). Néanmoins, cette corrélation peut également être causée par des variables cachées et le lien que nous observons la résultante d'un fallace écologique. En effet, les électeurs frontistes peuvent dans le sud habiter les mêmes quartiers que les hauts diplômés sans que ces derniers votent par ailleurs pour le Front national¹³⁴. L'enseignement supérieur court n'induit donc pas forcément un non-vote pour le Front national, mais sous-entend au contraire un électorat frontiste plus riche et qui habite dans les mêmes quartiers que les personnes plus diplômées qui prétendent généralement à des emplois mieux payés. À Port-de-Bouc, cette corrélation positive entre supérieur court et vote FN s'adjoint par ailleurs à une relation toute aussi positive entre détenteurs d'un diplôme du supérieur long et vote pour Marine Le Pen, ce qui corrobore notre hypothèse d'un électorat frontiste qui se situe dans les quartiers socialement les plus favorisés. Par ailleurs, à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc le lien classique entre pourcentage de CAP-BEP et vote FN est tout à fait vérifié.

Dans le Pas-de-Calais, les résultats sont plus mitigés, cela est notamment provoqué par la forte homogénéité de la population de ces deux villes. Il est en effet difficile d'observer des écarts de pourcentages entre les différents bureaux de vote. Néanmoins, il existe en plus du lien entre CAP-BEP et vote FN un lien positif entre les détenteurs d'un CEP et ce même vote, ce qui implique que des personnes âgées (anciens mineurs ou leurs femmes) pourraient soit voter pour le Front national, soit être présentes dans les mêmes quartiers que les électeurs frontistes, ce qui est plus probable. En effet, nous n'avons pas rencontré de personnes âgées votant pour Marine Le Pen dans le cadre de nos entretiens, même si un ancien socialiste nous a dit avoir réfléchi à un tel vote dans les années 1990. Dans ces villes, les diplômés du supérieur semblent ne pas avoir de lien avec un vote FN élevé, ce qui correspond davantage aux résultats de nos travaux statistiques du chapitre V. Les électeurs du Front national ne vivent donc pas dans les mêmes quartiers que les personnes les plus favorisées socialement, c'est-à-dire les personnes plus diplômées. Cette opposition avec

¹³⁴ Il reste tout à fait possible que les classes moyennes détentrices de ce genre de diplôme soient sur Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, assez favorables à un vote frontiste.

l'électorat des Bouches-du-Rhône serait un indice supplémentaire sur l'existence probable d'une dualité de l'électorat FN au nord et au sud.

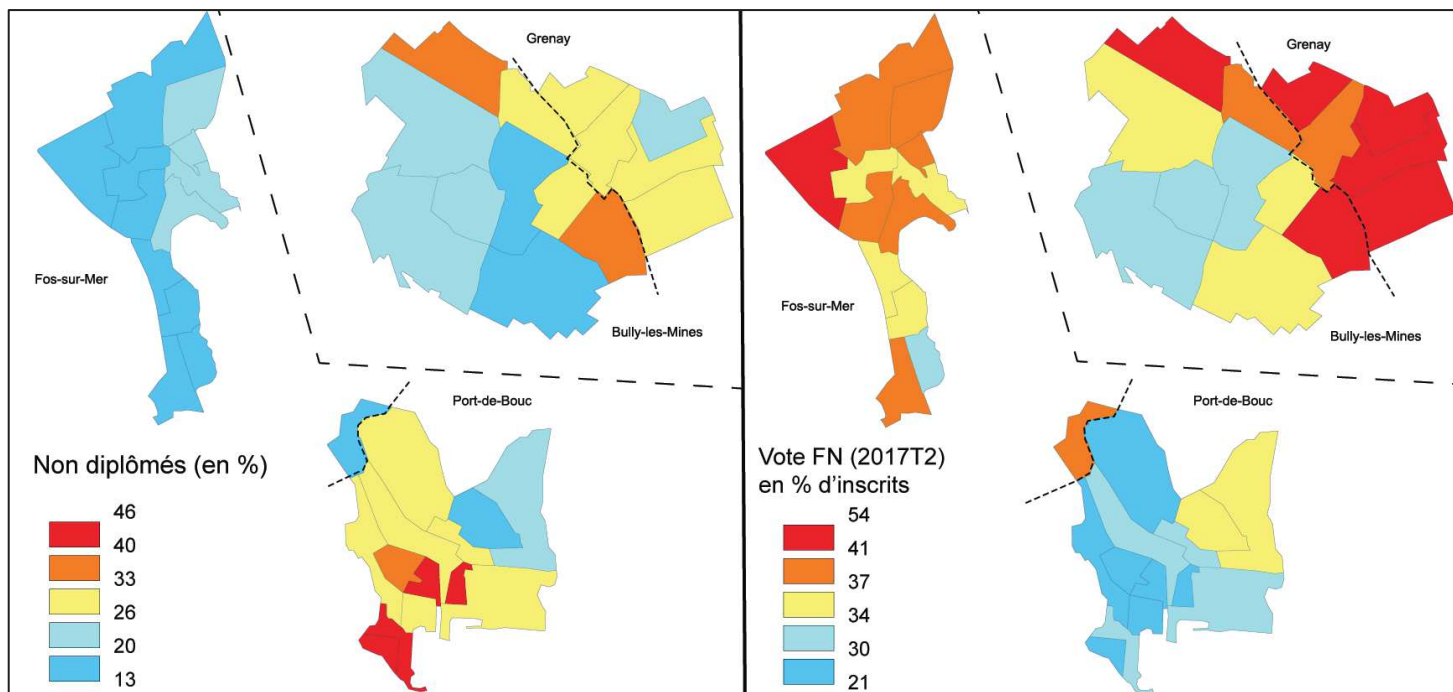


Carte 28 : Les diplômés à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay

Les cartes ci-dessus permettent d'observer visuellement le lien entre pourcentages de diplômés d'un CAP ou BEP et vote frontiste. Ce « lien » semble même quasiment « mécanique » dans les Bouches-du-Rhône. On y voit très clairement que les quartiers les plus au nord sont ceux où les personnes ayant un CAP et un BEP sont les plus nombreuses. Dans le même temps, ce sont ceux qui votent le plus pour le Front national. Cette corrélation visuelle permet d'appuyer l'existence d'un lien entre niveau des diplômes et vote FN. Cette relation n'est par contre pas très visible dans le Pas-de-Calais où on peut supposer que cette variable n'est pas suffisante pour expliquer un fort vote FN au niveau du bureau de vote. On sait par ailleurs que les diplômes de type CAP-BEP sont un révélateur des classes populaires et petites classes moyennes qui sont généralement des travailleurs ouvriers ou employés et des petits patrons indépendants, ils ressemblent à l'électorat type du Front national, du moins dans les départements méditerranéens. Dans le Pas-de-Calais, il est probable que l'électorat frontiste puisse être encore moins doté en diplôme et plus précaire. Par nos entretiens, nous avons pu souligner la forte présence de personnes ayant ce genre de diplômes chez les électeurs du Front national dans les Bouches-du-Rhône, tandis que dans le Pas-de-Calais, beaucoup d'électeurs frontistes déclarent avoir arrêté l'école en 3^{ème}.

La relation entre détenteurs d'une licence et vote frontiste est inverse selon le lieu géographique. On remarque que le vote Front national est dans les Bouches-du-Rhône élevé dans les quartiers où les détenteurs d'une licence sont nombreux. La même relation existe s'agissant des détenteurs de masters. Cette observation souligne la structure de l'habitat, plutôt aisée, qui rassemble des classes moyennes dans les quartiers pavillonnaires extérieurs des deux villes du sud. Il est en revanche difficile de sous-entendre un lien entre ce type de diplômés et vote frontistes sans risquer une association douteuse, l' : « ecological fallacy ». Dans le Pas-de-Calais, la relation est également intéressante car on observe un lien négatif fort entre diplômés du supérieur et électeurs du Front national. On peut émettre l'hypothèse que cette relation négative souligne le caractère plus prolétarien de ces quartiers dans le Pas-de-Calais.

L'opposition la plus nette dans la structure sociologique de l'électorat frontiste s'observe lorsqu'on étudie le lien entre non-diplômés et vote Front national (carte ci-dessus). On assiste à une relation tout à fait opposée selon le département analysé. Si dans le Pas-de-Calais on voit que le vote Front national est plus élevé dans les quartiers où les non-diplômés sont les plus nombreux, la relation est tout à fait inverse dans les Bouches-du-Rhône. Cette différence est causée par la structure sociologique de ces personnes sans diplôme. Dans le Pas-de-Calais, beaucoup de jeunes et de plus anciens n'ont aucun diplôme et ont arrêté l'école très tôt, même si les jeunes tendent à faire davantage d'études que leurs aînés. Dans les Bouches-du-Rhône, les personnes ne possédant aucun diplôme sont des habitants pauvres, vivant dans des logements sociaux et sont souvent issues de l'immigration, il s'agit généralement de personnes âgées originaires d'Algérie, du Maroc, ou considérées comme « gitans ». Elles ont une tendance à voter très à gauche ou à ne pas voter. (Fourquet, 2015, pp.375-394).



Carte 29 : Les non-diplômés dans les quatre villes étudiées

Ainsi, si le vote Front national est, dans les deux territoires de notre étude, un vote lié à la présence d'une forte concentration de personnes détenant un CAP et un BEP, il faut ajouter le lien dans le Pas-de-Calais entre très faibles niveaux de diplômes et vote Front national. Cette relation ne se retrouve pas dans les Bouches-du-Rhône où on peut en revanche observer un lien positif entre diplômés du supérieur et vote Front national¹³⁵. Ces différentes corrélations, statistiques et visuelles permettent d'avancer un peu plus dans notre hypothèse d'un électorat frontiste dual. Dans le Pas-de-Calais, le vote FN semble celui d'une partie des habitants les plus défavorisés, les plus précaires, et les moins dotés en diplôme. Dans les Bouches-du-Rhône, le vote Front national n'est en aucun cas semblable à cette description et semble plus le fait de personnes propriétaires, pas vraiment pauvres, et disposant de diplômes techniques (CAP/BEP/BAC professionnel). Ces personnes, ont parfois des niveaux de patrimoines importants puisqu'ils achètent des maisons dans les mêmes quartiers que les plus diplômés, qui ont peut le penser, sont également ceux qui ont accès aux emplois les mieux rémunérés.

2. Des sociologies comparables

Les niveaux d'études favorables à un fort vote FN varient en fonction des territoires que nous étudions, et l'on retrouve sur Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, des quartiers habités par des diplômés du supérieur qui sont par ailleurs également favorables au Front national. Cette dichotomie est-elle également présente au niveau de l'emploi ?

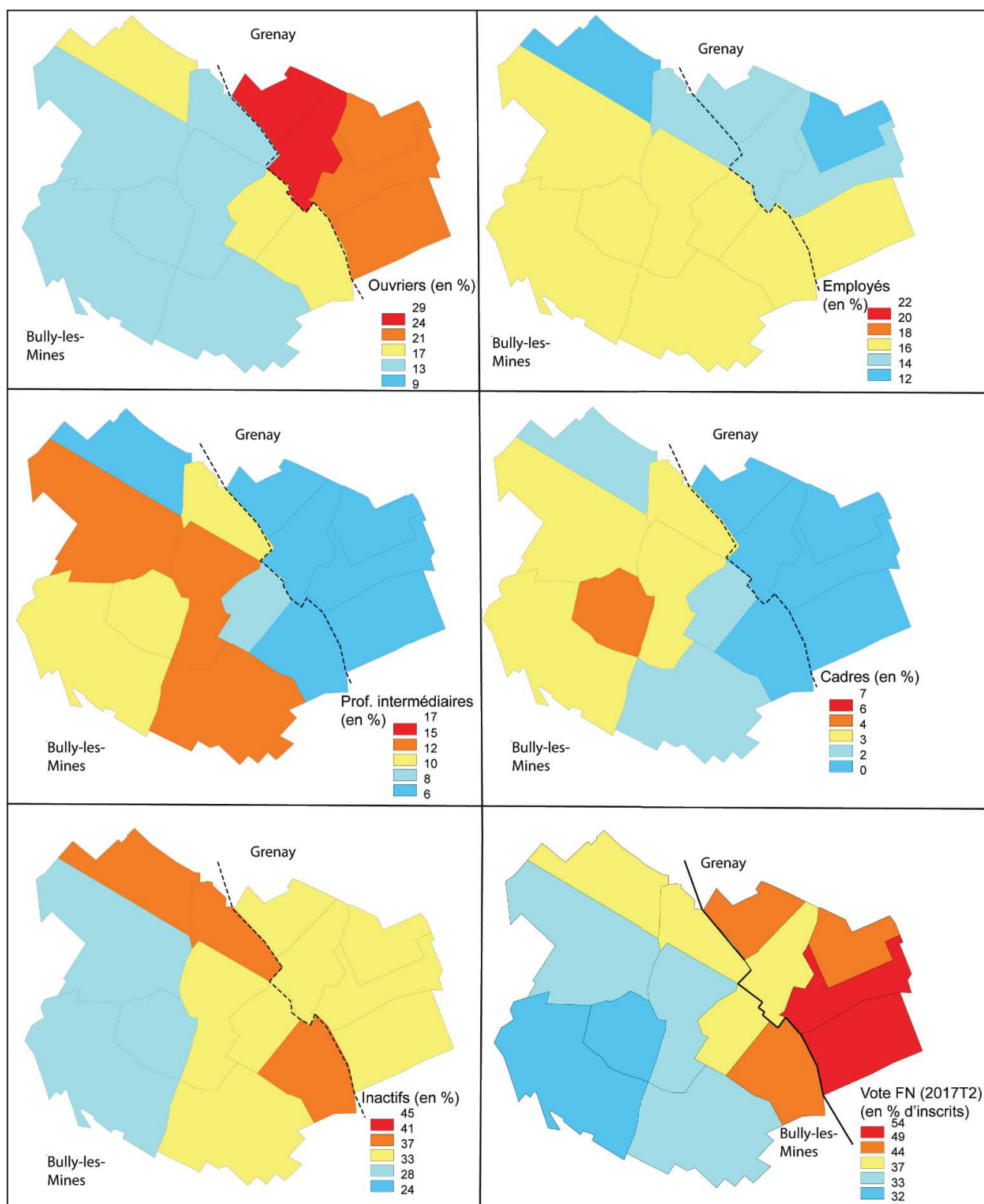
¹³⁵ Mais pourrait être issue d'un fallace écologique.

<i>Tableau 72 : Corrélations en fonction des CSP (2012)</i>		Vote FN 2012 en % d'inscrits	Artisans en 2011	Cadres	Prof inter	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres	Inactifs
Toutes villes	Corrélation de Pearson		-,417**	,208	,229	,558**	,412**	-,664**	-,147	-,390*
	Sig.		,008	,205	,161	,000	,009	,000	,372	,014
Fos-sur-Mer	Corrélation		,756**	,376	,237	,635*	,086	-,824**	,677*	,357
	Sig.		,004	,229	,459	,027	,792	,001	,016	,255
Port-de-Bouc	Corrélation		-,015	,421	,486	,468	-,470	-,112	-,226	-,165
	Sig.		,960	,152	,092	,107	,105	,716	,458	,590
Bully-les-Mines	Corrélation		-,427	-,753*	-,050	,184	,330	,009	,050	,270
	Sig.		,252	,019	,898	,635	,386	,981	,897	,482
Grenay	Corrélation		,470	,028	-,084	,301	-,411	,471	,238	,082
	Sig.		,424	,965	,893	,622	,492	,424	,700	,896

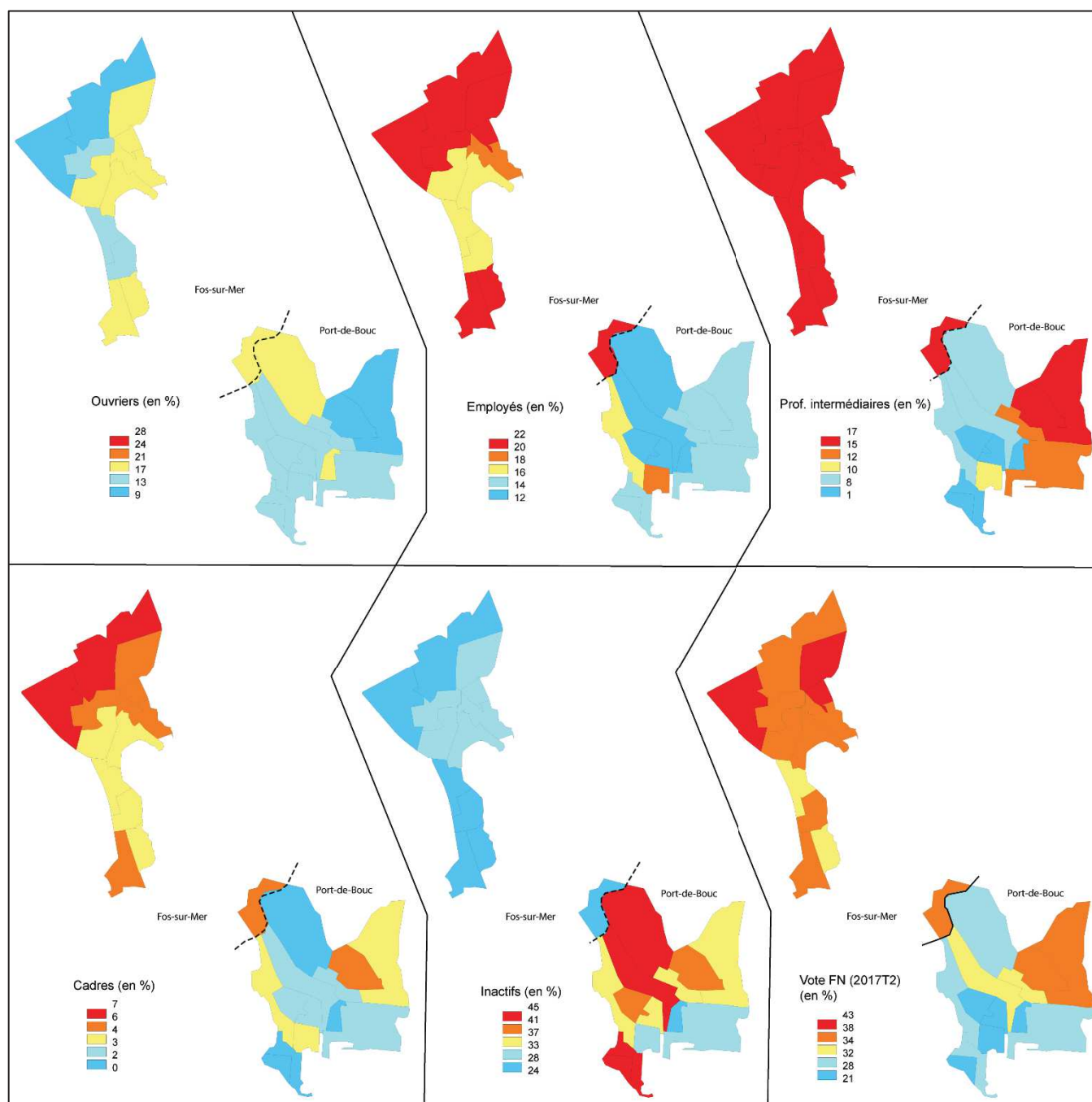
<i>Tableau 73 : Corrélations en fonction des CSP (2012)</i>		Vote FN 2017p2 en % d'inscrits	Artisans en 2011	Cadres	Prof inter	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres	Inactifs
Toutes villes	Corrélation de Pearson		-,614**	-,002	,017	,291	,535**	-,422**	-,083	-,267
	Sig.		,000	,991	,917	,072	,000	,008	,616	,100
Fos-sur-Mer	Corrélation		,584*	,393	,109	,337	-,173	-,375	,359	,336
	Sig.		,046	,206	,737	,284	,591	,229	,252	,286
Port-de-Bouc	Corrélation		-,238	,651*	,802**	,317	-,706**	,223	-,504	-,338
	Sig.		,434	,016	,001	,291	,007	,463	,079	,259
Bully-les-Mines	Corrélation		,101	-,943**	-,681*	-,504	,830**	,037	,732*	,873**
	Sig.		,796	,000	,044	,167	,006	,925	,025	,002
Grenay	Corrélation		,804	-,051	-,241	,595	-,660	,804	,325	,045
	Sig.		,101	,935	,696	,289	,225	,101	,594	,942

Ici encore ces tableaux doivent être pris avec précautions car le nombre d'entités est souvent trop faible pour avoir des relations significatives. Le niveau général nous permet en revanche de confirmer les résultats du chapitre précédent, le vote FN est avant tout celui des employés et des ouvriers.

À ces relations générales, l'observation des cartes de la page suivante sur le Pas-de-Calais permet d'observer la structure « prolétarienne » des quartiers favorables au FN. Ce sont principalement dans les quartiers où les ouvriers sont nombreux que ce vote est élevé. Au contraire, les quartiers où les habitants ont des emplois plus qualifiés votent largement moins pour ce parti. Il s'agit des quartiers à l'ouest du centre-ville bulligeois. La carte complète ce vote « populaire » en établissant la correspondance entre un vote frontiste élevé et le pourcentage d'inactifs. Cette catégorie « fourre-tout » peut être l'objet de nombreuses interprétations c'est pourquoi elle ne sert ici que d'indicateur et ne fait pas le lieu d'une analyse qui serait périlleuse. On remarque ainsi que la cité des Brebis et la cité du 2, au nord de Bully-les-Mines, sont colorées en orange sur la carte des inactifs car elles concentrent une population âgée nombreuse. La tache orange de la cité des Alouettes (sur la même carte) illustre quant à elle une population dans la précarité et ayant quitté le marché de l'emploi depuis longtemps (analyse issue de nos enquêtes de terrain) et non forcément une population âgée (et retraitée).



Carte 30 : Répartition des différentes CSP à Bully-les-Mines et Grenay



Carte 31 : Répartition des différentes CSP à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc

Dans les villes de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, la structure du vote Front national est différente et on assiste à des liens qui semblent moins forts lorsqu'il s'agit du pourcentage d'ouvriers et de salariés. La carte ci-dessus, fait écho à celle sur les villes du Pas-de-Calais et permet une comparaison révélatrice de l'opposition entre ces deux électorats. Il existe cette fois-ci une relation négative entre vote frontiste élevé et pourcentage d'inactifs. Ces inactifs, sont, comme nous l'avons expliqué précédemment très différents de ceux du Pas-de-Calais, ils sont majoritairement issus de l'immigration et ne sont donc pas tentés par un vote Front national. Continue donc à se dessiner la dichotomie nord/sud dans la structure des quartiers, et en creux, des personnes votant pour le Front national dans les villes que nous avons sélectionnées.

La véritable particularité du vote Front national à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc tient à la relation positive entre les quartiers habités par les personnes ayant un emploi qualifié et le vote Front national. Cela ne veut pas dire que les cadres votent pour Marine Le Pen (ils sont dans tous les cas assez peu nombreux), mais que les quartiers où le vote frontiste est le plus fort sont également ceux où les cadres sont installés. Il est périlleux d'affirmer qu'il y a, dans ces villes, un vote des cadres pour le FN supérieur aux autres communes françaises, néanmoins le vote FN se retrouve ici dans les quartiers les plus privilégiés. Il pourrait ainsi exister une dichotomie importante entre deux électorats au sein d'un même bureau de vote comme nous avons pu le vérifier par le biais de nos entretiens. Il s'est avéré que les cadres que nous avons rencontrés avaient plutôt tendance à voter pour les partis modérés, que ce soit Les Républicains, le MODEM ou le parti socialiste. Les cartes présentées en début de ce chapitre tendent à corroborer cette observation, puisque les bureaux de vote favorables à Marine Le Pen sont également ceux qui sont plutôt favorables aux votes de droite.

Ainsi, dans les villes des Bouches-du-Rhône, la périphérie qui vote pour le Front national présente des caractéristiques bien différentes de la périphérie FN du Pas-de-Calais. Le vote FN est élevé tant dans les quartiers « privilégiés » au nord de Fos-sur-Mer que dans certains quartiers plus modestes où les employés sont nombreux (au nord-est de Fos-sur-Mer). On peut observer des quartiers où cadres et employés cohabitent dans des proportions élevées, mais il est alors peu probable que les personnes ayant le niveau de vie le plus haut soient des électeurs du Front national.

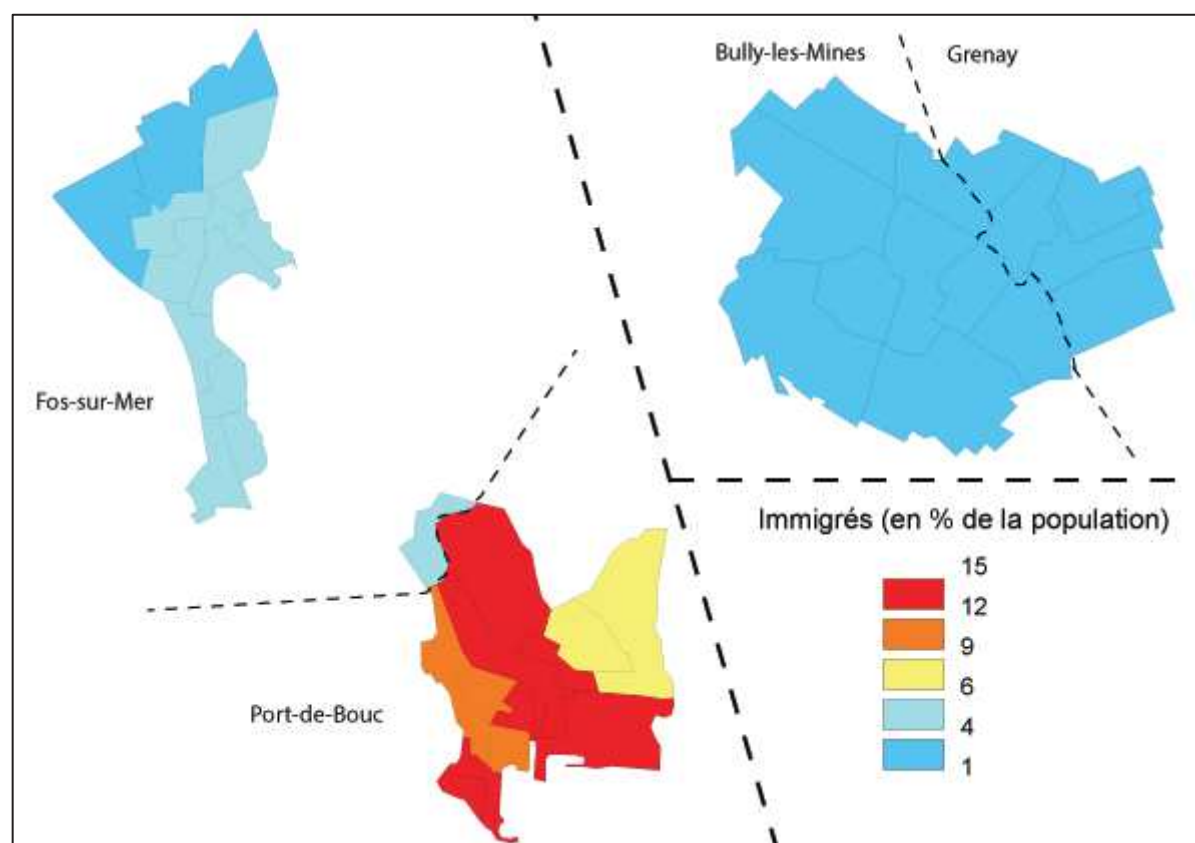
Ces quartiers sont *in fine* bien différents de ceux du Pas-de-Calais puisque l'installation des personnes dans les villes des Bouches-du-Rhône fait partie d'une stratégie de vie impliquant l'achat d'un terrain ou d'une maison. Ce désir de devenir propriétaire est conditionné par le niveau de revenu de ces personnes qui, bien que voulant habiter sur la côte bleue proche doivent se rabattre sur Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc car le prix au m² est bien moins élevé tant du fait de la pollution fosséenne que de la réputation d'insécurité de Port-de-Bouc. C'est donc principalement une classe de « petits-moyens » qui habite ces deux villes (Cartier, Coutant, Masclet, Siblot, 2008), et cette classe est la cible principale du discours du Front national dans les Bouches-du-Rhône.

Encadré 25 : Les inactifs selon l'INSEE

« Les inactifs sont par convention les personnes qui ne sont ni en emploi (BIT) ni au chômage : jeunes de moins de 15 ans, étudiants et retraités ne travaillant pas en complément de leurs études ou de leur retraite, hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler... » (INSEE, <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c2018>).

3. Existe-t-il deux prolétariats¹³⁶ ?

Au fur et à mesure de notre enquête de terrain nous nous sommes demandé si les classes sociales les plus précaires de nos terrains d'enquêtes n'étaient pas (totalement) différentes ? Au sud, la pauvreté est concentrée dans le centre-ville de Port-de-Bouc et dans quelques quartiers de Fos-sur-Mer. Dans le Pas-de-Calais, cette pauvreté est concentrée dans les quartiers périphériques des deux villes. Au-delà des différences dans la localisation et l'habitat de ces précaires, c'est avant tout la composition « ethnique » de ces deux classes populaires qui semble différer. Dans le Pas-de-Calais, la classe populaire la plus précaire est une classe de personnes originaires de la ville, enfants et petits-enfants de mineurs, quasi exclusivement composée de ce que certains appellent les « petits-blancs » (Patricot, 2013). On peut les définir comme la frange la plus dominée des Français « blancs ». Ils émettent du ressentiment non seulement vis-à-vis des dominants (classes dirigeantes, urbains, bobos), mais également vis-à-vis d'une classe dominée qu'ils considéreraient comme concurrente et menaçante : celle des enfants et petits-enfants d'immigrés. Ils n'ont pas l'opportunité de faire des études ni assez d'argent pour partir de chez eux. Ils sont, comme pourrait dire Christophe Guilluy, « les oubliés de la mondialisation » (Guilluy, 2014).



Carte 32 : Les immigrés dans les quatre villes étudiées

Dans les Bouches-du-Rhône en revanche, la classe précaire sur place est celle à laquelle s'opposent ces « petits-blancs ». Urbaine, provenant d'un mélange de personnes d'origines diverses

¹³⁶ Par le terme prolétariat, nous faisons référence à la classe sociale la plus pauvre des villes que nous étudions.

(maghrébines, gitanes, grecques, françaises), cette classe populaire vit en centre-ville, dans les barres d'immeubles de Port-de-Bouc ou dans les petits HLM de Fos-sur-Mer. Ils sont eux aussi dans l'incapacité de poursuivre des études ou bien de quitter la ville à cause des faibles moyens financiers dont ils disposent. Dans ces villes du sud, ce sont des personnes plus aisées qui ont progressivement quitté les centres-villes pour s'installer dans les villes périphériques pavillonnaires comme cela a été le cas à Marseille.

On remarque, sur la carte ci-dessus, le contraste flagrant tenant à la diversité des origines des habitants de ces deux villes. Dans les Bouches-du-Rhône, la concentration de personnes issues de l'immigration est élevée à Port-de-Bouc. C'est également dans cette ville (mais pas forcément dans ces quartiers) où le vote Front national est le moins fort. Dans la ville de Fos-sur-Mer, le nombre de ces personnes d'origine immigrée est globalement faible (autour de 1 à 4 %). Cette présence peu significative de personnes d'origine immigrée est pourtant cause de ressentiment chez les différents habitants (électeurs frontistes) et provoque de l'incompréhension, voire de la peur, surtout dans les quartiers pavillonnaires de Fos-sur-Mer où la rencontre avec ces personnes d'origine immigrée est pourtant très occasionnelle. De plus, la ville de Port-de-Bouc pâtit à Fos-sur-Mer d'une très mauvaise réputation en matière de délinquance et celle-ci est associée à la présence de cette forte diversité. C'est notamment ce qu'affirme René un habitant d'environ 60 ans qui vote pour le Front national.

AH : Je fais Fos-Sur-Mer et Port-de-Bouc où j'étudie des quartiers dans les deux villes.

René : Port-de-Bouc !

AH : Port-de-Bouc c'est un peu plus ? Moins calme ?

René : C'est un peu plus, c'est un peu plus trucs là-bas y'a gitans et Arabes hein ça craint !

AH : C'est plus dangereux ?

René : Oui c'est plus dangereux, heu vous, vous avez beaucoup de délinquance.

La frange la plus pauvre de la population sur Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, d'origine immigrée, ne vote (donc) très peu pour le Front national comme le démontre Jérôme Fourquet (Fourquet, 2015, *op. cit.*, pp.375-394). Cela explique pourquoi la structure du vote dans ces départements du sud est avant tout celle de classes populaires « respectables » et de classes moyennes plutôt que de « prolétaires ». Il devient alors difficile de mettre « dans le même sac » les « ultra-précaires » blancs du Pas-de-Calais, véritable prolétariat périphérique et les classes populaires et moyennes fosséenne et port-de-boucaine, personnes choisissant la périphérie pour son cadre de vie et la possibilité d'accéder à la propriété et ainsi s'élever dans la hiérarchie sociale. La « France périphérique » de Christophe Guilluy n'a donc pas vraiment d'homogénéité si ce n'est un plus fort vote FN que les autres « France » et ce seul vote Front national n'est pas suffisant pour regrouper des catégories sociales si opposées.

Dans le Pas-de-Calais où l'immigration n'existe pas dans ces communes minières, il faut chercher ailleurs que dans un ressentiment issu d'une confrontation directe avec l'immigration les causes du vote Front national. Certes, les habitants grenaisiens et bulligeois regardent également la télévision et sont donc, indirectement, mais pas moins, concernés par l'immigration. Il nous a

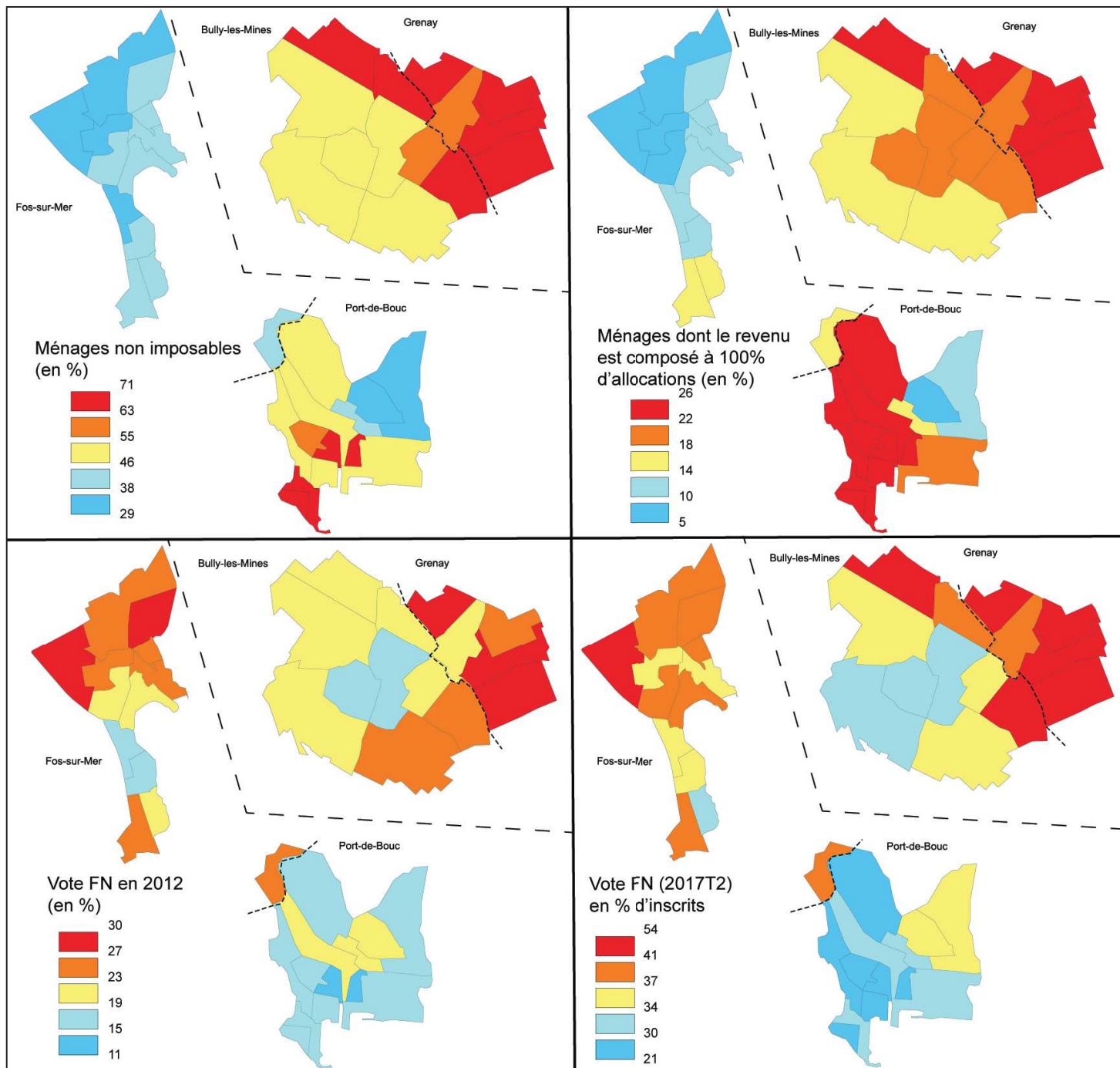
néanmoins semblé que la xénophobie chez les habitants du Pas-de-Calais était moins présente, la thématique du ras-le-bol est en revanche soulevée par la quasi-totalité des électeurs frontistes. L'électorat FN de ces villes, précaire, prolétaire, locataire, cumule ainsi toutes les conditions d'un fort mal-être et « n'a pas besoin des immigrés » pour avoir des raisons d'exprimer un vote de colère. Nous vérifierons cette hypothèse dans le chapitre suivant.

4. Un Front national « bourgeois » face à un Front national « populaire » ?

Comme souligné précédemment, la classe populaire du sud est différente de celle du nord. Il apparaît évident que dans les Bouches-du-Rhône le Front national ne recrute pas ses sympathisants dans une classe populaire du sud dont beaucoup sont issues de l'immigration, mais dans les personnes dites « d'origine française » qui sont par ailleurs davantage dotées en capital économique. En revanche, dans un Pas-de-Calais qui depuis des années vit dans un marasme économique, conséquence de la fin de l'activité minière, le FN obtient de très bons scores dans ce qui semble être un prolétariat composé des enfants et petits-enfants de mineurs. Ces derniers ont eu beaucoup de mal à s'insérer dans la vie professionnelle et sont souvent confrontés à une grande pauvreté. La carte ci-après illustre cette séparation entre un vote frontiste bourgeois du sud, et un vote frontiste populaire du nord.

Malgré l'absence de données statistiques au niveau IRIS sur la ville de Grenay, celle-ci étant habitée par moins de 10.000 habitants, il est tout à fait possible d'émettre l'hypothèse que les proportions d'allocataires de minimas sociaux dont les revenus consistent à 100 % d'aides sont comparables à ceux de la ville voisine de Bully-les-Mines, voire, quelque peu supérieures pour les quartiers en dehors du centre-ville (ce sont les quartiers où se concentrent les plus précaires de la ville). Les cartes sur les ménages non imposables et le pourcentage d'allocataires d'aides nous permettent de comprendre l'opposition qui existe entre le vote Front national du Pas-de-Calais et celui des Bouches-du-Rhône. La comparaison avec l'élection présidentielle de 2012 permet d'illustrer une dynamique plutôt de prolétarisation du vote FN dans le Pas-de-Calais puisque celui-ci tend à se calquer de plus en plus sur la carte des pourcentages de ménage non imposables. Dans les Bouches-du-Rhône, les personnes les moins dotées en capital économique sont situées dans les quartiers qui sont les moins favorables au Front national. On peut en déduire que ces personnes non imposables votent très peu pour le Front national.

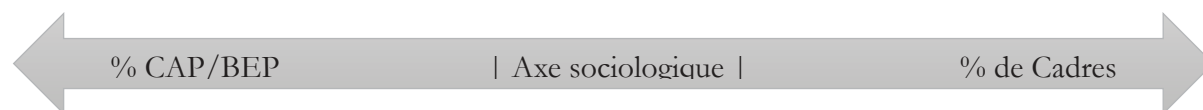
On assiste ainsi à une opposition dont la fracture est la richesse entre les électeurs frontistes du Pas-de-Calais et ceux des Bouches-du-Rhône. Il semble avoir bien plus d'électeurs FN « aisés » dans le sud de la France que dans le nord. Cela corrobore ce qui a déjà pu être esquissé par d'autres chercheurs à ce sujet. L'IFOP avait en effet réalisé un questionnaire comparant le vote FN du nord et du sud au niveau des idées, de la sociologie et de la richesse. Les résultats de ce sondage soulignent un vote FN plus prolétaire dans le Nord-Pas-de-Calais et sont confirmés par notre travail statistique et cartographique (Fourquet, 2013, pp.1-6).



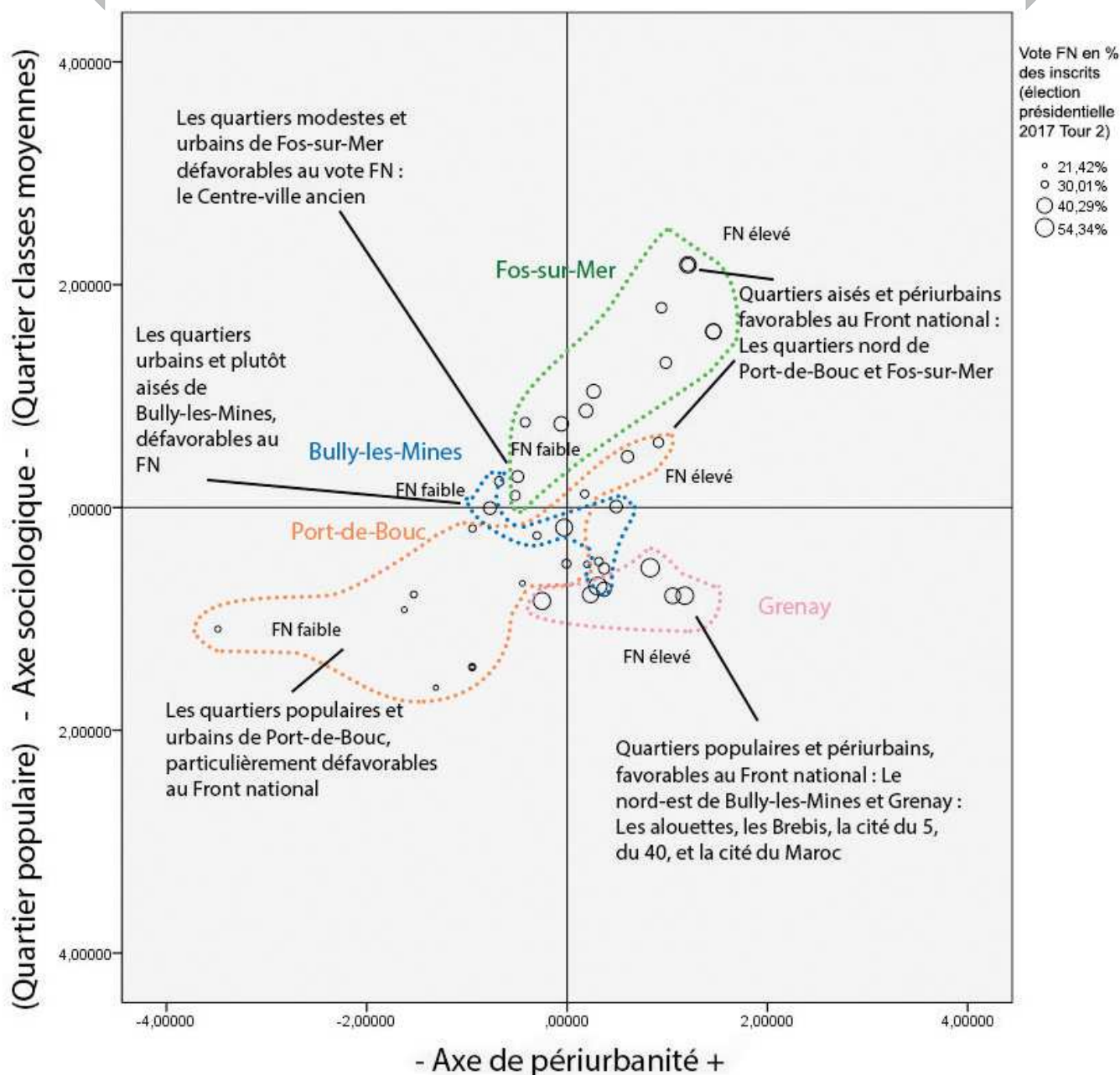
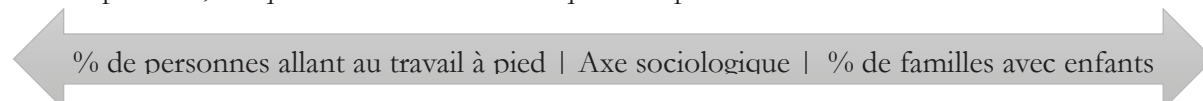
Carte 33 : Marqueurs de pauvreté par bureau de vote à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay

Ne voulant pas nous contenter de corrélations visuelles, nous avons créé, à l'image du chapitre précédent, deux axes permettant d'expliquer le vote Front national à l'échelle des bureaux de vote des quatre villes. Ces deux axes ont été obtenus à partir d'une analyse en composantes principales (Voir Annexe 7 : Analyses factorielles par bureau de vote).

- Le premier axe, sociologique, oppose les quartiers où les détenteurs de CAP/BEP sont les plus nombreux, à ceux où les cadres sont dans une proportion importante. Est ainsi évalué le caractère « populaire » d'un quartier. Cet axe est par ailleurs identique à l'axe sociologique du modèle explicatif à deux axes du chapitre V.



- Le second axe est morpho-géographique. Il oppose quant à lui les quartiers où les habitants sont nombreux à aller au travail à pied, et ceux où les familles sont les plus nombreuses, plus simplement, les quartiers centraux et les quartiers pavillonnaires.



Graphique 32 : Le vote Front national par bureau de vote sur un quadrant sociologique/périurbain

Mis sous forme graphique, et appliqués au vote FN par bureaux de vote, ces deux axes nous permettent de dessiner le graphique ci-dessus. Chaque cercle représente un bureau de vote et la taille de celui-ci renseigne sur le vote Front national en fonction des inscrits.

Ce graphique nous permet de confirmer la dichotomie sociologique du vote Front national sur les villes de Bully-les-Mines, Grenay, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer. Dans les deux villes des Bouches-du-Rhône, les quartiers les plus favorables au vote Front national, ceux avec les cercles les plus gros, sont ceux cumulant une sociologie non populaire, et des facteurs de périurbanité importants. En effet, les bureaux de vote, cernés de pointillés verts, votent moins Front national quand ils sont situés au centre du graphique (le centre-ville ancien et les quartiers d'immeubles) que lorsqu'ils sont situés en haut à droite du quadrant. À Port-de-Bouc, l'opposition est encore plus nette malgré un vote FN globalement plus faible qu'à Fos. Ainsi, les quartiers les plus populaires situés dans le quadrant inférieur gauche du graphique, donc plus populaires et plus urbains, votent largement moins Front national que ceux qui, sur le graphique, sont proches des bureaux de vote de Fos-sur-Mer, et présentent donc les mêmes caractéristiques sociales et périurbaines. On remarque ainsi que Port-de-Bouc reproduit la même forme que Fos-sur-Mer, tout en étant davantage décalée vers le côté populaire et urbain du graphique.

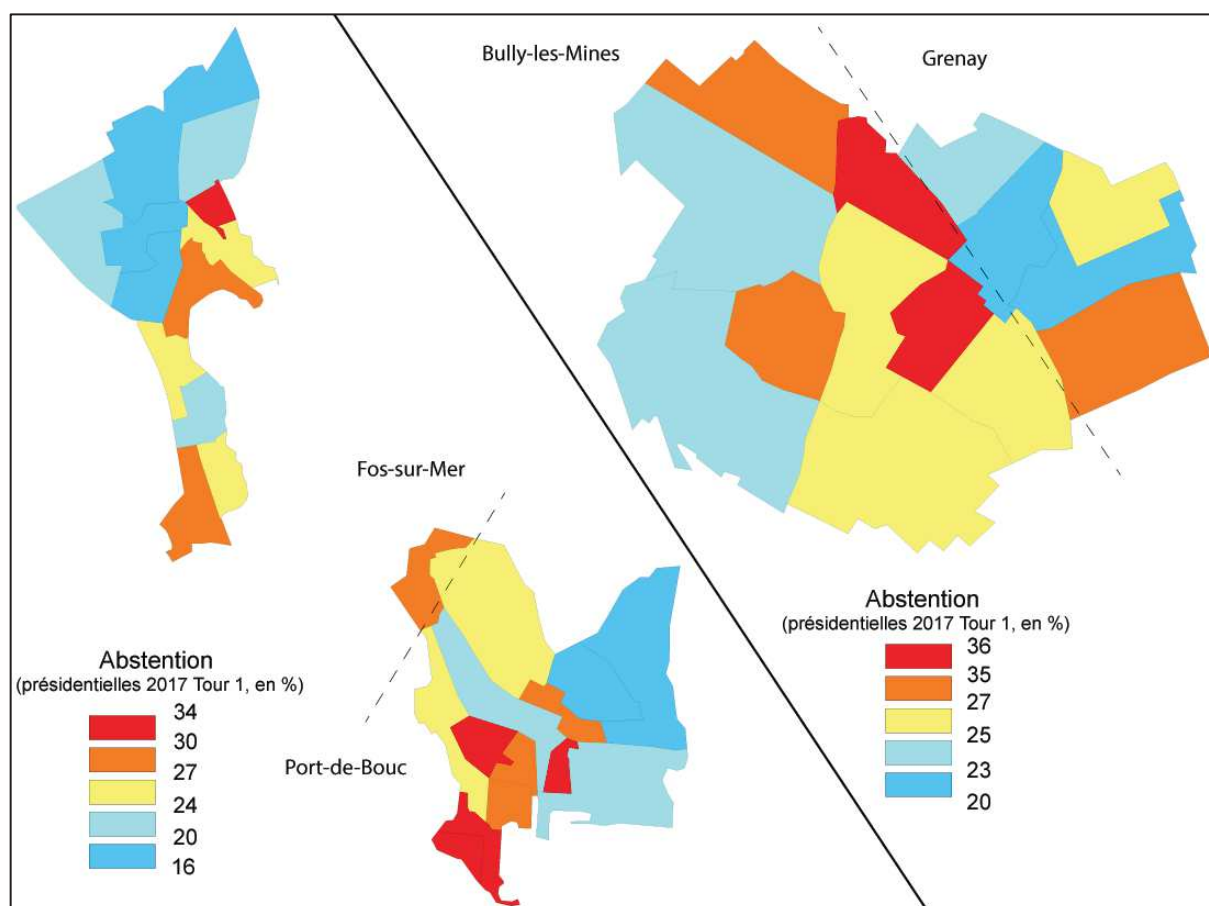
À Bully-les-Mines et Grenay, on observe en revanche des caractéristiques tout à fait différentes. Les bureaux de vote les plus favorables au Front national sont quasiment tous dans le quart inférieur droit du graphique. Ils présentent ainsi, des caractéristiques périurbaines, c'est-à-dire un nombre important de familles avec enfants combiné à un faible pourcentage de personnes allant au travail à pied, et d'autre part une sociologie particulièrement populaire, du même niveau que les quartiers les plus pauvres de Port-de-Bouc. C'est donc dans le Pas-de-Calais, dans les quartiers les plus populaires, et les plus excentrés que se concentre le vote Front national.

Seul le quartier des Alouettes, au centre du graphique, est résistant à cette explication. En effet, il présente des caractéristiques mêlant urbanité et périurbanité et, malgré tout, un vote Front national élevé. En effet, bien qu'éloigné du centre-ville, il y'a sur ce quartier de nombreuses familles ne possédant pas de voiture, et allant ainsi travailler soit à pied, soit en utilisant les transports en commun. Cette absence de voitures et la conséquence de l'extrême pauvreté de ce quartier, puisque de nombreuses familles avouent ne pas avoir les moyens d'acheter un véhicule.

Ainsi, le vote Front national, important dans les périphéries des villes Pas-de-Calaisiennes et Buccorhodaniennes, prend place dans des espaces aux caractéristiques sociales et urbaines opposées. À la périphérie aisée de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc s'oppose une périphérie précaire, habitée par des locataires, des villes de Grenay et de Bully-les-Mines. Nous pouvons émettre l'hypothèse qu'à ces périphéries opposées doivent par ailleurs correspondre des raisons de voter Front national différentes. Cette question sera le fil directeur du chapitre suivant.

5. Et l'abstention ?

Est souvent affirmé que c'est l'abstention et non le Front national qui est le premier parti des ouvriers. Nous avons décidé de vérifier cette assertion à l'échelle de notre terrain d'enquête, car il nous semblait que cette affirmation pouvait être nuancée si un candidat frontiste était présent. La carte suivante (carte 34), portant sur l'abstention au premier tour de l'élection présidentielle 2017, permet de souligner la dichotomie observée entre les deux prolétariats et les deux votes Front national. Dans les Bouches-du-Rhône, l'abstention tend à se concentrer dans les quartiers les plus pauvres de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, c'est-à-dire ceux où les ménages non imposables sont les plus nombreux. Surtout, l'abstention tend à être plus élevée dans la ville de Port-de-Bouc où les personnes d'origines immigrées sont plus nombreuses qu'à Fos-sur-Mer. Néanmoins, cette corrélation visuelle ne se vérifie pas à l'échelle du bureau de vote et ne nous permet pas d'affirmer que les enfants d'immigrés et les personnes d'origines étrangères votent moins que les autres, comme l'a par ailleurs affirmé l'INSEE (Niel, Lincot, 2012).



Carte 34 : L'abstention dans les quatre villes étudiées

Dans le Pas-de-Calais, l'étude de l'abstention donne aussi des résultats contradictoires. Elle affecte certains des bureaux de vote les plus populaires, mais pas tous, ce qui ne nous permet pas de confirmer que l'abstention est le premier parti des classes populaires. Il n'existe, par ailleurs, aucune corrélation certaine entre abstention importante et vote Front national élevé. Certains quartiers largement favorables au Front national ont ainsi une abstention inférieure à la moyenne,

ce qui est notamment le cas à Grenay. D'autres, ont à la fois une abstention et un vote FN élevé. À Grenay, on remarque cependant que l'abstention est toujours inférieure en pourcentage d'inscrits au vote Front national, comme le montre ce tableau à l'échelle des bureaux de vote. À Bully, seul le bureau de vote n° 5, celui du quartier des Alouettes, est dans le même cas.

<i>Tableau 74 : Vote FN et abstention dans le Pas-de-Calais</i>														
Ville	Grenay					Bully-les-Mines								
Bureau de vote	01	02	03	04	05	01	02	03	04	05	06	07	08	09
Vote FN T1 2017	32%	39%	43%	39%	39%	26%	27%	29%	29%	36%	25%	33%	28%	25%
ABS T1 2017	19%	25%	27%	20%	24%	25%	23%	36%	35%	27%	24%	34%	25%	29%
Différence	12,5	13,5	16	19,5	15,5	1,2	3,7	-6,9	-6,5	9,5	1	0,9	2,2	3,2
Note	Centre-ville de Grenay	Cité du 5	Cité du Maroc		Cité des quarante	Centre-ville de Bully : Abstention faible, vote FN faible		Les brebis		Les alouettes				

La lecture du tableau ci-dessus des bureaux de vote de Bully-les-Mines et Grenay nous permet d'affirmer deux choses. D'une part, dans les villes où le vote Front national a un candidat actif et implanté (Grenay), le vote FN devient le premier vote des classes populaires et y dépasse même l'abstention. Il faut donc prendre des précautions lorsqu'on affirme que l'abstention plutôt que le FN est le premier parti des ouvriers. Certes, les comparaisons que nous effectuons ne portent pas spécifiquement sur les ouvriers, mais sur l'ensemble des électeurs de Grenay, néanmoins comme nous l'avons établi dans les paragraphes précédents, la ville de Grenay est une ville principalement habitée par des ouvriers, et ce sont dans les quartiers où ils sont les plus nombreux que le vote Front national est le plus élevé. De plus, notre travail de terrain nous permet d'affirmer que les ouvriers font bien partie de l'électorat frontiste à Grenay et Bully-les-Mines.

Ainsi, à Grenay, seule ville où un élu FN est implanté, l'abstention progresse seulement de 1,16% entre 2012 et 2017 (Tour1) contre 4,3% à Bully, 3% à Fos, et 4,8% à Port-de-Bouc. Il existe donc un vote d'adhésion et une dynamique favorable au Front national lorsqu'un élu y est localement implanté. Cette dynamique paraît y contrer la démobilisation et l'abstention croissante chez les classes populaires et permet de contredire, localement, l'idée que le vote FN est seulement un vote de dépit et serait équivalent à l'abstention.

Ainsi, l'étude localisée et contextuelle du vote, intégrant des facteurs telle que l'implantation locale d'un candidat, permet d'infirmier l'affirmation générale selon laquelle l'abstention est le premier parti des ouvriers et/ou des classes populaires. Elle nous permet par ailleurs de confirmer qu'il existe aussi, chez les électeurs frontistes un réel vote d'adhésion, dès lors qu'un candidat local fait activement campagne pour le parti de Marine Le Pen. Ce vote n'a donc pas besoin d'implantation pour obtenir de bons résultats, mais une telle implantation permet de décupler les résultats obtenus par ce parti.

Conclusion : les deux périphéries du Front national

La plupart des enquêtes décrivant les électeurs du Front national ont rendu possible la compréhension de la sociologie de ce vote. Elles affirment à raison que dans l'électorat FN sont surprésentées les personnes d'âge moyen, ayant un niveau de diplôme peu élevé, plutôt ouvrier ou employé, et vivant en périphérie des villes. Ces descriptions nous viennent pour la plupart de enquêtes réalisés soit par des instituts de sondages, soit par des organismes de recherche comme le CEVIPOF. Les seconds ont pour mérite d'effectuer leurs sondages sur une population importante et d'éliminer de ce fait les nombreux travers naturellement induits par une base trop restreinte. L'encadré ci-après présente le tableau de Nonna Mayer dans le livre *Les faux-semblants du Front national*, il permet de donner une description générale de cet électorat particulier à de nombreux égards (Mayer, 2015, *op. cit.*, p.309).

Néanmoins, ce tableau ne permet pas d'étudier l'électorat de ce parti en fonction de sa région d'origine. Cette absence de situation géographique de l'électorat pourrait faire penser, à tort, que la sociologie du vote Front national est uniforme sur le territoire français ce qui, bien évidemment, est loin d'être le cas. Prenant acte de ce manque, d'autres enquêtes ont été réalisées afin d'intégrer cette variable géographique. C'est notamment le cas de l'enquête de l'IFOP réalisée en 2013 (Fourquet, 2013).

Dans ce sondage les sondeurs ont posé plusieurs questions du type : « Diriez-vous qu'on ne se sent en sécurité nulle part ? » ou « Il est

normal que les couples homosexuels puissent se marier et adopter des enfants ». Ces différentes questions ont permis de dessiner le profil « idéologique » de cet électorat et de révéler des différences entre l'électorat du Nord et celui du Sud. Parmi leurs conclusions, l'existence d'un

Tableau 7 : Sociologie des votes Le Pen aux premiers tours présidentiels (1988-2012) (en % des suffrages exprimés)

	Prés. 1988	Prés. 1995	Prés. 2002	Prés. 2007	Prés. 2012
Ensemble	15	15	17	11	18
<i>Sexe</i>					
Hommes	18	19	20	12	19
Femmes	12	12	14	9	17,5
<i>Âge</i>					
18-24 ans	14	18	13	10	26
25-34 ans	15	20	17	10	20
35-49 ans	15	16	18	11	18
50-64 ans	14	14	20	12	20
65 ans et plus	16	10	15	9	13
<i>Prof. interviewé</i>					
Agriculteur	30	10	22	10	21
Patron	19	19	22	10	16
Cadre, profession intellectuelle	14	4	13	7	6
Profession intermédiaire	15	14	11	5	12
Employé	14	18	22	12	23
Ouvrier	17	21	23	16	28,5
<i>Niveau d'études</i>					
Primaire	15	17	24	13	18,5
Primaire supérieur	17	20	21	13	27
Bac	13	12	15	8	19
Bac + 2	10	13	11	3	13
Supérieur	9	4	7	4	7
<i>Religion</i>					
Catho. pratiquant régulier	13	8	12	5	13
Pratiquant irrégulier	13	13	18	10	18,5
Catholique non pratiquant	16	19	20	12	20
Sans religion	10	14	15	12	20
<i>Taille d'agglomération</i>					
Moins de 2 000 hab.	12	14	19	11	23
Agglomération parisienne	17	14	11	5	12

Source : Enquêtes du Cevipof : postélectorales de 1988-1995 (TNS Sofres), vagues préélectorales du Panel électoral français 2002 (TNS Sofres) et 2007 (IFOP). Enquête électorale française 2012 du CEE (TNS Sofres). Chômeurs et retraités reclassés selon leur dernière profession exercée.

Figure 7 : Le tableau de la sociologie du vote Le Pen (Mayer, 2015, p.309)

électorat du sud économiquement plus libéral que celui du nord. En effet, les électeurs frontistes du sud se plaignent davantage du taux d'imposition considéré comme trop élevé que ceux du nord. En lien avec ces questions programmatiques, les sondeurs ont également questionné la sociologie des enquêtés et ont ainsi pu esquisser un électorat frontiste du sud moins prolétaire que celui du nord. On trouve, chez les électeurs FN du nord 50 % d'ouvriers contre seulement 36 % au sud.

Allant plus loin qu'un sondage sur l'électorat frontiste, certains chercheurs comme Joël Gombin ont cherché à approfondir la question. Ce dernier a établi – sur la base de données agrégées – une estimation de la proportion « votes FN (rapportée aux inscrits) de chaque catégorie socioprofessionnelle (en utilisant une nomenclature en 24 catégories) dans chaque département, lors de chaque élection présidentielle de 1995 à 2012. Son travail permet d'établir une typologie des départements et de distinguer trois grandes catégories de vote FN. (Gombin, 2015, *op. cit.*) Dans le sud-est globalement, « le vote FN est surreprésenté parmi les salariés du secteur privé : ouvriers, employés, professions intermédiaires et cadres supérieurs ». Dans le quart nord-est « Si les ouvriers y votent plus FN qu'ailleurs (d'environ 4 à 5 points en 2012), c'est surtout parmi les inactifs que le parti réalise ses meilleurs scores. C'est vrai des retraités des classes populaires, mais aussi des autres inactifs : femmes au foyer, étudiants, etc. » (*Ibid*). Il définit ainsi, au travers de ce travail, les traits d'un électorat dual, voire opposé, au niveau sociologique.

Notre travail statistique et cartographique nous a permis de confirmer les résultats de Joël Gombin à ce propos. Il existe bien deux électorats frontistes différents selon les régions. Notre utilisation de l'outil géographique nous a non seulement permis de comprendre le caractère dual de l'électorat frontiste (malgré des points communs évidents), mais surtout, et c'est ici nouveau, le caractère dual des périphéries dans lequel cet électorat habite. On savait en effet, surtout depuis les travaux de Laurent Chalard, que les périurbains n'étaient pas tous favorables au Front national. Il était alors possible de distinguer le périurbain « choisi », du périurbain « subi ». Notre travail pousse cette réflexion un peu plus loin et permet ainsi de distinguer deux « périurbains », deux types de périphéries favorables au Front national malgré des caractéristiques opposées.

Tout d'abord, il convient de rappeler que dans les villes elles-mêmes périphériques comme Fos-sur-Mer ou Bully-les-Mines, il existe un gradient centre-périphérie. Les périphéries votent dans tous les cas davantage pour le FN que les centres-villes. Cet effet est non seulement conséquence de la sociologie différente de ces deux espaces, mais également du sentiment d'extériorité qui peut exister dans ces quartiers. Celui-ci induit qu'une partie des habitants de ce périurbain peut subir cette périphérie comme nous l'aborderons dans le chapitre suivant.

Ensuite, cette périphérie est tout à fait différente selon la ville. Dans le Pas-de-Calais, la périphérie est globalement un espace de relégation, elle est subie. Il s'agit d'en sortir, d'aller à la ville, vers Lens, vers Lille, qui sont plus attractives au niveau de l'emploi et moins « malfamées » au niveau du quartier. Dans les Bouches-du-Rhône, habiter en périphérie c'est sortir des centres-villes qui peuvent apparaître comme dangereux, mal fréquentés, et surtout trop étriqués pour posséder un jardin et une piscine. Le périphérique est dans ce cas un choix, on sort de la ville pour acheter un terrain et faire bâtir, ou tout simplement pour acheter une maison. Dans ce cas-là, la volonté

d'isolement est tout à fait assumée. Chaque villa est entourée d'un mur qui rend étanche la cellule familiale composée d'une maison et de son jardin. Quand ce mur n'est à l'achat de la maison pas assez haut, les nouveaux propriétaires le relèvent ; quand ce mur n'est qu'une haie, celle-ci est souvent coupée pour y faire ériger un mur. Les personnes de ces périphéries ne ressentent pas le besoin impérieux d'aller au centre-ville et vont faire les courses dans les hypermarchés très bien répartis sur le territoire. Comme le souligne ainsi Céline Loudier-Malgouyres, « La morphologie enclavée rend possible cette tranquillité, à travers deux effets : l'exclusivité et la territorialité. Le principe même de l'enclavement réside dans l'attribution d'un espace à des « ayants droit », les résidents des voies incluses dans le périmètre de l'enclave. L'étranger, l'intrus, le passant, le badaud n'ont donc pas de raison d'être là, d'emprunter cette rue. Il y a exclusivité de son usage au profit des seuls résidents. Et ce sont bien les caractéristiques morphologiques de l'ensemble qui induisent cette exclusivité : une déconnexion d'avec le maillage externe (à travers l'usage des configurations élémentaires de voiries de l'impasse, la boucle ou la raquette), une personnalisation de la rue (partagée par le moins de riverains possibles. Si l'ensemble est vaste, son espace est décomposé en une addition de miniquartiers pour reproduire ce principe de personnalisation), le marquage des seuils (la limitation du nombre d'accès crée un contrôle symbolique, l'entrée et la sortie de l'ensemble se faisant par un passage bien localisé). La forme des ensembles, leur enclavement, produit alors un effet de territorialité et une séparation visible avec l'environnement immédiat. Mais elle réfère aussi à une dimension des pratiques habitantes et des représentations qui les accompagnent. » (Loudier-Malgouyres, 2013, p.49).

Néanmoins, il nous est impossible de qualifier les villes de Port-de-Bouc et de Fos-sur-Mer de périurbain « choisi » ou de périurbain « subi » à l'image de l'opposition de Laurent Chalard. Certes, les gens achètent ici par choix, mais ils sont néanmoins contraints par des ressources limitées. Il ne s'agit pas non plus d'un périurbain « subi » puisqu'ils disposent également de qualités non négligeables comme le montre l'accès rapide aux voies de circulations. Nous pouvons donc parler de périurbain « contraint », catégorie intermédiaire entre un périurbain « choisi » et un périurbain « subi » (Voir tableau page suivante).

Enfin, cette périphérie est habitée par des sociologies différentes. Ce sont plutôt les classes moyennes qui y habitent dans le sud, en particulier des petits et moyens propriétaires à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc où le terrain est beaucoup moins cher que dans les villes de la côte bleue proche. Les habitants sont des employés, des professions intermédiaires et des cadres, on y trouve également quelques ouvriers de la pétrochimie (où les salaires sont élevés). Les niveaux d'études sont variés, allant du CAP à la licence et au master. Ces espaces sont peu mélangés aux logements sociaux et le nombre de personnes issues de l'immigration est globalement plus faible qu'en centre-ville. Dans le Pas-de-Calais, la sociologie majoritaire de ces périphéries concentre ouvriers, employés et inactifs. La précarité y est forte et les habitants sont nombreux à vivre dans des HLM prenant la forme de maisons individuelles.

Cette double périphérie permet de répondre à l'homogénéité que Christophe Guilluy essaie de donner à la France périphérique (Guilluy, 2014)¹³⁷. Rien que dans nos quatre villes s'opposent deux périurbains complètement différents, le premier est celui des oubliés comme le souligne Christophe Guilluy, tandis que le second est celui des « dominants » face au centre-ville qui devient lui une « périphérie sociale » et où sont reléguées les classes populaires d'origine immigrée. Oui, la France périphérique vote plus pour le Front national, mais il s'agit de deux France qui ont pourtant tout pour s'opposer. D'un côté, la France des « travailleurs » qui militent pour une baisse de l'impôt et la fin de l'assistanat, de l'autre la France des « pauvres » qui désirent une augmentation de la prise en charge par l'État et le retour à l'emploi. Cette dichotomie se retrouve dans les différences de discours des responsables du Front national dans le nord et le sud de la France (Fourquet, 2013) (Ivaldi, 2015, pp.163-184).

Le tableau suivant permet de préciser les trois types de périurbains qui, selon nous, rendent compte de la diversité de ces espaces.

<i>Tableau 75 : Périurbain choisi, subi... et contraint ?</i>			
Type de périurbain	Subi	Contraint	Choisi
Sociologie majoritaire	Classes populaires précaires	Classes populaires respectables et petites classes moyennes	Classes moyennes et supérieures
Conditions d'installation	Soit : Personnes habitant ici depuis la naissance dans un logement social et voyant la ville devenir périurbaine. Soit : Des personnes en grande précarité des villes alentour s'installant dans un logement social pavillonnaire.	Volonté des classes populaires respectables de quitter la ville car elle n'est pas un cadre de vie idéal. Ils s'installent dans une périphérie où le cout du terrain est faible, c'est-à-dire assez loin des villes les plus riches.	Volonté des classes moyennes et supérieures de quitter la ville pour le calme et la sérénité. Ils ont néanmoins les moyens d'acheter un terrain et une maison dans une banlieue riche et calme.
Conditions de vie	Vie périurbaine dégradée. Éloignement des magasins et des lieux de sociabilité. En plus, petite délinquance possiblement assez présente (Chapitre VII).	Vie périurbaine classique. Quartiers calmes et lieux de l'entre-soi. Proximité des voies de circulation et de l'emploi. Néanmoins, contraintes spécifiques : pollution à Fos ; mauvaise réputation sécuritaire de la ville à Port-de-Bouc (Chapitre VII).	Vie périurbaine calme. Quartiers de l'entre-soi familial et sociologique. Proximité des voies de circulation et de l'emploi.
Vision du quartier	À vérifier dans le chapitre VII		
	Probable désarroi lié à une vie sociale aujourd'hui disparue (culture collective des mines).	Possible peur liée au décalage entre ressources financières limitées et volonté d'élévation sociale.	Quartier correspondant aux attentes des habitants. Pas de décalage ni de peur.
Vote majoritaire	Front national	Front national	Vote de droite classique

¹³⁷ Christophe Guilluy regroupe en effet dans cette catégorie « France périphérique » les DOM-TOM, les ruralités, les différents mondes du périurbain sans aucune distinction. Cet amalgame de catégories très différentes, voire complètement opposées rend caduque un raisonnement unifié sur cette fameuse France périphérique. En effet, comment associer les habitants de la Martinique (territoire ultramarin défavorisé) et les habitants de Tourcoing ou encore de Chamonix ? Il s'agit de trois périphéries, mais trois périphéries qui n'ont rien en commun.

Chapitre VII : Les électeurs frontistes et leur contexte

Nos onze mois de travail de terrain ont été l'occasion de conduire une étude statistique et écologique du vote dans les quatre villes de notre enquête. Nous avons réalisé de nombreux entretiens en porte-à-porte avec des électeurs dans des quartiers spécifiques. Au total, nous disposons de 82 entretiens retranscrits portant sur des électeurs de tous bords répartis dans dix quartiers différents¹³⁸. Les quartiers que nous avons sélectionnés devaient présenter les caractéristiques suivantes : être périurbain, être relativement éloignés des lieux de sociabilité et des commerces de proximité. En revanche, nous n'avons pas nécessairement sélectionné des quartiers favorables au Front national afin de pouvoir comparer des quartiers périphériques ayant des comportements de vote différents.

La carte de la page ci-après montre en bleu les quartiers dans lesquels nous avons effectué ces entretiens, du nord au sud.

Dans les Bouches-du-Rhône

À Fos-sur-Mer :

Le bureau de vote n° 12 correspond à la partie nord du quartier appelé Mazet. C'est un bureau de vote composé exclusivement de petites villas dans un quartier pavillonnaire. Ce quartier est le plus récent de Fos-sur-Mer et le dernier bureau de vote créé. La sociologie majoritaire est celle d'une petite classe moyenne et de classes populaires accédant à la propriété.

Le bureau de vote n° 11 correspond au quartier du Mazet proprement dit. C'est un quartier ayant une « mauvaise » réputation à Fos-sur-Mer car il est celui qui comporte le plus de logements sociaux. On y trouve également de petites maisons pavillonnaires mêlées à des résidences de 3 à 5 étages en logement social. La sociologie de ce quartier est plus populaire et métissée que les quartiers mitoyens.

Le bureau de vote n° 9, situé au sud du Mazet recouvre un espace plus cossu que ses deux voisins. Les maisons y ont été construites plus anciennement (dans les années 1990). La sociologie est celle d'une classe moyenne vivant dans des villas plus grandes que celles du bureau n° 12.

La partie est du bureau de vote n° 3 (bureau qui comprend également le petit port de plaisance de Fos-sur-Mer). Il correspond à un quartier excentré de Fos-sur-Mer portant le nom de Pont-du-Roy. Il est situé à côté d'une usine d'aluminium. Ce quartier est divisé entre les villes de Fos et de Port-de-Bouc. La partie fosséenne est très bien entretenue et habitée par des personnes

¹³⁸ Ce grand nombre de quartiers étudiés répond à la nécessité de pallier au haut taux de non-réponse généré par notre méthode d'entretien au porte-à-porte

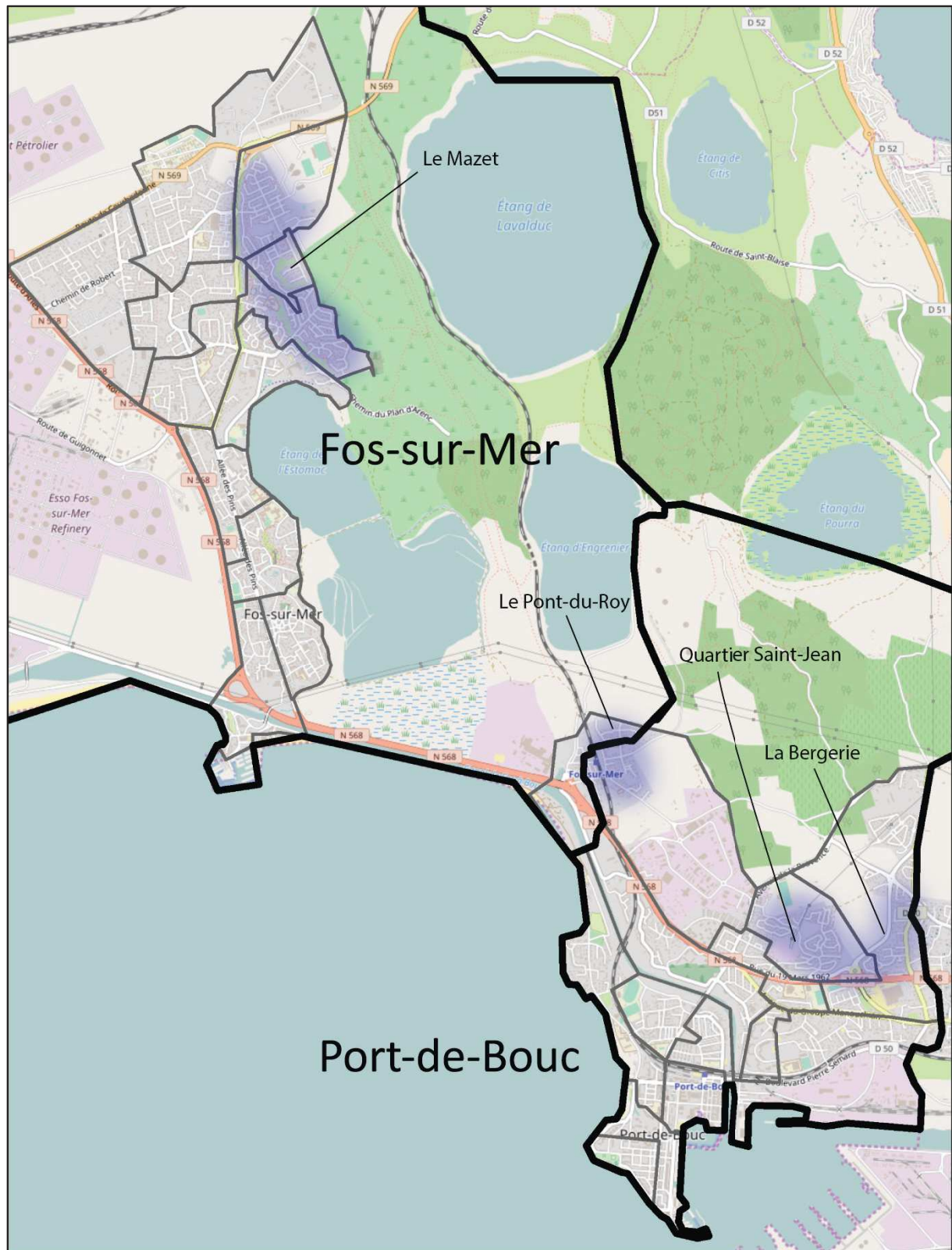
plutôt aisées voulant s'isoler de la ville. Le quartier est bien desservi en transport en commun (bus), mais ne compte aucun magasin.

À Port-de-Bouc :

Le bureau de vote n° 8, situé dans la partie port-de-boucaine du Pont-du-Roy. Ce quartier est à l'opposé de la partie fosséenne. Les routes y sont mal entretenues, il n'y a aucune ligne de bus régulière qui dessert le quartier. Les maisons, plus anciennes, sont également plus vétustes. La sociologie du quartier est un mélange entre personnes précaires vivant dans des logements sociaux, de retraités, et de personnes plus aisées ayant fait construire dans le quartier il y a une trentaine d'années. Comme à Fos, le quartier est loin des commerces et des lieux de sociabilité ou de divertissement.

Le bureau de vote n° 13 correspond à une partie du quartier de la Bergerie. Ce quartier est exclusivement composé de villas de taille moyenne, mais habitées par des personnes ayant globalement des profils plus populaires qu'à Fos-sur-Mer. Il s'agit bien souvent d'habitations construites dans les années 1980 par des habitants de Port-de-Bouc ayant décidé de devenir propriétaires tout en restant dans la ville. Ils ont été motivés par le coût des terrains qui était à l'époque très bas car provenant de la vente de terrains municipaux. Depuis les années 2000, de nombreux néo-propriétaires se sont installés dans ce quartier, ils ne sont pas forcément originaires de Port-de-Bouc.

Le bureau de vote n° 7 recouvre la partie nord du quartier Saint-Jean, le plus récent de Port-de-Bouc. Il date du début des années 2000 et se place dans la continuité du quartier de la Bergerie. La structure de ce quartier ressemble fortement au bureau de vote n° 12 de Fos-sur-Mer. Il s'agit de petites villas destinées à des néo-propriétaires au capital économique plutôt faible. Ce bureau de vote est proche d'un grand supermarché situé le long de la voie rapide et à 800 m du quartier. Bien que construit à proximité de Martigues et situé à 5 minutes de voiture du centre-ville de cette ville, il reste à la fois loin du centre de Martigues et de celui de Port-de-Bouc.



Carte 35 : Les différents quartiers étudiés à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc

Dans le Pas-de-Calais

À Grenay, du nord au sud :

Le bureau de vote n° 5 recoupe les limites de la cité 40. Ce quartier est situé au sud d'un terroir. Son habitat est composé exclusivement de maisons de mineurs mitoyennes doubles. La sociologie y est populaire et jeune. Les habitants sont avant tout des locataires de logement social. Le quartier est relativement éloigné du centre-ville de Grenay.

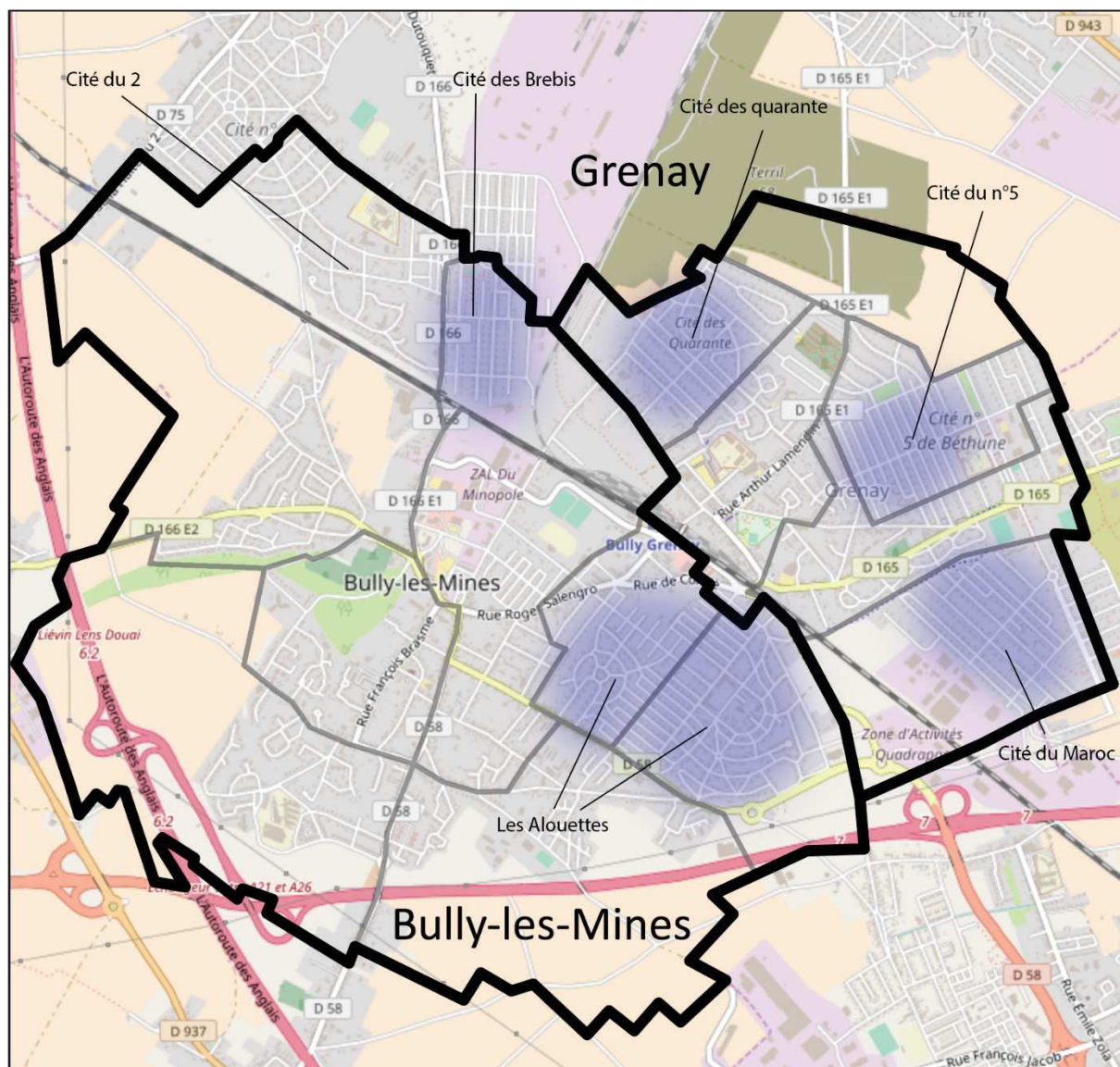
Le bureau de vote n° 2, appelé cité du n° 5 en référence au numéro de fosse de la compagnie minière. Ce quartier est lui aussi exclusivement composé de maisons de mineurs mitoyennes doubles. On compte plus de 120 maisons sur le quartier. Les habitants ont ici aussi un profil populaire et sont principalement locataires. Ce quartier, bien que plus éloigné du centre que la cité 40 est cependant plus « central ». On y trouve des écoles et une des églises de la ville. Au milieu de ce quartier, en face de l'église, se trouve une petite place, celle-ci permet aux anciens du quartier de s'y retrouver.

Le bureau de vote n° 3 quant à lui, se superpose à la cité du Maroc. Non pas que cette cité soit habitée par des personnes d'origine marocaine, mais parce que son nom est une ode à l'empire colonial français. Toutes les rues portent des noms faisant référence aux anciennes colonies. On y trouve ainsi la rue du Tonkin, le boulevard de Tahiti, la rue de la Cochinchine... L'habitat de ce quartier est lui aussi très populaire et composé d'une majorité de locataires. Le quartier est à l'image du n° 5 plutôt excentré du centre-ville, il ne dispose pas de micro centre-ville.

À Bully-les-Mines, du nord au sud :

Le bureau de vote n° 3 est situé au-delà de la voie ferrée. Il s'agit de la partie bulligeoise de la cité des Brebis. Cette grande cité est divisée entre Bully et sa voisine Mazingarbe et bénéficie donc de l'attractivité des activités offertes par cette seconde ville. Ce quartier est certainement le plus particulier de Bully-les-Mines. Les habitants se considèrent avant tout comme habitant « aux Brebis », et ensuite à Bully. L'esprit village semble ici bien présent. La sociologie est plutôt populaire, à l'instar de toutes les cités minières de ces deux villes.

Les bureaux de vote n° 4 et 5. Ces deux bureaux de vote englobent la cité des alouettes. Il s'agit d'une immense cité minière de plus de 400 maisons. Souvent décrit comme calme par ses habitants, certaines rues de ce quartier sont néanmoins pointées du doigt. En 2015 un trafic de drogue y a été démantelé. L'ambiance particulière du quartier se résume, comme le disent les habitants, à cette phrase : « dans la rue c'est calme, en revanche un peu plus haut ça craint ». La sociologie de ce quartier est très populaire, semblable à la cité du Maroc à Grenay. Il n'est pas rare de voir des maisons abandonnées ou des voitures dépecées dans les jardins. Selon la position dans le quartier, les maisons sont assez proches du centre-ville ou, au contraire, totalement excentrées. Il y a des écoles et un collège dans le quartier. Il est immédiatement relié à la voie rapide allant à Liévin.



Carte 36 : Les différents quartiers étudiés à Bully-les-Mines et Grenay

Dans ces différents quartiers, les 82 entretiens que nous avons réalisés, bien qu'évidemment non représentatifs de tous les habitants, permettent par leur nombre d'avoir touché plusieurs catégories d'électeurs. Ainsi, nous avons pu discuter avec 19 électeurs du Front national, 19 électeurs de la gauche de gouvernement, 6 électeurs du PCF, 9 électeurs de droite, 7 personnes n'exprimant pas de préférences particulières ou étant apolitisées. 22 personnes ont refusé ou n'ont pas pu parler de politique (entretien trop court)¹³⁹. Le tableau suivant présente l'ensemble des entretiens que nous avons réalisé dans les différentes villes que nous avons étudiées.

¹³⁹ Ces deux dernières catégories sont assez arbitraires tant on sait que les personnes apolitisées peuvent également être celles qui refusent de parler politique. D'autre part, certaines personnes refusant de parler politique peuvent être les plus arrêtées sur leurs positions politiques et ne veulent pas débattre, ou bien se sentent violées dans leur intimité par l'enquêteur et préfèrent ne pas parler de politique.

<i>Tableau 76 : Récapitulatif des entretiens réalisés par ville</i>				
Tendance/ Ville	Grenay	Bully-les-Mines	Fos-sur-Mer	Port-de-Bouc
Non exprimée ou entretien trop court	3	7	9	3
Apolitique ou non intéressé par la politique	3	2	2	0
PCF et/ou Front de gauche	3	1	0	2
PS et écologistes	4	7	4	4
Centre et droite républicaine	0	2	4	3
FN	4 (23 %)	6 (24 %)	7 (27 %)	2 (/3) (14 %/21 %)
Total	17	25	26	14

C'est tout d'abord l'identité sociale des électeurs FN avec lesquels nous avons discuté dans le cadre de notre travail de terrain qui nous a intéressée. Nous détaillerons ensuite les raisons qui motivent ces personnes à voter pour le Front national. Ces raisons varient d'un département à l'autre néanmoins, certaines thématiques constituent un socle de valeurs communes aux électeurs frontistes. Pour terminer, nous comparerons la vision qu'ont ces personnes de leurs quartiers d'habitations. En effet, les électeurs de droite et du Front national n'ont souvent pas la même perception de leur ville que les habitants orientés à gauche.

I. Qui sont les électeurs du Front national ?

Dans les chapitres V et VI nous avons émis l'hypothèse, via les statistiques puis l'étude comparée de cartes, que l'électorat frontiste du Pas-de-Calais était généralement bien plus populaire que celui des Bouches-du-Rhône. Dans les lignes qui suivent, nous allons vérifier cette hypothèse en décrivant l'identité sociologique des électeurs FN avec qui nous avons discuté.

1. L'électorat populaire du Pas-de-Calais

À Bully-les-Mines et Grenay, les électeurs FN présentaient des caractéristiques les intégrant dans les classes populaires. En effet, nous avons pu discuter avec deux jeunes hommes de 20-25 ans qui étaient sans emploi. De même, nous avons discuté avec trois femmes sans emploi, dont une femme au foyer et un couple dont les deux conjoints étaient également en recherche d'emploi. Les autres personnes avec qui nous avons conversé étaient des hommes exerçant un métier manuel. Parmi ceux-ci, un autoentrepreneur réparateur automobile, un autoentrepreneur dans le bâtiment, un ancien chaudronnier et un dernier travaillant dans la sécurité après avoir travaillé en tant qu'intérimaire dans le bâtiment. Pour terminer, nous avons discuté avec deux retraités, un homme ancien mineur de gauche mais tenté par un vote FN, et une ancienne confectionneuse de rideau à la retraite qui ne cache pas sa sympathie pour Marine Le Pen sans toutefois déclarer voter pour elle.

Les personnes avec qui nous avons échangé appartiennent majoritairement à des catégories précaires à l'image des autres habitants de ces quartiers des mines. Les petits autoentrepreneurs, de même que les chômeurs ou inactifs sont les profils dominants. Nous avons pu discuter avec beaucoup de retraités dans nos entretiens et peu sont attirés par un vote Front national. Ce dernier est avant tout, sur Bully-les-Mines et Grenay, le fait de personnes de 25 à 50 ans. C'est-à-dire des personnes n'ayant jamais connu le temps des mines de charbon puisque les puits ont fermé dans les années 1960. La plupart de ces personnes ont néanmoins des parents qui ont eu un travail lié à l'exploitation minière, et vivent donc dans le souvenir d'un passé où le travail était difficile mais payait relativement bien et était abondant. L'absence actuelle des mines est synonyme pour les jeunes de ces villes d'absence d'emploi et de condamnation à la « galère ». La plupart des personnes avec qui nous avons discuté avaient un niveau d'étude faible : CAP/BEP, au maximum le baccalauréat. Ainsi, Kévin et sa compagne Lilly, tous deux au chômage, cherchent un emploi, sans succès, dans la ville de Grenay.

AH : *D'accord et heu vous travaillez sur Grenay ?*

Kévin : Pour l'instant je suis en demande d'emploi.

Lilly : Pour l'instant non.

AH : *D'accord vous êtes en demande d'emploi, pour l'instant, d'accord et avant vous, quand vous habitiez à Eleu-dit-lowette vous travailliez ?*

Kévin : J'ai fait de l'intérim là.

AH : *D'accord, d'accord.*

Kévin : Puis je recherche un truc plus stable, et comme j'ai pas de véhicule, pour rechercher.

AH : *Oui c'est un peu compliqué pour trouver de l'emploi.*

Kévin : Oui. J'ai un ami à mon frère qui m'a dit que, ils recrutaient un peu dans la ville, faut voir.

AH : *Oui aux espaces verts du coup pour vous.*

Kévin : Ouais aux espaces verts, j'ai déjà essayé de postuler aux espaces verts auparavant mais bon à chaque fois j'avais un refus, donc je vais retenter, on verra bien.

Ces électeurs du Front national, vivant de petits boulots ou d'auto-entrepreneuriat, ne sont pas en rupture avec les autres électeurs, de gauche, de ces quartiers. Ces derniers aussi sont confrontés à des situations difficiles et vivent parfois dans une précarité très grande¹⁴⁰.

Le second signe de précarité de ces électeurs tient à leur statut de locataires de logements sociaux. Aucun d'entre eux n'est propriétaire. Ils vivent dans des maisons des mines, aujourd'hui assez vétustes, ayant des loyers très bas comme le rappelle Nicolas qui loue ici, avant d'éventuellement acheter. Ce dernier est peut-être le seul électeur frontiste que nous avons rencontré ayant une situation financière stable.

¹⁴⁰ Nous pouvons citer l'exemple d'un couple de 50 ans avec deux enfants, vivant du RSA, qui hébergeaient sous leur toit leurs parents handicapés dans des conditions de salubrité difficiles. Malgré le sentiment d'abandon qui était le leur, ceux-ci refusaient catégoriquement d'envisager un vote Front national, vote qui pour le mari était un vote de haine. Le couple restait ainsi « fidèle » au parti communiste qui a « fait beaucoup » pour eux.

AH : D'accord, et heu c'est un quartier j'imagine qui est assez bien entretenu ou au contraire ? Parce que j'ai vu beaucoup de maisons qui sont fermées.

Nicolas : Fermées bon ça c'est pour moi ce n'est pas compliqué. J'ai une explication logique mais bon ici c'est des, parce que bon nous on est ici en location avant d'acheter, donc bon ça reste heu, ça reste des logements sociaux, les loyers sont très bas, donc heu, pour vous donner un ordre de prix c'est 370euros.

AH : Le loyer ?

Nicolas : Le loyer.

AH : D'accord.

Nicolas : Avec un jardin donc bon, c'est quasiment introuvable partout.

AH : Ah oui !

Nicolas : C'est introuvable, déjà un simple studio c'est 3-400 euros, vous voyez, le souci c'est que je pense en faisant des loyers très bas comme ça, le souci de certains locataires c'est qu'ils dégradent. Ce sont des cas sociaux qui dégradent jusqu'à simplement démonter leurs propres volets, je vous donne un exemple ici on avait des volets aux fenêtres, pour aller les revendre, vous imaginez ! C'est comme aller voler ses propres voitures, aller démonter ses jantes de sa voiture.

Pour finir, il faut souligner que les habitants de ces quartiers, électeurs du FN ou non, sont des personnes qui semblent « contraintes » de rester ici. Peu de personnes s'installent par choix dans ces villes, et ceux qui étudient habitent à proximité de Lille et Arras plutôt qu'à Lens ou Liévin. Les habitants de ces quartiers n'ont pas, soit la volonté (car ils sont attachés à leur ville), soit la capacité financière de quitter ces maisons au loyer très faible. Ainsi, seul Nicolas a un profil particulier puisqu'il s'est installé volontairement à Bully-les-Mines pour le calme qu'il proposait, venant lui de Tourcoing.

AH : D'accord ça fait trois ans, que vous habitez et heu qu'est-ce qui vous a fait vous décider de venir ici dans le quartier des Alouettes ?

Nicolas : Le quartier des Alouettes c'était surtout pour le, moi j'ai toujours habité sur Lille à Roubaix donc quand on arrive par ici on se pose pas de question quoi, on prend ce qu'on nous donne.

AH : Et pourquoi vous avez décidé de déménager dans le bassin minier ?

Nicolas : Bah surtout parce que, pour le calme bah, heu c'est plus facile à éduquer les enfants dans un climat beaucoup plus sain quoi c'est ça, c'est surtout pour les enfants.

AH : D'accord, vous n'aviez pas une mutation liée au travail non plus ?

Nicolas : Non, c'est vraiment les enfants.

AH : D'accord, et heu comment vous le percevez le quartier depuis que vous y habitez ?

Nicolas : Bah ça reste heu, heu, comment dire, c'est, ici c'est, le seul souci de bah de ce qui est, heu, par exemple, les environs miniers, surtout c'est le, manque de savoir-vivre de certaines personnes mais bon ça reste heu on va dire heu, majoritairement des personnes au chômage, ou même pas au chômage parce que pour être au chômage il faut avoir travaillé c'est beaucoup de gens malheureusement qui... (*cherche ses mots*)

AH : Ont jamais travaillé ?

Nicolas : Vivent des minimas sociaux, heu y en a qui, je pense que c'est des erreurs de parcours mais y en a c'est un choix personnel de pas travailler, de vivre des aides.

Ainsi, dans le cadre de notre travail de terrain dans le Pas-de-Calais nous avons pu discuter avec des gens qui appartenaient à ce qu'on appelle les classes populaires précaires. Ce petit échantillon d'habitants correspond à nos conclusions partielles des chapitres V et VI sur l'électorat probablement plus prolétaire du Pas-de-Calais et des villes de Grenay et Bully-les-Mines en particulier. Ces électeurs FN ont des caractéristiques semblables à une partie des électeurs de gauche. Nous sommes donc confrontés à des familles et des individus partageant souvent les mêmes caractéristiques sociales et le même « désespoir » et qui ont des comportements de vote et une philosophie de vie radicalement opposées. Il s'agira pour nous, dans ce chapitre, de comprendre quelles sont les visions du monde respectives de ces électeurs de Grenay et Bully-les-Mines et qu'est-ce qui peut au niveau personnel expliquer un vote FN ou un vote de gauche pour des personnes qui ont pourtant les mêmes caractéristiques sociales et économiques.

2. Un vote de personnes plus aisées dans les Bouches-du-Rhône

Dans le Pas-de-Calais, près de la moitié des interviewés étaient des personnes assez jeunes, souvent sans emploi, donc disponibles toute la journée. C'est pour cela que nous avons pu discuter avec de nombreux électeurs à des horaires plutôt inhabituels pour du porte-à-porte (entre 15 h et 19 h). Dans les Bouches-du-Rhône, et en particulier à Fos-sur-Mer, la structure de l'emploi local fait que les actifs étaient moins accessibles et donc moins nombreux à discuter avec nous. En effet, travaillant souvent loin de leurs domiciles, ces personnes n'étaient pas chez elles avant 19 h voir 20 h. Fatigués, ils étaient très peu disposés à nous accorder un entretien à l'inverse des électeurs du Pas-de-Calais. En plus de cela, la structure démographique des villes des Bouches-du-Rhône est plus âgée que celles des villes du Pas-de-Calais.

Ainsi, ce sont plutôt des femmes qui ont répondu à nos entretiens, elles sont six à avoir déclaré un vote FN contre trois hommes. Parmi ces dernières, trois étaient sans travail, l'une était femme au foyer, la seconde préretraîtée, et la troisième montait une entreprise. Une répondante était femme de ménage en entreprise, une autre coiffeuse à son compte, et la dernière ne nous a pas parlé de son emploi. De ces six femmes, aucune n'avait moins de 40 ans. Trois avaient entre 40 et 45 ans, une la cinquantaine, et les deux restantes entre 55 et 65 ans. À ces six femmes s'ajoutent trois hommes, l'un était un retraité ancien maçon, le second était un retraité d'Arcelor Mittal, ancien technicien de maintenance, et le dernier retraité cadre en hygiène et sécurité.

Notre échantillon largement plus âgé que dans le Pas-de-Calais a donc une moyenne d'âge autour de 50 ans. Il est finalement assez proche de l'idéal-type de l'électeur frontiste du sud de la France. Néanmoins, si l'âge oppose les électeurs du Pas-de-Calais et ceux des Bouches-du-Rhône, ce n'est pas le cas de l'emploi. Dans le sud comme dans le nord, ce sont avant tout des personnes ayant des emplois ouvriers avec qui nous avons discuté. En revanche, nous n'avons pas pu échanger avec des électeurs frontistes qui étaient au chômage. Bien que non représentatif, cet échantillon

semble corroborer l'idée d'un électorat FN composé d'actifs mais provenant néanmoins des classes populaires. Il s'agit ainsi de personnes occupant des emplois ouvriers ou techniciens (bien payés car en général dans les raffineries ou l'aciérie) et ayant acheté un terrain à bâtir ou une maison dans des villes où les taxes d'habitation sont faibles. Jean-Jacques représente par son histoire l'idéal-type de l'habitant de Fos et Port-de-Bouc :

AH : *Ça fait longtemps que vous habitez dans le quartier ?*

Jean-Jacques : Oui.

AH : *Ça fait combien de temps ?*

Jean-Jacques : 18 ans.

AH : *D'accord, donc vous avez vu la fin de la construction de tout le quartier ou il est plus vieux que ça ?*

Jean-Jacques : Non non non, le quartier il a 18 ans.

AH : *D'accord, donc vous avez fait construire sur place ?*

Jean-Jacques : Oui.

AH : *Et avant vous habitez où ?*

Jean-Jacques : Dans un quartier un peu plus loin.

AH : *D'accord, et qu'est-ce qui vous a fait vous décider à vous installer ici ?*

Jean-Jacques : Heu, c'est que là où j'étais avant, la maison était pas assez grande.

AH : *D'accord, c'est un changement pour une famille j'imagine.*

Jean-Jacques : Oui.

Les habitants, à l'image de Jean-Jacques, proviennent souvent des villes alentour au golfe de Fos. Ce sont des natifs du département qui ont décidé de venir à Fos ou Port-de-Bouc par opportunité, en raison du coût du terrain, de la proximité de l'emploi et du niveau des taxes foncières. On peut ainsi se demander si dans le sud de la France il n'existe pas un double mouvement migratoire qui « rééquilibre » les différentes populations sur le territoire. Il pourrait ainsi exister un mouvement migratoire nord-sud qui concerne des populations plutôt aisées qui s'installent dans des endroits privilégiés, et un deuxième mouvement migratoire local qui vient des villes et dont les personnes partent pour s'installer dans des villes pavillonnaires moins chères (et moins privilégiées).

Valérie et son voisin justifient leur installation à Fos-sur-Mer par la recherche du calme et de la tranquillité. Il s'agit ainsi de quitter la ville, sale, bruyante, étriquée, et de la fuir pour accéder à un espace pavillonnaire plus calme, où les gens connaissent leurs voisins, et où il est possible de posséder une maison avec jardin.

AH : *Donc ça fait longtemps que vous habitez ici ?*

Valérie : 16 ans.

Voisin : Pareil.

Valérie : 16 ans pour lui aussi.

AH : *Et heu vous vous êtes installée en même temps que le quartier j'imagine.*

Valérie : Oui oui à la construction.

AH : D'accord et pourquoi vous avez décidé de déménager ici ?

Valérie : Parce que y'avait rien sur Port-de-Bouc, heu.

AH : Vous étiez de Port-de-Bouc ?

Valérie : Ouais.

AH : Et entre Port-de-Bouc et ici quel, qu'est-ce qui a été différent pour vous ?

Valérie : Le calme.

AH : C'est plus calme ici ?

Valérie : Ah bah c'est, Port-de-Bouc c'est plus concentré, c'est plus...

AH : Animé ? (Hochement de tête de Valérie) Et à Port-de-Bouc vous viviez dans un appartement ?

Valérie : Un HLM.

AH : HLM d'accord, et comment vous diriez qu'elle est l'ambiance du quartier ici ?

Valérie : Elle est bien.

AH : Y'a aucun problème de délinquance ou d'insécurité dans le quartier ?

Valérie : Dans le quartier, bon y a eu quand même des cambriolages, mais comme de partout hein. Mais c'est assez rare.

Ainsi, bien qu'appartenant également à ce qu'on appelle les classes populaires, l'électorat frontiste du périurbain des Bouches-du-Rhône est un électorat bien moins précaire que celui du Pas-de-Calais. Les répondants sont presque tous propriétaires de leurs logements et semblent avoir des emplois stables ou bien être retraités. On est ici dans un espace intermédiaire entre ce qui pourrait être un périurbain « subi »¹⁴¹, c'est-à-dire l'exclusion de la ville par la gentrification des centres-villes et/ou la délinquance trop importante dans les banlieues proches, et un périurbain « choisi », lieu d'installation des plus aisés dans les banlieues chics des grandes métropoles. Néanmoins, à la différence des électeurs FN du Pas-de-Calais, il semble y avoir une réelle différence sociologique entre les électeurs frontistes des Bouches-du-Rhône et les électeurs de gauche. Ces derniers sont bien davantage employés dans le secteur public que leurs voisins électeurs du Front national qui eux, sont souvent petits patrons ou employés de petites ou moyennes entreprises privées.

Le tableau suivant présente l'identité des électeurs du Front national que nous avons interviewés et dont les propos sont cités dans la présente thèse. Les cases colorées en gris clair permettent de distinguer les habitants du Pas-de-Calais de ceux des Bouches-du-Rhône (cases en blanc). Les pointillés permettent de dissocier les deux personnes d'un couple et leurs situations respectives.

¹⁴¹ Le terme de périurbain « subi » sous-entend par ailleurs qu'un nouveau prolétariat paupérisé émergerait dans les banlieues pavillonnaires de propriétaires. Ce concept est considéré comme misérabiliste par Violaine Girard qui souligne que ces espaces peuvent également être le lieu d'une vie sociale épanouie et pas forcément d'un désarroi systématique et automatique des ménages modestes. (Girard, 2018, pp.150-151)

Tableau 77 : Les électeurs du Front national En gris clair, les habitants du Pas-de-Calais, en blanc les habitants des Bouches-du-Rhône								
Prénom	Dpt Ville Quartier	Origine	Âge	Profession	Niveau d'étude	Sit. maritale	Vote FN depuis ? Raisons vote FN	Vision du quartier
Kévin	62 Grenay Cité 40	Natif	30 - 35	Chômage (Jardinier)	Pré-bac	En couple un enfant	2002 Ras-le- bol/envie de changement	Calme et tranquille
Lilly		Native	30 - 35	Chômage (Restauration)	Pré-bac		2012 Convaincue par le conjoint	
Nicolas	62 Bully Alouettes (dps 3 ans)	Tourcoing (déménagé pour le calme)	35	Auto- entrepreneur (Réparation auto)	CAP	En couple deux enfants	Depuis toujours Ras-le-bol et insécurité	Calme et tranquille mais des vols de vélo
Jean- Jacques	13 Fos Mazet (dps 40 ans)	Lorraine (déménagé pour l'aciérie)	60 - 65	Retraité (technicien de maintenance Arcelor)	CAP	Marié des enfants	2012 Insécurité et laxisme des hommes politiques	Calme, quelques cambriolages
Valérie	13 Fos Mazet (dps 16 ans)	Port-de- Bouc	45	Sans travail (Marie ouvrier pétrochimie)	Inconnu	Marié enfants	Inconnu ne fait que suggérer son vote Insécurité	Calme, ville active
Nathalie	62 Bully Cité des Alouettes	Native	50	Femme de ménage puis cantière	Pré-bac	Mariés Un enfant de 25 ans	Depuis 2007- 2012 Ras-le-bol	Quartier calme, mais haut dessus ça craint (cas sociaux)
Johnny		Natif	45	Intérimaire sécurité	Pré-bac			
Maurice	13 Fos Mazet (dps 18 ans)	Départem ent (déménagé car pas d'impôt locaux)	60	Retraité (Maçon et chauffeur de bus)	CAP ?	Marié et enfants	Depuis longtemps Immigration	Calme et tranquille
Bernard	13 Port-de- Bouc Bergerie 2 (dps 30 ans)	Natif	50	Cadre au Port de Marseille	Master	Marié et enfants	À seulement voté aux Européennes de 2014 Anti- européen	Calme et se sent excentré
Dominique	13 Fos Mazet depuis 7 ans	Hérault (Béziers)	50	Chômage (Rôtisserie)	Non- connu	Mariés un fils	2012 Immigration et ras-le-bol	Calme, bien desservi (Intermarché) Ne vas pas au centre-ville
Olivier			50	Ouvrier (pétrochimie)	Bac ES			
Robert	62 Bully Cité des Alouettes	Natif	70	Retraité (Mineur)	CEP	Veuf Enfants	L'envisage (Électeur PS) Envie de changer	Calme mais sans activité
Virginie	62 Bully Cité des Alouettes	Native	40	Assistante maternelle	Aucun diplôme	Mariée Enfants	2002 Envie de changement Immigration	Quartier calme, mais haut dessus ça craint Commerces pas loin
Marie	13 Port-de- Bouc Pont-du-Roy	Native	45	Coiffeuse	CAP	Mariée Enfants	Inconnu (Déclare juste son vote)	Calme mais isolé
Josiane	62 Grenay Cité 40	Native	65	Retraîtée (Assistance maternelle)	Non- connu	Mariée un enfant	Envie de changement	Calme Les magasins se sont réduits
Mathilde	13 Port-de- Bouc Bergerie 3	Native	50	France Telecom Orange	CAP	Mariée	Après 2012 Délinquance, immigration, islam, identité	Calme par rapport à avant

Encadré 26 : Des comportements de vote marqués par une abstention intermittente

Si les électeurs que nous rencontrons déclarent voter FN, il ne s'agit pas là de leur seul comportement politique. Dans le Pas-de-Calais comme dans les Bouches-du-Rhône, les électeurs frontistes sont aussi des abstentionnistes intermittents. S'ils semblent tous participer aux échéances à forte intensité : les élections présidentielles, leur participation aux autres scrutins est quant à elle beaucoup plus sporadique. Certains reconnaissent ne pas voter aux élections intermédiaires, notamment les élections européennes et départementales ayant eu lieu un an avant et durant notre enquête ; d'autres, dans le Pas-de-Calais où nous avons enquêté de septembre 2015 à décembre 2015, ignorent l'existence même des élections régionales et affirment ne pas savoir s'ils vont voter. Cette abstention intermittente n'est pas propre aux électeurs FN que nous avons interviewés, mais se retrouve chez tous les électeurs des classes populaires qui ont croisé notre route. Dans le Pas-de-Calais, les électeurs de gauche sont eux aussi souvent ignorants des prochaines échéances électorales et seuls les électeurs communistes et socialistes les plus investis, des personnes âgées en général, affirment voter à chaque scrutin.

Cet exercice discontinu du droit de vote que nous observons chez les classes populaires n'est pas une nouveauté et confirme le désalignement général souligné par les enquêtes sur les classes populaires. Comme l'affirme Patrick Lehingue : « On ne le soulignera sans doute jamais assez, le premier « vote » des électeurs des classes populaires (qu'on les définisse par leur profession, leur niveau de revenu, de diplôme, la précarité de leur statut, ou leur lieu d'habitation) n'est pas le vote frontiste, mais bel et bien l'abstention » (Lehingue, 2015).

II. Seulement un vote de « ras-le-bol » ?

Avant de nous demander quelle est la vision de l'urbanité des électeurs frontistes, nous avons naturellement voulu savoir quelles étaient les raisons (affichées) du vote Front national des électeurs que nous avons rencontrés. C'est tout d'abord le ras-le-bol de la politique telle qu'elle est « faite » qui motive souvent les électeurs à se tourner vers le FN. En effet, les terrains d'enquête de notre étude sont des territoires où les affaires de corruption et les « magouilles » ont été nombreuses et ont laissé des traces chez de nombreux électeurs. Le parti frontiste apparaît comme une organisation nouvelle non touchée par ces scandales. Ce sont ensuite les raisons économiques qui sont mobilisées. Dans le sud, les électeurs veulent voir les taxes et les impôts baisser, tandis que dans le Pas-de-Calais, ils cherchent un parti qui défend les ouvriers et les aide. Fait écho à ces motivations contraires, la dichotomie programmatique du Front national sur ces deux territoires. Pour terminer, l'immigration, la délinquance, et toutes les questions sécuritaires semblent un facteur important, commun aux électeurs des deux territoires.

1. Le « ras-le-bol » et l'envie de changement

Les électeurs frontistes ne sont pas les seuls à mobiliser le thème du ras-le-bol pour motiver leur vote. Celui-ci est également présent chez les électeurs du PCF et de Jean-Luc Mélenchon.

Néanmoins, il est possible de faire une distinction entre les deux électorats sur le pessimisme qui entoure ce ras-le-bol, pessimisme beaucoup plus fort chez les électeurs du FN.

A. Le « ras-le-bol » des électeurs frontistes

La thématique du ras-le-bol et de l'envie de voir les choses changer sont récurrentes lorsque l'on discute avec des personnes qui se revendiquent du Front national. Sont critiqués en bloc l'immobilisme politique, mais également les aides vis-à-vis des personnes qui ne devraient pas en avoir droit, ou encore un gouvernement et des élus corrompus¹⁴².

Comme l'illustre notre discussion avec Johnny et Nathalie, un couple de personnes ayant entre 50 et 60 ans, ce discours de ras-le-bol, très fort, souvent tous azimuts, est parfois lié à une méconnaissance de la politique locale. Les deux époux pensent ainsi qu'il y a eu une liste FN aux dernières municipales bulligeoises de 2014, ce qui n'était pas le cas. Surtout, on remarque que ces deux époux utilisent le « ils » général qui permet de produire une analyse du vote FN, analyse qui n'est, *in fine*, que l'explication personnelle de leurs propres positionnements politiques.

AH : D'accord, et on disait précédemment que c'était une ville qui était à gauche, pourtant je crois qu'en 2012 y a beaucoup de gens qui se sont mis à voter Front national donc heu...

Nathalie : Oui surtout ici, ici vraiment !

AH : Donc c'est un vote qui se normalise un peu ici ou ?

Johnny : Ah ouais !

Nathalie : Ouais aussi les gens en ont marre aussi, c'est ça aussi je crois.

AH : D'accord, parce que je sais qu'à Grenay en 2014 aux municipales y avait une liste Front national qui a fait 40 %.

Nathalie : Par ici aussi, un petit peu aussi hein genre non ?

Johnny : Par ici ouais.

AH : Aux départementales peut-être.

Johnny : Ouais (réfléchit), mais par ici elle est quand même arrivée deuxième hein !

Nathalie : Par ici ouais.

Johnny : À Lens elle est arrivée première quoi !

AH : D'accord, et pour vous c'est à quoi que vous l'expliquiez que les gens ?

Nathalie : Bah les gens ils commencent à en avoir marre qu'ici y'a pas de changement, y'a rien qui change, au point de vue salaire y'a pas d'augmentation voilà, tout va mal, tout point de vue logement quoi que ce soit.

Johnny : Voilà c'est ça qui y'a, les gens ils votent un coup à droite, ils votent un coup à gauche.

Nathalie : Ouais ils savent plus quoi faire.

Johnny : Après ils votent socialiste, ils votent communiste y'a rien qui bouge, ils en ont marre bah, ils se disent que peut-être qu'on aura du changement.

¹⁴² Les entretiens ont été réalisés en 2015 et 2016 soit un an avant l'élection présidentielle de 2017. À cette époque, la seule alternative pour ces électeurs est naturellement le Front national de Marine Le Pen.

AH : *Ouais c'est ce qu'ils se disent ? (Ou plutôt ce que se disent les interviewés)*

Nathalie : Ouais voilà.

Johnny : C'est ça qu'il y a quoi, c'est ça qui.

Nathalie : Ouais.

AH : *Et c'est, s'il y avait une liste aux municipales vous penserez qu'elle aurait fait un score important au Front national ou les gens aiment bien Monsieur Lemaire quand même ?*

Johnny : Ah y'a eu une liste hein ! (Note pour le lecteur : non, il n'y en a pas eu).

Nathalie : C'est que le maire il est bien estimé sur Bully aussi hein !

Johnny : Y a une liste mais ici à Bully elle a pas passé hein, même au deuxième tour elle a pas passé non plus.

AH : *Et vous vous l'envisageriez à voter Front national si ça continue à pas bouger les choses ? Ou ?*

Johnny : Bah si, moi ouais, moi ouais, moi comme là pour les régionales moi je vous le dis franchement je vais voter pour Marine Le Pen quoi !

AH : *D'accord, vous pensez qu'elle va arriver à changer les choses au niveau régional ?*

Johnny : On verra bien !

Nathalie : Moi aussi on verra bien.

Johnny : Ah on verra bien, à Hénin-Beaumont ils ont pas l'air, le maire c'est un Front national bon bah, pour l'instant on entend pas parler que y'a des restrictions sur ceci, des restrictions sur cela, bah, un policier à chaque maison ou chaque coin de rue.

De même, Kévin et Lilly, les deux jeunes habitant Grenay, votent FN car il s'agit pour eux de la seule solution quand on veut voir les gens au pouvoir changer. Ces deux trentenaires votent FN depuis quelques années maintenant, puisque le premier vote FN du mari remonte à 2002. On remarque, comme pour le couple précédent que leur raisonnement politique bien que semi-rationnel est difficile à exprimer devant un enquêteur. Les discours des électeurs FN que nous avons interviewés ont ainsi la particularité de régulièrement mêler sans distinction des situations personnelles et la politique française sans ordre de priorité ni ordre d'échelle. À titre d'exemple a été abordée par un électeur FN la situation sécuritaire du pays avec pour exemple le vélo qu'il s'était fait voler dans leur jardin le mois dernier. Ce recentrement permanent du politique général vers la vie du quotidien est signe d'une dépossession en capital culturel et d'une faible maîtrise des règles du jeu politique.

C'est la qualité oratoire de Marine Le Pen qui semble être le facteur le plus important, puis l'envie de changer, et pour finir ses idées politiques qui ne sont que très peu exprimées par ces deux personnes. Le fait de voter FN n'est pour eux, ni sujet de honte, ni grave, ni problématique, c'est un vote normal, sinon normalisé. Dans l'éventualité où Marine Le Pen échouerait une fois au pouvoir, ils affirment pouvoir voter ensuite pour un autre candidat. On remarque par ailleurs dans la discussion qui suit que c'est certainement Kévin qui, votant Front national depuis longtemps, a convaincu sa compagne qui semble plus indécise à l'idée de voter pour ce parti. En effet, c'est d'abord Lilly qui répond en majorité aux premières questions, avant que le mari ne prenne l'ascendant dans l'entretien et réponde presque exclusivement à la suite des questions politiques dans l'entretien.

AH : *Donc je ne sais pas si vous comptez aller voter en 2015 aux élections régionales qui vont avoir lieu en décembre. Avez-vous fait votre choix déjà ?*

Lilly : Nous c'est clair, net et précis notre vote.

AH : *D'accord c'est-à-dire ?*

Lilly : Moi c'est Front national.

AH : *D'accord, c'est... Qu'est-ce qu'il vous plait dans ce parti-là ?*

Kévin : Mais en fait c'est, comment qu'elle parle en fait, heu, elle dit des choses, bien, après c'est chacun selon leurs trucs mais c'est au niveau de comment qu'elle parle c'est après qu'elle fait comment elle parle qu'elle le fait, c'est bien.

AH : *D'accord, vous trouvez qu'elle est dynamique ?*

Kévin : Ouais, y a des choses elle parle bien qui elle parle bien.

Lilly : Y'a des choses qu'elle dit qui devrait changer, ce qu'elle veut faire en ce moment, la question est bien.

AH : *Donc pour la région vous serez prêt à voter pour elle ?*

Lilly : Oui.

Kévin : Bien sûr.

AH : *Hum...*

Kévin : Y'a eu trop, en fait y'a eu ça, j'ai connu tel président, tel président, donc ils ont fait des bonnes choses, donc je regarde de près, mais après je choisis c'est FN, après si ça ne va pas, si elle arrive pas, on revotera.

AH : *Vous pensez que c'est le temps de changer entre le PS et Les Républicains.*

Kévin : Ouais c'est temps.

AH : *Et ça fait longtemps que vous avez décidé de voter pour le Front national ?*

Kévin : Moi déjà depuis un certain temps.

Lilly : Nah déjà heu, quand y'a eu les élections de Sarkozy ça a commencé déjà à de battre de l'aile, et puis y'a eu Hollande là non ! C'était...

Kévin : Moi j'étais déjà Front national.

Lilly : Et après quand Marine Le Pen a donné ses trucs à elle et bah s'il faut aller vers elle on va vers elle pour du changement entre Marine Le Pen et François Hollande.

AH : *Effectivement c'est...*

Lilly : Pas du tout le même.

AH : *Et ça fait depuis quelle élection que vous votez pour elle ?*

Kévin : Moi ça fait déjà, déjà depuis quand c'était ça remonte déjà à loin ! Parce que déjà au niveau de quand c'était encore (le) Président Chirac.

AH : *en 2002 ?*

Kévin : Ouais, après heu, c'est toujours laissé, après quand elle est éliminée je fais entre telle personne et telle personne donc je vote quand même, alors qu'aujourd'hui.

AH : *Là par exemple en 2012 au deuxième tour y'avait Sarkozy contre Hollande vous aviez voté pour lequel ?*

Kévin : J'avais voté pour Hollande (dans le fond, Lilly : Pareil).

AH : *Malgré tout.*

Kévin : Sarkozy était déjà passé il a fait des choses, après il a promis après j'ai décidé de faire plutôt.

Lilly : On voulait changer !

Kévin : On a voté, j'ai voté tout ça, après voilà, après tant pis, hein.

AH : *D'accord et heu, quelle est votre sentiment par rapport aux attentats maintenant y'a dix jours ?*

Kévin : Malheureux.

Lilly : Ca fait de la peine.

Kévin : C'est malheureux, c'est malheureux parce qu'en quelques mots c'est pas une question de racisme je suis pas racisme, mais si y a des choses qu'il y a des choses que c'est pas bien. Les attentats, moi je dis que c'est normal qu'elle veuille qu'ils bougent, parce que si ça bouge pas c'est, c'est...

Dans les Bouches-du-Rhône également, l'envie de changer est au cœur des explications des électeurs frontistes. Maurice, après avoir parlé de ses problèmes de cambriolages explique pourquoi les gens votent FN dans la région. Il mobilise lui aussi, le thème du ras-le-bol, mais se mêle dans son discours ras-le-bol de l'immigration et défiance vis-à-vis des politiques qui « empêchent » le Front national.

Maurice : J'ai eu un cambriolage. Ils m'ont cambriolé là, je suis parti trois jours avec mon beau-frère et quand j'étais en congé pendant trois jours, je suis parti sur la Côte d'Azur, quand je suis revenu ils m'avaient cambriolé.

AH : *Et y'a pas de police municipale ?*

Maurice : Si y'en a ! Je crois qu'ils sont 45 ou 50 policiers municipal.

AH : *Ça fait du monde.*

Maurice : Y'en a beaucoup qui sont partis, ils ont été mutés, ils ont demandé la mutation sur Istres...

AH : *Et vous pensez que la délinquance va être un enjeu pour les élections suivantes ?*

Maurice : Hèèè, heu, vous savez, heu, la délinquance, y'en a quelque-uns, pas tous ! Faut pas tous les mettre dans le même panier, mais heu c'est vrai que (mime des gestes) (Note au lecteur : Il est intéressant de remarquer que dès lors que le sujet de la délinquance est abordé, l'interviewé mime les Maghrébins et se défend en disant qu'il ne faut pas tous les mettre dans le même sac.)

AH : *C'est plutôt maghrébin vous diriez ?*

Maurice : Maghrébins, ils font leur loi, ils veulent faire la loi et tout, et comme nous ici on ne se laisse pas faire, automatiquement ça...

AH : *S'envenime ?*

Maurice : À Montpellier aussi hein ! Le maire heu, le maire, c'est pas le maire de Montpellier

AH : *Philippe Saurel.*

Maurice : Qui est du Front national.

AH : *Non pas à Montpellier, il est indépendant.*

Maurice : Ouais (gêné).

AH : *Mais y'a des mairies à côté qui sont plus proches le Front national vers Orange etc. (Nous essayons de le remettre en confiance après l'avoir contredit sur le maire de Montpellier).*

Maurice : Orange et tout.

AH : *Et vous pensez que Marion Maréchal Le Pen ici elle s'implante bien ?*

Maurice : Oui elle s'implante, mais y en a d'autres qui leur cassent le dos, ils disent ouais ouais ouais, Saint-Gilles regardez, pour les élections, celui qui s'était présenté c'était l'avocat heu, comment ils s'appellent, il habite à la sortie de Saint-Gilles (*Gilbert Collard*).

AH : *On l'avait empêché de gagner ?*

Maurice : On l'a empêché de passer tout ça parce que le maire a promis à tous les gens, même les Maghrébins, on va leur dire ça va si vous votez pour moi vous aurez quoi que ce soit.

AH : *Et vous si jamais y'avait un candidat Front national à Fos ? Heu ça vous dérangerait ou pas de voter pour lui ?*

Maurice : À moi ça ne me dérangerait pas de voter pour lui.

AH : *Hum.*

Maurice : Oui parce qu'on en a marre, on voudrait un peu changer !

AH : *Oui, et vous avez déjà voté pour ce parti ou pas encore ?*

Maurice : (Silence) Ca m'est arrivé de voter. Franchement, ceux qui se disaient socialistes, il y avait socialiste et le Front national, et parce que les gens en ont marre ! Ils ont en marre.

AH : *Je sais que le dernier candidat il s'appelait Adrien Mexis je crois, il s'est présenté aux départementales.*

Maurice : Il a dépassé le Front national, après on lui a cassé les reins dessus.

Ce genre de discours se retrouve également à Port-de-Bouc. C'est cette fois un électeur du Front de gauche : Bernard, qui a exceptionnellement voté FN aux élections européennes de 2014 car il est anti-européen et ne se retrouve pas assez clairement dans le discours de Jean-Luc Mélenchon sur la thématique européenne. Il a, à propos du FN, un discours plus construit que les autres interviewés comme le montre la longueur de ses interventions dans le cadre de l'entretien. Il assume clairement le fait de voter pour ce parti à cette seule échéance afin d'envoyer un message à la classe politique sur le thème de l'Europe.

AH : *D'accord et vous pensez que la délinquance à Port-de-Bouc a pu amener un vote Front national ?*

Bernard : Je pense pas que ce soit la délinquance parce qu'on l'a tout le temps connu, donc y'a pas eu de changement de ce côté-là, je pense que c'est la politique du gouvernement qui fait que... (Pause)

AH : *D'accord.*

Bernard : Moi je suis persuadé au niveau de ce que je vois, les amis qui me parlent et tout et ils me parlent pas de, donc voilà, quand on voit les gens rouler sur le trottoir, il la percute il la tue, ça me rend fou, les os c'est pas comme un jeune, et même un petit bébé, un petit de 5-6 ans qui cavale comme ça, on sait pas où il va passer, ils roulent comme des jobards, ça c'est je comprends qu'à un moment donné après puisqu'on se dit que c'est la mairie qui laisse faire. C'est une question de symbole, c'est une mairie communiste depuis la guerre, y'a une délinquance et elle est toujours là, le rapprochement il est simple hein, on dit, enfin le raccourci il est simple on dit c'est les communistes depuis la guerre ils sont là, ils roulent comme des jobards, la sécurité est pas bonne, c'est leur faute, donc on vote pour l'opposition, et niveau opposition vu que y a que le Front national heu, on vote pour eux. (*Note au lecteur : le Front national n'était pas présent aux élections municipales de Port-de-Bouc de 2014, les deux listes d'oppositions étaient du centre-droit et de la droite.*) [...]

AH : *Et justement, vous parliez d'envoyer un message, est-ce que vous vous avez un jour pensé à voter Front national pour envoyer un message au gouvernement ou ? Ou vous préférez rester du côté de Mélenchon ?*

Bernard : Ouais je l'ai fait une fois, je l'ai fait une fois, je me rappelle plus pour quelle occasion, je l'ai fait une fois, une fois parce que j'avais envie d'envoyer un message effectivement parce que j'en ai marre.

AH : En 2014 ?

Bernard : Je me rappelle plus, je me rappelle plus à quelle occasion, c'était pour les, les, les élections, les eu...

AH : Européennes ?

Bernard : Les européennes je pense...

AH : Et dans ce cas-là c'était pour dire au gouvernement ?

Bernard : Non c'était pour dire contre l'Europe, parce que je suis contre l'Europe, parce qu'ils disent tous on va voter pour l'Europe, c'est non ! Même socialistes, droite, gauche, non !

AH : Fallait trouver un parti qui était aussi contre l'Europe ?

Bernard : Oui et moi je suis d'accord avec ce que dit Le Pen, l'Europe y en a marre. Stop ça suffit c'est bon. Quand on voit qu'ils veulent faire le traité transatlantique c'est bon.

AH : Oui et vous pensez que c'est vraiment négatif ?

Bernard : L'Europe y'a rien pour nous hein, je vous rassure y a rien pour vous non plus.

Ainsi, les entretiens que nous avons réalisés avec les électeurs frontistes donnent des conclusions similaires à ce que l'on peut trouver dans d'autres études. La thèse du « ras-le-bol » de « l'establishment » politique, en commun dans les deux électorats est très souvent mobilisée. La question est plutôt la suivante, cette rhétorique du ras-le-bol est-elle propre à ces personnes ou est-ce un argument fourre-tout issu de l'écoute des médias pour justifier un vote ? En effet, au-delà de cet argument, certains de nos électeurs ne mobilisent que très peu de raisons alternatives et programmatiques pour expliquer leur vote. Ils semblent ignorer tout ou du moins une grande partie des idées de Marine Le Pen concernant l'économie, la société, et seules ses prises de positions sur la sécurité et l'immigration sont exposées par ces électeurs. Seuls quelques rares électeurs vont dans le sud comme dans le nord, mobiliser des arguments économiques.

B. Le « ras-le-bol » des électeurs communistes et FN : un même sentiment de rejet pour deux visions de la politique différentes

Si les électeurs frontistes évoquent souvent un ras-le-bol généralisé et multiforme qui vise tant les élus nationaux, locaux, les journalistes et les personnalités publiques en général, ce sentiment de ras-le-bol n'est pas propre à cet électorat. Les sympathisants de gauche et du PCF partagent également une forme de rejet assez similaire de la classe politique. Pourtant, le rejet du monde politique des électeurs PCF cible les élus qui sont des représentants de la finance et des grandes entreprises. Il ne concerne donc pas tous les élus ni toutes les personnalités publiques comme pourrait le faire le ras-le-bol des électeurs du Front national. Ce rejet du monde politique est abordé par Claude, électeur PCF de Port-de-Bouc :

AH : *Vous pensez que les gens ont oublié ?*

Claude : Tout le monde a oublié mais bon, malheureusement, donc heu, non, c'est je pense que Fillon serait un peu plus réaliste heu, l'autre, peut être aussi, faut voir, Fillon bon voilà, sinon enfin je, mais c'est vrai que j'entends Sarkozy dans son programme y a surtout de la sécurité et remettre, supprimer l'impôt sur la fortune. Pour moi c'est un clown, la priorité c'est l'emploi, la priorité c'est l'insécurité, c'est je travaille plus mais j'ai des enfants, des petits enfants, donc voilà, plus la santé qui s'est dégradée, parce que, quand j'entends que Valls voulait supprimer 1400 postes l'année prochaine dans les hôpitaux

AH : *Vous pensez que y en a pas besoin ?*

Claude : Oui parce que lui il ne risque rien parce que si lui il va y aller c'est Monsieur Valls, il va avoir 15.000 infirmières et 300 médecins, mais ce serait vous ou moi on aurait rien, donc je vous dit que la politique française est pourrie.

Ce rejet de certains hommes politiques chez les électeurs PCF s'accompagne d'un projet qui se veut « révolutionnaire » et qui vise à refonder la politique française. Cette volonté « révolutionnaire » est bien différente du projet promu par les électeurs du Front national qui, nous semble-t-il, est avant tout un changement de personnes plutôt qu'un changement de société. C'est ici Roland Joly, militant PCF de Port-de-Bouc qui nous parle du projet du PCF pour la France en faisant un détour historique sur l'impact qu'a eu le PCF dans la pratique politique et dans la composition sociologique de l'Assemblée nationale.

Roland Joly : Puis on a la perspective de 2017, mais 2017 notre idée c'est qu'on puisse un peu révolutionner le mode de scrutin quoi c'est-à-dire que plutôt d'appeler les gens à se prononcer sur une candidature, se prononcer sur l'idée de changer les institutions quoi.

AH : *Un référendum constitutionnel plus ou moins.*

Roland : Faire la 6ème république changer les institutions, car tant qu'on n'aura pas un système parce que là on est sur un système de monarchie présidentielle quoi. Tant qu'on ne changera pas ça, bon, le dégoût de la politique des gens, tant qu'on changera (pas) la classe politique qu'on cessera d'en faire une profession.

AH : *Hum.*

Roland : La représentation c'est ça, non cumul des mandats, statut de l'élu, vous savez le, en 1946 y avait 160 députés à l'assemblée (*qui étaient*) ouvriers, à l'Assemblée nationale.

AH : *Et maintenant...*

Roland : Et le parti communiste faisait 33 % quoi.

AH : *C'est vrai que ça mettait de la mixité sociale dans l'assemblée.*

Roland : Maintenant c'est que des gens qui sortent de l'ENA ou de Sciences Po.

Les électeurs frontistes ont quant à eux une vision de la politique qui semble considérer que par nature « tous » les hommes politiques sont « pourris ». Pourtant, lorsque sont abordés les problèmes de Marine Le Pen avec la justice, l'idée d'un complot contre elle est mise en avant. Surtout, la volonté de changement semble être simplement humaine : en remplaçant les hommes

politiques pourris par ceux du FN, alors la France se relèvera. L'idée de réformes structurelles n'est jamais abordée dans les entretiens. Cette thématique du tous-pourris et du remplacement des élites est évoquée par un couple d'électeurs frontistes qui, bien que sachant que les élus « magouillent » considèrent que ce n'est pas trop grave du moment qu'ils font leur travail. L'irréprochabilité de l'homme politique n'est donc pas forcément recherchée. Cette thématique est assez particulière puisqu'elle consiste à dire que chacun a le droit « d'exploiter » le système à son niveau pour favoriser les siens (forme de népotisme très présente chez les électeurs frontistes) tant que ça ne se voit pas trop. En effet, on retrouve très régulièrement chez les électeurs frontistes l'idée que l'on doit avant tout s'occuper de soi et de sa famille. Ensuite seulement, il faut penser aux autres et faire preuve de solidarité. Cette forme de clanisme social se distingue très largement de la vision sociétale que peuvent avoir les électeurs de gauche pour lesquels faire preuve de solidarité est fondamentalement une bonne chose et ne doit pas être dépassé par l'idée de favoriser sa famille prioritairement.

Olivier : En France le niveau social, moi je vois, moi je suis au point que je veux même plus regarder les infos, c'est toujours des discours dramatiques c'est y'a ça, y'a ça, y'a ça, a un moment donné au lieu de donner de l'espoir ils enfoncent les gens.

Dominique : De toute façon on ne nous écoute pas, ils font leurs causeries, ils en foutent plein la vue, mais est-ce que les gens sont écoutés, je pense pas.

Olivier : moi je pars du principe que même ici ils font des magouilles, ils font ce qu'ils veulent les politiques !

AH : Ici y'a beaucoup de scandale au niveau local ?

Olivier : Ouais je sais pas, mais moi en soit ça me dérange pas, si ils font leurs magouilles et qu'à côté ils font bien leur boulot hein...

Dominique : Moi c'est ce que je dis, ce que je dis c'est que c'est complètement con parce que tout le monde dit que ?

Olivier : Moi je suis bien le premier à travailler au noir pour me faire trois ronds en plus bah je vais faire trois ronds en plus je suis comme tout le monde.

AH : Oui vous pensez que c'est pas important, tant qu'ils font leur boulot.

Olivier : Oui disons que c'est important dans un sens parce que disons qu'ils prennent un peu l'argent du contribuable aussi, mais bon si à côté de ça le pays va bien, ils font ce qu'ils veulent.

Ainsi, plus que ces exemples de dialogues avec différents sympathisants du Front national et du PCF, c'est, nous semble-t-il, les mentalités de ces deux électorats qui semblent intéressantes à comparer. D'un côté, les électeurs PCF, très sévères à l'égard de la classe politique, parfois également anti-migrants, ont malgré tout l'idée que l'État et l'action publique sont globalement bénéfiques et doivent aider les citoyens. Ce discours peut aussi être entendu chez quelques électeurs frontistes du Pas-de-Calais qui ont une idéologie politique plus « à gauche » que les électeurs de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc. De l'autre côté, les électeurs frontistes, également très radicaux vis-à-vis de la classe politique et des médias, mais qui considèrent en plus que l'État est avant tout « voleur ». Il prend aux travailleurs pour donner aux « parasites » (en particulier les migrants et les assistés). Surtout, selon eux c'est en remplaçant les élus « pourris » par Marine Le Pen et ses

propositions fortes que la France ira mieux. N'est jamais critiquée la structure de la Vème République, et ce malgré de très nombreuses références au « système » considéré comme pourri et aux taxes considérées comme trop élevées.

La différence idéologique que l'on peut trouver entre les deux électorats ne tient pas au niveau d'études ni à la sociologie des différents électeurs. Les électeurs FN du Pas-de-Calais ont les mêmes caractéristiques que les électeurs communistes ou socialistes. Pourtant, leurs logiciens idéologiques, semblent tout à fait différents, de même que leur vision du monde, malgré un sentiment de ras-le-bol qui en surface peut paraître identique. Il ne faut donc pas croire que le Front national remplace aujourd'hui la fonction tribunitienne du parti communiste français qui visait à la structuration et à la représentation des exigences sociales et politiques des plus mal représentés (Lavau, 1981). Il n'est pas question, dans la volonté de vote Front national, de mettre en commun des revendications communes à une hypothétique classe sociale nouvelle (celles de « petits-blancs » ?) et le Front national ne fait aucun travail comparable au PCF pour structurer les revendications de ces électeurs.

2. Dans le sud, les taxes trop élevées, dans le nord l'envie d'être aidé

Dans les chapitres V et VI, nous avons conclu que les électorats frontistes du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône présentaient des caractéristiques sociologiques parfois opposées. Nous avons ainsi observé un électorat plus populaire dans le Pas-de-Calais que dans les Bouches-du-Rhône. À cette dichotomie sociologique s'adjoint une dichotomie dans les raisons du vote, surtout quand il s'agit de sujets économiques. Semblent ainsi s'opposer un électorat du sud qui désire globalement moins de taxes et un électorat du nord qui veut un parti qui aide les ouvriers et les « petites gens ».

A. « Moins de taxes ! » dans les Bouches-du-Rhône

Nous n'avons pu discuter des sujets économiques qu'avec relativement peu d'électeurs du Front national, cela impliquait en effet d'approfondir le débat vers des thèmes parfois trop techniques. Cela n'était pas toujours possible pour de nombreuses raisons (enquêteur pressé, gêné ou se sentant incompetent...). Néanmoins, lorsqu'il nous était possible d'aborder des thématiques économiques, nous avons pu identifier chez les électeurs frontistes des Bouches-du-Rhône un discours économique proche de celui de la droite républicaine, c'est-à-dire une critique du « matraquage fiscal » des ménages, et en plus de cela, une plainte contre l'injustice d'un système qui prendrait aux classes moyennes pour donner à des non méritants (les migrants).

Dans l'entretien suivant, Dominique et Olivier, son mari, lient ces deux critiques et ont un discours qui ressemble à celui d'un électeur de la droite républicaine (Cet entretien suit directement l'entretien précédent avec ces mêmes interviewés).

Olivier : Moi je suis bien le premier à travailler au noir pour me faire trois ronds en plus bah je vais faire trois ronds en plus je suis comme tout le monde.

AH : *Oui vous pensez que c'est pas important, tant qu'ils font leur boulot (les élus qui magouillent) ?*

Olivier : Oui disons que c'est important dans un sens parce que disons qu'ils prennent un peu l'argent du contribuable aussi, mais bon si à côté de ça le pays va bien, ils font ce qu'ils veulent...

Dominique : C'est comme tout ce qu'ils font, les entreprises et tout, moi je suis allé en formation et là y'en avait qui étaient là, révolté, hein, de toute façon on est trop taxé. Je leur dis que ce que vous avez encore pas compris c'est que, si on a pas des grosses sociétés, si on a pas des riches vous n'aurez plus d'argent dans ce pays, vous allez faire quoi ! Vous êtes tous en train de pleurer, vous voulez qu'elles foutent toutes le camp ? Mais si elles s'en vont c'est fini, alors ils sont tous en train de machin. Les gens ils comprennent pas le système, il faut des gens riches !!! Toute façon dans la vie y a toujours eu des riches, enfin le méga riche, le moyen riche, le pauvre et tout, et ça tout le monde, ça a toujours été comme ça ! Moi les gens qui se lèvent le cul et tout c'est bien. C'est pour ça moi que je suis en colère, quand je vois qu'un migrant, il a 40 euros par jour, on lui donne quoi 40 euros par jour, sur 30 jours ça leur fait pratiquement un SMIC. Des gens, moi mon mari travaille dans la chimie, y a des gars qui ne le font même pas ! Oh ! Et le mec qui se lève tous les jours il gagne à peine plus !

Olivier : Moi je faisais 1500 euros.

AH : *D'accord quand vous étiez maçon.*

Olivier : Ouais je faisais 1500.

AH : *Un peu plus que les migrants !*

Dominique : Whooo ! Non mais attendez, non, ils gagnent plus excusez-moi, parce que lui (son mari) il a quoi, il a son salaire mais il a toutes ses charges, il faut qu'il paie sa mutuelle, il faut qu'il paie son essence, qu'est-ce qu'ils ont eux à payer ? Excusez-moi ! Ils se tapent 1200 net par mois, on leur colle la CMU, ils ont des aides à gogo, ils ont la CAF qui leur tombe sur le coin du nez, moi on m'a sucéré les CAF parce que mon fils est sous mon toit. Oh il faut arrêter les conneries là hein !

AH : *D'accord vous pensez que c'est injuste ?*

Les derniers propos de cette électricienne du Front national se retrouvent souvent dans cet électorat. Ainsi, ils sont nombreux à penser que les immigrés illégaux en France gagnent plus d'argent que les petits travailleurs, qu'ils ont plus d'avantages et une prise en charge médicale totale et gratuite. Nous n'avons pas pu identifier la source de ces rumeurs, mais nous pensons qu'elles se propagent au gré des discussions entre sympathisants et par les réseaux sociaux comme les pages Facebook anti-immigrés (Annexe 5 : Les réseaux sociaux et leurs messages). Ces sources d'informations que l'on pourrait qualifier de « complotistes », car propageant des informations volontairement biaisées ou fausses, semblent être régulièrement suivies par certains électeurs du FN sur nos terrains. Ils sont en effet quelques-uns à aborder des informations issues de ce genre de médias. Ces pages constituent ainsi des « lanceurs d'alertes », dont les informations correspondent aux idées des électeurs frontistes, et qui, même si elles sont fausses, les confortent dans leurs conceptions. Internet semble constituer une forme nouvelle d'entre-soi puisque chaque personne peut adhérer à des pages correspondant à ses idées sans risque d'être confrontés à d'autres contenus, c'est l'idée du « daily me » et du « filter bubble » (Pariser, 2011).

B. Dans le Pas-de-Calais, à la recherche d'un parti qui défend les ouvriers

Dans le Pas-de-Calais, les thèmes économiques sont globalement moins abordés par les personnes que nous rencontrons. Ces dernières parlent souvent de leurs galères, mais n'ont pas vraiment d'exigence vis-à-vis des hommes politiques à ce propos (pas de demande d'augmentation du SMIC ou revenu universel par exemple). Cependant, la recherche d'un parti qui défend « les ouvriers » est importante pour les électeurs du Pas-de-Calais et ces derniers désirent avant tout d'être entendus et compris par des hommes politiques proches d'eux. Par le terme « ouvrier » ils englobent l'ensemble de la classe populaire, c'est-à-dire mêmes les chômeurs de longue durée ou les petits patrons. Cette thématique de l'ouvrier semble être un vestige de la culture communiste de ces villes du Pas-de-Calais et de la culture politique spécifique du lieu.

Robert, un ancien ouvrier des mines de 70 ans, qui a toujours voté à gauche, considère que le FN est aujourd'hui un parti qui défend les ouvriers et n'exclut pas un vote pour Marine Le Pen. Cette qualification ne fait pas forcément l'objet d'un argumentaire mais on imagine très bien que c'est la façon de parler de Marine Le Pen qui fait croire à ces personnes qu'elle défend les ouvriers voire qu'elle les représente¹⁴³.

Robert : Quand Henri Darras était maire, c'est lui que j'ai toujours connu puis après y'a eu Kucheida, mais c'était socialiste hein !

AH : *D'accord et comment vous la jugez la politique maintenant du parti socialiste ?*

Robert : Ah moi je trouve pas, je trouve pas beaucoup de changement, ils font leur petit truc, c'est souvent ils sont quand même pour essayer de donner des droits aux ouvriers ! Ils sont pas, c'est pas les capitalistes hein ! Ce sont des gens qui essaient quand même de faire vivre les gens mais bon...

AH : *C'est pas facile en ce moment.*

Robert : Non c'est pas évident.

AH : *Et pour les élections régionales qui vont avoir lieu vous avez un peu suivi l'actualité ?*

Robert : Heu ouais j'ai vu aussi, mais on se demande quoi parce que moi c'est pas, c'est pas mon fort parce que j'ai jamais voté Front national, même parfois par dépit j'aurais pu voter Front national mais non...

AH : *D'accord vous l'avez jamais (fait) mais vous pourriez l'envisager ?*

Robert : Oh, je sais, je l'aurais peut-être envisagé à un moment hein, mais maintenant, comme heu, c'est, la fille qui remplace le père ils sont pas d'accord ! Mais je ne sais pas si pour Martine, comment c'est Marine, je ne sais pas si je vais voter pour elle, mais (pause).

AH : *Vous n'avez pas encore décidé pour qui vous alliez voter ?*

Robert : Non non, j'ai, je sais que je resterai toujours, j'irai pas voter pour heu, la droite ! Heu, UMP, ca c'est non ! Ca non, moi c'est mon point de vue parce que chacun il fait ce qu'il veut mais c'est, tout dépend de la situation, moi j'ai eu une vie plutôt d'ouvrier donc heu je suis plutôt intéressé par les partis d'ouvriers, les socialistes, les communistes tout ça, plutôt !

AH : *Plutôt ouvrier ?*

¹⁴³ Naturellement, peu de ces personnes ne connaissaient les origines sociales de Marine Le Pen. La plupart des électeurs frontistes pensaient par ailleurs qu'elle était d'Hénin-Beaumont, son fief électoral.

Robert : Oui.

AH : *Mais est-ce que le Front national... Il est plutôt pour les ouvriers, plutôt pour les patrons d'après vous ? C'est quel, heu...*

Robert : Quel parti ?

AH : *Le Front national.*

Robert : Le Front national, bon, c'est quand même pour les ouvriers quand même hein !

En dehors de cet entretien où est abordée de front la question du FN comme parti des ouvriers, on comprend au fil des autres entretiens que les électeurs recherchent à la fois un changement politique mais également des opportunités d'emplois qui selon eux seraient possibles avec le Front national, même s'ils ne savent pas comment. On retrouve ici un comportement (non propre aux électeurs frontistes) des anciennes villes minières de dépendance aux pouvoirs publics. Ce comportement dont nous parlaient les maires de Bully-les-Mines et de Grenay semble venir de l'époque où les compagnies minières fournissaient absolument tout aux travailleurs des mines (logement, charbon, jardin, écoles, stades...) et s'est transmis aux générations ultérieures (personnes qui ont aujourd'hui 40 à 60 ans) et qui ont vu fermer les mines quand ils étaient enfants ou quelques années avant qu'ils naissent. Cette fermeture des mines a marqué la fin du contrat social qui liait mineurs faisant un travail dangereux, familles logées gratuitement et bénéficiant d'avantages considérables, hommes politiques de gauche qui acceptaient l'omniprésence des « capitalistes » et industriels qui augmentaient régulièrement les salaires. La fin des mines a donc signifié la fin d'un contrôle social très fort qui venait à la fois des industriels, du PCF, du syndicat et de l'église et qui assurait une coexistence pacifique de tous les acteurs.

Comme nous l'avancions dans les chapitres V et VI, il existe bien deux électorats FN selon le département que nous étudions. Leurs différences ne sont pas seulement sociologiques mais également idéologiques. L'électeur FN des Bouches-du-Rhône se rapproche de l'électeur républicain sur de nombreuses thématiques. Il est individualiste dans sa conception du monde et conservateur sur le plan moral à l'image de nombreux électeurs républicains de la ville. Ses positions économiques sont également très semblables à l'électeur de droite local. Ce qui semble distinguer les deux, c'est la radicalité de leurs propos et le rejet du système élitiste propre aux électeurs du Front national. Cet électeur frontiste du sud se distingue radicalement de l'électeur du Pas-de-Calais qui présente beaucoup de caractéristiques de gauche. Son positionnement économique est teinté de socialisme puisque ces personnes sont favorables à l'augmentation des aides pour les plus pauvres (à condition qu'ils soient français). L'individualisme est plus subi qu'assumé puisque nous avons à faire à des individus qui semblent déboussolés par l'effondrement des structures de contrôle social qui étaient en place durant l'époque minière. Elles sont à la recherche d'un remplacement à ces structures et se plaignent d'avantages du manque de solidarité dans le voisinage que les électeurs du sud.

3. L'immigration comme ciment électoral ?

Aux thématiques économiques et politiques avancées par les électeurs du Front national pour expliquer (ou justifier) leur vote se rajoutent des explications tenant à l'immigration, au culte musulman (surtout dans le sud) et à la délinquance. Ces trois thématiques sont souvent abordées successivement, voire amalgamées, par les différents enquêtés qui se défendent malgré tout d'un quelconque racisme. Ces thématiques liées à l'immigration sont très présentes dans les deux villes des Bouches-du-Rhône mais clairement moins dans les villes du Pas-de-Calais, peu concernées par ces problématiques tant il n'y a quasiment aucun immigré dans ces villes.

Ainsi, à Fos-sur-Mer, ville où on dénombre malgré tout assez peu de personnes issues de l'immigration, le thème du culte musulman est néanmoins un sujet sensible auprès des électeurs frontistes comme l'illustrent les propos de Maurice. On remarque par ailleurs chez ce dernier la volonté de voir les musulmans se « plier » à la loi française. Dans le même temps, il aimerait qu'ils ne prient pas dans des lieux de cultes qui seraient les leurs, ce qui est contraire à la liberté de pratiquer et aux idées françaises qu'il voudrait pourtant voir appliquer par ces gens. On se demande alors si c'est la loi française que ces personnes doivent respecter ou le bon vouloir de l'enquêté. Il assimile un peu plus loin dans l'extrait possibilité de prier et imposition du voile aux femmes de même qu'il amalgame tous les pays à majorité musulmane en affirmant que « chez eux ils obligent le voile ».

AH : *Ah, d'accord et heu on parle souvent des problèmes d'immigrations et notamment du culte musulman est-ce que pour vous c'est possible de les intégrer ?*

Maurice : Faut dire que y'en a qui sont bien y en a qui sont mal, comme partout. Toutes les religions y'en a de bons et de mauvais. Comme on dit.

AH : *Et là si y'avait une mosquée qui devait s'installer dans les horizons, Martigues ou Port-de-Bouc ?*

Maurice : Ah là je crois que tout le monde ! Là les gens iraient manifester !

AH : *Ils ont ?*

Maurice : À Marseille je sais qu'ils en ont, ils ont qu'à y aller ! Attendez ! Vous n'allez pas nous mettre une mosquée, moi je respecte la religion mais qu'ils nous respectent nous, moi je dis ils sont en France, ils se plient à la loi française, pas à la loi à eux. Parce que vous voyez les femmes avec le tchador et tout se promener. (Les musulmans de Fos-sur-Mer devraient ainsi se déplacer à Marseille pour prier selon Maurice.)

AH : *Effectivement...*

Maurice : C'est quoi ! On est en France, on est pas chez eux, parce que vous si vous avez votre femme ou n'importe quoi, chez eux sans voile, chez eux ils vous obligent le voile, pourquoi on le fait pas ici ?

AH : *Et à Fos y en a un peu ?*

Maurice : Pas beaucoup.

AH : *Pas trop.*

Maurice : Non mais y en a qui s'intègrent qui sont, ils ont pas le voile ni rien, d'autres non, moi je leur dis chose, mais quand vous rentrez dans une église, moi je rentre pas avec un tchador hein ! Voilà hein c'est tout.

À Fos-sur-Mer, toujours, certaines personnes se plaignent également des cambriolages qui ont lieu alors que le camp de gens du voyage est occupé par des « gitans ». Cette crainte se transforme même en haine pour certains électeurs comme Dominique et Olivier, très remontés à leur égard et qui y adjoignent une critique des gens qui « profitent ».

Olivier : De manière générale y a un problème, je sais pas si c'est en France ou ailleurs mais y'a un problème, on se casse la gueule dans la rue les gens ils passent ils regardent et même pas ils vont aider.

Dominique : Moi je me suis fait même agresser à Leader Price, par une femme qui faisait la manche parce que j'ai pas voulu lui donner quoi que ce soit, je lui dis tu sais quoi, tu as de la chance que je peux pas te toucher parce que je te foudrai mon poing dans la gueule, est-ce que tu m'as regardé, 1 euro par ci, on te donne à bouffer, tu vas à la mairie tu vas pleurer on te donne tout ce que tu veux, qu'est-ce que tu m'emmerdes, tu fermes ta gueule. Moi j'ai embauché un Roumain, il avait rien, il est arrivé avec une femme ils parlaient pas français, je l'ai embauché dans mon entreprise parce que lui il se levait il bossait, et toi tu fais quoi tu poses ton cul, tu fais rien c'est bon hein !

Olivier : À un moment donné, c'est fou.

Dominique : Y'a un moment.

AH : *Des gens du Mazet qui m'ont dit que y'avait des gens du voyage sur l'aire.*

Olivier : Ouais ils sont à côté du stade.

Dominique : Enfin moi, moi j'ai ma marraine de mon fils elle a quelqu'un qu'elle connaît, je crois.

Dans le Pas-de-Calais également, il existe une critique de l'immigration mais celle-ci apparaît bien plus lointaine dans ces villes qui n'attirent ni Français ni migrants tant le travail est rare. Ainsi, Virginie, la quarantaine, qui vote FN depuis les années 2000 déplore l'immigration mais surtout la vie de ces personnes qui serait plus facile que la leur. Cette thématique est par ailleurs récurrente dans nos entretiens. Selon les électeurs FN, il est plus simple de ne pas travailler et d'être immigré car l'État donnerait des milliers d'euros pour vivre.

AH : *C'est vrai qu'à Bully, c'est un vote qui est assez commun, y'a beaucoup de gens qui...*

Virginie : Nous on est plus Marine Le Pen oui !

AH : *D'accord.*

Virginie : Parce que ce qu'elle dit sur les immigrés tout ça, moi je pense elle a raison.

AH : *D'accord, et c'est quoi qui vous plaît dans son programme, dans ses idées ? Qui vous plaît le plus ?*

Virginie : Bah pas, je sais, je sais pas vous dire vous savez, déjà elle résonne bien au niveau des immigrés, des Algériens, tout ça, qu'on peut que nous on est la France, on est chez nous, on n'a pas assez de travail pour vivre on doit en donner aussi pour eux, vous savez, mais bon, moi vous savez je suis pas trop politique...

AH : *Vous avez entendu parler oui à Calais les migrants vous en pensez quoi ?*

Virginie : C'est catastrophique quand même ! Moi je peux pas admettre ça quand même, j'admets pas, quand même !

AH : *Et si y'en avait qui étaient hébergés dans la ville vous accepteriez, vous refuseriez ?*

(Trois familles étaient hébergées dans la ville, sans que ces habitants ne soient au courant.)

Virginie : Ah non, non non, parce que je vois, regardez, je sais pas j'avais entendu qu'ils avaient autant par jour les immigrés, et que j'ai ma sœur elle a 60 ans, elle va avoir sa retraite, elle a que 160 euros par mois et que eux ils vont avoir plus qu'elle je peux pas l'admettre que nous on est français quand même alors qu'eux ils viennent là ils ont ça, ça, ça, tu vas avoir les allocations, ils vont avoir les vaccins ils vont avoir plein de trucs.

AH : Oui, ils ont une vie plus facile ?

Virginie : Oui voilà !

On retrouve dans le discours de Virginie, la même idée que les immigrés clandestins gagnent plus d'argent que les travailleurs français, cette idée avait déjà été abordée par Dominique et Olivier résidants à Fos-sur-Mer et relève de la construction fantasmée¹⁴⁴. L'immigration apparaît dans tous les cas être un problème pour ces personnes qui votent FN, néanmoins ils n'en parlent jamais volontairement dans le Pas-de-Calais. C'est à nous d'aborder le sujet lors des entretiens pour avoir leur sentiment vis-à-vis de ce sujet. Mais comme le soulignent Kévin et Lilly, il y a toujours une défense vis-à-vis d'un quelconque racisme qui pourrait être imputé à ces électeurs. On parle plutôt de « sélectionner » l'immigration et les entrants.

Kévin : Au niveau des frontières déjà, moi, je trouvais, que, pas au niveau de, racisme non, pas de racisme non, moi je suis pas au niveau de, c'est sélectionner les choses, y'a des choses à sélectionner, comme tout ce qui est-ce que je vais vous dire, déjà tout ce qui est-ce qui est migrant déjà moi je veux pas ça c'est pas bien.

Les électeurs du FN se caractérisent, à la différence des électeurs des autres bords par un rejet net et assez fort de l'immigration et de l'islam. Tout en affirmant ne pas être racistes, ils ont souvent des propos qui amalgament islam, intolérance et violences. Néanmoins, il est là encore possible de faire le distinguo entre les villes des Bouches-du-Rhône et celles du Pas-de-Calais. Dans les secondes, les points de vue axés sur la lutte contre l'immigration sont bien moins nombreux et ne sont souvent abordés qu'à notre initiative. Les habitants de Grenay et Bully-les-Mines ne sont en effet pas confrontés au multiculturalisme dans leur ville et leurs positionnements sur les thèmes sécuritaires sont avant tout le reflet de l'actualité du moment, c'est-à-dire le camp de migrants à Calais. Dans les Bouches-du-Rhône en revanche, les thématiques portant sur l'islam et sur la délinquance sont régulièrement abordées et font souvent l'objet d'amalgame. Si les électeurs frontistes se défendent de tout racisme, ils accusent malgré tous les musulmans de ne pas vouloir s'adapter, de vouloir imposer leurs pratiques, et d'être à la source de violences et de délinquance.

¹⁴⁴ Le lien suivant permet de confirmer que les immigrés ne touchent pas autant d'argent qu'un Français au salaire minimum. Le montant des aides journalières s'élève en effet à 8,39€, soit 251,7€ par mois. <http://www.federationsolidarite.org/publics/refugies-et-migrants/actualites-refugies-migrants-menu/6181-la-naissance-difficile-de-l-allocation-pour-demandeur-d-asile-ada>

4. L'effet Marine Le Pen

Pour terminer l'étude des raisons du vote FN, nous avons abordé au fil de certains entretiens la figure de Marine Le Pen. Cette dernière a été le déclencheur, pour certains de nos entretiens d'un virage vers le Front national. Son père était perçu par près de la moitié de nos interviewés comme raciste, antisémite et globalement trop violent. Sa fille en revanche suscite plus d'adhésion de la part de ces personnes, surtout dans le Pas-de-Calais. Les extraits suivants se concentrent sur les électeurs des Bouches-du-Rhône, ils sont en effet plus rares à s'être mis à voter FN avec « Marine¹⁴⁵ » et à affirmer ne pas aimer les prises de position du père.

Ainsi, Mathilde, 60 ans, habitant Port-de-Bouc, trouve que Marine Le Pen a fait une bonne politique au sein du FN, surtout, elle a effacé les propos trop violents de son père.

AH : *Et vous vous classeriez plutôt à gauche, au centre, à droite, très à droite ?*

Mathilde : Moi ?

AH : *Oui.*

Mathilde : Heu, je maintenant, avec tout ce qui se passe, Front national.

AH : *D'accord, plutôt Front national.*

Mathilde : Autant je suis pas toutes leurs idées, mais avec tout ce qui se passe, l'insécurité, notre devenir, notre voilà, la peur de tout perdre, donc je pense...

AH : *D'accord vous avez déjà voté pour eux ou ?*

Mathilde : Non pas encore, non non non...

AH : *Et vous pensez que Marine Le Pen elle a permis au Front national de changer d'image ?*

Mathilde : Oui oui tout à fait par rapport à son père oui oui, elle a mis de l'eau dans son vin comme on dit.

AH : *Et c'est un parti comme les autres pour vous ?*

Mathilde : Ah oui oui, mais je pense que bon, le made in France, voilà c'est ça qui me plaît, après faut aussi autre chose parce que là vraiment c'est pas possible.

AH : *Vous pensez que la droite et la gauche ?*

Mathilde : Oui je sais pas, c'est toujours les mêmes, toujours les mêmes...

De la même manière, Dominique, à côté de son mari Olivier, à Fos-sur-Mer, excluait à l'époque de voter FN à cause de Jean-Marie Le Pen qui apparaissait comme intolérant, raciste, et globalement trop extrême.

Dominique : Pas grand-chose. Pourquoi pas ! les gens ne se disent pourquoi pas essayer, moi je suis, on en chie depuis cinq ans.

AH : *Vous pensez qu'il ne fera pas plus mal qu'un autre parti le Front national ? Il est plus ? Ça a changé depuis Jean-Marie Le Pen ?*

¹⁴⁵ Les électeurs FN qui étaient les plus favorables à Marine Le Pen utilisaient son prénom pour en parler. C'était ainsi Marine qui allait gagner contre Hollande et Sarko. Idem, ceux qui ont commencé à voter à l'époque de Jean-Marie Le Pen parlent ainsi de Jean-Marie, ou du « père ».

Dominique : Ce qui les emmerde c'est ça, parce que y a personne, non Jean-Marie Le Pen moi je l'ai exclu, moi ça aurait été lui qui aurait été encore candidat j'aurais pas voté le Front national parce que lui c'est vraiment le truc, alors qu'elle, elle est peut-être plus ouverte d'esprit. Bon après je me dis on ne connaît pas les gens hein.

AH : *Hum hum.*

Dominique : Mais.

Olivier : Toute façon pour faire politicien faut être un bon menteur c'est pas hein...

AH : *Vous pensez que c'est pareil pour le FN ?*

Olivier : Oui voilà, que ce soit Marine, que ce soit Hollande que ce soit qui on veut ils disent ce que les gens ont envie d'entendre en fait.

Au regard des entretiens que nous avons réalisés auprès des électeurs du Front national, il est clair que la figure de Marine Le Pen a pu être attractive là où Jean-Marie Le Pen repoussait les électeurs plus modérés. Sa stratégie de normalisation et de « dédramatisation », étudiée par certains chercheurs (Dézé, 2015, pp.25-50) a ainsi porté ses fruits dans une partie non négligeable de l'électorat. Elle est perçue comme une candidate comme les autres. Se mêle à cette normalisation l'idée qu'elle est persécutée et mise au banc du système par les médias et les hommes politiques. Pourtant, lors des élections régionales de 2015 elle a bénéficié de 18 % du temps de parole contre 27 % pour le PS et 24% pour LR (Le Monde, 2016)¹⁴⁶. Pour finir, certains électeurs affirment que si elle est combattue c'est qu'elle a dans un certain sens raison, « qu'elle ne dit pas que des conneries » et qu'elle met le doigt sur les vrais problèmes de la France qu'aucun homme politique ne veut traiter.

Ainsi, le vote Front national est-il sur ces territoires uniquement un vote de ras-le-bol ? Non. Si le « déagisme » et le « tous-pourri » sont des thématiques récurrentes chez les électeurs FN et si, on peut affirmer que les discours de ces électeurs sont avant tout des discours « anti » : anti-élites, anti-Europe, anti-taxes, anti-immigrés, considérer le vote FN comme un simple vote ras-le-bol serait réducteur. Il ne s'agit pas seulement, pour la plupart des électeurs que nous avons rencontrés de voter Marine Le Pen pour exprimer un mécontentement, mais également parce qu'elle porte un projet qui correspond à ce dont ils ont envie, c'est-à-dire une France plus ferme, plus protectrice pour les électeurs du nord, et plus libérale pour ceux du sud.

III. Une vision de la ville différente des électeurs de gauche

En nous intéressant aux raisons du vote Front national, nous avons pu observer que les justifications énoncées par les électeurs FN différaient selon le terrain étudié. À la suite de cette observation, il revient au chercheur de s'interroger sur une probable vision du monde et de la ville

¹⁴⁶ Ce temps de parole correspond ainsi à la situation du Front national après les élections départementales de 2015 et n'est pas sous-estimé. Ce calcul est expliqué par le CSA sur son site internet : <http://www.csa.fr/Television/Le-suivi-des-programmes/Le-pluralisme-politique-et-les-campagnes-electorales/Le-pluralisme-en-periode-electorale>

qui pourrait, elle aussi, varier selon le terrain d'enquête. Par ailleurs, à cette interrogation s'ajoute celle de la spécificité de l'électorat FN quant à sa vision de la ville vis-à-vis des électeurs des autres bords, et en particulier de gauche.

1. La distance au centre, problème ou non ?

Les électeurs du Front national ont été décrits comme vivants dans des banlieues pavillonnaires souvent éloignées des centres urbains. Les quatre villes que nous étudions rentrent dans ce cas de figure puisqu'il s'agit de villes périurbaines (bien qu'elles ne soient pas toutes des espaces de relégation sociale). Au sein de celles-ci, comme nous l'avons démontré dans le chapitre V, les électeurs frontistes tendent à habiter à la périphérie. Nous nous sommes donc naturellement intéressés à ce que pouvait induire cette distance au centre dans leur vision de la ville et plus généralement de leur espace de vie.

A. Un centre-ville qui ne manque pas aux électeurs frontistes

Tant dans les villes du Pas-de-Calais que dans celles des Bouches-du-Rhône, le faible nombre de petits magasins de proximité dans les quartiers extérieurs ne semble pas être un problème particulier pour les personnes favorables au Front national¹⁴⁷. Ces habitants ont l'habitude de faire leurs courses au supermarché et se rendent que très peu au centre-ville de leurs villes respectives. La fréquence de déplacement vers celui-ci se limite en général à deux ou trois fois par mois.

Ainsi, à titre d'exemple Maurice, habitant à Fos-sur-Mer dans un des quartiers les plus éloignés du centre, ne se rend au centre-ville que pour voir sa nièce. Lorsqu'on aborde avec lui la question du marché du centre, ce dernier parle plutôt d'Auchan, preuve que l'idée d'aller au marché n'est pour lui pas naturelle.

AH : Hum, d'accord, et pour continuer sur la ville, en général vous allez un peu sur la ville ? Le centre-ville ou vous restez plutôt dans le quartier ?

Maurice : Non je reste dans le quartier, heu, comme j'ai ma nièce qui tient un stand de, un truc de fleur, et tout, et je vais un peu de temps en temps en ville, comme y a la famille à ma femme.

AH : Et au niveau des courses etc., y a tout ce qu'il faut à Fos-sur-Mer ?

Maurice : Hum, tout ce qu'il faut !

AH : Y'a un marché aussi ?

Maurice : Y'a un marché, le samedi et le mercredi.

AH : D'accord, et vous y allez parfois ? Ou vous allez plutôt au supermarché en général ?

Maurice : Ah ben non, des fois le mardi, des fois on y va à Auchan, et autre chose, autrement on a tout on a Intermarché on a tout là.

¹⁴⁷ Pour de nombreuses autres personnes également d'ailleurs.

De même Mathilde, habitante de Port-de-Bouc préfère ne pas se rendre au centre-ville, car elle le trouve mal fréquenté. Elle aussi sait qu'il y a des magasins dans le centre-ville de Port-de-Bouc mais c'est un mélange de peur de l'inconnu et de facilité d'aller au supermarché tout proche qui éloigne Mathilde de l'idée d'aller au centre-ville pour certaines de ses courses.

AH : *Qu'est-ce qui vous a fait vous décider pour ce quartier ?*

Mathilde : Parce que c'était que là que y avait des terrains à vendre hein, parce que c'était des terrains de la mairie qui là bon c'était pas loin de l'école tout en étant excentré du centre-ville, on a tout on a tout. [...]

AH : *Et est-ce qu'il y a beaucoup de magasins à proximité ou dans le quartier même ?*

Mathilde : Dans le quartier non parce que, mais en revanche on a Carrefour. Carrefour on a tout ! Moi j'y vais à pied par derrière, on a la pharmacie, on a l'esthéticienne, on a et puis même pour aller au centre-ville c'est pas loin à pied. [...]

AH : *Et justement vous y allez souvent au centre-ville ou pas ?*

Mathilde : Bah quand je dois aller à la poste mais bon, heu..., c'est devenu un peu, hein, là bon, l'avenue Curie, Port-de-Bouc c'est quand même.

AH : *Un peu dégradé vous diriez ?*

Mathilde : Quand même on habite à côté de Marseille, disons qu'on hésite, on va pas au centre-ville, on hésite de sortir le soir heu, on va pas au centre-ville, parce que bon, y a des gens qui passent en voiture à toute vitesse.

AH : *Oui c'est dangereux ?*

Mathilde : Oui, enfin dangereux ! Oui, oui, ouais ouais, moi je suis plus à l'aise dans d'autres régions qu'ici, ici c'est devenu enfin dangereux, les gens évitent de sortir la nuit.

Dans le Pas-de-Calais également, les habitants FN des quartiers périphériques ne se plaignent pas vraiment du faible nombre de commerces de proximité et ne se rendent par ailleurs que très peu au centre-ville. Ils préfèrent prendre la voiture pour aller faire leurs courses dans les supermarchés très proches¹⁴⁸. Dans le cas de Nicolas, c'est plutôt le manque d'envie, les habitudes, et l'envie d'aller au plus rapide qui font que celui-ci ne se rend que rarement au centre-ville. Pourtant, dans son cas, le centre-ville est à moins de 500 mètres de son habitation.

AH : *D'accord et vous vous allez souvent en centre-ville pour aller faire des choses à Bully ou vous préférez prendre la voiture ?*

Nicolas : Ah moi je suis toujours en voiture je sais, je peux pas dire que je découvre à pied les villes, ne serait-ce que tout à l'heure pour les gamins je vais y aller en voiture.

AH : *D'ailleurs même si ce n'est pas loin, c'est un réflexe ?*

Nicolas : Ouais c'est ça, l'été peut être ça peut arriver ça va peut-être m'arriver mais c'est, c'est une mauvaise habitude mais ouais.

AH : *Est-ce que le centre-ville donne envie de se balader dedans ?*

¹⁴⁸ Le supermarché de Liévin est à moins de 5 minutes de voiture de la sortie de Grenay et Bully-les-Mines.

Nicolas : On va dire que le quartier ne donne pas une mauvaise image, je veux dire c'est pas tagué, c'est pas non plus détruit donc ça reste bon quand même c'est une ville, c'est un manque de temps, manque d'envie et puis voilà non sinon ça reste une ville.

La taille réduite des villes du Pas-de-Calais permet aux habitants des quartiers excentrés d'aller au centre-ville à pied et rapidement. Pourtant, encore une fois, c'est Aldi un supermarché de taille moyenne, qui est cité en premier par Virginie quand on parle de petit commerce.

AH : *Et dans le quartier des alouettes je sais pas y'a des petits commerces et tout pour aller faire les courses ?*

Virginie : Oui y'a Aldi pas loin puis y'a match au-dessus, après pas trop hein, après y'a le centre ou y'a des trucs.

AH : *Oui ce n'est pas très loin vous pouvez y aller à pied je sais pas ?*

Virginie : À pied quand il fait beau avec les petits, tout ça oui.

Ainsi, l'étude de discours des électeurs frontistes ne révèle aucune aversion vis-à-vis de l'idée d'aller au centre-ville. C'est plus l'ignorance et l'indifférence qui caractérise leur relation vis-à-vis de ce dernier. Ils savent qu'il est à côté, ils savent qu'il compte plus ou moins de petits magasins et un marché, malgré tout ils l'ignorent inconsciemment et parlent naturellement de supermarché quand on discute de petits commerces et d'hypermarché quand on leur demande où ils font leurs courses. De ce fait, les électeurs frontistes ne semblent pas vraiment impactés par le manque de commerce de proximité, de boulangerie, d'un centre-ville plus vivant. Ils se rendent compte que celui-ci « tourne » plutôt au ralenti, mais ce n'est pas un sujet de préoccupation importante.

La vraie différence semble venir de l'histoire urbaine des villes étudiées. Fos-sur-Mer s'est construite dans les années 1970 en même temps que les zones commerciales alentour. Le supermarché symbolise alors le progrès et entraîne une facilité dans la réalisation des courses alimentaires. Dans le Pas-de-Calais, les petits magasins ont fermé et ont été remplacés progressivement par les grands supermarchés. Ainsi, dans la mémoire des anciens de la ville, cette transformation est plutôt perçue comme néfaste. Ce sont les entretiens avec les électeurs de gauche qui permettent d'établir un contraste entre électeurs frontistes et de gauche. Les entretiens réalisés avec les seconds donnent une vision quelque peu différente du centre-ville.

B. Une sensation de manque plus caractérisée chez les électeurs de gauche

Dans les Bouches-du-Rhône, les électeurs de gauche habitant dans les quartiers excentrés sont davantage à même d'aller au centre-ville et regrettent plus souvent la distance qui les sépare de celui-ci. Ce sont également des personnes qui vont faire leurs courses au supermarché, mais on peut discerner des légères différences dans leurs attitudes de consommation. Ils portent, nous semble-t-il, un peu plus d'intérêt à l'idée de se déplacer au centre-ville de leur commune pour aller acheter des produits qualitativement meilleurs.

Sylvie, une militante PS que nous avons rencontrée parle de sa ville et en particulier du centre-ville en des termes élogieux. Elle semble très bien connaître les différentes boutiques du centre et le marché de la ville. Elle parle également du bus qui permet d'accéder rapidement au centre-ville, élément que ne mentionnent jamais les électeurs du FN du quartier. Surtout, elle semble aller au centre-ville sans raison particulière, pour faire un « tour », juste pour se retrouver dans quelque chose de plus urbain que son quartier quasi exclusivement pavillonnaire.

Sylvie : Oui, on a le bus qui est, s'arrête heu, à deux pas là d'ici, on a les commerces non on est bien, c'est bien agencé.

AH : D'accord, et au niveau des commerces c'est vers quel commerce que vous dirigez pour aller faire vos courses ?

Sylvie : Y'a Intermarché on est bien comme je vous dis on a la pharmacie, on a des laboratoires qui sont pas loin.

AH : D'accord.

Sylvie : Vraiment on a tout ce qu'il nous faut sous la main à Fos.

AH : D'accord, et au niveau, heu, du centre-ville vous y allez souvent ?

Sylvie : Oui.

AH : C'est pour quoi faire en général ? Le marché ?

Sylvie : Je vais au marché le samedi oui, heu, bah, je vais acheter mes journaux heu, bon malgré que j'en ai un là mais c'est histoire d'aller faire un tour aussi au centre-ville. Boire un verre. Participer aux fêtes, aux festivités. Voilà. Même si c'est loin on peut y aller à pied.

Pascale, autre électrice de gauche habitant à Port-de-Bouc regrette fortement l'absence de services publics dans son quartier à la différence des électeurs frontistes plus indifférents (elle habite pourtant à la bordure de la ville). Elle fait donc l'effort d'aller en centre-ville régulièrement, notamment pour acheter le pain alors qu'il y a plus proche.

AH : Et au niveau du service public (sur le quartier), y a des choses aussi ou ?

Pascale : Heu au niveau du service public ?

AH : Peut-être un conseil de quartier ou une annexe de la mairie ?

Pascale : Non ici y'a vraiment rien rien rien, y a pas de salle, la seule chose qu'on a c'est heu..., les cours de tennis au-dessus, après c'est vrai qu'on est pas loin, le collège est de l'autre côté de la route.

AH : Et est-ce que vous allez souvent au centre-ville de Port-de-Bouc ?

Pascale : Hum.

AH : Pas trop ?

Pascale : Si si si oui hein, pour acheter le pain.

AH : Pour...

Pascale : Aller chez le coiffeur.

AH : Et comment vous le trouvez le centre-ville de Port-de-Bouc, la ville en elle-même ?

Pascale : C'est bien, ce qui est bien c'est qu'on peut facilement se garer et ce n'est pas payant.

Dans le Pas-de-Calais également, les électeurs de gauche, bien que semblables à ceux du FN, parlent plus volontiers du manque de commerces et de services de proximité à côté de leur lieu d'habitation. Ainsi, Corinne et Gilbert, à la retraite depuis 5 ans, et natif de Bully, nous parlent de la disparition de tous les magasins qu'ils connaissaient et le manque de vie municipale qu'ils constatent. Comme ils le laissent suggérer, ils ne vont aujourd'hui quasiment plus au centre-ville, puisqu'il parle d'un fait qui a lieu il y a un an.

AH : *D'accord et heu, le quartier des alouettes y'a beaucoup de, y'a des magasins ici ?*

Corinne : Y'a plus rien ! Avant on avait Shoppy, y'a plus rien ! Alors maintenant pour aller faire les courses heu, nous on va chez Leclerc, tous les 15 jours faire les grosses courses, autrement c'est Intermarché.

AH : *Y'a Aldi un peu plus loin.*

Corinne : Y'a Aldi.

Gilbert : LIDL aussi.

Corinne : Y'a LIDL y a Inter.

AH : *Et vous qui avez connu Bully avant y'avait plus de magasins ?*

Gilbert : Ah oui.

Corinne : Moi je suis né à Bully, lui il est né dans la Somme, donc avant la rue de Liévin c'était tous des magasins.

AH : *Mmh.*

Corinne : Je dis, même la rue de la gare.

AH : *D'accord.*

Corinne : Parce que moi, c'est l'année passée que j'ai été à la rue de la gare oui que j'avais été au garage j'ai dit à ma fille tu me déposes, je vais aller chercher ma voiture, j'ai fait le tour parce qu'on m'avait que y'avait un petit magasin, du coup j'ai fait le tour, quand je suis revenu j'ai dit à mon mari, y'a plus de magasins c'est que des maisons !

AH : *D'accord, ah oui, ils ont tout vendu, ils ont fait des maisons.*

Corinne : Y'avait un marchand de chaussures, y'avait un marchand de rideaux, y'avait les photos, un photographe, y'avait tout !

AH : *On m'a dit que y'avait même un cinéma.*

Corinne : Y'en avait même deux !

Ce témoignage, teinté de nostalgie, est caractéristique des anciens habitants (plutôt orientés à gauche) de ces villes minières, mais il est également corroboré par des personnes plus jeunes. Ainsi Laura, une femme de 35 ans habitant avec ses trois enfants dans un quartier pavillonnaire de Grenay, se plaint également du manque de magasins de proximité.

AH : *Et est-ce qu'il y a des services publics dans le quartier ? Des écoles heu ?*

Laura : Y'a une école, ici on a deux écoles, maternelle, une primaire, dans la cité à côté et au centre y'a deux écoles, y'a un collège.

AH : *Et vos enfants ils vont à l'école d'ici ?*

Laura : Ouais ils vont au collège aussi pour la grande.

AH : Et heu, est-ce que y a des magasins dans le quartier ou ?

Laura : Non, en revanche ça c'est la merde, même en allant dans le centre y'a plus rien.

AH : Y'a plus rien à Grenay au niveau ?

Laura : Y'a le Match, mais c'est tout, y avait le LIDL qui a fermé, soi-disant que y'en avait un juste à côté à Bully.

AH : D'accord.

Laura : Et heu c'est pas rentable.

AH : D'accord il reste plus.

Laura : Non y a plus grand-chose honnêtement...

AH : D'accord pour aller faire les courses à chaque fois faut prendre les voitures ?

Laura : Surtout ici !

L'analyse des entretiens réalisés auprès d'électeurs de tous bords, bien que non représentatifs de la population de la ville, nous a permis de déceler une différence dans leurs visions du centre-ville et des magasins. Certes, on trouve également des électeurs de gauche qui ne se plaignent pas particulièrement du manque de magasins ; néanmoins, ce sont les électeurs FN qui semblaient unanimes dans leurs désintérêts vis-à-vis des magasins de centre-ville. Ils se contentent parfaitement des grandes surfaces qui, il est vrai, sont très proches de leurs lieux d'habitations. L'idée d'aller au centre-ville ne fait pour eux pas l'objet d'un refus mais n'est même pas l'objet d'une pensée tant le fait d'aller faire ses courses au grand supermarché semble une évidence pour des raisons par ailleurs tout à fait compréhensibles (large choix, facilité d'accès, prix attractifs...). Cette première différence entre ces deux électorats est encore plus nette lorsque nous abordons les sujets ayant trait à la vie culturelle locale.

2. Vivre la ville, vivre dans la ville, vivre en dehors de la ville

Dans le Pas-de-Calais comme dans les Bouches-du-Rhône, les villes de notre étude avaient la particularité d'avoir une vie associative et culturelle qui semblait très active. Fos-sur-Mer axe son activité culturelle sur la période estivale et son cinéma, le sport est également très présent sur la ville et financé par la mairie. Port-de-Bouc, plus pauvre, base son activité culturelle sur les associations et les bénévoles. Ces activités sont toutes teintées de communisme municipal¹⁴⁹ et ont pour objectif d'animer le centre-ville. Ainsi, il existe un marché quotidien sur la ville et l'été, « les Sardinades » ponctuent les mois de juillet et août. Dans le Pas-de-Calais, Grenay, petite ville de 6000 habitants, dispose d'un théâtre actif attirant des spectateurs de plusieurs villes alentour. Bully-les-Mines dispose également d'un théâtre ayant une programmation plus classique mais base

¹⁴⁹ Le concept de communisme municipal renvoie aux différentes actions des municipalités communistes des années 1930 à 1960 qui visaient à améliorer le bien-être des classes populaires via différents moyens. Cela pouvait consister en l'organisation de vacances pour les jeunes, la création de théâtres municipaux et plus généralement d'infrastructures locales avec des tarifs préférentiels pour les plus démunis. Pour plus de détail voir Thibaud Paul, « Le communisme municipal », *Esprit*, n° 353, 11/1966, pp.413-422.

l'essentiel de son activité sur les associations sportives. Globalement, les quatre villes que nous étudions ne peuvent pas être caractérisées de « villes dortoirs » au niveau de l'animation culturelle.

A. Une connaissance de la vie culturelle locale chez les électeurs de gauche

À Bully-les-Mines et Grenay, les électeurs de gauche semblent assez satisfaits de ce que fait la mairie en termes de vie culturelle locale. Ainsi Joël, un électeur PCF de Grenay, natif de Bully, détaille les différentes activités proposées par la mairie et semble satisfait qu'elles soient présentes. Il aborde le sujet de la médiathèque flambant neuve qui a été, par ailleurs une pomme de discorde entre les élus de la majorité et l'opposition Front national qui trouvait ce projet trop dispendieux. Joël compare même Bully et Grenay et préfère la seconde, pourtant moins riche, car son activité culturelle lui paraît plus vive.

AH : *D'accord, et heu au niveau associatif y a des choses qui se font ?*

Joël : Oui si vous voulez faire du vélo, du billard, n'importe quoi tout se trouve par ici.

AH : *D'accord y'a pas mal de choses.*

Joël : Après y'a la médiathèque qui vient d'ouvrir, y'a la salle là-bas *Ronny Coutteure*, pour tout ce qui est toute sorte de spectacles, si moi je dis que...

AH : *C'est plutôt, plutôt une bonne chose ?*

Joël : Moi ici je suis bien, par rapport à ce que j'étais avant à Bully je trouve que c'est mieux.

De même, à Bully-les-Mines, les habitants semblent assez satisfaits de l'action municipale comme le souligne Manon. Elle insiste à la fin de cet extrait sur les actions sportives et saisonnières de la ville qui sont nombreuses et qui permettent aux enfants de la ville de ne pas « trop » s'ennuyer durant les mois estivaux.

AH : *Et vous diriez que la ville de Bully elle est active au niveau des associations ?*

Manon : Oui.

AH : *D'accord, y'a beaucoup de choses ?*

Manon : Mon mari va dans une association *Cheval Bleu*.

AH : *C'est une association qui consiste en quoi ?*

Manon : Bah c'est pour les anévrismes, les traumatismes crâniens, les gens qui sont dépressifs les choses comme ça, ils se regroupent entre eux pour discuter...

AH : *D'accord.*

Manon : Ils font des activités.

AH : *D'accord et la mairie fait beaucoup de choses pour les associations ?*

Manon : Ouais je pense, la mairie de Bully ouais...

AH : *Et dans le quartier elle a fait des choses ?*

Manon : Bah y a, y'a toujours le machin, le centre culturel qui est ouvert pendant les vacances, le CAJ à côté c'est ouvert.

Enfant : Bully plage y'a des moments il est ouvert. (Le jeune garçon d'une dizaine d'années était au côté de sa mère durant l'entretien et intervient ponctuellement, notamment lorsque le sujet le concerne).

AH : *Hum hum.*

Manon : Pendant les vacances.

AH : *D'accord c'est quoi Bully plage ?*

Manon : Ils ouvrent la piscine municipale, c'est gratuit.

Enfant : Et on a le droit d'aller à la piscine.

Manon : Y'a des jeux, plein de jeux sur le terrain de foot, vous n'êtes pas de Bully ?

AH : *Non non je suis basé à Lens et je travaille sur la vie de quartier et la politique municipale à Bully et à Grenay.*

Dans les villes du sud, et à Port-de-Bouc en particulier, même son de cloche ; les électeurs de gauche soulignent l'activité culturelle de la ville qui est importante. Ainsi Anne-Marie, une femme de 65 ans, proche du PC parlent des différentes activités locales : théâtre, cinéma, sport, culture... À l'entendre, Port-de-Bouc a l'activité culturelle d'une ville qui en ferait trois fois la taille. Cette activité est quasi intégralement orchestrée par de nombreuses associations bénévoles proches de la mairie. Les deux dernières phrases de l'extrait sont en ce sens révélatrices du contrôle indirect mais néanmoins fort exercé par la mairie sur les différentes associations de la ville.

AH : *Est-ce que c'est une ville où y'a une vie culturelle qui est importante ?*

Anne-Marie : Si si, y'a plein de choses, un théâtre, cinéma, donc bon

AH : *Et vous y allez souvent ?*

Anne-Marie : Tout à fait, tout à fait, vraiment.

AH : *Et niveau associatif c'est pareil ?*

Anne-Marie : Pareil, moi je suis responsable d'une association aussi, y'en a beaucoup de, le milieu associatif est plus important sur la ville, dans tous les domaines voilà !

AH : *Et c'est quel type d'association ?*

Anne-Marie : Y a de tout, y'a culturel, sportif, moi je suis sur le droit des femmes.

AH : *D'accord.*

Anne-Marie : Heu donc après heu, y'a heu, sur le culturel y'en a pas mal aussi, et dans les, sportives y'en a beaucoup, dans l'aide humanitaire y'en a, donc vraiment je pense que...

AH : *Ça fait beaucoup de chose.*

Anne-Marie : Oui oui !

AH : *Et est-ce que dans le quartier y'aurait des choses à améliorer ? Spécifiquement ou des choses, peut-être, je ne sais pas si y'a de l'insécurité ou des choses comme ça ?*

Anne-Marie : Heu, bah nous de toute façon on se réfère à la ville donc, on a des réunions de quartier donc ça nous permet de nous exprimer, demander, voilà, au fur et à mesure des améliorations, on est écouté donc c'est bien !

Pour terminer, à Fos-sur-Mer, les habitants sensibles aux idées de gauche soulignent également une action municipale positive. La mairie de Fos, très riche, subventionne largement le

monde associatif et sportif de la ville. Néanmoins, cela n'empêche pas les personnes les plus populaires de la ville de préférer l'ambiance et le prix attractif des associations de Port-de-Bouc. Annie, femme habitant dans un logement social à Fos-sur-Mer va ainsi dans la ville voisine pour ses différentes activités.

AH : *Et est-ce que c'est une ville où y'a une vie culturelle qui est importante ou non ?*

Annie : Oui assez quand même.

AH : *Et au niveau des associations y'a beaucoup de choses ?*

Annie : Oui, oui oui ça m'arrive (d'y aller).

AH : *Et vous êtes membre d'une association ou ?*

Annie : Oui mais à Port-de-Bouc, ah ah ah.

AH : *Ah oui à Port-de-Bouc. C'est quel type d'association ?*

Annie : Heu... (cherche le nom) la mutuelle des sports.

AH : *D'accord, donc vous êtes originaire de Port-de-Bouc ?*

Annie : Non pas du tout.

AH : *C'est ?*

Annie : C'est juste une question de, au niveau financier, ils proposent des tarifs préférentiels par rapport au revenu.

AH : *Donc vous allez souvent à Port-de-Bouc ou pas très (souvent) ?*

Annie : Pour mes loisirs je vais sur Port-de-Bouc, après je vais (arrête sa phrase).

AH : *Et est-ce que vous pourriez comparer l'ambiance de Port-de-Bouc et de Fos-sur-Mer ?*

Annie : Ah bah ça n'a rien à voir. Ici c'est ambiance village encore hein, c'est heu...

AH : *Et à Port-de-Bouc c'est quel type d'ambiance ?*

Annie : Pour moi c'est comme l'inconnu Port-de-Bouc, j'y vais vraiment...

AH : *C'est vraiment ponctuel ?*

Annie : Voilà.

Ainsi, les quelques électeurs de gauche que nous avons rencontrés ont une connaissance plus précise des activités culturelles et associatives de la ville où ils habitent. Ils semblent y participer en tant que spectateurs de façon régulière et sont souvent membres d'une association sportive ou culturelle. Cette pratique contraste avec les électeurs de droite qui dans les Bouches-du-Rhône vont plutôt consommer des activités culturelles hors des villes, vers Aix-en-Provence. Ces biens culturels sont en effet plus « bourgeois » dans la métropole culturelle voisine d'Aix qu'à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc. Les électeurs frontistes semblent quant à eux, d'après nos entretiens, s'intéresser beaucoup moins à ce genre d'activités et ne participent que très peu à des activités culturelles ou associatives¹⁵⁰.

¹⁵⁰ Il est néanmoins évident qu'il existe chez les électeurs frontistes également des personnes intéressées par ces biens culturels collectifs. Par ailleurs, nous n'avons pas étudié la consommation de biens culturels privatifs (films, livres...). La stratégie d'entretien que nous avons choisi ne permettait pas de réaliser des entretiens suffisamment longs pour approfondir ces sujets.

B. Un désintérêt plus marqué chez les électeurs frontistes

Ainsi, la plus grande différence entre les deux électorats cibles de notre enquête résidait dans la consommation et la connaissance de l'activité culturelle locale. Les électeurs FN semblent plus ignorants de cette dernière, du moins ils semblent moins intéressés que ceux de gauche. Ainsi, Maurice, après avoir fortement critiqué la politique du maire de Fos-sur-Mer, parle d'une activité culturelle plutôt morne sur la ville. Pourtant lorsqu'il en parle, il semble connaître la plupart des équipements sportifs, très nombreux dans la ville, mais affirme de façon un peu confuse qu'ils sont fermés ou qu'il n'y a rien quand même. Il profite d'ailleurs de ce sujet pour critiquer assez fortement la politique municipale qu'il considère comme dépensière, qui emploie bien trop de fonctionnaires municipaux à son goût et dénonce l'achat de voix chez les gitans du coin. Cette thématique de l'achat de voix des gitans revient fréquemment chez les électeurs FN et se retrouve dans d'autres villes comme à Perpignan où les soupçons à ce propos ponctuent chaque élection municipale (Fourquet, Lebourg Manternach, 2014, *op. cit.*, p.10).

AH : *C'est vrai qu'elle était première effectivement à Fos, et pourquoi vous expliqueriez qu'à Fos y a plus de gens qui votent FN qu'à heu... par exemple à Port-de-Bouc ?*

Maurice : Parce qu'ils sont déçus, ils sont déçus aussi bien du gouvernement que de la politique municipale, vous vous rendez compte ici, ils ont, on est, je crois qu'ils sont 900 ou 1000 ouvriers.

AH : *De la municipalité ?*

Maurice : De la municipalité.

AH : *C'est vrai qu'il y a beaucoup de fonctionnaires.*

Maurice : C'est la seule municipalité qui a autant de fonctionnaires et la plupart ils font quoi ? Rien !

AH : *Philippe Maurizot (opposant Les Républicains) qui me disait, qu'il y avait trop de...*

Maurice : Y'a trop de personnels ! La plupart ils ont tous des voitures de société, heu de fonction, heu attendez, Oh ! Ou alors moi je ne sais pas, mettez-vous à l'écoute des personnes qui sont ici et vous leur demandez leur avis

AH : *Plutôt ?*

Maurice : Plutôt que, moi je sais qu'à la mairie de Fos ils ont embauché beaucoup de gitans, pourquoi, parce que pour dire, tu me donnes du travail et je vote pour toi, donc de suite...

AH : *Vous pensez que la mairie elle va pas assez près des citoyens pour leur demander leur avis ? Y'a pas de conseil de quartier ?*

Maurice : Si y'en a un petit peu, mais heu...

AH : *C'est pas assez ?*

Maurice : C'est tout du bla-bla.

AH : *D'accord, et au niveau de la vie culturelle sur la ville, ça se passe comment, y'a des choses à Fos, ou c'est plutôt ?*

Maurice : Non il manque de l'ambiance, il manque un peu d'ambiance, au moins pour les jeunes, pour les jeunes il faut, ils ont quoi un stade, ils ont, une, ils ont une bibliothèque, ils ont du tennis, mais c'est tout, et là, il vient de lui faire un truc de sport, un truc heu, d'athlètes et tout là ici, c'est très bien !

AH : *Y'en a pas encore assez ?*

Maurice : C'est pas que que y'en a pas assez ! Il faudrait au moins des jeunes pour qu'il puisse se, pas partir là, heu, ailleurs, et après avoir des accidents sur la route pourquoi ! Pour avoir de l'ambiance ici qu'ils puissent s'amuser ici et tout, y a rien ça a été tout fermé de partout

De la même manière, Marie une électricienne frontiste de Port-de-Bouc, bien que ne connaissant pas exactement les activités de la mairie, reconnaît qu'elles sont nombreuses, mais il a fallu d'après elle, qu'elle travaille en ville pour s'en rendre compte. C'est donc plus la communication de la mairie qui est sujette à critiques que les activités en elles-mêmes. Ce genre de propos est commun chez les personnes qui, d'elles-mêmes, ne vont pas chercher à s'informer des différentes activités culturelles et vont rester en général très distantes de ces activités.

AH : *Et est-ce que vous diriez que la vie culturelle à Port-de-Bouc elle est assez ouverte, assez intense, ou y'a pas grand-chose ? Heu...*

Marie : J'ai pas trop le temps de me pencher dessus, ah ah. Y'a des choses parce que maintenant en travaillant sur Port-de-Bouc je me rends compte qu'il y a des choses oui.

AH : *Hum.*

Marie : Après même pour les jeunes en fait (change ensuite radicalement de sujet, ce qui montre une connaissance parcellaire de la vie locale).

Nous retrouvons à Bully-les-Mines les mêmes critiques qu'à Fos-sur-Mer de la part de certains électeurs du Front national. Dans cette ville également, il n'y aurait pas assez d'activités pour les jeunes adolescents. Ce sont pourtant les deux villes de notre étude mettant le plus l'accent sur les infrastructures et les clubs sportifs dédiés aux jeunes. La sensation de manque est donc plus psychologique que réelle ; en effet, beaucoup de magasins ont fermé en centre-ville, mais dans les années 1990 et au début des années 2000. Johnny et Nathalie qui nous parlent de cette absence d'activité.

AH : *D'accord, est-ce qu'il y a une vie associative qui est assez importante à Bully-les-Mines ?*

Johnny : Pour les jeunes y'a pas beaucoup de choses, pour les jeunes heu.

Nathalie : Si pour les petits y a les centres aérés tout ça.

Johnny : Ouais ouais, pour les jeunes comme, qu'on 15-16 ans, y'a pas...

AH : *Forcément d'activité pour ?*

Nathalie : Vous voyez y'a pas de cinéma ici y'a plus rien il faut aller sur Liévin, celui qui a pas de moyen de locomotion ils ne peuvent pas y aller, les jeunes c'est vrai que y'a pas.

Johnny : Avant y'en avait un.

Nathalie : Avant y'en avait un quand on était jeune y'avait un cinéma dans Bully là où c'est que y'a le PMU mais ouais, y'avait beaucoup de magasins dans le centre de Bully qui a fermé hein !

AH : *Qui ont fermé.*

Nathalie : Ah ouais !

AH : *C'était beaucoup plus actif avant le centre de Bully.*

Johnny : Après bah c'est des gens qui ont vieilli.

AH : *Ouais et ils ont trouvé personne pour reprendre leur magasin et ça s'est fermé ?*

Johnny : Ouais voilà, bon bah il reste, qu'ils font une maison, ou bien ils partent et puis le magasin il est fermé et puis les gens qui reprennent ils refont une maison quoi, donc y'a plus de maisons maintenant, y'a beaucoup plus de maisons qu'avant c'était des magasins...

À Grenay, on retrouve également le même discours de la part de Josiane, une habitante élétrice FN de 65 ans, retraitée depuis quelques années. Elle déclare ne pas participer à l'activité culturelle car cela ne l'intéresse pas. Elle se plaint également de la fin de l'activité au marché de la ville.

AH : *Justement y'a pas les mêmes cadres qu'avant est-ce que vous personnellement vous participez à la vie culturelle et tout ?*

Josiane : Non.

AH : *Parce que je sais que y'a un espace culturel.*

Josiane : Oui mais non.

AH : *D'accord.*

Josiane : Moi je reste chez moi, quand j'ai envie de me promener je vais me balader avec mon mari, mais je participe pas trop...

AH : *D'accord et vous allez des fois au marché à Grenay, je sais pas si ?*

Josiane : J'allais auparavant parce que, le marché j'y allais déjà quand j'étais enfant avec ma mère, mais bon heu, à l'époque les marchés étaient heu, c'était vraiment des marchés ! Avec des choses à faire, c'était heu, y'avait des prix raisonnables par rapport aux magasins, maintenant, le marché c'est comme si vous alliez au magasin y a plus vraiment d'affaires à faire, heu et puis ben on va plutôt au magasin parce que quand il pleut on est à l'abri, quand il fait froid aussi, au marché on se les gèle faut avouer, après le marché de Grenay on peut plus appeler ça un marché.

L'étude des différents entretiens et en particulier du discours sur la distance au centre et à l'activité municipale est révélatrice de la dichotomie perceptive entre les électeurs frontistes et les électeurs plus à gauche. Là où, dans le Pas-de-Calais, il était difficile de distinguer sociologiquement un électeur frontiste d'un électeur de gauche tant ils avaient tendance à avoir les mêmes situations professionnelles, familiales et financières, leurs discours respectifs sur « la ville » permettent de les différencier. L'électeur frontiste de nos terrains d'enquête n'est pas attiré par le centre-ville en général. Lorsqu'il va faire les courses, c'est vers les supermarchés qu'il se dirige (comme la plupart des gens). Contrairement aux personnes de gauche que nous avons interrogées ils ne vont quasiment jamais au centre-ville pour aller au marché, prendre au café, ou bien acheter le journal... Lorsqu'on aborde la consommation de biens culturels, la vie associative et plus généralement le vivre ensemble dans leur ville, les électeurs frontistes ont souvent une connaissance très partielle de l'activité culturelle, ils n'y participent pas ou peu là où les électeurs de gauche semblent s'intéresser davantage et participer à la vie associative, même de manière distante. Quant à la vie sportive, tous les habitants semblent bien connaître les infrastructures de la ville où ils habitent. Néanmoins, quand on interroge les électeurs du Front national, la ville n'en fait « pas » (ou plutôt

jamais) assez pour les jeunes, même quand cette ville s'appelle Fos-sur-Mer et possède un stade de 17.000 places pour une ville qui ne compte que 16.000 habitants.

On retrouve dans ces différences de consommation culturelle une question classique de la sociologie française : l'étude de l'association entre vote et culture. Ce thème, développé en France depuis les travaux de Bourdieu, a permis de mettre à jour la forte concordance entre sociologie (et donc capital culturel), consommation de biens culturels et orientation politique (Bourdieu, 1979, *op. cit.* ; Coulangeon, Duval, 2013). Le vote FN éclaire ici cette question sous un nouvel angle : ce n'est pas seulement la sociologie qui semble « prédire » la consommation de biens culturels mais également l'orientation politique, autres variables sociologiques égales par ailleurs. Les électeurs frontistes connaissent et consomment globalement moins de biens culturels « collectifs » que les électeurs de gauche ayant les mêmes attributs sociologiques, c'est-à-dire qu'ils vont moins au théâtre et participent moins à la vie associative¹⁵¹... Les électeurs de gauche quant à eux semblent s'intéresser davantage à la gestion municipale et à la vie culturelle de leur commune et se replient moins sur le foyer que les électeurs FN.

Se pose ici la question du rapport de l'individu à la cité comme lieu de vivre ensemble et à la culture comme occasion d'échanges et de découvertes. Nous pouvons supposer que le différentiel de consommation de biens culturels collectifs entre ces deux électorats est la conséquence d'une philosophie de vie propre aux électeurs FN. Ces derniers semblent plus individualistes, plus axés sur la cellule familiale que sur la vie locale et surtout moins curieux que les électeurs de gauche. Ils vivent non seulement une forme d'entre-soi familial, mais en plus ne sortent pas se confronter à d'autres visions de la vie et du monde pourtant généralement portée par la culture. Ainsi, l'électeur frontiste semble correspondre parfaitement à la critique que fait Alexis de Tocqueville de l'isolement individualiste issu de l'atomisation dans une société démocratique en disant que « l'individualisme est un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis ; de telle sorte que, après s'être ainsi créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même » (Tocqueville, 1840). « Tocquevillien » par sa non-implication dans la vie sociale et politique et par son retrait assumé vers un entre-soi familial, l'électeur est en revanche « boulangiste » par les sujets qu'il considère comme majeurs (fierté nationale, sécurité...), par l'indignation qu'il exprime en parlant de ces derniers, et par son vote.

En comparant l'électeur FN de la classe populaire au mineur de fond socialiste ou communiste des années 1950 et 1960, on constate que l'électeur FN actuel est beaucoup moins intégré à la vie sociale et culturelle locale, l'offre ne semble pourtant pas être seule en cause, malgré une baisse avérée des activités associatives, certains habitants louent les animations associatives et culturelles mises en place par les différentes mairies. Il semble ainsi que les modifications profondes

¹⁵¹ Néanmoins, nous n'avons pas contrôlé la consommation de biens culturels individuels de ces électorats et nous ne pouvons affirmer que les électeurs du FN consomment, globalement, moins de biens culturels individuels (livres, films...). Néanmoins lors des entretiens que nous avons réalisés dans leurs habitations, il était rare que nous puissions remarquer la présence d'une bibliothèque dans le salon. Cette observation nous permet de penser que leur consommation de biens culturels individuels est également plutôt faible.

des classes populaires se sont accompagnées d'un décrochage vis-à-vis de la consommation de biens culturels d'une partie de cette dernière, c'est cette partie qui semble aujourd'hui la plus favorable au Front national.

3. La perception de la délinquance

Si on peut distinguer l'électorat FN de l'électorat plus à gauche de par la consommation de biens culturels collectifs, ces électorats semblent en revanche assez d'accord sur leurs perceptions de la sécurité dans leur quartier. Qu'on soit de gauche comme de droite, les électeurs semblent avoir la même conscience des cambriolages qui ont lieu dans le voisinage. Le vrai *distinguo* se fait sur la généralisation qui est faite à cette délinquance et aux explications fournies sur les responsables.

A. Deux électorats semblables sur la délinquance dans le quartier

À Bully-les-Mines dans le quartier des Alouettes, tous les voisins semblent en accord quand il s'agit de décrire la délinquance dans le quartier. Celle-ci est bien présente, qu'on soit électeur de gauche ou du FN. La localisation de cette délinquance, bien que sujette à plusieurs interprétations (nous avons le droit à un discours type : « c'est pas dans la rue c'est un peu plus loin là-bas où ça craint ») est globalement cohérente. Ainsi, Corinne et Gilbert des retraités de gauche se plaignent de « la délinquance des mineurs » sur le quartier.

AH : *Et heu, comment vous diriez qu'il est le quartier ici, c'est un quartier qui est calme ?*

Corinne : Il était calme.

AH : *D'accord et maintenant ? Bonjour monsieur (le mari entre dans la pièce).*

Corinne : Et maintenant c'est avec hein, avec les jeunes qui y a heu, bah nous ça va on est pas encore trop emmerdés on va dire, mais la dame qui est au coin là, au 11, elle est toujours emmerdée, et surtout maintenant ça va être Halloween alors elle a des œufs dans les portes, des, des citrouilles, heu, tous les jours ils sont là assis en train d'emmerder le monde !

AH : *Et avant c'était pas comme ça ?*

Corinne : Avant non c'était plus calme ! Nous nos enfants on avait nos enfants ici on a jamais eu ici, avec personne.

AH : *Parce qu'avant c'était un quartier y'avait beaucoup de mineurs et de fils de mineurs qui habitaient ici donc je sais pas si heu, vos parents.*

Gilbert : Des mineurs y'en a plus beaucoup hein.

AH : *Oui, plus beaucoup.*

Gilbert : Y'a plus de fosses, y'a plus de mines.

AH : *Ça fait longtemps que y'a plus de mines, mais les mineurs hein.*

Gilbert : Ca a toujours été calme ici, ça a toujours été calme.

Corinne : Dans le temps oui mais maintenant !

Gilbert : Ah bon ?

Corinne : Oui mais depuis un petit bout de temps maintenant hein. (P : ah oui)

Gilbert : Là encore cette nuit à 4 h du matin, ils étaient encore là ils foutent la merde.

Corinne : Même moi qui ait une fois appelé, j'ai été voir, la mairie de la ville la police de la ville.

AH : *La police municipale.*

Corinne : Pour qu'ils viennent voir parce qu'on en peut plus quoi, là elle elle va avoir 90 ans, elle a 87, alors ça commence !

AH : *Et ce sont des nouvelles personnes qui se sont installées et depuis ça a changé le quartier ?*

Corinne : Heu oui.

AH : *Ou c'est des fils des enfants qui étaient d'ici mais qui se sont...*

Corinne : Non c'est des gens qui sont venus par ici maintenant, ah bon là on peut pas tous les mettre dans le même sac hein, comme on dit mais c'est vrai que nous dans le temps les enfants trainaient pas les rues au soir que maintenant ils ont 10 ans on les voit à minuit dehors et puis c'est tout quoi.

Ce constat plutôt pessimiste et désabusé de la situation du quartier est partagé par de nombreux résidents, voire par la mairie qui l'exprime dans le journal municipal (Annexe 4 : Les incivilités à Bully-les-Mines). Ainsi Nicolas qui assume un vote FN, parle d'un quartier où les vols sont fréquents, bien qu'il considère ce quartier comme bien moins dangereux que son ancienne ville de Tourcoing.

AH : *Et ici à Bully ça va ? La délinquance pas trop ?*

Nicolas : On va dire... Si j'ai eu, j'ai eu quelques voleurs de vélo qui passent par le terrain, à partir du moment où j'ai eu la chance de pouvoir pour ma part de pouvoir les attraper.

AH : *D'accord.*

Nicolas : Donc faire comprendre qu'ici il faut éviter parce que bon sinon ça va mal se passer non, c'est juste une histoire de....

AH : *Faut se faire sa place ?*

Nicolas : Oui c'est ça voilà, après voilà, pas besoin non plus de s'inventer une histoire de d'être un ancien tôleux ou quoi que ce soit, faut juste savoir que bon voilà, ici t'es prévenu comme il faut, une fois pas deux fois, non sinon ça reste, ça reste non, c'est calme.

AH : *En général c'est quoi, la petite délinquance c'est des gens du quartier qui se piquent entre eux ou c'est des gens de l'extérieur ?*

Nicolas : En général c'est des petits, des petites villes à côté de Grenay qui viennent cibler des, bah des secteurs pour des vols de vélo, ça reste souvent des petites choses hein parce qu'ils savent très bien que s'ils le font dans leur quartier ils ont beaucoup de chance de se faire attraper plus facilement.

Ainsi, dans le Pas-de-Calais, la délinquance d'après les habitants et les hommes politiques locaux se résume plus à du tapage nocturne régulier, à des bandes de jeunes (moins de 18 ans) qui « zonent » dans la ville jusqu'à tard dans la nuit et à des petits vols récurrents qui touchent essentiellement les jardins et les garages. Sont l'objet de vol les tondeuses, les décorations de jardins, les vélos, trottinettes... Ces petits vols sont ici symptomatiques de villes pauvres où les voleurs

sont inexpérimentés, inorganisés, et « piquent » ce qui est à leur portée. Les maisons ne sont pas, comme dans le sud, l'objet de cambriolages afin de trouver des objets de valeurs. Cette délinquance et ces petits vols sont, d'après les habitants, le fait des « cas sociaux » qui seraient de plus en plus nombreux à s'installer et dégradent la vie de quartier. Ces personnes en situation de précarité extrême, cibles des critiques du voisinage, sont présentes dans toutes les cités minières des deux villes. Comme le souligne la mission bassin minier en 2016, « un diagnostic territorial du Bassin minier et une analyse cartographiée des situations de pauvreté à partir de la base carroyée de l'INSEE a permis de montrer qu'à la différence du système urbain traditionnel français qui concentre les poches de pauvreté dans quelques quartiers bien identifiés des grandes villes, en règle générale les quartiers d'habitat collectif et les centres-villes dégradés, le bassin minier est confronté à une pauvreté à la fois extrême et diffuse sur l'ensemble du territoire, touchant l'intégralité du tissu urbain (grands ensembles d'habitats collectifs des années 1950/1960 - cités minières et parc privé). » (Mission Bassin minier, 2016).

À Fos-sur-Mer, ville particulièrement calme, les électeurs de gauche, de droite et du FN, sont d'accord sur le niveau globalement faible de la délinquance dans le quartier. L'objet de leur attention se concentre sur les cambriolages comme le fait Louis, retraité de droite qui parle de cambriolages sans s'inquiéter outre mesure.

AH : Est-ce que vous pensez que le quartier est calme ou au contraire il est un peu agité ?

Louis : Le quartier est calme, calme au sens ou si on compare au Val-d'Oise par exemple, c'est à ce titre-là, non non non il est calme, mais un peu animé aussi parce que y'a quand même des gosses un peu partout, mais c'est les gosses du quartier, c'est des maisons.

AH : Oui d'accord, y'a pas de problème de délinquance etc. ? Dans le quartier ?

Louis : Pas de délinquance, y a eu des vols aussi mais bon, on peut pas dire que c'est, on focalise pas dessus, on s'inquiète pas.

D'autres, en revanche, se sont fait cambrioler ou du moins visiter, mais ne semblent pas particulièrement s'en inquiéter car ils n'ont pas subi de vols. Ainsi Camille, électricienne de 35 ans, de gauche, se plaint également d'avoir été « visitée » durant son déménagement. Depuis elle n'a pas subi d'autres tentatives de cambriolage.

AH : D'accord et y'a pas de problème de délinquance ou de cambriolage dans le quartier ?

Camille : Bah heu le lendemain où on a emménagé, dans la nuit qui a suivi l'emménagement, le garage a été visité mais rien n'a été volé.

AH : Ah ça a été juste un contrôle ah ah.

Camille : Oui, c'était bizarre (en rigolant).

AH : D'accord c'était une mauvaise première impression alors.

Camille : Oui c'était une mauvaise première impression mais ça s'est arrangé par la suite.

Valérie, électricienne FN, partage le même sentiment que ses voisins de quartiers.

AH : Elle est bien, y'a aucun problème de délinquance ou d'insécurité dans le quartier ?

Valérie : Dans le quartier, bon y a eu quand même des cambriolages, mais comme de partout hein. Mais c'est assez rare.

Globalement, dans la ville de Fos-sur-Mer, la délinquance est plus ponctuelle et « grave » (puisqu'il s'agit de véritables cambriolages et non de vols de vélos) ne semble pas inquiéter outre mesure les riverains de gauche ou de droite. La plupart installent néanmoins des systèmes d'alarme pour se prémunir mais aucun n'affirme vivre dans la peur d'un cambriolage. Ce sentiment contraste avec les villes du Pas-de-Calais où les petits larcins répétés instaurent une ambiance plus délétère et méfiante dans le voisinage des quartiers les plus pauvres de la ville. De plus, la morphologie du quartier, c'est-à-dire son plan hippodamien, augmente ce sentiment de méfiance, en créant des rues « passantes ». Les volets de fenêtres et même de portes sont ainsi systématiquement baissés à la tombée de la nuit ce qui, par ailleurs, nous empêchait de venir sonner chez les gens à partir de 19 h et de réaliser des entretiens (la sonnette se trouvant généralement entre le volet et la porte).

B. Un électorat frontiste plus inquiet sur l'insécurité générale

Si les différents habitants ont généralement une vision du quartier qui peut être semblable et ceci, peu importe leur orientation politique, la vraie différence entre les deux électorats majoritaires se fait sur la vision globale de la délinquance, de l'immigration et du terrorisme. Ces trois thèmes sont liés chez la plupart des électeurs frontistes et leur tiennent à cœur puisqu'ils vont jusqu'à constituer parfois la majeure partie du temps d'entretiens.

Mathilde, port-de-boucaine de 50 ans, est particulièrement remontée vis-à-vis de la gestion de l'immigration en France. Néanmoins, lorsqu'on parle de Port-de-Bouc, ville très métissée elle semble plus modérée. Ce propos est révélateur d'un discours paradoxal influencé par les médias et qui consiste à dessiner un tableau très noir de la situation générale mais dès lors que l'on aborde des cas spécifiques plus proches, la situation semble meilleure. Pourtant, Port-de-Bouc est une ville où la délinquance est objectivement plutôt élevée¹⁵².

AH : Vous travailliez à quel ?

Mathilde : Orange, ça fait 4 ans qu'on a arrêté, c'est c'est, cette migration ces migrants, ces impôts pour ces migrants, ça je ne peux pas, ça je, ça passe pas. Ça ne passe pas. L'islam, dans certaines régions on enlève les cochons des manèges.

AH : Ah oui.

Mathilde : À Nice. Non mais attendez où on va, où on va ! Les gens s'ils veulent s'intégrer, moi je suis déçue, déçue de l'immigration ! J'ai travaillé à Marseille, me suis fait agresser deux fois !

AH : Et c'est suite à ça que vous vous êtes dit ?

¹⁵² 56,48 crimes et délits pour mille habitants à Port-de-Bouc contre 48,76 pour mille en France. Néanmoins, la ville de Port-de-Bouc semble, comparée aux autres villes du département, plutôt sûre selon les seuls chiffres de la police.

Mathilde : Non mais même avant, même avant, ça fait peur, ça fait peur, aujourd'hui l'islam, je crois que c'est trop tard, maintenant c'est mon sentiment.

AH : *Et à Port-de-Bouc en particulier est-ce que c'est problématique ou ?*

Mathilde : Non non, Port-de-Bouc heu à Port-de-Bouc heu quand je me promène, enfin quand je vais à la poste, bon au début ça me dérangeait, on était en Bretagne avec mon mari y a dix jours, et ben vous êtes en France, y a pas de tags, c'est français et j'avais presque envie de vendre et d'aller habiter là-bas.

AH : *C'est ?*

Mathilde : La vue de ces burkas, la vue de ces, ça me dérange, ça me dérange, ça me dérange, ça me dérange, ça se voyait pas avant, ça se voyait pas, moi mon mari il est d'une région et moi je suis d'une autre, vous savez pas de quelle région je suis, voilà y a pas de signe

AH : *Alors qu'eux ils l'affichent et c'est ça le problème pour vous ?*

Mathilde : Oui ils l'affichent ! regardez l'histoire du burkini et tout, sur la Côte d'Azur, l'image que ça donne ! S'ils ne sont pas contents ils retournent chez eux c'est tout, il faut qu'ils s'intègrent, ils ont la chance d'être en France, on leur donne tout, et encore et encore ça passe pas !

AH : *Hum hum.*

Mathilde : J'ai une haine, j'ai une haine de ça !

AH : *Et c'est depuis 2012 effectivement ou avant ?*

Mathilde : Pourtant on a des amis algériens, mais eux aussi ils sont choqués, ils sont devenus, avant 2012, mais un peu avant 2012, mais maintenant ces trois dernières années c'est heu, c'est fou ! C'est, on est plus français, moi je dis ces gens-là, c'est pas des Français.

AH : *Et vous pensez que ça va être un thème important pour 2017 le thème de l'identité ?*

Mathilde : Oui oui oui, le terrorisme, moi j'ai ma fille qui a failli se trouver à Nice, elle est à Nice j'ai cru que. Non en ce moment, la sécurité c'est.

De même dans le Pas-de-Calais, les électeurs les plus convaincus par le FN ont des visions particulièrement pessimistes de l'immigration, surtout quand elle n'est ni trop proche, ni trop lointaine, à Calais par exemple (nous avons en effet discuté avec des électeurs durant la période du démantèlement du camp de migrants à Calais).

Nicolas : Mais je pense qu'avant d'aller nourrir ses voisins, il faut déjà aller nourrir ses enfants et moi je pense que la France devrait faire un peu pareil. Après je dis pas, le jour où je sais pas moi dans 20-30 ans, si demain on a besoin de main-d'œuvre parce qu'en France on explose le, travail, si on a besoin de main-d'œuvre étrangère bah pourquoi pas. [...] Non mais je sais pas, je sais pas s'ils feront mieux mais c'est, je prends juste une chose c'est est-ce que je prends son père qui a quand même ils ont une sacrée langue de vipère c'est que y a 30 ans il expliquait des choses et malheureusement ce qu'il expliquait y a 30 ans, le souci c'est que ça arrive maintenant, l'immigration ça fait 30 ans qu'il en parle maintenant on voit, ne serait-ce que Calais.

AH : *C'est vrai que Calais...*

Nicolas : Calais moi j'ai, j'ai vu Calais apparemment, simplement c'est la *Voix du nord*, c'est pas FN, la *Voix du nord* a 14-15 ans se faire agresser par ça, pour son téléphone portable, moi j'ai une ado, j'ai

une enfant, j'imagine mal de me dire elle s'est fait agressée, violée heu, on saura pas c'est qui parce qu'ils vivent dans des.

AH : *Oui ils ont pas de carte d'identité ils existent pas dans l'absolu administrativement.*

Nicolas : Oui, voilà aujourd'hui il est là demain il est plus là.

Ainsi, si la plupart des habitants des quartiers que nous avons étudiés ont semble-t-il des visions assez similaires de l'ambiance sécuritaire immédiate et s'il est impossible de distinguer un électeur frontiste et un électeur de gauche sur le seul critère de la perception de la délinquance ou des incivilités dans la ville, en revanche, les électeurs FN se distinguent par une vision beaucoup plus pessimiste de la sécurité à un niveau plus général. Si tous les interviewés considèrent que les attentats sont des réalités bien présentes, leur diagnostic quant aux causes de ces derniers diffèrent grandement. Pour les électeurs de gauche, l'islamisme est un mal qui vient de Syrie et d'Irak et qui vise à propager la terreur en Europe. Pour les électeurs du FN, l'islamisme apparaît comme un mal parfois issu de l'islam même et donc présent tant au Proche-Orient que dans les « banlieues » et dans les mosquées françaises. La responsabilité des attentats diffère aussi largement selon que les électeurs soient de gauche ou attirés par le Front national. Là où les habitants de gauche se disent que les attentats sont compliqués à anticiper et à gérer, pour les électeurs du Front national, ces derniers ont été provoqués par l'accueil massif des migrants en Europe. Selon leurs dires, les terroristes, notamment du Bataclan, sont arrivés dans les flots de migrants en direction de l'Europe. De ce fait, les solutions à apporter diffèrent aussi grandement selon l'orientation politique de l'interviewé. Là où un électeur de gauche insistera sur le fait qu'il faut surveiller les plus radicaux, les électeurs du FN préconisent en plus la fermeture des frontières à toute immigration, la fermeture des mosquées radicales, et la déchéance de nationalité pour les suspects terroristes.

L'électeur frontiste de nos terrains d'enquête se distingue donc de ses voisins plus modérés non pas par une sociologie particulière mais plutôt par sa vision de son environnement proche et lointain. Globalement très distant vis-à-vis de la ville, il se sent en revanche très concerné par la situation politique française, parfois malgré le désintérêt qu'il affirme. Ce décalage entre désintérêt affirmé pour la politique et indignation vis-à-vis de certains sujets était déjà remarqué par Gilles Lipovetsky au début des années 1980. Celui-ci affirmait ainsi que « même si les citoyens ne font pas usage de leur droit politique, même si le militantisme chute, même si le politique vire au spectaculaire, l'attachement à la démocratie n'y est pas moins profond. Si les individus s'absorbent dans la sphère privée, il ne faut pas en déduire trop vite qu'ils se désintéressent de la nature du système politique, la désaffection politico-idéologique n'est pas contradictoire avec un consensus flou, vague mais réel sur les régimes démocratiques. L'indifférence pure ne signifie pas indifférence à la démocratie, elle signifie désaffection émotionnelle des grands référents idéologiques, apathie dans les consultations électorales, banalisation spectaculaire du politique, devenir *ambiance* du politique mais dans l'arène même de la démocratie. Ceux-là mêmes qui ne s'intéressent qu'à la dimension privée de leur vie restent attachés, par des liens tissés par le procès de personnalisation, au fonctionnement démocratique des sociétés. L'indifférence pure et la cohabitation post-moderne des contraires vont ensemble. On ne vote pas mais on tient à pouvoir voter ; on ne s'intéresse pas aux programmes politiques mais on tient à ce qu'il y ait des partis ; on ne lit pas de journaux, pas

de livres mais on tient à la liberté d'expression.» (Lipovetsky, 1983, p.187). L'électeur frontiste correspond ainsi à une version particulièrement radicale de l'individualisme pensé par Lipovetsky. Malgré un désintérêt généralisé vis-à-vis de la société en tant que bien commun, il est néanmoins parfaitement concerné par certaines thématiques qui lui semblent importantes : immigration, délinquance, valeurs et civilisation européennes... Ainsi, la vision de la sécurité du pays des électeurs frontistes est en général alarmiste et implique selon elle des mesures qui doivent être radicales. C'est, au final, par sa vision pessimiste vis-à-vis de son avenir personnel et de l'avenir du pays que l'électeur frontiste se distingue le plus d'un électeur de gauche ou centriste. Ce pessimisme dans l'analyse de la situation politique du pays est, avec le sentiment de ras-le-bol, l'un des moteurs essentiels du vote FN chez nos interviewés.

Ce pessimisme de l'électeur FN, et la description qu'il a de la situation sécuritaire et migratoire du pays nous semble intéressante à questionner. En effet, localement, l'électeur FN bien que conscient de la petite délinquance l'entourant, ne la trouve pas élevée et n'y prête pas garde, ce qui semble contredire la thèse de Bernard Alidières entre sécurité locale et vote Front national élevé. Bernard Alidières et Sébastien Roché affirmaient que l'essor du sentiment d'insécurité n'est pas le seul fait d'un fantasme ni d'une augmentation réelle des faits de délinquance mais également des incivilités du quotidien. Cette idée est particulièrement intéressante puisqu'elle sort de la dichotomie entre insécurité fantasmée et supposée dégradation réelle de la situation sécuritaire. Pourtant, les interviews et les observations que nous avons réalisées dans les villes en question (qui ne sont certes aucunement représentatives des villes françaises) montrent des quartiers calmes, où les gens sont peu nombreux dans la rue (quartier pavillonnaire) et les incivilités très rares. Il est donc peu évident que les incivilités locales soient source du sentiment d'insécurité. Nous pensons que ce sont plutôt les incivilités telles qu'exposées dans les médias et dans les rumeurs locales qui sont sources de sentiment d'insécurité. Ces dernières, combinées aux attentats et au terrorisme en Europe, sont les réels moteurs du sentiment d'insécurité chez l'électeur Front national de nos terrains d'enquête (Alidières, 2008, pp.209-221 ; Roché, 2008).

Nationalement, c'est-à-dire à un niveau qu'il ne voit pas, qu'il ne perçoit pas directement et qui ne l'impacte pas dans sa vie, l'électeur FN se dit ainsi souvent épouvanté, écœuré par la délinquance, l'immigration et le terrorisme islamiste. Il dénonce le laxisme ambiant et appelle parfois à la peine de mort ou du moins à des condamnations exemplaires pour les criminels dont il entend les faits à la télévision et dont il nous parle dans le cadre d'une discussion non enregistrée. Ces thématiques sécuritaires en décalage total avec ce qu'il vit localement motivent pourtant une grande partie de son vote. Il y a ainsi une contradiction fondamentale entre la faible insécurité qu'il vit au quotidien et l'importance qu'il donne à cette problématique en mobilisant une échelle qui lui est imperceptible et dont les seuls supports sont les médias. Cette contradiction entre réalité sécuritaire et insécurité pensée montre indirectement le pouvoir que peut avoir le climat anxigène médiatique sur l'individu et en particulier sur celui qui a le moins d'armes intellectuelles (qui serait issue d'une confrontation avec des personnes aux idées différentes, ou aux messages des activités culturelles) pour relativiser son impact.

Conclusion : Les deux visages du Front national

En échangeant avec les électeurs de ces différentes villes, nous avons pu observer au local les caractéristiques nettement plus populaires des habitants des villes du Pas-de-Calais. L'électorat frontiste de ces villes, plus précaire, plus pauvre, plus ouvrier est ainsi en contraste avec l'électorat FN des villes des Bouches-du-Rhône. Dans ce département, ce dernier est plus marqué par des attributs propres aux classes moyennes telles que la propriété, un emploi stable voire deux par foyer, la possession de deux voitures et l'envie d'avoir un jardin/une piscine. De cette dichotomie sociologique découle une différence dans les idées politiques de ces deux électeurs d'un même parti. Si les électeurs du Pas-de-Calais tendent à ressembler sous certains aspects à un électorat de « gauche », notamment sur les sujets économiques, l'électorat frontiste du sud est en revanche très proche sur le plan des idées et des valeurs de la partie droite de l'électorat des républicains, notamment lorsqu'il s'agit des thématiques économiques. Les deux électeurs se distinguent également sur leurs visions de l'immigration. Là où les habitants frontistes du sud rejettent en masse et radicalement l'immigration et l'islam, les électeurs FN du Pas-de-Calais se distinguent par l'intérêt moindre porté à ces sujets. Bien que toujours défavorables à l'immigration, ces thématiques ne sont guère spontanément abordées.

Nous avons ainsi questionné les électeurs du Front national sur les raisons de leur vote pour Marine Le Pen. L'envie de changement et le rejet de la classe politique sont les thématiques sur lesquelles se retrouvent tous les électeurs. Elles constituent le ciment du vote Front national sur ces deux territoires. Dans les Bouches-du-Rhône, ces thèmes se conjuguent à une « haine » des taxes élevées et de la délinquance. Par ailleurs, nous avons constaté que Marine Le Pen était, au nord comme au sud un facteur de sympathie et d'adhésion à la nouvelle image du Front national. Nombreux sont les électeurs qui se sont mis à voter FN avec son ascension. Néanmoins, les électeurs du Pas-de-Calais se distinguent par une vision « ouvriériste » de Marine Le Pen et du FN. Ce parti est perçu par ces derniers comme le parti des ouvriers, et en creux, le successeur d'un PCF qui se serait fourvoyé. Dans le sud en revanche, où une identité ouvrière n'est pas aussi présente, le FN n'est « que » le parti du peuple contre les profiteurs et le système.

Cette dichotomie idéologique des deux électeurs du Front national n'est pas sans poser des questions sur la façon dont les hommes politiques du parti de Marine Le Pen gèrent cette « schizophrénie » programmatique. En effet, quand on approfondit les différences au niveau économique on se rend compte que le FN du sud, profondément libéral et très droitier dans ce sens-là, est incompatible avec les idées des électeurs FN du Pas-de-Calais. Cette « schizophrénie » se retrouve chez les élus du FN où apparaît deux « camps » : l'un plus social autour de Marine Le Pen est très favorable à la sortie de l'euro ; l'autre plus libéral autour de Marion Maréchal Le Pen, des élus du sud, et s'inscrivant dans une ligne libérale-conservatrice.

L'une de nos hypothèses de travail consistait à supposer que les électeurs FN habitant dans la périphérie souffriraient et se plaindraient d'une trop grande distance au centre-ville ; or cela n'a pas été le cas. Dans le Pas-de-Calais, on peut parfois retrouver un discours de ce type chez quelques électeurs, notamment les plus éloignés du centre et ceux qui subissent le plus leur placement. En

effet, nombre de ces derniers ne choisissent pas le lieu où ils s'installent, habitant dans des logements sociaux et, pour certains, ne possédant pas de voiture. Si certains électeurs FN du Pas-de-Calais souffrent ainsi de cette distance, ce n'est en revanche pas le cas de ceux des Bouches-du-Rhône. Ici, on parle de ville que l'on a « choisie ». Les personnes habitant les quartiers pavillonnaires de Port-de-Bouc et de Fos-sur-Mer l'ont ainsi fait par choix, pour devenir propriétaire et il est inadapté de parler de périurbain « subi » ou de décrire leurs situations en usant de termes misérabilistes. Nous ne sommes certes pas en présence d'un périurbain huppé comme à Sausset-les-Pins ou dans la banlieue d'Aix-en-Provence ; Fos-sur-Mer est du fait de la proximité des usines locales une ville polluée, et Port-de-Bouc souffre d'une mauvaise réputation sécuritaire. Les possibilités d'implantation des personnes s'installant dans ces deux villes sont limitées par leurs budgets et il est ainsi possible de parler de périurbain « contraint ». En effet, ce périurbain reste choisi notamment à partir de critères de proximité à l'emploi et aux grandes villes avoisinantes. Néanmoins, il est limité à des terrains peu chers, c'est-à-dire ayant des caractéristiques spécifiques. Ainsi, outre un éloignement certain des villes les plus riches du département, les habitants de Fos-sur-Mer doivent également consentir à une pollution atmosphérique parfois très élevée et induite par les différentes usines et raffineries présentes sur le territoire communal. Ceux de Port-de-Bouc doivent de leur côté vivre avec un sentiment d'insécurité induit pas la délinquance réputée forte sur la ville.

La volonté de s'installer en bordure de ces villes est malgré tout manifeste. Il s'agit d'endroits où les terrains sont les plus accessibles, les plus récents, et les « plus calmes », critères particulièrement importants pour ces personnes. De ce fait, lorsqu'on discute avec ces habitants « périphériques », les électeurs frontistes se distinguent des autres par un sentiment d'absence de centre-ville qui apparaît comme inexistant. Le centre-ville ne fait tout simplement pas partie de leur vie, ils font leurs courses ailleurs, travaillent ailleurs, vivent ailleurs. Leur ville est pour eux un espace de repos, de weekend. C'est l'endroit où est placée leur maison, mais pas nécessairement leur vie sociale ou culturelle. Ainsi, bien que ces villes ne puissent être qualifiées de villes dortoirs, certains électeurs FN les voient ainsi.

Finalement, les électors frontistes du sud et du nord se retrouvent dans un décalage cognitif qui semble moins affecter les électeurs de gauche ou de droite ayant par ailleurs les mêmes caractéristiques sociologiques. Dans le Pas-de-Calais, les électeurs frontistes semblent tiraillés entre une culture politique locale basée sur le collectif, l'entraide, les syndicats et les grandes fêtes populaires, culture dont ils n'ont jamais connu l'existence contrairement aux anciens mineurs de gauche, et un nouveau paradigme individualiste qui s'est imposé sur ces territoires en l'espace d'une génération et qui les contraint à penser en des termes de réussite personnelle, chose difficile dans le marasme économique de ces territoires. Ce décalage cognitif semble moins grand chez les électeurs de gauche et les anciens mineurs qui continuent, malgré leur nostalgie, à vivre la sociabilité de la ville en s'intéressant aux associations et en participant aux différentes activités locales.

Dans les Bouches-du-Rhône, ou *a priori*, il n'existe pas cette opposition entre culture ouvrière collective passée et paradigme individualiste contemporain, c'est ailleurs que se situe le décalage cognitif. En effet, à l'écoute des électeurs du Front national, on ne peut que remarquer

l'importance des thématiques financières dans leur vie. Propriétaires depuis peu de temps, et essayant ainsi de s'élever dans la hiérarchie sociale, les électeurs du Front national n'en sont pas moins exposés à des contraintes financières importantes. L'emprunt de leur maison, les impôts locaux et/ou nationaux constituent pour eux des charges très lourdes sur leur budget. De plus, l'immobilité « définitive » entraînée par l'achat d'une maison induit chez eux une peur quant à une dégradation de leur cadre de vie. Ils sont ainsi tout à fait hostiles à la venue d'étrangers, d'immigrés ou de « pauvres » dans leurs quartiers pavillonnaires parfaitement calmes. Ils réagissent violemment à toutes les confrontations culturelles induites par le culte musulman, comme si c'était leur quartier qui était directement menacé. Le décalage cognitif de ces électeurs frontistes tient donc à la contradiction entre leur volonté de faire partie de la classe moyenne, et les contraintes financières et matérielles qui les ramènent objectivement aux classes populaires.

Le tableau ci-après permet de résumer les différentes spécificités des électorats. On peut y voir la forte ressemblance dans le Pas-de-Calais entre électorat frontiste et électorat populaire de gauche et dans les Bouches-du-Rhône une proximité entre électorat de droite et électorat FN.

<i>Tableau 78 : Typologie des électorats sur les quatre villes étudiées</i>						
Département	Pas-de-Calais			Bouches-du-Rhône		
Électorat	Gauche populaire	Gauche bourgeoise	FN	Gauche	Droite	FN
Lieu d'habitat	Périphérie	Centre	Périphérie	Centre	Périphérie	Périphérie
Richesse quartier / maison	Pauvre	Moyenne	Pauvre	Moyenne	Aisée	Moyenne
Type de maison	Pavillon des mines anciens	Maison pavillonnaire récente	Pavillon des mines anciens	Appartement ou maison plutôt ancienne	Villa	Villa
Sociologie	Populaire (ouvrier, employé, chômeur)	Classe moyenne (employé, fonctionnaires...)	Populaire (ouvrier, employé, chômeur, petit patron)	Classe moyenne (fonctionnaire, employé...)	Classe moyenne à supérieure	Classe populaire supérieure à moyenne
Richesse	Faible (locataire)	Moyenne (propriétaire)	Faible (locataire)	Moyenne (locataire ou propriétaire)	Moyenne à riche (propriétaire)	Moyenne (propriétaire)
Distance au centre	Plutôt problématique	Non problématique (proche centre)	Non problématique	Problématique	Non problématique	Non problématique
Insertion dans la vie de la ville	Moyenne	Forte	Faible	Moyenne à forte	Faible	Faible
Vision de la sécurité locale	Moyenne	Bonne	Moyenne	Bonne	Moyenne	Moyenne
Vision de l'économie	Socialisme	Socialisme	Socialisme (protectionnisme)	Socialisme	Libéralisme	Libéralisme
Immigrés, problème ?	Non	Non	Oui mais lointain	Non	Oui	Oui (++)

Chapitre VIII : La classe politique locale face au Front national

Contrairement à d'autres votes, le vote Front national fait l'objet de prises de position récurrentes de la part de la classe politique ou associative. Alors que nombre d'élus ne seraient pas réellement dérangés par le fait que 30 % des électeurs vote communiste ou républicain, le fait qu'une partie importante de la population vote pour le Front national fait l'objet d'une réflexion approfondie de la part des élus locaux. Le Front national est perçu comme dangereux par beaucoup d'élus et militants de gauche et de droite. Pour les élus locaux, il paraît « évident » de le combattre pour empêcher son essor. C'est ce caractère si particulier qui nous pousse à étudier non seulement les électeurs du Front national, mais aussi la perception locale de ce vote au sein de la classe politique et associative et leurs modalités d'action contre ce vote. Il est en effet probable que les actions mises en place par les mairies pour créer du lien social et/ou pour lutter ou non contre le Front national font également partie de l'explication du vote FN.

Dans les quatre villes que nous avons étudiées, quatre villes de gauche, les structures sociales sont aujourd'hui basées sur l'individualisme. Ce paradigme est récent dans les villes comme Bully-les-Mines et Grenay qui, anciennes villes minières, ont vu les structures sociales ouvrières se déliter en l'espace d'une trentaine d'années. L'individualisme qui a remplacé ces anciennes structures holistiques est subi par la partie la plus populaire des habitants. Ils se sentent en effet abandonnés à leur sort par les pouvoirs publics, les syndicats et globalement tous les acteurs économiques et sociaux locaux. Leur niveau de vie s'est largement dégradé puisque les nouvelles générations n'ont pas bénéficié d'un emploi « acquis » dans les mines et se sont retrouvées au chômage ou dans des emplois de plus en plus précaires. Ces anciennes villes minières, où ne subsiste quasiment aucun emploi, sont devenues des lieux à fuir pour réussir ; ceux qui restent sont les plus défavorisés, les plus pauvres. Dans le sud en revanche, en particulier à Fos-sur-Mer et dans les quartiers pavillonnaires de Port-de-Bouc¹⁵³, l'individualisme est profondément ancré et assumé par les habitants. La ville et le quartier sont avant tout perçus comme des lieux où installer sa maison et non des lieux où « vivre » dans le sens social du terme¹⁵⁴. Les villas, montées de hauts murs, sont ainsi coupées de la rue et sont le lieu de l'entre-soi familial. On vit dans la ville dans le sens où on y dort, mais la plupart des habitants de ces quartiers pavillonnaires ont, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, que peu d'interactions avec le centre-ville et travaillent en dehors de leur ville de résidence. L'individualisme familial de ces espaces se ressent encore davantage chez

¹⁵³ Le centre-ville de Port-de-Bouc est quant à lui encore très marqué par des formes de solidarités locales et associatives et il n'est pas possible de le traiter de la même façon que les quartiers pavillonnaires de la ville.

¹⁵⁴ C'est-à-dire des villes où avoir des activités culturelles, associatives ou sportives. On remarque que les électeurs frontistes qui échangent avec nous ne déclarent jamais avoir choisi Fos-sur-Mer pour les activités proposées mais parce que son prix au m² était plus faible qu'ailleurs. À Port-de-Bouc en revanche, certains habitants de gauche ont fait le choix de déménager du centre-ville vers la périphérie de la ville mais ont désiré malgré tout rester à Port-de-Bouc en raison de la vie locale. Ils auraient pourtant pu déménager à Fos, ville où les taxes d'habitations sont à 0,001%.

certains électeurs FN pour lesquels la famille passe avant tout, toute solidarité étant inenvisageable avant le bien-être familial.

Ce sont donc dans des espaces individualisés que des actions politiques sont (ou non) mises en place pour lutter contre un essor du Front national perçu comme dangereux par les hommes politiques locaux. Ces politiques varient grandement d'un espace à l'autre et sont plus ou moins assumées par les édiles municipaux. Nous nous sommes intéressés dans un premier temps à ces luttes dans les villes communistes (I) puis dans les villes socialistes (II).

I. Les villes communistes face à la montée du Front national

Dans les deux villes administrées par le parti communiste, les explications quant à la montée du Front national mobilisent essentiellement un contexte national, régional, ou intercommunal. Les politiques locales, la délinquance, les impôts, ne sont que très rarement mobilisées par les différentes personnalités communistes pour expliquer le vote Front national. L'isolement des personnes est, en revanche, une thématique récurrente et les différents élus communistes avec lesquels nous avons discutés sont inquiets par une société devenant de plus en plus individualiste.

Les contextes politiques de Grenay et Port-de-Bouc sont radicalement opposés. Port-de-Bouc est une ville où le Front national stagne depuis quelques années, ses scores sont élevés mais semblent avoir atteint un « plafond de verre ». Surtout, les résultats du FN varient grandement selon la localisation du quartier en centre-ville ou dans la périphérie nord de la ville. Grenay, en revanche, est la commune où la progression de ce même parti est la plus rapide. Il atteint 71 % des suffrages exprimés lors du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017 contre 14 % en 1995.

Ces deux villes sont à la fois les plus pauvres et les plus marquées par une histoire et une culture ouvrière des quatre villes que nous étudions. Cette culture est constamment favorisée et mobilisée par les élus communistes au pouvoir. Nous nous sommes donc demandé pourquoi l'ascension du Front national était différente dans deux villes aux caractéristiques sociologiques relativement semblables. Certes, l'électeur-type FN sur chacune de ces zones est différent, pourtant, nous pensons que l'action politique de la mairie en place a un rôle important pour expliquer la résistance de ces villes à un vote frontiste. C'est en particulier la mobilisation réussie ou ratée d'une histoire collective par la municipalité qui nous intéresse ici.

1. Port-de-Bouc

À Port-de-Bouc, les différents maires ont depuis les années 1940 mis en place une forme de communisme municipal semblable à celui des villes de la banlieue rouge parisienne. Ce communisme municipal s'est associé à la volonté de créer une culture locale port-de-boucaine mêlant une identité extrêmement forte et la mobilisation régulière de la population lors de manifestations culturelles ou pour la défense des services publics. C'est avant tout le multiculturalisme inhérent à la ville dans les années 1950 qui a motivé la municipalité à créer une

culture port-de-boucaine fédératrice dans une ville qui n'était alors qu'un *patchwork* de communautés¹⁵⁵.

Bien que disposant d'un budget faible pour une ville de cette taille (28,1 M d'euros pour 17.208 habitants¹⁵⁶) la ville a une activité culturelle et sportive particulièrement vive. La mairie mobilise en effet un grand nombre de militants associatifs rattachés au Parti communiste pour faire vivre l'identité de la commune. Le nombre d'associations culturelles est donc élevé et représente chaque communauté¹⁵⁷ ou chaque quartier de la ville. À ces associations culturelles s'adjoint une glorification du passé ouvrier de la ville et de l'esprit des chantiers navals fondé sur la solidarité. Cette mémoire du passé ouvrier ressemble à ce qui est fait à Grenay par la mairie, également communiste, à propos de l'histoire minière locale. Néanmoins, elle est portée par un nombre bien plus important d'acteurs locaux, qu'ils soient associatifs ou municipaux.

Roland Joly, militant communiste ayant écrit un livre sur la ville est l'exemple de cette volonté des communistes locaux d'exalter et de commémorer l'histoire port-de-boucaine. En effet, cette histoire a permis d'asseoir la position dominante du PCF pendant de nombreuses années. Ce dernier tire son aura de ses actions durant la Seconde Guerre mondiale. Les militants communistes avaient monté un réseau de résistance, et saboté le travail des chantiers navals, ralentissant ainsi l'effort de guerre allemand. Depuis, cette histoire, de même que la solidarité ouvrière port-de-boucaine, sont régulièrement rappelées lors d'expositions, de manifestations ou par les élus.

Roland Joly : Voilà. Des choses qui se mettaient en place comme ça, un peu n'importe comment. Et heu, donc au bout d'un moment, la ville a compté jusqu'à, heu, une vingtaine de nationalités, heu différentes, mais bon, qui ont, qui ont, qui se sont, la ville s'est construite dans la solidarité ouvrière entre ces communautés. Bon qui avait leurs quartiers mais qui n'étaient pas cloisonnés.

AH : Oui parce qu'ils se retrouvaient au travail j'imagine, dans tous les cas.

Roland : Ils se retrouvaient au travail, ils se mariaient entre eux, ça a conduit à beaucoup de mélange. Et heu, donc, dans mon livre je parle d'une ville mosaïque, heu c'est ça quoi. C'est-à-dire que la ville s'est construite comme ça. Et dans les années 20 heu, ça a été le moment aussi de l'émergence du parti communiste.

Dans un second extrait, Roland Joly approfondit la thématique de l'identité culturelle port-de-boucaine et de la volonté de la mairie d'être « avec » les gens. Néanmoins, comme nous avons pu l'observer, cette action ne s'applique qu'au centre-ville et est absente des quartiers les plus périphériques. L'anecdote racontée par ce militant illustre ainsi la volonté de la mairie d'entretenir l'idée que les élus locaux sont proches des habitants. On se doute pourtant que cette proposition du maire a été faite à une dame qui était, soit proche du parti communiste, soit au moins proche des idées de ses idées. Une telle opportunité aurait-elle été proposée à n'importe quel habitant ?

¹⁵⁵ Port-de-Bouc, du fait de son caractère portuaire et industriel, a accueilli très tôt une diaspora importante de Portugais, Italiens, Grecs, et Maghrébins.

¹⁵⁶ Gardanne, dans la banlieue aixoise, a par exemple un budget de 36M d'euros pour 19.000 habitants.

¹⁵⁷ La ville de Port-de-Bouc s'est construite sur l'apport successif de populations étrangères à une base provençale. Elle compte selon les élus 21 nationalités.

Roland Joly : Il y a une identité de la ville qui est marquée sur un certain nombre de valeurs, donc ces valeurs c'est on fait, on fait avec la ville. On est, on participe au projet de la ville on construit la ville ensemble, tout ce qui se fait avec la mairie c'est discuté, lorsqu'il y a un projet c'est élaboré avec les gens.

AH : *D'accord, c'est plus participatif que dans d'autres ?*

Roland : C'est cette démarche qui a toujours prévalu, et c'est aussi une démarche constante d'ouverture ce qui veut pas dire qu'il n'y ait pas aussi des raideurs, tout ça, ça existe. Pas besoin de peindre les choses en rose. Pour donner une anecdote, je raconte dans mon livre qu'à un moment donné, René Rieubon avait besoin de quelqu'un pour s'occuper des affaires sociales. Donc il va voir une, une, une dame, qui était une personne, d'origine immigrée, Rambaldi elle s'appelait. Et heu, il allait régulièrement prendre le café, le thé, chez les gens, et il lui dit voilà il va y avoir les élections, et comme je sais que vous vous occupez beaucoup du social je viens vous voir pour vous demander si vous voulez être sur ma liste. Elle était pas du tout du parti communiste, elle dit : « écoutez-moi j'ai pas le certificat d'études, donc je serai ». Le maire dit : « non non mais c'est pas grave, ce qui est important c'est que vous sachiez, ce que vous faites maintenant, vous êtes apte à faire ça, vous serez apte à devenir un bon élu ». Et donc il la nomme adjointe des affaires sociales. Et cette femme-là, elle était une femme qui a été exemplaire parce que bon elle a quand même développé toute une série de choses, le foyer, le foyer des personnes âgées, toute une série d'initiative pour les femmes déjà à l'époque. Il y a plein de figures comme ça.

On compte ainsi près de quinze ouvrages portant sur l'histoire de Port-de-Bouc alors que nous n'avons pu en trouver qu'un seul portant sur l'histoire de Grenay. Cela démontre une volonté de consacrer le caractère unique de la ville vis-à-vis de ses voisines (Fos-sur-Mer et Martigues principalement) et surtout l'investissement collectif porté à la valorisation de son histoire. Cet investissement mémoriel, bien que guidé et aidé par la mairie est également la conséquence de l'histoire particulière de cette « ville-mosaïque ». Le résultat de cet investissement permanent semble porter ses fruits, du moins chez les habitants de gauche et les plus anciens (personnes installées depuis au moins 30 ans). Les électeurs se réclamant ainsi de Port-de-Bouc semblent très réticents à quitter cette ville malgré des défauts bien présents (incivisme et délinquance, manque d'emplois, manque de services publics...). Lorsque ces derniers ont voulu quitter le centre-ville pour acheter une maison, de nombreux habitants ont fait le choix d'habiter dans la périphérie pavillonnaire nord de Port-de-Bouc plutôt que dans des villes voisines comme Fos-sur-Mer.

À cette valorisation mémorielle s'adjoint une volonté de promouvoir le « bien-vivre » à Port-de-Bouc. La ville souffre en effet d'une réputation de délinquance et de déperissement. À cet effet, la mairie a mis en place des événements populaires visant à contrecarrer cette image. C'est le cas des *Sardinades* prenant place sur le port de la ville et ayant lieu tout l'été. Il s'agit de dresser des stands où se vendent des spécialités locales. C'est également l'occasion de faire venir des groupes de musiques ou des groupes folkloriques tant pour les habitants que pour les touristes (relativement peu nombreux l'été à Port-de-Bouc). L'opposition souligne l'effet positif de ces manifestations culturelles, même s'ils en profitent pour critiquer la gestion communiste sur d'autres points comme le fait Virginie Pepe-Patin (UMP) sur la ville.

Virginie Pepe-Patin : C'est plutôt ici, tout l'été se passe ici vous avez les Sardinades avec des fêtes, pour les commerçants, des marchés le weekend c'est très bien. Donc ça fait, mais vous vivez deux mois dans l'année et le reste de l'année on fait rien. On a une belle zone aussi parce que nous stratégiquement on a quand même la mer, on a quand même le ferroviaire, on est à 20 minutes de l'aéroport, on a une belle plateforme économique et ça a jamais été exploité parce que quand vous leur parlez, aaaah pas de capitalisme et tout déjà on a *Macdo*, si *Macdo* c'est capitaliste on est pas sorti... Non... Bon on est quand même ici...

Ainsi, ce sont avant tout les activités associatives et la mise en place d'un tissu relationnel solide lié au parti communiste qui ont structuré la vie locale port-de-boucaine. Ce tissu est à la fois reconnu par les sympathisants comme étant très bénéfique, et décrié par les opposants qui parlent de *nomenklatura*. En plus de cette ville des « copains et des coquins », les opposants à la mairie critiquent une politique « du laisser-faire » en matière de sécurité. Selon eux, la police municipale a pour ordre de ne pas s'intéresser de trop près au trafic de drogues et aux cités pour acheter la paix sociale. C'est ce qu'affirme Pascal, un électeur et militant frontiste habitant à Port-de-Bouc.

AH : Et pour revenir à Port-de-Bouc vous pensez que la mairie pourrait faire des choses pour redynamiser la ville ? Où ?

Pascal : Je pense... Je pense, déjà du point de vue sécurité. La réglementation, en tout en tout, y'a, y'a des bars clandestins, c'est un coffee shop à ciel ouvert comme on disait tout à l'heure, y'a qui se promènent dans la rue avec leurs pétards.

AH : Zone de non-droit pour vous ?

Pascal : C'est ça... ça fait zone de non-droit. Et à côté de ça on va se faire arrêter parce qu'on n'a pas le contrôle technique ou voilà. Et on va taper sur le petit ouvrier qui est encore un peu solvable et qui, excusez-moi l'expression, qui voyage pas calibré avec une balle engagée.

Ce discours du « deux poids, deux mesures », se retrouve chez de nombreux électeurs de l'opposition (droite ou FN), surtout lors de discussions non enregistrées. Ressort de ce genre d'échanges l'idée que les petits délinquants et le trafic de drogue semblent épargnés sans raison par la police municipale (dont ce n'est pas la fonction) et continuent à prospérer malgré sa connaissance par tous les édiles et policiers de la ville. De même, sont également critiqués les arrangements qui peuvent se faire entre les policiers municipaux et certaines personnalités communistes connues qui auraient été prises en infraction et s'en sortent sans amende là où des habitants auraient été inquiétés. Malgré toutes ces critiques et un rejet radical d'une partie de la population, il semble que l'action de la mairie, basée sur l'associatif garantisse à Port-de-Bouc une vie locale relativement vivante. Les habitants se déclarent globalement assez satisfaits de celle-ci.

Il est toujours difficile de trouver un lien explicatif entre culture politique locale, action sociale de la commune et vote FN, néanmoins, il est évident que la promotion de la vie associative a une incidence sur le sentiment d'appartenance à une ville et sur la sociabilité des gens qui y participent. Le vote FN, souvent considéré comme un vote de l'anomie semble à Port-de-Bouc

plus faible dans les quartiers les plus intégrés dans la vie locale et associative (présence plus forte d'associations et d'actions de la municipalité).

Il semblerait donc que, toutes choses égales par ailleurs, l'action municipale, qui pourrait être qualifiée de populisme municipal¹⁵⁸, soit un « frein » à l'augmentation du vote Front national. Ainsi, la résilience¹⁵⁹ du communisme municipal sur la ville de Port-de-Bouc favorise cette stabilisation du vote FN dans les quartiers centraux. Néanmoins, les quartiers extérieurs, peu touchés par l'action municipale et lieux de l'individualisme familial sont en dehors de cette zone d'action. Dans ces quartiers au nord, seuls les anciens habitants du centre, qui ont un vote orienté à gauche, semblent se sentir de Port-de-Bouc. Ce sont ces personnes qui, même si elles sont distantes du centre et ont préféré le calme à l'urbanité, vont quand

même régulièrement au centre-ville. Les autres, c'est-à-dire les nouveaux habitants, ne se sentent pas port-de-boucains et vivent ici comment ils pourraient vivre ailleurs : à Fos, à Saint-Martin-de-Crau, ou à Istres par exemple. Ils ont en partie choisi Port-de-Bouc car la voie rapide est à quelques mètres de leur habitation et leur permet d'aller rapidement au travail ou au supermarché. Ils ne se rendent quasiment jamais au centre-ville et ne connaissent pas les activités mises en place par la mairie et les associations de la ville. Ce sont justement eux qui votent le plus pour le Front national sur la ville.

Encadré 27 : Un communisme municipal à Port-de-Bouc ?

Le communisme municipal de la région parisienne s'est caractérisé par une attention portée par les municipalités à la question sociale. Les différentes mairies ont dès les années 1930 mis en place des programmes sociaux d'aides aux chômeurs et aux plus démunis. À cela s'ajoute l'organisation de colonies de vacances, l'emploi et l'intégration des militants à la municipalité et la promotion d'élus issus de la classe populaire (Bellanger, Mischi, 2013). À l'aune de ces critères, la ville de Port-de-Bouc peut aisément être intégrée aux expériences de communisme municipal. On trouve comme en banlieue rouge des structures d'encadrement de la jeunesse, la promotion et l'intégration des militants à la municipalité et une politique foncière qui a municipalisé une part considérable du territoire et a permis la construction de logements sociaux.

2. Grenay

À l'inverse de Port-de-Bouc, la ville de Grenay est une ville qui a du mal à faire montre d'autant d'ambition dans la valorisation d'un esprit « grenaisien ». Comme nous l'avons souligné, il n'existe quasiment aucun livre portant spécifiquement sur l'histoire grenaisienne tant cette dernière est liée à celle du bassin minier du Pas-de-Calais. Grenay donne l'impression d'être une ancienne

¹⁵⁸ Par populisme municipal nous entendons ici une politique qui vise à flatter l'appartenance identitaire communautaire et locale. La valorisation de l'histoire glorieuse de la ville, la promotion de valeurs spécifiquement port-de-boucaines et la mise en place d'un sentiment de fierté constituent ainsi la trinité d'un populisme municipal sur la ville.

¹⁵⁹ Les définitions du terme résilience varient fortement selon le domaine scientifique en question. En science politique, ce concept est sujet à débat. Dans notre thèse, nous utiliserons le concept de résilience pour décrire la capacité de résistance et d'adaptation d'une pratique ou d'une culture aux changements socio-économiques. Ici, le communisme municipal grenaisien a résisté tant bien que mal à l'effondrement économique de la ville et a su se renouveler en misant sur la vie associative bénévole.

ville minière sans particularité dans un Pas-de-Calais dévasté par l'arrêt des exploitations. La mairie communiste mène pourtant une action sociale importante dans la ville avec la mobilisation de jeunes pour casser l'image d'une jeunesse désœuvrée, comme l'affirme Christian Champiré, le maire de la ville.

Christian Champiré : Voilà, donc ça, c'est compliqué, après on travaille heu, on travaille avec les gens pour essayer de casser cette image-là. Donc on a commencé par exemple y a quelques années à demander les (aux) jeunes du CAJ d'aller distribuer les chocolats de Noël aux personnes âgées. On distribue à toutes les personnes âgées de la ville, les plus de 70 ans, y en a 700. Donc c'est les jeunes de la ville qui vont taper aux portes et distribuer. La première année on a reçu plein de coups de fil nous disant que c'est des jeunes qui viennent de la part de la ville. « Est-ce que c'est vrai ? » On a passé l'info dans le journal municipal mais ça ne suffisait pas, c'était : « qu'est-ce qu'ils nous veulent ? Pourquoi ? ». L'année suivante, on n'a pas eu beaucoup de remarques. Et depuis on a des coups de fil : « c'est quand est-ce qu'ils passent les jeunes ? ».

AH : *D'accord.*

Christian : Et heu, les jeunes du coup ils ont vu leurs recettes, l'argent qu'on leur donne, quand ils font ça, augmenter de façon conséquente et ça passe très très bien. On a fait aussi, si vous avez vu (et) visité un peu la ville, on a repeint des transformateurs EDF.

AH : *Hum hum.*

Christian : Dans le cadre de la politique de la ville, on a travaillé avec la région au départ, avec l'État dans le cadre de la politique de la ville, on a la passerelle SNCF qu'on a fait repeindre y'a quelques années. Y'a le mur de cimetière aussi qu'on a repeint et là depuis 3 ans c'est les transformateurs EDF et on s'aperçoit que, du coup c'est respecté que y'a pas de tags et que la ville a peu de tags, peu de dégradations.

Cette activité mobilisant la jeunesse ne semble pas forcément suffisante pour endiguer le déclin (perçu comme irrémédiable) du vivre-ensemble et d'un « esprit mineur » comme le remarquent des militants PCF de la ville. Surtout, elle ne touche que trop peu de jeunes, laissant la majorité de ces derniers en dehors de toute action de la municipalité (et souvent des parents). L'extrait suivant illustre le désœuvrement particulièrement présent chez les militants politisés vis-à-vis de l'éducation des jeunes par leurs parents. Comme nous l'avons constaté, les parents laissent leurs enfants aller et venir dans la rue sans les surveiller. Seulement, là où il y a quarante ans existait – selon les témoignages des anciens – un contrôle assez fort venant du voisinage et des institutions locales (instituteurs, prêtres...), ce dernier est aujourd'hui inexistant.

AH : *Et peut être que dans les quartiers des mineurs comme dans Grenay et les autres villes y'a peut-être pas ce lien social qui avait avant. Peut-être quelque chose qui a disparu ?*

Laurence : Qui se délite un petit peu peut-être et puis la jeunesse on a beaucoup de mal à accrocher. La jeunesse quoi.

Hugo : Ils sont dégoutés de la politique.

Laurence : Surtout ceux qui ont déjà eu, les jeunes qui ont 10-20 ans maintenant. Ils ont des parents qui étaient chômeurs et...

Hugo : Qu'est-ce qu'ils devaient entendre des parents... Moi j'imagine bien les parents regarder la télé et traiter les politiques de bande de cons. À gauche ça va pas, à droite ça va pas. Forcément ras-le-bol donc...

Aux actions permettant d'occuper quelques jeunes durant l'été, se sont adjoints la création d'un théâtre municipal particulièrement actif et la construction d'une nouvelle médiathèque dont bénéficient les écoliers de la ville. Pourtant ces dépenses sont aussi source de critiques qu'émettent nombre d'habitants. Ils décrivent ainsi l'état des routes de la ville, et selon leurs dires, auraient préféré que l'argent soit utilisé à leur entretien (chose pourtant impossible étant donné que la moitié des routes de la ville appartient à l'État). La mairie fait également œuvre de charité sociale envers les plus pauvres de la ville en fournissant de l'aide alimentaire aux plus démunis. Là encore, certains électeurs « travailleurs » se plaignent de voir d'autres s'en sortir sans travailler et « glander » toute la journée. Par la thématique de la lutte contre l'assistanat, ces habitants s'opposent au fait que les plus pauvres soient aidés, comme l'affirme une habitante de Grenay, votant socialiste. Elle vise tant les aides financières qui sont attribuées aux personnes sans travail que les colis alimentaires livrés par la mairie.

Caroline : Ouais, mais en même temps je crois qu'ils cherchent pas... On va pas se mentir, y'en a je crois que leur situation les dérange pas.

AH : *Ils vivent pas trop mal donc ça leur va ?*

Caroline : Quand j'ai fait le calcul, ils touchent exactement comme moi. Le calcul, quand tu as pas de mutuelle... Toi tu dois mettre de l'essence tout ce que tu paies, eux ils leur restent des sous à la fin du mois alors que moi ceux qui travaillent ils en ont pas, alors pourquoi ils vont aller se casser le cul à travailler. Grenay ils ont très bien compris, en plus ça à Grenay ils ont pas mal d'aides y'a des colis, y'a ceci, y'a cela. Y'a le maire, il fait pour qui il veut quand même, alors les gens ils cherchent pas, donc c'est pour ça qu'à Grenay ils bossent pas, et puis avec tous les jeunes qui piquent des trucs détruisent tout avant on avait des beaux parcs, quand j'étais plus jeune y'avait des parcs, ils ont tout détruit, après ils ont jamais rien fait.

C'est surtout le manque d'activités culturelles mobilisatrices qui est visible à Grenay. La ville ne compte que peu de manifestations autour desquelles les habitants peuvent se fédérer. En revanche, la ville émet souvent des prises de position afin de répondre aux événements internationaux. Il nous a été possible de voir différentes banderoles sur la mairie, une contre le renflouement des banques, une autre contre l'ACTA, ou une dernière en faveur de l'accueil des migrants¹⁶⁰. Ces actions rencontrent assez peu d'écho au sein de la population et peuvent même cristalliser les oppositions. En effet, pour beaucoup d'habitants ce n'est pas le rôle de la mairie que de prendre ces positions. Selon eux, celle-ci doit avant tout « bien gérer » la ville et faire ainsi office de simple gestionnaire administratif, neutre et si possible dépolitisé. D'un autre côté, le marché

¹⁶⁰ En, juillet 2017, la mairie a ainsi directement prise position contre le Front national dans le journal municipal. L'édito avait pour titre : « Sincèrement, vous valez mieux qu'un député FN ! » (Christian Champiré, 2017). (Annexe 3 : Un édito de la mairie de Grenay) http://www.grenay.fr/IMG/pdf/Regard_No_516_mi-juillet_2017.pdf

local est aujourd'hui en perte de vitesse et les habitants n'ont donc que peu de raison d'aller au centre-ville. De même, les activités du centre culturel semblent parfois trop élitistes comme le souligne une militante PCF. De ce fait, les seules choses visibles (les banderoles) apparaissent souvent trop politisées (et donc négatives) pour une partie des électeurs. Les activités plus consensuelles sont quant à elles parfois peu connues.

AH : Le centre culturel Ronny Coutteure est assez actif y'a une chose par semaine.

Laurence : Oui, voilà on voit quand même.

AH : Mais est-ce que ça touche beaucoup de gens justement les activités culturelles de la ville ?

Laurence : Y'a des gens qui y mettront jamais les pieds mais qui y mettent pas les pieds mais après les politiques par rapport aux enfants et aux jeunes sont...

AH : Réceptifs ?

Laurence : Les tirer un peu vers là. Mais après c'est parfois impossible.

L'étude comparée des actions municipales des mairies de Grenay et Port-de-Bouc est riche d'enseignement sur le lien entre vivre ensemble et vote. S'il est évidemment impossible d'établir un lien causal exclusif entre vote et intégration à la ville tant nous pensons que les explications du vote sont multiples et liées ; nous considérons néanmoins que la vie locale, et c'est là une de nos hypothèses, est capitale dans l'implantation d'un vote Front national souvent présenté comme celui des « isolés », des « abandonnés ».

En ce sens, l'exemple de Grenay et Port-de-Bouc montre les deux effets que peuvent avoir l'action municipale sur le vote. D'un côté, Grenay table sur une action très spécifique portant sur les jeunes en essayant de redorer leur image et sur les personnes attirées par la culture et le théâtre, mais cela ne semble pas porter les fruits escomptés. En effet, les personnes âgées ayant peur des jeunes ne sont statistiquement pas ceux qui votent le plus pour le Front national. De même, les électeurs du FN ne vont que très peu au théâtre comme le montrent les entretiens du chapitre précédent et sont donc peu touchés par ce genre d'activités. De l'autre, Port-de-Bouc pratique une forme de populisme municipal qui vise à exalter l'identité locale, le bien-vivre, l'être-ensemble, des thèmes par ailleurs souvent mobilisés par le Front national au sein des municipalités et qui semblent ralentir ou endiguer un sentiment de perte de lien humain entre les habitants.

En dehors de ces deux cas particuliers, on remarque que les électeurs du Front national sont ceux qui sont le moins touchés par les différentes actions mises en place par la mairie. Cette ignorance de la politique municipale est la conséquence d'un éloignement physique mais également d'un non-investissement de ces personnes dans la ville et d'une volonté de ne pas s'intéresser aux activités fournies par celle-ci. Au final, il semblerait que dans ces villes en particulier, les causes du vote FN ne soient pas uniquement sociologiques ou géographiques mais seraient également la conséquence d'un rapport à la ville « problématique » de ces électeurs du Front national. Ce rapport à la ville serait constitué d'une double dynamique : un sentiment d'abandon de la part des pouvoirs publics et une absence d'envie de participer à la vie locale.

II. Les villes socialistes face au vote Front national

Dans les villes socialistes, les stratégies de la mairie diffèrent de celles des villes communistes. Elles ne sont pas basées sur la mise en place d'un monde associatif intégrateur mais plutôt sur une volonté de proposer un grand nombre d'activités sportives et associatives que chacun est libre de choisir. Par ailleurs, il ne s'agit pas, à l'instar des villes communistes, de combattre directement le Front national. En effet, ne sont mis en œuvre ni rassemblements socialistes, ni banderoles politisées en faveur de la solidarité ou de l'accueil des migrants. Ces politiques sont comparables à Bully-les-Mines et à Fos-sur-Mer.

1. Fos-sur-Mer

L'utilisation des associations à Fos-sur-Mer est une méthode indirecte de lutte politique comme le reconnaît le maire. Contrairement à certaines actions mises en place à Port-de-Bouc et à Grenay, à Fos-sur-Mer, l'activité de la mairie ne vise pas particulièrement le Front national. Néanmoins, en off, le maire reconnaît qu'il s'agit de ramener les gens « vers la politique », sous-entendant que les gens qui votent Front national ne sont plus ou pas intéressés par elle. Pour le premier magistrat, le vote FN est avant tout un vote de ras-le-bol et de rejet de la politique. Cette politique municipale est aidée par le budget colossal dont dispose la ville et qui permet de subventionner de nombreuses associations.

AH : *Et pour finir, pour revenir sur la ville c'est vrai que c'est une question qui n'a plus rien à voir avec la discussion. C'est une ville qui a beaucoup d'activités associatives ou culturelles ?*

René Raimondi : Oui. Énorme, énorme, on doit être autour de 200 associations.

AH : *D'accord.*

René : Il en fleurit tous les jours, c'est pareil on a des moyens et donc effectivement on le donne et ça participe aussi bien évidemment à l'équilibre social. Plus, vous avez des systèmes associatifs, plus ça. Et plus ça crée le lien et moins d'isolement, et moins de Front national au bout. Si vous avez moins d'isolement.

AH : *Et est-ce que ça touche tout le monde les associations ? Ou juste une petite partie...*

René : Ça touche du monde quand même. Ça touche pas tout le monde c'est pas possible, y'a des gens...

AH : *Qui s'en foutent.*

René : Qui veulent pas participer à rien. Mais malgré tout, malgré tout, ça touche du monde. Après, chacun à son niveau c'est vrai que, bien souvent on va retrouver un peu les mêmes mais ça fait rien. Y'a malgré tout voilà. Le fait d'en avoir beaucoup forcément.

AH : *Oui.*

René : Après ça passe aussi par les enfants. Y'a des gens qui ont pas envie de participer mais comme les enfants participent...

AH : *Ils vont y aller pour les regarder.*

R : Ils vont y aller. Donc malgré tout ils vont arriver à pénétrer un peu tous les foyers.

Le grand nombre d'associations de la ville tient à la multitude d'organisations sportives ou basées sur l'activité de la jeunesse et ce sont donc les jeunes qui en sont les plus grands bénéficiaires. Ainsi, pour les parents, avoir leurs enfants au club de foot n'est pas synonyme de participation à l'activité municipale, mais juste de pratique d'une activité sportive. On trouve ainsi la vraie différence entre les deux villes communistes et les villes socialistes de notre étude. Dans les villes socialistes, l'idée est de proposer une « participation à la carte » à la vie associative et de penser les associations comme des prestataires de service. Participer à ces différentes associations n'est pas comme à Port-de-Bouc synonyme de plus grande intégration à la cité. Logiquement, l'intégration à la vie associative de Fos-sur-Mer n'aura pas le même impact supposé sur le vote qu'à Port-de-Bouc. Rappelons toutefois que dans chaque ville, une bonne partie de la population ne participera jamais aux activités proposées par la mairie pour diverses raisons : manque de temps, d'intérêt, ignorance...

La politique associative de Fos-sur-Mer, selon les dires du maire, fait baisser le Front national dans sa ville. Pourtant, on peut se demander si la stratégie ne suit pas également un autre objectif. En finançant largement les associations de sa ville, celles-ci lui sont redevables et sont donc plus disposées à parler en bien de leur premier financeur : la mairie de Fos-sur-Mer. C'est notamment ce que souligne en creux Hervé Berne, conseiller du maire.

Hervé Berne : Parce qu'ils sont subventionnés, je dirais. Y'a pas d'interdiction drastique sur l'association. On contrôle mais après comme on dit c'est le robinet. Voilà si demain il se montait je sais pas moi une association qui nous semble en dehors des, de la loi 1901 ou à l'extrême limite ou...

AH : Là c'est vous qui prenez la décision de pas les subventionner.

Hervé : Voilà, une association en général ça demande quoi. Ça demande une subvention, ça demande des locaux, très souvent.

AH : Des autorisations s'ils ont des manifestations.

Hervé : De la logistique. On avait eu des tentatives notamment de l'opposition, pourquoi une association a fait une demande vous l'avez pas subventionnée. Parce que son local est dans un local commercial. Voilà les réponses.

Mais c'est surtout l'opposition communiste de Fos qui parle de contrôle par la municipalité de l'action associative. Selon eux, il s'agit tout autant de favoriser des réélections au niveau municipal que de combattre l'extrême droite comme le souligne Jacky Chevalier, conseiller municipal du parti communiste.

Jacky Chevalier : (La mairie) A s'investir dans les assos', dans la ville, dans la gestion, ils n'ont pas à le faire sur place. Et même ça quand on leur dit ça, on a l'impression que l'on tombe devant des murs. Qu'est-ce que tu veux qu'on fasse alors qu'on a quand même une multitude d'associations qui fonctionne plus ou moins bien. Parce que là aussi il faut quand même savoir que toutes les associations de Fos sont quand même au service de, et puis heu, aujourd'hui beaucoup sont sous la pression, ou sous la domination de la municipalité en place.

AH : Subventions ?

Jacky : Puis là, contrairement à ce que certains pourraient dire, le maire de Fos, le PS n'a pas sorti un centime dans une campagne, pour aller gagner une campagne, et il met en mouvement ses associations, les contrôle un petit peu et bon si vous voulez votre budget...

AH : *C'est eux qui font le travail.*

Jacky : Et on le voit, on le voit aux élections municipales on l'a vu. Ça fourmillait, les voitures individuelles ça naviguait. Ça naviguait, ça naviguait. Donc ils ont quand même un réseau de contrôle colossal, que nous on n'a pas, la gestion de la ville. Et ils savent, ils ont su, ils ont su mettre en mouvement. Mais ce qui est, ce que j'avais dit tout à l'heure, c'est grave. On met en mouvement pour des élections municipales une ossature colossale pour aller chercher les voix, un mois après on perd 50 % (pour les élections européennes de 2014) on n'a pas mis la même ossature¹⁶¹.

Le très grand nombre d'associations et la vie sportive active de la ville sont des points largement défendus par la mairie et reconnus de la plupart des élus majoritaires ou d'opposition. Cependant, il existe peu d'associations «de vivre ensemble» sur la ville. Les gens participent occasionnellement à des événements mais ceux-ci ne favorisent pas la vie en centre-ville ou la volonté de se rencontrer. Il s'agit dans l'essentiel d'associations sportives ou thématiques (club photo par exemple). Dans le même temps, on se rend compte que les électeurs frontistes de la ville sont très distants vis-à-vis de cette vie associative et y participent soit, très occasionnellement, soit jamais. Ils sont malgré tout contents que leurs enfants soient membres des clubs sportifs municipaux, sans lier ces activités à une politique locale particulière. Les activités sportives mises en place dans la ville n'ont donc aucune répercussion politique sur ces électeurs. On retrouve cette distance qu'avaient les électeurs frontistes des villes communistes avec l'action municipale puisque les électeurs frontistes se gardent bien de prendre part aux quelques manifestations d'intégration locale. Cette distance est certainement accentuée à Fos-sur-Mer par le faible nombre d'activités intégratrices et n'impliquant pas une activité régulière : fête de village, «voisinades» ...

2. Bully-les-Mines

À Bully-les-Mines, la politique associative mise en place par la mairie est similaire, mais limitée par le budget bien plus faible de cette ville qui ne dispose pas d'une zone industrialoportuaire pour lui apporter des moyens équivalents. Malgré tout, la ville semble compter beaucoup d'associations, notamment sportives comme l'affirme un des conseillers municipaux de la ville.

Vincent : Ça c'est la force quand même de cette ville, et socialement, là, ce qui vient compléter justement tout le panel d'offre de services publics c'est heu, les associations. Bully est une ville qui maintient un taux, un niveau de secteur associatif assez élevé. Pareil, dans tous les domaines, que ce soit dans l'aide à la personne et dans le caritatif, dans le sportif on a 20 grosses associations, avec des structures assez importantes qui sont mises à disposition. En termes d'associations heu, il y a des

¹⁶¹ Le militant communiste qui nous parle pense ainsi que la seule action municipale constitue le facteur central de l'explication du vote aux élections européennes, ce qui est tout à fait contestable. De plus, le score de la mairie aux élections municipales aurait certainement été bien plus faible s'il avait affronté une liste estampillée Front national.

associations pour le loisir, y compris dans les quartiers, il a fallu remettre aussi. Et maintenir un peu, les houillères, on a au moins pas trop trop perdu ça, il fallait quand même garder l'esprit qu'il y avait dans les corons.

AH : *Et ça s'est maintenu ?*

Vincent : Ça s'est relativement bien maintenu ouais, quoi qu'on en dise, quoi qu'en dise la rumeur populaire, moi je trouve, que, moi je trouve que dans les corons on y vit pas comme on vit dans les autres cités. (Il y aurait donc un esprit mineur toujours vivant dans ces quartiers selon ce conseiller municipal.)

Ce tableau très positif n'est pas forcément partagé de tous. Le maire de la ville, prenant plus de liberté dans ses paroles, estime que les associations bullygeoises sont en perte de vitesse. Le vieillissement de la ville, le désengagement associatif global en France pose un risque pour la survie de quelques associations locales et inquiètent fortement les pouvoirs municipaux. De plus, comme il l'explique en parlant de « prestataire de service », les associations sont de moins en moins perçues comme des lieux intégrateurs et promoteurs de vivre ensemble. C'est bien l'idée d'une activité « à la carte » qui semble prédominer dans ces villes. On participe à une association pour ce qu'elle propose factuellement et non pour l'esprit qu'elle promeut. Pour répondre à cette mentalité, les associations se diversifient et se spécialisent dans les différentes villes et suivent ainsi une logique contemporaine de spécialisation que remarque Gilles Lipovetsky : « De même que le *narcissisme* ne peut être assimilé à une stricte dépolitisation, de même est-il inséparable d'un engouement relationnel particulier, ainsi que l'atteste la prolifération des associations, groupes d'assistance et d'entraide. L'ultime figure de l'individualisme ne réside pas dans une indépendance souveraine a-sociale mais dans les branchements et connexions sur des collectifs aux intérêts miniaturisés, hyperspécialisés [...] Car le remarquable dans le phénomène, c'est d'une part la rétraction des visées universelles si on le compare au militantisme idéologique et politique de jadis, d'autre part le désir de se retrouver entre soi, avec des êtres partageant les mêmes préoccupations immédiates et circonscrites. » (Lipovetsky, 1983, *op. cit.*, p.21).

AH : *Et y'a encore j'imagine que y'a beaucoup d'associations sur Bully, y'a encore du lien qui se crée ?*

François Lemaire : Oui même si, comme dans tout territoire heu, les assos ont du mal à renouveler leurs bénévoles, leurs dirigeants et elles sont plus aujourd'hui des prestataires de service, mais oui c'est important, c'est sacrément important. Là encore comme vous disiez oui ça maintient du lien, heu oui c'est sacrément important même si je vous dis on est plus consommateur aujourd'hui d'un service que, c'est un phénomène qu'on vit depuis quelques années maintenant.

Prenant acte de la disparition progressive de l'esprit associatif, la mairie a utilisé un autre outil pour reconstruire le lien social sur la ville. Elle a en effet décidé de relancer les conseils de quartier pour appuyer l'action locale du centre social de la commune de Mazingarbe. Cette démarche montre que pour le maire de Bully-les-Mines, le vote FN n'est pas forcément un vote de ras-le-bol comme sous-entendu par le maire de Fos-sur-Mer mais peut également être la conséquence d'une anomie de plus en plus présente sur des territoires où le contrôle social était

jadis extrêmement fort. Ces conseils de quartiers sont d'après le maire de Bully capitaux pour lutter contre la montée du Front national sur sa ville. Néanmoins, comme il le reconnaît, le résultat semble pour l'instant mitigé ¹⁶².

François Lemaire : Ça fait 25 ans que le quartier (*la cité des Brebis, au nord de la ville, limitrophe de Mazingarbe*) est en politique de la ville il a connu pratiquement tous les dispositifs jusqu'à maintenant heu, les contrats de ville nouvelle génération, bon c'est toujours pareil, c'est un quartier qui est, je vous disais malheureusement est paupérisé, ce sont des populations on a du mal aujourd'hui à avoir avec nous, on a du mal à mobiliser sur des projets. Pour vous donner un exemple on vient de lancer le conseil citoyen sur ce quartier ça a été très compliqué, d'ailleurs le conseil citoyen n'est pas aujourd'hui complètement constitué.

AH : D'accord.

François : Bon c'est une population qui aujourd'hui a du mal à raccrocher à un projet collectif. Même à un projet de renouvellement urbain qui est pour l'instant même pas travaillé avec le bailleur, franchement c'est compliqué.

AH : C'est des populations qui s'isolent peut-être un peu ?

François : Oui.

AH : De la vie publique ?

François : Fort heureusement ce que je disais on a encore des structures publiques sur le secteur, à commencer par une école heu, qu'on a d'ailleurs complètement rénové y'a 2 ans. Y'a le centre social de la commune de Mazingarbe qui contribue à tout ce qui est lien social du quartier et qui a quand même de mémoire 500 adhérents. Donc ce n'est pas neutre, mais qui a aussi parfois ces activités, on a un peu de commerce, vous y êtes allé faire un...

AH : Je suis allé faire un tour.

François : On a quelques commerces, on a aussi un foyer d'ancien, sur la partie bulligeoise, quand je dis foyer d'ancien c'est une asso de seniors et puis on a, nous on a relancé nous ce qu'on appelle la bergerie, bon qui est heu, peut être effectivement une forme hybride de mairie annexe heu, dans laquelle on a des permanences, les élus font des permanences, heu, nos services font des permanences, bon, pour l'instant c'est pas encore heu, top top quoi.

Comme le souligne le maire de Bully-les-Mines, peu de personnes sont véritablement engagées dans des associations, et les personnes qui y participent occasionnellement ne reçoivent pas ou peu le message politique qui pourrait être introduit dans les discours associatifs. Le fait que Bully-les-Mines soit une ville où le FN est plus contenu que Fos-sur-Mer nous montre néanmoins que l'interaction plus approfondie avec le milieu associatif et la volonté de mise en place des conseils de quartiers a peut-être eu un impact, tout aussi limité soit-il, sur l'anomie sociale, notamment sur le quartier des Brebis. En, effet, les caractéristiques sociales du quartier des Brebis, comparable à celles du quartier des Alouettes, devrait induire un vote pour le Front national

¹⁶² Cet extrait d'entretien a déjà été utilisé dans le chapitre VI, dans un paragraphe portant sur le quartier des Brebis, quartier présentant des caractéristiques spécifiques. Néanmoins, l'extrait est également intéressant pour rendre compte du désarroi des pouvoirs publics quant à la difficulté de remobiliser les habitants dans des projets collectifs.

similaire. Pourtant, pendant de nombreuses années (2007 et 2012 en particulier), le vote FN a été bien inférieur aux Brebis qu'aux Alouettes. Cet écart tend à corroborer l'idée que l'anomie puisse, être sur ces territoires, un des facteurs explicatifs du vote FN. Néanmoins, cet écart se réduit depuis les élections présidentielles de 2012, et nous permet de penser que l'impact de ces actions locales pourrait se réduire au fil du temps, et ces actions locales s'essouffler.

L'étude comparée de l'action municipale et de l'utilisation du monde associatif afin de promouvoir le vivre ensemble et lutter indirectement contre la montée du FN nous invite à nous questionner sur son impact réel. Nous pensons en effet qu'une partie du vote FN s'explique par le sentiment d'abandon et de repli des électeurs. Néanmoins, le sentiment d'abandon des électeurs frontistes est paradoxalement corrélé à une non-volonté d'investissement dans la vie municipale et associative. Ces derniers assument, comme nous l'avons étudié au chapitre VII, vouloir rester chez eux et ne pas s'intéresser à la ville. Ainsi, au regard du peu de personnes impliquées au niveau associatif, et de la non-volonté des électeurs des périphéries, en particulier frontistes, de chercher à connaître l'offre associative et culturelle de la ville, il est légitime de se demander si l'action politique des mairies, qu'elles soient communistes ou socialistes à un rôle important ou au contraire parfaitement marginal sur l'augmentation ou la stabilisation du vote FN.

Il semblerait que l'action la plus efficace « contre » ce qui apparaît être l'une des causes du vote Front national soit mise en place par la mairie de Port-de-Bouc. La municipalité compte sur un maillage associatif et militant extrêmement serré, redevable au parti communiste local, pour mettre en œuvre une forme de populisme municipal. Celui-ci, présent dans le centre-ville et les quartiers défavorisés, crée une identité port-de-boucaine et une fierté locale. Il semble indirectement assurer un vote pour le front de gauche bien plus fort que la moyenne régionale. Néanmoins, toute la partie la plus excentrée de la ville n'est pas touchée par ces actions, ce qui semble corroborer notre thèse d'un lien entre anomie et vote FN, même si nous pensons que la mise en place d'une telle activité sociale sur ces quartiers excentrés ne serait pas forcément couronnée de succès. L'action de la mairie de Bully-les-Mines prend également la même forme puisqu'il s'agit de recréer du lien social dans les quartiers excentrés de la ville en mettant en place des conseils de quartier. Cette action, aujourd'hui limitée, pourrait être une partie de l'explication du score plus faible du Front national dans ces quartiers spécifiques et vis-à-vis de la ville de Grenay voisine.

3. Une opposition communiste « critique » face à l'action des mairies socialistes

Si les élus de la majorité des villes étudiées se targuent généralement de lutter le plus efficacement possible contre le Front national, l'opposition communiste ou Front de gauche est souvent moins complaisante que les élus socialistes sur l'action de la mairie PS vis-à-vis du Front national. Ce deuxième éclairage nous semble pertinent car il permet de mettre en perspective l'impact réel de l'action municipale sur le vote et les réactions que peut susciter cette action chez les autres élus de gauche.

Malheureusement, quand nous parlons d'opposition nous ne pouvons qu'étudier le cas des deux villes socialistes de notre étude. En effet, dans les villes dirigées par le parti communiste, il n'existe pas d'opposition socialiste à la municipalité. Le PS s'est soit rallié bon gré mal gré à la majorité communiste comme c'est le cas à Grenay, soit s'est divisé entre ralliement au pouvoir et vie dans l'opposition municipale modérée à Port-de-Bouc. Ainsi, seules les villes de Fos-sur-Mer et Bully-les-Mines voient vivre une opposition de gauche dans leurs espaces politiques municipaux, opposition communiste. Il s'agit soit d'une section du parti communiste français à Fos-sur-Mer, disposant d'un local financé par la section PCF de Martigues, soit de membres d'un parti se réclamant du communisme : le Pôle de renaissance communiste en France à Bully-les-Mines.¹⁶³

A. À Fos-sur-Mer, des communistes peu critiques face à l'action du maire

À Fos-sur-Mer, les communistes ne semblent pas particulièrement critiques vis-à-vis du travail de la mairie socialiste. L'histoire municipale était d'ailleurs celle d'une alliance entre communistes et socialistes jusqu'à la fin des années 1980, date à partir de laquelle les communistes sont devenus une force minoritaire, l'alliance fut finalement rompue par le parti socialiste. Dans notre entretien avec les deux têtes du parti communiste à Fos-sur-Mer, les critiques se limitent aux subventions des associations, perçues comme favorisant le clientélisme. À celles-ci s'en adjoignent d'autres sur la gestion des impôts et de l'argent public, notamment vis-à-vis de la gendarmerie, qui permettait de réduire la délinquance, et selon les élus communistes le vote Front national.

Dans cet extrait est ainsi abordée par deux militants communistes l'idée que Fos-sur-Mer, ville riche au niveau municipal, ne concentre pas une population aisée mais au contraire constituée de classes moyennes et populaires qui ne bénéficient pas de la richesse de la ville.

AH : *C'est assez paradoxal vu que c'est une ville où y'a pas de taxe d'habitation par exemple.*

Christine : *Qui est très très... Elle a de l'argent.*

AH : *La ville a de l'argent, mais pas forcément les habitants ?*

Christine : *La ville a de l'argent après c'est une question de choix politique.*

AH : *De gestion ?*

Christine : *De gestion politique mais effectivement on est la commune la moins chère depuis quelques années sur les impôts locaux et notamment sur la taxe foncière et taxe d'habitation, la taxe foncière aussi mais cet argent n'est pas, elle est pas, elle est pas, pas bien gérée. Moi je vais le dire comme ça, pas bien gérée, pour le service qu'on peut rendre à la population de Fos.*

AH : *Par rapport à la quantité d'argent ?*

¹⁶³ Le PRCF, pôle de renaissance communiste en France, est une organisation politique créée en 2004 et formée par d'anciens militants du PCF se réclamant d'un marxisme-léninisme orthodoxe qui n'ont pas accepté l'abandon du stalinisme au PCF et notamment du centralisme démocratique. Le PRCF est hostile à toute alliance avec le parti socialiste. Il est à noter que le PRCF ne se réclame pas être un parti politique, il est possible d'être simultanément membre du PRCF et du PCF.

Christine : C'est vrai qu'avec l'argent qu'il y'a encore actuellement à Fos il y'a beaucoup de gâchis, si y'avait une autre répartition de l'argent on aurait une ville beaucoup plus, donc ça donne un aspect un peu riche comme ça.

AH : *On se dit c'est un peu une banlieue pavillonnaire (riche).*

Christine : Pas du tout, c'est vraiment des gens, des petites gens qui sont voilà !

À ce propos, les deux représentants PCF de Fos renchérissent en abordant l'abandon des services publics qui n'est apparemment pas assez combattu par la mairie, contrairement à ce qui se fait dans les villes voisines communistes où les mairies organisent régulièrement des manifestations en faveur de la défense des services publics¹⁶⁴. Or, en écoutant les différents militants communistes des villes que nous avons étudiées, la baisse des services publics est selon eux l'une des causes du vote Front national, car elle est vecteur d'un sentiment d'abandon. À Fos-sur-Mer, en ne luttant pas activement contre cette « désertification », la mairie ne s'attaquerait donc pas directement à l'une des causes de ce vote.

Jérôme : On a un abandon du service public que heu, je dirais même...

Christine : Ça c'est pas volontaire à la ville.

Jérôme : C'est pas volontaire à la ville mais y'a pas eu, à mon avis y'a pas eu le combat quand même pour le maintien. Quand on voit qu'à Port-Saint-Louis-du-Rhône ils ont retrouvé leur gendarmerie, ils ont remis en place la gendarmerie heu... Ils ont certainement moins de poids qu'une ville comme Fos-sur-Mer. Alors c'est vrai qu'ils sont peut-être un peu plus en rase campagne etc... Mais là-bas c'était, c'était une nécessité, comme c'est une nécessité à Fos. Alors au niveau délinquance moi j'avais demandé parce que je suis conseiller municipal, j'avais demandé d'avoir un rapport beaucoup plus approfondi ne serait-ce que pour la clarté et puis que, les citoyens soient informés. Alors c'est vrai qu'on a, on est pas plus mal loti que, heu, que d'autres villes mais on a quand même de la délinquance. Après que ça se traduit par un mécontentement, ça se traduit dans les urnes vis-à-vis du Front national... Y'a pas eu que le Front national qui a progressé dans les élections européennes, nous aussi on a progressé, pas dans les mêmes marges.

On peut lire en creux de cet entretien que malgré ces quelques critiques, l'opposition communiste fosséenne est très mesurée vis-à-vis de la politique du maire en place. Comme ces militants l'expliquent, la municipalité n'en fait peut-être pas suffisamment pour lutter contre le Front national, pourtant, en off après l'entretien, ils affirment être conscients que l'action municipale ne peut pas, seule, résorber les causes profondes du vote FN dans les Bouches-du-Rhône et les territoires périurbains. Ainsi, s'ils ne reconnaissent pas le travail de la mairie dans l'interview, leurs reproches limités sont symptomatiques de leur vision du travail municipal. On ne trouvera donc rien d'autre dans leurs discours critiquant directement l'action que met en place la mairie contre le Front national et leurs griefs s'axent plutôt sur la non-redistribution de richesse de la part de la mairie vis-à-vis des plus démunis.

¹⁶⁴ Ces manifestations ont abouti, à Port-de-Bouc, au maintien du bureau de poste au centre-ville de la ville.

B. À Bully-les-Mines, une opposition plus marquée

À Bully-les-Mines, ville qui ne compte, comme Fos, aucun élu FN ancré, ce sont également les élus de l'opposition communiste du PRCF qui sont les plus critiques vis-à-vis de la gestion de la municipalité en place. Ils considèrent en premier lieu qu'ils sont également responsables de la montée du Front national. Néanmoins, ce premier reproche semble être hors-sol et s'adresser au PS national plutôt qu'à la mairie de Bully en particulier.

AH : Et heu donc j'imagine que vous comme le parti socialiste vous êtes assez au fait des problèmes de la montée du Front national que ce soit à Bully, à Grenay, même dans tout le bassin minier d'ailleurs.

Paul : Oui ! On a, on mène toujours des combats contre ce Front national, le souci c'est qu'heu, je vais pas dire que c'est le PS qui a mis le pied à l'étrier du Front national, mais ce sont les politiques menées depuis maintenant un certain temps qui font que, effectivement, le Front national progresse. Pour montrer à quel point il progresse et à quel point... (arrête sa phrase)

AH : C'est plutôt des anciens ouvriers, même des ?

Paul : C'est tout ! C'est mélangé dans toute la population. C'est l'analyse qu'on faisait malheureusement y'a une dizaine d'années et qui, qui est en train de se réaliser, c'est que soit les gens partent vers le Front national, soit ils ne votent plus. Le souci c'est que, la bascule heu, entre les gens et qui vont voter Front national restent très convaincus dans leur machin donc ils vont voter en masse, les gens qui sont plus du tout convaincus que ce soit par le PS ou le PC même la droite (votent moins).

En plus de critiquer la mairie sur la montée du Front national, ce sont également les subventions du monde associatif qui posent problème. En effet, dans le Pas-de-Calais, la thématique de « l'État PS » est omniprésente. Les interviewés mobilisent les exemples comme Kucheida, Dalongeville et quelques autres barons locaux qui ont réussi à contrôler la vie municipale d'une façon telle qu'ils étaient réélus indéfiniment à la tête de leur ville. C'est d'ailleurs le propos de cet élu d'opposition qui considère qu'à Bully comme ailleurs les associations ont pour but d'attacher les gens à la mairie PS en place de façon plus ou moins directe.

AH : Et les associations, ça reste encore actif j'imagine à Bully ?

Paul : Les associations à Bully je pense que vous avez pu en entendre parler on en a plus de 100 associations.

AH : Effectivement...

Paul : Pour 12.000 habitants.

AH : C'est quand même pas mal, après y'a des trucs véritablement classiques j'imagine.

Paul : Vous avez, heu, le foot, le, bon, on avait un club de cyclisme, un club de hand, on a des clubs ludiques heu, je pense à au théâtre, heu, des, une chorale, bon bref y'a tout plein de trucs comme ça. Heu, et là, je, c'est, c'est tout à fait personnel, c'est une analyse tout à fait personnelle c'est que c'est, l'ensemble de ces associations qui sert à créer du lien à Bully, je vais pas remettre en cause cet aspect-là, mais c'est aussi une création de l'état socialiste du secteur.

AH : D'accord, c'est-à-dire ? Un contrôle ?

Paul : C'est, c'est, c'est, oui, c'est une manière de contrôler un peu les gens, de les rameuter vers eux. Enfin, c'est, c'est l'état socialiste du secteur, c'est un secteur qui va très loin, c'est la CALL, (*communauté d'agglomération de Lens-Liévin*) c'est aussi la communauté d'agglomération d'Hénin-Beaumont (CAHC). Heu, c'est, une partie du, du Douaisis, donc...

AH : D'accord.

Paul : Le PS c'est aussi installé comme ça. Le score du PS aux élections ils étaient quelque chose de formidable monsieur Kucheida qui était réélu à 60 % des voix. Dès le premier tour. Mais tout ça c'est, c'est le fameux état PS qui a été créé et qui heu, qui permettait d'entretenir ces associations via des subsides qu'il y'a derrière. Enfin bon bref, y'avait toute une, qui perdure encore vis-à-vis des socialistes, c'est le seul liant qu'il reste. Après derrière au niveau politique. Je vous dis pas le niveau hein. C'est vraiment très très faible.

En plus de ces critiques de l'État PS, classiques dans le Pas-de-Calais, le représentant du PRCF s'oppose également à la gendarmisation de la ville comme il le souligne dans l'interview. C'est aussi, un peu plus loin, la réaction du maire face à l'opposition communiste qui semble poser problème à cet élu qui se sent exclu du débat municipal.

Paul : Donc il se passait ce genre de chose, la municipalité précédente, avec François le Maire a décidé de pourquoi pas créer une police municipale, nous nous sommes battus là-dessus, le PRCF on veut pas de police municipale on veut, on accepte les ASVP qui font qui ont un rôle de sécurisation pas de sécurité, mais de sécurisation des abords des écoles, bon derrière le boulot qu'ils font, ça reste limité quoi. Bien évidemment. Et puis alors, ils sont quelques dizaines, pour pouvoir superviser on a dix écoles maternelles et heu, 6 ou 7 écoles primaires donc bon les abords.

(...)

Paul : C'est toujours ce que j'ai dit, jusqu'à ce dernier mandat heu, on pouvait c'est ce que j'ai dit tout à l'heure on pouvait discuter avec un certain nombre de militants, y'avait pas de vrais soucis, tout ça c'était l'époque du prédécesseur de François Lemaire, Michel Vancaille qui était un socialiste.

Ainsi, tant à Fos-sur-Mer qu'à Bully-les-Mines, on assiste à des reproches plutôt rares quant à la lutte contre le Front national par la mairie en place. Ces dernières se concentrent avant tout sur la gestion du budget municipal et des subventions allouées aux associations. Assez remarquablement, la critique de l'action contre le Front national semble peu naturelle pour ces deux oppositions et cela est la conséquence du logiciel explicatif chez ces élus d'opposition de la montée de ce vote frontiste. Pour ces opposants municipaux, la mairie n'est pas particulièrement responsable de la montée ou de la lutte contre ce vote. Cette lutte politique est pour eux avant tout nationale et ces élus ne semblent pas faire le lien entre une anomie sociale qu'ils dénoncent pourtant et l'action possible de la mairie pour résorber celle-ci. Seule l'opposition de Bully semble avoir un avis sur la question, et encore son grief s'adresse plus à l'action de François Mitterrand qui aurait favorisé le FN pour lutter contre la droite parlementaire. Les propos des opposants PCF ne nous apportent donc pas nécessairement de pistes supplémentaires pour expliquer le rôle joué par les municipalités quant à la montée ou au contraire l'« endiguement » du Front national dans les villes étudiées.

Conclusion : Les deux gauches face au Front national

Si les municipalités des quatre villes de notre étude réfléchissent toutes au « problème » Front national présent sur leurs villes, leurs analyses et leurs actions diffèrent selon plusieurs facteurs. En effet, trois des quatre villes ne sont pas « directement » confrontées au Front national au niveau municipal puisque celui-ci n'a pas réussi à constituer des listes pour s'y présenter. Leurs analyses et réactions font donc, dans ces villes, écho à l'augmentation régulière du vote Front national depuis les années 2000. L'analyse du personnel politique de ces villes est moins terre à terre qu'à Grenay. Il ne s'agit pas d'empêcher le FN de prendre la mairie mais bien de comprendre et combattre l'essor de ce vote de façon plus globale.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre IV. Les élus et militants de gauche ont une assez bonne connaissance de la sociologie et des raisons du vote Front national. Les élus socialistes, se montrent en général assez critiques et ont des analyses relativement élaborées des causes de ce vote. Les élus du parti communiste mêlent ce discours à une vision plus idéologique du vote FN et insistent sur le rôle des médias. Ce discours répond à celui de certains chercheurs en science politique qui considèrent qu'une part que l'essor du Front national est dû au traitement médiatique qui a été fait de ce dernier (Dézé, 2015, *op. cit.*, pp.25-50). Il nous est impossible de vérifier l'impact réel des médias sur le vote FN, néanmoins des études ont été conduites par le CSA sur la répartition du temps de parole des différents partis et celles-ci ont montré que le sujet « Front national » ne mobilisait pas la majorité de l'espace politique médiatique¹⁶⁵. Pour finir, il semble exister une impossibilité pour les élus de gauche de nos terrains d'enquête d'associer des raisons locales à la montée du Front national. Ces derniers font écho à des thématiques récurrentes sur les plateaux télé mais ne cherchent que rarement à trouver, au local, des raisons supplémentaires à cet essor.

Si le rôle de l'implantation des partis politiques dans les villes où ils cherchent à accroître leurs scores est souvent affirmé, notamment dans les milieux politiques (afin de légitimer leurs activités politiques locales), cela ne semble pas forcément aussi simple lorsqu'on traite du Front national. En effet, ce vote est élevé tant dans les communes où il y a un candidat actif (Grenay), que dans les villes où aucun candidat n'est présent (Fos-sur-Mer). Nous sommes ici dans un paradoxe régulièrement souligné, celui de l'essor du FN dans des territoires où il n'est pas implanté. L'étude du cas grenaisien est ainsi révélatrice de la dynamique d'implantation du Front national. En effet, le vote frontiste a largement augmenté avant qu'un candidat Front national y soit présent. En 2007, Jean-Marie Le Pen réalisait déjà un score de 21,32 % alors qu'aucun membre de son parti n'était actif. En 2012, Marine Le Pen y obtient 34,70 % des suffrages exprimés. C'est seulement après cette élection qu'Antoine Ibba décide de se lancer dans la campagne municipale de 2014 sous la bannière du Rassemblement Bleu Marine. On peut donc affirmer que l'émergence et l'enracinement du vote Front national est indépendante de la présence d'un candidat du Front

¹⁶⁵ Néanmoins, l'impact du discours Front national sur les individus ne saurait se mesurer au seul temps de parole dont bénéficie ce parti, même si ce facteur joue évidemment. Se trouve par ailleurs dans le discours des électeurs frontistes l'idée que les représentants du parti sont marginalisés à la télévision, même s'ils bénéficient d'un temps de parole particulièrement important et comparable à celui du parti socialiste et des Républicains en 2015.

national. Néanmoins, depuis que le candidat FN local est actif, le Front national a quasiment doublé son score aux élections présidentielles en dépassant les 70 % au second tour de l'élection présidentielle de 2017. On peut donc émettre l'idée que le travail politique dans un terreau favorable permet au Front national de décupler sa vitesse de progression « naturelle ». Il faut néanmoins relativiser ce score puisque le FN est alors au deuxième tour de l'élection présidentielle, dans un choix par définition binaire.

Ainsi, au fil des entretiens que nous avons conduits avec les maires des différentes villes et les différents militants politiques ou associatifs, nous avons pu comprendre leurs visions du « problème » Front national, leurs analyses respectives de son essor dans leurs villes et les actions mises en place afin de lutter directement ou indirectement contre cette augmentation¹⁶⁶. Les politiques mises en place découlent directement des causes principales du vote Front national qu'ils mobilisent.

- Dans les villes où les dirigeants de gauche mettent en avant le manque de lien social entre les habitants pour expliquer ce vote sont mises en place des actions locales ayant pour but de redynamiser la ville. Est également pratiquée une forme de populisme municipal visant à mettre en avant une identité et une appartenance locale qui selon les élus permettraient de lutter contre l'anomie sociale. C'est ce genre de politique qui est appliquée à Port-de-Bouc avec des effets contrastés (mais une stabilisation communale du vote FN). Au centre-ville, cœur de l'action municipale et lieu de vie des personnes les plus « urbaines », le vote FN reste faible, peut être en partie du fait de l'action de la mairie. Néanmoins, dans les quartiers extérieurs où ces politiques sont moins présentes, le vote FN est particulièrement élevé et à un niveau équivalent à celui de Fos-sur-Mer. Ce sont également dans ces quartiers que l'on retrouve le plus de néo-habitants et des personnes qui ne sont pas intégrées (soit volontairement, soit involontairement) à la vie port-de-boucaine.
- Dans la ville de Grenay où les raisons du vote FN énoncées par les hommes politiques mêlent à la fois des éléments de politique nationale, d'abandon des territoires et un refus d'une auto-analyse locale, la lutte contre le vote Front national semble moins cohérente. Elle passe par l'intégration des jeunes, dans le cadre d'actions très ciblées mais qui, d'après certains militants PCF sont trop marginales. Plus globalement, la surpolitisation de la mairie et sa prise de position sur des sujets clivants (accueil des migrants) semblent cristalliser l'opposition d'une partie de la population et favoriseraient peut-être la montée du vote FN, le leader frontiste se servant de ces occasions pour dénoncer la mairie. Là encore, comme à Port-de-Bouc, une partie

¹⁶⁶ Il est évident que nous ne disposons pas de données quantitatives pour affirmer ou infirmer l'impact réel des actions locales sur le vote Front national. Il est en effet impossible de réaliser suffisamment de questionnaires croisant fréquentation des activités culturelles et vote Front national sur les quatre villes. Ces questionnaires souffriraient par ailleurs du même biais que nos entretiens, c'est-à-dire de l'absence d'une partie de citoyens qui n'auront pas voulu répondre à celui-ci. Nous avons néanmoins, lors de nos entretiens avec les électeurs de la ville, toujours cherché à savoir quels étaient leurs rapports avec les actions associatives et sociales de la mairie et force est de constater que les électeurs frontistes ne connaissent que pas ou peu les actions sociales de la mairie et qu'ils exigent paradoxalement plus d'actions de la part de celle-ci. C'est donc sur la base de ces entretiens et de notre observation ethnographique des différents terrains d'enquête que nous arrivons aux résultats présents dans ce chapitre.

de la population ne s'inscrit pas dans une vie associative locale perçue comme extrêmement politisée.

- À Fos-sur-Mer et Bully-les-Mines, les deux villes socialistes, l'action municipale se base sur la valorisation du monde associatif et sportif. Les municipalités cherchent à proposer une diversité d'activités que choisissent ensuite les habitants. Cette forme d'activité municipale à la carte a pour conséquence de dissocier monde sportif et action politique et dépolitise le sport là où il peut l'être davantage à Port-de-Bouc. Malgré le budget conséquent de la ville de Fos-sur-Mer, la construction ou le maintien d'un lien social reste extrêmement limité. La ville se distingue par le faible nombre d'événements intégrateurs (fêtes des voisins par exemple...).
- À Bully-les-Mines, en plus de la valorisation des associations culturelles et sportives, la mairie a également mis en place des conseils de quartier qui ont pour objectif de réinsérer les citoyens dans la vie de leur quartier. Cette politique ne touche que peu de personnes mais, paraît, si on la compare avec les villes voisines qui n'ont pas de conseil de quartier, avoir un effet certes limité, mais réel sur les habitants du quartier.

Nous pouvons à partir de ces quatre types d'actions sociales émettre l'hypothèse que l'action sociale et associative au plus près des habitants, c'est-à-dire dans les quartiers excentrés, permettait à ceux-ci de s'insérer dans un schéma amical et associatif. Ces actions, et notamment la mise en place de conseil de quartier donne également l'occasion à ces derniers de faire remonter des informations à la mairie voire, de décider de projets ensemble.

L'une de nos hypothèses de départ tenait à l'affirmation que le vote Front national venait en partie d'une problématique de lien social. Nous pensions que les actions de la mairie en faveur d'une reconstruction de ce lien (comme c'est le cas à Port-de-Bouc dans le centre-ville, mais pas dans les quartiers du Nord) auraient pu permettre une décrue ou du moins une stabilisation du vote Front national dans les quartiers ciblés, toutes choses égales par ailleurs. Néanmoins, comme nous le soulignons, une grande partie des électeurs Front national ne participe pas à ces activités locales¹⁶⁷. Cette non-participation a deux raisons principales et qui peuvent être simultanées. D'une part, l'éloignement géographique et social des quartiers à fort vote FN du centre-ville (et leur déperissement dans le Pas-de-Calais) rend l'action de la mairie bien moins audible qu'au centre-ville. L'écho des actions municipales s'estompe ainsi progressivement en fonction de la disparition de ses relais dans la périphérie géographique. Ainsi, seul le quartier des Brebis, éloigné mais bien desservi en service public (conseil de quartier, centre social de Mazingarbe) semble en dehors de cet affaiblissement de l'écho en fonction de la distance. D'autre part, les électeurs FN ne s'intéressent pas ou peu aux différentes activités proposées par la mairie. Ce désintérêt peut être politique comme à Grenay où les actions municipales sont perçues comme trop politisées. Il peut aussi être plus classique, c'est-à-dire découlant d'un individualisme et d'un repli sur le monde familial qui ne donne à ces électeurs que peu d'envie de participer à des activités municipales. Il peut enfin être lié à un travail trop prenant comme à Fos-sur-Mer où les parents sont contents que

¹⁶⁷ Une partie des autres électeurs ne participe pas non plus aux différentes activités locales et il ne faut pas affirmer que seuls les électeurs du Front national refusent de participer à la vie associative et culturelle. Les électeurs frontistes ne sont pas des exceptions, seulement ils semblent moins participer que les autres à la vie locale.

leurs enfants participent aux clubs sportifs mais n'ont pas eux-mêmes le temps (ni l'envie comme ils l'affirment) de participer à des activités associatives.

L'analyse du vote Front national sous l'angle de l'impact des politiques publiques locales, comme nous l'avons fait dans ce chapitre, nous permet d'affirmer plus fortement encore que les explications de l'essor du vote Front national sont multiples et combinées. De ce fait, si en théorie, nous pensions que l'action municipale associative, culturelle et à volonté intégratrice, avait un impact évident sur le sentiment de vivre ensemble, d'appartenance à une identité locale et de diminution du sentiment anomique, l'impact de cette action municipale est fortement limité par une multitude de facteurs. Ceux-ci vont de la distance au centre-ville, aux approches dans la mise en place de cette politique, en passant par l'individualisme des habitants. C'est certainement pour cette raison que l'action municipale a un rôle réel, mais néanmoins discret dans l'essor ou l'endiguement du vote FN dans ces communes. Ce rôle se réduit d'autant plus que les quartiers concernés sont en état d'isolation et de huis-clos (absence de magasins, absence de relais politiques locaux, pavillons cernés de murs...).

Comme le disait Crozier, « On ne change pas la société par décret » (Crozier, 1979). De même, on ne change pas la sociologie par décret, il serait vain de croire que la seule action politique locale puisse modifier les facteurs structurels qui mènent les citoyens vers le vote Front national. Le présent chapitre a donc été l'occasion de montrer l'impact, certes réel, mais limité des actions politiques locales sur le vote Front national. Cette étude comparée nous permet d'émettre l'idée que des politiques publiques de réinvestissement à la politique pourraient avoir des effets positifs sur le vote Front national. Les électeurs frontistes partagent en effet le même dégoût, le même rejet, sinon le même désintérêt général pour la politique. Les réimpliquer dans la politique, notamment locale, pourrait ainsi avoir des effets positifs sur leur vision du politique¹⁶⁸. Si l'on émet l'hypothèse, comme nous le faisons, que le vote Front national est également la conséquence d'un système de valeurs et de perceptions qui s'est profondément modifié depuis une trentaine d'années, et en particulier dans les territoires autrefois baignés d'une culture du collectif comme les coronas du Pas-de-Calais, alors, une étude centrée sur l'impact de politiques publiques de grande envergure portant l'espace de l'homme dans la cité (éducation, éducation civique, vivre ensemble) pourrait être intéressante, si ces politiques publiques sont un jour mises en place par l'État.

Le tableau suivant permet de rendre compte des effets contrastés que peuvent avoir les politiques associatives et culturelles municipales sur le vote Front national. Est ainsi relativisée l'idée que cette seule action peut « contrer » à cette échelle, l'implantation d'un vote Front national. Néanmoins, toute action n'est pas inutile comme semble le montrer les effets localement positifs des actions mises en place dans la ville de Port-de-Bouc et Bully-les-Mines.

¹⁶⁸ Le vote Front national pourrait ainsi être une des nombreuses formes de réaction à ce qu'on appelle la « politique spectacle ». Ce parti rencontrerait certainement moins de sympathisants si la politique cessait d'être un spectacle. Spectacle duquel les électeurs semblent aujourd'hui de plus en plus précocement déçus comme le montrent les courbes de popularité comparées de Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron lors des premiers mois de leur mandat.

Tableau 79 : Les actions municipales et leurs effets

Ville	Fos-sur-Mer	Bully-les-Mines	Port-de-Bouc	Grenay
Tendance politique de la municipalité	Parti socialiste	Parti socialiste	Parti communiste français	Parti communiste français
Causes du vote FN selon la municipalité	Politique nationale, délinquance, réduction du lien social.	Réduction du lien social, misère sociale.	Manque de lien social et isolement des quartiers extérieurs.	Réduction du lien social, misère sociale, absence de soutien de l'Etat.
Actions de la municipalité	Valorisation des associations culturelles et sportives. Création d'un panel d'activités proposées aux habitants.	Valorisation des associations culturelles et sportives. Création d'un panel d'activités proposées aux habitants. En plus, création de conseils de quartiers sur certains lieux : le quartier des Brebis en particulier.	« Populisme municipal », valorisation des activités en centre-ville, volonté de créer un vivre-ensemble local.	Action sur la jeunesse, mise en place d'un théâtre municipal, prises de positions publiques de la mairie sur des thèmes d'actualités (accueil des migrants par exemple).
Effets positifs	Les habitants les plus intéressés ont accès à une offre associative importante.	Les habitants les plus intéressés ont accès à une offre associative importante.	Effet contrasté. Le centre-ville et les quartiers les plus intégrés votent largement moins pour le Front national que les autres et il est possible de voir l'effet de la politique municipale dans ces quartiers.	Le théâtre municipal attire un public venant de l'extérieur intéressé par la programmation originale. La fin de la construction de la médiathèque attire les jeunes et les écoliers.
Effets négatifs ou absence d'effet	Une grande partie des électeurs frontistes, peu intéressés, ne participent pas, voire ignorent l'existence de telles activités.	Une grande partie des électeurs frontistes, peu intéressés, ne participent pas, voire ignorent l'existence de telles activités. Dans le quartier des Brebis, le vote Front national a augmenté moins rapidement que dans un quartier directement comparable, celui des Alouettes. Cette augmentation plus lente est peut-être la conséquence du conseil de quartier et du centre social voisin.	Les quartiers au nord, ceux qui ressemblent le plus à Fos-sur-Mer, semblent peu impactés par de telles politiques. Cette absence d'effet est d'une part la conséquence des fractures urbaines qui structurent la ville, et d'autre part celle de la sociologie et la durée d'installation des habitants des quartiers du nord.	Effet imperceptible des activités de la mairie par la plupart des habitants. De plus, la plupart des électeurs frontistes critiquent les prises de positions considérées comme trop politiques de la mairie communiste.

Conclusion générale

Au terme de notre parcours dans quatre villes périurbaines nous avons pu mettre en œuvre une méthodologie inédite impliquant la combinaison de plusieurs méthodes à des échelles variées. Ce pari méthodologique a été concluant puisqu'il nous a permis d'étudier le vote comme phénomène social pluriforme dont l'explication doit être, elle aussi, plurielle. L'objectif de cette thèse était de répondre à un double questionnement tenant à la dualité de l'électorat Front national d'une part, et à l'impact du contexte sur ce vote d'autre part. L'approche combinée que nous avons déployée durant ce travail a consisté à associer statistiques, cartographie et ethnographie, et a répondu à ces deux questions en y intégrant l'apport de ces disciplines. Par ailleurs, notre travail a été l'occasion de réinvestir des concepts provenant d'autres sciences sociales. Ainsi, le concept de périphérie, abondamment traitée dans la sociologie électorale actuelle, mais prenant racine dans la géographie, revêt selon nous une triple identité, à la fois géographique, sociale et psychologique. De même, notre travail de thèse a été l'occasion de discuter la notion de contexte, tantôt essentialisée, tantôt mise de côté par la science politique, afin de proposer une signification nouvelle à ce terme ambigu. Enfin, nous avons pu constater l'éclatement actuel des classes populaires, et notre travail est l'occasion de réaffirmer la difficulté d'homogénéiser cette catégorie sociale. Cette conclusion sera l'occasion de revenir sur les différents résultats de notre travail ainsi que sur les concepts et méthodes que nous avons employés.

Le pari d'une approche combinée

Lorsqu'en introduction de cette thèse nous détaillions la multitude d'approches et de méthodes existantes afin d'expliquer le vote, nous décrivions cette pluralité comme répondant à la diversité des facteurs explicatifs du vote. Il nous paraissait évident que chaque méthodologie présentait des limites, parfois lourdes, mais qui pouvaient être comblées par une autre démarche. Afin d'aborder le vote FN le plus largement possible, nous avons créé un modèle combiné nous permettant d'utiliser différents outils méthodologiques. La création de ce modèle explicatif avait pour vocation d'appréhender le vote dans sa complexité et l'approche combinée que nous avons mise en œuvre était selon nous nécessaire tant elle correspond à la réalité du vote, c'est-à-dire à la diversité des variables en jeu. En ce sens, utiliser une approche combinée, consiste à faire preuve de réalisme en ne se focalisant pas sur une seule qui, inévitablement, éludera une grande partie de l'explication du vote.

Ainsi, durant notre travail, nous avons tout d'abord mobilisé les statistiques et les données agrégées afin d'identifier au niveau général les caractéristiques des villes les plus favorables au vote Front national. Le modèle statistique que nous avons créé a permis de rendre compte du caractère à la fois « périurbain/périphérique » et « sociologique » du vote FN dans nos deux régions d'analyses. Ce ne sont pas n'importe quelles communes périurbaines qui votent majoritairement Front national, ni n'importe quelles communes présentant des caractéristiques sociologiques

populaires, mais les communes présentant à la fois une sociologie « populaire » et une périphéricité importante. L'étude départementale de ce vote a dévoilé la diversité électorale de ce parti. En produisant un modèle spécifique pour le Pas-de-Calais, nous avons mis en lumière la dualité des villes Front national et donc la possible dualité sociologique de l'électorat de ce parti.

Dans un second temps, et pour affiner cette première observation, nous avons associé méthodes statistiques, cartographie à l'échelle du bureau de vote et travail de terrain en étudiant spécifiquement le cas de quatre villes. Nous avons ainsi établi la localisation de ces électeurs frontistes et avons pu vérifier que dans les villes elles-mêmes périphériques, le vote FN était également plus important dans les quartiers les plus éloignés du centre-ville. Nous avons ainsi interrogé l'existence de deux classes populaires favorables au Front national sur nos deux terrains d'enquêtes et avons pu vérifier que le vote FN du Pas-de-Calais était bien celui d'une population largement plus précaire que celui des Bouches-du-Rhône.

Dans un troisième temps, nous avons utilisé des méthodes qualitatives pour approfondir avec les habitants des quartiers périphériques de ces villes leur vision de la ville, de leurs quartiers et du vote afin d'identifier les éventuels effets contextuels de ces espaces. L'étude contextuelle nous a ainsi permis de replacer les électeurs dans leur espace de vie ; nous pouvons affirmer que loin de n'être que des machines à produire du vote, les citoyens sont constamment soumis à des perceptions de leur environnement et à des interactions sociales qui modèlent leur façon de penser. Ne pas les étudier consisterait à faire de l'électeur un simple chiffre, ce qui serait un irréalisme sociologique.

Pour terminer cette enquête comparative, nous avons interrogé les différents élus locaux et l'opposition dans chaque commune. L'objectif était de contrôler les différentes hypothèses de notre travail et de mesurer l'écart entre perceptions de la vie publique, associative et culturelle des électeurs FN avec ce qui était effectivement mis en place par les différentes mairies. Interroger ces différents représentants politiques sur leur vision du vote FN nous a amené à discuter de leurs explications quant à la montée de ce vote sur leur territoire et la façon dont ils essaient de lutter pour endiguer cet essor.

Le tableau suivant résume les approches que nous avons utilisées dans le cadre de notre thèse et les conclusions qu'elles nous ont permis d'élaborer sur l'électorat du Front national.

Tableau 80 : Tableau des approches méthodologiques sur la sociologie du vote FN

Approche	Méthode	Objectif d'étude	Vote FN	Différence Pas-de-Calais / Bouches-du-Rhône de l'électorat FN
Sociologique	Quantitative - Statistiques	Sociologie de l'électorat FN ; rôle des variables lourdes dans la description de l'électorat.	Vote des classes populaires et moyennes, globalement peu diplômées. Vote localisé dans les espaces périurbains.	Classes populaires précaires.
				Électorat d'une classe populaire « respectable » dans les Bouches-du-Rhône (propriétaires).
Géographique	Quantitative - Statistiques Cartographie	Localisation de l'électorat FN au sein des villes étudiées ; interaction de l'espace physique et du vote.	Vote localisé dans les périphéries des villes périurbaines.	Vote d'une périphérie géographique et sociale dans le Pas-de-Calais. Périurbain subi
				Vote d'une périphérie géographique plus aisée dans les Bouches-du-Rhône. L'installation y est un choix contraint par des ressources économiques limitées. Périurbain contraint
Écologique	Qualitative - Entretiens Observation ethnographique	Interactions entre l'électeur et son environnement ; impact des relations humaines dans le vote.	Vote de personnes ayant une conception « individualiste familiale » de la société.	Distance au centre non problématique dans les Bouches-du-Rhône. Décalage cognitif entre volonté d'accès aux classes moyennes et ressources économiques limitées.
				Distance davantage problématique dans le Pas-de-Calais. Décalage cognitif entre passé collectif et ouvrier et paradigme individualiste présent.
Politiques locales	Qualitative - Entretiens Observation ethnographique	Interactions entre les politiques locales et l'électeur ; impact des politiques publiques sur la perception du monde immédiat.	Vote de personnes peu intéressées par la vie sociale, associative et culturelle locale.	Peu de différences nord/sud. Les différences se font au niveau de chaque politique municipale.

Notre pari d'étudier le vote Front national sous plusieurs angles nous incite à penser que les méthodes combinées sont indispensables pour appréhender la complexité du vote. L'approfondissement et l'élargissement de ce genre d'approche seraient assurément un défi intéressant dans l'avenir. Ainsi, l'introduction de méthodes issues de la sociologie des médias pourrait compléter ce modèle combiné en intégrant à celui-ci l'étude du rôle de la télévision et des médias sociaux sur les conceptions politiques. D'autre part, une approche psychologique permettrait de comprendre les trajectoires de vie, et en particulier les ruptures individuelles qui, si l'on suit l'idée selon laquelle le vote FN est également un exutoire personnel, pourraient provoquer ce vote. Ce renforcement pourrait s'associer à l'intégration des pratiques culturelles individuelles des électeurs afin de dépasser la seule étude de leurs pratiques collectives.

Au travers de ces quatre villes, regroupant quelque 53.000 personnes, nous avons eu pour ambition d'étudier le vote FN dans le détail et sous plusieurs angles. Nous n'avons pas voulu multiplier les terrains d'enquête et nous nous sommes intéressés spécifiquement au vote Front

national dans des villes « moyennes », périphériques et populaires. Si nous avons cherché à élaborer des remarques et des conclusions globales quant à l'électorat FN à partir de ces cas spécifiques, nous pensons qu'il serait pertinent d'étendre notre travail et de le vérifier en étudiant le vote FN dans d'autres espaces. S'intéresser au Front national dans les localités où il obtient de faibles scores permettrait de comprendre tant sociologiquement que contextuellement les raisons de la résistance de certains territoires au vote FN. Il serait également judicieux d'utiliser notre approche combinée pour étudier d'autres votes ou, plus généralement, les perceptions de la politique par les habitants périurbains. Enfin, l'exportation de notre modèle à d'autres pays où les partis d'extrême droite sont présents et séduisent de nombreux électeurs permettrait d'examiner leur ressemblance ou dissemblance avec le vote frontiste.

Les paradoxes de l'étude contextuelle du vote

Ce travail de thèse a été l'occasion d'une interrogation continue sur la méthodologie que nous avons mise en œuvre et en particulier sur les approches contextuelles du vote. Ces dernières sont régulièrement sujettes à critique, notamment lorsqu'elles ne servent qu'à contextualiser l'analyse plutôt que de découvrir des effets contextuels c'est-à-dire ceux résultant de l'interaction avec l'environnement de l'individu. En effet, comme le souligne Julien Audemard les chercheurs français souffrent d'une trop grande fébrilité vis-à-vis de l'étude réelle des effets contextuels tant ceux-ci apparaissent peu quantifiables, et donc peu vérifiables (2017, *op. cit.*). Nous pensons, comme lui, qu'il est pourtant possible et nécessaire d'étudier les effets des configurations spatiales et sociales sur l'individu et sa vision du monde. Une partie de notre thèse s'est donc naturellement inscrite dans une volonté de prolonger la réémergence des approches contextuelles en France, tout en ne tombant pas dans l'écueil consistant à faire de l'analyse contextuelle la seule explication du phénomène FN.

Notre travail localisé et contextuel, mettant en œuvre une approche combinée et multi-échelle, nous a permis de comprendre le rôle des configurations géographiques et sociales sur les mentalités individuelles et indirectement sur le vote. Le local, ainsi vu comme une variable à part entière, est l'espace dans lequel se développent les configurations sociales et économiques qui aboutissent à des sociologies particulières. Cette sociologie et cette structure économique sont ensuite le moule dans lequel se forme l'espace social et culturel où évoluent les citoyens. Ainsi, le bassin minier du Pas-de-Calais a par ces grandes unités de production été le cadre d'un fort syndicalisme et d'une culture politique particulière qui ont aboutis à des comportements politiques spécifiques et dont la disparition entraîne une crise tant collective qu'individuelle. Dans les Bouches-du-Rhône, le développement parallèle de grandes usines mais également de petites PME n'a pas conduit à ce référentiel unique et commun qu'est le passé des mines et les ouvriers ne sont pas pénétrés par l'histoire d'un passé autrefois glorieux.

In Fine, toutes les approches et méthodologies que nous avons utilisées afin d'analyser le vote FN ont eu pour objectif de démontrer que le contexte ne doit ni être étudié en supplément, quand le chercheur ne trouve plus rien pour expliquer le vote, ni le cadre d'une contextualisation

cosmétique d'un travail de recherche. En effet, nous soutenons que les électeurs vivent non pas hors du monde mais dans celui-ci, et émettent par leurs métiers et leurs relations sociales des visions du monde qui sont pétries du contexte local. L'étude contextuelle du vote n'est ainsi pas un fétichisme de l'espace mais un réalisme de la pensée et le contexte ne doit pas seulement être le lieu de « cueillette » des variables ni un fourre-tout explicatif qui intervient lorsque la mobilisation des variables lourdes produit des résultats imparfaits. Il doit être traité comme le creuset dans lequel se forge la sociologie des habitants, leur perception du monde et leur vote. La notion de contexte en tant que lieu de vie répond ainsi à une double dynamique. D'une part, le vote dit le territoire : à partir d'une démarche sociologique et électorale il est ainsi possible de révéler par le vote la sociologie particulière d'un espace. D'autre part, le territoire dit le vote : il existe dans l'espace local des éléments explicatifs et contextuels irréductibles à de seules variables sociologiques et qui tiennent à ce qu'on pouvait auparavant appeler « l'esprit du lieu », en réalité la culture politique et sociale d'un territoire. Le rôle du contexte tient donc à cette double discussion entre espace géographique et espace social. La combinaison de plusieurs niveaux d'échelles est dès lors indispensable puisqu'elle permet de rendre compte de cette double discussion à plusieurs échelles et de distinguer l'importance respective de la culture politique d'un territoire, du contexte municipal, et enfin de la vie de quartier. En ce sens, les approches trop localistes, tout comme les approches trop générales souffrent d'un biais inhérent aux partis-pris qui sont les leurs et qui conduisent pour l'une, à croire que le détail est généralité, et pour l'autre que le monde social est plus homogène qu'il ne l'est réellement.

La périphéricité en question

Les concepts de périphéricité, de périphérie, d'espace périphérique, ont depuis les années 2000 le vent en poupe dans la science politique française. Cet espace bien trop souvent homogénéisé n'est aucunement unifié dans les faits. Les différents terrains que nous avons étudiés, qui rentraient tous dans une définition du périphérique et du périurbain, ont pourtant présenté des caractéristiques parfois opposées qui nous conduisent à déconstruire les homogénéités induites par les catégories d'analyses utilisées tant par les médias que par certains géographes (Davezies, Guilluy, Donzelot, Béja, 2013, pp.23-33). Ce travail de déconstruction a été initié par certains sociologues et géographes, critiques envers la trop grande homogénéité induite par ces nouveaux concepts de « vote périphérique » et/ou de « vote périurbain », et a abouti à de nouveaux concepts : en particulier ceux de périurbain subi ou choisi, et ceux de périphéries géographiques et/ou sociales.

Ce bouillonnement de questionnements dans la science politique française nous amène à réfléchir également à ces concepts. À la question « Quelles sont les propriétés de la périphéricité ? », nous pouvons répondre que cette dernière n'a pas de caractéristiques homogènes mais qu'elle est au contraire multiple et contrastée. Tout d'abord, le concept de périphéricité et de « périphérique » dont sont bien souvent labellisés des territoires, des villes, des quartiers avec (un effet souvent stigmatisant) ne saurait être que géographique. En effet, comment comparer la périphérie minière du Pas-de-Calais, espace économiquement délaissé, et socialement en crise, et la périphérie d'Aix-

en-Provence, riche, ouverte sur la ville, et habitat d'une élite économique et sociale. Le concept de périphérie doit de ce fait être abordé avec beaucoup de précautions sous peine d'uniformiser des espaces opposés¹⁶⁹. Ainsi, le terme de périphérie que nous avons utilisé durant notre travail repose sur un aspect à la fois géographique, mais également social et symbolique. Le vote FN se retrouve principalement dans les espaces cumulant ces trois caractéristiques.

Ainsi, la périphérie favorable au Front national est tout d'abord géographique car le vote pour ce parti se concentre, statistiquement, dans des espaces relativement éloignés des centres urbains. Les cartes produites depuis les années 2000 montrent clairement ce gradient entre des centres-villes réticents à un vote FN et les périphéries qui globalement, votent davantage pour Marine Le Pen, malgré de grandes disparités au sein de ce monde périphérique. Le territoire objectif de ces espaces est peu pourvu en petits magasins, bar, et autres lieux de sociabilité.

Elle est ensuite sociale puisque les espaces pavillonnaires sont un espace de relégation de petites classes populaires qui, comme dans le Pas-de-Calais, ne sont pas propriétaires et subissent en plus l'absence de services publics et de lieux de sociabilité qu'on retrouve dans les espaces pavillonnaires plus classiques. Les périphéries géographiques que sont Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc, qui peuvent paraître privilégiées, comparées à celle du Pas-de-Calais, sont malgré tout des périphéries sociales. Elles sont en effet des espaces d'installation plus ou moins subis. Les habitants auraient aimé habiter dans des villes pavillonnaires plus cossues comme Carry-le-Rouet, Sausset-les-Pins ou la banlieue aixoise, mais se rabattent, en raison de leur budget limité sur des espaces abordables aux contraintes importantes : pollution chimique à Fos-sur-Mer et délinquance à Port-de-Bouc.

Cette périphérie est enfin symbolique car elle est le lieu d'un individualisme familial. Celui-ci est à Fos-sur-Mer assumé, et la ville correspond aux espaces pavillonnaires où l'on s'installe pour le calme, la tranquillité et dont les quartiers sont construits avec pour objectif la recherche d'un sentiment d'exclusivité. L'installation est favorisée par la proximité avec les voies de communication qui permettent un déplacement rapide au travail et vers les grands supermarchés. Dans le Pas-de-Calais en revanche, l'individualisme familial est en grande partie subi, et à la mobilité géographique et sociale ascendante des habitants de Fos-sur-Mer et du nord de Port-de-Bouc s'oppose ainsi l'immobilisme géographique des habitants de Grenay et Bully¹⁷⁰. Cette immobilité souligne que le « désarroi pavillonnaire » n'est pas uniquement la conséquence d'une mobilité, mais peut également être celle d'une immobilité et ainsi ressembler fortement au désarroi des habitants

¹⁶⁹ Il est nécessaire d'effectuer la distinction entre périurbain et périphérie. La périphérie que nous étudions est une périphérie périurbaine, c'est-à-dire affectée par le phénomène périurbanisation et la création d'espaces-dortoirs marqués par l'horizontalité. Néanmoins, il existe des périphéries qui ne sont pas périurbaines : les banlieues défavorisées de Paris par exemple. De même, il existe des espaces périurbains pavillonnaires qui ne sont pas périphériques : les quartiers aisés de Montpellier (Aiguelongue) par exemple.

¹⁷⁰ Ainsi, à Fos-sur-Mer, le vote FN répond a priori à l'idée de désarroi pavillonnaire que soulignait Anne Lambert à propos de la mobilité résidentielle. Mobilité souvent perçue, au premier abord, comme une promotion sociale, mais qui aboutit à un déménagement dans un espace périurbain subi, car imposé par les ressources limitées des nouveaux propriétaires (Lambert, 2015, *op. cit.*). Pourtant, très peu de ces néo-propriétaires semblent exprimer un quelconque désarroi lorsqu'on discute avec eux de leur installation ici. Ils se montrent au contraire soulagés d'avoir quitté une ville perçue comme hostile.

de « banlieue ». À Grenay et Bully-les-Mines, l'individualisme apparaît ainsi subi. Les espaces de sociabilité, les estaminets, symboles d'une culture collective ouvrière, ont déserté ces endroits autrefois « urbains » qui sont devenus purement pavillonnaires en l'espace de 40 ans, et ont conduit à un repli progressif dans un individualisme qui n'est pas recherché par les habitants et dont ils sont nombreux à se plaindre. Ce sentiment d'abandon a été renforcé par l'affaiblissement des budgets municipaux, conséquence de la fermeture des pourvoyeurs locaux d'emploi et la réduction progressive de l'action sociale et culturelle des mairies de ces deux villes. Les autres vecteurs de lien social, eux aussi, ont disparu comme le montre l'effondrement du syndicalisme sur ces territoires. De plus, les quartiers des villes Pas-de-calaisiennes, composés de maisons de mineurs ne présentent pas les caractéristiques d'un quartier pavillonnaire tranquille. Les rues régies par un plan hippodamien facilitent la circulation des « intrus », les courses de mobylettes et le tapage nocturne. Le sentiment d'exclusivité, d'entre-soi et de sécurité y est donc plus faible que dans un quartier pavillonnaire classique et l'absence de petits commerces et la distance au centre-ville sont parfois mal vécues par certains électeurs FN.

Si le désarroi pavillonnaire est omniprésent dans le Pas-de-Calais, il n'est guère exprimé dans les quartiers périphériques de Fos-sur-Mer où les habitants ont fait le choix de l'éloignement du centre-ville, le choix de l'entre-soi, de l'exclusivité et de la tranquillité. Dans leurs propos il est difficile de cerner une quelconque déception tant ils se montrent satisfaits d'avoir accédé à la propriété, d'être à 30 minutes de leur travail en voiture, d'avoir des grands magasins à proximité, et de pouvoir s'occuper de leurs enfants dans un espace qui leur est paisible. Juger ainsi qu'il existe « naturellement » un désarroi pavillonnaire dans ces zones moins densément pourvues de lieux publics, sociaux et culturels c'est imposer la pensée de « l'homme urbain » à « l'homme du périurbain ». Ce dernier a le droit de ne pas être aussi intéressé par les sorties culturelles que l'habitant du centre-ville. Dire ainsi, comme le fait Christophe Guilluy (2014, *op. cit.*), que la France périphérique est marginalisée (et en désarroi) revient à imputer d'une part que le vote FN ne touche que les personnes en désarroi, d'autre part que les personnes du périurbain seront forcément confrontées à une forme de désillusion du pavillon, et pour finir que les pouvoirs publics sont responsables de ce désarroi. Pourtant, au fil des entretiens, nous avons été confronté à des habitants qui ignoraient les actions des mairies pour retisser du lien social et assumaient ne s'intéresser ni à ces actions, ni globalement aux actions culturelles à proximité. On remarque ainsi que le problème de l'anomie périurbaine n'est donc pas uniquement politique, c'est-à-dire issu d'une façon de construire physiquement ces périphéries comme un espace de l'entre-soi et d'un « calme » élevé au rang de valeur sociétale cardinale, mais également le reflet d'une société de plus en plus individualisée et individualiste dont une partie de la population rejette globalement les interactions avec le *xénos*.

Au travers de cette comparaison entre deux espaces périphériques pavillonnaires favorables au FN, nous affirmons qu'il est impossible d'homogénéiser le périphérique tant s'opposent une périphérie précaire dans le Pas-de-Calais et une autre habitée par des petits propriétaires dans les Bouches-du-Rhône. Néanmoins, la diversité et l'hétérogénéité des périphéries n'impliquent pas pour autant l'impossibilité de les décrire. Nous pensons ainsi que ces dernières doivent être étudiées

à l'aune des trois caractéristiques que nous avons énoncées, c'est-à-dire leur aspect morphologico-géographique, d'une part, leur structure sociale d'autre part, et enfin leur caractère symbolique. Étudier le vote FN dans ces espaces c'est donc s'intéresser aux configurations sociales, économiques, culturelles et symboliques qui sont à l'œuvre dans les périurbains et qui favorisent un vote Front national.

L'introuvable classe populaire

Étudiant des villes habitées par des « classes populaires », nous avons été confrontés tout au long de cette thèse à l'éclatement de ces dernières et du monde ouvrier. Jadis fortement identifiables et relativement homogènes, les classes populaires sont aujourd'hui multiples, fracturées, et parfois opposées¹⁷¹. Notre travail a ainsi été l'occasion de briser les représentations unifiées d'une classe populaire pavillonnaire en montrant notamment que de grandes variations existent tant dans le patrimoine, l'emploi et les répertoires culturels des classes populaires. L'appartenance à la classe populaire ne saurait donc aujourd'hui répondre à des caractéristiques purement sociologiques comme le niveau de revenu ou le type d'emploi. En effet, des ménages plutôt aisés financièrement présentent néanmoins les traits d'une appartenance à la classe populaire. On ne pourrait non plus utiliser la seule variable patrimoniale pour identifier la classe populaire tant nous avons observé des habitants locataires dans le Pas-de-Calais et d'autres qui étaient propriétaires dans les Bouches-du-Rhône. Ces oppositions font écho à la fragmentation des classes populaires que souligne Violaine Girard (2013, *op. cit.*, pp.183-215).

Les critères de définition des classes populaires doivent de ce fait évoluer pour rendre compte de l'éclatement de cette classe sociale. Des employés, des autoentrepreneurs, des petits patrons, des précaires, des CDI, des fonctionnaires de catégorie C ou B se retrouvent dans cette couche sociale. Plurale « techniquement », la classe populaire l'est également symboliquement. Dans le Pas-de-Calais, beaucoup d'habitants se considèrent comme ouvriers alors même qu'ils sont sans emploi ou petits patrons. Ils le font en écho à la culture ouvrière du territoire qui perdure comme identité malgré son dépérissement comme institution sociale. Dans les Bouches-du-Rhône en revanche, les habitants qui répondent aux critères de la classe populaire ne se labellisent jamais, ni ouvriers, ni « populaires » mais plutôt comme travailleurs, propriétaires, voire classes moyennes. Cette autoqualification permet de comprendre leur trajectoire de vie généralement ascendante et le lien qu'ils font entre propriété et accession à la classe moyenne.

À cette polysémie du concept de classe populaire, nous pouvons répondre par quelques invariants qui sont vrais sur les deux espaces que nous avons examinés. Tout d'abord, les classes populaires semblent se caractériser par un faible niveau de diplôme. La majorité des électeurs

¹⁷¹ Il est à remarquer que le concept d'ouvrier, que l'on serait tenté d'utiliser devant la polysémie du concept de « classe populaire » ne serait pas plus clair. Cette catégorie de regroupement est elle aussi polysémique et agrège des personnes qui n'ont parfois que peu de choses en commun (ouvrier de manutention, ouvrier de grande usine, ouvrier de PME...). C'est, *in fine*, une catégorie aussi peu homogène que la classe populaire dont le seul point commun est l'occupation d'un emploi manuel et/ou d'exécution. (Gougou, 2007 pp.15-20 ; 2015, pp.323-343).

populaires avec qui nous avons discuté possédaient un diplôme allant du CAP-BEP au BTS. Nous pourrions affirmer qu'à ce faible capital scolaire correspond généralement un faible capital culturel tant ceux-ci semblent peu intéressés par les activités culturelles locales¹⁷². Ensuite, c'est la position de dominé dans la hiérarchie sociale qui rassemble les personnes des classes populaires. Lorsqu'elles n'exercent pas des métiers à faible qualification, elles sont autoentrepreneurs ou chefs d'une TPE. Ces individus n'exercent jamais d'emploi impliquant la gestion et le contrôle de nombreux salariés. Le manque de temps libre lorsqu'ils travaillent, et leurs ressources financières limitées lorsqu'ils ne le font pas, les astreignent par ailleurs à une absence de volonté de participer activement à la vie politique. Les classes populaires se caractérisent pour finir par un éclatement et un très faible sentiment d'« identité collective ». Elles sont, dans les espaces pavillonnaires, très peu irriguées par l'esprit syndical. Les luttes pour l'emploi ne prennent jamais le sens d'une lutte des classes ou d'une lutte contre « le patronat » mais plutôt celle d'une défense d'intérêts individuels. C'est comme certains interviewés l'affirment « chacun pour soi »¹⁷³.

Les personnes des classes populaires votant FN se différencient de celles votant à gauche, en particulier dans le Pas-de-Calais, moins par des caractéristiques sociologiques que par des façons de pensées particulières, plus individuelles, peu ancrées dans l'histoire d'une lutte des ouvriers. Les « racines mémorielles » de ces électeurs du Front national semblent ainsi coupées et leurs discours sont très rarement teintés de nostalgie ou de perspective d'avenir à long terme. On peut considérer que les identités héritées d'un passé ouvrier « glorieux » transmis par les anciens sont largement moins fortes dans cet électorat qu'elles peuvent l'être dans un électorat plus marqué à gauche. L'identité des électeurs du Front national est ainsi « bricolée » sur la base d'un sentiment d'appartenance au monde ouvrier, mais sans volonté de lutte collective, et sur l'idée que seul le FN défend les « petites-gens » et les travailleurs alors que le PCF est aujourd'hui du côté des nantis.

L'étude du vote Front national dans les milieux populaires a ainsi un double intérêt. D'une part, elle permet de déconstruire l'idée que la classe populaire est généralement et également favorable à ce parti. D'autre part, et conséquemment, elle nous « condamne » à ne pas tomber dans la facilité d'une homogénéisation des classes populaires et nous invite à penser cette catégorie sociale comme étant hétérogène mais présentant néanmoins des caractéristiques permettant de la délimiter : à savoir une position subjective ou objective de dominé dans la hiérarchie sociale et un niveau d'études généralement plus faible que le reste de la population.

¹⁷² Néanmoins, nous n'avons pas eu l'opportunité de suffisamment approfondir les entretiens avec les électeurs du Front national pour discuter de leurs consommations culturelles individuelles. C'est l'observation de leurs lieux de vie qui permet d'émettre l'hypothèse d'une consommation de biens culturels individuels également faible.

¹⁷³ Le monde ouvrier, à l'image des classes populaires dont il fait partie est tout aussi éclaté. L'emploi ouvrier est aujourd'hui principalement concentré dans des petites structures où le syndicalisme est absent. La conscience collective ouvrière ne semble subsister que dans les grandes unités de production et dans les entreprises anciennement publiques (EDF, SNCF).

Les invariants du vote Front national

Le vote Front national est aujourd'hui complexe et présente des caractéristiques différentes, voire contradictoires, selon les milieux étudiés. L'approche combinée que nous avons utilisée entraîne d'ailleurs le risque de faire exploser les différences entre les électorats du Front national, chacune d'entre elles insistant en effet sur un trait caractéristique permettant de les distinguer. On serait ainsi tenté de parler d'une nouvelle volatilité sociologique de l'électorat frontiste ou d'aboutir à un nouveau relativisme consistant à dire qu'à chaque espace correspond un électorat frontiste particulier. Pourtant, les variations que nous avons observées restent circonscrites à un spectre sociologique défini. Ainsi, à titre d'exemple, les personnes disposants de hauts diplômes, ou membres de la haute administration restent aujourd'hui encore particulièrement réticents à un vote FN. Il serait ainsi réducteur d'insister sur la dichotomie de l'électorat FN sans rappeler par ailleurs les points communs à tous ces électeurs. Les invariants que nous décrivons dans ce travail tiennent, à ce propos, à des traditions disciplinaires différentes et nous constatons une immobilité sociologique, une régularité géographique, et une homogénéité psychologique. Ces points communs sont, depuis plus d'une vingtaine d'années stables et assurent la cohérence de l'électorat frontiste malgré leurs différences sociologiques. L'essor du vote FN a ainsi été, notamment en 2017, celui d'un renforcement de l'électorat de ce parti sur ses bases sociologiques.

Une sociologie populaire

Si l'on étudie l'électorat Front national sous l'angle statistique comme nous l'avons fait dans le chapitre V, on remarque que le vote FN concerne principalement des classes populaires, c'est-à-dire des employés, des ouvriers, des fonctionnaires de catégorie B et C, tous ayant un niveau de diplôme plutôt faible. L'éducation - le niveau d'étude - semble ainsi être la principale variable de ce vote et il revient au sociologue de se poser la question suivante : Pourquoi les individus ayant des niveaux de diplômes plutôt faibles votent-ils davantage pour le Front national que les autres ? Les électeurs FN sont en effet très peu nombreux à fréquenter le monde universitaire, réputé ouvrir sur l'extérieur et permettre la confrontation des étudiants à des idées politiques et des institutions sociales différentes des leurs. Si ce vote est omniprésent chez les personnes ayant un faible niveau d'études, c'est en partie parce qu'ils ne partagent pas le même genre de valeurs avec ceux qui ont fait davantage d'études. Ainsi, il se produit une ségrégation entre le jeune citoyen travailleur disposant d'un baccalauréat ou d'un CAP et celui qui a pu faire de longues études et qui dispose ainsi de meilleures connaissances et des outils de réflexion politique plus sophistiqués. Cette ségrégation est, à notre avis, en partie la conséquence d'un système éducatif auquel ne sont pas intégrés suffisamment d'enseignements politiques ou philosophiques, enseignements qui permettraient une prise de recul, le développement d'un esprit critique et la remise en question d'opinions, de valeurs et de conceptions.

Une localisation périphérique

Le vote Front national est bien plus présent dans les périphéries que dans les grands centres urbains. Dans ces villes, à la fois périphériques et populaires, le vote FN est aussi toujours plus faible au centre-ville que dans les quartiers pavillonnaires extérieurs. Cette spatialisation du vote Front national est premièrement la résultante d'une localisation des classes populaires dans les extérieurs de ces villes. Néanmoins, cette localisation n'est pas la seule cause du vote Front national et notre travail nous a conduit à nous interroger sur le lien entre espace et vote. En effet, on pourrait intuitivement penser que le vote FN est plus faible dans les espaces périphériques équilibrés au niveau de l'habitat, des services et de la vie culturelle locale, à l'inverse des quartiers pavillonnaires d'ortoirs actuels. Une telle relation bien que tout à fait pertinente de manière générale, doit néanmoins être pondérée par l'observation que nous avons effectuée sur le terrain.

Les villes que nous étudions ont en effet mis en place une offre culturelle et associative se caractérisant par une volonté de promouvoir le secteur associatif et le vivre-ensemble dans la cité. Si certaines communes comme Port-de-Bouc s'attaquent frontalement à cette question du vivre ensemble en proposant des activités intégratrices, d'autres comme Fos-sur-Mer et Bully-les-Mines axent leurs efforts sur une offre d'activité généreuse et tous azimuts. Nous avons pu observer qu'il existait ainsi une volonté d'intégrer les habitants à la vie municipale sous différentes formes, mais que cet effet s'estompait avec la distance aux relais municipaux sur le territoire. De ce fait, les quartiers extérieurs étaient ceux où les personnes déclaraient le moins participer ou connaître l'activité municipale, associative et culturelle locale. Néanmoins, ce manque de connaissance et de participation n'est pas uniquement la conséquence d'un manque d'intérêt des municipalités pour ces quartiers mais également celle d'une volonté de non-participation d'une partie des habitants de ces quartiers à ces activités, surtout lorsqu'il s'agit d'électeurs frontistes. De ce fait, les politiques de re-participation notamment à Bully-les-Mines via la mise en place de conseils de quartier semblaient fortement limités dans leurs impacts.

Se pose également la question du rôle de l'État et des politiques de valorisation de l'accession à la propriété dans la montée du vote Front national. Ces politiques ont en effet eu pour ambition de rendre l'accession à la propriété possible à des classes populaires parfois précaires. Pourtant, comme le montre Pierre Bourdieu (1990), l'accession à la propriété induit un rapprochement des néo-proprétaires vers des thématiques chères à la droite. Cette accession, souvent par le biais d'une construction de maison dans une périphérie éloignée, car peu coûteuse, a parfois été source de frustrations et d'endettement financier à long terme dans les classes populaires. Le marasme économique persistant depuis 2008 a certainement contribué à faire réémerger ces problématiques financières chez de nombreux propriétaires précaires. Cette frustration a ainsi pu conduire au vote FN des personnes qui, bien qu'ayant accédé à la propriété, sont encore tiraillées entre l'envie d'appartenir à la classe moyenne et des difficultés budgétaires les enfermant dans les classes populaires.

Un *individualisme pessimiste*

Les électeurs frontistes se distinguent des autres par une volonté d'entre-soi et de tranquillité bien plus assumée. Là où la distance au centre-ville est régulièrement problématique pour les électeurs de gauche, ce n'est que rarement le cas chez les électeurs frontistes qui affirment souvent ne pas s'intéresser à la vie locale et aux activités associativo-culturelles de la mairie¹⁷⁴. Les interactions amicales et occasionnelles se caractérisent dans ces quartiers par leur absence. On déclare ne discuter que très peu avec ses voisins qu'on « connaît de vue » et avec lesquels « on se dit bonjour »¹⁷⁵. Globalement, les habitants de ces quartiers préfèrent les interactions avec les membres de leur famille, proche ou lointaine. Les principaux sujets de discussion entre voisins concernent la sécurité du quartier ou l'action de la mairie. Ainsi lorsqu'un cambriolage ou un vol a lieu on échange entre voisins pour savoir qui a été visité. De ce fait, les principales informations et le principal sujet d'interaction dans le voisinage restent « négatifs », ce qui contribue à renforcer le sentiment d'isolement, d'insécurité et d'absence d'intérêt des pouvoirs publics dans le quartier. Enfin, les électeurs FN ont tendance à délaisser le centre-ville, même pour faire les courses, et privilégient les centres commerciaux proches, ce qui contribue également à réduire les interactions avec les autres habitants de leur ville.

De plus, les électeurs du Front national se différencient de leurs voisins aux caractéristiques sociologiques identiques mais aux votes différents par une vision du monde particulièrement pessimiste. Si les électeurs de gauche et du FN ont une même vision de la sécurité, de la délinquance et des incivilités du quotidien, les électeurs FN font de l'insécurité générale le principal problème du pays. L'immigration, le terrorisme, l'islamisme, les crimes et délits divers sont ainsi au cœur de leurs préoccupations. Le discours sécuritaire de Marine Le Pen trouve chez eux un écho particulièrement favorable et constitue une des raisons de voter pour le Front national. Dans leurs quartiers en revanche ils considèrent généralement la délinquance et les incivilités comme rares et n'y prêtent que peu d'attention. Il existe ainsi un décalage cognitif entre *insécurité vécue* et *insécurité pensée* chez les électeurs frontistes. L'insécurité sur laquelle ils basent leur vote Front national (trop d'immigrés, terrorisme, islamisme) n'a jamais été vécue ni observée par eux. La conjonction de cet individualisme, et de cette vision du monde pessimiste nous permet de parler d'*individualisme pessimiste*, c'est-à-dire d'une version « dégradée » de l'individualisme contemporain chez certains citoyens. Cet individualisme pessimiste induit chez les électeurs frontistes une méfiance vis-à-vis de l'extérieur, méfiance renforcée par le peu de liens qu'ils ont en dehors de leur cercle amical et par les messages qui leur sont transmis par les médias.

Le décalage important entre réalité et pensée nous amène à réfléchir sur le rôle des médias sur son auditoire. Il ne s'agit pas pour nous de nier la situation sécuritaire ou terroriste actuelle mais de questionner les raisons de voter FN chez ces personnes qui ne vivent jamais les causes qu'ils mobilisent pour justifier leur choix politique (délinquance, confrontations avec les immigrés, attentats...). Les médias, et au premier titre la télévision et les réseaux sociaux sont, par leur

¹⁷⁴ Ce qui implique une inefficacité des mesures de lien social mises en place par les différentes mairies.

¹⁷⁵ C'est également le cas dans les grandes villes où très peu d'habitants connaissent leurs voisins de palier.

traitement de l'évènement comme seule information, responsables d'un climat marqué par l'immédiateté et la succession infinie de drames plus ou moins grands. L'histoire, les dynamiques, sont jugées par les chaînes d'informations continues trop « molles » et sont remplacées par un traitement de l'évènement, de l'émotion, de l'instinctif, qui empêchent toutes prises de recul et toute réflexion. Le lien entre le niveau d'études - généralement assez faible - des électeurs FN, et l'importance qu'ils donnent aux événements et aux informations transmises par les chaînes d'actualités en continu et les réseaux sociaux (où ils « likent » des pages d'extrême droite, de désinformation, ou complotiste) démontrent que ces derniers n'ont à leur disposition que peu d'armes conceptuelles pour analyser et réfléchir aux informations dont ils sont les spectateurs.

En prenant en compte ces différentes facettes du vote FN, on réalise que les causes de ce vote constituent un jeu imbriqué, un « nested game », à l'image des explications du vote que nous abordions dans le premier chapitre. Néanmoins, cet électorat présente des caractéristiques identifiables et le Front national ne fait pas une percée dans n'importe quels territoires mais dans des lieux aux caractéristiques spécifiques. Ces lieux présentent les trois caractéristiques que nous avons abordées, à savoir une périphéricité vécue ou réelle, un niveau scolaire général plutôt faible, et un individualisme pessimiste entraînant par ailleurs un désintéressement à la politique. Ce désintérêt n'est néanmoins pas le seul apanage des électeurs frontistes et semble de plus en plus présent chez les citoyens. Il se manifeste par la recherche infructueuse d'un homme providentiel, catéchonte impossible, et par une désillusion toujours plus forte, toujours plus précoce, après chaque élection présidentielle.

Les deux corps du Front national

Notre travail comparatif, multi-échelles et ethnographique, a mis à jour un Front national double. Cette dualité de l'électorat frontiste a été abordée, au travers de cette méthode, comme une diversité rationalisée présentant des caractéristiques identifiables. Le parti de Marine Le Pen repose ainsi sur deux corps sociologiques différents, au point même que nous avons parfois eu le sentiment qu'il existait bien deux partis, ou plutôt que ce parti semblait répondre à deux visions de la société parfois opposées et contradictoires. Cette dichotomie n'est pas seulement une « opposition » sociologique mais également idéologique entre un « front du Nord » et un « front du Sud ».

Les deux classes populaires du Front national

L'électeur frontiste du Nord est sociologiquement différent de celui du Sud et l'interclassisme du vote FN tel qu'il est présenté dans les études portant sur l'ensemble du territoire français est loin d'être aussi fort lorsqu'on étudie des territoires particuliers. Il est possible d'opposer un électorat, fortement populaire, précaire et globalement homogène dans le Pas-de-Calais à un électorat buccorhodanien qui est lui plus divers et globalement plus aisé. Le vote FN est dans le Pas-de-Calais celui d'un désarroi économique et social, véritable sentiment d'abandon

qui répond à la désindustrialisation de ces territoires. Dans les Bouches-du-Rhône, le vote frontiste, est celui de classes populaires en quête de respectabilité et voulant accéder à la classe moyenne. Propriétaires, ils sont néanmoins souvent limités en ressources économiques, ce qui explique leur installation dans des communes périurbaines comme Fos-sur-Mer plutôt qu'autour d'Aix-en-Provence. N'appartenant pas tout à fait aux classes moyennes, ils craignent de retourner dans la classe populaire et se plaignent régulièrement des taxes, des impôts et des personnes qui en bénéficient¹⁷⁶.

Il faut souligner que toutes les classes populaires ne sont pas favorables au Front national, et il nous revient de pondérer les conclusions de Pascal Perrineau à propos d'un nouveau clivage de classe (Perrineau, 2017, *op. cit.*). D'une part, comme nous venons de le montrer, les classes populaires votant FN sont hétérogènes selon les espaces. D'autre part, une grande partie de ces classes populaires, dans les cités et les centres-villes, même si elles présentent des attributs ouvriers, sont défavorables au Front national et préfèrent voter pour Jean-Luc Mélenchon, c'est en particulier le cas dans la ville de Port-de-Bouc où les cités populaires donnent un score massif au candidat de la France insoumise.

Les deux géographies du Front national

Dès les années 2000, il a été possible d'identifier deux espaces réagissant de façon opposée au vote Front national. D'une part, on distinguait l'Ouest français qui lui semblait particulièrement réticent, et l'Est où il réalisait tous ses meilleurs scores. D'autre part, il était également possible de distinguer l'urbain défavorable au Front national du périurbain où il obtenait un écho soutenu. Néanmoins, au sein des territoires périurbains de cette partie Est de la France, il est également possible d'opposer deux géographies du vote frontiste. Si les électeurs du FN sont des habitants de villes périurbaines et périphériques, les quartiers où ils habitent, bien que situés eux-mêmes dans la périphérie de ces dites villes, sont clairement différents. Dans le Pas-de-Calais, la périphérie des habitants du FN est à la fois géographique et sociale. Ces électeurs, souvent nés dans leur ville, vivent dans des quartiers où les commerces, autrefois nombreux, ont totalement disparu et dans lesquels la vie associative et culturelle a moins d'écho. Ce périurbain est largement « subi », les habitants, bénéficiant d'un loyer très faible, n'ont pas les ressources financières pour quitter des cités minières devenues logements sociaux. La périphérie qui vote FN regroupe ainsi tous les quartiers populaires de la ville, quartiers qui servent par ailleurs d'espace de relégation pour ceux que les habitants appellent « les cas sociaux » et qui proviennent des grandes villes voisines.

À ce périurbain « subi » s'oppose une périphérie géographique plus « huppée » dans les Bouches-du-Rhône. Les personnes vivant dans les quartiers extérieurs et pavillonnaires sont les plus aisées de la ville. Ces habitants sont ainsi plus riches et mieux dotés en patrimoine que les

¹⁷⁶ Lorsqu'on analyse les raisons de voter des électors de ces deux espaces, on peut observer que l'électorat FN des Bouches-du-Rhône, c'est-à-dire les classes populaires respectables, vote souvent FN afin de dénoncer l'assistanat trop présent en France. Dans le Pas-de-Calais, ce sont les classes prolétaires, souvent chômeurs et bénéficiant des minimas sociaux, qui votent pour le Front national, tout en étant une des causes du vote FN des électeurs buccorhodaniens.

personnes habitant le centre-ville. Malgré tout, ces habitants n'ont pas pleinement choisi le lieu de résidence. Ils ont été « contraints » dans leur choix par leur budget limité et se sont installés dans des villes incarnant certes une forme de promotion sociale (accession à la propriété) mais aux inconvénients certains : pollution particulièrement présente à Fos-sur-Mer et mauvaise réputation sécuritaire à Port-de-Bouc. On pourra parler ici de périurbain « contraint », c'est-à-dire un espace se situant entre le périurbain pleinement choisi de la banlieue aixoise et le périurbain pleinement subi des villes minières du Pas-de-Calais.

Les deux idéologies du Front national

Idéologiquement, comme nous l'avons affirmé plus tôt, il existe des invariants à ces deux électorats : un rejet plus ou moins fort de l'immigration, le ras-le-bol des politiques en tant que personnes mais souvent également « du politique » en tant que monde, une envie d'être tranquilles, en sécurité, et d'avoir un leader ferme à la tête du pays. Ces deux électorats n'ont aucune volonté de s'investir davantage en politique que par leur simple acte de vote et ne participent jamais aux initiatives de démocratie locale présentes dans leurs quartiers. Leur participation, tout comme leur vote FN sont d'ailleurs souvent intermittents.

Au-delà de ce socle idéologique commun, tout semble opposer l'idéologie des électeurs FN du Nord et du Sud. Ainsi, alors que les électeurs FN du Pas-de-Calais sont favorables à un État-providence redistributeur et à une augmentation du salaire minimum, ceux des Bouches-du-Rhône présentent des caractéristiques parfaitement semblables aux électeurs de la droite classique. Ils sont ainsi favorables à une baisse des impôts, à un désengagement de l'État des affaires économiques par une baisse des charges sur les entreprises, une simplification de la vie de ces dernières et la fin de l'assistanat. De même, là où les électeurs frontistes de Grenay et Bully-les-Mines se plaignent parfois du manque de lien social dans leur ville et du caractère « mort » de leurs quartiers, leurs cousins du sud font le choix de vivre dans ces quartiers pavillonnaires pour leur tranquillité.

À cette opposition programmatique s'associe une opposition « philosophique ». En effet, les deux électorats du Front national se caractérisent par des décalages cognitifs comparables mais différents. L'individualisme contemporain est en effet subi et clairement mal vécu dans le Pas-de-Calais. Les habitants du bassin minier ont dû en une génération « bricoler » un système de valeurs censé se substituer aux identités collectives ouvrières qui ont disparu. Les habitants sont aujourd'hui confrontés à un décalage entre un modèle basé sur la réussite individuelle et une structure socio-économique délabrée. Il y a ainsi un clivage entre l'ancien paradigme culturel ouvrier et collectif et qui s'incarnait dans les estaminets, les syndicats, les messes, et la réalité actuelle d'un territoire sans référentiel collectif, les syndicats et lieux de sociabilisation ayant disparu. Une culture actuelle, largement moins intégratrice voit prédominer un nouveau paradigme basé sur la réussite individuelle. Ce changement paradigmatique a eu lieu en l'espace d'une génération et c'est ainsi le concept de « crise » tel que formulé par René Thom, qui doit être utilisé pour parler de ces espaces

(Thom, 1976, pp.34-38)¹⁷⁷. La crise actuelle du bassin minier est ainsi un moment d'instabilité où se confrontent les vestiges d'une culture du collectif et l'essor de l'individualisme de masse. Ce changement de paradigme, cette crise sociétale, associée à la précarité des habitants du Pas-de-Calais et au sentiment d'abandon des pouvoirs publics constituent une partie des causes de l'essor rapide du Front national sur un territoire autrefois ancré à gauche.

En revanche, le vote Front national n'est pas dans les départements méditerranéens la réponse à un problème d'identité collective aujourd'hui disparue. Il n'y a pas eu dans les espaces pavillonnaires méditerranéens un chassé-croisé entre vote PCF et vote FN. L'individualisme familial est assumé chez les électeurs du sud et ce n'est pas dans cet individualisme que l'on trouve un clivage cognitif. L'absence d'activité dans le quartier est vue de façon positive et entraîne un calme salubre pour ces nouveaux habitants. Ces quartiers périurbains présentent les caractéristiques mises en avant par Céline Loudier-Malgouyres et reposent sur la quête de l'exclusivité et du calme. On trouve néanmoins dans cet espace un décalage entre la volonté d'appartenir à une classe moyenne, c'est-à-dire l'élévation dans la hiérarchie sociale, et l'insécurité économique provoquée par les crédits contractés lors de l'achat d'une maison. S'ajoute à cela la peur de voir des populations immigrées s'installer et rendre le quartier « dangereux », d'où la volonté de préservation du quartier comme lieu d'exclusivité et, plus généralement, d'un système culturel « chrétien » qui apparaît menacé alors même que les minorités maghrébines sont peu présentes dans les quartiers de ces électeurs. À cette volonté identitaire s'adjoint une volonté de sécurité d'autant plus forte que le quartier n'est pas exposé à la délinquance mais n'est pas si loin d'un quartier plus populaire. L'immobilité issue de la propriété d'une maison devient ainsi, dans ces zones, à la fois un objectif tenant à la respectabilité et une peur induite par le fait d'être « fixé » dans un quartier aux contraintes importantes et dont on a peur qu'il se dégrade.

Un Front national à deux têtes ?

Le Front national a la particularité d'avoir réussi à réunir dans un même vote des populations contradictoires, voire opposées. Par son discours axé sur l'immigration, la sécurité, et le rejet des élites, Marine Le Pen parvient à toucher une grande partie des classes populaires, malgré la diversité de ces dernières. Ainsi, tant les classes populaires *respectables* des Bouches-du-Rhône que les classes populaires précaires du Pas-de-Calais se retrouvent dans un vote Front national bien que, par ailleurs, les secondes soient une des raisons de voter FN des premières. Le point commun de ces deux électorats réside dans la peur du déclassement qui affecte tant les classes populaires *respectables* du Sud que les classes populaires précaires du Nord qui craignent de devenir comme les « cas sociaux » qu'ils voient arriver des villes alentour. Marine Le Pen, en réunissant des populations si différentes, a réussi un pari risqué, que peu de partis politiques ont tenu.

¹⁷⁷ René Thom définit le concept de crise comme un état transitoire entre deux moments de stabilité. La crise va soit se dégrader en catastrophe, soit évoluer vers un nouvel état d'équilibre (Thom, 1976, p.35). En ce sens, la crise qui touche les deux villes du Pas-de-Calais est un état transitoire où disparaît l'ancien paradigme collectif et où s'implante le paradigme contemporain individualiste. L'état de stabilité sera retrouvé quand l'ancien paradigme aura disparu.

À ces électorats contradictoires répondent des représentants frontistes aux idées politiques différentes. Le Front national, et ce n'est pas une nouveauté, fait face en son sein à des oppositions, des dichotomies importantes. Dans les années 1980, pouvaient s'opposer les électeurs royalistes et les nationalistes républicains. Cette opposition subsiste toujours (les catholiques traditionalistes, notamment officiers de l'armée, sont en grande partie acquis au Front national), néanmoins c'est ailleurs, autour d'un autre dédoublement, que se joue aujourd'hui le défi du Front national. Ainsi, tout comme il est possible de distinguer un électorat frontiste social dans le Pas-de-Calais et un électorat libéral dans les Bouches-du-Rhône, les représentants du Front national sont eux aussi confrontés à la même séparation. Les représentants FN du nord tel que Marine Le Pen et Florian Philippot se focalisent sur les questions économiques et européennes alors que ceux du sud, Gilbert Collard, Marion Maréchal Le Pen ou encore Robert Ménard appuient fortement sur les thématiques identitaires et culturelles (entendre par là : protection de la civilisation européenne). Il est ainsi difficile de ne pas voir de contradictions entre le programme du FN dans le Pas-de-Calais qui prône l'augmentation du SMIC et celui des Bouches-du-Rhône qui prône la recherche d'une compétitivité par la baisse des impôts. Ces oppositions programmatiques entraînent inévitablement des dissonances dans les discours et des concurrences dans l'appareil du parti.

L'accession de Marine Le Pen à la présidence du parti, et sa focalisation sur les thématiques économiques et européennes ont réveillé les oppositions latentes au sein du parti et entraîné l'émergence de deux cultures politiques divergentes au sein du Front national. Ces deux cultures, contradictoires, seront peut-être en conflit dans les années à venir, en effet des huit députés du FN, quatre viennent des départements du nord, et les quatre autres du sud. Les tensions récentes puis la rupture entre Marine Le Pen, cherchant à contenter toutes les tendances de son parti, et Florian Philippot, partisan d'une vision plus économique du programme et désigné responsable de l'échec du Front national en 2017 par les élus du sud, sont les symptômes de cette opposition.

L'existence de contradictions au sein de l'extrême droite n'est néanmoins pas propre à la France et on peut retrouver d'autres dichotomies dans les extrêmes droites d'autres pays. Ainsi, aux États-Unis, l'ancienne extrême droite sudiste et raciste est confrontée à une nouvelle extrême droite : l'Alt-Right. Toutes deux ont massivement soutenu Donald Trump. Ces deux extrêmes droites se sont par ailleurs confrontées, dans ce vote, à la droite conservatrice classique des États-Unis. Au Royaume-Uni, le British National Party et UKIP ont également été en concurrence pour incarner non seulement le leadership au sein de l'extrême droite du pays, mais aussi pour redéfinir le message dominant de cette tendance politique. Ces nouvelles oppositions qui émergent dans les extrêmes droites de nombreux pays vont certainement renouveler l'étude de ces mouvements et montrer les changements paradigmatiques qu'ils supposent dans leurs organisations.

Finalement, au travers du modèle que nous avons mis en œuvre, nous pensons que la science politique peut apporter quelque chose de neuf à la compréhension des phénomènes sociaux. La conjonction de la science politique et d'autres disciplines est à notre sens, le principal défi qui attend les chercheurs dans les prochaines années. Les modèles pluri-méthodes tels que le nôtre pourront ainsi être mis en œuvre et vérifiés à propos d'autres partis politiques ou d'autres comportements politiques.

Bibliographie

Ressources méthodologiques

Alonzo Philippe, *Initiation à la statistique descriptive en sciences sociales*, Paris, Vuibert, 2006, 195 p.

Badie Bertrand et Hermet Guy, *La politique comparée*, Paris, Colin, coll. « Collection U : droit et science politique », 2001, 316 p.

Beaud Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique » », *Politix*, vol. 9, n° 35, 1996, p. 226–257.

Blanchet Alain et Gotman Anne, *L'entretien*, Paris, Armand Colin, 2013, 128 p.

Blatter Joachim, Haverland M. et Hulst Merlijn J. van (dir.), *Qualitative research in political science*, London, Sage Publications, coll. « Sage library of political science », 2016, 4 p.

Bressoux Pascal, *Modélisation statistique appliquée aux sciences sociales*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

Bressoux Pascal, Coustère Paul et Leroy-Audouin Christine, « Les modèles multiniveau dans l'analyse écologique : le cas de la recherche en éducation », *Revue française de sociologie*, n° 38, 1997, p. 67–96.

Carricano Manu, Bertrandias Laurent et Poujol Fanny, *Analyse de données avec SPSS®*, Paris, Pearson Education, 2010.

Cayrol Roland, *Opinion, sondages et démocratie*, Paris, Presses de Sciences po, 2011.

Courgeau Daniel et Baccaïni Brigitte, « Analyse multi-niveaux en sciences sociales », *Population (French Edition)*, 1997, p. 831–863.

Desrosières Alain et Thévenot Laurent, *Les catégories socioprofessionnelles*, 5.éd., Paris, La Découverte, coll. « Collection Repères », n° 62, 1988, 122 p.

Duchesne Sophie, Haegel Florence et Singly François de, *L'entretien collectif*, Paris, A. Colin, 2010.

Dupoirier Elisabeth, Parodi Jean-Luc, *Les indicateurs socio-politiques aujourd'hui actes du colloque, [Paris], janvier 1996*, Paris, L'Harmattan, 1997, 364 p.

Durkheim Émile, *Les règles de la méthode sociologique*, Nouv. éd., Paris, Flammarion, coll. « Champs », n° 879, 1894, 254 p.

Freedman David A., « Ecological Inference and the Ecological Fallacy », dans *The international encyclopedia of the Social & Behavioral sciences*, Berkeley, 1999, p. 7.

Ghewy Pierre et Salerno Francis, *Guide pratique de l'analyse de données avec applications sous IBM SPSS Statistics et Excel : questionnez, analysez... et décidez !*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

Gombin Joël, « Analyse écologique, modèles multi-niveaux et sociologie électorale », 2009.

Howell David C, Yzerbyt Vincent et Bestgen Yves, *Méthodes statistiques en sciences humaines*, Bruxelles, De Boeck, 2008.

INSEE, *Définitions*, <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definitions>

INSEE, *Recensement de la population - La précision des résultats du recensement*, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/2383177/fiche-precision.pdf>

INSEE, *Statistiques ethniques*, <https://www.insee.fr/fr/information/2108548>

Jones K., Johnston R. J. et Pattie C. J., «People, Places and Regions: Exploring the Use of Multi-Level Modelling in the Analysis of Electoral Data », *British Journal of Political Science*, vol. 22, n° 03, juillet 1992, p. 343.

Jones Martin, Jones Rhys et Woods Michael, *An introduction to political geography: space, place and politics*, London; New York, Routledge, 2004.

Lambert Nicolas et Zanin Christine, *Manuel de cartographie : principes, méthodes, applications*, Paris, Armand Colin, 2016.

Lassave Pierre, *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, coll. « Socio-logiques », 1997, 398 p.

Lavallée Pierre et Rivest Louis-Paul, *Méthodes d'enquêtes et sondages : pratiques européenne et nord-américaine*, Paris, Dunod, 2006.

Lebaron Frédéric, *L'enquête quantitative en sciences sociales : recueil et analyse des données*, Paris, Dunod, coll. « Psycho sup. Psychologie sociale », 2006, 182 p.

Lévy Jacques et Lussault Michel, *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Belin, 2003, 1033 p.

Magioglou Thalia, «L'entretien non directif comme modèle générique d'interactions », *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, n° 78, 2008, p. 51–65.

Martin Olivier et Singly François de, *L'analyse de données quantitatives*, [Paris], A. Colin, 2005.

Mialaret Gaston, *Statistiques appliquées aux sciences humaines*, 1re éd., Paris, Presses universitaires de France, coll. « PUF Fondamental », 1991, 412 p.

Pétry François et Gélinau François, *Guide pratique d'introduction à la régression en sciences sociales*, Laval, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Méthodes des Sciences Humaines », 2009, 219 p.

Pierru Emmanuel et Spire Alexis, «Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles », *Revue française de science politique*, vol. 58, n° 3, 2008, p. 457.

Prescott John R. V., «The Function and Methods of Electoral Geography », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 49, n° 3, 1959, p. 296-304.

Raoul Bruno, «Un travail d'enquête à l'épreuve du terrain ou "l'expérience de terrain" comme relation en tension », *Etudes de communication*, n° 25, 1 décembre 2002, p. 87-103.

Richard-Zappela Jeannine, « Mobilisation de l'opinion publique par les sondages », *Mots*, vol. 23, n° 1, 1990, p. 60-75.

Seiler Daniel-Louis, *La méthode comparative en science politique*, Paris, Colin, coll. « Collection U », 2004, 266 p.

Singly François de, *Le questionnaire*, Paris, Armand Colin, 2012, 128 p.

Statsoft, *Régression Multiple*, <http://www.statsoft.fr/concepts-statistiques/glossaire/r/regression-multiple.html>

Statsoft, *Significativité Statistique*, <http://www.statsoft.fr/concepts-statistiques/glossaire/s/significativite.html>

Van Campenhoudt Luc et Quivy Raymond, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, 2011, 284 p.

Ressources de Science politique et de géographie électorale

- Achterberg P., «Class Voting in the New Political Culture: Economic, Cultural and Environmental Voting in 20 Western Countries », *International Sociology*, vol. 21, n° 2, 1 mars 2006, p. 237-261.
- Achterberg P. H. J., Houtman Dick et Waal Jeroen van der, «Class Is Not Dead – It Has Been Buried Alive - Class Voting and Cultural Voting in Postwar Western Societies (1956-1990)», *Politics & Society*, vol. 35, n° 3, 2007, p. 1-24.
- Agnew John, «Mapping Politics : How context counts in electoral geography», *Political Geography*, vol. 15, n° 2, 1996, p. 129- 146.
- Alan Walks W., «City-Suburban Electoral Polarization in Great Britain», *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 30, n° 4, 2005, p. 500- 517.
- Alford Robert R., *Party and society; the Anglo-American democracies*, Westport, Conn, Greenwood Press, 1973, 396 p.
- Alidières Bernard, « Du Sentiment d'insécurité au Frisson de l'émeute : Sébastien Roché face aux représentations dominantes en France », *Hérodote*, vol. 130, n° 3, 2008, p. 209.
- Almy Timothy A., «Residential Location and Electoral Cohesion: The Pattern of Urban Political Conflict», *The American Political Science Review*, vol. 67, n° 3, septembre 1973, p. 914.
- Andersen Robert et Heath Anthony, «Class matters: the persisting effects of contextual social class on individual voting in Britain, 1964–97 », *European Sociological Review*, vol. 18, n° 2, 2002, p. 125–138.
- Andersen Robert et Heath Anthony, «Social Class and Voting: A Multi-Level Analysis of Individual And Constituency Differences », *CREST*, 2000, p. 1-37.
- Anderson Nels, *The Hobo: the sociology of the homeless man ; a study prepared for the Chicago council of social agencies under the direction of the committee on homeless men*, Nachdruck d. Ausg. 1923., Mansfield Centre, Conn, Martino Publ, 1923, 296 p.
- Aucante Yohann, Dézé Alexandre et Sauger Nicolas, *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales : le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 454 p.
- Audemard Julien, « De quoi le contexte est-il le nom ? : Critique de l'usage de la notion de contexte en sociologie électorale », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 2, 2017, p. 271.
- Audemard Julien et Gouard David, « Le bureau de vote, objet et terrain d'enquêtes électorales », n° 44, 2016, p. 5-19.
- Audemard Julien et Gouard David, « La participation électorale au prisme de la variable ethnique. Premiers résultats et perspectives de recherche », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 22, n° 1, 2015, p. 83.
- Balme Richard, Belot Céline et Rozenberg Olivier, « 14. À quoi jouent les mobiles ? », *Chroniques électorales*, 2004, p. 325–349.
- Beaud Stéphane, Confavreux Joseph et Lindgaard Jade (dir.), *La France invisible*, Paris, Découverte, 2006, 647 p.
- Beauguitte Laurent et Colange Céline, *Analyser les comportements électoraux `a l'échelle du bureau de vote*, Mémoire scientifique, ANR Cartelec, 2013, 85 p.
- Berelson Bernard R., *Voting: A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, University of Chicago Press, 1954, 415 p.

- Besnard Philippe, « L'électeur français en questions, textes réunis par Daniel Boy et Nonna Mayer », *Revue française de sociologie*, vol. 33, n° 4, 1992, p. 680-682.
- Blondiaux Loïc, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? : Retour critique sur un concept classique de la science politique », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, 2007, p. 759-774.
- Blondiaux Loïc, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, vol. 46, n° 5, 1996, p. 753-791.
- Bois Paul, *Paysans de l'Onest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Thèse de doctorat es lettres, 1960.
- Bord Jean-Paul, « Cartographie, géographie et propagande : De quelques cas dans l'Europe de l'après-guerre », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 80, n° 4, 2003, p. 15.
- Boudon Raymond, « Théorie du choix rationnel ou individualisme méthodologique ? », *Sociologie et sociétés*, vol. 34, n° 1, 2002, p. 9.
- Boudon Raymond, « Le "paradoxe du vote" et la théorie de la rationalité », *Revue française de sociologie*, 1997, p. 217-227.
- Bourdieu Pierre, *La distinction critique sociale du jugement*, Paris, Éd. de Minuit, 1979, 672 p.
- Bourdieu Pierre, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 24, n° 1, 1978, p. 2-22.
- Bourdieu Pierre, « Le sens de la propriété [La genèse sociale des systèmes de préférences] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, vol. 81, n° 1, 1990, pp.52-64.
- Boy Daniel, « Système politique et mobilité sociale », *Revue française de science politique*, vol. 30, n° 5, 1980, p. 925-958.
- Boy Daniel, Mayer Nonna, Centre d'étude de la vie politique française (Paris, France) et SOFRES (Society) (dir.), *L'Electeur français en questions*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Références », n° 22, 1990, 249 p.
- Braconnier Céline, « Ce que le terrain peut faire à l'analyse des votes », *Politix*, vol. 100, n° 4, 2012, p. 99.
- Braconnier Céline, « Le vote et l'abstention en temps de crise », *Savoir/Agir*, vol. 13, n° 3, 2010, p. 57-64.
- Braconnier Céline et Dormagen Jean-Yves, « Le vote dans les périphéries urbaines. Constantes et évolutions », *Savoir/Agir*, vol. 1, n° 1, 2007, p. 65-77.
- Braconnier Céline et Dormagen Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio/Actuel », n° 129, 2007, 460 p.
- Braconnier Céline et Lehingue Patrick, *Une autre sociologie du vote, les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Cergy-Pontoise ; [Paris], Université de Cergy-Pontoise, Laboratoire d'études juridiques et politiques ; Lextenso éd., 2010.
- Braconnier Céline et Mayer Nonna (dir.), *Les inaudibles : sociologie politique des précaires*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Fait politique », 2015, 291 p.
- Brechon Pierre, *Les partis politiques français*, Paris, La Documentation française, 2011, 216 p.
- Brechon Pierre, Laurent Annie et Perrineau Pascal, *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 2000, 428 p.

- Buléon Pascal, « Géographie des comportements électoraux et Géographie sociale », *Géographie sociale*, n° 7, 1988, p. 47-60.
- Bussi Michel, « Hervé Le Bras, Une autre France », *Revue française de science politique*, vol. 53, n° 1, 2003, p. 167-169.
- Bussi Michel, « Pour une approche comparative des élections », *Espace, populations, sociétés*, vol. 21, n° 3, 2003, p. 427-441.
- Bussi Michel, *Eléments de géographie électorale : à travers l'exemple de la France de l'Ouest*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen, coll. « Collection Nouvelles données en géographie », 1998, 399 p.
- Bussi Michel, *Effet spatial et comportement électoral la France de l'Ouest sous la Cinquième République*, Thèse de doctorat, Rouen, 1991.
- Bussi Michel et Badariotti Dominique, *Pour une nouvelle géographie du politique : territoire, démocratie, élections*, Paris, Anthropos : Economica, 2004, 301 p.
- Bussi Michel, Fourquet Jérôme et Colange Céline, « Analyse et compréhension du vote lors des élections présidentielles de 2012 : L'apport de la géographie électorale », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 2012, p. 941-963.
- Buton François, Lemerrier Claire et Mariot Nicolas, « The household effect on electoral participation. A contextual analysis of voter signatures from a French polling station (1982 – 2007) », *Electoral Studies*, 2012, p. 1-14.
- Cadoret Anne, « Analyse des processus conflictuels », *L'Espace géographique*, n° 3, 2011, p. 231-244.
- Calvo Ernesto et Escolar Marcelo, « The Local Voter: A Geographically Weighted Approach to Ecological Inference », *American Journal of Political Science*, vol. 47, n° 1, janvier 2003, p. 189-204.
- Campbell Angus, *The American voter*, Unabridged ed., Chicago [Ill.], University of Chicago Press, coll. « Midway reprints », 1960, 573 p.
- Capdevielle Jacques, Dupoirier Elisabeth et Grunberg Gérard, *France de gauche, vote à droite*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1988.
- Cartier Marie (dir.), *La France des « petits-moyens » : enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui. Enquêtes de terrain », 2008, 319 p.
- Cautres B., « Social mobility and electoral behaviour : Sociological models and statistical modelling », *Revue française de sociologie*, vol. 36, n° 1, 1995, p. 185-224.
- Cautrès Bruno, « Chapitre 4. Les raisons politiques du choix », *Chroniques électorales*, n° 1, 2003, p. 101-124.
- Cautrès Bruno, « Recherches récentes sur la mobilité sociale », *Revue française de science politique*, vol. 42, n° 3, 1992, p. 441-479.
- Cautrès Bruno et Mayer Nonna, « Chapitre 6 - Analyse multidimensionnelle de la classe sociale et de ses effets politiques », *Académique*, 2010, p. 153-180.
- Cautrès Bruno et Mayer Nonna, « 6. Les métamorphoses du « vote de classe » », *Chroniques électorales*, 2004, p. 143-159.
- Cautrès Bruno et Muxel Anne (dir.), *Comment les électeurs font-ils leurs choix ? : le panel électoral français 2007*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, coll. « Fait politique », 2009, 385 p.

- Cayouette-Remblière Joanie, « De l'hétérogénéité des classes populaires (et de ce que l'on peut en faire) », *Sociologie*, vol. 6, n° 4, 2015.
- Chalard Laurent, « Les communes périphériques à croissance spectaculaire : Des boomburbs à la française ? », *Population & Avenir*, vol. 702, n° 2, 2011, p. 4.
- Champagne Patrick, « Les sondages, le vote et la démocratie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 109, n° 1, 1995, p. 73-92.
- Charmes Eric et Rousseau Max, « Le pavillon et l'immeuble : géopolitique de la densification dans la région métropolitaine de Lyon », *Géographie, économie, société*, vol. 16, n° 2, 30 juin 2014, p. 155-181.
- Chauvel Louis, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, vol. 79, n° 4, 2001, p. 315.
- Cherkaoui Mohamed, « Le réel et ses niveaux : peut-on toujours fonder la macrologie sur la micrologie ? », *Revue française de sociologie*, 1997, p. 497-524.
- Chevalier Michel, « Problèmes de la Géographie électorale française », *Revue géographique de l'Est*, vol. 25, n° 1, 1985, p. 93-118.
- Clark Terry Nichols et Evans Geoffrey, « The End of Class Politics? : Class Voting in Comparative Context », *Contemporary Sociology*, vol. 30, n° 4, juillet 2001, p. 386.
- Clark Terry Nichols et Lipset Seymour Martin, « The declining political significance of social class », *International Sociology*, 1993.
- Clark Terry Nichols et Lipset Seymour Martin, « Are social class dying? », *International Sociology*, 1991.
- Converse Philip E., « The nature of belief systems in mass publics (1964) », *Critical Review*, vol. 18, n° 1-3, janvier 2006, p. 1-74.
- Converse Philip E., « Researching electoral politics », *American Political Science Review*, vol. 100, n° 04, 2006, p. 605-612.
- Coulangeon Philippe et Duval Julien (dir.), *Trente ans après La distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, Éditions la Découverte, coll. Recherches, 2013, 423 p.
- Cox K. R., « The voting decision in a spatial context. Progress in Geography », *Progress in human geography*, vol. 22, n° 3, 1969, p. 81-117.
- Crozier Michel, *On ne change pas la société par décret*, Paris, Fayard, 1979.
- Dalton Russell J., *Citizen politics: public opinion and political parties in advanced industrial democracies*, Sixth edition., Los Angeles, SAGE, CQ Press, 1996, 340 p.
- Dargent Claude, « 7. La religion, encore et toujours », *Chroniques électorales*, 2004, p. 161-183.
- Dargent Claude, « Identités régionales et aspirations politiques : l'exemple de la France d'aujourd'hui », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 5, 2001, p. 787-806.
- Dargent Claude, « Chapitre 3. La notion de culture politique régionale est-elle pertinente aujourd'hui ? », dans *Le vote incertain*, Presses de Sciences Po, 1999, p. 43-69.
- Davezies Laurent, Guilluy Christophe, Donzelot Jacques et Béja Alice, « La France périphérique et marginalisée : les raisons du ressentiment », *Esprit*, Mars/Avril, n° 3, 2013, p. 23.
- Davis Morris, « French Electoral Sociology », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 22, n° 1, 1958, p. 35-55.
- De Graaf Nan Dirk, Nieuwebeerta Paul et Heath Anthony, « Class mobility and political preferences: individual and contextual effects », *American Journal of Sociology*, 1995, p. 997-1027.

- Déloye Yves et Ihl Olivier, *L'acte de vote*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 567 p.
- Derivry Daniel et Dogan Mattei, « Religion, classe et politique en France. Six types de relations causales », *Revue française de science politique*, vol. 36, n° 2, 1986, p. 157-181.
- Dolez Bernard, Laurent Annie et Morel Laurence, « Les référendums en France sous la Ve république : Les enseignements de la géographie électorale », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, n° 1, 2003, p. 111-127.
- Downs Anthony, *An economic theory of democracy*, Nachdr., Boston, Addison Wesley, 20, 310 p.
- Duchesne Sophie et Haegel Florence, « Entretiens dans la cité, ou comment la parole se politise », *Espaces Temps*, vol. 76, n° 1, 2001, p. 95-109.
- Duhamel Alain et Gauchet Marcel, « L'année du dévoilement », *Le Débat*, vol. 181, n° 4, 2014, p. 4.
- Dupeux Georges, « The Orientations of Electoral Sociology in France », *The British Journal of Sociology*, vol. 6, n° 4, décembre 1955, p. 328.
- Dupoirier Élisabeth, « 8. Dynamique de l'espace social et vote », *Chroniques électorales*, 2004, p. 185–206.
- Elias Norbert et Scotson John L, *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, 1985.
- Ellul Jacques et Compagnon Daniel, *L'illusion politique*, Paris, Table ronde, 1965, 368 p.
- Elster Jon, *Explaining social behavior: more nuts and bolts for the social sciences*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2007, 484 p.
- Foladare Irving S., « The Effect of Neighborhood on Voting Behavior », *Political Science Quarterly*, vol. 83, n° 4, décembre 1968, p. 516.
- Foucault Martial, Nadeau Richard et Lewis-Beck Michael S., « La persistance de l'effet patrimoine lors des élections présidentielles françaises », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 4, 2011, p. 659-680.
- François Bastien, *Le régime politique de la Ve République*, 3. éd., Paris, Éd. La Découverte, coll. « Collection Repères Sciences politiques. Droit », n° 253, 2011, 125 p.
- Gamache Nicolas, « Le mythe du paysage qui vote : Géographies, héritages socio-culturels et tendances électorales contemporaines dans les Deux-Sèvres », *Noréis*, n° 194, 1 mars 2005, p. 7-26.
- Gaxie Daniel, *Explication du vote*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.
- Gaxie Daniel, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, coll. « Sociologie politique », 1978, 268 p.
- Gaxie Daniel, Déloye Yves et Ihl Olivier, « Le vote désinvesti. Quelques éléments d'analyse des rapports au vote », *Politix*, vol. 6, n° 22, 1993, p. 138-164.
- Genieys William et Smith Andy, « Idées et intégration européenne : “La grande transformation” du midi viticole », *Politique européenne*, n° 1, 2000, p. 43-62.
- Giblin Béatrice, « Géopolitique interne et analyse électorale », *Hérodote*, vol. 146-147, n° 3, 2012, p. 71.
- Giblin-Delvallet Béatrice et Auburtin Eric (dir.), *Nouvelle géopolitique des régions françaises*, Paris, Fayard, 2005, 976 p.

Gintrac Cécile et Mekdjian Sarah, « Le peuple et la « France périphérique » : la géographie au service d'une version culturaliste et essentialisée des classes populaires », *Espaces et sociétés*, vol. 156-157, n° 1, 2014, p. 233.

Girard Violaine, « L'accession à la propriété : facteur de division des classes populaires ? », *Savoir/Agir*, vol. 34, n° 4, 2015, p. 39.

Girard Violaine, « Un peuplement au-dessus de tout soupçon ? : Le périurbain des classes populaires blanches », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 204, n° 4, 2014, p. 46.

Girard Violaine, « Sur la politisation des classes populaires périurbaines : Trajectoires de promotion, recompositions des appartenances sociales et distance(s) vis-à-vis de la gauche », *Politix*, n° 101, 2013, p. 183-215.

Girard Violaine, *Les votes à droite en périurbain : « frustrations sociales » des ménages modestes ou recompositions des classes populaires ?*, Métropolitiques, 2012.

Girard Violaine, Lambert Anne et Steinmetz Hélène, « Propriété et classes populaires : des politiques aux trajectoires », *Politix*, vol. 101, n° 1, 2013, p. 7.

Girard Violaine et Rivière Jean, « Grandeur et décadence du « périurbain » Retour sur trente ans d'analyse des changements sociaux et politiques », *Métropolitiques.eu*, 2013.

Girault Frédéric et Bussi Michel, « Les organisations spatiales de la ségrégation urbaine : l'exemple des comportements électoraux », *L'Espace géographique*, tome 30, n° 2, 1 juin 2001, p. 152-164.

Goguel François, « Esquisse d'un bilan de la sociologie électorale française », *Revue française de science politique*, vol. 1, n° 3, 1951, p. 277-297.

Goguel François et EspaceTemps, « Géographie électorale et science politique : un itinéraire », *Espaces Temps*, vol. 43, n° 1, 1990, p. 19-24.

Gombin Joël, « Contextualiser sans faire de l'espace un facteur autonome. La modélisation multiniveau comme lieu de rencontre entre sociologie et géographie électorales », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 23, 2014.

Gombin Joël et Mayance Pierre, « Chapitre 6/Tous conservateurs ? », *Académique*, 2010, p. 193–216.

Gombin Joël et Rivière Jean, « La carte et le sondage », *Métropolitiques*, 2012.

Gougou Florent, « Les mutations du vote ouvrier sous la Ve république », *Nouvelles Fondations*, n° 5, 2007, p. 15–20.

Gougou Florent et Labouret Simon, « La fin de la tripartition ? : Les recompositions de la droite et la transformation du système partisan », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 2, 2013, p. 279.

Grunberg Gérard, Mayer Nonna et Sniderman Paul M. (dir.), *La démocratie à l'épreuve : une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses des sciences PO, 2002, 349 p.

Guilluy Christophe, *Fractures françaises*, Paris, Flammarion, 2013.

Guilluy Christophe, « Les métropoles et la France périphérique : Une nouvelle géographie sociale et politique », *Le Débat*, vol. 166, n° 4, 2011, p. 42.

Haegel Florence, *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, 452 p.

Haegel Florence, « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12, n° 1, 2005, p. 35-45.

- Havinden Michael Ashley, Quéniart Jean et Stanyer Jeffrey (dir.), *Centre et périphérie : Bretagne, Cornouailles/ Devon : étude comparée*, Exeter, University of Exeter Press, 1991, 260 p.
- Hoggart Keith, Johnston R. J., Shelley F. M. et Taylor P. J., « Developments in Electoral Geography », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 16, n° 3, 1991, p. 374.
- Huber John D., « Measuring ethnic voting: Does proportional representation politicize ethnicity? », *American Journal of Political Science*, 2012.
- Hughes Everett Cherrington, *The sociological eye: selected papers*, New Brunswick, U.S.A, Transaction Books, coll. « Social science classics series », 1984, 584 p.
- Hureaux Roland, « Aux origines du grand malentendu : La montée des identités à la présidentielle de 2012 », *Le Débat*, vol. 176, n° 4, 2013, p. 19-25.
- Jadot Anne, « Un outil d'analyse électorale en cours de création - CARTELEC, un SIG au niveau des bureaux de vote français », 9 novembre 2014.
- Jennings Kent et Stoker Laura, « Political similarity and influence between husbands and wives », *Institute of Governmental Studies - UC Berkeley*, p. 2001.
- Johnson Martin, Phillips Shively W. et Stein Robert M., « Contextual data and the study of elections and voting behavior: connecting individuals to environments », *Electoral Studies*, vol. 21, n° 2, 2002, p. 219–233.
- Johnston R. J., « The Changing Geography of Voting in the United States: 1946-1980 », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 7, n° 2, 1982, p. 187.
- Johnston R. J., Pattie C. J. et Johnston L. C., « The Role of Ecological Analysis in Electoral Geography: The Changing Pattern of Labour Voting in Great Britain 1983-1987 », *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, vol. 70, n° 3, 1988, p. 307.
- Johnston Ron, « Anglo-American Electoral Geography: Same Roots and Same Goals, but Different Means and Ends? », *The Professional Geographer*, vol. 57, n° 4, 2005, p. 580–587.
- Johnston Ron, Jones Kelvyn, Sarker Rebecca, Propper Carol, Burgess Simon et Bolster Anne, « Party support and the neighbourhood effect: spatial polarisation of the British electorate, 1991–2001 », *Political Geography*, vol. 23, n° 4, mai 2004, p. 367-402.
- Johnston Ron et Pattie Charles, « Geography: the key to recent British elections », *Geography Compass*, vol. 3, n° 5, 2009, p. 1865–1880.
- Jourda Marie-Thérèse et Négrier Emmanuel, « Retour sur le “non” languedocien au traité constitutionnel européen », *Pôle Sud*, vol. 2, n° 23, 2005, p. 175-183.
- Katz Daniel et Eldersveld Samuel J., « The Impact of Local Party Activity Upon the Electorate », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 25, n° 1, 1961, p. 1-24.
- Keeter Scott, Taylor Peter J. et Johnston R. J., « Geography of Elections. », *Political Science Quarterly*, vol. 95, n° 2, 1980, p. 326.
- Knutsen Oddbjørn, « Social class, sector employment, and gender as party cleavages in the Scandinavian countries: a comparative longitudinal study, 1970–95 », *Scandinavian Political Studies*, vol. 24, n° 4, 2001, p. 311–350.
- Kramer Gerald H., « The Ecological Fallacy Revisited: Aggregate- versus Individual-level Findings on Economics and Elections, and Sociotropic Voting », *The American Political Science Review*, vol. 77, n° 1, mars 1983, p. 92.

- Labasse Jean et Lacoste Yves (dir.), *[La France du Sud-Est] Rhône-Alpes, Franche-Comté, Bourgogne, Auvergne, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes Cote d'Azur, Corse*, Paris, Fayard, coll. « Géopolitiques des régions françaises », 1986, 1159 p.
- Lacoste Yves, *Géopolitiques des régions françaises*, Paris, Fayard, 1986.
- Lagroye Jacques, *La politisation*, Paris, Imprint unknown, 2003, 564 p.
- Lambert Anne, *Tous propriétaires : l'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 2015, 278 p.
- Lambert Anne, « La gauche et le périurbain : Les ambiguïtés de la politique de « mixité sociale » dans une petite commune pavillonnaire et ses effets sur le peuplement », *Politix*, vol. 101, n° 1, 2013, p. 105.
- Lancelot Alain, *L'Interprétation sociologique des résultats électoraux : l'exemple des élections françaises de 1974 à 1979 : [thèse soutenue sur une ensemble de travaux]*, Paris 4, 2009, vol.51.
- Lancelot Alain, « Classe, religion et comportement politique », *Revue française de science politique*, vol. 28, n° 6, 1978, p. 1113-1118.
- Laurent Annie et Wallon-Leducq Christian-Marie, « Chapitre 10 : La double inconstance. Partis, électeurs et double vote », dans *Le vote éclaté*, Paris, Presses de Sciences Po, 1992, p. 231-250.
- Lazarsfeld Paul, Berelson Bernard et Gaudet Hazel, *The People's Choice. How the Voter Makes Up his Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press, 1948.
- Le Bras Hervé, *Les 4 mystères de la population française*, Paris, Jacob, 2007, 303 p.
- Le Bras Hervé, *Une autre France : votes, réseaux de relations et classes sociales*, Paris, O. Jacob, 2002, 222 p.
- Le Bras Hervé, *Les trois France*, Paris, O. Jacob : Seuil, 1986, 266 p.
- Le Bras Hervé et Todd Emmanuel, *Le mystère français*, la République des idées : Seuil, 2013, 154 p.
- Le Bras Hervé et Todd Emmanuel, *L'invention de la France : atlas anthropologique et politique*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 2012, 517 p.
- Le Hay Viviane, « Les résultats détaillés des présidentielles de 1965 à nos jours », *Hors collection*, 2007, p. 127-135.
- Lefebvre Rémi et Sawicki Frédéric, « Pourquoi le PS ne parle-t-il plus aux catégories populaires ? », *Mouvements*, vol. 50, n° 2, 2007, p. 24.
- Lehingue Patrick, « Les classes populaires et la démocratie représentative en France : *exit, voice* ou *loyalty* ? », *Savoir/ Agir*, vol. 31, n° 1, 2015, p. 25.
- Lehingue Patrick, *Le vote : Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, La Découverte, coll. « Grands repères. Manuels », 2011, 287 p.
- Lévêque Pierre, *Histoire des forces politiques en France*, Paris, Colin, 1997, 512 p.
- Lévi-Strauss Claude, *Les structures élémentaires de la parenté*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1948, 591 p.
- Lévi-Strauss Claude et Pouillon Jean, *Race et histoire*, Paris, Denoel, coll. « Collection folio essais », n° 58, 1952, 127 p.
- Lévy Jacques, « Vote et gradient d'urbanité. L'autre surprise du 21 avril », *Espaces Temps.net*, 2002.
- Lévy Jacques (dir.), *Géographies du politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, coll. « Références », n° 28, 1991, 220 p.
- Lipovetsky Gilles, *L'ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, 2015 (édition originale 1983).

Lipset Seymour Martin et Rokkan Stein, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles ; diff. Sodis ; diff. ToThèmes, 2008.

Lipset Seymour Martin et Rokkan Stein, *Party systems and voter alignments: cross-national perspectives*, Free Press, 1967, 586 p.

Loudier-Malgouyres Céline, « Le retrait résidentiel », *Esprit*, Mars/Avril, n° 3, 2013, p. 45.

Lucas G. R. et Pelling Henry, «Social Geography of British Elections 1885-1910 », *The Geographical Journal*, vol. 134, n° 1, mars 1968, p. 88.

Mabillon-Bonfils Béatrice et Saadoun Laurent, « Pour une sociologie des votes périphériques : Le cas de l'élection présidentielle de 2002 à Carpentras », *Pouvoirs*, vol. 103, n° 4, 2002, p. 159-171.

MacAllister Iain, Johnston Ron J., Pattie Charles J., Tunstall Helena, Dorling Danny FL et Rossiter David J., «Class dealignment and the neighbourhood effect: Miller revisited », *British journal of political science*, vol. 31, n° 01, 2001, p. 41-59.

Mariot Nicolas, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, n° 4, 2011, p. 165-194.

Martin Pierre, *Comprendre les évolutions électorales : la théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2000, 470 p.

Martin Pierre, «Le rapport de forces droite/gauche en 1986 », *Revue française de science politique*, vol. 36, n° 5, 1986, p. 597-605.

Mauss Marcel et Weber Florence, *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Quadrige Grands Textes », 1925.

Mayer Nonna, « Les effets politiques de la crise : Le vote des personnes pauvres et précaires en 2012 », *CNAF*, n° 180, 2013, p. 52-59.

Mayer Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, A. Colin, 2010, 288 p.

Mayer Nonna, « Qui vote pour qui et pourquoi ? : Les modèles explicatifs du choix électoral », *Pouvoirs*, n° 120, 2007, p. 17-27.

Mayer Nonna, « Chapitre 10/Que reste-t-il du vote de classe ? », dans *La politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 287-310.

Mayer Nonna, « Les conséquences politiques du "capital social" : le cas français », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, n° 3, 2003, p. 381.

Mayer Nonna et Association française de science politique (dir.), *Les modèles explicatifs du vote*, Paris ; Montréal (Québec), l'Harmattan, 1997, 288 p.

Mayer Nonna, Boy Daniel et Swyngedouw Marc, « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997) », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 3, 2000, p. 489-514.

Mayer Nonna et Perrineau Pascal, *Les comportements politiques*, Paris, Colin, coll. « Coursus, Science politique », 1992, 160 p.

Mayer Nonna et Sauger Nicolas, « Chapitre 2. Comportement électoral et grandes enquêtes », dans *La France dans les comparaisons internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, p. 31-48.

McHale Vincent E., «Religion and electoral politics in France: some recent observations », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 2, n° 03, 1969, p. 292-311.

Meleshevich A., «Geographical Patterns of Party Support in the Baltic States, Russia, and Ukraine », *European Urban and Regional Studies*, vol. 13, n° 2, 1 avril 2006, p. 113-129.

Mencherini Robert, « Identités professionnelles et spécificités méridionales dans l'analyse sociobiographique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 4, 2012, p. 37–42.

Michelat Guy, *Les ouvriers et la politique : permanence, ruptures, réalignements, 1962-2002*, Paris, Presses de sciences PO, 2004, 373 p.

Michelat Guy, « Vote des groupes socio-professionnels et variables contextuelles », *Revue française de science politique*, vol. 25, n° 5, 1975, p. 901-918.

Michelat Guy et Simon Michel, « Déterminations socio-économiques, organisations symboliques et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, vol. 26, n° 1, 1985, p. 32–69.

Michelat Guy et Simon Michel, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Pr. de la Fondat. Nat., 1977, 498 p.

Michelat Guy et Simon Michel, « Classe sociale objective, classe sociale subjective et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, 1971, p. 483–527.

Michels Robert, Delwit Pascal et Jankélévitch Samuel, *Les partis politiques essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles, 1914.

Miller Nicholas R., « Graph-Theoretical Approaches to the Theory of Voting », *American Journal of Political Science*, n° 21, 1977, p. 769-803.

Miquet-Marty François, *Les oubliés de la démocratie*, Paris, Michalon, 2011, 304 p.

Mongin Olivier, *Tous périurbains !*, Paris, Esprit, 2013.

Montesquieu Charles de Secondat, *De l'esprit des lois*, 1758, 1628 p.

Motte-Baumvol Benjamin, « Les populations périurbaines face à l'automobile en grande couronne francilienne », *Noréis*, n°205, 2007, 53-66.

Mucchielli Laurent, Raquet Émilie, Saladino Claire et Raffin Valérie, « La Provence, terre de violence ? : Les présupposés culturalistes à l'épreuve de l'analyse statistique », *Déviance et Société*, vol. 38, n° 2, 2014, p. 199.

Muxel Anne, « L'électeur incertain », *Projet*, vol. 327, n° 2, 2012, p. 22.

Muxel Anne, *Toi, moi et la politique : amour et convictions*, Paris, Seuil, 2008, 282 p.

Muxel Anne, « La mobilisation électorale : L'envers de 2002 et un sursaut généralisé », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 3, 2007, p. 315.

Muxel Anne et Fondation des treilles (Tourtour, France) (dir.), *Temps et politique : les recompositions de l'identité*, Paris, Sciences Po Les Presses, coll. « Domaine Fait politique », 2016, 204 p.

Négrier Emmanuel, Volle Jean-Paul et Coursière Stéphane, « Nouveaux territoires et héritages politiques - Les élections départementales et régionales de 2015 en Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées », *Pôle Sud*, n° 44, 2016, p. 111-132.

Neuman W. Russell, *The paradox of mass politics: knowledge and opinion in the American electorate*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1986, 256 p.

Neyrat Frédéric et Restier-Melleray Christine, « Rationalités de l'électeur, rationalisations du vote », dans *Les modèles explicatifs du vote*, Logiques Politiques., Paris, L'Harmattan, 1997, p. 288.

Niel Xavier et Lincot Liliane, « L'inscription et la participation électorales en 2012 Qui est inscrit et qui vote ».

Offerlé Michel, *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, 128 p.

- Offerlé Michel, *Sociologie de la vie politique française*, Bagneux, Numilog, 2004.
- Ostrogorski Moisej J., *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Fayard, coll. « L'esprit de la cité », 1903, 764 p.
- Pariser Eli, *The Filter Bubble: What The Internet Is Hiding From You*, Penguin, 2011, 304p.
- Patricot Aymeric, *Les petits Blancs : un voyage dans la France d'en bas*, Paris, Plein jour, 2013, 163 p.
- Perrineau Pascal, « Électeurs dissonants et électeurs fidèles », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 3, 2007, p. 343.
- Perrineau Pascal, *Le désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues, Aube, coll. « Monde en cours », 2003, 311 p.
- Peugny Camille, « La mobilité sociale descendante et ses conséquences politiques : recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane », *Revue française de sociologie*, vol. 47, n° 3, 2006, p. 443–478.
- Pialoux Michel et Weber Florence, « La gauche et les classes populaires. Réflexions sur un divorce », *Mouvements*, vol. 23, n° 4, 2002, p. 9.
- Ravenel Loïc, Buléon Pascal et Fourquet Jérôme, « Vote et gradient d'urbanité : les nouveaux territoires des élections présidentielles de 2002 », *Espace, populations, sociétés*, vol. 21, n° 3, 2003, p. 469-482.
- Ripoll Fabrice et Rivière Jean, « La ville dense comme seul espace légitime ? », *les annales de la recherche urbaine*, n° 102, 2007, p. 120-130.
- Rivière Jean, « Sous les cartes, les habitants : La diversité du vote des périurbains en 2012 », *Esprit*, Mars/Avril, n° 3, 2013, p. 34.
- Rivière Jean, « Trajectoires résidentielles et choix électoraux chez les couches moyennes périurbaines », *Espaces et sociétés*, vol. 148-149, n° 1, 2012, p. 73.
- Rivière Jean, « La division sociale des espaces périurbains français et ses effets électoraux », *Données urbaines*, n° 6, 2011, p. 11-20.
- Rivière Jean, *Le pavillon et l'isoloir. Géographie sociale et électorale des espaces périurbains français (1968-2008). À travers les cas de trois aires urbaines moyennes (Caen, Metz et Perpignan)*, Thèse de doctorat, Université de Caen, 2009.
- Rivière Jean, « Le vote pavillonnaire existe-t-il ? : Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation », *Politix*, vol. 83, n° 3, 2008, p. 23.
- Rivière Jean, « Périurbanisations, changements sociaux, comportements électoraux - Quelques systèmes explicatifs récents à l'épreuve des mutations au sein de l'aire urbaine de Caen », Dijon, 2006.
- Rivière Jean, « Vers une analyse contextualisée des comportements électoraux. Le cas de l'agglomération caennaise en 2002 », *Norvix*, n° 197, 1 décembre 2005, p. 95-106.
- Robinson W. S., « Ecological Correlations and the Behavior of Individuals », *American Sociological Review*, vol. 15, n° 3, juin 1950, p. 351-357.
- Roché Sebastian, *Le frisson de l'émeute : violences urbaines et banlieues*, Paris, Seuil, 2006, 221 p.
- Ronai Simon, « La création de la métropole marseillaise : un combat géopolitique entre l'État et les collectivités locales », *Hérodote*, vol. 154, n° 3, 2014, p. 177.

- Ronsin Francis, Le Bras Hervé et Zucker-Rouvillois Elisabeth (dir.), *Démographie et politique*, Dijon, Editions universitaires de Dijon, 1997, 207 p.
- Rosenthal Howard et Sen Subrata, « Spatial Voting Models for the French Fifth Republic », *The American Political Science Review*, vol. 71, n° 4, décembre 1977, p. 1447.
- Rouban Luc, « Le vote des fonctionnaires en 2012 ou la crise de l'appareil d'état », *Revue française d'administration publique*, n° 146, 2013, p. 465-479.
- Rumley Dennis, « Whither electoral geography ? », 1975.
- Russo Luana et Beauguitte Laurent, « Aggregation level matters: evidence from french electoral data », *Quality & Quantity*, vol. 48, n° 2, mars 2014, p. 923-938.
- Sainty Jessica, « Contextualiser les comportements politiques par le territoire.: Retour sur la construction d'un cadre théorique et d'un dispositif empirique lors de l'élection présidentielle de 2007 en Isère. », *L'Espace Politique*, n° 23, 3 octobre 2014.
- Savarese Éric, « Un regard compréhensif sur le « traumatisme historique » », *Pôle Sud*, n° 34, 1 juin 2011, p. 91-104.
- Sawicki Frédéric, « Les politistes et le microscope », *CURAPP, Les méthodes au concret*, Paris, PUF, 2000, p. 153.
- Sawicki Frédéric, « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, vol. 1, n° 2, 1988, p. 13-28.
- Scarborough Elinor, « Micro and macro analysis of elections », *European Journal of Political Research*, vol. 19, n° 4, 1991, p. 361-374.
- Schwartz Olivier, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, vol. 4, n° 13, 1991, p. 79-86.
- Servais Marie, « Les modèles économétriques du vote », dans *Les modèles explicatifs du vote*, Logiques Politiques., Paris, L'Harmattan, 1977, p. 288.
- Siblot Yasmine, Cartier Marie, Coutant Isabelle, Masclet Olivier et Renahy Nicolas, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, coll. « Collection U. Sociologie », 2015, 363 p.
- Siegfried André, *Géographie électorale de l'Ardèche sous la IIIe République*, Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques n° 9, 1949.
- Siegfried André et Vandermotten Christian, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1913.
- Tazdaït Tarik, *Le paradoxe du vote*, Paris, Éditions de L'École des hautes études en sciences sociales, coll. « Cas de figure », 2013, 230 p.
- Tocqueville Alexis de et Furet François, *De la démocratie en Amérique. Tome II*, Paris, Garnier-Flammarion, 1997 (Edition originale 1840).
- Thom René, « Crise et catastrophe », *Communications*, vol. 25, n° 1, 1976, p. 34-38.
- Tingsten Herbert, *Political Behaviour. Studies in Electoral Statistics*, Stockholm, P. S. King & Son, 1937.
- Touraine Alain, *La société invisible : regards 1974-1976*, Paris, Seuil, 1977, 284 p.
- Tsebelis George, *Nested games: rational choice in comparative politics*, Berkeley, Univ. of California Press, coll. « California series on social choice and political economy », n° 18, 1990, 274 p.
- Veitl Philippe, « Territoires du politique. Lectures du Tableau politique d'André Siegfried », *Politix*, vol. 8, n° 29, 1995, p. 103-122.

Venet Thomas, « Anne LAMBERT, « Tous propriétaires », l'envers du décor pavillonnaire », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 53, n° 2, 2015, p. 277–278.

Ville de Lens, « Métamorphoses 1980/1998 ».

Wald Kenneth, «The Rise of Class-Based Voting in London », *Comparative Politics*, vol. 9, n° 2, janvier 1977, p. 219.

Woolstencroft R. P., «Electoral Geography Retrospect and Prospect », *International Political Science Review*, vol. 1, n° 4, 1980, p. 540–560.

Wright Gerald C., «Level-of-analysis effects on explanations of voting: the case of the 1982 US Senate elections », *British Journal of Political Science*, vol. 19, n° 03, 1989, p. 381–398.

Zipp John F. et Smith Joel, «The structure of electoral political participation », *American Journal of Sociology*, 1979, p. 167–177.

Chroniques électorales

Alliès Paul, « Un midi en voie de banalisation politique ? », *Pôle Sud*, vol. 2, n° 1, 1995, p. 3-14.

Alliès Paul, Baraize François, Cheylan Jean-Paul, Genieys William, Négrier Emmanuel, Brossier Patrick et Jourda Marie-Thérèse, « Les élections régionales du 15 mars 1998 en Languedoc-Roussillon. Une nouvelle singularité politique régionale ? », *Pôle Sud*, n° 8, 1998, p. 5-40.

Alliès Paul, Baraize François et Négrier Emmanuel, « Une recomposition incertaine. Les élections présidentielles et législatives de 2002 en Languedoc-Roussillon », *Pôle Sud*, vol. 17, n° 1, 2002, p. 101-118.

Alliès Paul, Baraize François, Négrier Emmanuel et Secondy Philippe, « Les élections européennes du 13 juin 1999 en Languedoc-Roussillon : de la nationalisation du vote à la régionalisation des particularismes », *Pôle Sud*, n° 11, 1999, p. 97-115.

Bonenfant Thierry, *Le Vote éclaté : les élections régionales et cantonales des 22 et 29 mars 1992*, Paris, Dép. d'études politiques du Figaro : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Chroniques électorales », 1992, 342 p.

Bussi Michel, « Les électors politiques - Les territoires de l'élection présidentielle ».

Bussi Michel et Fourquet Jérôme, « Élection présidentielle 2007 : Neuf cartes pour comprendre », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 3, 2007, p. 411-428.

Bussi Michel, Fourquet Jérôme et Ravenel Loïc, « Élections régionales de 2004 : notabilités traditionnelles et nouvelles maîtrises des territoires électoraux », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 4, 2004, p. 639.

Cautrès Bruno et Mayer Nonna (dir.), *Le nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences po, 2004, 412 p.

Dolez Bernard, Laurent Annie et Bacot Paul (dir.), *Le vote des villes : les élections municipales des 11 et 18 mars 2001*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Chroniques électorales », 2002, 352 p.

Dow Jay K., «Voter choice in the 1995 French presidential election », *Political Behavior*, vol. 21, n° 4, 1999, p. 305–324.

Gombin Joël et Mayance Pierre, *Droit(es) aux urnes en région PACA ! l'élection présidentielle de 2007 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, Paris, L'Harmattan, 2009, 298 p.

IPSOS, « 1er tour présidentielle 2012 Comprendre le vote des Français ».

Laurent Annie, « Le nomadisme électoral. Le double vote du 16 mars 1986 dans le Nord-Pas-de-Calais », *Revue française de science politique*, vol. 37, n° 1, 1987, p. 5-20.

Nadeau Richard, *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy : 1988, 1995, 2002, 2007*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Domaine Fait politique », 2012, 301 p.

Négrier Emmanuel, « Une vague bleue en Midi Rouge. Les élections 2014 en Languedoc-Roussillon », *Pôle Sud*, vol. 41, n° 2, 2014, p. 203–213.

Négrier Emmanuel, « Guerre des Roses en Languedoc. Les élections régionales 2010 », *Pôle Sud*, vol. 1, n° 34, 2011, p. 61–89.

Négrier Emmanuel et Jourda Marie-Thérèse, « Trajectoires politiques en Languedoc électoral (1988-2008) », *Pôle Sud*, n° 29, 2008, p. 57–74.

Perrineau Pascal, *Le vote normal : les élections présidentielles et législatives d'avril-juin 2012*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Académique », 2013, 432 p.

Perrineau Pascal, *Le vote de rupture : les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 360 p.

Perrineau Pascal et Ysmal Colette, *Le vote de tous les refus : les élections présidentielle et législative de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, 444 p.

Perrineau Pascal et Ysmal Colette, *Le Vote Surprise. Les élections législatives des 25 mai et 1er juin 1997*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, 352 p.

Perrineau Pascal et Ysmal Colette, *Le vote de crise*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.

SOFRES., Duhamel Olivier et Lecerf Edouard., *L'état de l'opinion 2012*, Paris, Seuil, 2012.

Tiberj Vincent (dir.), *Des votes et des voix : de Mitterrand à Hollande*, Nîmes, Champ social éditions, coll. « Collection Questions de société », 2013, 142 p.

Sur l'extrême droite et le Front national

Ablonczy Balázs et Ablonczy Bálint, « L'extrême droite en Hongrie. Racines, culture, espace », *Hérodote*, vol. 144, n° 1, 2012, p. 38.

Alidières Bernard, « Trois décennies de vote Front national - Eléments pour une cartographie diachronique et multiscalaire ».

Alidières Bernard, « Les temps du vote Front national et de ses représentations », *Hérodote*, n° 144, 2012, p. 18-37.

Alidières Bernard, *Géopolitique de l'insécurité et du Front national*, Paris, A. Colin, 2006, 343 p.

Alidières Bernard, « Anciens et nouveaux territoires du vote Front national : le cas du Nord-Pas-de-Calais », *Hérodote*, vol. 113, n° 2, 2004, p. 48-67.

Andolfatto Dominique et Choffat Thierry, « Chapitre 3 / Le Front National et les syndicats. Une stratégie d'entrisme ? », dans *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Science Po, 2015, p. 77-96.

Arzheimer Kai, « Contextual factors and the extreme right vote in Western Europe, 1980–2002 », *American Journal of Political Science*, vol. 53, n° 2, 2009, p. 259–275.

Barone Sylvain et Négrier Emmanuel, « Chapitre 18 / Voter Front National en milieu rural. Une perspective ethnographique », dans *Les faux-semblants du Front national*, Presses de Sciences Po, 2015, p. 417-434.

Belmessous Hacène, « L'Etat face aux communes du Fn », *Esprit*, Mai, n° 5, 2017, p. 29.

Berezin Mabel, « Appropriating the “No”: The French National Front, the Vote on the Constitution, and the “New” April 21 », *PS: Political Science & Politics*, vol. 39, n° 02, 2006, p. 269–272.

Bernard Mathias, « Le Pen, un provocateur en politique (1984-2002) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 93, 2007, p. 37-45.

Bernié-Boissard Catherine (dir.), *Vote FN, pourquoi*, Vauvert, Au diable Vauvert, 2013, 117 p.

Bihl Alain, *Le spectre de l'extrême droite : les Français dans le miroir du Front national*, Paris, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, 1998, 269 p.

Birenbaum Guy, « Chapitre 8. Le Front national devant l'élection présidentielle », dans *Le vote de crise*, Presses de Sciences Po, 1995, p. 141–156.

Birenbaum Guy, *Le Front national en politique*, Paris, Balland, coll. « Collection Fondements », 1992, 358 p.

Bizeul Daniel, *Avec ceux du FN : un sociologue au front national*, Paris, La Découverte, 2003, 298 p.

Blöss Thierry, Rouan Judith et Ascaride Gilles, « Le vote Front national dans les Bouches-du-Rhône : « Laboratoire » de l'alliance entre la droite et l'extrême droite ? », *Revue française de science politique*, vol. 49, n° 2, 1999, p. 295-312.

Bonnafous Simone, « Birgitta Orfali, L'adhésion au Front national. De la minorité active au mouvement social », *Mots*, vol. 25, n° 1, 1990, p. 113–115.

Brechon Pierre et Mitra Subrata Kumar, « The National Front in France: The Emergence of an Extreme Right Protest Movement », *Comparative Politics*, vol. 25, n° 1, octobre 1992, p. 63-82.

Brustier Gaël, *Le mai 68 conservateur : que restera-t-il de la Manif pour tous ?*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2014, 230 p.

Buléon Pascal et Fourquet Jérôme, « Vote Front National 1984-2002, géographies et interprétations successives : une équation politique », *Espace, populations, sociétés*, vol. 21, n° 3, 2003, p. 453-467.

Bustikova Lenka, « The radical right in Eastern Europe », dans *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Jens Rydgren., New York, Oxford University Press, 2017.

Camus Jean-Yves, « La recomposition des droites nationalistes et radicales en Europe », *Le Débat*, vol. 184, n° 2, 2015, p. 95.

Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Éditions du Seuil, 2015, 313 p.

Chalard Laurent, « Le vote d'extrême droite dans l'air métropolitaine marseillaise », *Espaces Temps.net*, 2006, p. 1-5.

Charmes Eric, « La vie périurbaine favorise-t-elle le vote Front National ? », *Études foncières*, vol. 156, 2012, p. 8–10.

Checaglini Claire, *Bienvenue au Front : Journal d'une infiltrée*, Jacob Duvernet, 2012, 220 p.

- Copsey Nigel, «A comparison between the extreme right in contemporary France and Britain », *Contemporary European History*, vol. 6, n° 01, 1997, p. 101–116.
- Crépon Sylvain, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau Monde éditions, coll. « Les enquêteurs associés », 2012, 302 p.
- Crépon Sylvain, « Anti-utilitarisme et déterminisme identitaire : Le cas de l'extrême droite contemporaine », *Revue du MAUSS*, vol. 27, n° 1, 2006, p. 240-251.
- Crépon Sylvain, *La nouvelle extrême droite : enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, France, Harmattan, coll. « Logiques politiques », 2006, 300 p.
- Crépon Sylvain, Dézé Alexandre et Mayer Nonna, *Les faux-semblants du Front national : sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 2015.
- Crespin Cyril, *Le vote FN en Normandie (1972-2012)*, 2015.
- Delwit Pascal, *Le Front national : mutations de l'extrême droite française*, Bruxelles ; [Paris] ; [Le Plessis-Pâté], Éd. de l'Université de Bruxelles ; diff. Sodis ; diff. ToThèmes, 2012.
- Delwit Pascal, Waele Jean-Michel de et Rea Andrea, *L'Extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles, Editions Complexe, 1998, 314 p.
- Dézé Alexandre, « La construction médiatique de la “nouveau FN” », dans *Les faux-semblants du Front national*, Académiques., Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 455-504.
- Dézé Alexandre, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012, 192 p.
- Dézé Alexandre, *Idéologie et stratégies partisans : une analyse du rapport des partis d'extrême droite au système politique démocratique : le cas du Front national, du Movimento sociale italiano et du Vlaams Blok*, Thèse de doctorat, IEP Paris, Paris, 2008.
- Dézé Alexandre, « Le Front national comme “entreprise doctrinale” », dans *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 225-284.
- Duret Pascal, *Les larmes de Marianne : comment devient-on électeur du FN*, Paris, Armand Colin, coll. « Collection Individu et société », 2004, 199 p.
- Euwen Daniel van et Viard Jean, *Main basse sur la Provence et la côte d'Azur*, La Tour d'Aigues, Aube, coll. « Monde en cours. Intervention », 2003, 113 p.
- Evans Jocelyn A., « Le vote gauchois-lépeniste. Le masque extrême d'une dynamique normale », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 1, 2000, p. 21-52.
- Floutier Danielle, « Un vote raciste en terre de mélanges ? », dans *Vote FN, pourquoi ?*, Au diable Vauvert, 2013, p. 117.
- Fondation Jean Jaurès, « L'électorat F.N. Droitisement du vote ouvrier ou “gauchois-lépenisme” : diversité d'analyses pour un même fait... »
- Fourquet Jérôme, « Chapitre 16 / Le vote Front National dans les électors musulmans et juifs », dans *Les faux-semblants du Front national*, Presses de Sciences Po, 2015, p. 375-394.
- Fourquet Jérôme, Lebourg Nicolas et Manternach Sylvain, *Perpignan, une ville avant le front national ?*, Paris, Éditions Fondation Jean-Jaurès, 2014.
- Francies Franck, Déloye Yves et Ihl Olivier, « Des votes aveugles. L'exemple des électeurs FN en milieu populaire », *Politix*, vol. 6, n° 22, 1993, p. 119-137.
- Gautier Jean-Paul, *Les extrêmes droites en France : de la traversée du désert à l'ascension du Front national, 1945-2008*, Paris, Syllepse, coll. « Mauvais temps », 2009, 464 p.

- Geisser Vincent, Lorcerie Françoise et Panafit Lionel, « Chapitre 20. Vitrolles. L'enracinement de l'extrême droite », *Chroniques électorales*, 2002, p. 335–353.
- Giblin Béatrice, « Extrême droite en Europe : une analyse géopolitique », *Hérodote*, vol. 144, n° 1, 2012, p. 3-17.
- Giblin-Delvallet Béatrice (dir.), *L'extrême droite en Europe*, Paris, La Découverte, coll. « La Découverte poche Essais », n° 405, 2014, 227 p.
- Girard Violaine, *Le vote FN au village : trajectoires de ménages populaires du périurbain*, 2017.
- Girard Violaine, « Au-delà du vote FN : Quels rapports ? La politique parmi les classes populaires périurbaines ? », *Savoir/ Agir*, vol. 26, n° 4, 2013, p. 23.
- Girault Frédéric, « Le vote extrémiste à l'assaut de nouveaux territoires », *L'Espace géographique*, tome 33, n° 1, 1 mars 2004, p. 87-91.
- Gombin Joël, « Vote FN aux européennes : Une nouvelle assise électorale ? »
- Gombin Joël, *Le vote pour le front national dans le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône*, 2005, 212 p.
- Gougou Florent, « Chapitre 14 / Les ouvriers et le vote Front National. Les logiques d'un réaligement électoral », dans *Les faux semblants du Front national*, Presses de Sciences Po, 2015, p. 323-344.
- Groupe d'étude pour l'Europe de la culture et de la solidarité, *La banalisation de l'extrémisme à la veille de la présidentielle : radicalisation ou dé-radicalisation ?*, Paris, L'Harmattan, coll. « Délits de curiosité, cahiers du GEPECS, Groupe d'étude pour l'Europe de la culture et de la solidarité », 2012, 168 p.
- Guilledoux Frédéric-Joël, *Le Pen en Provence*, Paris, Fayard, 2004, 312 p.
- Hargreaves Alec, « De la victoire de la gauche à la percée de l'extrême droite : l'ethnisation du jeu électoral français », *Histoire@Politique*, vol. 16, n° 1, 2012, p. 154-165.
- Huard Raymond, « Une histoire de l'extrême droite en pays gardois », dans *Vote FN, pourquoi ?*, Au diable Vauvert, 2013, p. 117.
- Huc Arnaud, *Sociologie du vote Front National dans une commune périurbaine - Le cas de Frontignan*, Mémoire de Master 2, Université de Montpellier, Montpellier, 2014, 210 p.
- Igounet Valérie, *Le Front national de 1972 à nos jours : le parti, les hommes, les idées*, Paris, Éditions du Seuil, 2014, 495 p.
- Jaffré Jérôme, « Les nouveaux électeurs du FN », Cevipof, Note #7 / vague 1 / janvier 2016.
- Lafont Valérie, « Les jeunes militants du Front national : Trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001, p. 175-198.
- Lantz Ariane, « Quelques livres récents sur le Front national », *L'Homme et la société*, vol. 131, n° 1, 1999, p. 149-155.
- Le Bohec Jacques, *Sociologie du phénomène Le Pen*, Paris, La Découverte, 2005, 122 p.
- Le Bohec Jacques, « Analyse d'entretiens. Refondation de l'explication des votes FN », *Mots*, vol. 58, n° 1, 1999, p. 129-151.
- Le Bras Hervé, *Le démon des origines : démographie et extrême droite*, La Tour d'Aigues, L'Aube, coll. « Monde en cours », 1998, 260 p.
- Lebourg Nicolas, *Lettres aux Français qui croient que cinq ans d'extrême droite remettraient la France debout*, Paris, Echappés, 2016, 131 p.

- Lecœur Erwan, *Un néo-populisme à la française : trente ans de Front national*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2003, 282 p.
- Leger Jean-François, « Le chômage, terreau du vote Front national ? », *Population & Avenir*, vol. 723, n° 3, 2015, p. 4.
- Lespinasse Grégory, Ivaldi Gilles et Martin Virginie, « Le Front national entre clientélisme et recherche d'un enracinement social », *Critique internationale*, vol. 4, 1999, p. 169-182.
- Lubbers Marcel, Gijsberts Mérove et Scheepers Peer, « Extreme right-wing voting in Western Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 41, n° 3, 2002, p. 345-378.
- Mamadouh Virginie et Wusten Herman van der, « « Ceci n'est pas un parti » : le véhicule fantôme de l'anti-islamisme de Geert Wilders », *Hérodote*, vol. 144, n° 1, 2012, p. 113.
- Marchand-Lagier Christèle, *Le vote FN*, deboeck supérieur, 2017, 223p.
- Martin Manuelle, « Guy Birenbaum, Le Front National en politique », *Mots*, n° 42, 1995, p. 122-125.
- Martinache Igor, « Les inégalités font-elles le lit du populisme ? », *Idées économiques et sociales*, vol. 188, n° 2, 2017, p. 14.
- Mayer Nonna, « Les hauts et les bas du vote Le Pen 2002 », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5, 2002, p. 505-520.
- Mayer Nonna, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002, 480 p.
- Mayer Nonna, « Du vote lepéniste au vote frontiste », *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 3, 1997, p. 438-453.
- Mayer Nonna, « Is France Racist? », *Contemporary European History*, vol. 5, n° 01, 1996, p. 119-127.
- Mayer Nonna, « De Passy à Barbes : deux visages du vote Le Pen à Paris », *Revue française de science politique*, vol. 37, n° 6, 1987, p. 891-906.
- Mayer Nonna et Perrineau Pascal, *Le Front national à découvert*, 2. éd. rev. et augm., Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Références académiques », 1996, 368 p.
- Mayer Nonna et Roux Guillaume, « 4. Des votes xénophobes ? », *Chroniques électorales*, 2004, p. 97-117.
- Milza Pierre, « Le front national crée-t-il une culture politique ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 44, 1994, p. 39-44.
- Mudde Cas, *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge, UK ; New York, Cambridge University Press, 2007, 385 p.
- Négrier Emmanuel, « Le Pen et le peuple. Géopolitiques du vote FN en Languedoc-Roussillon », *Pôle Sud*, n° 37, 2012, p. 153-166.
- Négrier Emmanuel et Savarese Éric, « Entretien avec Willy Diméglio », *Pôle Sud*, n° 24, 2006, p. 89-96.
- Perrineau Pascal, « Front national : l'écho politique de l'anomie urbaine », *Esprit*, n°136, 1988, p. 22-38.
- Perrineau Pascal, *Le symptôme Le Pen : radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, coll. « Collection "L'Espace du politique" », 1997, 256 p.

- Perrineau Pascal, « Chapitre 9 / Le Gauchisme - Des fractures dans la transmission des valeurs et des orientations politiques ? », dans *Temps et Politique*, Presses de Sciences po, 2016, p. 181-202.
- Perrineau Pascal, « Chapitre 9 - Front national : un nouveau vote de classe ? », dans Luc Rouban et Pascal Perrineau (dir.), *La démocratie de l'entre-soi*, Paris, SciencesPo, les presses, 2017, p. 133-146.
- Perrineau Pascal, « La présence perturbatrice du Front national aux élections municipales ».
- Perrineau Pascal., *La France au Front : essai sur l'avenir du Front national*, 2014.
- Perrineau Pascal, « Les électors politiques- La renaissance électorale de l'électorat frontiste ».
- Perrineau Pascal, « L'électorat de la protestation de Jean-Marie Le Pen », *Hors collection*, 2007, p. 64–68.
- Plenel Edwy et Rollat Alain (dir.), *L'Effet Le Pen : dossier*, Paris, La Découverte : Le Monde, 1984, 243 p.
- Ravenel Loïc, « La présence d'étrangers entraîne-t-elle le vote pour l'extrême droite ? », *Espace, populations, sociétés*, vol. 21, n° 3, 2003, p. 541-547.
- Reynié Dominique, « Le tournant ethno-socialiste du Front national », *Études*, n° 11, 2011, p. 463–472.
- Richard Jean-Luc, « L'« extrême Ouest » loin de l'extrême droite. Le vote Front national dans le Finistère », *Revue française de science politique*, vol. 46, n° 5, 1996, p. 792-816.
- Rouban Luc, « Les électors de Marine le Pen ou les contraintes du succès ».
- Rydgren Jens, « The Sociology of the Radical Right », *Annual Review of Sociology*, vol. 33, 2007, p. 241-262.
- Rydgren Jens, « Radical right populism in Sweden: Still a failure, but for how long? », *Scandinavian Political Studies*, vol. 25, n° 1, 2002, p. 27–56.
- Rydgren Jens et Ruth Patrick, « Voting for the Radical Right in Swedish Municipalities: Social Marginality and Ethnic Competition? : Voting for the Radical Right in Swedish Municipalities », *Scandinavian Political Studies*, vol. 34, n° 3, septembre 2011, p. 202-225.
- Sainty Jessica, « Front national : a-t-on fait le tour de la question ? », *Quaderni*, n° 3, 2015, p. 129-135.
- Schirmann Sylvain et Wahl Alfred, « Les régions du front », *Outre-Terre*, vol. 3, n° 2, 2003, p. 43.
- Schwengler Bernard, « L'ouvrier caché : le paradoxe du vote rural d'extrême droite dans la France du Nord-Est », *Revue française de science politique*, vol. 53, n° 4, 2003, p. 513-533.
- Shields James, « Support for Le Pen in France: Two Elections in 'Trompe l'oeil' », *Politics*, vol. 30, n° 1, 2010, p. 61–69.
- Taguieff Pierre-André, *Du diable en politique : réflexions sur l'antilepénisme ordinaire*, Paris, CNRS, 2014, 389 p.
- Veugelers John, « Social cleavage and the revival of far right parties: The case of France's National Front », *Acta Sociologica*, vol. 40, n° 1, 1997, p. 31–49.
- Veugelers John W. P., « Right-Wing Extremism in Contemporary France: A "Silent Counterrevolution"? », *The Sociological Quarterly*, vol. 41, n° 1, 2000, p. 19-40.
- Viard Jean, *Une France qui change ou Pourquoi des travailleurs votent FN*, La Tour-d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2004.

Vignon Sébastien, « Le FN en campagne. Les ressorts sociaux des votes frontistes en milieu rural », *Métropolitiques*, 2012.

Westinen Jussi, « True Finns: A Shock for Stability? Testing the Persistence of Electoral Geography in Volatile Elections: True Finns: A Shock for Stability? Testing the Persistence of Electoral Geography in Volatile Elections », *Scandinavian Political Studies*, vol. 37, n° 2, juin 2014, p. 123-148.

Wieviorka Michel, *Le Front national, entre extrémisme, populisme et démocratie*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2013.

Sur le communisme municipal

Bellanger Emmanuel et Mischi Julian, « Retour sur le “communisme municipal” », *La revue du projet*, n° 29, 2013, p. 29-30.

Bellanger Emmanuel et Mischi Julian (dir.), *Les territoires du communisme : élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2013, 302 p.

Brunet Jean-Paul, « Michel Hastings, Halluin la rouge 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 47, 1992, p. 715-716.

Clech Pauline, « Les territoires du communisme. À propos de Emmanuel Bellanger & Julian Mischi (dir.), *Les Territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes* (Armand Colin, 2013) », *Sociologie*, 2014.

Droz Jacques (dir.), *Histoire générale du socialisme. 4 : De 1945 à nos jours*, 1. éd. « Quadrige », Paris, Presses Univ. de France, coll. « Quadrige », n° 244, 1997, 703 p.

Gouard David, *La Banlieue rouge : ceux qui restent et ce qui change*, Lormont, Bord de l'eau, coll. « Collection “Clair & net” », 2014, 240 p.

Hastings Michel, *Halluin la Rouge 1919-1939 - Aspects d'un communisme identitaire*, Presses Universitaires de Lille, 1991.

Laurent Pierre, « Décès de Michel Vaxes : il avait mis ses mandats au service des gens », www.pierrelaurent.org, 2016.

Lavau Georges E., *A quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, coll. « L'Espace du politique », 1981, 443 p.

Mischi Julian, « Le PCF et les classes populaires », *Nouvelles Fondations*, vol. 6, n° 2, 2007, p. 15.

Subra Philippe, « Île-de-France : la fin de la banlieue rouge », *Hérodote*, vol. 113, n° 2, 2004, p. 14-27.

Sur le Pas-de-Calais

André Roland, *Paysans du Pas-de-Calais : à l'aube du XXe siècle*, Saint-Cyr-sur-Loire, Alan Sutton, 2003, 159 p.

Antonini Yves, *Grenay*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2006.

Aurélié David Nathalie Fortunato, « Lens au XXe siècle », *Gauheria*, 2001.

Bougard Pierre et Nolibos Alain (dir.), *Le Pas-de-Calais de la préhistoire à nos jours*, Saint-Jean-d'Angély, Bordessoules, 1988, 437 p.

- Bussière Éric et Lottin Alain (dir.), *Histoire des provinces françaises du Nord. T. 5 : Le XIX^e siècle (1815 - 1914)*, Arras, Artois Presses Univ, coll. « Collection Histoire », 2012, 276 p.
- Callens Jean, *Mille ans d'histoire dans le Nord-Pas-de-Calais et en Picardie : de l'an mil à l'an 2014*, Waterloo, Renaissance du Livre Bruxelles, 2014, 285 p.
- Debrabant Virginie, Dumont Gérard et Centre historique minier (Lewarde Nord), *Les trois âges de la mine : dans le Nord-Pas-de-Calais*, Lille, « La Voix du Nord » éd., 2010.
- Decroix Philippe (dir.), *Pas-de-Calais*, Paris, Editions Bonneton, coll. « Encyclopédies régionales », 1994, 432 p.
- Defebvre Christian, *Le Nord-Pas-de-Calais des origines à nos jours*, Rennes, Éd. "Ouest-France, coll. « Histoire des provinces », 2013, 127 p.
- Egu Philippe, Lehingue Philippe et Grenay (Pas-de-Calais), *Si Grenay m'était conté ou La mémoire des cités minières*, Grenay, Ville de Grenay, 1995.
- Giblin-Delvallet Béatrice, *La région, territoires politiques : le Nord-Pas-de-Calais*, Paris, Fayard, 1990, 449 p.
- Janicki Jérôme, *Lens de A à Z*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2010.
- Jaurès Jean, Debrabant Virginie, Sprimont Karine et Dubuc André, *La catastrophe des mines de Courrières récits et témoignages [de Auguste Berthon, Léon Boursier, Louis Castel, Honoré Couplet, César Danglot, Albert Dubois, Elie Joseph Lefebvre, Victor Emile Joseph Martin, Henri Nény, Romain Noiret, Anselme Pruvost, Léon Vanhoubendbove, Henri Wattier, François Colomer et Fernand Grard]*, Paris, L'Œil d'or, 2006.
- Lacaze Michel, Lacaze Jean Paul et France (dir.), *Les Grandes friches industrielles : rapport du groupe de travail interministériel*, Paris, Documentation française, 1985, 149 p.
- Lagrange Rose-Marie, *Les « petites Russies » des campagnes françaises*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2005.
- Lampin Dominique, *La catastrophe de Courrières : les grèves de Lens et Liévin*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2005.
- Le Maner Yves (dir.), *La Grande Guerre dans le Nord et le Pas-de-Calais : 1914 - 1918* ; ce livre est le Catalogue de l'exposition permanente du Centre d'Interprétation de la Grande Guerre en Nord-Pas-de-Calais, à Souchez, Lille, Éd. "La Voix, 2014, 437 p.
- Lottin Alain et Bussière Éric (dir.), *Histoire des provinces françaises du Nord. Tome 6 : 1914-2014*, Arras, Artois Presses Université, coll. « Histoire », 2015, 350 p.
- Ménager Bernard et Wallon-Leducq Christian-Marie, *Atlas électoral Nord, Pas-de-Calais : 1973-1992*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1993.
- Mission bassin minier NPDC, *L'observation démographique*, <http://www.missionbassinminier.org/nos-chantiers/observation/lobservaion-sociodemographique.html>.
- Percq Pascal et Varlet Jean-Pierre, *Une région pour gagner : la nouvelle aventure du Nord-Pas-de-Calais*, La Tour d'Aigues : Lille, Editions de l'Aube ; Agence régionale de développement Nord-Pas-de-Calais, coll. « Aube territoire », 1997, 205 p.
- Roger Jean-Pierre, *Bully-les-Mines : 2000 ans d'histoire*, Paris, Livre d'histoire, 2000.
- Tesnières Françoise et Tourneboeuf Patrick, *Liévin : hier, aujourd'hui, demain*, Paris, les Éd. du Palais, 2011.
- Vaast Denise (dir.), *Pas-de-Calais : histoire d'un renouveau*, Paris, Fayard, 2000, 349 p.

Sur les Bouches-du-Rhône

- Agulhon Maurice et Coulet Noël, *Histoire de la Provence*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2001, 128 p.
- Beau J.-P., Ferrier Jean-Paul, Girard Nicole et Richez Joséphine, « Fos-sur-Mer : un espace clé pour la compréhension des changements de la société française », *Méditerranée*, vol. 34, n° 4, 1978, p. 27-44.
- Bertran de Balanda Sophie, « Paysage industriel et imaginaire à Martigues », *Rives méditerranéennes*, vol. 47, n° 1, 2014, p. 31-44.
- Busquet Raoul, *Histoire de Provence : des origines à la Révolution française*, Nouvelle éd., Marseille, Laffitte, 1997, 343 p.
- Buti Gilbert, Raveux Olivier et Cuzin Jean-Marie, *Histoire de Marseille*, Strasbourg, Éd. du Signe, 2013.
- Crétinon Charles, Morata Esteban et Ros Joseph, *Port-de-Bouc*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2002.
- Crétinon Charles et Strozzi Robert, *Port-de-Bouc, des origines à nos jours*, Aix-en-Provence, Edisud, 2004.
- Daumalin Xavier, *Du sel au pétrole : l'industrie chimique de Marseille-Berre au XIXe siècle*, Marseille, P. Tacussel, 2003.
- Daumalin Xavier, Doménichino Jean, Mioche Philippe et Raveux Olivier, *Gueules noires de Provence : le bassin minier des Bouches-du-Rhône, 1744-2003*, [Marseille], J. Laffitte, 2005.
- Daumalin Xavier-Marc (dir.), *Gueules noires de Provence : le bassin minier des Bouches-du-Rhône* ; (1744 - 2003), Marseille, Laffitte, 2005, 271 p.
- Doménichino Jean, *Une ville en chantiers : la construction navale à Port-de-Bouc, 1900-1966*, La Calade, Aix-en-Provence, Edisud, 1989, 348 p.
- Donzel André, *Le nouvel esprit de Marseille*, Paris, l'Harmattan, 2014.
- Duchêne Roger et Contrucci Jean, *Marseille : 2600 ans d'histoire*, Paris, le Grand livre du mois, 1998.
- Garnier Jacques, « L'évolution du complexe industriel de Fos/Lavéra/Etang de Berre : re-compositions et re-territorisations industrielles en Provence », 2001.
- Garnier Jean-Claude, « Port-de-Bouc d'hier et d'aujourd'hui : une ville à renaître : (ou les forces et les faiblesses d'un patrimoine social déstabilisé) », *Terrain*, n° 2, 1 mars 1984, p. 62-71.
- Gastaut Yvan, « Histoire de l'immigration en PACA aux XIXe et XXe siècles », *Hommes et migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1278, 2009, p. 48-61.
- Gay Hubert (dir.), *Histoire de Fos-sur-Mer*, Aix-en-Provence, Edisud, 1977, 207 p.
- Hombres Marie d', et Association Récits (dir.), *Des gens d'ici: mémoires des migrations à Port-de-Bouc*, Mirabeau, Ref 2C, coll. « Paroles & histoire », n° 2, 2009, 205 p.
- Joly Roland, *Antoine ou la passion d'une vie - Une histoire de Port de Bouc Ville mosaïque*, Port-de-Bouc, CCI Marseille, 2005, 219 p.
- Peraldi Michel, Duport Claire et Samson Michel, *Sociologie de Marseille*, Paris, Découverte, coll. « Collection Repères », 2015, 124 p.

Ricard Georges, *Marseille-sur-Fos, ou, La conquête de l'ouest*, Marseille, Chambre de commerce et d'industrie de Marseille, coll. « Collection "Histoire du commerce et de l'industrie de Marseille XIXe-XXe siècles" », 1989, 300 p.

Ros Jo, *Port-de-Bouc : l'aventure de la salle Gagarine*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2004.

Vésian Hélène et Racino e Aveni (Fos-sur-Mer Bouches-du-Rhône), *Fos-sur-Mer, les métamorphoses*, [Fos-sur-Mer], Racino e Aveni, 2010.

Articles de presse écrite et numérique

Cismondo D, « Salaires : grève à ArcelorMittal Fos », *Maritima*, 13/12/2016.

Crespin Cyril, « Les nouvelles dynamiques du Front national en Normandie », *Fondation Jean Jaurès - Penser pour agir*, 17/06/2016.

Fourquet Jérôme, « Front du nord, Front du sud », *IFOP*, 2013.

Giblin Béatrice, « La France périphérique, c'est où ? », *Libération.fr*, 2014.

Goiffon Paul, « Les affaires de corruption dans le sud en cartes et en infographies », *La marseillaise*, 31/08/2016.

Jaillette Jean-Claude, « Marseille : comment Stéphane Ravier a provoqué une hémorragie d'élus FN », *Marianne*, 28/08/2013.

Le Blevenec Nolween, « Adrien Mexis, ex-UMP et nouveau trophée ultradiplômé du FN », *L'Obs*, 09/05/2013.

Mexis Adrien, « L'Europe, révélateur des failles de Marine Le Pen », *Atlantico*, 05/05/2017.

Observatoire des radicalités politiques ORP, « Le Front national - Etat des lieux en 2014 », *Fondation Jean Jaurès - Penser pour agir*, 02/12/2014.

Sénecat Adrien, « Le FN a-t-il vraiment « 5 % du temps d'antenne politique » ? », *Le Monde*, 21/04/2016.

Autres documents

Conseil Constitutionnel, *Décision n° 2007-557 DC*, 15 novembre 2007.

Conseil d'Etat, *Décision N° 386219*, 3ème Sous-section jugeant seule, 27 juillet 2015.

Conseil supérieur de l'audiovisuel, *Le pluralisme en période électorale*, <http://www.csa.fr/Television/Le-suivi-des-programmes/Le-pluralisme-politique-et-les-campagnes-electorales/Le-pluralisme-en-periode-electorale>

Fédération des acteurs de la solidarité, *La naissance difficile de l'allocation pour demandeur d'asile (ADA)*, <http://www.federationsolidarite.org/publics/refugies-et-migrants/actualites-refugies-migrants-menu/6181-la-naissance-difficile-de-l-allocation-pour-demandeur-d-asile-ada>

FOS-EPSEAL, *Etude participative en santé environnement ancrée localement sur le front industriel de Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône*, 2017.

République française, *Constitution de la République française*, Paris, Dalloz, 1958.

Deutscher Bundestag, *Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne*, 2012.

Table des illustrations

Encadrés

Encadré 1 : Étudier l'extrême droite en Europe.....	55
Encadré 2 : Travailler sur les données agrégées.....	85
Encadré 3 : La carte, cet objet politique.....	91
Encadré 4 : Des villes polluées.....	156
Encadré 5 : « Rose mafia » dans le Pas-de-Calais.....	165
Encadré 6 : Adrien Mexis.....	174
Encadré 7 : Emmanuel Fouquart.....	177
Encadré 8 : Antoine Ibba.....	181
Encadré 9 : Philippe Maurizot.....	187
Encadré 10 : Stéphane Didero.....	188
Encadré 11 : Virginie Pepe-Patin.....	189
Encadré 12 : François Lemaire.....	194
Encadré 13 : Christian Champiré.....	194
Encadré 14 : Roland Joly.....	195
Encadré 15 : René Raimondi.....	196
Encadré 16 : Rappels sur certains indicateurs statistiques.....	212
Encadré 17 : Les statistiques ethniques et le vote.....	216
Encadré 18 : Vote Front national et présence d'immigrés.....	217
Encadré 19 : Ménages et Familles selon l'INSEE.....	221
Encadré 20 : Vote Front national et religion.....	221
Encadré 21 : La difficulté d'utiliser le rapport interdécile	239
Encadré 22 : Interpréter le graphique de régression	256
Encadré 23 : Des communes favorables au FN qui ne change pas entre 2012 et 2017	258
Encadré 24 : Du rouge et du bleu.....	286
Encadré 25 : Les inactifs selon l'INSEE.....	323
Encadré 26 : Des comportements de vote marqués par une abstention intermittente	348

Encadré 27 : Un communisme municipal à Port-de-Bouc ?.....	394
--	-----

Figures

Figure 1 : The funnel of causality predicting vote choice (Dalton, 1988).....	59
Figure 2 : Effets du territoire sur les comportements politiques individuels (Sainty, 2014).	59
Figure 3 : Modèle explicatif du vote dans notre thèse	60
Figure 4 : Dicrétisations (Lambert, Zanin, 2016, p.67).....	91
Figure 5 : Les bureaux de vote et les IRIS de Bully-les-Mines	93
Figure 6 : Redécoupage des IRIS sur Grenay et Bully-les-Mines.....	96
Figure 7 : Le tableau de la sociologie du vote Le Pen (Mayer, 2015, p.309).....	332

Tableaux

Tableau 1 : Les formes de gouvernement chez Aristote (Seiler, 2004, p.11).....	71
Tableau 2 : Présentation sous forme de tableau des quatre villes de notre enquête.....	71
Tableau 3 : Les calculs de redécoupage des IRIS de Grenay	95
Tableau 4 : Personnes avec lesquelles nous avons cherché à réaliser des entretiens.....	105
Tableau 5 : Grille portant sur la typologie des quartiers.....	108
Tableau 6 : Les professions et catégories socioprofessionnelles sur Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay	136
Tableau 7 : Les budgets municipaux de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc.....	155
Tableau 8 : Les budgets municipaux de Bully-les-Mines et Grenay.....	171
Tableau 9 : Corrélations portant sur la taille des communes en population.....	214
Tableau 10 : Corrélations portant sur la croissance démographique.....	214
Tableau 11 : Régression linéaire portant sur la croissance démographique.....	215
Tableau 12 : Corrélations portant sur la durée d'emménagement	215
Tableau 13 : Corrélations portant sur le pourcentage d'immigrés par région et département.....	217
Tableau 14 : Corrélations portant sur les tranches d'âges	218
Tableau 15 : Corrélations portant sur les tranches d'âges par région	219
Tableau 16 : Corrélations portant sur les types de familles.....	219
Tableau 17 : Régression linéaire sur les types de familles à l'échelle régionale.....	219

Tableau 18 : Régression linéaire sur familles et ménages à l'échelle départementale (2017).....	220
Tableau 19 : Régression linéaire sur familles et ménages à l'échelle départementale (2012).....	220
Tableau 20 : Corrélations portant sur les habitants des logements.....	223
Tableau 21 : Régression linéaire portant sur les propriétaires et locataires (2012)	223
Tableau 22 : Régression linéaire portant sur les propriétaires et locataires (2017P2).....	224
Tableau 23 : Corrélations selon les types de logements.....	225
Tableau 24 : Régression linéaire portant sur les types d'habitations (2012)	225
Tableau 25 : Régression linéaire portant sur les types d'habitations (2017P2))	226
Tableau 26 : Coefficients pour le modèle de régression 2017p2.....	226
Tableau 27 : Corrélations portant sur l'ancienneté des habitations	227
Tableau 28 : Corrélations portant sur les CSP	228
Tableau 29 : Régression linéaire pas-à-pas portant sur les CSP (2012 et 2017P2).....	229
Tableau 30 : Régression linéaire portant sur les ouvriers, artisans, cadres, employés	230
Tableau 31 : Corrélations portant sur les CSP à l'échelle départementale	230
Tableau 32 : Régression linéaire portant sur les CSP par département (2012 et 2017P2).....	231
Tableau 33 : Corrélations portant sur les niveaux de diplômes.....	234
Tableau 34 : Corrélations portant sur les niveaux de diplômes à l'échelle régionale.....	235
Tableau 35 : Régression linéaire des variables de diplôme par région.....	235
Tableau 36 : Corrélations portant sur les niveaux de diplôme à l'échelle départementale	235
Tableau 37 : Tableau de régression sur les variables de diplômes par départements.....	235
Tableau 38 : Régression des variables de diplôme dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Pas-de-Calais.....	236
Tableau 39 : Corrélations entre vote FN et variables de revenus	239
Tableau 40 : Corrélations entre vote FN et variables de revenus (échelle régionale).....	240
Tableau 41 : Corrélations entre vote FN et variables de revenus (échelle départementale).....	240
Tableau 42 : Corrélations en fonction des déciles de revenu.....	241
Tableau 43 : Régression linéaire en fonction des déciles de revenu par département	241
Tableau 44 : Corrélations en fonction du taux de pauvreté.....	244
Tableau 45 : Régression linéaire en fonction du taux de pauvreté.....	244
Tableau 46 : Corrélations en fonction des variables liées au chômage.....	246
Tableau 47 : Régression linéaire en fonction du chômage chez les moins de 25 ans.....	246

Tableau 48 : Corrélations en fonction de la distance à l'emploi.....	248
Tableau 49 : Corrélations en fonction de la distance à l'emploi par département.....	248
Tableau 50 : Corrélations en fonction du mode de déplacement au travail	249
Tableau 51 : Régression linéaire multiple en fonction des variables de déplacement au travail pour les régions NPDC et PACA	250
Tableau 52 : Modèle sélectionnant les deux meilleures variables de déplacement pour expliquer le vote FN.....	250
Tableau 53 : Corrélations en fonction du type d'entreprises sur la commune.....	251
Tableau 54 : Régression linéaire en fonction du type d'entreprises sur la commune, par département	252
Tableau 55 : Détails de cette régression sur le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône.....	252
Tableau 56 : Récapitulatif de la régression pas-à-pas incluant toutes les variables étudiées.....	253
Tableau 57 : Les quatre variables les plus importantes dans l'explication du vote FN à l'échelle communale pour les élections présidentielles de 2017 (Méthode pas à pas).....	255
Tableau 58 : Régression linéaire portant sur les deux axes de variables.....	260
Tableau 59 : Régression linéaire portant sur les deux axes de variables sur chaque région puis chaque département	260
Tableau 60 : Application de notre modèle à deux axes sur chaque département	266
Tableau 61 : Valeurs explicatives du modèle à deux axes sur chaque département	267
Tableau 62 : Régression linéaire portant sur le modèle spécifique au Pas-de-Calais.....	270
Tableau 63 : Corrélations entre vote Mélenchon au premier tour et vote FN au second tour	276
Tableau 64 : Corrélations entre vote FN 2017 et résultats de la gauche aux deuxièmes tours des élections présidentielles de 1995, 2007 et 2017.....	277
Tableau 65 : Corrélations entre vote FN 2017 et résultats de la gauche aux deuxièmes tours des élections présidentielles de 1995, 2007 et 2017.....	277
Tableau 66 : Score du FN en pourcentage d'inscrits aux élections présidentielles.....	284
Tableau 67 : Corrélations en fonction du pourcentage de maisons et appartements dans le bureau de vote.....	294
Tableau 68 : Corrélations en fonction des proportions de population par âge (2012)	310
Tableau 69 : Corrélations en fonction des proportions de population par âge (2017)	311
Tableau 70 : Corrélations en fonction du type de diplôme (2012).....	315
Tableau 71 : Corrélations en fonction du type de diplôme (2017).....	315
Tableau 72 : Corrélations en fonction des CSP (2012).....	320

Tableau 73 : Corrélations en fonction des CSP (2012).....	320
Tableau 74 : Vote FN et abstention dans le Pas-de-Calais.....	331
Tableau 75 : Périurbain choisi, subi... et contraint ?	335
Tableau 76 : Récapitulatif des entretiens réalisés par ville.....	341
Tableau 77 : Les électeurs du Front national	347
Tableau 78 : Typologie des électors sur les quatre villes étudiées.....	388
Tableau 79 : Les actions municipales et leurs effets.....	412
Tableau 80 : Tableau des approches méthodologiques sur la sociologie du vote FN.....	415

Graphiques

Graphique 1 : Résultats des élections présidentielles de 2012 à Port-de-Bouc.....	72
Graphique 2 : Le vote FN dans les Bouches-du-Rhône en fonction du pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur long.	73
Graphique 3 : Évolutions démographiques comparées de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais	124
Graphique 4 : Les évolutions démographiques comparées des quatre villes entre 1793 et 2011.....	135
Graphique 5 : Les proportions des différentes catégories d'âge des quatre villes	136
Graphique 6 : Les professions et catégories socioprofessionnelles à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay	137
Graphique 7 : Évolution du vote FN en % d'inscrits à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay	138
Graphique 8 : Évolution de l'écart à la moyenne nationale du vote FN sur les quatre villes	139
Graphique 9 : Résultats de l'élection présidentielle de 2017 (tour 1) à Port-de-Bouc.....	143
Graphique 10 : Résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 à Fos-sur-Mer.....	145
Graphique 11 : Résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 à Bully-les-Mines et Grenay.....	164
Graphique 12 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de cadres dans une commune (Bouches-du-Rhône)	232
Graphique 13 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de cadres dans une commune (Pas-de-Calais).....	232
Graphique 14 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage d'ouvriers dans une commune (Bouches-du-Rhône)	233

Graphique 15 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage d'ouvriers dans une commune (Pas-de-Calais).....	233
Graphique 16 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de détenteurs de diplômes du supérieur long dans une commune (Bouches-du-Rhône).....	237
Graphique 17 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de détenteurs de diplômes du supérieur long dans une commune (Pas-de-Calais).....	237
Graphique 18 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de détenteurs de CAP/BEP dans une commune (Bouches-du-Rhône)	238
Graphique 19 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du pourcentage de détenteurs de CAP/BEP dans une commune (Pas-de-Calais)	238
Graphique 20 : Vote FN 2017 tour 2 en fonction du rapport interdécile dans une commune (Bouches-du-Rhône)	242
Graphique 21 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du rapport interdécile dans une commune (Pas-de-Calais)	242
Graphique 22 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du modèle de régression multiple - Précision du modèle de régression.....	254
Graphique 23 : Vote FN 2017 (tour 2) en fonction du modèle à quatre variables- Précision du modèle de régression	255
Graphique 24 : Localisation supposée des communes à fort vote FN dans notre quadrant.....	261
Graphique 25 : Localisation des villes à fort vote FN dans le quadrant Urbanité/Popularité	263
Graphique 26 : Localisation des villes à faible vote FN dans le quadrant Urbanité/Popularité ..	263
Graphique 27 : Localisation des villes du Pas-de-Calais où le vote FN est fort	268
Graphique 28 : Localisation des villes des Bouches-du-Rhône où le vote FN est fort	268
Graphique 29 : Localisation des villes selon le vote FN du Pas-de-Calais dans le quadrant du nouveau modèle départemental.....	271
Graphique 30 : Localisation des villes à fort vote FN du Pas-de-Calais dans le quadrant du nouveau modèle départemental.....	272
Graphique 31 : Localisation des villes à faible vote FN du Pas-de-Calais dans le quadrant du nouveau modèle départemental.....	272
Graphique 32 : Le vote Front national par bureau de vote sur un quadrant sociologique/périurbain	328

Cartes

Carte 1 : Les positions de Fos-sur-Mer/Port-de-Bouc et Grenay/Bully-les-Mines dans leurs départements respectifs.	116
Carte 2 : Présentation de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc (open street map).....	117
Carte 3 : Présentation de Bully-les-Mines et Grenay (open street map)	118
Carte 4 : La densité démographique du Nord-Pas-de-Calais et de la région Provence-Alpes-Côte D’Azur	123
Carte 5 : Le vote FN en 2012 en Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte D’Azur.....	128
Carte 6 : Le vote FN en 2017 (deuxième tour) en Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte D’Azur	129
Carte 7 : La différence de voix entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen au deuxième tour de l’élection présidentielle de 2017 dans les deux régions analysées.	130
Carte 8 : L’augmentation du vote FN entre 2017 et 1995.....	131
Carte 9 : Résultats à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc du premier tour de l’élection présidentielle de 2017 par bureaux de vote	149
Carte 10 : Typologie urbaine des bureaux de vote de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc	153
Carte 11 : Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais	158
Carte 12 : Résultats du premier tour de l’élection présidentielle de 2017 à Grenay et Bully-les-Mines par bureau de vote.....	166
Carte 13 : Typologie urbaine des bureaux de vote de Bully-les-Mines et Grenay	169
Carte 14 : Le vote FN à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay	282
Carte 15 : Évolution du vote FN de 1995 à 2017 à Bully-les-Mines et Grenay	285
Carte 16 : Évolution du vote FN de 2002 à 2017 à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc	287
Carte 17 : Autres votes à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay.....	289
Carte 18 : Situation géographique des bureaux de vote de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc	291
Carte 19 : Situation géographique des bureaux de vote de Bully-les-Mines et Grenay.....	293
Carte 20 : Frontières physiques de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc	295
Carte 21 : Frontières physiques de Bully-les-Mines et Grenay	298
Carte 22 : Typologie des quartiers de Bully-les-Mines et Grenay	301
Carte 23 : Marqueurs de périurbanité des bureaux de vote de Bully-les-Mines et Grenay.....	302
Carte 24 : Typologie des quartiers de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc.....	304
Carte 25 : Marqueurs de périurbanité des bureaux de vote de Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc.....	306

Carte 26 : Ancienneté des ménages des quatre villes étudiées	308
Carte 27 : Pourcentage des différentes classes d'âge par bureau de vote des villes étudiées.....	312
Carte 28 : Les diplômés à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay	317
Carte 29 : Les non-diplômés dans les quatre villes étudiées	319
Carte 30 : Répartition des différentes CSP à Bully-les-Mines et Grenay.....	321
Carte 31 : Répartition des différentes CSP à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc.....	322
Carte 32 : Les immigrés dans les quatre villes étudiées.....	324
Carte 33 : Marqueurs de pauvreté par bureau de vote à Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Bully-les-Mines et Grenay	327
Carte 34 : L'abstention dans les quatre villes étudiées	330
Carte 35 : Les différents quartiers étudiés à Fos-sur-Mer et Port-de-Bouc	338
Carte 36 : Les différents quartiers étudiés à Bully-les-Mines et Grenay	340

Photographies

Photographie 1 : Un quartier de Fos-sur-Mer (Google Maps)	154
Photographie 2 : Un quartier de Port-de-Bouc (Google Maps)	154
Photographie 3 : La plage de Fos-sur-Mer	156
Photographie 4 : Une maison de mineur typique du bassin minier Lensois	160
Photographie 5 : Un quartier de Bully-les-Mines, la cité des alouettes (Google Maps).....	170
Photographie 6 : Un quartier de Grenay, la cité du 5 (Google Maps).....	170

Annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien électeurs

But du guide : Tester les différentes théories explicatives du vote. Essayer de discerner l'importance d'un vote contextuel lié à l'intégration sociale dans la commune. Essayer de voir quelle est la vision de l'enquêteur sur le Front national. Existe-t-il encore une dimension taboue au vote Front national ?

1. Tester les explications déterministes

- Age, sexe ?
- Quel est son parcours professionnel/ d'études ? Quels sont leurs revenus ?
- Quel est son statut professionnel, quelle est sa CSP ? Privé/public ?
- Détail de sa fonction dans son emploi ? Est-ce un emploi plutôt isolé (bureau) ou social (groupe de travail) ? Manuel ou intellectuel ?
- Quelles sont ses perspectives de carrière ? Veut-il changer d'endroit ? Est-il prêt à le faire si cela lui était demandé ? Dans quels types d'entreprises a-t-il travaillé ?
- Son travail est-il loin ou au contraire proche de son domicile ? Comment y va-t-il ?
- Quel est son parcours géographique ? Est-il mobile ou pas ?
- Parler des parents, des frères et sœurs ? Quelles relations ont-ils encore entre eux ? Sont-ils proches ou loin ? Les voient-ils souvent ?
- Toujours en parlant de la famille, détailler les emplois de ses parents ? Leurs votes ? Pareil pour les frères/sœurs et enfants.
- A-t-il eu de la famille dans les mines ? Parler de l'histoire locale.
- Quel est l'emploi de son conjoint ? Parlent-ils politique ensemble ? Détailler.
- Dans quel milieu social ont-ils vécu ? Sont-ils croyants ? Quelle religion ? Quelles pratiques ?
- Leur vie, enfants, femme/mari.... (Discussion libre)
- Est-ce qu'ils consomment des biens culturels (livres, cinéma, théâtre) ? Plus généralement est-ce qu'ils ont une activité culturelle ? Ont-ils du temps pour les loisirs ? Quels loisirs ?

2. Tester les explications écologiques

- Depuis combien de temps habitent-ils ici ? Dans la ville ? Dans le quartier ? Pourquoi ont-ils déménagé ici s'ils l'ont fait ? Que pensaient-ils de la région, des habitants avant de venir ? Ont-ils été déçus ?
- Quand ils sont venus, ont-ils décidé de venir explicitement dans la ville ou bien est-ce par défaut ? Ont-ils eu une différence entre leurs attentes vis à vis de la ville et la réalité ?
- Où habitaient-ils avant ? Quel est leur avis sur cet ancien chez-soi ?
- Ont-ils de la famille dans les environs ?
- Travaillent-ils sur place ? A l'extérieur ? Dans quel type d'emploi ? Dans quel type d'entreprise ?
- Ont-ils des amis dans le voisinage ? Comment sont leurs relations avec les voisins ? Organisent-ils parfois des dîners entre voisins ?

- Quelle est l'ambiance du quartier ? Est-il tranquille ? Est-ce que leurs voisins/amis locaux sont des locaux ou des gens venant d'autres régions ? Au contraire est-ce des gens du coin ?
- Où font-ils les courses ? Dans la ville ou à l'extérieur dans un centre commercial ? Font-ils le marché ?
- Quelle est l'ambiance de la ville ? Se sentent-ils bien dans la ville ? Voudraient-ils déménager pour une ville plus grande ? Vont-ils souvent dans le centre-ville ? Si oui pourquoi ? Comment est la mentalité ici.
- Participent-ils à des activités de la vie municipale ? (Bingo ?)
- Sont-ils membres d'une association ? Quel type ? D'une association locale ? Quel type ? Quelles sont leurs relations avec leurs collègues ? Discutent-ils de politique ? D'après eux ils sont de quels bords ?
- Est-ce que dans le quartier il y a des personnes qui ne sont pas intégrées ? Des personnes qui dérangent la tranquillité ? Y-a-t-il des immigrés dans la ville ou à proximité ? D'après eux où habitent-ils ? Est-ce qu'ils sont bien intégrés ?
- Ont-ils des choses à dire sur l'action du maire ? Connaissent-ils son identité ?
- Parler de leurs impressions sur l'action municipale : Les impôts / L'insécurité / La voirie / ...
- Idem pour les autres candidats
- Vont-ils voter aux élections régionales ? L'étiquette est-elle importante ?
- Comment est gérée la région d'après eux ? Quel candidat est le plus intéressant ?

3. Tester les explications stratégiques

- Connaissent-ils le FN. Leur dire qu'il est très fort dans la région, leur demander leur avis.
- 1/3 des habitants de la commune ont voté FN en 2012 ? Est-ce que ce serait envisageable pour eux de le faire ? L'ont-ils déjà fait ? Qu'est ce qui a motivé leur vote selon eux ?
- Connaissance des candidats politiques au niveau local ?
- Connaissance du programme du Front national en 2012 ? Le programme économique du FN ?
- Peuvent-ils expliquer les bénéfices au local d'une élection d'un maire FN ?
- Peuvent-ils expliquer la même chose si la FN passait en 2017 aux présidentielles ?
- Quels sont leur avis sur la xénophobie ? Parler de l'affaire Dieudonné ou des réactions racistes sur Taubira ?
- Parler des migrants de Calais et d'autres sujets locaux d'actualité
- Quels sont leur lien avec le FN ? Sont-ils militants ? Sympathisants ? Intéressés ? Hostiles ?
- Ont-ils des amis qui votent FN ? Leur arrive-t-il de débattre avec eux ?
- Que pensent-ils du système politique ? Ont-ils milité ? Sont-ils adhérents ? Tester leurs connaissances politiques en les faisant parler d'hommes politiques. Que pensent-ils de Hollande ? De Valls ? De Sarkozy ? De Le Pen père et fille ?
- Parler des affaires qui touchent le monde politique ?
- Vont-ils voter à chaque élection ? (Discussion libre)

4. La campagne des régionales (également départementales)

- Pouvez-vous me parler de la campagne régionale ? Comment se déroule-t-elle ? Quel était le climat ?
- Connaissiez-vous les différents candidats ? Lequel a votre préférence ? Pourquoi ?
- Pensez-vous que le FN peut l'emporter ? Quel serait l'impact d'une telle victoire ?

Annexe 2 : Guide d'entretien élus (Exemple du Pas-de-Calais)

Introduction : Présentation de mon travail, de son objectif et ce que j'ai déjà fait sur le vote et non seulement sur le vote Front national, notamment dans le Sud. Parler du fait que je suis étudiant à Montpellier et donc pas intéressé par un gain politique local. Dire que je ne suis pas journaliste.

1. Histoire locale

- Pouvez-vous me parler de l'histoire de la ville ? Depuis les mines ?
- Politiquement c'est une ville historiquement de gauche, pourquoi ?
- Economiquement, quelles ont été les ressources financières de la ville ?
- Comment se sont effectuées les mutations économiques de la ville du à la fin de l'extraction ?
- Socialement comment cela s'est passé ?
- Au niveau de la reconversion des gens ? Le chômage ? La lutte contre le chômage ?
- Aujourd'hui quel est l'état économique de la ville ? Et de Lens-Liévin ?
- Quels sont les gros employeurs de la ville ? Et des alentours ?
- S'il y a eu des mines c'est qu'il y a dû avoir une forte présence syndicale, quel a été son rôle ?
- Quel est l'état des syndicats aujourd'hui ?
- Y a-t-il beaucoup d'associations dans la ville ? Quelles sont les plus importantes ? la vie associative est-elle active ?
- Les activités culturelles sont-elles soutenues ?
- D'où vient la population de la ville ? J'ai entendu qu'il y'avait eu une immigration notamment polonaise ? Qu'en est-il ?
- Discussion libre sur l'histoire de la ville selon la fonction de la personne.

2. La ville

- Situation géographique, la ville est-elle bien située, bien desservie d'après vous ?
- Quel est la hauteur du budget municipal ? Est-ce facile à gérer avec ce budget ? (Discussion libre)
- Quels sont les services, les grands magasins, les dispositifs sportifs et médicaux de la ville ou à proximité immédiate ?
- Y a-t-il un marché ? Est-il vivant ?
- Comment est structurée la population active sur la ville ? Est-ce une ville plutôt ouvrière, plutôt habitée par les cadres ?
- Les habitants sont-ils plutôt riches ou plutôt pauvres ?
- Où est-ce que les gens vont travailler ? est-ce loin ? Y-a-t-il des gens qui vont travailler à Lille ?
- Y'a-t-il des communautés d'origines étrangères importantes sur la ville ? Sont-ils mélangés à la population locale ou il existe des quartiers spécifiques ? Y a-t-il des associations pour les aider ?
- Y a t-il des problèmes entre les différentes communautés dans la ville ou à côté ? Parfois des tensions ?
- Est-ce que la ville a des débouchés comme le tourisme ?
- Y-a-t-il de la délinquance sur la ville ? Où est-elle située ?
- Quel type de délinquance ?
- Comment la municipalité et la police luttent contre elle ?

- Pensez-vous que les problèmes de sécurité sont importants pour les citoyens de la ville ?

3. Le vote FN

- Quel est votre sentiment quant à la hauteur du score de Front national au niveau français ?
- Pourquoi d’après vous, au niveau français y a une augmentation du vote FN ?
- Dans le département, quelles sont les villes les plus favorables au vote FN ?
- Et dans la commune le vote FN est-il très important ?
- Quelles sont les causes strictement locales d’après vous qui expliquent le vote FN ?
- Est-ce que votre parti lutte contre cela ? Par quelles actions ?
- Quels quartiers/bureaux de vote sont les plus favorables au vote Front national ? Qu’ont-ils de particulier qui pourrait expliquer cela ?
- Selon vous, quels types de personnes sont amenés à voter FN dans votre commune ?
- Le Front national est-il structuré sur la ville via une antenne locale ? Un candidat ? Des associations ?

4. Sur les autres votes

- Comment s’est placée la gauche dans votre ville aux différentes élections depuis 2012 ? (Essor/déclin)
- La ville a toujours eu cette couleur politique ?
- Comment expliquer la force du parti socialiste/communiste à Bully/Grenay ?
- Quelle est l’histoire du PC ou du PS dans la ville ?
- Quelles ont été les raisons de l’affaiblissement du vote socialiste et communiste dans le département, la région et le bassin ?
- Comment se traduit l’implantation de votre parti dans la ville ?
- Y a-t-il un vote de droite important ? (Les républicains) ? Quelles sont les raisons de sa faiblesse dans le bassin ?

Annexe 3 : Un édito de la mairie de Grenay

Tiré du journal municipal de Grenay : *Regard*, n°516, juillet 2017. Disponible en ligne : http://www.grenay.fr/IMG/pdf/Regard_No_516_mi-juillet_2017.pdf

ÉDITO

SINCÈREMENT, VOUS VALEZ MIEUX QU'UN DÉPUTÉ FN !

N° 516 - JUILLET 2017

La séquence électorale vient de s'achever et alors que pour les présidentielles la participation à Grenay avait été forte avec 78 % et 75 %, lors des législatives elle a été très faible avec 48 % et 42 % ! Le système de la V^{ème} République présidentielle où seule l'élection du président est importante est à bout de souffle.

Au final, le président a été élu avec 24 % des suffrages exprimés au 1^{er} tour, soit 18 % des inscrits et sa majorité parlementaire a obtenu 32 % au premier tour, soit à peine 16 % des inscrits en raison de la forte abstention. *Cette réalité électorale devrait rendre modeste les nouveaux élus avant qu'ils ne se décident à casser le code du travail par ordonnance ou à intégrer dans le droit commun les dispositions de l'état d'urgence.*

A Grenay, le FN est arrivé en tête du 1^{er} tour mais les électeurs ont rappelé qu'il n'était pas majoritaire (tous les chiffres sont disponibles sur le site de la mairie). Au 2nd tour,



les électrices et les électeurs ont confirmé le 2nd tour de la présidentielle. Pour vous, Macron et sa politique libérale, qui vante la mondialisation heureuse ne sont pas la solution mais bien le problème.

Ce rejet est clair et net car entre les deux tours alors que la participation baisse le candidat FN gagne 271 voix. Ce rejet est commun dans tout le bassin minier, ce qui explique que sur les 8 députés FN il y en ait 5 dans le bassin minier.

Les raisons de la crise et de la colère des électeurs sont

connues : le chômage deux fois plus élevé qu'ailleurs, le sentiment de déclassement, la précarisation des emplois, les problèmes de logement, de santé, et l'emploi, l'emploi et toujours l'emploi !

Vous avez raison d'être en colère vis-à-vis de ce système qui met l'argent-roi en avant et qui oublie l'humain, ce système où les inégalités sociales se creusent et où on explique que les droits sociaux coûtent trop cher et qu'il faut toujours plus favoriser les licenciements, la flexibilité,

l'adaptabilité, bref rendre la vie des uns toujours plus difficile pour que les autres gagnent toujours plus.

Mais sincèrement, vous valez beaucoup mieux qu'un député FN ! Vous valez mieux qu'un politicien professionnel obligé d'appeler son grand-père à l'aide pour prouver qu'il serait lui aussi un ouvrier. Vous valez mieux qu'un cumulard impliqué dans les affaires d'assistants parlementaires européens de son parti. Vous valez mieux qu'un homme qui n'arrive pas à assumer ses choix de vie. *Vous valez mieux que ce député dont la seule solution est la préférence nationale alors que 98,4 % de la population de Grenay est française !*

Vous valez mieux que cela car ce qu'il vous vend c'est le rejet de Françaises et de Français pas assez blancs à ses yeux, de Françaises et de Français pas assez chrétiens pour se réunir autour de la crèche.

(suite page 2)



Ce programme de l'extrême-droite basé sur le rejet, la haine, l'exclusion, le racisme n'a jamais servi les intérêts du peuple et *vous ne le verrez pas souvent ni manifester pour défendre vos droits, ni vous être utile concrètement que ce soit à l'Assemblée Nationale ou dans la circonscription.*

Pour revenir à Grenay, je suis navré pour tous ceux qui espèrent ma démission et mon départ de Grenay, mais ni l'un, ni l'autre ne sont à l'ordre du jour ! Vous m'avez accordé votre confiance pour diriger Grenay et réaliser un certain nombre de projets. Avec les élu-e-s du groupe communiste

et républicain et avec votre soutien, nous transformons Grenay, nous améliorons les services rendus à la population, nous nous battons pour que Grenay soit réellement dynamique et agréable à vivre pour toutes et tous. Nous avons encore de nombreux projets à réaliser, donc je ferai tout mon possible et je mettrai toute ma détermination pour poursuivre le développement de notre ville, le développement de ma ville !

J'ai parfaitement conscience de la chance, de l'honneur et des responsabilités d'être le maire d'une ville qui vous a adopté. Et gérer une ville c'est trouver

des solutions. La campagne électorale a montré un point de crispation autour d'un panneau d'affichage. Des menaces, des insultes, des dégradations y ont été constatées et une demande récurrente d'habitants d'en finir avec cette situation. Le bureau municipal a donc décidé que pour les 4 panneaux d'affichage en bois il fallait en revenir à leur usage initial : l'affichage municipal et associatif. Les services techniques vont donc remettre des vitres en plexiglas du côté le plus visible de tous. Évidemment si des dégradations devaient être constatées,

il y aura dépôt de plainte et changement de localisation du ou des panneaux concernés. Avec une douzaine de panneaux deux ou trois faces, l'affichage libre ne sera pas menacé sur notre commune.

Je vous souhaite de bonnes vacances mais surtout d'être vigilants et je vous donne rendez-vous pour défendre nos droits et nos conquêtes sociales comme la population de Grenay a toujours su le faire !

Le maire,
Christian Champiré,
mardi 20 juin 2017.

Annexe 4 : Les incivilité à Bully-les-Mines

Tiré de *Bullyinfos dans mon quartier : Bulletin d'Information du quartier des Brebis -Cité 2 - Résidence du Maréchal Leclerc*, n°1, septembre 2016. Disponible en ligne : <http://www.bullylesmines.fr/Ma-ville/Publications-municipales/Bully-Infos-Journal-des-Brebis>

INCIVILITÉS

Destructions « gratuites »



Une fois encore les actes délictueux de certains empoisonnent le quotidien de tous. Lors du week-end de la Pentecôte, quelques individus mal intentionnés ont mis le feu aux containers du foyer Jules Guesde, stockés à l'arrière de la Bergerie.

Une fenêtre du bâtiment a également été cassée par un jet de projectile. Le montant du préjudice est estimé à 1200€ pour le remplacement des clôtures, la société Nicollin prenant à son compte le remplacement des containers. La municipalité rappelle qu'un dépôt de plainte est systématiquement effectué lorsqu'une infraction est commise.

Stop à la vitesse

Suite à la demande des riverains de réduire la vitesse sur le boulevard de la Loire et sur le boulevard du Rhône, la municipalité a mandaté la société Broutin, pour la pose de 12 cousins Berlinois répartis sur ces deux axes très fréquentés. Montant des aménagements : 3125€.



Annexe 5 : Les réseaux sociaux et leurs messages

Deux images facebook « likées » par un électeur FN dont nous suivons le fil d'actualité Facebook.



Annexe 6 : Analyses factorielles par commune

Analyse factorielle : Variable sociologique modèle général

Indice KMO et test de Bartlett

Indice de Kaiser-Meyer-Olkin pour la mesure de la qualité d'échantillonnage.	,500
Test de sphéricité de Bartlett	6751999,101
Khi-deux approx.	1
ddl	,000
Signification	

Qualités de représentation

	Initiales	Extraction
Pop 15 ans ou plus Cadres, Prof, intel, sup, en 2011 (compl) % pop 15+	1,000	,864
Pop 15 ans ou plus non scol, CAP-BEP % pop 15+ non scol,	1,000	,864

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Variance totale expliquée

Composante	Valeurs propres initiales			Sommes extraites du carré des chargements		
	Total	% de la variance	% cumulé	Total	% de la variance	% cumulé
1	1,728	86,380	86,380	1,728	86,380	86,380
2	,272	13,620	100,000			

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Matrice des composantes^a

	Composante		Composante
	1		1
Pop 15 ans ou plus Cadres, Prof, intel, sup, en 2011 (compl) % pop 15+	-,929	Pop 15 ans ou plus Cadres, Prof, intel, sup, en 2011 (compl) % pop 15+	-,538
Pop 15 ans ou plus non scol, CAP-BEP % pop 15+ non scol,	,929	Pop 15 ans ou plus non scol, CAP-BEP % pop 15+ non scol,	,538

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Matrice des coefficients des composantes

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Méthode de rotation : Varimax avec normalisation Kaiser.

Scores des composantes

Analyse factorielle : Variable Urbanité modèle général

Indice KMO et test de Bartlett

Indice de Kaiser-Meyer-Olkin pour la mesure de la qualité d'échantillonnage.		,500
Test de sphéricité de Bartlett	Khi-deux approx.	1324092,308
	ddl	1
	Signification	,000

Qualités de représentation

	Initiales	Extraction
Ets actifs construction au 31/12/2010 en % des établissements	1,000	,685
Actif occ 15 ans ou plus marche pour travail en 2011 (princ) en % d'actifs occ	1,000	,685

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Variance totale expliquée

Composante	Valeurs propres initiales			Sommes extraites du carré des chargements		
	Total	% de la variance	% cumulé	Total	% de la variance	% cumulé
1	1,371	68,534	68,534	1,371	68,534	68,534
2	,629	31,466	100,000			

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Matrice des composantes^a

	Composante		Composante
	1		1
Ets actifs construction au 31/12/2010 en % des établissements	,828	Ets actifs construction au 31/12/2010 en % des établissements	,604
Actif occ 15 ans ou plus marche pour travail en 2011 (princ) en % d'actifs occ	-,828	Actif occ 15 ans ou plus marche pour travail en 2011 (princ) en % d'actifs occ	-,604

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Méthode de rotation : Varimax avec normalisation Kaiser.

Scores des composantes

Analyse factorielle : Variable Famille/Vétusté (Pas-de-Calais)

Indice KMO et test de Bartlett^a

Indice de Kaiser-Meyer-Olkin pour la mesure de la qualité d'échantillonnage.	,500
Test de sphéricité de Bartlett	790,090
Khi-deux approx.	
ddl	1
Signification	,000

a. Région = 31, Département = 62

Qualités de représentation^a

	Initiales	Extraction
Mén fam princ Couple avec enfant(s) en 2011 (compl) % ménages	1,000	,512
Rés princ avt 1946 en 2011 (princ) % rés princ	1,000	,512

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

a. Région = 31, Département = 62

Variance totale expliquée^a

Composante	Valeurs propres initiales			Sommes extraites du carré des chargements		
	Total	% de la variance	% cumulé	Total	% de la variance	% cumulé
1	1,023	51,162	51,162	1,023	51,162	51,162
2	,977	48,838	100,000			

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

a. Région = 31, Département = 62

Matrice des composantes^{a,b}

	Composante
	1
Mén fam princ Couple avec enfant(s) en 2011 (compl) % ménages	,715
Rés princ avt 1946 en 2011 (princ) % rés princ	,715

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

a. Région = 31, Département = 62

b. 1 composantes extraites.

Annexe 7 : Analyses factorielles par bureau de vote

Analyse factorielle par bureau de vote : Variable sociologique

Matrice de corrélation

		Pop 15 ans ou plus non scol. CAP-BEP % pop 15+ non scol.	Pop 15 ans ou plus Cadres, Prof. intel. sup. en 2011 (compl) % pop 15+
Corrélation	Pop 15 ans ou plus non scol. CAP-BEP % pop 15+ non scol.	1,000	,431
	Pop 15 ans ou plus Cadres, Prof. intel. sup. en 2011 (compl) % pop 15+	,431	1,000

Indice KMO et test de Bartlett

Indice de Kaiser-Meyer-Olkin pour la mesure de la qualité d'échantillonnage.	,500
Test de sphéricité de Bartlett	Khi-deux approx. 7,502
	ddl 1
	Signification ,006

Qualités de représentation

	Initiales	Extraction
Pop 15 ans ou plus non scol. CAP-BEP % pop 15+ non scol.	1,000	,716
Pop 15 ans ou plus Cadres, Prof. intel. sup. en 2011 (compl) % pop 15+	1,000	,716

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Variance totale expliquée

Composante	Valeurs propres initiales			Sommes extraites du carré des chargements		
	Total	% de la variance	% cumulé	Total	% de la variance	% cumulé
1	1,431	71,551	71,551	1,431	71,551	71,551
2	,569	28,449	100,000			

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Matrice des composantes^a

	Composante
	1
Pop 15 ans ou plus non scol. CAP-BEP % pop 15+ non scol.	,846
Pop 15 ans ou plus Cadres, Prof. intel. sup. en 2011 (compl) % pop 15+	,846

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

a. 1 composantes extraites.

Analyse factorielle par bureau de vote : Variable périurbaine

Matrice de corrélation

		Actif occ 15 ans ou plus marche pour travail en 2011 (princ) en % d'actifs occ	Fam Couple avec enfant(s) en 2011 (compl) % des familles
Corrélation	Actif occ 15 ans ou plus marche pour travail en 2011 (princ) en % d'actifs occ	1,000	-,591
	Fam Couple avec enfant(s) en 2011 (compl) % des familles	-,591	1,000

Indice KMO et test de Bartlett

Indice de Kaiser-Meyer-Olkin pour la mesure de la qualité d'échantillonnage.	,500
Test de sphéricité de Bartlett	Khi-deux approx.
	ddl
	Signification
	15,674
	1
	,000

Qualités de représentation

	Initiales	Extraction
Actif occ 15 ans ou plus marche pour travail en 2011 (princ) en % d'actifs occ	1,000	,795
Fam Couple avec enfant(s) en 2011 (compl) % des familles	1,000	,795

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Variance totale expliquée

Composante	Valeurs propres initiales			Sommes extraites du carré des chargements		
	Total	% de la variance	% cumulé	Total	% de la variance	% cumulé
1	1,591	79,543	79,543	1,591	79,543	79,543
2	,409	20,457	100,000			

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Matrice des composantes^a

	Composante
	1
Actif occ 15 ans ou plus marche pour travail en 2011 (princ) en % d'actifs occ	,892
Fam Couple avec enfant(s) en 2011 (compl) % des familles	-,892

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

a. 1 composantes extraites.

Lexique

Sigles de partis politiques

FN : Front national

LO : Lutte ouvrière

LR : Les républicains (successeur de l'UMP depuis 2015)

MNR : Mouvement national républicain. Parti issue de la scission avec le FN en 2002, dirigé par Bruno Mégret. Il a depuis disparu.

MoDem : Mouvement démocrate

NPA : Nouveau parti anticapitaliste

PS : Parti socialiste

PCF : Parti communiste français

PRCF : Pôle de renaissance communiste en France

PVV : Parti pour la liberté (Pays-Bas)

RBM : Rassemblement bleu marine

RPR : Rassemblement pour la République (prédécesseur de l'UMP)

UMP : Union pour un mouvement populaire (successeur du RPR à partir de 2002) (voir LR)

UDI : Union des démocrates et indépendants

Autres sigles

BDV : Bureaux de vote

BEP : Brevet d'études professionnelles

BTP : Bâtiments et travaux publics

BTS : Brevet de technicien supérieur

CAF : Caisse d'allocation familiale

CALL : Communauté d'agglomération Lens-Liévin

CAHC : Communauté d'agglomération de Hénin-Carvin

CAP : Certificat d'aptitude professionnelle

CEPEL : Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine

CEVIPOF : Centre de recherches politiques de Sciences Po (anciennement Centre d'études de la vie politique française)

CFDT : Confédération française démocratique du travail

CGT : Confédération générale du travail

CMU : Couverture maladie universelle

CSP : Catégories socioprofessionnelles ; Remplacé par les professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) en 1982. Le sigle CSP reste malgré tout d'usage courant.

EDF : Électricité de France

FAF : France aux Français (désigne usuellement un militant d'extrême droite)

FO : Force ouvrière

HLM : Habitat à loyer modéré

IRIS : Îlots regroupés pour l'information statistique

PACA : Provence Alpes Côte d'Azur

PCS : Professions et catégories socioprofessionnelles

PME : Petites et moyennes entreprises

NPDC : Nord-Pas-de-Calais

RSA : Revenu de solidarité active

SAN : Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence. Ancienne structure ayant existé de 1972 à 2015. Le SAN fait désormais partie de la métropole marseillaise.

SNCF : Société nationale des chemins de fer français

Résumé en français : Régulièrement considérés comme le terreau du Front national, les espaces périurbains sont en France passés de la lumière à l'ombre. Voulant dépasser cette labellisation ordinaire et stigmatisante, cette thèse se propose d'étudier dans le détail le vote Front national dans le monde périurbain. À partir de quatre villes situées dans le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône et par un travail comparatif sont étudiées les sociologies des électeurs du Front national. À cette étude sociologique s'adjoint la volonté d'expliquer pourquoi certains espaces périurbains semblent créer un vote que certains qualifient de *repli*. Les différentes méthodes utilisées permettent de montrer que dans les espaces périurbains comme ailleurs, le vote Front national n'est pas une évidence, mais le résultat de trajectoires sociales, résidentielles et idéologiques particulières. Le vote FN présente par ailleurs un visage différent, voire contradictoire dans le département du Pas-de-Calais ainsi que dans celui des Bouches-du-Rhône, et s'oppose ainsi un électorat populaire septentrional à un électorat plus aisé dans les départements méditerranéens.

Titre et résumé en anglais : **The Front national's two bodies** - Generally considered as a fertile ground for the Front national, the suburbs have moved in France from light to shadow. Wishing to overcome this ordinary and stigmatising labelling, this thesis intends to study in detail the Front national's vote in the suburban space. This thesis offers to examine the sociology of the FN electorate in four cities located in Pas-de-Calais and Bouches-du-Rhône by a comparative methodology. Within this study is associated the will to explain why some suburbs seem to create a vote which some qualify as inward looking. The various methods we use allow us to show that in suburbs as elsewhere, voting for the Front national is not an obvious fact, but is the result of particular social, residential and ideological trajectories. Moreover, this voting shows a different - if not contradictory - face in the department of Pas-de-Calais than in the Bouches-du-Rhône. Therefore, are opposed a northern popular electorate and a wealthier one in the south.

Discipline : Science Politique

Mots-clés : vote, sociologie électorale, géographie électorale, Front national, périurbain, vote périphérique

Intitulé et adresse de la Faculté ou du Laboratoire :

Université de Montpellier – 163 rue Auguste Broussonnet – 34 090 Montpellier